

La révolution inconnue

1917-1921

Voline

1947

Table des matières

Introduction	4
Préface	4
LIVRE I : Naissance, croissance et triomphe de la révolution (1825-1917)	7
1. Les prémices (1825-1905)	8
1.1 La Russie au début du XIXe siècle et la Naissance de la Révolution	8
1.2 La répression, la trique et la faillite. Evolution quand même. (1825-1855)	10
1.3 Les réformes, la reprise de la Révolution ; « Echech au tzarisme » et échec révolutionnaire ; la Réaction (1855-1881)	15
1.4 Fin de siècle : le marxisme ; évolution rapide ; réaction quand même (1881-1900)	18
1.5 XXe siècle - Évolution précipitée - Progrès révolutionnaires - Dérivatifs (1900-1905)	20
2. La secousse (1905-1906)	24
2.1 L'épopée gaponiste ; première grève générale	24
2.2 La naissance des soviets	32
2.3 La guerre malheureuse ; la victoire d'une grève révolutionnaire	38
2.4 L'échec de la Révolution ; le bilan de la secousse	41
2.5 La « Pause » (1905-1907)	45
3. L'explosion (1917)	47
3.1 Guerre et révolution	47
3.2 Le triomphe de la révolution	50
3.3 Vers la Révolution sociale	51
3.4 Vers un gouvernement socialiste ? La misère du socialisme	55
3.5 La révolution bolcheviste	59
LIVRE II : Le bolchevisme et l'anarchie	62
4. Les deux idées de la Révolution	63
4.1 Deux conceptions opposées de la Révolution sociale	63
4.2 Les causes et les conséquences de la conception bolcheviste	66
5. Autour de la Révolution d'Octobre	77
5.1 L'attitude des bolcheviks et des anarchistes avant Octobre	77
5.2 La position des anarchistes vis-à-vis de la Révolution d'octobre	81
5.3 Quelques autres points désaccord	81
5.4 Quelques considérations	83
6. Après octobre	86
6.1 Les bolcheviks au pouvoir ; les différends entre eux et les anarchistes	86
6.2 La pente fatale	93
6.3 Les organisations anarchistes	102
6.4 La presse inconnue (anarchiste) dans la Révolution russe : sa voix, ses luttes, sa fin	103
6.5 Quelques épisodes vécus	114
7. La répression	121
7.1 Les préparatifs	121

7.2 Le déclenchement	122
7.3 En pleine furie	123
7.4 Le cas Léon Tchorny et Fanny Baron	126
7.5 Le cas Lefèvre, Vergeat, Lepetit	127
7.6 Un épisode vécu	128
7.7 L'accord final	132
7.8 L'étouffoir	133
7.9 Le truc des " délégations "	134
7.10 La " justice " bolcheviste	136
8. L'Etat bolcheviste	139
8.1 La nature de l'État	139
8.2 Situation des ouvriers	141
8.3 Situation des paysans	144
8.4 Situation des fonctionnaires	148
8.5 La structure politique	150
8.6 Vue d'ensemble	152
8.7 Les " réalisations "	154
8.8 La Contre-Révolution	169

LIVRE III : Les luttes pour la véritable Révolution sociale 176

Avant-propos	177
9. Cronstadt (1921)	177
9.1 Quelques notions géographiques	177
9.2 Cronstadt avant la Révolution	178
9.3 Cronstadt, avant-garde de la Révolution ; Ses luttes. - Son activité positive. - Son influence	179
9.4 Cronstadt se dresse contre l'imposture bolcheviste (mars 1921)	184
9.5 Le dernier acte	226
10. Ukraine (1918-1921)	237
10.1 Le mouvement des masses en Ukraine	237
10.2 La formation de l'Armée insurrectionnelle " makhnoviste "	249
10.3 Les offensives de Dénikine et l'effondrement final	257
10.4 Le comportement des makhnovistes dans les régions libérées	284
10.5 L'offensive de Wrangel - Sa défaite	301
10.7 Le sort de Makhno et de certains de ses camarades - Epilogue	320
10.8 Testament de la Makhnovtchina aux travailleurs du monde	333

Introduction

Quelques notes préliminaires indispensables :

1. *° On peut entendre par Révolution russe : soit le mouvement révolutionnaire entier, depuis la révolte des Dekabristes (1825) jusqu'à nos jours ; soit seulement les deux ébranlements consécutifs de 1905 et de 1917 ; soit enfin, uniquement, la grande explosion de 1917. Dans notre exposé, Révolution russe signifie le mouvement tout entier (première interprétation).
Cette méthode est la seule qui permette au lecteur de comprendre aussi bien l'enchaînement et l'ensemble des événements que la situation actuelle en U.R.S.S.*
2. *Une histoire quelque peu complète de la Révolution russe exigerait plus d'un volume. Elle ne pourrait être qu'une oeuvre de longue haleine, réservée surtout aux historiens de l'avenir. Il ne s'agit ici que d'une étude plus ou moins sommaire dont le but est : a) de faire comprendre l'ensemble du mouvement ; b) de mettre en relief ses éléments essentiels peu connus ou ignorés à l'étranger ; c) de permettre certaines appréciations et déductions.
Toutefois, au fur et à mesure que l'ouvrage avancera, il deviendra de plus en plus ample et détaillé. C'est principalement aux chapitres traitant des secousses de 1905 et de 1917 que le lecteur trouvera de multiples précisions, jusqu'à présent inconnues, et une abondante documentation inédite.*
3. *Il existe une difficulté dont nous devons tenir rigoureusement compte : c'est la différence entre révolution générale de la Russie et celle de l'Europe occidentale. A vrai dire, l'exposé de la Révolution russe devrait être précédé d'une étude historique globale du pays ou, mieux encore, devrait s'encadrer dans celle-ci. Mais une pareille tâche dépasserait de beaucoup les limites de notre sujet. Pour parer à l'obstacle, nous apporterons au lecteur des notions historiques toutes les fois que cela nous paraîtra nécessaire.*

Préface

Toute révolution - même étudiée de près par de nombreux auteurs de tendances diverses, et à des époques différentes - reste, au fond, une grande Inconnue. Des siècles passent et, de temps à autre, viennent des hommes qui, fouillant les vestiges des anciens bouleversements, y découvrent encore et toujours des faits et des documents inédits. Souvent, ces découvertes renversent nos connaissances et nos idées que nous supposions définitives. Combien d'ouvrages sur la Révolution française de 1789 existaient déjà lorsque Kropotkine et Jaurès décelèrent dans ses décombres des éléments jusqu'alors ignorés qui jetèrent sur l'époque une lumière insoupçonnée ! Et Jaurès ne convint-il pas que les immenses archives de la Grande Révolution étaient à peine exploitées ?

Généralement, on ne sait pas encore étudier une Révolution (comme on ne sait pas encore écrire l'histoire d'un peuple). Par ailleurs, des auteurs, bien qu'expérimentés et consciencieux, commettent des erreurs et de fâcheuses négligences qui interdisent au lecteur une juste compréhension des choses. On se donne, par exemple, la peine de fouiller à fond et d'exposer abondamment les faits et les phénomènes frappants : ceux qui se sont déroulés au grand jour, à la bruyante "foire révolutionnaire", mais on méprise et on ignore ceux qui se sont passés dans le silence, aux profondeurs de la Révolution, en marge de la "foire". A la rigueur, on leur accorde quelques mots en passant, en se basant sur de vagues témoignages dont l'interprétation est, le plus souvent, erronée ou intéressée. Et ce sont, précisément, ces faits cachés qui importent et jettent une vraie lumière sur les événements et même sur l'époque,

D'autre part, les sciences-clefs des phénomènes de la Révolution - l'économie, la sociologie, la psychologie - sont présentement incapables, en raison de leur état rudimentaire, de comprendre et d'expliquer convenablement ce qui s'est passé.

Ce n'est pas tout. Même du point de vue du "reportage" pur, combien de lacunes ! Dans le formidable tourbillon de la Révolution, une multitude de faits, engloutis par d'énormes crevasses qui s'ouvrent et se referment à tout instant, restent introuvables, peut-être à jamais. Ceux qui vivent une Révolution, ces millions d'hommes qui, d'une façon ou d'une autre, sont emportés par l'ouragan, se soucient, hélas ! fort peu de noter, pour les générations futures ce qu'ils ont vu, su, pensé ou vécu.

Enfin, il existe encore une raison que je souligne particulièrement : à quelques exceptions près, les rares témoins qui laissent des notes, et aussi MM. les Historiens, sont d'une partialité écoeurante. Chacun cherche et trouve à volonté, dans une Révolution, des éléments qui peuvent étayer une thèse personnelle ou être utiles à un dogme, à un parti, à une caste. Chacun cache et écarte soigneusement tout ce qui peut y contredire. Les révolutionnaires eux-mêmes, divisés par leurs théories, s'efforcent de dissimuler ou défigurer ce qui ne s'accorde pas exactement avec telle ou telle doctrine.

Ne parlons pas d'un nombre déconcertant d'ouvrages qui, tout simplement, ne sont pas sérieux.

En somme, qui donc chercherait à établir uniquement la vérité ? Personne ou presque. Quoi d'étonnant qu'il existe, sur une Révolution, à peu près autant de versions que de livres, et qu'au fond la vraie Révolution demeure inconnue ?

Et pourtant, c'est cette Révolution cachée qui porte en elle les germes du bouleversement futur. Quiconque pense le vivre d'une façon active, ou veut simplement en suivre les événements avec clairvoyance, se doit de "découvrir" et de scruter cette Inconnue.

Et quant à l'auteur, son devoir est d'aider le chercheur dans sa tâche.

* * *

Dans le présent ouvrage, cette Révolution inconnue est la Révolution russe ; non pas celle qui a été maintes fois traitée par des hommes politiques ou des écrivains patentés, mais celle qui fut - par ceux-là mêmes - ou négligée, ou adroitement voilée, ou même falsifiée : celle qu'on ignore.

Feuilletez quelques livres sur la Révolution russe. Jusqu'à présent, presque tous ont été faits par des gens plus ou moins intéressés, que ce soit au point de vue doctrinal, politique ou même personnel. Selon que l'écrivain est un "blanc", un "démocrate", un "socialiste", un "stalinien" ou un "trotskyste", tout change d'aspect. La réalité elle-même est façonnée au gré du narrateur. Plus vous cherchez à la fixer, moins vous y arrivez. Car les auteurs ont, chaque fois, passé sous silence des faits de la plus haute importance si ceux-ci ne s'accordaient pas avec leurs idées, ne les intéressaient pas ou ne leur convenaient pas.

Eh bien, cette documentation inédite- et cependant exceptionnellement édifiante - constitue, précisément, la plus grande partie du présent volume. Sans exagérer ni se vanter, l'auteur ose avancer cette affirmation : celui qui n'aura pas pris connaissance de cet ouvrage restera dans l'ignorance d'un nombre considérable de faits d'une portée capitale.

* * *

Un problème fondamental nous est légué par les révolutions précédentes : j'entends surtout celle de 1789 et celle de 1917 dressées pour une grande partie contre l'oppression, animées d'un puissant souffle de liberté et proclamant la Liberté comme leur but essentiel, pourquoi ces révolutions sombrèrent-elles dans une nouvelle dictature exercée par d'autres couches dominatrices et privilégiées, dans un nouvel esclavage des masses populaires ? Quelles seraient les conditions qui permettraient à une révolution d'éviter cette triste fin ? Cette fin serait-elle, longtemps encore, une sorte de fatalité historique ou bien serait-elle due à des facteurs passagers et même, simplement, à des erreurs et à des fautes pouvant être écartées dorénavant ? Et dans ce dernier cas, quels seraient les moyens d'éliminer le danger qui menace déjà les révolutions à venir ? Un espoir de le surmonter serait-il permis ?

Selon l'avis de l'auteur, ce sont précisément les éléments ignorés - et sciemment dissimulés - qui nous offrent la clef du problème en nous fournissant la matière indispensable à sa solution. Le présent ouvrage est une tentative d'éclaircir ce problème à l'aide de faits précis et incontestables.

* * *

L'auteur a vécu la Révolution de 1917 (et aussi celle de 1905). Il y a activement participé. Et il désire en exposer et examiner, avec une parfaite objectivité ; les faits authentiques. Tel est son seul souci. S'il ne l'avait pas, il n'aurait jamais songé à écrire ce livre.

Ce souci d'un exposé franc et d'une analyse impartiale est favorisé par la position idéologique de l'auteur. Depuis 1908, il n'appartient à aucun parti politique. Par ses convictions personnelles, il sympathise avec le courant

libertaire. Il peut se permettre le luxe d'être objectif car, libertaire, il n'a aucun intérêt à trahir la vérité, aucune raison de "truquer" : il ne s'intéresse ni au pouvoir, ni à un poste de dirigeant, ni à des privilèges, ni même au triomphe "à tout prix" d'une doctrine. Il ne cherche qu'à établir la vérité, car seule la vérité est féconde. Sa passion, son unique ambition est de faire comprendre les événements à la lumière des faits exacts, car seule une telle compréhension permet de formuler des conclusions justes et utiles.

Comme toute Révolution, la Révolution russe possède un trésor de faits ignorés, même insoupçonnés.

La présente étude prétend prendre, un jour, sa modeste place à côté des auteurs qui auront voulu, pu et su explorer ces immenses richesses, honnêtement et en toute indépendance.

LIVRE I : Naissance, croissance et triomphe de la révolution (1825-1917)

1. Les prémices (1825-1905)

1.1 La Russie au début du XIXe siècle et la Naissance de la Révolution

1.1.1 Aperçu général

L'étendue démesurée du pays, une population clairsemée, désunie et d'autant plus facile à subjuguer, la domination mongole pendant plus de deux siècles, des guerres continuelles, des troubles et d'autres facteurs défavorables furent les causes d'un grand retard politique, économique, social et culturel de la Russie sur les autres pays d'Europe.

Politiquement, la Russie entra dans le XIXe siècle sous le régime d'une monarchie absolue ("tzar" autocrate) s'appuyant sur une vaste aristocratie foncière et militaire, sur une bureaucratie omnipotente, sur un clergé nombreux et dévoué et sur une masse paysanne de 75 millions d'âmes, masse primitive, illettrée et prosternée devant son "petit père" le Tzar.

Economiquement, le pays se trouvait, à cette époque, au stade d'une sorte de féodalité agraire. Les villes, à part les deux capitales (Saint-Pétersbourg, Moscou) et quelques autres dans le Midi, étaient peu développées. Le commerce et surtout l'industrie végétaient. La véritable base de l'économie nationale était l'agriculture dont vivaient 95% de la population. Mais la terre n'appartenait pas aux producteurs directs : les paysans : elle était la propriété de l'Etat ou de gros propriétaires fonciers, les "pomestchiks". Les paysans, obligatoirement attachés à la terre et à la personne du propriétaire, étaient les *serfs* de celui-ci. Les plus gros agrariens possédaient de véritables fiefs hérités de leurs aïeux qui, eux, les avalent reçus du souverain, "premier propriétaire", en reconnaissance des services rendus (militaires, administratifs ou autres). Le "seigneur" avait le droit de vie et de mort sur ses serfs. Non seulement il les faisait travailler en esclaves, mais il pouvait aussi les vendre, punir, martyriser (et même tuer, presque sans inconvénient pour lui). Ce servage, cet esclavage de 75 millions d'hommes, était la base économique de l'Etat.

C'est à peine s'il est possible de parler de *l'organisation sociale* d'une pareille "société". En haut, les maîtres absolus : le tzar, sa nombreuse parenté, sa cour fastueuse, la grande noblesse, la haute bureaucratie, la caste militaire, le haut clergé. En bas, les esclaves : paysans-serfs de la campagne et le bas peuple des villes, n'ayant aucune notion de vie civique aucun droit, aucune liberté. Entre les deux, quelques couches intermédiaires : marchands, fonctionnaires, employés, artisans, etc., incolores et insignifiantes.

Il est clair que le niveau de culture de cette société était peu élevé. Toutefois, pour cette époque déjà, *une réserve importante s'impose* : un contraste frappant - dont nous aurons encore à parler - existait entre la simple population laborieuse, rurale et urbaine, inculte et misérable, et les couches privilégiées, dont l'éducation et l'instruction étaient assez avancées.

L'état de servage des masses paysannes était la plaie saignante du pays. Déjà, vers la fin du XVIIIe siècle, quelques hommes d'un esprit noble et élevé protestèrent contre cette horreur. Ils durent payer cher leur geste généreux. D'autre part, les paysans se révoltaient de plus en plus fréquemment contre leurs maîtres. A part les nombreuses émeutes locales, d'allure plus ou moins individuelle (contre tel ou tel autre seigneur dépassant la mesure), les masses paysannes esquissèrent, au XVIIe siècle (soulèvement de Razine) et au XVIIIe siècle (soulèvement de Pougatcheff), deux mouvements de révolte de vaste envergure qui, tout en échouant, causèrent de forts ennuis au gouvernement tzariste et faillirent ébranler tout le système. Il faut dire, cependant, que ces deux mouvements spontanés et inconscients, furent dirigés surtout contre l'ennemi immédiat : la noblesse foncière, l'aristocratie urbaine et l'administration vénale. Aucune idée générale tendant à supprimer le système social en entier pour le remplacer par un autre, plus équitable et humain, ne fut formulée. Et, par la suite, le gouvernement réussit, employant la ruse et la violence, avec l'aide du clergé et d'autres éléments réactionnaires, à subjuguer les paysans d'une façon complète, même "psychologiquement", de sorte que toute action de révolte plus ou moins vaste devint, pour longtemps, à peu près impossible.

1.1.2 Premier mouvement nettement révolutionnaire : les "Dékabristes"(1825).

Le premier mouvement consciemment révolutionnaire dirigé contre le régime - mouvement dont le programme allait, socialement, jusqu'à l'abolition du servage et, politiquement, jusqu'à l'instauration d'une république ou, au moins, d'un régime constitutionnel - se produisit en 1825, au moment où, l'empereur Alexandre Ier étant décédé sans laisser d'héritier direct, la couronne, repoussée par son frère Constantin, allait se poser sur la tête de l'autre frère, Nicolas.

Le mouvement sortit, non pas des classes opprimées elles-mêmes, mais des milieux privilégiés. Les conspirateurs, mettant à profit les hésitations dynastiques, passèrent à l'exécution de leurs projets, mûris et préparés de longue date. Ils entraînèrent dans la révolte, qui éclata à Saint-Pétersbourg, quelques régiments de la capitale. (Il y avait à la tête du mouvement des officiers de l'armée impériale.) La rébellion fut brisée après un court combat, sur la place du Sénat, entre les insurgés et les troupes restées fidèles au gouvernement. Quelques tentatives esquissées en province furent étouffées dans l'oeuf.

Le nouveau tzar, Nicolas Ier, très impressionné par la révolte, dirigea lui-même l'enquête. Celle-ci fut minutieuse au possible. On chercha, on fouilla jusqu'à découvrir les plus lointains et les plus platoniques sympathisants avec le mouvement. La répression, dans sa volonté d'être "exemplaire", définitive alla jusqu'à la cruauté. Les cinq principaux animateurs périrent sur l'échafaud ; des centaines d'hommes allèrent en prison, en exil et au bagne.

L'émeute ayant eu lieu au mois de décembre (en russe : *Décabre*), les réalisateurs du mouvement furent nommés *Dékabristes* (ceux de Décembre). Presque tous appartenaient à la noblesse ou à d'autres classes privilégiées. Presque tous avaient reçu une éducation et une instruction supérieures. Esprits larges, coeurs sensibles, ils souffraient de voir leur peuple sombrer, sous un régime d'injustice et d'arbitraire, dans l'ignorance, la misère et l'esclavage. Ils reprirent les protestations de leurs précurseurs du XVIIIe siècle et les traduisirent en actes. Ce qui surtout leur fournit l'élan indispensable, ce fut le séjour de plusieurs d'entre eux en France, après la guerre de 1812, et la possibilité de comparer ainsi le niveau relativement élevé de la civilisation en Europe avec l'état barbare de la vie populaire russe. Ceux-là rentrèrent dans leur pays avec la ferme décision de lutter contre le système politique et social arriéré qui opprimait leurs compatriotes. Ils gagnèrent à leur cause plusieurs esprits cultivés. L'un des leaders du mouvement, Pestel, développa même, dans son programme, des idées vaguement socialistes. Le célèbre poète *Pouchkine* (né en 1799) sympathisait avec le mouvement, sans toutefois y adhérer.

Aussitôt la révolte maîtrisée, le nouvel empereur Nicolas Ier, apeuré, poussa à l'extrême le régime despotique, bureaucratique et policier de l'Etat russe.

1.1.3 La légende du tzar ; le paradoxe russe.

Il convient de souligner, ici même, qu'il n'y avait aucune contradiction entre les émeutes des paysans contre leurs maîtres et oppresseurs, d'une part, et leur vénération aveugle pour le "petit père le tzar", d'autre part. Les mouvements paysans, nous l'avons dit, se dirigeaient toujours contre les oppresseurs *immédiats* : les propriétaires ("pomestchiks"), les nobles, les fonctionnaires, la police. L'idée de chercher le fond du mal plus loin, dans le régime tzariste lui-même, personnifié par le tzar grand protecteur des nobles et des privilégiés, premier noble et très haut privilégié, ne venait jamais à l'esprit des paysans. Ils considéraient le tzar comme une sorte d'idole, d'être supérieur placé au-dessus des simples mortels, de leurs petits intérêts et faiblesses, pour mener à bon port les graves destinées de l'Etat. Les autorités, les fonctionnaires et surtout les curés (les "popes") avaient tout fait pour leur enfoncer cette idée dans le crâne. Et les paysans finirent par adopter cette légende devenue par la suite inébranlable : le tzar, se disaient-ils, ne leur veut - à eux ses "Enfants" - que du bien ; mais les couches intermédiaires privilégiées, intéressées à conserver leurs droits et avantages, s'interposent entre lui et son peuple afin d'empêcher le premier de connaître la misère du second et les empêcher tous les deux de venir l'un vers l'autre. (La masse paysanne était persuadée que si le peuple et le tzar parvenaient à s'aboucher directement, ce dernier, momentanément trompé par les privilégiés, comprendrait la vérité, se débarrasserait des mauvais conseillers et de toute la gent malhonnête, se pencherait sur les misères des travailleurs de la terre, les libérerait du joug et leur laisserait, à eux, toute cette bonne terre qui doit appartenir en droit à ceux qui la travaillent). Ainsi, tout en se révoltant parfois contre leurs maîtres les plus cruels, les paysans attendaient, avec espoir et

résignation le jour où le mur dressé entre eux et le tzar serait abattu et la justice sociale rétablie par ce dernier. Le mysticisme religieux aidant, ils considéraient la période d'attente et de souffrance comme imposée par Dieu en guise de châtement et d'épreuve. Ils s'y résignaient avec une sorte de fatalisme primitif.

Cet état d'esprit des masses paysannes russes était extrêmement caractéristique. Il s'accentua encore au cours du XIX^e siècle, en dépit du mécontentement croissant et des actes de révolte individuels ou locaux de plus en plus fréquents. *Les paysans perdaient patience. Néanmoins, dans leur ensemble ils attendaient, avec d'autant plus de ferveur, le tzar "libérateur".*

Cette "légende du tzar" fut le fait essentiel de la vie populaire russe au XIX^e siècle. En l'ignorant on n'arriverait jamais à comprendre les événements qui vont suivre. Elle expliquera au lecteur certains phénomènes qui autrement, resteraient mystérieux. D'ores et déjà, elle lui explique, pour une bonne part, ce paradoxe russe auquel nous venons de faire allusion, qui - jadis - frappa l'esprit de beaucoup d'Européens, et qui se maintiendra presque jusqu'aux abords de la révolution de 1917 : d'une part, nombre de gens - cultivés, instruits, avancés - qui veulent voir leur peuple libre et heureux : gens qui, au courant des idées de l'époque, luttent pour l'émancipation des classes laborieuses, pour la démocratie et le socialisme ; d'autre part, ce peuple qui ne fait rien pour son affranchissement - à part quelques émeutes sans envergure ni importance - peuple qui reste obstinément prosterné devant son idole et son rêve, peuple qui ne comprend même pas le geste de ceux qui se sacrifient pour lui. Indifférent, aveugle quant à la vérité, sourd à tous les appels, il attend le tzar libérateur comme les premiers chrétiens attendaient le Messie.¹

1.2 La répression, la trique et la faillite. Evolution quand même. (1825-1855)

Les années 1825-1855 furent celles du règne de Nicolas Ier. Du point de vue révolutionnaire, rien de saillant ne les signala. Mais, d'une façon générale, cette trentaine d'années fut marquante dans quelques domaines importants.

1.2.1 Création définitive d'un état bureaucratique et policier.

Monté sur le trône sous le signe de la révolte dékabriste, Nicolas Ier s'employa à faire resserrer le pays dans un étau de fer afin de pouvoir étouffer dans le germe tout esprit de libéralisme. Il renforça à l'extrême le régime absolutiste. Il acheva la transformation de la Russie en un Etat bureaucratique et policier.

La récente Révolution française et les mouvements révolutionnaires qui secouèrent ensuite l'Europe étaient pour lui de véritables cauchemars. Aussi prit-il des mesures de précaution extraordinaires.

La population tout entière était étroitement surveillée. L'arbitraire de la bureaucratie, de la police, des tribunaux ne connaissait plus de bornes. Tout esprit d'indépendance, toute tentative de se soustraire à la dure poigne policière étaient impitoyablement réprimés.

Naturellement, même pas l'ombre d'une liberté de parole, de réunions d'organisation, etc.

La censure sévissait comme jamais auparavant.

Toute infraction aux "lois" était punie avec la dernière rigueur.

Le soulèvement de la Pologne en 1831 - noyé dans le sang avec une rare férocité - et la situation internationale poussèrent l'empereur à accentuer la militarisation du pays. La vie de la population devait être réglée comme à la caserne et un châtement sévère s'abattait sur quiconque cherchait à se dérober à la discipline imposée.

Ce souverain mérita bien son surnom : *Nicolas-la-Trique*.

1.2.2 Effervescence paysanne. - Mécontentement général.

En dépit de toutes ces mesures - ou plutôt grâce à elles et à leurs effets néfastes dont le tzar, dans son aveuglement, ne se rendait pas compte - le pays (c'est-à-dire certains éléments de la population) ne cessait de manifester, à toute occasion, son mécontentement.

¹ On peut trouver quelque analogie entre cette situation en Russie au XIX^e siècle, jusqu'aux approches de la Révolution de 1917 et celle de la France au XVIII^e siècle, avant la Révolution de 1789. Mais, naturellement, certaines particularités sont spécifiquement russes.

D'autre part, la noblesse foncière, particulièrement choyée par l'empereur qui voyait en elle son principal appui, poussait impunément, jusqu'à l'excès, l'exploitation et le traitement abominable de ses serfs. Aussi, une irritation sourde mais de plus en plus vive se faisait sentir dans les masses paysannes. Les actes de rébellion contre les "pomestchiks" (seigneurs) et aussi contre les autorités locales se multipliaient dangereusement. Les méthodes de répression s'avéraient de moins en moins efficaces.

La vénalité, l'incapacité et l'arbitraire des fonctionnaires devenaient de plus en plus insupportables. Le tzar, ayant besoin de leur soutien et de leurs triques pour "tenir le peuple en respect", ne voulait rien voir ni rien entendre. La colère de ceux qui souffraient de cet état de choses n'en devenait que plus intense.

Les forces vives de la société restaient figées. Seule, la routine officielle était admise, encore qu'absurde et impuissante.

Une pareille situation menait fatalement à une décomposition prochaine du système entier. Fort en apparence, le régime du knout pourrissait intérieurement. L'immense empire devenait déjà un "colosse aux pieds d'argile".

Des couches de plus en plus vastes de la population s'en rendaient compte.

L'esprit d'opposition contre l'impossible système gagnait la société entière.

C'est alors que se déclencha cette magnifique évolution - rapide et importante - de la jeune couche *intellectuelle*.

1.2.3 L'essor de la jeunesse intellectuelle.

Dans un pays aussi grand et prolifique que la Russie, la jeunesse était nombreuse dans toutes les classes de la population. Quelle était sa mentalité en général ?

Laissant de côté la jeunesse paysanne, constatons que les jeunes générations plus ou moins instruites professaient des idées avancées. Les jeunes du milieu du XIXe siècle admettaient difficilement l'esclavage des paysans. L'absolutisme tsariste les choquait aussi de plus en plus. L'étude du monde occidental, qu'aucune censure ne parvenait à empêcher (au contraire, on avait du goût pour le fruit défendu), éveilla leur pensée. L'essor des sciences naturelles et du matérialisme les impressionna fortement. D'autre part, ce fut vers la même époque que la littérature russe, s'inspirant des principes humanitaires et généreux, prits en dépit de cette censure dont elle savait tromper adroitement la vigilance, son grand élan, en exerçant une influence puissante sur la jeunesse.

En même temps, économiquement, le travail des serfs et l'absence de toute liberté ne répondaient plus aux exigences pressantes de l'époque.

Pour toutes ces raisons, la couche intellectuelle - la jeunesse surtout - se révéla, vers la fin du règne de Nicolas Ier, théoriquement émancipée. Elle se dressa résolument contre le servage et contre l'absolutisme.

Ce fut alors que naquit le fameux courant du *nihilisme* et, du même coup, le conflit aigu entre les "pères", plus conservateurs, et les "enfants", farouchement avancés conflit peint magistralement par Tourguénéff dans son roman *Pères et Enfants*.

1.2.4 Le nihilisme.

Un malentendu fort répandu et profondément enraciné accompagne, en dehors de la Russie, ce mot né, il y a quelque soixante-quinze ans, dans la littérature russe et passé, sans être traduit, grâce à son origine latine, dans d'autres langues.

En France et ailleurs on entend généralement par "*Nihilisme*" une doctrine révolutionnaire *politique et sociale*, inventée en Russie, y ayant ou ayant eu de nombreux partisans organisés. On parle couramment d'un "parti nihiliste" et des "nihilistes", ses membres.

Tout cela n'est pas exact.

Le terme nihilisme a été introduit dans la littérature et ensuite dans la langue russe par le célèbre romancier Ivan Tourguénéff (1818-1883), vers le milieu du siècle passé. Dans l'un de ses romans, Tourguénéff qualifia ainsi un courant d'idées - *et non une doctrine* - qui s'était manifesté parmi les jeunes intellectuels russes à la fin de l'année 1850. Le mot eut du succès et entra vite en circulation.

Ce courant d'idées avait un caractère essentiellement *philosophique* et surtout *moral*. Son champ d'influence resta toujours restreint, ne s'étant jamais étendu au delà de la couche intellectuelle. Son attitude fut toujours

personnelle et pacifique, ce qui ne l'empêcha pas d'être animé d'un grand souffle de révolte individuelle et d'être guidé par un rêve de bonheur pour l'humanité entière.

Le mouvement qu'il avait provoqué (si l'on peut parler d'un mouvement) ne dépassa pas le domaine littéraire et celui des *moeurs*. D'ailleurs, tout autre mouvement était impossible sous le régime d'alors. Mais, dans ces deux domaines, il ne recula devant aucune des conclusions logiques que non seulement il formula, mais qu'il chercha à appliquer individuellement comme règles de conduite.

Dans ces limites, le mouvement ouvrit le chemin à une évolution spirituelle et morale qui amena la jeunesse russe à des conceptions générales très avancées et aboutit, entre autres, à cette émancipation de la femme cultivée, dont la Russie de la fin du XIXe siècle pouvait à juste titre être fière.

Tout en étant strictement philosophique et individuel, ce courant d'idées portait en lui, grâce à son esprit largement humain et émancipateur, le germe des conceptions sociales qui lui succédèrent et aboutirent à un véritable mouvement révolutionnaire, politique et social. Le "*nihilisme*" prépara le terrain à ce mouvement, apparut plus tard sous l'influence des idées répandues en Europe, et des événements extérieurs et intérieurs.

C'est avec ce mouvement postérieur, mené par des *partis* ou groupements *organisés*, ayant un programme d'action et un but *concrets*, que le courant "nihiliste" est, généralement, confondu hors la Russie. Mais c'est uniquement au courant d'idées *précurseur* que le qualificatif "*nihiliste*" doit être appliqué.

En tant que conception philosophique, le nihilisme avait pour base : d'une part, le *matérialisme* et, d'autre part, l'*individualisme*, dans leur acception la plus large, voire exagérée.

Force et Matière, le fameux ouvrage de Büchner (philosophe matérialiste allemand 1824-1899), paru à cette époque, fut traduit en russe, lithographié clandestinement et répandu, malgré les risques, avec un très grand succès, à des milliers d'exemplaires. Ce livre devint le véritable évangile de la jeunesse intellectuelle russe d'alors. Les oeuvres de Moleschott, de Ch. Darwin et de plusieurs auteurs matérialistes et naturalistes étrangers exercèrent également une très grande influence.

Le matérialisme fut accepté comme une vérité incontestable, absolue.

En tant que *matérialistes*, les nihilistes menèrent une guerre acharnée contre la religion et aussi contre tout ce qui échappe à la raison pure ou à l'épreuve positive, contre tout ce qui se trouve en dehors des réalités matérielles ou des valeurs immédiatement utiles, enfin contre tout ce qui appartient au domaine spirituel, sentimental idéaliste.

Ils méprisaient l'esthétique, la beauté, le confort, les jouissances spirituelles, l'amour sentimental, l'art de s'habiller, le désir de plaire, etc. Dans cet ordre d'idées, ils allèrent même jusqu'à renier totalement l'art comme une manifestation de l'idéalisme. Leur grand idéologue, le brillant publiciste Pissareff, mort accidentellement en pleine jeunesse, lança dans l'un de ses articles son fameux parallèle entre un ouvrier et un artiste. Il affirma, notamment, qu'un cordonnier quelconque était infiniment plus à estimer et à admirer que Raphaël, car le premier produisait des objets matériels et utiles tandis que les oeuvres du second ne servaient à rien. Le même Pissareff s'acharnait dans ses écrits à détrôner, au point de vue matérialiste et utilitariste, le grand poète Pouchkine. -"La nature n'est pas un temple, mais un laboratoire, et l'homme s'y trouve pour travailler", dit le nihiliste Bazaroff dans le roman cité de Tourguénéff.

En parlant d'une "guerre acharnée" livrée par les nihilistes, il faut entendre par là une guerre littéraire et verbale, sans plus. Le nihilisme borna son activité à une propagande voilée de ses idées dans quelques revues et dans des cercles d'intellectuels. Cette propagande était déjà assez difficile car il fallait compter avec la censure et la police tzaristes qui sévissaient contre les "hérésies étrangères" et contre toute pensée indépendante. Les manifestations "extérieures" du nihilisme consistaient surtout en une façon extra-simple de s'habiller et en une manière dégagée de se comporter. Ainsi les femmes nihilistes portaient généralement les cheveux courts, chaussaient souvent leur nez de lunettes pour s'enlaidir et souligner leur mépris de la beauté et de la coquetterie, endossaient des vêtements grossiers par défi à la toilette et à la mode, empruntaient une démarche masculine et fumaient pour proclamer l'égalité des sexes et afficher leur dédain des règles de convenance. Ces quelques extravagances ne diminuaient en rien le fond sérieux du mouvement. L'impossibilité de tout autre genre d'"extériorisation" les expliquait et les justifiait largement. Et quant au domaine des moeurs, les nihilistes y pratiquaient un rigorisme absolu.

Mais la base principale du nihilisme fut une sorte d'*individualisme spécifique*.

Surgi d'abord comme une réaction fort naturelle contre tout ce qui écrasait, en Russie de l'époque, la pensée libre et l'individu, cet individualisme finit par renier, au nom d'une absolue liberté individuelle, toutes les contraintes, toutes les obligations, toutes les entraves, toutes les traditions imposées à l'homme par la société, la famille, les coutumes, les moeurs, les croyances, les convenances établies, etc.

Emancipation complète de l'individu, homme ou femme, de tout ce qui pourrait attenter à son indépendance ou à la liberté de sa pensée : telle fut l'idée fondamentale du nihilisme. Il défendait le droit sacré de l'individu à une liberté entière et à l'inviolabilité de son existence.

Le lecteur comprendra pourquoi on qualifie ce courant d'idée de *nihilisme*. On voulait dire par là que les partisans de cette idéologie n'admettaient *rien* (en latin : *nihil*) de ce qui était naturel et sacré pour les autres : famille, société, religion, traditions, etc. A la question qu'on posait à un tel homme : "Qu'admettez-vous, qu'approuvez-vous de tout ce qui vous entoure et du milieu qui prétend avoir le droit et même le devoir d'exercer sur vous telle ou telle emprise ?" L'homme répondait : "Rien !" (*nihil*). Il était donc "nihiliste".

En dépit de son caractère essentiellement individuel et philosophique (il défendait la liberté de l'individu d'une façon abstraite plutôt que contre le despotisme régnant), le nihilisme, nous l'avons dit, *prépara le terrain à la lutte contre l'obstacle réel et immédiat*, pour l'émancipation concrète : politique, économique et sociale.

Mais il n'entreprit pas lui-même cette lutte. Il ne posa même pas la question : "Que faire pour libérer effectivement l'individu ?" Il resta jusqu'au bout dans le domaine des discussions purement idéologiques et des réalisations purement morales. Cette autre question, celle de l'action immédiate pour l'émancipation, fut posée par la génération suivante, au cours des années 1870-1880. Ce fut alors que les premiers groupements révolutionnaires et socialistes se formèrent en Russie. *L'action* commença. Mais elle n'avait plus rien de commun avec le "nihilisme" d'autrefois. Et le mot lui-même fut mis au rancart. Il resta dans la langue russe comme un terme purement historique, trace et souvenir d'un mouvement d'idées des années 1860-1870.

Le fait qu'à l'étranger on a l'habitude d'appeler "nihilisme" tout le mouvement révolutionnaire russe avant le "bolchevisme" et qu'on y parle d'un "parti nihiliste", est donc une erreur due à l'ignorance de la véritable histoire des mouvements révolutionnaires en Russie.

1.2.5 La faillite du régime de la trique.

Le gouvernement de Nicolas Ier, réactionnaire à outrance, se refusait à tenir compte des réalités et de l'effervescence des esprits. Au contraire, il lança un défi à la société, créant une police politique secrète (la fameuse Okhrana : Sûreté), un corps spécial de gendarmerie, etc., afin de mater le mouvement.

Les persécutions politiques devinrent un véritable fléau. Rappelons-nous qu'à cette époque le jeune Dostoïevski faillit être exécuté - et alla au bague - pour avoir adhéré au groupe d'études sociales absolument inoffensif animé par Petrachevski ; que le premier grand critique et publiciste russe, Béliński, arrivait avec peine à faire entendre sa voix ; qu'un autre grand publiciste, Herzen, dut s'expatrier ; et ainsi de suite, sans parler des révolutionnaires accomplis et actifs, tels que Bakounine et autres.

Toute cette répression ne réussit guère à apaiser l'excitation dont les causes étaient trop profondes. Elle réussit encore moins à améliorer la situation. En guise de remède, Nicolas Ier continuait à serrer la vis bureaucratique et policière.

Sur ces entrefaites, la Russie fut entraînée dans la guerre de Crimée (1854-1855). Et ce fut la catastrophe. Les péripéties de la guerre démontrèrent avec évidence la faillite du régime et la faiblesse réelle de l'Empire. Les "pieds d'argile" plièrent pour la première fois. (Naturellement, la leçon ne servit pas à grand'chose.) Les plaies politiques et sociales de l'Etat furent mises à nu.

Nicolas Ier, vaincu, mourut en 1865, aussitôt la guerre perdue, parfaitement conscient de cette faillite, mais impuissant à y faire face. On peut supposer que l'ébranlement moral qui en résulta précipita sa mort. On parla même avec persistance d'un suicide par empoisonnement. Cette version est fort plausible, tout en restant sans preuves décisives.

1.2.6 Evolution quand même.

Avant de clore ce chapitre et pour permettre au lecteur de bien comprendre la suite, il faut insister sur un point généralement peu connu.

En dépit de toutes les faiblesses et entraves, le pays accomplit rapidement, au cours de ce laps de temps, des progrès techniques et culturels considérables.

Poussée par des nécessités économiques impérieuses, l'industrie "nationale" naquit, donnant lieu, du même coup, à la naissance d'une classe ouvrière, d'un "prolétariat". Des usines importantes furent créées dans certaines villes. Des ports furent aménagés. Des mines de charbon, de fer, d'or, etc., commencèrent à être exploitées. Les voies de communications furent multipliées et améliorées. Le premier chemin de fer à grande vitesse, reliant les deux capitales de l'immense pays, Saint-Petersbourg (Leningrad) et Moscou, fut construit. Ce chemin de fer est une véritable merveille d'art technique, la région entre les deux villes, topographiquement impropre à cette sorte de construction, au sol peu solide, souvent marécageux, se prêtait mal à recevoir une voie ferrée. La distance de Saint-Petersbourg à Moscou est, à vol d'oiseau, de près de 600 verstes (env. 640 kilomètres). Mais au point de vue d'une construction économique rationnelle, il ne pouvait nullement être question de faire un tracé en ligne droite. On raconte que Nicolas Ier, s'intéressant personnellement au projet (c'était l'Etat qui construisait), chargea plusieurs ingénieurs d'établir et de lui présenter des plans avec devis. Ces ingénieurs, profitant des circonstances, présentèrent à l'Empereur des tracés exagérément compliqués, avec de nombreux détours, etc. Nicolas Ier comprit. Y ayant à peine jeté un rapide coup d'oeil, il mit ces projets de côté, prit lui-même un crayon et une feuille de papier, y fixa deux points, les relia avec une ligne droite et dit : "La plus courte distance entre deux points est la ligne droite". C'était un ordre formel, sans appel. Les constructeurs n'avaient qu'à l'exécuter. Ils le firent, réalisant ainsi un véritable tour de force. Ce fut un travail gigantesque, accompli au prix d'efforts incroyables et aussi de peines écrasantes, inhumaines pour des milliers d'ouvriers.

Depuis lors, le chemin de fer "Nicolaïevskia" (de Nicolas) est un des plus remarquables dans le monde : il représente exactement 609 verstes (env. 650 kms) de voie ferrée en ligne droite presque impeccable.

Notons que la classe ouvrière naissante gardait encore des relations étroites avec la campagne d'où elle sortait et où elle retournait aussitôt son travail "au dehors" terminé. D'ailleurs, nous l'avons vu, les paysans attachés à la terre de leurs seigneurs ne pouvaient pas s'en aller définitivement. Pour les faire employer à des travaux industriels, il fallait recourir à des arrangements spéciaux avec leurs propriétaires. Les vrais ouvriers des villes - qui étaient à cette époque une sorte d'artisans ambulants - fournissaient un contingent fort réduit. Il n'était donc pas encore question d'un "prolétariat" au sens propre du mot. Mais l'élan nécessaire à la formation d'un tel prolétariat était donné. Le besoin d'une main-d'oeuvre stable, constante, fut l'une des raisons économiques pressantes qui poussaient impérieusement à l'abolition du servage. Encore deux ou trois générations, et la classe des salariés, le vrai prolétariat industriel, n'ayant plus aucun lien avec la terre, apparaîtra en Russie, comme ailleurs.

Dans le domaine culturel, un rapide progrès s'accomplissait également. Les parents plus ou moins aisés voulaient que leurs enfants fussent instruits et cultivés. Le nombre rapidement croissant des collégiens et des étudiants obligea le gouvernement à augmenter sans cesse la quantité des établissements scolaires secondaires et supérieurs. Les nécessités économiques et techniques, l'évolution générale du pays, l'exigeaient aussi de plus en plus impérieusement. Vers la fin du règne de Nicolas Ier la Russie possédait six universités à Moscou, à Dorpat, à Kharkov, à Kazan, à Saint-Petersbourg et à Kiev, énumérées dans l'ordre de leur ancienneté, et une dizaine d'écoles supérieures, techniques ou spéciales.

Ainsi il ne faut pas croire (cette légende est fort répandue) que la Russie tout entière était à cette époque un pays inculte, barbare, presque "sauvage". Inculte et "sauvage" restait encore la population paysanne en servage. Mais les habitants des villes n'avaient, au point de vue culturel, rien à envier à leurs collègues de l'Occident, sauf que quelques détails de pure technique. Quant à la jeunesse intellectuelle, elle était même, sous certains rapports, plus avancée que celle des autres pays d'Europe.

Nous avons suffisamment parlé de cette différence, énorme et paradoxale, entre l'existence et la mentalité du peuple esclave, d'une part, et le niveau de culture des couches privilégiées, d'autre part, pour ne pas devoir y insister.

1.3 Les réformes, la reprise de la Révolution ; « Echec au tzarisme » et échec révolutionnaire ; la Réaction (1855-1881)

Ce fut le fils et successeur de Nicolas Ier, l'Empereur Alexandre II, qui dut faire face à la situation difficile du pays et du régime. Le mécontentement général, la pression des couches intellectuelles avancées, la peur d'un soulèvement des masses paysannes, et enfin les nécessités économiques de l'époque l'obligèrent, malgré une résistance acharnée des milieux réactionnaires, à "jeter du lest", à prendre résolument la voie des réformes. Il se décida à mettre fin au régime purement bureaucratique et à l'arbitraire absolu des pouvoirs administratifs. Il entreprit une modification sérieuse du système judiciaire. Et, surtout, il s'attaqua au régime du servage.

A partir de l'année 1860, les réformes se succédèrent à une cadence rapide et ininterrompue. Les plus importantes furent : l'abolition du servage (1861) ; la fondation des cours d'assises avec un jury élu (1864) à la place des anciens tribunaux d'Etat composés de fonctionnaires ; la création en 1864, dans les villes et à la campagne, des unités d'auto-administration locale (la *gorodskoïe samo-oupravlénié* et la *zemstvo* : sortes de municipalités urbaines et rurales), avec droit de *self-government* dans certains domaines de la vie publique (quelques branches de l'enseignement, hygiène, voies de communication, etc.).

Toutes les forces vives de la population - les intellectuels particulièrement - se ruèrent vers une activité désormais possible. Les municipalités se consacrèrent avec beaucoup d'ardeur à la création d'un vaste réseau d'écoles primaires, d'une tendance laïque. Naturellement, ces écoles "municipales" et "urbaines" étaient surveillées et contrôlées par le gouvernement. L'enseignement de la religion y était obligatoire et le "pope" y jouait un grand rôle. Mais elles bénéficiaient malgré tout d'une certaine autonomie. Et le corps enseignant de ces écoles se recrutait, par les "zemstvos" et les conseils urbains, dans les milieux intellectuels avancés.

On s'occupa aussi avec ferveur de l'état sanitaire des villes, de l'amélioration des voies de communication et ainsi de suite.

Le pays respirait mieux.

Mais, tout en étant importantes par rapport à la situation de la veille, les réformes d'Alexandre II restaient bien timides et très incomplètes par rapport aux aspirations des couches avancées et aux vrais besoins matériels et moraux du pays. Pour être efficaces et capables de donner au peuple un véritable élan, elles auraient dû être complétées au moins par l'octroi de quelques libertés et droits civiques : liberté de presse et de parole, droit de réunion et d'organisation, etc. Or, de ce côté, rien ne changea. C'est à peine si la censure devint moins absurde. Au fond, la presse et la parole restèrent muselées, aucune liberté ne fut octroyée ; la classe ouvrière naissante n'avait aucun droit ; la noblesse, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie restaient les classes dominantes, et, surtout, *le régime absolutiste demeura intact*. (D'ailleurs, ce fut justement la crainte de l'entamer qui, d'une part, incita Alexandre II à jeter au peuple cet os des "réformes", mais qui, d'autre part, lui interdit de pousser celles-ci plus à fond. Aussi furent-elles loin de donner satisfaction à la population.)

Les conditions dans lesquelles le servage fut aboli offrent la meilleure illustration de ce que nous avançons. Elles constituaient le point le plus faible des réformes.

Les propriétaires fonciers, après avoir vainement lutté contre toute atteinte au *statu quo*, durent s'incliner devant la décision suprême du tzar (prise, d'ailleurs, après de longues et dramatiques hésitations, sous la poussée énergique des éléments progressifs). Mais ils firent leur possible pour que cette réforme fût réduite au minimum. Ils y réussirent d'autant plus facilement qu'Alexandre II lui-même ne voulait, naturellement, léser en rien les intérêts sacrés de "ses chers nobles". Ce fut surtout la peur d'une révolution qui, finalement, lui dicta son geste. Il savait que les paysans avaient eu vent de ses intentions et de la lutte qui se livrait à ce sujet autour du trône. Il savait que leur patience était, cette fois, vraiment à bout, qu'ils attendaient leur libération et que s'ils apprenaient l'ajournement de la réforme, l'effervescence qui suivrait pourrait les porter à une immense et terrible révolte. Dans ses dernières discussions avec les adversaires de la réforme, le tzar prononça cette fameuse sentence qui en dit long sur ses véritables sentiments : "Mieux vaut donner la liberté par en haut que d'attendre qu'on vienne la prendre par en bas". Aussi fit-il tout ce qu'il put pour que cette "liberté", c'est-à-dire l'abolition du servage, portât le moins de préjudice possible aux seigneurs fonciers. "Enfin la chaîne de fer cassa", écrira un jour le poète Nekrassoff dans un poème retentissant : "Oui, elle cassa et frappa d'un bout le seigneur, mais de l'autre, le paysan".

Certes, les paysans obtinrent enfin leur liberté individuelle. Mais ils durent la payer cher. Ils reçurent des lots de terre tout à fait dérisoires. (Il était tout de même impossible de les "libérer" sans leur octroyer des lopins de terre au moins suffisants pour qu'ils ne mourussent pas de faim). De plus, ils furent astreints à payer, pendant longtemps, en sus des contributions de l'Etat, une forte redevance pour les terres aliénées au préjudice de leurs anciens seigneurs.

Il est à noter que 75 millions de paysans reçurent en tout un peu plus du tiers du sol. Un autre tiers fut gardé par l'Etat. Et presque un tiers resta entre les mains des propriétaires fonciers. Une proportion pareille condamnait la masse paysanne à une existence de famine. Elle la maintenait, au fond, à la merci des "pomestchiks" et, plus tard, des paysans enrichis d'une manière ou d'une autre, des "koulaks".

Dans toutes ses "réformes" Alexandre II fut guidé par le soin de céder le moins possible : le strict nécessaire pour éviter une catastrophe qui s'annonçait imminente. Aussi, les insuffisances et les défauts de ces "réformes" se firent sentir déjà vers les années 1870.

La population laborieuse des villes était sans défense contre l'exploitation croissante.

L'absence de toute liberté de presse et de parole ainsi que l'interdiction absolue de tout groupement à tendance politique ou sociale rendaient impossible toute circulation d'idée, toute critique, toute propagande, toute activité sociale - donc, au fond, tout progrès.

Le "peuple" était composé uniquement de "sujets" soumis à l'arbitraire de l'absolutisme. Cet arbitraire, tout en étant devenu moins féroce que sous Nicolas Ier, n'en restait pas moins entier.

Quant à la masse paysanne, elle restait un troupeau de bêtes de somme, réduit à la corvée de nourrir l'Etat et les classes privilégiées.

1.3.1 Un nouveau mouvement révolutionnaire. - La "Narodnaia Volia". - L'assassinat du tzar Alexandre II.

Les meilleurs représentants de la jeunesse intellectuelle se rendirent rapidement compte de cette situation lamentable. Ceci d'autant plus que les pays occidentaux jouissaient déjà, à cette époque, d'un régime politique et social relativement avancé. Aux années 1870, l'Europe occidentale se trouvait en pleines luttes sociales ; le socialisme y commençait sa propagande intense et le marxisme abordait la tâche d'organiser la classe ouvrière en un puissant parti politique.

Comme d'habitude, bravant et trompant la censure - les fonctionnaires manquaient trop d'instruction et d'intelligence pour comprendre la finesse et la variété des procédés - les meilleurs publicistes de l'époque, tel Tchernychevski qui, finalement, paya son audace des travaux forcés, réussissaient à propager les idées socialistes dans les milieux intellectuels au moyen d'articles de revues écrits d'une manière conventionnelle. Ils instruisaient ainsi la jeunesse, la mettant régulièrement au courant du mouvement d'idées et des événements politiques et sociaux à l'étranger. En même temps, ils dévoilaient habilement les dessous des soi-disant "réformes" d'Alexandre II, leurs véritables motifs, leur hypocrisie et leur insuffisance.

Il est donc tout à fait naturel que, vers les mêmes années, des groupements clandestins se soient formés en Russie pour lutter activement contre le régime abject et, avant tout, pour répandre l'idée de l'affranchissement politique et social dans les classes laborieuses.

Ces groupements se composaient d'une jeunesse des deux sexes qui se consacrait entièrement, avec un sublime esprit de sacrifice, à la tâche de "porter la lumière aux masses laborieuses".

Ainsi se forma un vaste mouvement de la jeunesse russe intellectuelle laquelle, en nombre considérable, abandonnant famille, confort et carrière, s'élança "vers le peuple" afin de l'éclairer.

D'autre part, une certaine activité terroriste contre les principaux serviteurs du régime prit son essor. Entre 1860 et 1870, quelques attentats eurent lieu contre des hauts fonctionnaires. Il y eut aussi des attentats manqués contre le Tzar.

² Le célèbre procès monstre des "193" couronna cette répression.

Le mouvement aboutit à un échec. Presque tous les propagandistes furent repérés par la police (souvent sur les indications des paysans eux-mêmes), arrêtés et envoyés en prison, en exil ou au bagne². Le résultat pratique de l'entreprise fut nul.

Il devenait de plus en plus évident que le tzarisme présentait un obstacle *insurmontable* à l'éducation du peuple. De là, il n'y avait qu'un pas à faire pour arriver à la conclusion logique que voici : puisque le tzarisme est cet obstacle, il faut d'abord supprimer le tzarisme.

Et ce pas fut franchi. La jeunesse meurtrie, désespérée, forma un groupement qui se donnait pour but immédiat l'assassinat du Tzar. Quelques autres raisons étayèrent cette décision. Il s'agissait, notamment, de châtier "publiquement" l'homme qui, par ses prétendues "réformes", trompait le peuple. Il s'agissait aussi de dévoiler la duperie devant de vastes masses, d'attirer leur attention par un acte retentissant, formidable. Il s'agissait, en somme, de démontrer au peuple, par la suppression du Tzar, la fragilité, la vulnérabilité, le caractère fortuit et passager du régime.

Ainsi, on espérait tuer, une fois pour toutes, "la légende du Tzar". Certains membres du groupement allaient plus loin : ils admettaient que l'assassinat du Tzar pouvait servir de point de départ à une vaste révolte qui, le désarroi général aidant, aboutirait à une révolution et à la chute immédiate du tzarisme.

Le groupement prit le nom de *Narodnaïa Volia* (Volonté du Peuple). Après une minutieuse préparation, il exécuta son projet ; le 1er mars 1881, le tzar Alexandre II fut tué à Saint-Pétersbourg, lors d'un de ses déplacements. Deux bombes furent lancées par les terroristes contre la voiture impériale. La première brisa la voiture, la seconde blessa mortellement l'empereur, lui arrachant les deux jambes. Il décéda presque aussitôt.

L'acte resta incompris des masses. Les paysans ne lisaient pas les revues. (Ils ne lisaient même pas du tout.) Complètement ignorés, restés en marge de toute propagande, fascinés depuis plus d'un siècle par l'idée que le Tzar leur voulait du bien mais que seule la noblesse s'opposait par tous les moyens à ses bonnes intentions (ils en voyaient une preuve de plus dans la résistance que cette noblesse avait opposée à leur libération et aussi dans l'obligation de payer de lourdes redevances pour leurs lots de terrain : obligation qu'ils attribuaient aux intrigues de la noblesse), les paysans accusèrent cette dernière d'avoir assassiné le Tzar pour se venger de l'abolition du servage et dans l'espoir de le restaurer.

1.3.2 L'absolutisme, la légende et le paradoxe survivent.

Le Tzar fut tué. Non pas la légende. (Le lecteur verra comment l'histoire se chargea, vingt-quatre ans après, de détruire celle-ci.)

Le peuple ne comprit pas, ne bougea pas. La presse servile vociféra contre les "ignobles criminels", les "horribles scélérats", les "fous"...

La Cour ne manifesta pas tant de désarroi. Le jeune héritier Alexandre, fils aîné de l'Empereur assassiné, prit immédiatement le pouvoir.

Les chefs du parti *Narodnaïa Volia*, les organisateurs et les exécuteurs de l'attentat, furent rapidement repérés, arrêtés, jugés et mis à mort. L'un d'eux, d'ailleurs, le jeune Grinévetzki - celui précisément qui jeta la seconde bombe meurtrière - mortellement blessé lui-même par les éclats décéda presque sur place. On pendit : Sophie Pérovskaiïa Jéliaboff, Kibaltchich (le fameux technicien du parti, qui fabriqua les bombes), Mikhaïloff et Ryssakoff.

Des mesures de persécution et de répression, exceptionnellement vastes et sévères, réduisirent bientôt le parti à une impuissance complète.

Tout "rentra dans l'ordre".

Le nouvel Empereur Alexandre III, vivement impressionné par l'attentat, ne trouva rien de mieux que de revenir sur le chemin à peine abandonné de la réaction intégrale. Les "réformes" - pourtant si insuffisantes - de son père lui parurent excessives. Il les jugea déplacées, dangereuses. Il les considéra comme une déplorable erreur. Au lieu de comprendre que l'attentat était une conséquence de leur pauvreté et qu'il fallait les élargir, il vit, au contraire, en elles, la cause du malheur. Et il mit à profit le meurtre de son père pour les combattre dans la mesure du possible.

Il s'employa à dénaturer leur esprit, à contrecarrer leurs effets, à leur barrer résolument la route par une longue série de lois réactionnaires. *L'Etat bureaucratique et policier reprit ses droits. Tout mouvement, voire tout esprit libéral, fut étouffé.*

Naturellement, le Tzar ne pouvait pas rétablir le servage. Mais les masses laborieuses étaient condamnées à rester plus que jamais dans leur situation d'obscur troupeau, bon à exploiter, privé de tout droit humain.

Le moindre contact de couches cultivées avec le peuple redevint suspect et impossible. Le "paradoxe russe" - le fossé insondable entre le niveau de culture et les aspirations des couches supérieures d'une part, et l'existence sombre et inconsciente du peuple, d'autre part - resta intact.

De nouveau, aucune activité sociale ne fut admise. Et ce qui subsistait encore des timides réformes d'Alexandre II fut réduit à une caricature.

Dans ces conditions, l'activité révolutionnaire allait fatalement renaître.

C'est ce qui arriva bientôt, en effet. Mais, l'aspect et l'essence mêmes de cette activité se transformèrent totalement sous l'influence de nouveaux facteurs économiques, sociaux et psychologiques.

1.4 Fin de siècle : le marxisme ; évolution rapide ; réaction quand même (1881-1900)

1.4.1 Nouvel aspect du mouvement révolutionnaire : le marxisme et le parti social-démocrate. - Progrès culturels. - Essor industriel. - L'absolutisme et la réaction s'affirment en dépit de toute cette évolution.

Après l'échec du parti *Narodnaïa Volia* dans sa campagne violente contre le tzarisme, d'autres événements contribuèrent à la transformation fondamentale du mouvement révolutionnaire russe. Le plus important fut *l'apparition du marxisme.*

Comme on sait, ce dernier apporta une conception nouvelle des luttes sociales : conception qui aboutit à un programme concret d'action révolutionnaire et à la formation, dans les pays de l'Europe occidentale, d'un parti politique ouvrier dit parti social-démocrate.

En dépit de tous les obstacles, les idées socialistes de Lassalle, le marxisme et ses premiers résultats concrets furent connus, étudiés, prêchés et pratiqués clandestinement en Russie. (La littérature légale, pour sa part, excellait dans l'art de s'occuper du socialisme en employant un langage camouflé.) C'est à cette époque que reprirent leur plein élan les fameuses "grosses revues" où collaboraient les meilleurs journalistes et publicistes qui y passaient régulièrement en revue les problèmes sociaux, les doctrines socialistes et les moyens de les réaliser. L'importance de ces publications dans la vie culturelle du pays était exceptionnelle. Aucune famille d'intellectuels ne pouvait s'en passer. Dans les bibliothèques, il fallait se faire inscrire bien à l'avance pour obtenir assez vite le numéro nouvellement paru. Plus d'une génération russe reçut son éducation sociale de ces revues, la complétant par la lecture de toutes sortes de publications clandestines.

C'est ainsi que l'idéologie marxiste, s'appuyant uniquement sur *l'action organisée* du prolétariat, vint remplacer les aspirations déçues des cercles conspirateurs d'autrefois.

Le second événement, d'une grande portée, fut l'évolution de plus en plus rapide de l'industrie et de la technique, avec ses conséquences.

Le réseau des chemins de fer, les autres voies et moyens de communication, la production minière, l'exploitation du naphthe, les industries métallurgique, textile, mécanique, etc., tout cet ensemble d'activités productrices se développait à grands pas, rattrapant le temps perdu. Des régions industrielles surgissaient à travers le pays. Beaucoup de villes changeaient rapidement d'aspect, grâce à leurs usines neuves et à une population ouvrière de plus en plus nombreuse.

Cet essor industriel était largement alimenté en main-d'oeuvre par des masses considérables de paysans miséreux, obligés soit d'abandonner à jamais leurs parcelles de terre insuffisantes, soit de rechercher un travail complémentaire pendant la saison d'hiver. Comme partout ailleurs, évolution industrielle signifiait évolution de la classe prolétarienne. Et comme partout, celle-ci venait à point pour fournir des contingents au mouvement révolutionnaire.

Ainsi, la diffusion des idées marxistes et la croissance du prolétariat industriel sur lequel les marxistes comptaient s'appuyer furent les éléments fondamentaux qui déterminèrent le nouvel aspect des choses.

D'autre parts les progrès de l'industrie, le niveau de plus en plus élevé de la vie en général exigeaient, dans tous les domaines, des hommes instruits, des professionnels, des techniciens, des ouvriers qualifiés. Aussi, le nombre des écoles de tous genres - officielles, municipales et privées - augmentait sans cesse, dans les villes et à la campagne ; universités, écoles supérieures spéciales, lycées, collèges, écoles primaires, cours professionnels, etc., surgissaient de toutes parts. (En 1875, 79 conscrits sur 100 étaient illettrés ; en 1898, ce chiffre tomba à 55.)

Toute cette évolution se faisait en dehors et même à l'encontre du régime politique absolutiste, lequel s'obstinait à persister, maintenant sur le corps vivant du pays une carcasse de plus en plus rigide, absurde et gênante.

Aussi malgré la répression cruelle, le mouvement antimonarchiste et la propagande révolutionnaire et socialiste prenaient de l'ampleur.

Même la population paysanne - la plus arriérée et la plus soumise - commençait à s'ébranler, poussée autant par la misère et l'exploitation inhumaine que par les échos de l'effervescence générale. Ces échos lui étaient rapportés surtout par les nombreux intellectuels travaillant dans les "zemstvos" (on les appelait, en Russie de l'époque, "zemstkié rabotniki" : "travailleurs des zemstvos"), par les ouvriers ayant des liens de parenté ou autres à la campagne, par les travailleurs saisonniers et par le prolétariat agricole. C'était une propagande contre laquelle le gouvernement était impuissant.

Vers la fin du siècle, deux forces nettement caractérisées se dressaient l'une contre l'autre, irréconciliables : l'une était la vieille force de la réaction, qui réunissait autour du trône les classes hautement privilégiées : la noblesse, la bureaucratie, les propriétaires terriens, la caste militaire, le haut clergé, la bourgeoisie naissante ; l'autre était la jeune force révolutionnaire représentée, dans les années 1890-1900, surtout par la masse des étudiants, mais qui commençait déjà à recruter parmi la jeunesse ouvrière des villes et des régions industrielles.

En 1898, le courant révolutionnaire de tendance marxiste aboutit à la formation du *Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe* (le premier groupe social-démocrate, sous le nom d' "Emancipation du Travail", fut fondé en 1883).

Entre ces deux forces nettement opposées se plaçait un troisième élément qui comprenait surtout des représentants de la classe moyenne et un certain nombre d'intellectuels "de marque" : professeurs d'universités, avocats, écrivains, médecins, etc. C'était un mouvement timidement libéral. Tout en soutenant - en cachette et avec beaucoup de prudence - l'activité révolutionnaire, ses adeptes mettaient plutôt leur foi dans des réformes, espérant pouvoir arracher un jour à l'absolutisme, sous la menace d'une révolution imminente (comme sous Alexandre II), des concessions importantes et aboutir ainsi à l'avènement d'un régime constitutionnel.

Seules les vastes masses paysannes demeuraient encore, dans leur ensemble, en dehors de cette fermentation.

L'empereur Alexandre III mourut en 1894. Il céda la place à son fils Nicolas, le dernier des Romanoff.

Une vague légende prétendait que celui-ci professait des idées libérales. On racontait même qu'il était disposé à octroyer à "son peuple" une constitution qui limiterait sérieusement le pouvoir absolu des tzars.

Prenant leurs désirs pour des réalités, quelques "zemstvos" (conseils municipaux) libéraux présentèrent au jeune Tzar des adresses où il était question - très timidement - de certains droits représentatifs et autres.

En janvier 1895, à l'occasion du mariage de Nicolas II, plusieurs délégations de la noblesse, des corps militaires et des "zemstvos" furent solennellement reçues par le Tzar à Saint-Pétersbourg. A la grande stupéfaction des délégués municipaux, le nouveau maître, tout en répondant aux félicitations, se mit soudainement en colère et, frappant du pied le parquet, criant presque comme dans une crise d'hystérie, somma les "zemstvos" de renoncer à jamais à leurs "rêveries insensées". Cette sommation fut aussitôt soulignée par des mesures de répression contre quelques "instigateurs" de l'attitude "subversive" des "zemstvos". Ainsi l'absolutisme et la réaction s'affirmaient, une fois de plus, au mépris de l'évolution générale du pays.

1.5 XXe siècle - Évolution précipitée - Progrès révolutionnaires - Dérivatifs (1900-1905)

1.5.1 L'absolutisme reste sur ses positions et cherche à se maintenir par tous les moyens. - L'évolution rapide du pays continue.

Les phénomènes et les traits caractéristiques que nous venons de signaler s'accroissent encore dès le début du XXe siècle.

D'une part, l'absolutisme, loin d'aller à la rencontre des aspirations de la société, prit la décision de se maintenir par tous les moyens et de supprimer non seulement tout mouvement révolutionnaire, mais aussi toute manifestation d'esprit d'opposition. Ce fut à cette époque que le gouvernement de Nicolas II, afin de faire dévier le mécontentement grandissant de la population, eut recours, entre autres, à une forte propagande antisémite et, ensuite, à l'instigation - et même à l'organisation - des *pogromes* juifs.

D'autre part, l'évolution économique du pays prenait une allure de plus en plus accélérée. Dans l'espace de cinq ans, de 1900 à 1905, l'industrie et le progrès technique firent un bond prodigieux. La production du pétrole (bassin de Bakou), celle de la houille (bassin du Donetz), des métaux, etc., se rapprochaient rapidement du niveau atteint par les pays industriels. Les voies et moyens de communication (chemins de fer, traction mécanique, transport fluvial et maritime, etc.) se multipliaient et se modernisaient. D'importantes usines de constructions mécaniques et autres, employant des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers, surgissaient - ou s'épanouissaient - aux environs des grandes villes. Des régions industrielles entières naissaient ou prenaient de l'extension. Citons comme exemples : les grandes usines Poutiloff ; les importants chantiers de constructions navales Nevsky ; la grande usine Baltique et plusieurs autres usines d'envergure, à Saint-Pétersbourg ; les faubourgs industriels de la capitale et leurs dizaines de milliers d'ouvriers, tels que Kolpino, Choukhovo, Sestoretzsk et autres ; la région industrielle d'Ivanovo-Voznessensk, près de Moscou ; de nombreuses et importantes usines dans la Russie méridionale, à Kharkov, à Ekaterinoslav et ailleurs. Ces progrès rapides restaient généralement peu connus à l'étranger, en dehors des cercles intéressés. (Nombreux sont, aujourd'hui encore, ceux qui croient qu'avant l'avènement du bolchevisme la Russie ne possédait presque aucune industrie et que cette dernière a été créée entièrement par le gouvernement bolcheviste.) Et cependant, nous l'avons déjà dit, leur portée fut considérable, non seulement au point de vue purement industriel, mais aussi au point de vue social. En s'industrialisant, le pays multipliait rapidement ses éléments prolétariens. D'après les statistiques de l'époque, on peut évaluer le nombre total des ouvriers en Russie, vers 1905, à 3 millions environ.

En même temps le pays poursuivait son ascension rapide en matière de culture générale.

Depuis 1890, l'enseignement, l'instruction et l'éducation de la jeunesse avaient fait de très grands progrès.

L'instruction des adultes se trouvait également en progression constante.

Vers 1905, il existait en Russie une trentaine d'universités et d'écoles supérieures, pour hommes et femmes. Presque toutes ces institutions relevaient de l'Etat, „sauf quelques-unes dues à des initiatives et à des capitaux municipaux privés. Selon une vieille tradition, et surtout à la suite des réformes d'Alexandre II, leurs statuts étaient d'un esprit assez libéral et comportaient une indépendance (autonomie) intérieure assez prononcée. Alexandre III et Nicolas II essayèrent de réduire celle-ci. Mais chaque tentative de ce genre provoquait de graves désordres. Finalement, le gouvernement renonça à ses projets,

Les professeurs des universités et des écoles supérieures étaient choisis parmi les universitaires, selon une sélection spéciale.

Presque toutes les villes, même de peu d'importance, possédaient des lycées et des collèges de garçons et de filles. Les écoles secondaires étaient fondées soit par l'Etat, soit par des particuliers ou par des „zemstvos". Dans les trois cas, les programmes étaient établis par l'Etat et l'enseignement était sensiblement pareil. Entre autres, l'enseignement de la religion était obligatoire.

Le corps enseignant des écoles secondaires se recrutait parmi les universitaires, sauf pour les disciplines de second ordre. Le cours entier dont le diplôme donnait accès à l'université durait huit ans. Les enfants qui manquaient de préparation pouvaient faire la classe préparatoire d'un an, en dehors des huit classes obligatoires.

Le nombre des écoles primaires dans les villes et à la campagne augmentait vite. Les unes étaient créées par l'Etat ; d'autres par les municipalités et les "zemstvos". Toutes étaient surveillées et contrôlées par l'Etat. L'enseignement primaire était gratuit. Il n'était pas obligatoire. Naturellement, le catéchisme y était imposé par l'Etat.

Les instituteurs et institutrices des écoles primaires devaient posséder au moins un diplôme de quatre classes d'école secondaire.

Des cours du soir pour les adultes et des "universités populaires" bien organisés et bien fréquentés fonctionnaient dans toutes les grandes villes. Les municipalités et surtout des particuliers s'y employaient avec grand zèle.

Naturellement, les enfants d'ouvriers et de paysans étaient une exception dans les écoles secondaires et supérieures. Le coût de cet enseignement était élevé.

Cependant, contrairement à une légende fort répandue, l'accès de ces écoles n'était interdit ni aux enfants d'ouvriers ni à ceux des paysans. Le contingent principal était fourni par des familles d'intellectuels (de professions libérales), de fonctionnaires, d'employés et de bourgeois.

Les milieux intellectuels professant un *credo* au moins libéral, dans nombre d'écoles et d'institutions municipales et populaires, une propagande d'idées plus ou moins avancées se faisait assez librement, en dehors de l'enseignement proprement dit, malgré la surveillance de la police.

Les conférenciers des "universités populaires" et le corps enseignant des écoles primaires venaient fréquemment des milieux révolutionnaires. Des directeurs, presque toujours de tendance libérale, les toléraient. On savait "arranger les choses". Dans ces conditions, les autorités étaient à peu près impuissantes à combattre cette propagande.

En même temps que par l'enseignement et la parole, l'éducation se faisait par écrit.

Une quantité incalculable de brochures populaires, presque toujours rédigées par des savants ou composées d'extraits des meilleurs écrivains, se rapportant à toutes les sciences et traitant des problèmes politiques et sociaux dans un esprit très avancé, fut lancée sur le marché. La censure s'avéra impuissante à endiguer ce flot montant. Les auteurs et les éditeurs trouvaient une variété de moyens pour tromper la vigilance des autorités.

Si nous y ajoutons la diffusion assez importante, dans les milieux intellectuels et ouvriers, d'une littérature clandestine révolutionnaire et socialiste, nous aurons une notion exacte de ce vaste mouvement d'éducation et de préparation qui caractérise les années 1900-1905.

Nous nous sommes permis d'y apporter quelques détails indispensables pour comprendre l'étendue et l'esprit très avancé des mouvements révolutionnaires postérieurs.

Soulignons que ce mouvement d'aspirations politiques et sociales était complété par une évolution morale remarquable. La jeunesse s'émancipait de tous les préjugés : religieux, nationaux, sexuels et autres. Sur certains points, les milieux russes d'avant-garde étaient, depuis longtemps, bien en avance même par rapport aux pays occidentaux. Ainsi le principe d'égalité des races et des nations, celui d'égalité des sexes, l'union libre, la négation de la religion, etc, devinrent pour ces milieux des vérités acquises, voire pratiquées, depuis les "nihilistes". Dans tous ces domaines, les publicistes russes (Béliniski, Herzen, Tchernychevski, Dobroluboff, Pissareff, Mikhaïlovski) accomplirent une oeuvre de grande portée. Ils élevèrent plusieurs générations d'intellectuels dans le sens de l'affranchissement total, ceci malgré l'influence contraire exercée obligatoirement par le système tzariste d'enseignement secondaire.

Cet esprit d'affranchissement devint finalement pour la jeunesse russe tout entière une véritable tradition sacrée, indéracinable. Tout en subissant l'enseignement officiel imposé, la jeunesse se débarrassait de sa férule aussitôt le diplôme en main.

"N'al-lez pas à l'U-ni-ver-si-té !" clamait l'évêque de notre diocèse dans son discours prononcé lors de la solennelle distribution des diplômes à nous tous, élèves sortants du lycée : "N'allez pas à l'Université ! Car l'Université, c'est un repaire d'émeutiers..." (Où voulait-il que nous allions ?) Il était bien au courant, cet honorable évêque. Car, en effet, à quelques exceptions près, tout jeune homme, toute jeune fille, devenus étudiants, se transformaient en révolutionnaires en herbe. Dans le peuple, "étudiant" avait le sens de "mutin".

Par la suite, avec l'âge, ces révoltés de jadis, broyés par les exigences et les bassesses de la vie, oubliaient et reniaient souvent leurs premiers élans. Mais, généralement, il en restait quelque chose : un *credo* libéral, un

esprit d'opposition et, parfois, des "flammèches" plus vives encore qui, à la première occasion sérieuse, étaient prêtes à se ranimer.

1.5.2 La situation politique, économique et sociale de la population laborieuse. - L'extension de la propagande socialiste et révolutionnaire. - Répression de plus en plus brutale. - La révolution commence à conquérir la rue.

Cependant, la situation politique, économique et sociale de la population laborieuse restait sans changement.

Exposés, sans aucun moyen de défense, à l'exploitation grandissante de l'Etat et de la bourgeoisie, n'ayant aucun droit de se concerter, de s'entendre, de faire valoir leurs revendications, de s'organiser, de lutter, de se mettre en grève, etc., les ouvriers étaient malheureux, matériellement et moralement.

Dans la campagne, l'appauvrissement des masses paysannes et leur mécontentement augmentaient de jour en jour. Les paysans - 175 millions d'hommes, femmes et enfants - étaient abandonnés à eux-mêmes et considérés comme une sorte de "bétail humain" (même les châtimements corporels existèrent pour eux en fait jusqu'en 1904, bien qu'ayant été abolis par la loi de 1863). Manque de culture générale et d'instruction élémentaire ; outillage primitif et insuffisant ; absence de crédit ou de toute autre forme de protection ou de secours ; impôts très élevés ; traitement arbitraire, méprisant et impitoyable de la part des autorités et des classes "supérieures" ; morcellement continu des lopins de terre par suite des partages entre les nouveaux membres des familles : concurrence des "koulaks" (paysans aisés) et des propriétaires terriens, etc., telles étaient les multiples causes de cette misère. Même la "communauté paysanne" - le fameux mir russe - n'arrivait plus à soulager ses membres. D'ailleurs, le gouvernement d'Alexandre III et celui de son successeur, Nicolas II, firent leur possible pour réduire le mir à une simple unité administrative étroitement surveillée et menée à la trique par l'Etat, bonne surtout à récolter ou, plutôt, à arracher de force les impôts et les redevances.

Il était donc fatal que la propagande et l'activité socialistes et révolutionnaires remportassent des succès. Le marxisme, propagé clandestinement mais énergiquement, trouvait beaucoup d'adeptes. D'abord, parmi la jeunesse étudiante ; ensuite, dans les milieux ouvriers. L'influence du parti social-démocrate, fondé en 1898, se faisait sentir dans nombre de villes et dans certaines régions, en dépit de l'illégalité de ce parti (comme, d'ailleurs, de tout autre).

Naturellement, le gouvernement sévissait de plus en plus brutalement contre les militants. Les procès politiques ne se comptaient plus. Les mesures de répression administrative et policière frappaient sauvagement des milliers de "sujets". Les prisons, les lieux d'exil et les bagnes s'emplissaient. Mais, tout en réussissant à réduire au minimum l'activité et l'influence du parti, les autorités n'arrivèrent jamais à l'étouffer, comme elles avaient réussi auparavant avec les premiers groupements politiques.

A partir de l'année 1900, malgré tous les efforts des autorités, le mouvement révolutionnaire s'amplifiait considérablement. Les troubles universitaires et ouvriers devinrent bientôt des faits courants. D'ailleurs, les universités restaient souvent fermées pendant des mois, en raison justement des troubles politiques. Mais en réaction les étudiants, appuyés par des ouvriers, organisaient des manifestations bruyantes sur les places publiques. A Saint-Petersbourg, la place de la cathédrale de Kazan devint l'endroit classique de ces manifestations populaires auxquelles les étudiants et les ouvriers se rendaient en entonnant des chants révolutionnaires et, parfois, porteurs de drapeaux rouges déployés. Le gouvernement y envoyait des détachements de police et de cosaques à cheval qui "nettoyaient" la place et les rues avoisinantes à coups de sabres et de fouets ("nagaïkas").

La Révolution commençait à conquérir la rue.

Toutefois, pour que le lecteur ait une juste notion de la situation *générale*, une réserve importante s'impose à nouveau.

Le tableau que nous venons de peindre est exact. Mais, *en se rapportant à lui seul*, sans y apporter des correctifs sérieux, sans avoir constamment devant les yeux *le grand ensemble* du pays et du peuple, on risquerait de tomber dans des exagérations, d'aboutir à des appréciations générales erronées et de ne pas comprendre les événements ultérieurs.

N'oublions pas, en effet, que sur la masse immense de plus de 180 millions d'âmes, les groupes touchés par ledit mouvement d'idées ne formaient qu'une couche bien mince. Il s'agissait, en somme, de quelques milliers

d'intellectuels - d'étudiants surtout - et de l'élite de la classe ouvrière dans les grands centres. Le reste de la population : les innombrables masses paysannes, le gros des citadins et même la majorité de la population ouvrière, restait encore étranger, indifférent ou même hostile à l'agitation révolutionnaire. Certes, les milieux avancés augmentaient rapidement leurs effectifs ; à partir des années 1900, le nombre des ouvriers gagnés à la cause était en croissance continue ; l'effervescence révolutionnaire atteignait aussi les masses paysannes, de plus en plus miséreuses. Mais, en même temps, la masse profonde du peuple - *celle dont l'agitation détermine seule les grands changements sociaux* - conservait sa mentalité primitive. Le "paradoxe russe" - dont il a été question plus haut - restait à peu près intact, et la "légende du Tzar" éblouissait encore des millions et des millions d'hommes. *Par rapport à cette masse*, le mouvement en question n'était qu'une petite agitation de surface (quatre ouvriers seulement participèrent au Congrès social-démocrate de Londres, en 1903).

Et, dans ces conditions, tout contact entre les avants postes, poussés très en avant, et le gros des masses, resté très en arrière, était impossible.

Le lecteur devra tenir rigoureusement compte de cette particularité pour comprendre la suite des événements.

1.5.3 Les partis politiques : social-démocrate et socialiste-révolutionnaire. - Les attentats.

A partir de l'année 1901, l'activité révolutionnaire s'enrichit d'un élément nouveau : à côté du parti social-démocrate naquit le parti socialiste-révolutionnaire. La propagande de ce dernier fut vite couronnée d'un succès considérable.

Trois points essentiels constituaient la différence entre les deux partis :

1. Philosophiquement et sociologiquement, le parti socialiste-révolutionnaire était en désaccord avec la doctrine marxiste ;
2. En raison de son antimarxisme, ce parti apportait au problème paysan - le plus important en Russie - une solution autre que celle du parti social-démocrate. Tandis que ce dernier, se basant uniquement sur la *classe ouvrière*, ne comptait guère sur le gros de la *classe paysanne* dont il escomptait, d'ailleurs, la prolétarisation rapide et partant négligeait la propagande rurale, le parti socialiste-révolutionnaire croyait pouvoir gagner les masses paysannes russes à la cause révolutionnaire et socialiste. Il jugeait impossible d'attendre leur prolétarisation. Il déployait en conséquence une forte propagande dans les campagnes. Pratiquement, le parti social-démocrate n'envisageait, dans son programme agraire immédiat, qu'une augmentation des lots de terre appartenant aux paysans et quelques autres réformes de peu d'importance ; tandis que le parti socialiste-révolutionnaire comprenait dans son programme minimum la socialisation immédiate et complète du sol ;
3. En parfaite conformité avec sa doctrine, le parti social-démocrate, qui comptait essentiellement sur l'action *des masses*, repoussait toute action de terrorisme, tout attentat politique, comme socialement inutile. Par contre, le parti socialiste-révolutionnaire attribuait une certaine utilité publique aux attentats contre les hauts fonctionnaires tzaristes trop zélés ou trop cruels. Il créa même un organisme spécial, dit "organisme de combat", chargé de préparer et d'exécuter des attentats politiques sous le contrôle du Comité Central.

A part ces différences, le programme politique et social immédiat ("programme minimum") des deux partis était sensiblement le même : une république démocratique bourgeoise qui ouvrirait la route à une évolution vers le socialisme.

De 1901 à 1905, le parti social-révolutionnaire réalisa plusieurs attentats dont quelques-uns particulièrement retentissants, notamment : en 1902, un jeune militant du parti, l'étudiant Balmacheff, assassina Sipiaguine, ministre de l'Intérieur ; en 1904, un autre socialiste-révolutionnaire l'étudiant Sazonoff, tua von Plehvé, le fameux et cruel successeur de Sipiaguine ; en 1905, le socialiste-révolutionnaire Kaliaïeff exécuta le grand-duc Serge, gouverneur ("le hideux satrape") de Moscou.

1.5.4 Les anarchistes.

Notons qu'à part ces deux partis politiques, il existait aussi, à cette époque, un certain mouvement anarchiste. Très faible, totalement inconnu de la vaste population, il n'était représenté que par quelques groupements d'intellectuels et d'ouvriers (paysans dans le Midi), sans contact suivi. Il y avait un ou deux groupes anarchistes à Saint-Pétersbourg, à peu près autant à Moscou (ces derniers cependant plus forts et plus actifs), des groupements dans le Midi et dans la région Ouest. Leur activité se bornait à une faible propagande, d'ailleurs très difficile, à des attentats contre les serviteurs trop dévoués du régime, et à des actes de "reprise individuelle". La littérature libertaire arrivait en fraude de l'étranger. On répandait surtout les brochures de Kropotkine qui, lui-même obligé d'émigrer après la débâcle de la *Narodnaïa Volia*, s'était fixé en Angleterre.

1.5.5 Le gouvernement tsariste cherche à canaliser le mouvement ouvrier vers une activité "légal".

L'extension rapide de l'activité révolutionnaire à partir de l'année 1900 préoccupait beaucoup le gouvernement. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était les sympathies que la propagande gagnait dans la population ouvrière. Malgré leur existence illégale, donc difficile, les deux partis socialistes possédaient dans les grandes villes des comités, des cercles de propagande, des imprimeries clandestines et des groupes assez nombreux. Le parti socialiste-révolutionnaire réussissait à commettre des attentats qui, par leur éclat, attiraient sur lui l'attention et même l'admiration de tous les milieux. Le gouvernement jugea insuffisants ses moyens de défense et de répression : la surveillance, le mouchardage, la provocation, la prison, les pogromes, etc. Afin de soustraire les masses ouvrières à l'emprise des partis socialistes et à toute activité révolutionnaire, il conçut un plan machiavélique qui, logiquement, devait le rendre maître du mouvement ouvrier. Il se décida à mettre sur pied une organisation ouvrière *légal* ; *autorisée*, dont il tiendrait lui-même les commandes. Il faisait ainsi d'une pierre deux coups : d'une part il attirait vers lui les sympathies, la reconnaissance et le dévouement de la classe ouvrière, l'arrachant aux mains des partis révolutionnaires ; d'autre part, il menait le mouvement ouvrier là où il le voulait, en le surveillant de près.

Sans aucun doute, la tâche était délicate. Il fallait attirer les ouvriers dans ces organismes d'Etat ; il fallait tromper leur méfiance, les intéresser, les flatter, les séduire, les duper, sans qu'ils s'en aperçussent ; il fallait feindre d'aller à la rencontre de leurs aspirations... Il fallait éclipser les partis, rendre inefficace leur propagande, les dépasser - surtout par des actes concrets. Pour réussir, le gouvernement serait obligé d'aller jusqu'à consentir certaines concessions d'ordre économique et social, tout en maintenant les ouvriers à sa merci, tout en les maniant à sa guise.

L'exécution d'un pareil "programme" exigeait à la tête de l'entreprise des hommes donnant confiance absolue et, en même temps, habiles, adroits et éprouvés, connaissant bien la psychologie ouvrière, sachant s'imposer et gagner la confiance.

Le choix du gouvernement s'arrêta finalement sur deux hommes, agents de la police politique secrète (*Okhrana*), qui reçurent la mission d'exécuter le projet. L'un fut Zoubatoff, pour Moscou ; l'autre, prêtre et aumônier de l'une des prisons de Saint-Pétersbourg, le pope Gapone.

Ainsi, le gouvernement du Tzar voulut jouer avec le feu. Il ne tarda pas à s'y brûler cruellement.

2. La secousse (1905-1906)

2.1 L'épopée gaponiste ; première grève générale

2.1.1 Les "sections ouvrières". - Le mouvement et l'épopée "gaponistes". - Le pope Gapone : sa personnalité, son oeuvre, sa fin. - Le "dimanche sanglant" : 9/22 janvier 1905. - La "légende du tsar" tuée par le Tzar. - Premier grand mouvement des masses ouvrières. - Première grève des ouvriers de Saint-Pétersbourg.

A Moscou, Zoubatoff fut démasqué assez rapidement. Il ne put aboutir à de grands résultats. Mais, à Saint-Pétersbourg, les affaires marchèrent mieux. Gapone, très adroit, oeuvrant dans l'ombre, sut gagner la confiance

et même l'affection des milieux ouvriers. Doué d'un réel talent d'agitateur et d'organisateur, il réussit à mettre sur pied les soi-disant "Sections Ouvrières" qu'il guidait en personne et animait de son activité énergique. Vers la fin de 1904, ces sections étaient au nombre de 11, réparties en divers quartiers de la capitale, et comptaient quelques milliers de membres.

Le soir, les ouvriers venaient très volontiers dans les sections pour y parler de leurs affaires, écouter quelque conférence, parcourir les journaux, etc. L'entrée étant rigoureusement contrôlée par les ouvriers gaponistes eux-mêmes, les militants des partis politiques ne pouvaient y pénétrer qu'avec peine. Et même s'ils y pénétraient, ils étaient vite repérés et mis à la porte.

Les ouvriers de Saint-Pétersbourg prirent leurs sections très au sérieux. Ayant entière confiance en Gapone, ils lui parlaient de leurs malheurs et de leurs aspirations, discutaient avec lui les moyens de faire améliorer leur situation, examinaient des projets de lutte contre les patrons. Fils, lui-même, d'un pauvre paysan, ayant vécu parmi les travailleurs, Gapone comprenait à merveille la psychologie de ses confidents. Il savait feindre admirablement son approbation et ses vives sympathies au mouvement ouvrier. Telle était aussi, à peu près, sa mission officielle, surtout pour les débuts.

La thèse que le gouvernement entreprit d'imposer aux ouvriers dans leurs sections fut celle-ci : "Ouvriers, vous pouvez améliorer votre situation en vous y appliquant méthodiquement, dans les formes légales au sein de vos sections. Pour aboutir, vous n'avez aucun besoin de faire de la politique. Occupez-vous de vos intérêts personnels concrets, immédiats, et vous arriverez bientôt à une existence plus heureuse. Les partis et les luttes politiques, les recettes proposées par de mauvais bergers - les socialistes et les révolutionnaires - ne vous mèneront à rien de bon. Occupez-vous de vos intérêts économiques immédiats. Ceci vous est permis, et c'est par cette voie que vous aboutirez à une amélioration réelle de votre situation. Le gouvernement, qui se soucie beaucoup de vous, vous soutiendra." Telle fut aussi la thèse que Gapone et ses aides, recrutés parmi les ouvriers eux-mêmes, prêchaient et développaient dans les sections.

Les ouvriers répondirent à l'invitation sans retard. Ils commencèrent à préparer une action économique. Ils élaborèrent et formulèrent leurs revendications, d'accord avec Gapone. Ce dernier, dans sa situation plus que délicate, dut s'y prêter. S'il ne le faisait pas, il provoquerait aussitôt un mécontentement parmi les ouvriers, il serait même certainement accusé d'avoir trahi leurs intérêts et de soutenir le parti patronal. Il perdrait sa popularité. Des soupçons encore plus graves pourraient naître contre lui. De ce fait, son oeuvre même serait battue en brèche. Or, dans son double jeu, Gapone devait avant tout, et à tout prix, conserver les sympathies qu'il avait su gagner. Il le comprenait bien et faisait mine de soutenir entièrement la cause ouvrière, espérant pouvoir garder la maîtrise du mouvement, manier les masses à sa guise, diriger, façonner et canaliser leur action.

Ce fut le contraire qui se produisit. Le mouvement dépassa vite les limites qui lui étaient assignées. Il prit rapidement une ampleur, une vigueur et une allure imprévues, brouillant tous les calculs, renversant toutes les combinaisons de ses auteurs. Bientôt, il se transforma en une véritable tempête qui déborda et emporta Gapone lui-même.

En décembre 1904, les ouvriers de l'usine Poutiloff, l'une des plus importantes de Saint-Pétersbourg, et où Gapone comptait de nombreux adeptes et amis, décidèrent de commencer l'action. D'accord avec Gapone, ils rédigèrent et remirent à la direction une liste de revendications d'ordre économique, très modérées d'ailleurs. Vers la fin du mois, ils apprirent que la direction "ne croyait pas possible d'y donner suite" et que le gouvernement était impuissant à l'y obliger. De plus, la direction de l'usine mit à la porte quelques ouvriers considérés comme meneurs. On exigea aussitôt leur réintégration. La direction s'y refusa.

L'indignation, la colère des ouvriers furent sans bornes ; d'abord, parce que leurs longs et laborieux efforts n'aboutissaient à rien ; ensuite - et surtout - parce qu'on leur avait laissé croire que ces efforts seraient couronnés de succès. Gapone en personne les avait encouragés, les avait bercés d'espoir. Et voici que leur premier pas sur la bonne voie légale ne leur apportait qu'un échec cuisant, nullement justifié. Ils se sentirent "roulés". Ils se virent aussi moralement obligés d'intervenir en faveur de leurs camarades révoqués.

Naturellement, leurs regards se tournèrent vers Gapone. Pour sauvegarder son prestige et son rôle, ce dernier feignit d'être indigné plus que tout autre et poussa les ouvriers de l'usine Poutiloff à réagir vigoureusement. C'est ce qu'ils ne tardèrent pas à faire. Se sentant à l'abri, se bornant toujours à des revendications purement économiques, couverts par les sections et par Gapone, ils décidèrent, au cours de plusieurs réunions tumultueuses,

de soutenir leur cause par une grève. Le gouvernement, confiant en Gapone, n'intervenait pas. Et c'est ainsi que la grève des usines Poutiloff, la première grève ouvrière importante en Russie, fut déclenchée en décembre 1904.

Mais le mouvement ne s'arrêta pas là. Toutes les sections ouvrières s'émurent et se mirent en branle pour défendre l'action de ceux de Poutiloff. Ils apprécièrent très justement l'échec de ces derniers comme un échec général. Naturellement, Gapone dut prendre parti pour les sections. Le soir, il les parcourait toutes, l'une après l'autre, prononçant partout des discours en faveur des grévistes de Poutiloff, invitant tous les ouvriers à les soutenir par une action efficace.

Quelques jours passèrent. Une agitation extraordinaire secouait les masses ouvrières de la capitale. Les ateliers se vidaient spontanément. Sans mot d'ordre précis, sans préparation ni direction, la grève de Poutiloff devenait une grève quasi générale des travailleurs de Saint-Petersbourg.

Et ce fut la tempête. En masse, les grévistes se précipitèrent vers les sections, se moquant des formalités, forçant tout contrôle, réclamant une action immédiate et imposante.

En effet, la grève seule ne suffisait pas. Il fallait agir, *faire quelque chose* : quelque chose de grand, d'imposant, de décisif. Tel était le sentiment général.

C'est alors que surgit - on ne sut jamais exactement d'où ni comment - la fantastique idée de rédiger, au nom des ouvriers et paysans malheureux *de toutes les Russies*, une "pétition" au tzar ; de se rendre, pour l'appuyer, en grande masse, devant le Palais d'Hiver ; de remettre la pétition, par l'intermédiaire d'une délégation, Gapone en tête, au tzar lui-même et de demander à ce dernier de prêter l'oreille aux misères de son peuple. Toute naïve, toute paradoxale qu'elle fût, cette idée se répandit comme une traînée de poudre parmi les ouvriers de Saint-Petersbourg. Elle les rallia tous. Elle les inspira, les enthousiasma. Elle donna un sens, elle fixa un but précis à leur mouvement.

Les sections firent chorus avec les masses. Elles se décidèrent à organiser l'action. Gapone fut chargé de rédiger la pétition. De nouveau, il s'inclina. Ainsi, il devenait, par la force des choses, leader d'un important, d'un historique mouvement des masses.

Dans les premiers jours du mois de janvier 1905, la pétition était prête. Simple, émouvante, elle respirait le dévouement et la confiance. Les misères du peuple y étaient exposées avec beaucoup de sentiment et de sincérité. On demandait au tzar de se pencher sur elles, de consentir des réformes efficaces et de veiller à leur réalisation.

Chose étrange, mais incontestable : la pétition de Gapone était une oeuvre de haute inspiration, vraiment pathétique.

Il s'agissait maintenant de la faire adopter par toutes les sections, de la porter à la connaissance des vastes masses et d'organiser la marche vers le Palais d'Hiver.

Entre temps, un fait nouveau se produisit. Des révolutionnaires appartenant aux partis politiques (ces derniers se tenaient jusqu'alors totalement à l'écart du "gaponisme") intervinrent auprès de Gapone. Ils cherchèrent, avant tout, à l'influencer pour qu'il donnât à son attitude, à sa pétition et à son action une allure moins "rampante", plus digne, plus ferme - en un mot plus révolutionnaire. Les milieux ouvriers avancés exercèrent sur lui la même pression. Gapone s'y prêta d'assez bonne grâce. Des socialistes révolutionnaires surtout lièrent connaissance avec lui. D'accord avec eux, il remania, dans les tout derniers jours, sa pétition primitive, en l'élargissant considérablement et en atténuant de beaucoup son esprit de fidèle dévouement au tzar.

Sous sa forme définitive, la "pétition" fut le plus grand paradoxe historique qui ait jamais existé. On s'y adressait très loyalement au tzar et on lui demandait ni plus ni moins que d'autoriser - même d'accomplir - une révolution fondamentale, laquelle, en fin de compte, supprimerait son pouvoir. En effet, tout le programme minimum des partis révolutionnaires y figurait. On exigeait, notamment, comme mesures de toute urgence : la liberté entière de presse, de parole, de conscience, etc. ; la liberté absolue pour toutes les associations et les organisations ; le droit aux ouvriers de se syndiquer, de recourir à la grève ; des lois agraires tendant à l'expropriation des gros propriétaires au profit des communautés paysannes, enfin la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante élue sur la base d'une loi électorale démocratique. C'était, carrément, une invitation au suicide.

Voici le texte intégral et définitif de la "pétition" (traduit du russe) :

Nous, travailleurs de Saint-Petersbourg, nos femmes, nos enfants et nos parents, vieillards sans ressources, sommes venus à Toi, ô Tzar, pour te demander justice et protection.

Nous sommes réduits à la mendicité. Nous sommes opprimés, écrasés sous le poids d'un travail épuisant, abreuvés d'outrages. Nous ne sommes pas considérés comme des êtres humains, mais traités en esclaves qui doivent subir en silence leur triste destin. Patiemment, nous avons enduré tout cela. Mais voici qu'on nous précipite maintenant tout au fond de l'abîme où seuls l'arbitraire et l'ignorance nous seront réservés. On nous étouffe sous le poids du despotisme et d'un traitement contraire à toute loi humaine.

Nous sommes à bout de forces, o Tzar ! Le moment décisif est venu où, vraiment, la mort vaut mieux que la prolongation de nos intolérables souffrances. Voilà pourquoi nous avons cessé le travail et informé nos patrons que nous ne le reprendrons pas avant qu'ils n'aient souscrit à nos justes demandes.

Ce que nous leur avons demandé est peu de chose, et pourtant, sans ce peu de chose notre vie n'est pas une vie, mais un enfer, une éternelle torture.

Notre première requête demandait à nos patrons de vouloir bien se rendre compte, d'accord avec nous de nos besoins. Et ils ont refusé cela ! Le droit même de discuter nos besoins nous a été contesté sous prétexte que la loi ne nous reconnaît pas ce droit.

Notre demande de la journée de huit heures a été rejetée aussi comme illégale.

Nous avons demandé ensuite la fixation, de concert avec nous, de nos salaires ; l'arbitrage, en cas de malentendus entre nous et l'administration intérieure de l'usine ; l'élévation à un rouble par jour des salaires des manoeuvres, hommes et femmes, la suppression des heures supplémentaires ; une mise en état des ateliers, de sorte que le travail n'y entraîne pas la mort à la suite des courants d'air, de la pluie et de la neige... Nous avons demandé aussi plus d'égards pour ceux qui tombent malades ; et aussi que les ordres qu'on nous donne ne soient pas accompagnés d'injures.

Toutes ces demandes ont été rejetées comme contraires à la loi. Le fait même de les avoir formulées a été interprété comme un crime. Le désir d'améliorer notre situation est considéré par nos patrons comme une insolence à leur égard.

O Empereur ! Nous sommes ici plus de 300.000 êtres humains. Et, cependant, nous tous ne sommes des êtres humains qu'en apparence. Car, en réalité, nous n'avons aucun droit humain. Il nous est interdit de parler, de penser, de nous réunir pour discuter nos besoins, de prendre des mesures pour améliorer notre situation. Quiconque parmi nous ose élever la voix en faveur de la classe ouvrière est jeté en prison ou exilé. Avoir un bon coeur, une âme sensible, est considéré comme un crime. Faire preuve de sentiments de fraternité à l'égard d'un malheureux, d'un abandonné, d'une victime, d'un déchu, est un crime abominable.

O Tzar ! Cela est-il conforme aux commandements de Dieu en vertu duquel Tu règnes ? Sous de telles lois, la vie vaut-elle d'être vécue ? Ne serait-il pas préférable pour nous tous, travailleurs russes, de mourir, laissant les capitalistes et les fonctionnaires vivre seuls et jouir de l'existence ?

Tel est, Sire, l'avenir qui nous attend. Et c'est pourquoi nous sommes assemblés devant les murs de Ton palais. Nous espérons trouver, nous attendons ici l'ultime planche de salut. Ne refuse pas d'aider Ton peuple à sortir du gouffre des hors-la-loi où il n'y a que misère et ignorance. Donne-lui une chance, un moyen d'accomplir sa vraie destinée. Délivre-le de l'intolérable oppression des bureaucrates. Démolis la muraille qui Te sépare de lui et appelle-le à gouverner le pays conjointement avec Toi.

Tu as été envoyé ici-bas pour conduire le peuple au bonheur. Mais, lambeau par lambeau, le bonheur nous est arraché par tes fonctionnaires qui ne nous réservent que la douleur et l'humiliation.

Examine nos demandes avec attention et sans colère. Elles ont été formulées, non pas pour le mal, mais pour le bien, pour notre bien, Sire, et pour le Tien. Ce n'est pas l'insolence qui parle en nous, mais la conscience de la nécessité générale qu'il y a d'en finir avec l'actuel et insupportable état de choses.

La Russie est trop vaste, ses besoins sont trop multiples pour qu'elle puisse être dirigée par un gouvernement composé uniquement de bureaucrates. Il est absolument nécessaire que le peuple y participe, car seul il connaît ses besoins.

Ne refuse donc pas de secourir Ton peuple, Donne, sans retard, aux représentants de toutes les classes du pays l'ordre de s'assembler. Que les capitalistes et les ouvriers soient représentés. Que les fonctionnaires, les prêtres, les médecins et les professeurs choisissent aussi leurs délégués. Que tous soient libres d'élire qui leur plaît. Pour cela, permets qu'il soit procédé aux élections d'une Assemblée Constituante sous le régime du suffrage universel .

Telle est notre principale demande dont tout dépend. Ce serait le meilleur, le seul vrai baume pour nos blessures ouvertes. Faute de rappliquer, elles resteront béantes et nous acculeront à la mort.

Il n'y a pas de panacée pour tous nos maux. Plusieurs remèdes sont nécessaires. Nous allons maintenant les énumérer. Nous Te parlerons franchement, Sire, à coeur ouvert, comme à un père.

Les mesures, suivantes sont indispensables.

Dans le premier groupe figurent celles contre l'absence de tous droits et l'ignorance dont souffre le peuple russe. Ces mesures comprennent :

- 1. La liberté et l'inviolabilité de la personne ; liberté de la parole, de la presse, d'association, de conscience en matière de religion ; séparation de l'Église et de l'État.*
- 2. Instruction générale et obligatoire aux frais de l'État.*
- 3. responsabilité des ministres devant la nation ; garanties pour la légalité des méthodes administratives.*
- 4. Egalité de tous les individus, sans exception, devant la loi.*
- 5. Elargissement immédiat de tous ceux qui ont souffert pour leurs convictions.*

Dans le second groupe se trouvent les mesures contre le paupérisme :

- 1. Abolition des impôts indirects. Un impôt sur le revenu direct et progressif.*
- 2. Abrogation des redevances pour le rachat des terres. Crédit à bon marché. Remise graduelle de la terre au peuple.*

Le troisième groupe comprend les mesures contre l'écrasement du travail par le capital :

- 1. Protection du travail par la loi.*
- 2. Liberté des unions ouvrières établies dans le but de coopération et pour régler les questions professionnelles.*
- 3. Journée de travail de huit heures ; limitation des heures supplémentaires.*
- 4. Liberté de lutte entre le travail et le capital.*
- 5. Participation des représentants des classes laborieuses à l'élaboration d'une loi sur les assurances d'Etat pour les travailleurs.*
- 6. Salaire normal.*

Voilà, Sire, nos principaux besoins. Ordonne qu'ils soient satisfaits. Jure-nous qu'ils le seront, et Tu feras la Russie heureuse et glorieuse, et Ton nom sera inscrit à jamais dans nos coeurs, dans les coeurs de nos enfants et dans ceux des enfants de nos enfants.

Mais si Tu ne nous donnes pas Ta promesse, si Tu n'acceptes pas notre pétition, nous sommes décidés à mourir ici, sur cette place, devant Ton palais, car nous n'avons nulle part où aller ni aucune raison pour nous rendre ailleurs. Pour nous, il n'y a que deux chemins : l'un conduisant à la liberté et au bonheur ; l'autre, à la tombe. Indique-nous l'un de ces chemins, ô Tzar, et nous le suivrons, dût-il nous mener à la mort.

Que nos vies soient un holocauste pour la Russie agonisante : nous ne regretterons pas le sacrifice. Avec joie, nous les offrons.

Il est à noter qu'en dépit de tout ce qu'il y avait de paradoxal dans la situation créée, l'action qui se préparait n'était, pour un esprit averti, qu'un aboutissement logique de la pression combinée des diverses tendances réelles : une sorte de "synthèse" naturelle des différents éléments en présence.

D'une part, l'idée de la démarche collective auprès du Tzar ne fut, au fond, qu'une manifestation de la foi naïve des masses populaires en sa bonne volonté. (Nous avons parlé de cette profonde emprise de la "légende du tzar" sur le peuple.) Ainsi les ouvriers qui, en Russie, ne rompaient jamais leurs liens avec la campagne, reprirent un instant la tradition paysanne pour aller demander au "petit père" aide et protection. Profitant de l'occasion unique qui leur était offerte, soulevés par un élan spontané, irrésistible, ils cherchèrent, sans doute, surtout à mettre le doigt sur la plaie, à obtenir une solution concrète, définitive. Tout en espérant, au fond de leurs âmes simples, un succès au moins partiel, ils voulaient surtout savoir à quoi s'en tenir.

D'autre part, l'influence des partis révolutionnaires, forcés de se tenir à l'écart, pas assez puissants pour empêcher le mouvement ou encore moins pour lui en substituer un autre plus révolutionnaire, s'avéra, néanmoins, assez forte pour réussir à exercer sur Gapone une certaine pression et l'obliger à "révolutionnariser" son acte.

Cet acte fut ainsi le produit bâtard, mais naturel, des forces contradictoires en action.

Quant aux milieux intellectuels et libéraux, ils ne purent qu'assister, témoins impuissants, aux événements en leur développement.

La conduite et la psychologie de Gapone lui-même, toutes paradoxales qu'elles puissent paraître, trouvent pourtant une explication facile. D'abord simple comédien, agent à la solde de la police, il fut, ensuite, de plus en plus entraîné par la formidable vague du mouvement populaire qui le poussait irrésistiblement en avant. Il finit par être emporté. Les événements le mirent, malgré lui, à la tête des foules dont il devenait l'idole. Esprit aventurier et romanesque, il dut se laisser bercer par une illusion. Percevant instinctivement l'importance historique des événements, il dut en faire une appréciation exagérée. Il voyait déjà le pays entier en révolution, le trône en péril, et lui, Gapone, chef suprême du mouvement, idole du peuple, porté aux sommets de la gloire des siècles. Fasciné par ce rêve que la réalité semblait vouloir justifier, il se donna finalement corps et âme au mouvement déclenché. Désormais son rôle de policier ne l'intéressait plus. Il n'y pensait même pas au cours de ces journées de fièvre, tout ébloui par les éclairs du formidable orage, tout absorbé par son rôle nouveau qui devait lui apparaître presque comme une mission divine. Telle était, très probablement, la psychologie de Gapone au début de janvier 1905. On peut supposer qu'à ce moment, et dans ce sens, l'homme était sincère. Du moins telle est l'impression personnelle de l'auteur de ces lignes qui fit la connaissance de Gapone quelques jours avant les événements et le vit à l'oeuvre.

Même le phénomène le plus étrange - le silence du gouvernement et l'absence de toute intervention policière au cours de ces journées de préparation fébrile - s'explique aisément. La police ne put pénétrer la psychologie nouvelle de Gapone. Jusqu'au bout, elle lui fit confiance, prenant son action pour une manoeuvre habile. Et lorsque, enfin, elle s'aperçut du changement et du danger imminent, il était trop tard pour endiguer et maîtriser les événements déchaînés. D'abord quelque peu décontenancé, le gouvernement prit finalement le parti d'attendre le moment favorable pour écraser le mouvement d'un seul coup. Pour l'instant, ne recevant aucun ordre, la police ne bougeait pas. Ajoutons que ce fait incompréhensible, mystérieux, encouragea les masses, augmenta leurs espoirs. "Le gouvernement n'ose pas s'opposer au mouvement : il s'inclinera", se disait-on généralement.

La marche vers le Palais d'Hiver fut fixée au dimanche matin 9 janvier (vieux style). Les derniers jours furent consacrés surtout à la lecture publique de la "pétition", au sein des "sections". On procéda à peu près partout de la même façon. Au cours de la journée, Gapone lui-même - ou un de ses amis - lisait et commentait la pétition aux masses ouvrières qui remplissaient les locaux par roulement. Aussitôt le local rempli, on fermait la porte, on donnait connaissance de la pétition ; les assistants apposaient leurs signatures sur une feuille spéciale et évacuaient la salle. Celle-ci se remplissait à nouveau d'une foule qui attendait patiemment son tour dans la rue, et la cérémonie recommençait. Cela continuait ainsi, dans toutes les sections, jusqu'à minuit et au delà.

Ce qui apporta une note tragique à ces derniers préparatifs, ce fut l'appel suprême de l'orateur et le serment solennel, farouche, de la foule, en réponse à cet appel : "Camarades ouvriers, paysans, et autres ! - disait à peu près l'orateur - Frères de misère ! Soyez tous fidèles à la cause et au rendez-vous. Dimanche matin, venez tous sur la place devant le Palais d'Hiver. Toute défaillance de votre part serait une trahison envers notre cause. Mais

venez calmes, pacifiques dignes de l'heure solennelle qui sonne. Le père Gapone a déjà prévenu le tzar et lui a garanti, sous sa responsabilité personnelle, qu'il serait en sécurité parmi vous. Si vous vous permettez un acte déplacé, le père Gapone en répondra. Vous avez entendu la pétition. Nous demandons des choses justes. Nous ne pouvons plus continuer cette existence misérable. Nous allons donc au tzar les bras ouverts, les coeurs pleins d'amour et d'espoir. Il n'a qu'à nous recevoir de même et prêter l'oreille à notre demande. Gapone lui-même lui remettra la pétition. Espérons, camarades, espérons, frères, que le tzar nous accueillera. nous écouterà et donnera suite à nos légitimes revendications. Mais si, mes frères, le tzar, au lieu de nous accueillir, nous oppose des fusils et des sabres, alors, mes frères, malheur à lui ! *Alors, nous n'avons plus de tzar ! Alors, qu'il soit maudit à jamais, lui et toute sa dynastie !* ... Jurez, vous tous, camarades, frères, simples citoyens, jurez qu'alors vous n'oublierez jamais la trahison. Jurez qu'alors vous chercherez à détruire le traître par tous les moyens..." Et l'assemblée tout entière, emportée par un élan extraordinaire, répondait en levant le bras : "Nous le jurons !"

Là où Gapone lui-même lisait la pétition - et il la lut au moins une fois dans chaque section - ajoutait ceci : "Moi, prêtre Georges Gapone, par la volonté de Dieu, je vous délègue alors du serment prêté au tzar, je bénis d'avance celui qui le détruira. Car *alors nous n'aurons plus de tzar !*..." Blême d'émotion, il répétait deux, trois fois cette phrase devant l'auditoire silencieux et frémissant.

"Jurez de me suivre, jurez-le sur la tête de vos proches, de vos enfants !" - "Oui, père, oui ! Nous le jurons sur la tête de nos enfants !" était invariablement la réponse.

Le 8 janvier au soir tout était prêt pour la marche. Tout était prêt aussi du côté gouvernemental. Certains cercles intellectuels et littéraires apprirent que la décision du gouvernement était arrêtée : en aucun cas ne laisser la foule s'approcher du Palais ; si elle insiste, tirer dessus sans pitié. En toute hâte, une délégation fut dépêchée auprès des autorités pour tenter de prévenir l'effusion de sang. La démarche resta vaine. Toutes les dispositions étaient déjà prises. La capitale se trouvait entre les mains de troupes armées jusqu'aux dents.

On connaît la suite. Le dimanche 9 janvier, dès le matin, une foule immense, composée surtout d'ouvriers (souvent avec leurs familles) et aussi d'autres éléments très divers, se mit en mouvement dans la direction du Palais d'Hiver. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, partant de tous les points de la capitale et de la banlieue marchèrent vers le lieu de rassemblement.

Partout ils se heurtèrent à des barrages de troupes et de police qui ouvrirent un feu nourri contre cette mer humaine. Mais la poussée de cette masse compacte d'hommes - poussée qui augmentait de minute en minute - fut telle que, par toutes sortes de voies obliques, la foule affluait quand même, et sans cesse, vers la place, remplissant et embouteillant les rues avoisinantes. Des milliers d'hommes dispersés par le feu des barrages, se dirigeaient obstinément vers le but, empruntant des voies détournées, mûs par l'élan pris, par la curiosité, par la colère, par le besoin impérieux de crier haut leur indignation et leur horreur. Nombreux étaient aussi ceux qui gardaient encore, malgré tout, une lueur d'espoir, croyant que s'ils réussissaient à parvenir à la place, devant le palais du Tzar, ce dernier viendrait à eux les accueillerait et arrangerait les choses. Les uns supposaient que, devant le fait accompli, le tzar ne pourrait plus résister et serait obligé de céder. D'autres, les derniers naïfs, s'imaginaient que le tzar n'était pas au courant de ce qui se passait, qu'il ne savait rien de la boucherie, et que la police, lui ayant soigneusement caché les faits dès le début voulait maintenant empêcher le peuple d'entrer en contact avec le "petit père". Il s'agissait d'y arriver à tout prix... Et puis, on avait juré de s'y rendre... Et enfin, le père Gapone y était, peut-être, parvenu quand même...

Quoi qu'il en fût, des flots humains, déferlant de partout envahirent finalement les environs immédiats de la place du Palais et pénétrèrent sur la place elle-même. Alors, le gouvernement ne trouva rien de mieux que de faire balayer par des salves de feu cette foule désarmée, désespérée, désespérée.

Ce fut une vision d'épouvante à peine imaginable, unique dans l'histoire. Mitraillée à bout portant, hurlant de peurs de douleur, de rage, cette foule immense, ne pouvant ni avancer ni reculer, tout mouvement lui étant interdit par sa propre masse, subit ce qu'on appela plus tard "le bain du sang". Refoulée légèrement par chaque salve, comme par une rafale de vent, en partie piétinée, étouffée, écrasée, elle se reformait aussitôt après sur des cadavres, sur des mourants, sur des blessés, poussée par des masses nouvelles qui arrivaient, arrivaient toujours par derrière... Et de nouvelles salves secouaient, de temps à autre, cette masse vivante d'un frisson de mort... Cela dura longtemps : jusqu'au moment où, les rues adjacentes étant enfin dégagées, la foule put s'échapper.

Des centaines d'hommes, femmes et enfants périrent ce jour-là dans la capitale. On enivra copieusement les soldats pour leur enlever toute conscience, tout scrupule. Certains d'entre eux, totalement inconscients, installés dans un jardin à proximité de la place du Palais, s'amusaient à "descendre" à coups de feu des enfants grimpés sur les arbres "pour mieux voir"...

Vers le soir, "l'ordre fut rétabli". On n'a jamais su, même approximativement, le nombre des victimes. Mais ce qu'on a su, c'est que, durant la nuit, de longs trains, bondés de cadavres, emportaient hors de la ville tous ces pauvres corps pour les enterrer pêle-mêle dans les champs et les bois des alentours.

On a su aussi que le tzar ne se trouvait même pas dans la capitale ce jour-là. Après avoir donné carte blanche aux autorités militaires, il s'était réfugié dans l'une de ses résidences d'été : à Tzarskoïé-Sielo, près de Saint-Pétersbourg.

Quant à Gapone, il conduisait, entouré de porteurs d'icônes et d'images du tzar, une foule considérable qui se dirigeait vers le Palais par la Porte de Narva. Comme partout ailleurs, cette foule fut dispersée par les troupes aux abords mêmes de la porte. Gapone l'échappa belle. Aux premiers coups de feu, il se coucha à plat ventre et ne bougea plus. Pendant quelques instants, on le crut tué ou blessé. Rapidement, il fut emmené par des amis et mis en lieu sûr. On lui coupa ses longs cheveux de pope ; on l'habilla en civil.

Quelque temps après, il était à l'étranger, hors de toute atteinte.

En quittant la Russie, il lança un bref appel aux ouvriers ainsi conçu :

Moi, pasteur, je maudis tous ceux, officiers et soldats, qui massacrent à cette heure leurs frères innocents, des femmes et des enfants. Je maudis tous les oppresseurs du peuple. Ma bénédiction va aux soldats qui prêtent leur concours au peuple dans son effort vers la liberté. Je les délève du serment de fidélité qu'ils ont prêté au tzar - au tzar traître dont les ordres ont fait couler le sang du peuple.

De plus, il rédigea une nouvelle proclamation où il disait entre autres :

Camarades ouvriers, il n'y a plus de tzar ! Entre lui et le peuple russe, des torrents de sang ont coulé aujourd'hui. Le temps est venu pour les ouvriers russes d'entreprendre sans lui la lutte pour la liberté du peuple. Vous avez ma bénédiction pour ces combats. Demain je serai au milieu de vous. Aujourd'hui, je travaille pour la cause.

Ces appels furent répandus en très grand nombre à travers le pays.

Quelques mots sur le sort définitif de Gapone seront ici à leur place.

Sauvé par des amis, l'ex-prêtre se fixa définitivement à l'étranger. Ce furent surtout les socialistes-révolutionnaires qui prirent soin de lui. Son avenir ne dépendait maintenant que de lui-même. On mit à sa disposition les moyens nécessaires pour rompre définitivement avec son passé, compléter son instruction et déterminer sa position idéologique : bref, pour qu'il put devenir vraiment un homme d'action.

Mais, Gapone n'était pas de cette trempe-là. Le feu sacré qui, par hasard, effleura une fois son âme ténébreuse, n'était pour lui qu'un feu d'ambition et de satisfaction personnelle : il s'éteignit vite. Au lieu de se livrer à un travail d'auto-éducation et de se préparer à une activité sérieuse, Gapone resta dans l'inactivité, mère de l'ennui. Le lent travail de patience ne lui disait rien. Il rêvait une suite immédiate et glorieuse de son éphémère aventure. Or, en Russie, les événements traînaient. La grande Révolution ne venait pas. Il s'ennuyait de plus en plus. Bientôt, il chercha l'oubli dans la débauche. Le plus souvent, il passait son temps dans des cabarets louches où, à moitié ivre, en compagnie de femmes légères, il pleurait à chaudes larmes ses illusions brisées. La vie à l'étranger le dégoûtait. Le mal du pays le tenaillait. A tout prix, il voulait retourner en Russie.

Alors il conçut l'idée de s'adresser à son gouvernement de lui demander le pardon et l'autorisation de rentrer pour reprendre ses services. Il écrivit à la police secrète. Il renoua les relations avec elle.

Ses anciens chefs accueillirent l'offre plutôt favorablement. Mais, avant tout, ils exigèrent de lui une preuve matérielle de son repentir et de sa bonne volonté. Connaissant ses accointances avec des membres influents du parti socialiste-révolutionnaire, ils lui demandèrent de leur fournir des indications précises qui leur permettraient de porter un coup décisif à ce parti. Gapone accepta le marché.

Entre temps, un des membres influents du parti, ami intime de Gapone, l'ingénieur Rutemberg, eut vent des nouvelles relations de Gapone avec la police. Il en référa au Comité central du parti. Le comité le chargea - c'est Rutemberg lui-même qui le raconte dans ses mémoires - de faire son possible pour démasquer Gapone.

Rutemberg fut obligé de jouer un rôle. Il le fit avec succès et finit par obtenir des confidences de Gapone, ce dernier ayant supposé que l'ingénieur trahirait volontiers son parti pour une forte somme d'argent. Gapone lui fit des propositions dans ce sens. Rutemberg feignit d'accepter. Il fut convenu qu'il livrerait à la police, par l'intermédiaire de Gapone, des secrets très importants du parti.

On marchandait sur le prix. Ce marchandage - feint et traîné sciemment en longueur par Rutemberg, mené par Gapone d'accord avec la police - se termina en Russie où Gapone put un jour se rendre ainsi que Rutemberg.

Le dernier acte du drame se joua à Saint-Petersbourg. Aussitôt arrivé, Rutemberg prévint quelques ouvriers, amis fidèles de Gapone, qui se refusaient à croire à sa trahison, qu'il était à même de leur en fournir une preuve incontestable. Il fut convenu que les ouvriers gaponistes assisteraient en cachette au dernier entretien entre Gapone et Rutemberg : entretien où le prix de la soi-disant trahison de Rutemberg devait être définitivement fixé.

Le rendez-vous eut lieu dans une villa déserte, non loin de la capitale. Les ouvriers, cachés dans une pièce contiguë à celle où se passerait l'entretien, devaient ainsi assister, sans être vus, à cet entretien pour se convaincre du véritable rôle de Gapone et pouvoir ensuite le démarquer publiquement.

Mais les ouvriers ne purent y tenir. Aussitôt convaincus de la trahison de Gapone, ils firent irruption dans la chambre où les deux hommes discutaient. Ils se précipitèrent sur Gapone, se saisirent de lui et, malgré ses supplications (lamentable, il se traînait à genoux implorant leur pardon au nom de son passé), l'exécutèrent brutalement. Ensuite, ils lui passèrent une corde au cou et le suspendirent au plafond. C'est dans cette position que son cadavre fut découvert incidemment quelque temps après.

Ainsi se termina l'épopée personnelle de Gapone.

Dans ses mémoires, généralement sincères, il s'efforce - assez maladroitement d'ailleurs - de justifier, en les expliquant à sa façon, ses rapports avec la police avant le 9 janvier 1905. Sur ce point, il semble ne pas avoir dit toute la vérité.

Quant au mouvement, il suivit son chemin.

Les événements du 9 janvier eurent un énorme retentissement dans le pays. Dans les recoins les plus obscurs la population apprenait, avec une stupéfaction indignée, qu'au lieu de prêter l'oreille au peuple venu paisiblement, devant le Palais pour conter ses misères au tzar, celui-ci avait donné froidement l'ordre de tirer dessus. Pendant longtemps encore, des paysans délégués par leurs villages se rendirent clandestinement à Saint-Petersbourg avec mission d'apprendre l'exacte vérité.

Cette vérité fut bientôt connue partout. *C'est à ce moment que la "légende du tzar" s'évanouit.*

Un paradoxe historique de plus ! En 1881, les révolutionnaires assassinèrent le tzar pour tuer la légende. Elle survit. Vingt-quatre ans après, c'est le tzar lui-même qui la tue.

A Saint-Petersbourg, les événements du 9 janvier eurent pour effet la généralisation de la grève. Celle-ci devint totale. Le lundi 10 janvier pas une usine, pas un chantier de la capitale ne s'anima. Un mouvement de sourde révolte grondait partout. La première grande grève révolutionnaire des travailleurs russes - celle des ouvriers de Saint-Petersbourg - devient un fait accompli.

Une constatation importante se dégage de tout ce qui précède. La voici :

Il a fallu une expérience historique vécue, palpable et de grande envergure pour que le peuple commence à comprendre la véritable nature du tzarisme, l'ensemble de la situation et les vraies tâches de la lutte. Ni la propagande ni le sacrifice des enthousiastes ne purent, seuls, amener ce résultat .

2.2 La naissance des soviets

Nous arrivons maintenant à l'un des points les plus importants de la Révolution russe : *l'origine et la première activité des "Soviets".*

Encore un fait paradoxal : c'est en même temps un des points les moins connus et les plus défigurés de la Révolution.

Dans tout ce qui a paru à ce jour sur l'origine des "Soviets" - je parle non seulement des études étrangères, mais aussi de la documentation russe - il existe une lacune qui saute aux yeux du lecteur intéressé : *personne n'a pu encore établir avec précision quand, ou et comment fut créé le premier "Soviet" ouvrier* .

Jusqu'à présent, presque tous les écrivains et historiens, aussi bien bourgeois que socialistes ("mencheviks", "bolcheviks" ou autres) plaçaient la naissance du premier "Soviet ouvrier" *vers la fin de l'année 1905*, au moment de la grève générale d'octobre, du fameux Manifeste tsariste du 17 octobre et des événements qui suivirent. Or, c'est faux. En lisant ces pages on comprendra le pourquoi de cette lacune.

Certes, quelques auteurs - notamment P. Milioukov dans ses mémoires - font vaguement allusion à une ébauche des futurs "Soviets" *au début de 1905*. Mais ils ne donnent aucune précision. Et quand ils essayent d'en donner une, ils se trompent. Ainsi Milioukov croit avoir trouvé le berceau des Soviets dans la "Commission Chidlovsky". Ce fut une entreprise officielle - semi-gouvernementale, semi-libérale - qui tenta vainement de résoudre, au lendemain du 9 janvier 1905, avec la collaboration de quelques délégués ouvriers officiels, certains problèmes sociaux. D'après Milioukov, il y avait, parmi ces délégués, un intellectuel, un certain *Nossar*, qui plus tard forma avec quelques autres délégués, en marge de la Commission, un "Soviet" - le premier Soviet ouvrier - dont ce même *Nossar* devint l'animateur et le président. C'est vague. Et surtout ce n'est pas exact. Lorsque *Nossar* - le lecteur le verra plus loin - se présenta à la "Commission Chidlovsky", *il était déjà membre* - et même président - *du premier Soviet ouvrier qui avait été créé avant cette "Commission" et n'avait aucun rapport avec celle-ci* . D'autres auteurs commettent des erreurs analogues.

Les sociaux-démocrates prétendent parfois avoir été les véritables instigateurs du premier Soviet.

Les bolcheviks s'efforcent souvent de leur ravir cet honneur.

Tous se trompent, ne connaissant pas la vérité qui est fort simple : aucun parti, aucune organisation fixe, aucun "leader" n'ont inspiré l'idée du premier Soviet. *Celui-ci surgit spontanément, à la suite d'un accord collectif, au sein d'un petit groupement fortuit et de caractère absolument privé* .³

Ce que le lecteur trouvera ici, à ce sujet, est tout à fait inédit et constitue un des chapitres les plus inattendus de la "Révolution inconnue". Il est temps que la vérité historique soit reconstituée. Ceci d'autant plus que cette vérité est suffisamment suggestive.

Le lecteur m'excusera d'avoir à parler ici de ma propre personne. Involontairement, j'ai été mêlé de près à la naissance du premier "Soviet des délégués ouvriers", créé à Saint-Petersbourg, non pas à la fin, mais en *janvier-février 1905*.

Aujourd'hui, je dois être à peu près le seul qui puisse relater et fixer cet épisode historique, à moins que l'un des ouvriers qui prirent part alors à l'action soit encore en vie et à même de le raconter un jour.

Plusieurs fois, déjà, le désir m'a pris de raconter les faits. En parcourant la presse - russe et étrangère - ayant trait aux événements de 1905 et aux Soviets, j'y constatais toujours la même lacune : aucun auteur n'était en état de dire exactement où, quand et comment surgit le premier Soviet ouvrier en Russie. Tout ce qu'on savait, tout ce qu'on sait jusqu'à présent, c'est que ce Soviet naquit à Saint-Petersbourg, en 1905, et que son premier président fut un clerc d'avoué pétersbourgeois, *Nossar*, plus connu au Soviet sous le nom de *Khroustaleff* . *Mais d'où et comment vint l'idée de ce Soviet ? Par qui fut-elle lancée ? Dans quelles circonstances fut-elle adoptée et réalisée ? Comment et pourquoi Nossar devint-il président ? D'où venait-il, de quel parti était-il ? Quelle a été la composition de ce premier Soviet ? Quelle fut sa première fonction ?* Toutes ces questions, historiquement intéressantes, demeurent encore sans réponse.

Soulignons que cette lacune est compréhensible. *La naissance du premier Soviet fut un événement d'ordre tout à fait privé. Elle eut lieu dans une ambiance très intime, à l'abri de toute publicité, en dehors de toute campagne ou action d'envergure* .

Le lecteur peut obtenir lui-même une preuve indirecte de ce que j'avance. Dans la presse qui traite ce point de la Révolution russe, il trouvera bien le nom de *Nossar-Khroustaleff*, d'ailleurs cité presque incidemment. Mais, il constatera aussitôt cette chose étrange : personne ne dit jamais où ni comment apparut sur la scène cet homme, pourquoi et dans quelles circonstances il devint président du premier Soviet, etc. En ce qui concerne la presse

³ Lénine, dans ses oeuvres, et Boukharine, dans son "ABC du Communisme", constatent bien, en passant, que les "Soviets" furent créés spontanément par les ouvriers, en 1905 ; mais ils ne donnent aucune précision, et ils laissent supposer que ces ouvriers étaient des bolcheviks ou, au moins, des "sympathisants".

socialiste, elle est même visiblement gênée de devoir parler de Nossar. Elle cite son nom presque à contre-cœur. Ne pouvant pas se taire sur le fait historique (ce qu'elle préférerait), elle balbutie sur Nossar et son rôle quelques mots inintelligibles ou inexacts et se hâte de passer à l'activité des Soviets à la fin de 1905, lorsque le président du Soviet de Saint-Pétersbourg devint Léon Trotsky.

On comprend aisément cette discrétion, cette gêne et cette hâte. D'abord, ni les historiens, ni les socialistes (y compris Trotsky), ni les partis politiques en général, *n'ont jamais rien su de la véritable origine des Soviets*, et il est, certes, gênant de l'avouer. Ensuite, même si les socialistes apprenaient les faits et voulaient en tenir compte, il leur faudrait avouer *qu'ils n'y furent absolument pour rien* et qu'ils surent seulement mettre à profit, beaucoup plus tard, le fait existant. Voilà pourquoi, qu'ils connaissent ou non la vérité, ils essayeront toujours, autant qu'ils le pourront, de glisser sur ce fait et de présenter les choses à leur avantage.

Ce qui m'a empêché, jusqu'à présent, de raconter les faits⁴ c'est, avant tout, un sentiment de gêne causé par la nécessité d'avoir à parler de moi-même. D'autre part, je n'ai jamais eu l'occasion de parler des Soviets, dans la "grande presse" à laquelle, d'ailleurs, je ne collabore pas. Le temps a passé sans que je me sois décidé à rompre le silence sur l'origine des Soviets, à combattre les erreurs et les légendes, à dévoiler la vérité.

Une fois pourtant, vivement impressionné par les allusions prétentieuses et mensongères de certains articles de revues, j'allai, il y a plusieurs années, voir M. Melgounoff, éditeur d'une revue historique russe à Paris. Je lui proposai de faire, à titre purement documentaire, le récit exact de la naissance du premier Soviet ouvrier. La proposition n'eut pas de suite : d'une part parce que l'éditeur ne voulut pas accepter a priori ma condition de ne rien changer dans la copie ; d'autre part, parce que je compris que sa revue était loin d'être une publication historique impartiale.

Obligé de parler des Soviets, je révèle les faits tels qu'ils se sont produits. Et si la presse - historique ou autre - s'y intéresse, elle n'a qu'à puiser la vérité ici.

L'année 1904 me trouva absorbé par un intense travail de culture et d'enseignement parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Je poursuivais seul ma tâche, d'après une méthode qui m'était propre. Je n'appartenais à aucun parti politique, tout en étant intuitivement révolutionnaire. Je n'avais, d'ailleurs, que 22 ans, et je venais à peine de quitter l'Université.

Vers la fin de l'année, le nombre des ouvriers qui s'instruisaient sous ma conduite dépassait la centaine.

Parmi mes élèves se trouvait une jeune femme qui, de même que son mari, adhérait à l'une des "Sections ouvrières" de Gapone. Jusque-là, j'avais à peine entendu parler de Gapone et de ses "sections". Un soir, mon élève m'emmena à la section de notre arrondissement, voulant m'intéresser à cette œuvre et particulièrement à la personne de son animateur. Gapone devait, ce soir-là, assister personnellement à la réunion.

A ce moment, on n'était pas encore fixé sur le véritable rôle de Gapone. Les ouvriers avancés, tout en se méfiant quelque peu de son œuvre - parce qu'elle était légale et émanait du gouvernement - l'expliquaient à leur façon. La conduite assez mystérieuse du prêtre paraissait confirmer leur version. Ils étaient d'avis, notamment, que sous la cuirasse protectrice de la légalité, Gapone préparait en réalité un vaste mouvement révolutionnaire. (Là est une des raisons pour lesquelles beaucoup d'ouvriers se refusèrent plus tard à croire au rôle policier de l'homme. Ce rôle étant définitivement dévoilé, quelques ouvriers, amis intimes de Gapone, se suicidèrent.)

Fin décembre donc, je fis la connaissance de Gapone.

Sa personnalité m'intrigua vivement. De son côté, il parut - ou voulut paraître - s'intéresser à mon œuvre d'éducation.

Il fut entendu que nous nous reverrions pour en reparler d'une façon plus approfondie, et dans ce but Gapone me remit sa carte de visite avec son adresse.

Quelques jours plus tard commença la fameuse grève de l'usine Poutiloff. Et, peu après, exactement le 6 janvier (1905) au soir, mon élève, toute émue, vint me dire que les événements prenaient une tournure exceptionnellement grave ; que Gapone déclenchait un mouvement formidable des masses ouvrières de la capitale ; qu'il parcourait toutes les sections, haranguant la foule et l'appelant à se rendre le dimanche 9 janvier devant le Palais d'Hiver

⁴ Je dois formuler une certaine réserve. J'ai cité les faits dans une brève étude sur la Révolution russe, publiée par Sébastien Faure dans "l'Encyclopédie Anarchiste", au mot : Révolution. Par la suite, S. Faure édita un volume, sous le titre : La véritable Révolution Sociale, où il réimprima quelques études parues dans l'Encyclopédie, y compris la mienne. Le "grand public" ne lisant pas la littérature libertaire, les faits cités restèrent à peu près inaperçus.

pour remettre une "pétition" au tzar ; qu'il avait déjà rédigé le texte de cette pétition et qu'il allait lire et commenter celle-ci dans notre Section le lendemain soir, 7 janvier.

La nouvelle me parut à peine vraisemblable. Je décidai de passer le lendemain soir à la Section, voulant juger la situation par moi-même.

Le lendemain, je me rendis à la Section. Une foule considérable s'y pressait, remplissant la salle et la rue, malgré le froid intense. Elle était grave et silencieuse. A part les ouvriers, il y avait là beaucoup d'éléments très variés : intellectuels, étudiants, militaires, agents de police petits commerçants du quartier, etc. Il y avait aussi beaucoup de femmes. Aucun service d'ordre.

Je pénétrai dans la salle. On y attendait "le père Gapone" d'une minute à l'autre.

Il ne tarda pas à arriver. Rapidement il se fraya un passage jusqu'à l'estrade à travers une masse compacte d'hommes, tous debout, serrés les uns contre les autres. La salle pouvait en contenir un millier.

Un silence impressionnant se fit. Et aussitôt, sans même se débarrasser de sa vaste pelisse qu'il déboutonna à peine, laissant voir la soutane et la croix de prêtre en argent, son grand bonnet d'hiver enlevé d'un geste brusque et décidé, laissant tomber en désordre ses longs cheveux, Gapone lut et expliqua la pétition à cette foule attentive et frémissante dès les premiers mots.

Malgré sa voix fortement enrouée - depuis quelques jours il se dépensait sans répit - sa parole lente, presque solennelle, mais en même temps simple, chaude et visiblement sincère, allait droit au coeur de tous ces gens qui répondaient en délire à ses adjurations et à ses appels.

L'impression était fascinante. On sentait que quelque chose d'immense, de décisif, allait se produire. Il me souvient que je tremblais d'une émotion extraordinaire pendant tout le temps de la harangue.

Celle-ci à peine terminée, Gapone descendit de l'estrade et partit précipitamment, entouré de quelques fidèles, invitant la foule au dehors à écouter la pétition qui devait être relue par un de ses collaborateurs.

Séparé de lui par tout ce monde, le voyant pressé, absorbé, épuisé par un effort surhumain, et entouré d'amis, je ne cherchai pas à l'approcher. D'ailleurs, c'était inutile. J'avais compris que mon élève disait vrai : un formidable mouvement de masses, d'une gravité exceptionnelle, était imminent.

Le jour suivant, 8 janvier, au soir, je me rendis de nouveau à la Section. Je voulais voir ce qui s'y passait. Et surtout je cherchais à prendre contact avec les masses, à me mêler à leur action, à déterminer ma conduite personnelle. Plusieurs de mes élèves m'accompagnaient.

Ce que je trouvai à la Section me dicta mon devoir.

Je vis d'abord, à nouveau, une foule recueillie stationner dans la rue. J'appris qu'à l'intérieur un membre de la Section était en train de lire la "pétition". J'attendis.

Quelques instants après, la porte s'ouvrit bruyamment. Un millier de personnes sortit de la salle. Un autre millier s'y précipita. J'entrai avec les autres.

Aussitôt la porte refermée, un ouvrier gaponiste assis sur l'estrade commença à donner connaissance de la pétition.

Hélas ! c'était lamentable. D'une voix faible et monotone, sans entrain, sans la moindre explication ni conclusion, l'homme marmottait le texte devant une masse attentive et anxieuse. Dix minutes lui suffirent pour terminer son endormante lecture. Après la salle fut vidée pour recevoir un nouveau millier d'hommes.

Rapidement je consultai mes amis. Notre décision fut prise. Je me précipitai vers l'estrade. Jusqu'à ce jour, je n'avais jamais parlé devant les masses. Mais je n'hésitai pas. Il fallait à tout prix changer la façon de renseigner et de soulever le peuple.

Je m'approchai de l'ouvrier qui s'apprêtait à reprendre sa besogne. "Vous devez être joliment fatigué, lui dis-je. Laissez-moi vous remplacer..." L'homme me regarda surpris, interloqué. Il me voyait pour la première fois. "N'ayez pas peur, continuai-je : Je suis un ami de Gapone. En voici la preuve..." Et je lui tendis la carte de visite de ce dernier. Mes amis appuyèrent l'offre.

L'homme finit par acquiescer. Il se leva, me remit la pétition et se retira.

Aussitôt je commençai la lecture, puis continuai par l'interprétation du document en soulignant surtout les passages essentiels : protestations et revendications, en insistant tout particulièrement sur la certitude d'un refus de la part du tzar.

Je lus ainsi la pétition plusieurs fois, jusqu'à une heure très avancée de la nuit. Et je couchai à la Section, avec des amis, sur des tables rapprochées les unes des autres.

Le lendemain matin - le fameux 9 janvier - je dus lire la pétition une ou deux fois encore. Ensuite nous sortîmes dans la rue. Une foule énorme nous y attendait, prête à se mettre en mouvement au premier signe. Vers 9 heures, mes amis et moi ayant formé, bras dessus, bras dessous, les trois premiers rangs, nous invitâmes la masse à nous suivre et nous nous dirigeâmes vers le Palais. La foule s'ébranla et nous suivit en rangs serrés.

Inutile de dire que nous ne parvînmes pas à la place du Palais. Obligés de traverser la Néva, nous nous heurtâmes aux abords du pont dit "Troïsky" à un barrage de troupes. Après quelques sommations sans effet, on tira sur nous à plusieurs reprises. A la deuxième salve, particulièrement meurtrière, la foule s'arrêta et se dispersa, laissant sur le terrain une trentaine de morts et une soixantaine de blessés. Il faut dire cependant que beaucoup de soldats tirèrent en l'air ; de nombreuses vitres, aux étages supérieurs des maisons faisant face aux troupes, volèrent en éclats sous le choc des balles.

Quelques jours passèrent. La grève restait quasi générale à Saint-Pétersbourg.

Il est à souligner que cette vaste grève avait surgi spontanément. Elle ne fut déclenchée par aucun parti politique, par aucun organisme syndical (à l'époque, il n'y en avait pas en Russie), ni même par un comité de grève. De leur propre chef, et dans un élan tout à fait libre, les masses ouvrières abandonnèrent usines et chantiers. Les partis politiques ne surent même pas profiter de l'occasion pour s'emparer, selon leur habitude, du mouvement. Ils restèrent complètement à l'écart.

Cependant, la troublante question se posa aussitôt devant les ouvriers : Que faire maintenant ?

La misère frappait à la porte des grévistes. Il fallait y faire face sans délai. D'autre part, on se demandait, partout, de quelle façon les ouvriers devraient et pourraient continuer la lutte. Les "Sections", privées de leur chef, se trouvaient désemparées et à peu près impuissantes. Les partis politiques ne donnaient pas signe de vie. Pourtant, la nécessité d'un organisme qui coordonnerait et mènerait l'action se faisait sentir impérieusement.

Je ne sais pas comment ces problèmes étaient envisagés et résolus dans divers quartiers de la capitale. Peut-être, certaines "Sections" surent-elles au moins venir matériellement en aide aux grévistes de leurs régions. Quant au quartier où j'habitais, les événements y prirent une tournure particulière. Et, comme le lecteur le verra, *ils conduisirent plus tard à une action généralisée*.

Tous les jours, des réunions d'une quarantaine d'ouvriers de mon quartier avaient lieu chez moi. La police, momentanément, nous laissait tranquilles. Depuis les derniers événements elle gardait une neutralité mystérieuse. Nous mettions cette neutralité à profit. Nous cherchions des moyens d'agir. Nous étions à la veille de prendre certaines décisions. Mes élèves décidèrent, d'accord avec moi, de liquider notre organisation d'études, d'adhérer, individuellement, à des partis révolutionnaires et de passer ainsi à l'action. Car, tous, nous considérions les événements comme des prémices d'une révolution imminente.

Un soir - une huitaine de jours après le 9 janvier - on frappa à la porte de ma chambre. J'étais seul. Un homme entra : jeune, de grande taille, d'allure franche et sympathique.

- Vous êtes un tel ? - me demanda-t-il. Et, sur mon geste affirmatif, il continua :

- Je vous cherche depuis quelque temps déjà. Enfin, hier, j'ai appris votre adresse. Moi, je suis Georges Nossar, clerc d'avoué. Je passe tout de suite à l'objet de ma visite. Voici de quoi il s'agit. J'ai assisté, le 8 janvier, à votre lecture de la "Pétition". J'ai vu que vous aviez beaucoup d'amis, beaucoup de relations dans les milieux ouvriers. Et il me semble que vous n'appartenez à aucun parti politique.

- C'est exact !

- Alors, voici. Je n'adhère, moi non plus, à aucun parti, car je me méfie. Mais, personnellement, je suis révolutionnaire, je sympathise avec le mouvement ouvrier. Or, jusqu'à présent, je n'ai pas une seule connaissance parmi les ouvriers. Par contre, j'ai de vastes relations dans les milieux bourgeois libéraux, oppositionnels. Alors, j'ai une idée. Je sais que des milliers d'ouvriers, leurs femmes et leurs enfants, subissent déjà des privations terribles du fait de la grève. Et, d'autre part, je connais de riches bourgeois qui ne demandent pas mieux que de porter secours à ces malheureux. Bref, je pourrais collecter, pour les grévistes, des fonds assez importants. Il s'agit de les distribuer d'une façon organisée, juste, utile. Pour cela, il faut avoir des relations dans la masse ouvrière. J'ai pensé à vous. Ne pourriez-vous pas, d'accord avec vos meilleurs amis ouvriers, vous charger de

recevoir et de distribuer parmi les grévistes et les familles des victimes du 9 janvier les sommes que je vous procurerais ?

J'acceptai d'emblée. Au nombre de mes amis se trouvait un ouvrier qui pouvait disposer de la camionnette de son patron pour aller visiter les grévistes et distribuer les secours.

Le lendemain soir, je réunis mes amis. Nossar était là. Il nous apportait déjà quelques milliers de roubles. Notre action commença tout de suite.

Pendant quelque temps, nos journées furent entièrement absorbées par cette besogne. Le soir je recevais des mains de Nossar, contre reçu, les fonds nécessaires et dressais le programme de mes visites. Et le lendemain, aidé par mes amis, je distribuais l'argent aux grévistes. Nossar lia ainsi amitié avec les ouvriers qui venaient me voir.

Cependant, la grève tirait à sa fin. Tous les jours des ouvriers reprenaient le travail. En même temps, les fonds s'épuisaient.

Alors apparut de nouveau la grave question : *Que faire ? Comment poursuivre l'action ? Et que pourrait-elle être maintenant ?*

La perspective de nous séparer à jamais, sans tenter de continuer une activité commune, nous paraissait pénible et absurde. La décision que nous avons prise : adhérer individuellement à un parti de notre choix, ne nous satisfaisait pas. Nous cherchions autre chose.

Habituellement, Nossar participait à nos discussions.

C'est alors qu'un soir où, comme d'habitude, il y avait chez moi plusieurs ouvriers - et que Nossar était des nôtres - l'idée surgit parmi nous de créer un organisme ouvrier permanent : une sorte de comité ou plutôt de conseil qui veillerait sur la suite des événements, servirait de lien entre tous les ouvriers, les renseignerait sur la situation et pourrait, le cas échéant, rallier autour de lui les forces ouvrières révolutionnaires.

Je ne me rappelle pas exactement comment cette idée nous vint. Mais je crois me souvenir que ce furent les ouvriers eux-mêmes qui l'avancèrent.

Le mot *Soviet* qui, en russe, signifie précisément conseil, fut prononcé pour la première fois dans ce sens spécifique.

En somme, il s'agissait, dans cette première ébauche, d'une sorte de *permanence ouvrière sociale*.

L'idée fut adoptée. Séance tenante, on essaya de fixer les bases d'organisation et de fonctionnement de ce "Soviet".

Alors, rapidement, le projet prit de l'envergure.

On décida de mettre les ouvriers de toutes les grandes usines de la capitale au courant de la nouvelle création et de procéder, toujours dans l'intimité, aux élections des membres de cet organisme qu'on appela, pour la première fois, *Conseil (Soviet) des délégués ouvriers*.

En même temps, on posa une autre question : *Qui dirigera les travaux du Soviet ? Qui sera placé à sa tête pour le guider ?*

Les ouvriers présents, sans hésitation, me proposèrent ce poste.

Très touché par leur confiance, je déclinai néanmoins catégoriquement leur offre. Je dis à mes amis : "Vous êtes des *ouvriers*. Vous voulez créer un organisme qui devra s'occuper de vos intérêts *ouvriers*. Apprenez donc, dès le début, à mener vos affaires *vous-mêmes*. Ne confiez pas vos destinées à ceux qui ne sont pas des vôtres. Ne vous imposez pas de nouveaux maîtres ; ils finiront par vous dominer et vous trahir. Je suis persuadé qu'en ce qui concerne vos luttes et votre émancipation, personne, en dehors de vous-mêmes, ne pourra jamais aboutir à un vrai résultat. *Pour* vous, *au-dessus* de vous, *à la place* de vous-mêmes, personne ne fera jamais rien. Vous devez trouver votre président, votre secrétaire et les membres de votre commission administrative *dans vos propres rangs*. Si vous avez besoin de renseignements, d'éclaircissements, de certaines connaissances spéciales, de conseils, bref, d'une aide intellectuelle et morale qui relève d'une instruction approfondie, vous pouvez vous adresser à des intellectuels, à des gens instruits qui devront être heureux non pas de vous mener en maîtres, mais de vous apporter leur concours sans se mêler à vos organisations. Il est de leur devoir de vous prêter ce concours, car ce n'est pas de votre faute si l'instruction indispensable vous fait défaut. Ces amis intellectuels pourront même assister à vos réunions - avec voix consultative, sans plus."

J'y ajoutai une autre objection : "Comment voulez-vous, dis-je, que je sois membre de votre organisation, n'étant pas ouvrier ? De quelle façon pourrais-je y pénétrer ?"

A cette dernière question, il me fut répondu que rien ne serait plus facile : on me procurerait une carte d'ouvrier et je ferais partie de l'organisation sous un nom d'emprunt.

Je m'élevai vigoureusement contre un tel procédé. Je le jugeai non seulement indigne de moi-même et des ouvriers, mais dangereux, néfaste. "Dans un mouvement ouvrier, dis-je, tout doit être franc, droit, sincère."

Malgré mes suggestions, les amis ne se sentirent pas assez forts pour pouvoir se passer d'un "guide". Ils offrirent donc le poste de président à Nossar. Celui-ci, n'ayant pas les mêmes scrupules que moi, l'accepta.

Quelques jours plus tard, on lui procurait une carte ouvrière au nom de *Khroustaleff*, délégué d'une usine.

Bientôt les délégués de plusieurs usines de Saint-Petersbourg tinrent leur première réunion.

Nossar-Khroustaleff en fut nommé président.

Du même coup, il devenait président de l'organisation : poste qu'il conserva par la suite, jusqu'à son arrestation.

Le premier Soviet était né.

Quelque temps après, le Soviet de Saint-Petersbourg fut complété par d'autres délégués d'usines. Leur nombre devint imposant.

Pendant plusieurs semaines le Soviet siégea assez régulièrement, tantôt ouvertement, tantôt en cachette. Il publiait une feuille d'informations ouvrières : *Les Nouvelles (Izvestia) du Soviet des délégués ouvriers*. En même temps, il dirigeait le mouvement ouvrier de la capitale. Nossar alla, un moment, à la "Commission Chidlovsky", citée plus haut, comme délégué de ce premier Soviet. Désillusionné, il la quitta.

Un peu plus tard, poursuivi par le gouvernement, ce premier Soviet dut cesser presque totalement ses réunions.

Lors du mouvement révolutionnaire d'octobre 1905, le Soviet, entièrement réorganisé, reprit ses réunions publiques. C'est depuis ce moment-là que son existence fut largement connue. Et c'est ainsi que s'explique, en partie, l'erreur courante concernant ses origines. Nul ne pouvait savoir ce qui s'était passé dans l'intimité d'une chambre privée. Nossar - le lecteur trouvera ailleurs quelques mots sur son sort personnel - n'en a, probablement, jamais parlé à personne. De toute façon, pour autant que je sache, il n'a jamais raconté ces faits publiquement. Et quant aux ouvriers au courant de l'affaire, pas un n'eut, certainement, l'idée de la communiquer à la presse⁵.

Le parti social-démocrate finit par réussir à pénétrer dans ce Soviet et à s'y emparer d'un poste important. Le social-démocrate Trotsky, le futur commissaire bolchevique, y entra et s'en fit nommer secrétaire. Par la suite, lorsque Khroustaleff-Nossar fut arrêté, Trotsky en devint président.

L'exemple donné par les travailleurs de la capitale en janvier 1905 fut suivi par ceux de plusieurs autres villes. Des Soviets ouvriers furent créés çà et là. Toutefois, leur existence - à l'époque - fut éphémère : ils furent vite repérés et supprimés par les autorités locales.

Par contre - nous l'avons vu - le Soviet de Saint-Petersbourg se maintint pendant quelque temps. Le gouvernement central, en très mauvaise posture après le 9 janvier et surtout à la suite des revers cruels dans sa guerre avec le Japon, n'osa y toucher. Il se borna, pour l'instant, à l'arrestation de Nossar.

D'ailleurs, la grève de janvier s'était éteinte d'elle-même : à défaut d'un mouvement de plus vaste envergure, l'activité de ce premier Soviet dut être réduite bientôt à des tâches insignifiantes.

Tout à la fin de 1905, le Soviet de Saint-Petersbourg fut supprimé à son tour. A ce moment-là, le gouvernement tsariste reprit pied, "liquida" les derniers vestiges du mouvement révolutionnaire de 1905, arrêta Trotsky ainsi que des centaines de révolutionnaires, et brisa toutes les organisations politiques de gauche.

Le Soviet de Saint-Petersbourg (devenu Pétrograd) réapparut lors de la Révolution décisive de février-mars 1917, en même temps que se créèrent des Soviets dans toutes les villes et localités importantes du pays.

2.3 La guerre malheureuse ; la victoire d'une grève révolutionnaire

2.3.1 Effets foudroyants des graves défaites dans la guerre russo-japonaise. - Effervescence dans tous les milieux de la société. - Les "libertés" prises d'assaut. - Agitation dans l'armée et la marine.

Les vagues soulevées par les événements de janvier 1905 n'allaient pas se calmer de sitôt. Cette fois le pays tout entier fut secoué.

⁵ Nossar avait une femme, dont le sort ultérieur m'est inconnu, et un jeune frère, Stéphan. Je retrouvai celui-ci, plus tard, en prison.

D'autre part, depuis le printemps 1905, la situation générale du tzarisme devenait de plus en plus difficile. La raison principale en était l'échec cuisant éprouvé par la Russie tzariste dans la guerre contre le Japon.

Cette guerre - commencée en février 1904 avec beaucoup d'orgueil et, pour une bonne part, dans le but de réchauffer les sentiments nationaux, patriotiques et monarchistes - était irrémédiablement perdue. L'armée et la flotte russes furent battues à plate couture.

L'opinion publique imputait ouvertement la défaite à l'incapacité des autorités et à la pourriture du régime. Non seulement les masses ouvrières, mais aussi tous les milieux de la société, furent rapidement gagnés par une colère et un esprit de révolte qui s'aggravaient de jour en jour. L'effet des défaites - elles se suivaient sans arrêt - fut foudroyant. Bientôt, les passions se déchaînèrent ; l'indignation ne connut plus de bornes ; l'effervescence devint générale.

Le gouvernement, conscient de sa défaite, se taisait.

Profitant de la situation, les milieux libéraux et révolutionnaires ouvrirent une campagne violente contre le régime. Sans en demander l'autorisation, la presse et la parole devinrent libres. Ce fut une véritable prise d'assaut des "libertés politiques". Les journaux de toutes tendances, même révolutionnaires, paraissaient et se vendaient librement, sans censure ni contrôle. Le gouvernement et le système entier y étaient vigoureusement critiqués.

Les timides libéraux eux-mêmes passèrent à l'action : ils fondèrent de nombreuses unions professionnelles, l' "Union des Unions" (sorte de Comité central dirigeant l'activité de toutes les unions), la secrète "Union de la Libération" (organisme politique). D'autre part, ils procédèrent en hâte à l'organisation formelle d'un parti politique dit "Parti constitutionnel-démocrate". Le gouvernement fut contraint de tolérer tout cela, comme il avait déjà toléré la grève de janvier, les délibérations du Soviet, etc.

Les attentats politiques se succédaient à une cadence accélérée.

De violentes démonstrations, voire de graves émeutes éclataient dans différentes villes. En certains endroits des barricades firent leur apparition.

En maintes provinces, les paysans se soulevaient, déchaînant de véritables "jacqueries", brûlant les châteaux, s'emparant des terres, chassant et même assassinant les propriétaires. D'autre part, on créa l'*Union des Paysans* dont le programme était socialiste.

Les ennemis du régime devenaient trop nombreux, trop audacieux. Et - surtout - ils avaient raison.

La défaite militaire du gouvernement et sa pénible situation "morale" n'expliquaient pas tout. Mais pour ces raisons, précisément, il lui manquait le moyen le plus important pour combattre ce mouvement : l'argent. Les pourparlers menés à l'étranger - en France notamment - en vue d'un emprunt traînaient en longueur, faute de confiance.

L'été et l'automne 1905 apportèrent des troubles graves dans l'armée et dans la marine. La révolte et l'épopée très connues du cuirassé *Prince-Potemkine*, une des meilleures unités de la flotte de la mer Noire, en fut l'épisode le plus saillant. Le dernier rempart des régimes déchus : la force armée, était entamé.

Cette fois, le pays entier se dressait, de plus en plus résolument, contre le tzarisme.

En août 1905, cédant à certaines instances, l'empereur se décida, enfin, à reconnaître, *post factum* - et, cela va de soi, hypocritement - certaines "libertés". Il promit aussi de faire convoquer une sorte d'Assemblée nationale représentative ("Douma"), aux droits très limités et selon un système électoral fort restreint. Le ministre de l'Intérieur, Boulyguine, fut chargé de la préparer et de la réaliser. Mais ce pas bien timide, tardif et manifestement hypocrite, ne satisfait personne. L'agitation et les troubles continuèrent et cette "Douma" dite "Douma de Boulyguine", ne vit jamais le jour. Boulyguine finit par être "démissionné" (fin août) et remplacé par Witte, ce dernier ayant réussi à convaincre Nicolas II d'accepter des concessions plus sérieuses.

Par la suite, je le perdis de vue. Mon récit pourrait être confirmé par ces personnes si elles sont encore en vie.

2.3.2 La grève générale d'octobre. - Le gouvernement perd pied. - Le manifeste du 17 octobre et ses effets.

En attendant, l'inactivité et l'impuissance avouées du gouvernement enhardirent les forces de l'opposition et de la Révolution. Dès le début d'octobre, on parla d'une grève générale du pays comme prélude d'une révolution décisive.

Cette grève du pays entier - grève formidable, unique dans l'histoire moderne - eut lieu à mi-octobre. Elle fut moins spontanée que celle de janvier. Envisagée de longue date, préparée d'avance, elle fut organisée par le Soviet, l' "Union des Unions" et, surtout, par de nombreux comités de grève. Usines, chantiers, ateliers, magasins, banques, administrations, chemins de fer et toutes les voies de communication, postes et télégraphes - tout, absolument tout s'arrêta net. La vie du pays fut suspendue.

Le gouvernement perdit pied et céda. Le 17 octobre (1905), le tzar lança un manifeste - le fameux "Manifeste du 17 octobre" - où il déclarait solennellement avoir pris la décision d'octroyer à ses "chers et fidèles sujets" toutes les libertés politiques et de convoquer, le plus rapidement possible, une sorte d'Etats Généraux : "la *Douma d'Etat*". (Le terme *Douma* fut emprunté aux siècles lointains où l'on appelait *Doumaboyarskaïa* un genre de Conseil d'Etat ou de Chambre des Nobles (*Boyards*) : institution appelée à aider le tzar dans ses fonctions. Plus tard, aux XVIe et XVIIe siècles, on appelait *Zemskaiïa Douma* des assemblées qui réunissaient des représentants de diverses classes : assemblées comparables aux Etats Généraux de l'ancienne monarchie française. Enfin, à l'époque dont nous parlons, "Gorodskaiïa Douma" signifiait : Conseil municipal de la ville, "gorode" signifiait "ville". Le mot lui-même : "douma" signifie "pensée".) Selon le Manifeste, cette *Douma* était appelée à aider le gouvernement.

C'était, enfin, la nébuleuse promesse d'un vague régime constitutionnel. Certains milieux la prirent au sérieux. Un parti "octobriste" se créa aussitôt, déclarant accepter, appliquer et défendre les réformes annoncées par le Manifeste.

En réalité, cet acte du gouvernement et du tzar poursuivait deux buts n'ayant rien de commun avec une "constitution" :

1. Produire un effet à l'étranger ; donner l'impression que la Révolution était terminée et que le gouvernement redevenait maître de la situation ; influencer avantageusement l'opinion publique, particulièrement celle des milieux financiers français, afin de ranimer le projet d'emprunt ;
2. Tromper les masses, les calmer, barrer la route à la Révolution.

Les deux buts furent atteints. La grève cessa, l'élan révolutionnaire fut brisé. L'impression à l'étranger fut tout à fait favorable. On y comprit que, malgré tout, le gouvernement du tzar était encore suffisamment fort pour mater la Révolution. L'emprunt était assuré.

Il va de soi que les partis révolutionnaires ne furent pas dupes de l'entreprise. Ils virent nettement dans le "Manifeste" une simple manoeuvre politique et commencèrent aussitôt à l'expliquer aux masses laborieuses. D'ailleurs, celles-ci ne manifestèrent pas non plus une confiance excessive. La grève cessa, certes, *comme si* l'on avait obtenu satisfaction, *comme si* l'on avait confiance. Mais ce fait révéla tout simplement le manque de souffle de la Révolution et signifia qu'elle ne pouvait pas encore aller plus loin. Aucune expression d'une satisfaction réelle ne se fit jour. La population ne se hâta nullement de faire usage de ses "nouveaux droits", sentant intuitivement la duperie. On en eut immédiatement la preuve. Dans quelques villes, des manifestations publiques pacifiques ; organisées pour fêter "la victoire" et le "nouveau régime" promis par le tzar, furent dispersées par la police et suivies de pogromes juifs... en dépit du "Manifeste" collé aux murs.

2.4 L'échec de la Révolution ; le bilan de la secousse

2.4.1 La révolution est enrayée. - La "Douma". - Les partis politiques. - Le contact entre les milieux avancés et les masses s'établit. - Le " paradoxe russe " commence à s'évanouir.

Vers la fin de l'année 1905, la bourgeoisie française se décida et la haute finance accorda l'emprunt. Cette " transfusion de sang " sauva le moribond : le régime tsariste.

D'autre part, le gouvernement réussit à mettre fin à la guerre par une paix qui ne fut pas trop humiliante.

Dès lors, la réaction reprit pied. Faisant miroiter aux yeux du peuple les futurs bienfaits, elle combattit et enraya la Révolution.

Du reste, celle-ci s'évanouissait d'elle-même. La grève d'octobre marqua son suprême effort, son point culminant. Maintenant elle avait besoin, au moins, de " souffler ", de faire une " pause ". Tout au plus, elle pouvait compter rebondir plus tard, peut-être sous l'impulsion d'une Douma de gauche.

En attendant, les libertés, prises d'assaut et promises *post-factum* par le tzar dans son Manifeste, furent carrément supprimées. Le gouvernement réinterdit la presse révolutionnaire, rétablit la censure, procéda à des arrestations en masse, liquida toutes les organisations ouvrières ou révolutionnaires qui lui tombèrent sous la main, supprima le Soviet, jeta en prison Nossar et Trotsky et dépêcha des troupes dans le but d'épurer et d'infliger des châtements exemplaires dans les régions où des troubles sérieux avaient eu lieu. Les effectifs militaires et policiers furent renforcés un peu partout.

En fin de compte, il ne resta qu'une seule chose à laquelle le gouvernement n'osa toucher : la *Douma*, dont la convocation était proche.

Cependant, la Révolution eut encore deux sursauts vigoureux, en réponse au raidissement de la réaction.

Le premier fut une nouvelle révolte dans la flotte de la mer Noire, sous la conduite du lieutenant Schmidt. La sédition fut réprimée et Schmidt passé par les armes.

Le second épisode fut l'insurrection armée des ouvriers de Moscou, en décembre 1905. Elle tint tête aux forces gouvernementales pendant plusieurs jours.

Pour en venir à bout, le gouvernement dut amener des troupes de Saint-Pétersbourg et recourir à l'artillerie.

Au moment même de cette insurrection, on tenta de provoquer une nouvelle grève générale du pays. Si cette grève avait réussi, l'insurrection aurait pu vaincre. Or, cette fois bien que l'organisation préalable fût pareille à celle d'octobre, l'élan nécessaire manqua. La grève ne fut pas générale. Le service des postes fonctionna. Les chemins de fer aussi. Le gouvernement put transporter ses troupes et resta partout maître de la situation. Incontestablement, la Révolution était essoufflée.

Ainsi, à la fin de 1905, la tempête s'était apaisée, sans avoir renversé l'obstacle.

Mais elle accomplit une oeuvre importante, indispensable : elle balaya et prépara le terrain. Elle laissa des traces ineffaçables, aussi bien dans la vie du pays que dans la mentalité de la population.

Voyons quel fut le " bilan " définitif de la secousse.

Que trouvons-nous à l' " actif " du compte ?

Dans le domaine concret, il y avait, tout d'abord, la *Douma*.

Momentanément, le gouvernement se vit obligé d'élaborer, pour la Douma, une loi électorale assez large afin d'éviter des déceptions trop amères et trop rapides. Il ne se sentait pas encore tout à fait d'aplomb : lui aussi, il devait " souffler " et faire la " pause ".

La population entière mettait dans la Douma les plus grands espoirs. Les élections, fixées au printemps de 1906, suscitèrent dans le pays une activité fébrile. Tous les partis politiques y prirent part.

La situation créée par cet état de choses était assez paradoxale. Tandis que les partis de gauche déployaient maintenant leur propagande électorale ouvertement, légalement (le gouvernement ne pouvait la gêner autrement que par des règlements complémentaires à la loi et par des embûches sournoises), les prisons regorgeaient de membres des mêmes partis, arrêtés lors de la liquidation du mouvement ; la presse et la parole restaient muselées ; les organisations ouvrières demeuraient interdites.

Ce paradoxe n'était qu'apparent. Il s'explique facilement. Et cette explication nous permettra de comprendre de quelle façon le gouvernement envisageait le fonctionnement de la Douma.

En dépit d'une certaine liberté qu'il dut accorder à ses sujets en raison des élections, le gouvernement était, naturellement, loin d'interpréter la Douma comme une institution appelée à se dresser contre l'absolutisme. Selon lui, la Douma ne devait être qu'un organe auxiliaire purement consultatif et subordonné, bon à assister les autorités dans certaines de leurs tâches. Tout en étant obligé de tolérer quelque agitation électorale des partis de gauche, le gouvernement était bien décidé à l'avance de ne la permettre que dans une certaine mesure et de réagir contre toute tentative des partis des électeurs ou de la Douma elle-même de prendre une attitude frondeuse. Il était donc parfaitement logique que la Douma n'ayant, à ses yeux, rien de commun avec la Révolution, le gouvernement gardât les révolutionnaires en prison.

Un autre fait concret, entièrement nouveau dans la vie russe, fut, précisément, la formation et l'activité légales - ne fût-ce que dans une certaine mesure - de différents partis politiques.

Jusqu'aux événements de 1905, il n'y avait, dans le pays que deux partis politiques, tous deux clandestins et plutôt révolutionnaires que véritablement " politiques ". C'étaient : le Parti social-démocrate et le Parti socialiste-révolutionnaire.

Le manifeste du 17 octobre, les quelques libertés admises à sa suite en vue de la campagne électorale, et, surtout, cette campagne elle-même, firent naître aussitôt une nichée de partis politiques légaux et semi-légaux.

Les monarchistes invétérés créèrent 1° " Union du Peuple russe " : parti ultra-réactionnaire et " pogromiste " dont le " programme " portait la suppression de toutes les " faveurs promises sous la contrainte de criminelles émeutes " y compris la Douma, et l'effacement total des dernières traces des événements de 1905.

Les éléments moins farouchement réactionnaires : la plupart des hauts fonctionnaires, gros industriels, banquiers, propriétaires, commerçants, agrariens, etc., se groupèrent autour du " Parti octobriste " (dit " Union du 17 Octobre ") dont nous avons déjà parlé.

Le poids politique de ces deux partis de droite était insignifiant. Ils étaient plutôt la risée du pays.

La majorité des classes aisées et moyennes, ainsi que des intellectuels " de marque " s'organisèrent définitivement en un grand parti politique du centre, dont la droite se rapprochait des " octobristes " et dont la gauche allait jusqu'à afficher des tendances républicaines. Le gros du parti élaborait le programme d'un système constitutionnel mettant fin à l'absolutisme : on conserverait le monarque, mais on limiterait sérieusement son pouvoir. Le parti prit le nom de " Parti constitutionnel-démocrate " (en abrégé : parti " Cadet "). Il portait aussi un autre titre : " Parti de la Liberté. du Peuple ". Ses leaders se recrutaient surtout parmi les gros bonnets municipaux, les avocats, les médecins, les personnes exerçant des professions libérales, les universitaires. Très influent et bien placé, disposant de fonds considérables ; ce parti déploya dès sa création une activité étendue et énergique.

A l'extrême-gauche se trouvaient : le " Parti social-démocrate " (dont l'activité électorale était, nous l'avons dit, à peu près ouverte et légale, malgré son programme nettement républicain et sa tactique révolutionnaire) et, enfin, le " Parti socialiste-révolutionnaire " (son programme et sa tactique différaient peu - le problème agraire à part - de ceux du Parti social-démocrate) qui, à l'époque de la Douma et afin de pouvoir agir sans entraves, menait les campagnes électorales et présentait ses candidats sous le nom de " Parti Travailliste " (qui devint par la suite un parti distinct). Il va de soi que ces deux derniers partis représentaient surtout les masses ouvrières et paysannes ainsi que la vaste couche des travailleurs intellectuels.

Il est indispensable de fournir ici quelques précisions sur les programmes et l'idéologie de ces partis.

En dehors de la question politique, le point le plus important des programmes de tous les partis était, incontestablement, le *problème agraire*. Sa solution efficace s'imposait de toute urgence. En effet, l'augmentation de la population paysanne était si rapide que les lots de terrain concédés aux paysans affranchis en 1861, insuffisants même à cette époque, se réduisirent en un quart de siècle, par suite d'un morcellement continu, à des lopins de famine. " On ne sait même plus où faire courir un poussin ", disaient les paysans. L'immense population des champs attendait de plus en plus impatientement une solution juste et effective de ce problème. Tous les partis se rendaient compte de son importance.

Pour le moment, trois solutions se présentaient, à savoir :

1. Le parti constitutionnel-démocrate proposait l'augmentation des lots par une aliénation d'une partie des grandes propriétés privées et de celles de l'Etat : aliénation devant être dédommée graduellement par les paysans, avec l'aide de l'Etat, selon une estimation officielle et " juste ".

2. Le parti social-démocrate préconisait une aliénation pure et simple, sans dédommagement, des terres indispensables aux paysans. Ces terres constitueraient un fonds national distribuable au fur et à mesure des besoins (" nationalisation " ou " municipalisation " des terres).
3. Enfin, le parti socialiste-révolutionnaire présentait la solution la plus radicale : confiscation immédiate et totale des terres en propriété privée ; suppression immédiate de toute propriété foncière (privée ou d'Etat), mise de toutes les terres à la disposition des collectivités paysannes, sous le contrôle de l'Etat (" socialisation " des terres).

Avant d'aborder toute autre question, la Douma avait à se préoccuper de ce problème urgent et compliqué.

Quelques mots encore sur l'*idéologie générale* des deux partis d'extrême-gauche (social-démocrate et socialiste-révolutionnaire) à cette époque.

Déjà vers 1900, une importante divergence de vues se manifesta au sein du Parti social-démocrate russe. Une partie de ses membres, se cramponnant au " programme minimum ", estimait que la Révolution russe, imminente, serait une révolution bourgeoise, assez modérée dans ses résultats. Ces socialistes ne croyaient pas à la possibilité de passer d'un bond, de la monarchie " féodale " au régime socialiste. Une république démocratique *bourgeoise*, ouvrant les portes à une rapide évolution capitaliste qui jetterait les bases du futur socialisme, telle était leur idée fondamentale. Une " révolution sociale " en Russie était, à leur avis, chose impossible pour l'instant.

De nombreux membres du parti étaient, cependant, d'un autre avis. Pour eux, la Révolution prochaine avait déjà toutes les chances de devenir une " Révolution Sociale " avec ses conséquences logiques. Ces socialistes renonçaient au " programme minimum " et se préparaient à la conquête du pouvoir par le parti et à la lutte *immédiate et décisive contre le capitalisme*.

Les leaders du premier courant étaient : Plékhanoff, Martoff et autres. Le grand inspirateur du second fut Lénine.

La scission définitive entre les deux camps eut lieu en 1903, au Congrès de Londres. Les sociaux-démocrates de tendance léniniste s'y trouvèrent en majorité. " Majorité " se disant en russe *bolchinstvo*, on appela les partisans de cette tendance *bolchéviki* (en français, on dirait : *majoritaires*). " Minorité " se disant *monchinstvo*, on dénomma les autres : *menchéviki* (en français : *minoritaires*). Et quant aux tendances elles-mêmes, l'une reçut le nom de *bolchevisme* (tendance de la majorité), l'autre celui de *menchévisme* (tendance de la minorité).

Après leur victoire de 1917, les " bolchéviki " se constituèrent en " Parti Communiste ", tandis que les " menchéviki " conservèrent seuls le titre de " Parti social-démocrate ". Le Parti Communiste au pouvoir déclara le " menchévisme " contre-révolutionnaire et l'écrasa.

En ce qui concerne le Parti socialiste-révolutionnaire, il se divisa aussi en deux partis distincts : celui des socialistes révolutionnaires " de droite ", qui, à l'instar des " menchéviki ", affirmait la nécessité de passer, avant tout, par une république démocratique bourgeoise, et celui des socialistes révolutionnaires " de gauche ", qui prétendait parallèlement au bolchevisme, que la Révolution devait être poussée le plus loin possible, éventuellement jusqu'à la suppression immédiate du régime capitaliste et à l'instauration du socialisme (sorte de République sociale).

(En 1917, les bolcheviks au pouvoir écrasèrent les socialistes-révolutionnaires de droite comme contre-révolutionnaires. Quant aux socialistes-révolutionnaires de gauche, le gouvernement bolcheviste, d'abord, collabora avec eux. Plus tard, de graves dissensions s'étant élevées entre les deux partis, les bolcheviks rompirent avec leurs alliés. Finalement, ils les mirent hors la loi et les anéantirent.)

Lors de la Révolution de 1905, l'influence pratique de ces deux courants dissidents (le bolchevisme et le socialisme révolutionnaire de gauche) fut insignifiante.

Pour compléter l'exposé des divers courants d'idées qui se manifestèrent lors de cette Révolution, signalons que le Parti socialiste-révolutionnaire donna naissance, vers la même époque, à une troisième tendance qui, s'étant détachée du Parti, adopta l'idée de devoir supprimer, dans la Révolution en cours, non seulement l'Etat bourgeois, mais *tout Etat en général* (en tant qu'institution politique). Ce courant d'idées était connu en Russie sous le nom de *maximalisme*, car ses partisans, ayant rejeté le programme minimum, rompirent même avec les socialistes-révolutionnaires de gauche et proclamèrent la nécessité de lutter immédiatement pour la réalisation totale du programme *maximum*, c'est-à-dire pour le socialisme intégral, édifié sur une base apolitique.

Les " maximalistes " ne formaient donc pas un parti politique. Ils créèrent 1" Union des socialistes-révolutionnaires maximalistes ". Cette " Union " édita quelques brochures exposant son point de vue. Elle publia aussi quelques périodiques, de brève durée. Ses membres furent, d'ailleurs, peu nombreux. Son influence fut presque nulle. Elle développa surtout une forte activité terroriste. Mais elle prit part à toutes les luttes révolutionnaires et plusieurs de ses membres périrent en véritables héros.

Par l'ensemble de leurs idées, les maximalistes se rapprochaient beaucoup de l'anarchisme. En effet, le maximalisme ne suivait pas aveuglément les " marxistes " ; il niait l'utilité des partis politiques ; il critiquait vigoureusement l'Etat, l'autorité politique. Toutefois, il n'osa pas y renoncer immédiatement et totalement. Il estimait impossible de passer tout de suite à une société intégralement " anarchiste ". (Il faisait donc une distinction entre le " socialisme intégral " et l'anarchisme.) En attendant, il prêchait une " République des travailleurs " où les éléments d'Etat et d'autorité seraient " réduits au minimum ", ce qui permettrait, d'après le maximalisme, leur rapide extinction. Le maintien " provisoire " de l'Etat et de l'autorité séparait le maximalisme de l'anarchisme.

(Comme tous les courants d'idées en désaccord avec le bolchevisme, le maximalisme a été étouffé par ce dernier lors de la révolution de 1917.)

En ce qui concerne les conceptions *anarchistes* et *syndicalistes* (nous nous en occuperons de près dans une autre partie de notre étude), elles étaient, à cette époque, presque inconnues en Russie.

Hors de Russie, beaucoup de gens croient que, puisque Bakounine et Kropotkine - ces " pères " de l'anarchisme - étaient Russes, la Russie était depuis longtemps un pays d'idées et de mouvements anarchistes. C'est une profonde erreur. Et Bakounine (1814-1876) et Kropotkine (1842-1921) étaient devenus anarchistes à l'étranger . Ni l'un ni l'autre ne militèrent jamais, comme anarchistes, en Russie. Et quant à leurs oeuvres, elles paraissaient aussi, jusqu'à la Révolution de 1917, à l'étranger, souvent même en langue étrangère. Seuls quelques extraits de leurs études, traduits adaptés ou édités spécialement pour la Russie, y étaient introduits clandestinement, difficilement, en quantités très restreintes. De plus, la diffusion de ces quelques publications à l'intérieur du pays était quasi impossible. Enfin toute l'éducation sociale, socialiste et révolutionnaire des Russes n'avait *absolument rien d'anarchiste* et, sauf les exceptions, personne dans le pays ne s'intéressait aux idées anarchistes.

Quant au syndicalisme, aucun mouvement ouvrier n'ayant existé en Russie avant la Révolution de 1917, la conception syndicaliste - quelques intellectuels érudits mis à part - y était totalement inconnue. On peut admettre que cette forme russe d'une organisation ouvrière : le " Soviet " fut hâtivement trouvée en 1905 et reprise en 1917, justement à cause de l'absence de l'idée et du mouvement syndicalistes. Sans aucun doute, si le mécanisme syndical avait existé, c'est lui qui aurait pris en mains le mouvement ouvrier.

Nous avons déjà dit que quelques petits groupements anarchistes existaient à Saint-Pétersbourg, à Moscou, dans l'Ouest et dans le Midi. C'était tout. Cependant, les anarchistes de Moscou participèrent activement aux événements de 1905 et se firent remarquer lors de l'insurrection armée de décembre.

(Après 1917, les bolcheviks écrasèrent le mouvement anarchiste comme tout autre ne s'accordant pas avec le leur. Cependant ils n'y parvinrent pas facilement. La lutte entre le bolchevisme et l'anarchisme au cours de la Révolution de 1917 - lutte tenace, acharnée et pourtant presque totalement inconnue à l'étranger, lutte qui dura plus de trois ans et dont le mouvement " makhnoviste " fut l'épisode le plus saillant - cette lutte est évoquée dans la dernière partie de l'ouvrage.)

Passons aux conséquences morales, aux *effets psychologiques* de l'épopée de 1905. Leur importance pour l'avenir dépassait celle des quelques réalisations concrètes immédiates.

Tout d'abord - nous l'avons déjà signalé - la " légende du tzar " s'évanouit. Les yeux des *vastes masses* s'ouvrirent sur la véritable nature du régime et sur la nécessité vitale pour le pays de s'en débarrasser. L'absolutisme et le tzarisme furent moralement détrônés.

Ce n'est pas tout. Du même coup, les masses populaires se tournèrent enfin vers les éléments qui, depuis longtemps, combattaient ce régime : vers les milieux intellectuels d'avant-garde, vers les partis politiques de gauche, vers les révolutionnaires en général. Ainsi, un contact solide et assez large s'établit entre les milieux avancés et la masse du peuple. Désormais ce contact allait pouvoir s'étendre, s'approfondir, se consolider. Le " paradoxe russe " avait vécu.

Deux points capitaux étaient donc acquis. D'une part, il existait un élément *matériel* auquel une révolution éventuelle pouvait "s'accrocher" : c'était la *Douma*. D'autre part, l'obstacle *moral* qui barrait la route à toute révolte de vaste envergure s'était effondré : *les masses avaient compris le mal* et allaient enfin rejoindre leurs avant-postes dans la lutte pour la libération.

Le terrain pour la prochaine révolution décisive était prêt. Tel fut l'important "Actif" de la secousse de 1905. Hélas ! son "Passif" était également lourd de conséquences .

Matériellement - et malheureusement - *le mouvement de 1905 ne put aboutir à la création d'un organisme ouvrier de classe* : ni syndicaliste ni même purement syndical ou professionnel. Le droit d'organisation ne fut pas conquis par les masses laborieuses. Celles-ci restèrent sans liaison ni organisation.

Moralement, cet état de choses les prédisposait à devenir, dans la prochaine révolution, *l'enjeu inconscient des partis politiques*, de leurs néfastes rivalités, de leur abominable lutte pour le pouvoir où les travailleurs n'avaient rien à gagner ou, plutôt, avaient tout à perdre.

Ainsi, l'absence, à l'entrée de la Révolution, d'un mouvement et d'un organisme ouvriers proprement dits ouvrait toutes grandes les portes à la prédominance - que dis-je ? - à la domination future de tel ou tel autre *parti politique*, au détriment de la véritable action et de la vraie cause *des travailleurs* .

Le lecteur verra plus loin que, en effet, le poids énorme de ce "Passif" sera fatal pour la Révolution de 1917 : il finira par l'écraser.

Quelques mots sont à dire ici sur le sort personnel de Nossar-Khroustaleff, premier président du premier Soviet ouvrier de Saint-Petersbourg.

Arrêté lors de la "liquidation" du mouvement (fin 1905), Nossar fut jugé et condamné à être exilé en Sibérie. Il se sauva et se réfugia à l'étranger. Mais, de même que Gapone, il ne sut pas s'adapter à une nouvelle existence et encore moins se soumettre à un travail régulier. Certes, il ne mena pas une vie de débauche, il ne commit aucun acte de trahison. Mais il traîna à l'étranger une existence déréglée, misérable, malheureuse.

Cela continua ainsi jusqu'à la Révolution de 1917. Dès le déclenchement de celle-ci, il se précipita - comme tant d'autres - en son pays et y participa aux luttes révolutionnaires. Il n'y joua, cependant, aucun rôle de premier plan.

Ensuite, on le perdit de vue. D'après certaines informations, d'une source digne de foi, il se dressa finalement contre les bolcheviks et fut fusillé par ceux-ci.

2.5 La « Pause » (1905-1907)

Les douze années - exactement - qui séparèrent la véritable Révolution de son ébauche, ou l'"explosion" de la "secousse", n'apportèrent rien de saillant au point de vue révolutionnaire. Au contraire, ce fut la réaction qui triompha bientôt sur toute la ligne. Notons, toutefois, quelques grèves retentissantes et une tentative de révolte dans la flotte de la Baltique, à Cronstadt, sauvagement réprimée.

Le sort de la Douma fut la manifestation la plus éclatante de cette période.

La Douma commença à siéger en mai 1906, à Saint-Petersbourg. Un enthousiasme populaire débordant l'accueillit à sa naissance. Malgré toutes les machinations du gouvernement, elle s'avéra nettement d'opposition. Le parti constitutionnel-démocrate la domina par le nombre et la qualité de ses représentants. Le professeur de l'Université de Moscou, S. Mouromtzeff, un des membres les plus éminents de ce parti, fut élu président de l'Assemblée. Les députés de gauche - sociaux-démocrates et socialistes-révolutionnaires "travailleurs" - y formaient également un bloc imposant. La population entière suivait les travaux de la Douma avec un intérêt passionné. Tous les espoirs volaient vers elle. On en attendait au moins des réformes larges, justes, efficaces.

Mais, dès le premier contact, une hostilité - sourde d'abord, de plus en plus ouverte par la suite - s'établit entre le "Parlement" et le gouvernement. Ce dernier entendait traiter la Douma de haut en bas, avec un dédain qu'il ne masquait même pas. Il la tolérait à peine. Il l'admettait difficilement même à titre d'institution purement consultative. La Douma, elle, cherchait, au contraire, à s'imposer comme une institution législative, constitutionnelle. Les rapports entre l'un et l'autre devenaient de plus en plus tendus.

Naturellement, le peuple prenait parti pour la Douma. La situation du gouvernement devenait désavantageuse, ridicule, voire dangereuse. Toutefois, une révolution immédiate n'était pas à craindre. Le gouvernement le savait.

Et puis, il comptait sur sa police et ses troupes. Il se décida donc bientôt à une mesure énergique. Le nouveau ministre à poigne, Stolypine, s'en chargea. Il prit pour prétexte un projet d' " Appel au Peuple ", élaboré par la Douma et se rapportant surtout au problème agraire.

Un beau matin les " députés " trouvèrent les portes de la Douma closes et gardées militairement. Police et troupes paradaient dans les rues. La Douma - nommée " première Douma " - était dissoute. Un décret officiel annonça et " expliqua " ce geste à la population, Cela se passait en été 1906.

A part une longue série d'attentats et quelques émeutes éparses dont les plus importantes furent celles de Svéaborg et de Cronstadt (la deuxième depuis peu de temps, une première ayant eu lieu en octobre 1905), le pays resta tranquille.

Quant aux députés eux-mêmes, ils n'osèrent pas résister efficacement. Le fait s'explique aisément. Résister, signifiait reprendre l'action révolutionnaire. Or, on sentait partout que la Révolution était, pour le moment, impuissante. (D'ailleurs, si la situation avait été autre, le gouvernement n'aurait pas osé dissoudre la Douma, surtout de cette façon insolente. Il se sentait vraiment fort et, pour l'instant, il ne se trompait pas.) La bourgeoisie était bien trop faible pour songer à une révolution favorable à ses intérêts. Et quant aux masses laborieuses et à leurs partis, de ce côté-là on ne se sentait pas non plus prêt à affronter une révolution,

Donc, tous les députés se soumièrent à la dissolution. D'autant que le décret ne supprimait pas la Douma, mais annonçait de nouvelles élections à brève échéance, sur des bases quelque peu modifiées. Les " représentants du peuple " se bornèrent à lancer une note de protestation contre cet acte arbitraire. Pour élaborer cette note en toute liberté, les ex-députés - il s'agissait surtout des membres du parti constitutionnel-démocrate - se rendirent dans une ville de Finlande (où ils étaient plus à l'abri grâce à une certaine législation indépendante de cette partie de l'Empire russe) : la ville de Vyborg, ce qui fit baptiser cette note " l'Appel de Vyborg ". Après quoi, ils retournèrent tranquillement chez eux.

Malgré le caractère anodin de leur " révolte ", ils furent jugés quelque temps après par un tribunal spécial et condamnés à des peines d'ailleurs légères, (Ils perdirent, toutefois, le droit d'être réélus à la Douma).

Un seul député, jeune paysan du département de Stavropol, le " travailliste " Onipko, ne se résigna pas. Ce fut lui l'animateur du soulèvement de Cronstadt. Saisi sur place, il faillit être passé par les armes. Certaines interventions et certaines craintes le sauvèrent. Finalement, il fut jugé et condamné à l'exil en Sibérie. Il réussit à s'évader et se réfugia à l'étranger. Il retourna en Russie en 1917. Son sort ultérieur nous est inconnu. D'après certaines indications très sérieuses, il continua la lutte comme membre du parti socialiste-révolutionnaire de droite, se dressa contre les bolchéviks et périt fusillé par eux.

Aussitôt après la dissolution de la " première Douma ", le gouvernement remania la loi électorale, recourut sans scrupules à d'autres mesures et manoeuvres préventives et convoqua la " deuxième Douma ". Beaucoup plus modérée dans ses gestes et, surtout, plus médiocre que la première, elle parut encore " trop révolutionnaire " au gouvernement. Il est vrai que, en dépit de toutes les machinations, elle comptait beaucoup de députés de gauche. Elle fut dissoute à son tour. Cette fois, la loi électorale fut sensiblement modifiée. Du reste, la population perdit bientôt tout intérêt à l'activité - ou, plutôt, à l'inactivité - de la Douma, sauf à quelques rares moments où une affaire passionnante ou un discours retentissant attiraient l'attention pour peu de temps.

La deuxième Douma dissoute, on arriva ainsi à une troisième et, enfin, à une quatrième Douma. Cette dernière -instrument tout à fait docile entre les mains du gouvernement réactionnaire - put traîner sa morne et stérile existence jusqu'à la Révolution de 1917.

En tant que réformes, lois utiles, etc., la Douma n'aboutit à rien. Mais sa présence ne resta pas absolument sans résultat. Les discours-critiques de certains députés de l'opposition, l'attitude du tzarisme en face des problèmes brûlants de l'heure, l'impuissance même du " Parlement " à les résoudre tant que l'absolutisme s'obstinerait à rester debout, tous ces faits éclairaient de plus en plus les vastes masses de la population sur la véritable nature du régime, sur le rôle de la bourgeoisie, sur les tâches à remplir, sur les programmes des partis politiques, etc. Pour la population russe, toute cette période fut, en somme, une longue et féconde " leçon expérimentale ", la seule possible en l'absence d'autres moyens d'éducation politique et sociale.

Deux processus parallèles caractérisent surtout la période en question : d'une part, la dégénérescence accélérée, définitive - la " pourriture " est le vrai mot - du système absolutiste ; d'autre part, l'évolution rapide de la conscience des masses.

Les indices incontestables de la décomposition du tzarisme étaient connus à l'étranger. L'attitude et le train de vie de la Cour Impériale appartenaient à ce genre " classique " qui, généralement, précède la chute des monarchies. L'incapacité et l'indifférence de Nicolas II, le crétinisme et la vénalité de ses ministres et fonctionnaires, le mysticisme vulgaire qui s'empara du " monarque " et de sa famille (la fameuse épopée du pape Raspoutine, etc.), cet ensemble de phénomènes n'était un secret pour personne à l'étranger.

Beaucoup moins connus étaient les changements profonds qui s'effectuaient dans la psychologie des masses populaires. Et, cependant, l'état d'âme d'un homme du peuple de l'an 1912, par exemple, n'avait plus rien de commun avec sa mentalité primitive d'avant 1905. Des couches populaires tous les jours plus vastes devenaient nettement antitzaristes. Seule la réaction féroce, interdisant toute organisation ouvrière et toute propagande politique ou sociale, empêchait les masses de fixer définitivement leurs idées.

Ainsi, l'absence de faits révolutionnaires saillants ne signifiait nullement un arrêt du processus révolutionnaire. Celui-ci continuait sous le manteau, dans les esprits, surtout, d'une façon intense.

En attendant, tous les problèmes vitaux restaient en suspens. Le pays se trouvait dans une impasse. *Une révolution violente et décisive devenait inévitable.* Il ne manquait plus que l'impulsion et les armes.

C'est dans ces conditions qu'éclata la guerre de 1914. Elle offrit bientôt aux masses l'impulsion nécessaire et les armes indispensables.

3. L'explosion (1917)

3.1 Guerre et révolution

3.1.1 Pour la dernière fois le tzarisme et la Révolution sont aux prises.

Tout comme les gouvernements des autres pays, celui du tzar réussit à réveiller dans les masses, au début de la guerre, toute la gamme des mauvais instincts, des passions dues à un atavisme animal, des sentiments néfastes tels que : le nationalisme, le chauvinisme, etc.

Comme partout ailleurs, en Russie également, des millions d'hommes furent dupés, désorientés, fascinés et contraints à courir vers les frontières, tel un troupeau de bêtes à l'abattoir.

Les graves, les vrais problèmes de l'heure furent abandonnés, oubliés.

Les quelques premiers " succès " obtenus par les troupes russes réchauffèrent davantage encore " le grand enthousiasme du peuple ".

Toutefois, une note particulière se mêlait à ce concert artificiel et dirigé ; une " idée " bien ancrée dans les esprits se cachait derrière cet " enthousiasme ". C'est entendu - raisonnait-on un peu partout, dans le peuple et dans l'armée - on se battra et on vaincra. Mais, que le gouvernement ne s'y trompe pas ! La guerre terminée, nous lui présenterons la note. En récompense de notre dévouement et de nos sacrifices, nous exigerons le changement définitif du régime. Nous revendiquerons nos droits, nos libertés... Cela ne pourra pas continuer ainsi après la guerre...

Et les soldats chuchotaient : " La guerre finie, on gardera les armes, à tout hasard. "

Cependant, assez rapidement, la face des choses changea en Russie. La série des défaites commença et, avec elles, revinrent les inquiétudes, les déceptions amères, le mécontentement aigu, la colère du peuple.

La guerre coûtait terriblement cher, en argent et surtout en hommes. Des millions de vies humaines durent être sacrifiées, sans aucune utilité, sans la moindre compensation. De nouveau, le régime témoigna ouvertement de son incapacité, de sa pourriture, de sa faillite. De plus, certaines défaites, qui coûtèrent pourtant des monceaux de victimes, restèrent inexplicables, mystérieuses, suspectes. A travers tout le pays on parla bientôt, non seulement de négligences criminelles, d'incapacité flagrante, mais surtout de vénalité des autorités, d'espionnage dans le commandement suprême, de l'origine allemande de la dynastie et de plusieurs chefs, enfin de haute trahison à la Cour même. On accusait, presque ouvertement, des membres de la famille impériale de nourrir des sympathies pour la cause allemande, de s'entendre directement même avec l'ennemi. On appelait l'impératrice presque publiquement, avec haine et mépris : " la Boche ". Des bruits alarmants, sinistres, couraient dans le peuple.

La Cour, d'abord, s'en inquiéta peu. Par la suite, quelques mesures furent prises - tardivement et maladroitement. Etant, en outre, de pure forme, elles restèrent inefficaces, ne satisfirent personne et n'arrangèrent rien.

Pour remonter le moral des troupes et du peuple, Nicolas II assumait lui-même le commandement suprême, du moins nominale. Il se rendit sur le front. Mais ce geste ne changea rien à la situation générale qui s'aggravait de jour en jour et contre laquelle le tzar, absolument incapable et inactif, restait impuissant. Tout se désagrégeait, à l'armée et à l'intérieur du pays.

En désespoir de cause, plusieurs complots furent fomentés dans les cercles libéraux et même dans l'entourage immédiat du tzar. On envisagea de le faire abdiquer en faveur d'un monarque plus "à la page" et plus populaire : le grand-duc Nicolas, oncle du tzar, par exemple, "pour

sauver la guerre et aussi la dynastie" dont tout le monde pressentait la chute imminente.

On commença par supprimer le néfaste Raspoutine. Mais quant à la suite, on hésita, on traîna, les conspirateurs n'arrivant pas à se mettre d'accord.

Les choses en étaient là lorsque, brutalement, éclata l'explosion de février.

Ce ne furent pas tant les événements d'ordre militaire, ni les bruits sur les trahisons et l'attitude de la Cour, ni même l'incapacité et l'impopularité personnelles du tzar, qui déclenchèrent cette brusque explosion.

Ce qui désespéra les masses du peuple, ce qui fit déborder la coupe, ce fut surtout *la désorganisation complète de la vie économique - voire de la vie tout court - à l'intérieur du pays*. La désorganisation est telle, avoua le ministre Krivochéine en parlant des administrations et de tous les services de l'Etat, qu'on se dirait dans un asile d'aliénés. "C'est dans ce domaine que l'impuissance du gouvernement tzariste et les effets désastreux de sa conduite imposèrent aux masses une action urgente et décisive.

Tous les pays belligérants éprouvèrent vers la même époque de grandes difficultés, d'ordre économique et financier, résultant de la nécessité de nourrir et de ravitailler en toutes matières des millions d'hommes sur l'immensité démesurée des fronts et d'assurer, en même temps, la vie normale à l'intérieur. Partout cette double tâche exigea une grande tension de forces. Mais partout - même en Allemagne où la situation était particulièrement difficile - elle fut résolue avec plus ou moins de succès. Partout, sauf en Russie où l'on ne sut rien prévoir, rien prévenir, rien organiser.⁶

Ajoutons que les effets terribles de cette désagrégation totale du Pouvoir et de l'Etat se seraient manifestés plus tôt si les efforts déployés par certaines forces vives du pays, telles que : "l'Union des villes", le "Comité de l'Industrie de guerre" et autres, surgies de leur propre initiative, n'étaient arrivés à pourvoir, dans une certaine mesure, aux besoins les plus pressants de l'armée et du pays.

L'activité énergique et heureuse de ces organismes ainsi que des "zemstvos", des municipalités, etc., - activité qui, soulignons-le, se déployait et s'imposait d'elle-même, à l'encontre des lois et des résistances bureaucratiques - apporta aussi un résultat *moral* très important. Tous les jours, à l'armée comme à l'intérieur, on se rendait pratiquement compte, non seulement de la faillite totale du tzarisme, mais encore *de la présence d'éléments parfaitement capables de le remplacer*, et aussi de la façon ignoble dont le régime agonisant, craignant ces éléments, gênait leur action, entraînant ainsi le pays entier vers une catastrophe.

Quotidiennement, le peuple et l'armée voyaient de leurs propres yeux que c'étaient bien ces Comités et ces Unions libres qui, par leur initiative et avec un dévouement sublime, assuraient la production, organisaient les transports, surveillaient les stocks, garantissaient les arrivages et les distributions de vivres et des munitions, etc. Et, quotidiennement, le peuple et l'armée voyaient le gouvernement *s'opposer* à cette activité indispensable et *l'empêcher*, sans aucun souci des intérêts du pays.

Cette dernière "préparation morale" de l'armée et de la population à la chute du tzarisme et à son remplacement par d'autres éléments eut une immense portée. Elle acheva le processus pré-révolutionnaire. Elle mit la dernière main à l'oeuvre préparatoire.

⁶ Le lecteur ne s'étonnera pas de cette faillite. Il ne perdra pas de vue qu'en Russie, la bourgeoisie - faible, inorganisée et maintenue totalement en marge de la vie de l'Etat - n'avait aucune initiative, ne possédait aucune force réelle, ne remplissait aucun rôle organisateur dans l'économie nationale ; que l'ouvrier et le paysan - esclaves sans voix ni droits - étaient moins que rien dans l'organisation économique du pays et se moquaient pas mal de l'Etat tzariste ; qu'ainsi tout le mécanisme : politique, économique et social se trouvait, en fait, entre les mains de la classe des fonctionnaires tzaristes. Dès que la guerre désorienta cette classe et dérégla ce mécanisme sénile ; tout s'écroula.

En janvier 1917 la situation devint intenable. Le chaos économique, la misère de la population travailleuse, la désorganisation sociale atteignirent un point tel que les habitants de quelques grandes villes - Pétrograd, notamment - commencèrent à manquer non seulement de combustibles, de vêtements, de viande, de beurre, de sucre, etc., mais même de pain.

Dans le courant du mois de février cette situation s'aggrava encore. En dépit des efforts déployés par la Douma, les "zemstvos", les municipalités, les Comités et les Unions, non seulement la population des villes se vit vouée à la famine, mais encore l'approvisionnement de l'armée devint tout à fait défectueux. Et, en même temps, la débâcle militaire s'avérait complète.

Fin février, *il était absolument et définitivement impossible pour le pays - impossible matériellement et moralement - de continuer la guerre.* Et il était absolument et définitivement impossible pour la population laborieuse des villes de se procurer des vivres.

Le tzarisme ne voulait rien savoir. Aveuglément, il s'obstinait à faire tourner la vieille machine, complètement détraquée. Et en guise de remède, il recourait, comme toujours, à la répression, à la violence contre les hommes actifs ou les militants des partis politiques.

C'est de l'impossibilité, pour le peuple, de continuer la guerre et de traîner une existence de famine, d'une part, et de l'obstination aveugle du tzarisme, d'autre part, que naquit la Révolution, deux ans et demi après "le grand enthousiasme".

Le 24 février des troubles commencèrent à Pétrograd. Provoqués surtout par le manque de vivres, ils ne paraissaient pas devoir s'aggraver. Mais le lendemain, 25 février 1917 (vieux style), les événements prirent une tournure aiguë : les ouvriers de la capitale, se sentant solidaires avec le pays entier, se trouvant en extrême agitation depuis des semaines, affamés et ne recevant même plus de pain, descendirent en masse dans les rues, manifestèrent bruyamment et refusèrent net de se disperser.

Ce premier jour, toutefois, les manifestations restèrent prudentes et inoffensives. En masses compactes, les ouvriers, avec leurs femmes et enfants, remplissaient les rues et criaient : " Du pain ! Du pain ! Nous n'avons rien à manger ! Qu'on nous donne du pain ou qu'on nous fusille tous ! Nos enfants meurent de faim ! Du pain ! Du pain ! "

Le gouvernement dépêcha contre les manifestants, en plus de la police, débordée, des détachements de troupes à cheval, des cosaques. Or, il y avait peu de troupes à Pétrograd (sauf des réservistes, peu sûrs). Ensuite, les ouvriers ne furent nullement effrayés : ils offraient aux soldats leurs poitrines ; ils prenaient *leurs* enfants sur les bras et criaient aux soldats : " Tuez-nous tous si vous l'osez ! Mieux vaut mourir d'une balle que crever de faim !... " Enfin - et ce fut le point capital dans l'affaire - presque partout les soldats, sourire aux lèvres, trottaient prudemment à travers la foule, sans faire usage de leur armes, sans écouter le commandement des officiers. Ceux-ci d'ailleurs n'insistaient pas. Par endroits, les soldats fraternisaient avec les ouvriers, allant même jusqu'à leur remettre leurs fusils, descendre de cheval et se mêler au peuple. Naturellement, cette attitude des troupes encouragea les masses.

Çà et là, pourtant, la police et les cosaques chargèrent des groupes de manifestants porteurs de drapeaux rouges. Il y eut quelques tués et blessés.

Dans les casernes de la capitale et de la banlieue les régiments en garnison hésitaient encore à prendre parti pour la Révolution. Et le gouvernement de son côté, hésitait à les faire sortir pour la combattre.

Le 26 février au matin un fait nouveau se produisit : par décret, le gouvernement déclara la Douma dissoute.

Ce fut une sorte de déclic que tout le monde semblait attendre pour passer à une action décisive. La nouvelle, connue partout en un clin d'oeil, éperonna les événements. A partir de ce moment, les manifestations tournèrent nettement en mouvement révolutionnaire. Des cris : " A bas le tzarisme ! A bas la guerre ! Vive la Révolution ! " retentirent dans la foule dont l'attitude devenait maintenant d'heure en heure plus décidée et menaçante. Un peu partout, les manifestants attaquaient résolument la police. Plusieurs édifices administratifs furent incendiés notamment le Palais de Justice. Les rues se hérissèrent de barricades. Bientôt apparurent de nombreux drapeaux rouges. Les soldats gardaient toujours une neutralité bienveillante ; mais, de plus en plus fréquemment, ils se mêlaient à la foule. Le gouvernement pouvait de moins en moins compter sur ses troupes.

Il lança alors contre les rebelles toutes les forces policières de la capitale. Les policiers formèrent à la hâte des détachements d'attaque massive. Ils installèrent des mitrailleuses en plusieurs endroits sur les toits des maisons

et même sur quelques églises. Ils occupèrent tous les points stratégiques. Ensuite ils commencèrent une offensive générale contre les masses en émeute.

La lutte fut chaude durant toute cette journée du 26 février. En beaucoup d'endroits la police fut délogée, ses agents massacrés et ses mitrailleuses réduites au silence.

Mais ailleurs, les forces policières résistaient avec acharnement.

Le tzar, qui se trouvait sur le front, fut prévenu télégraphiquement de la gravité des événements. En attendant, *la Douma décida de siéger en permanence et de ne pas céder aux tentatives de dissolution.*

3.2 Le triomphe de la révolution

L'action décisive se joua le 27 février.

Dès le matin, des régiments entiers de la garnison cessant toute hésitation, se mutinèrent, sortirent de leurs casernes, armes à la main, et occupèrent en ville certains points stratégiques, après de brèves escarmouches avec la police. La Révolution gagnait du terrain.

A un moment donné, une masse épaisse de manifestants, particulièrement menaçante, décidée et partiellement armée, se rassembla sur la place dite " Znamenskaïa " et aux abords de la gare " Nicolaïevsky ". Le gouvernement envoya deux régiments de cavalerie de la Garde Impériale, les seuls dont il pouvait encore disposer, ainsi que de forts détachements de police à pied et à cheval. Les troupes devaient appuyer et achever l'action des policiers.

Après les sommations d'usage, l'officier de la police donna l'ordre de charger. Mais alors se produisit ce nouveau et dernier " miracle " : l'officier commandant les régiments de la Garde leva son sabre et, au cri de : " Chargeons la police, en avant ! ", lança les deux régiments contre les forces policières. En un clin d'oeil celles-ci furent culbutées, renversées, écrasées.

Bientôt, la dernière résistance de la police fut brisée. Les troupes révolutionnaires s'emparèrent de l'arsenal et occupèrent tous les points vitaux de la ville. Entourés d'une foule en délire, des régiments se rendirent, drapeaux déployés, au Palais de Tauride où siégeait la Douma - la pauvre " quatrième Douma " - et se mirent à sa disposition.

Un peu plus tard, les derniers régiments de la garnison de Pétrograd et de la banlieue se joignirent au mouvement. Le tzarisme n'avait plus de force armée à lui dans la région de la capitale. La population était libre. La Révolution triomphait.

Les événements qui suivirent sont suffisamment connus.

Un gouvernement provisoire, comprenant des membres influents de la Douma, fut formé et acclamé frénétiquement par le peuple.

La province se joignit avec enthousiasme à la Révolution.

Quelques troupes prélevées en hâte sur le front, et envoyées sur l'ordre du tzar contre la capitale rebelle, ne purent y parvenir : d'une part, les cheminots, à l'approche de la ville, refusèrent de les transporter ; d'autre part, les soldats cessèrent toute obéissance aux officiers et passèrent à la Révolution. Les uns retournèrent au front, d'autres se dispersèrent, tout simplement, à travers le pays.

Le tzar lui-même, qui se rendait à la capitale par chemin de fer, vit son train s'arrêter à la station de Dno et rebrousser chemin jusqu'à Pskov. Là il fut rejoint par une délégation de la Douma et par des personnages militaires ralliés à la Révolution. Il fallut se rendre à l'évidence. Après quelques péripéties de détail, Nicolas-II signa son abdication, pour lui-même et pour son fils Alexis (le 2 mars).

Un moment, le gouvernement provisoire songea à faire monter sur le trône le frère de l'ex-empereur : le grand-duc Michel. Mais celui-ci déclina l'offre. Il déclara que le sort du pays et de la dynastie devait être remis entre les mains d'une Assemblée Constituante régulièrement convoquée.

Le front acclama la Révolution accomplie.

Le tzarisme était tombé. L'Assemblée Constituante fut inscrite à l'ordre du jour. En attendant sa convocation, le gouvernement provisoire devenait l'autorité officielle, " reconnue et responsable ". Le premier acte de la Révolution victorieuse était terminé.

Si nous avons raconté les faits de cette Révolution de février d'une façon assez détaillée, c'est pour en faire ressortir le point capital que voici :

Une fois de plus, *l'action des masses fut une action spontanée qui couronna logiquement, fatalement, une longue période d'expériences vécues et de préparation morale. Cette action ne fut ni organisée ni guidée par aucun parti politique. Soutenue par le peuple en armes - l'armée - elle fut victorieuse. L'élément d'organisation devait intervenir - et intervint - immédiatement après.*

(Du reste, à cause de la répression, tous les organismes centraux des partis politiques de gauche, ainsi que leur leaders, se trouvaient, au moment de la Révolution, loin de Russie. Martoff, du parti social-démocrate ; Tchernoff, du parti socialiste-révolutionnaire ; Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, Losovsky, Rykoff, Boukharine, etc., tous ces hommes vivaient à l'étranger. Ce ne fut qu'après la Révolution de février qu'ils regagnèrent leur pays.)

Un autre point important est à dégager des événements :

Une fois de plus, *l'impulsion immédiate et concrète fut donnée à la Révolution par l'impossibilité absolue pour le pays de continuer la guerre : impossibilité qui, naturellement, se heurta à l'obstination du gouvernement. Cette impossibilité résulta de la désorganisation totale, du chaos inextricable où la guerre plongeait le pays.*

3.3 Vers la Révolution sociale

3.3.1 Le Gouvernement Provisoire et les problèmes de la Révolution.

Le gouvernement provisoire formé par la Douma était, bien entendu, nettement bourgeois et conservateur. Ses membres : Prince Lvoff, Goutchkoff, Milioukov et autres, appartenaient presque tous (sauf Kérensky, vaguement socialiste), politiquement au parti constitutionnel démocrate, socialement aux classes privilégiées. Pour eux, une fois l'absolutisme par terre, la Révolution était terminée. (En réalité, elle ne faisait que commencer. Maintenant, il s'agissait de "rétablir l'ordre", d'améliorer peu à peu la situation générale à l'intérieur du pays sur le front, de "pousser" la guerre plus activement que jamais, lui insufflant un nouvel élan, et surtout de préparer tranquillement la convocation de l'Assemblée Constituante, laquelle devrait établir les nouvelles lois fondamentales du pays, le nouveau régime politique, le nouveau mode de gouvernement, etc. D'ici là, le peuple n'avait qu'à attendre patiemment, sagement, en bon enfant qu'il était, les faveurs que ses nouveaux maîtres voudraient bien lui octroyer.)

Ces nouveaux maîtres, le gouvernement provisoire se les représentait, naturellement, comme de bons bourgeois modérés dont le pouvoir n'aurait rien à envier à ceux des autres pays "civilisés".

Les visées politiques du gouvernement provisoire ne dépassaient guère une bonne monarchie constitutionnelle. A la rigueur, certains de ses membres prévoyaient peut-être, timidement, une république bourgeoise très modérée.

Le problème agraire, la question ouvrière, etc., devaient être résolus, par le futur gouvernement définitif, d'après les modèles occidentaux, lesquels "avaient fait leurs preuves".

En fin de compte, le gouvernement provisoire était plus ou moins sûr de pouvoir utiliser la période préparatoire, en l'allongeant au besoin, pour réduire au calme, à la discipline et à l'obéissance les masses populaires, au cas où ces dernières auraient manifesté trop violemment leur désir de dépasser les limites ainsi prévues. Il s'agissait ensuite d'assurer, par des manoeuvres de coulisse, des élections "normales", pour aboutir, au moment voulu, à une Assemblée Constituante sage et droite, bourgeoise bien entendu.

Il est plaisant de constater à quel point les "réalistes", les hommes politiques "éprouvés", les érudits, les économistes et les sociologues s'étaient trompés dans leurs prévisions et calculs. *La réalité leur échappa complètement.*

Je me rappelle avoir assisté à New-York, en avril ou mai 1917, à une grande conférence russe d'un honorable professeur qui fit une copieuse analyse de la composition et de l'action probables de la prochaine Assemblée Constituante. Je posai au respectable professeur une seule question : *Que prévoyait-il pour le cas où la Révolution russe se passerait d'une Assemblée Constituante ?* Assez dédaigneusement, assez ironiquement, l'éminent professeur dit, pour toute réponse, qu'il était, lui, "réaliste", et que son contradicteur était certainement "un anarchiste dont l'hypothèse fantaisiste ne l'intéressait pas". L'avenir démontra bientôt que le docte professeur se trompait magistralement et que ce fut précisément lui le "fantaisiste". Dans son exposé de deux heures, il n'avait omis d'analyser qu'une seule éventualité : *celle, précisément, qui devint réalité quelques mois après !...*

Qu'il me soit permis de formuler, à ce propos, ici même, quelques appréciations personnelles.

En 1917, MM. les "réalistes", les hommes politiques, les écrivains, les professeurs - russes et étrangers - ont, à de très rares exceptions près, dédaigneusement et magistralement omis de prévoir le triomphe du *bolchévisme* dans la Révolution russe. De nos jours, ce bolchévisme triomphant étant - momentanément et pour un bref délai, historiquement parlant - un fait accompli, beaucoup de ces messieurs veulent bien l'admettre, s'y intéressent et s'en occupent. Ils admettent même - se trompant à nouveau magistralement - sa "grande importance positive" et "son triomphe mondial définitif".

Je suis absolument sûr qu'avec le même "réalisme", la même "clairvoyance", le même dédain d'abord, et le même savoir-faire ensuite, ces mêmes messieurs manqueraient de prévoir à temps, pour l'accepter après coup, *le triomphe - véritable et définitif - de l'idée libertaire dans la Révolution Sociale mondiale.*

Le gouvernement provisoire ne se rendait certainement pas compte des obstacles insurmontables qui fatalement allaient se dresser devant lui.

L'obstacle le plus sérieux était le caractère même des problèmes dont le gouvernement provisoire avait à se préoccuper avant la convocation de *l'Assemblée Constituante*. (D'ailleurs, il n'envisageait nullement que le peuple travailleur pourrait ne pas vouloir attendre cette convocation et que c'était parfaitement son droit.)

D'abord, *le problème de la guerre.*

Le peuple, désabusé, épuisé, continuait la guerre à contre-cœur ou, du moins, s'en désintéressait complètement. Et quant à l'armée, elle était à bout, physiquement et moralement. D'une part, l'état misérable où se trouvait le pays d'autre part la Révolution, l'ébranlèrent définitivement.

Deux solutions se présentaient à l'esprit : soit cesser la guerre, conclure une paix séparée, démobiliser l'armée et se consacrer entièrement aux problèmes intérieurs ; soit faire l'impossible pour maintenir le front, sauvegarder la discipline, "remonter" le moral de l'armée et continuer la guerre coûte que coûte, au moins jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante.

La première solution était, évidemment, inadmissible pour un gouvernement bourgeois, "patriotique", allié à d'autres belligérants et considérant comme un "deshonneur national" la rupture éventuelle de cette alliance. De plus, en tant que gouvernement "provisoire", il se voyait obligé de suivre strictement la formule : pas de changement important avant la convocation de l'Assemblée Constituante qui aura pleins droits pour prendre toute décision.

Le gouvernement provisoire adopta donc la seconde solution. Or, dans les conditions existantes, celle-ci était irréalisable.

Il faut insister sur ce point qu'on ne met généralement pas assez en relief.

Ni physiquement ni moralement la Russie ne pouvait continuer la guerre. L'obstination du gouvernement tsariste à ne pas comprendre ce fait fut la cause immédiate de la Révolution. Et puisque cette impossibilité persistait, tout gouvernement qui n'en tiendrait pas compte serait, en toute logique, renversé comme le fut le tzar.

Certes, le gouvernement provisoire espérait pouvoir changer l'état de choses : faire cesser le chaos, réorganiser le pays, lui inspirer un nouveau souffle, etc. C'étaient là des illusions : ni le temps disponible, ni la situation générale, ni l'état d'esprit des masses ne le permettaient.

La machine qui s'appelle "Etat bourgeois" fut brisée, en Russie, en février 1917. Ses buts et son activité furent toujours contraires aux intérêts et aux aspirations du peuple. Celui-ci étant devenu, pour l'instant, maître de ses destinées, elle ne pouvait plus être réparée et remise en fonctionnement. Car *c'est le peuple qui* - sous contrainte ou librement - *fait fonctionner "la machine"*, et non pas les gouvernants. L'appareil cassé ne pouvait ni exercer ni rétablir la contrainte. Or, *librement*, le peuple ne "marchait" plus pour des buts qui n'étaient pas les siens.

Il fallait *remplacer* l'appareil cassé par un autre, adapté à la nouvelle situation, au lieu de perdre du temps et des forces en de vaines tentatives pour le remettre en marche et le faire servir de nouveau.

Le gouvernement bourgeois et nationaliste ne pouvait comprendre cela. Il insistait pour maintenir et "la machine" et le maudit héritage du régime déchu : la guerre. De ce côté déjà, il se rendait de plus en plus impopulaire. Et, la machine étant brisée, il se trouva impuissant à passer outre, à *imposer* sa volonté guerrière.

Ce premier problème de l'heure - le plus grave, le plus immédiat - était ainsi fatalement voué à rester sans solution possible pour le gouvernement provisoire.

Le deuxième problème épineux était *le problème agraire.*

Les paysans - 85 pour 100 de la population - aspiraient à la possession de la terre. La Révolution donna à ces aspirations un élan irrésistible. Réduites à l'impuissance, exploitées et dupées depuis des siècles, les masses paysannes ne voulaient plus rien savoir, plus rien entendre. Il *leur fallait la terre, coûte que coûte, et tout de suite, sans procédure ni cérémonie.*

Déjà en novembre 1905, au Congrès paysan convoqué quelque peu après le Manifeste du 17 octobre (lorsque les "libertés" existaient encore), en prévision de la convocation de la Douma, nombreux furent les délégués porte-parole de ces aspirations.

" Toute allusion à un rachat des terres, disait à ce Congrès le délégué des paysans de la région de Moscou, me révolte. On propose de dédommager les esclavagistes d'hier qui, même encore de nos jours, aidés des fonctionnaires, font de notre vie une course d'obstacles ! Ne les avons-nous pas déjà richement dédommagés par le fermage ? Impossible de compter les tonneaux de notre sang avec lequel nous avons arrosé la terre. Il y a mieux : c'est avec le lait de leurs seins que nos grand'mères élevaient des chiens de chasse pour ces messieurs. Ne serait-ce pas du rachat, ça ? Durant des siècles, nous n'étions que des grains de sable, jouets du vent. Et le vent, c'était eux. Et maintenant il faut les payer à nouveau ? Ah, non ! Pas besoin de pour-parlers diplomatiques : une seule voie est bonne - la voie révolutionnaire. Sinon, on nous trompera une fois de plus. Rien que parler d'un " rachat " est un compromis. Camarades, ne répétez pas l'erreur de vos pères ! En 1861 on a été plus malin que nous, et on nous a eus : on nous donna un petit peu pour que le peuple ne prît pas tout. "

" Nous ne leur avons jamais vendu la terre, disaient les paysans de la région d'Orel : nous n'avons donc pas à la racheter. Nous leur avons déjà assez payé en travaillant pour un prix inhumainement bas. Non ! en aucun cas, pas de rachat ! Monsieur n'a pas amené ses terres de la lune, ses grands-pères s'en étaient emparés "

" Un rachat serait une injustice flagrante vis-à-vis du peuple, disaient les paysans de la région de Kazan : il faudrait même rendre au peuple, en même temps que la terre les redevances payées. Car, au fond, ces messieurs n'ont jamais acheté la terre : ils ont su s'en saisir pour la vendre plus tard. C'est du vol. "

" Comment - disaient des paysans à l'éminent savant N. Roubakine, entre 1897 et 1906 - comment, tous ces messieurs : Orloff, Demidoff, Balachoff, ont reçu leurs terres gratuitement des tzars et des tzarines en guise de cadeaux. Et il nous faut les racheter maintenant à de semblables prix ? Ce n'est pas seulement de l'injustice, c'est une franche volerie. "

Voilà pourquoi les paysans ne voulaient plus attendre. Un peu partout, ils s'emparaient carrément des terres, chassant les propriétaires qui ne s'étaient pas déjà enfuis. Ils résolvaient ainsi " le problème agraire " à leur façon et de leur chef, sans se soucier des délibérations, des machinations et des décisions du gouvernement ou de la Constituante.

L'armée, composée surtout de paysans, était certainement prête à soutenir cette action directe.

Le gouvernement provisoire se vit acculé, soit à s'incliner devant cet état de choses, soit à résister, c'est-à-dire lutter contre les paysans en révolte et aussi, presque certainement, contre l'armée. Naturellement, il adopta la tactique de l'attente, espérant, comme pour le problème de la guerre, pouvoir arranger les choses en manoeuvrant avec intelligence et habileté. Il adjurait les paysans d'attendre patiemment la Constituante qui, disait-il, aurait le droit d'établir toute loi et donnerait certainement toute satisfaction aux paysans. Mais il n'y avait rien à faire. Ces appels restaient plus ou moins vains, et cette tactique n'avait aucune chance de succès. Le paysan n'avait pas la moindre confiance dans les paroles des " seigneurs " au pouvoir. Il avait été assez trompé pour ne plus croire ! Il se sentait maintenant assez fort pour pouvoir *prendre* la terre. Pour lui, ce n'était que justice. Et si, parfois, il hésitait encore, c'était uniquement par peur d'être puni en proportion des actes commis.

Le problème ouvrier était aussi insoluble pour un gouvernement bourgeois que celui des paysans. Les masses ouvrières cherchaient à obtenir de la Révolution le maximum de bien-être et de droits. Or, le gouvernement s'évertuait, naturellement, à réduire ces droits au minimum. Des luttes immédiates et très graves étaient également

à prévoir sur ce champ de bataille. Et par quels moyens le gouvernement provisoire pouvait-il faire prévaloir ses thèses ?

Le problème purement économique était, lui aussi, des plus redoutables, parce que étroitement lié aux autres problèmes, d'une part, et ne pouvant souffrir aucun délai, d'autre part. En pleine guerre et en pleine révolution, dans une situation chaotique et dans un pays bouleversé, il fallait organiser à nouveau la production, les transports, les échanges, les finances, etc.

Restait, enfin, *le problème politique*. Dans les conditions données, il ne présentait lui non plus aucune solution valable. Le gouvernement provisoire se chargeait, bien entendu, de convoquer au plus tôt l'Assemblée Constituante. Mais, pour mille raisons, cette tâche ne pouvait réussir. Et, avant tout, il devait nécessairement *redouter* cette Assemblée. Contrairement à ses promesses, son désir intime était de *reculer* la convocation le plus loin possible et de chercher à installer en attendant, par un coup de main heureux, une monarchie " constitutionnelle ". Or, " en attendant ", d'autres obstacles périlleux se dressèrent devant lui.

Le plus sérieux fut *la résurrection des Soviets ouvriers*, notamment de celui de Pétrograd. Celui-ci fut remis sur pied dans les tout premiers jours de la Révolution - par tradition et aussi, comme en 1905, à défaut d'autres organismes ouvriers. Certes, à ce moment-là, les ouvriers y délèguèrent des socialistes modérés (menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite). Mais, tout de même, son idéologie et son programme étaient absolument contraires aux projets du gouvernement provisoire, et, naturellement, l'influence morale et l'activité du Soviet de Pétrograd parvinrent rapidement à rivaliser avec celles du gouvernement, au désavantage de ce dernier.

Le Soviet de Pétrograd fut pour le pays une sorte de second gouvernement. Il donnait le ton à tout le vaste réseau des Soviets de la province et coordonnait leur action. S'appuyant ainsi sur toute la masse laborieuse du pays, il devint vite puissant. Il en imposait aussi de plus en plus à l'armée. Bientôt, les ordres et les instructions des Soviets commencèrent à l'emporter, et de loin, sur ceux du gouvernement provisoire. Dans ces conditions, ce dernier était bien obligé de compter avec les Soviets.

Il va de soi que le gouvernement aurait préféré leur faire la guerre. Mais, entreprendre pareille action contre les ouvriers organisés au lendemain d'une révolution qui proclamait hautement la liberté absolue de parole, de toute organisation et de toute action sociale, était chose impossible. Et puis, sur quelle force réelle pouvait-il s'appuyer pour mener cette lutte ? Il n'en avait point.

Le gouvernement fut donc contraint de faire bonne mine à mauvais jeu, de tolérer son redoutable concurrent et même de " flirter " avec lui. Il sentait bien, lui gouvernement officiel, la fragilité des sympathies qui montaient vers lui de la masse travailleuse et de l'armée. Il se rendait bien compte qu'au premier conflit social sérieux, ces deux forces décisives se rangeraient infailliblement du côté des Soviets.

Il " espérait ", comme par ailleurs. Il cherchait à gagner du temps. Mais la présence de ce second " directoire ", non officiel, si gênant, et avec lequel il fallait traiter, formait pour le " gouvernement provisoire " - officiel mais impuissant - un des plus gros obstacles à surmonter.

La critique violente, la propagande vigoureuse de tous les partis socialistes et surtout des éléments d'extrême gauche (socialistes-révolutionnaires de gauche, bolchéviks, anarchistes) n'étaient pas non plus à dédaigner. Car, naturellement, le gouvernement ne pouvait songer à recourir à des mesures répressives contre la liberté de parole. Et s'il l'osait, quelles seraient les forces qui exécuteraient ses ordres ? Il n'en avait aucune à sa disposition !

Même une bourgeoisie puissante, organisée et fortement trempée, ayant déjà soutenu plus d'un combat contre les éléments adverses et possédant une grande force matérielle (armée, police, argent, etc.), aurait eu du fil à retordre pour arriver à une solution satisfaisante d'un tel ensemble de problèmes et imposer sa volonté, son pouvoir et son " programme " dans de telles conditions. Or, *une pareille bourgeoisie faisait défaut en Russie*. En tant que *classe* ayant conscience d'elle-même, la classe capitaliste russe était à peine à ses débuts. Faible, non organisée, sans tradition ni expérience historique, elle ne pouvait espérer aucun succès. Aussi n'exerçait-elle aucune activité.

Devant représenter " en principe " une bourgeoisie à peu près inexistante et inopérante, le gouvernement provisoire était fatalement condamné à oeuvrer dans le vide. Et ce fut sans doute la cause primordiale de sa faillite.

3.4 Vers un gouvernement socialiste ? La misère du socialisme

Le premier "gouvernement provisoire", essentiellement bourgeois, fut donc fatalement et rapidement réduit à une impuissance manifeste, ridicule, mortelle. Le pauvre faisait ce qu'il pouvait pour se maintenir : il louvoyait, il tergiversait, il "traînait"... En attendant, tous les problèmes brûlants "traînaient" aussi. La critique et ensuite la colère générale contre ce gouvernement fantôme prenaient tous les jours de l'ampleur. Bientôt, on lui rendit l'existence impossible. A peine soixante jours après sa solennelle installation, il dut, sans lutte, céder la place, le 6 mai, à un gouvernement dit "de coalition" (avec une participation socialiste) dont le membre le plus influent était A. Kérensky, socialiste-révolutionnaire (ou, plutôt, socialiste "indépendant") très modéré.

Ce gouvernement socialo-bourgeois pouvait-il espérer arriver à de meilleurs résultats ? Certes non. Car les conditions de son existence et l'impuissance de son action devaient être fatalement les mêmes que celles du premier gouvernement provisoire. Obligé de s'appuyer sur la bourgeoisie impuissante, forcé de continuer la guerre, incapable d'apporter une solution réelle aux problèmes de plus en plus urgents, attaqué vigoureusement par les gauches et se débattant parmi les difficultés de toutes sortes et de toute heure ce deuxième gouvernement provisoire périt sans gloire, de même que le premier, et à peu près dans le même délai (le 2 juillet), pour céder sa place à un troisième gouvernement non moins "provisoire", composé essentiellement de socialistes, avec quelques éléments bourgeois.

C'est à ce moment que Kérensky, maître et chef suprême de ce troisième puis, enfin, d'un quatrième gouvernement (à peu près pareil au précédent) devint, pour quelque temps, une sorte de *duce* du pays, et que le parti socialiste-révolutionnaire, en collaboration étroite avec les menchéviks, parut devoir l'emporter définitivement, comme maître de la Révolution. Encore un pas - et le pays aurait eu un gouvernement socialiste pouvant s'appuyer sur des forces très réelles : la paysannerie, la masse ouvrière, une grande partie de la couche intellectuelle, les Soviets, l'armée, etc.

Pourtant, il n'en fut rien.

A son arrivée au pouvoir, le dernier gouvernement de Kérensky paraissait très fort. Et, en effet, il *pouvait le devenir*.

Kérensky lui-même, avocat et député de tendance socialiste, jouissait d'une très grande popularité, même auprès de vastes masses et à l'armée. Ses discours à la Douma, à la veille de la Révolution, remportaient des succès retentissants. Son avènement au pouvoir suscita d'immenses espoirs dans le pays. Il pouvait s'appuyer, sans réserve, sur les Soviets - donc, sur toute la classe laborieuse - car, à ce moment, l'écrasante majorité des délégués était socialiste et les Soviets se trouvaient entièrement entre les mains des socialistes-révolutionnaires de droite et des social-démocrates menchéviks.

Dans les premières semaines du ministère Kerensky, il était dangereux de critiquer son chef publiquement, tant il avait la confiance du pays. Quelques agitateurs d'extrême gauche l'apprirent à leurs dépens, en voulant parler contre Kérensky sur des places publiques. Il y eut même des cas de lynchage.

Pour mettre à profit tous ces remarquables avantages il fallait que Kérensky remplît - mais remplît effectivement en actes - *une seule condition* : celle préconisée jadis par Danton. Il lui fallait *de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace*.

Eh bien, c'était justement la qualité qui lui manquait totalement !

Dans la situation donnée, "de l'audace" signifiait pour lui : 1° l'abandon immédiat de la guerre (sous une forme qu'il avait à trouver) ; 2° la rupture décisive avec le régime capitaliste et bourgeois (donc, formation d'un gouvernement entièrement socialiste) ; 3° l'orientation immédiate de toute la vie économique et sociale du pays vers un système franchement socialiste.

Tout cela eût été, d'ailleurs, parfaitement logique et "indiqué" pour un gouvernement à tendance *socialiste*, avec une majorité socialiste, avec un chef socialiste... Eh bien, non ! Comme toujours, comme partout ailleurs, les socialistes russes et Kérensky lui-même, au lieu de comprendre la nécessité historique, de saisir le moment propice, d'aller de l'avant et de remplir, enfin, leur véritable programme, restèrent prisonniers de leur "programme" bâtard (dit "minimum") qui leur prescrivait immuablement la lutte *pour une république démocratique bourgeoise*.

Au lieu de se mettre franchement au service des masses laborieuses et de leur émancipation, les socialistes et Kérénsky, prisonniers de leur molle idéologie, ne trouvèrent rien de mieux que de faire le jeu du capitalisme russe et international.

Kérénsky n'osa ni abandonner la guerre, ni, tournant le dos à la bourgeoisie, s'appuyer fermement sur les classes travailleuses, ni même, simplement, continuer la Révolution ! (Il n'osa même pas hâter la convocation de l'Assemblée Constituante.)

Il voulait, lui, continuer la guerre ! A tout prix et par tous les moyens !

Ce qu'il *osa*, ce fut, d'abord, un ensemble de réformes à rebours : rétablissement de la peine de mort et des conseils de guerre sur le front ; mesures répressives à l'arrière ; ce fut, ensuite, une longue série de promenades sur le front pour y prononcer des discours et des harangues enflammées qui devaient, d'après lui, faire renaître chez les soldats l'enthousiasme guerrier des premiers jours. Il se rendait compte que la guerre continuait uniquement par la force de l'inertie Et il voulait lui donner une impulsion nouvelle avec des paroles et des punitions, ne tenant aucun compte des réalités.

Il discourait tant, que son titre de " commandant en chef " (il l'était en même temps que président du conseil des ministres) fut vite modifié par le public en celui de " harangueur en chef".

Environ deux mois suffirent pour que sa popularité tombât au plus ; bas, surtout parmi les travailleurs et les soldats qui finirent par se moquer de ses discours. Ils voulaient des *actes*, eux, des actes de paix et de *Révolution sociale*. Ils voulaient aussi la convocation rapide de la Constituante. (L'obstination avec laquelle tous les gouvernements retardèrent cette convocation fut l'une des raisons de leur impopularité. Les bolchéviks surent bien en profiter, promettant, entre autres, la convocation de l'Assemblée Constituante aussitôt qu'ils seraient au pouvoir.)

En somme, les raisons de la faillite du gouvernement Kérénsky furent les mêmes qui provoquèrent l'échec des gouvernements précédents : l'impossibilité pour les socialistes modérés de cesser la guerre ; l'impuissance lamentable de ce quatrième gouvernement à résoudre les problèmes du moment ; son intention d'emprisonner la Révolution dans les limites d'un régime bourgeois.

Plusieurs circonstances et événements - suites logiques de ces insuffisances fatales - vinrent aggraver la situation et précipiter la chute de Kérénsky.

D'abord, le parti bolchéviste, ayant rassemblé à cette époque ses meilleures forces et possédant ainsi un puissant organisme de propagande et d'action, déversait quotidiennement à travers le pays, par des milliers de voix et d'articles, des critiques, adroites, substantielles, vigoureuses, contre la politique, l'attitude et toute l'activité du gouvernement (et aussi de tous les socialistes modérés). Il prêchait la cessation immédiate de la guerre, la démobilisation, la continuation de la Révolution. Il diffusait, avec la dernière énergie, ses idées sociales et révolutionnaires. Il répétait tous les jours ses promesses de convoquer immédiatement la Constituante et de résoudre enfin, rapidement et avec succès, tous les problèmes de l'heure *s'il arrivait au pouvoir*. Il " tapait " journallement, sans se lasser ni se laisser intimider, sur le même clou : le *Pouvoir !* " Tout le Pouvoir aux Soviets ! " clamait-il du matin au soir et du soir au matin. Le pouvoir politique au pouvoir bolchéviste, et tout sera arrangé, résolu, réalisé.

De plus en plus écouté et suivi par les travailleurs intellectuels, par les masses ouvrières et par l'armée ; multipliant, avec une rapidité vertigineuse, le nombre de ses adhérents et pénétrant ainsi dans toutes les usines et entreprises, le parti bolchéviste disposait déjà en juin, de cadres imposants de militants, d'agitateurs, de propagandistes, d'écrivains, d'organiseurs et d'hommes d'action. Il disposait aussi de fonds considérables. Et il avait à sa tête un comité central valeureux, dirigé par Lénine. Il déploya une activité farouche, fébrile, foudroyante et se sentit bientôt, au moins moralement, maître de la situation. Ceci d'autant plus qu'il n'avait pas de rivaux à l'extrême-gauche : le Parti " socialiste-révolutionnaire de gauche ", beaucoup plus faible, ne pouvait faire que figure de satellite ; le mouvement anarchiste était à peine à ses débuts ; et quant au mouvement syndicaliste révolutionnaire, il était, nous le savons, inexistant.

Kérénsky, se sentant de moins en moins solide, *n'osait* attaquer les bolchéviks résolument, de front. Il recourait, d'une manière décousue, à des demi-mesures qui, insuffisantes pour abattre l'adversaire, lui faisaient, au contraire, de la publicité, attirant sur lui l'attention, l'estime et enfin la confiance des masses. En fin de compte, ces timides réactions renforçaient l'ennemi au lieu de l'affaiblir. Et puis, comme tant d'autres, Kérénsky ne voyait pas le

danger. A ce moment-là, presque personne ne croyait à une victoire bolchéviste. (Il est notoire qu'au sein même du parti, Lénine avait à peu près seul la certitude de vaincre et insistait presque seul sur l'opportunité de préparer l'insurrection.)

Ensuite Kérensky, poussé par les alliés, fasciné par ses rêves guerriers et, probablement, par ses propres harangues, eut le malheur de déclencher, le 18 juin, sa fameuse offensive sur le front allemand : offensive qui échoua lamentablement et porta un coup terrible à sa popularité. Déjà le 3 juillet éclata à Pétrograd une émeute armée contre le gouvernement, avec participation des troupes (particulièrement des marins de Cronstadt), aux cris de : " A bas Kérensky ! Vive la Révolution sociale ! Tout le pouvoir aux Soviets ! " Cette fois, Kérensky put encore - mais difficilement - maîtriser la tempête. Toutefois il perdit l'ombre même de son influence de jadis.

Enfin, un événement particulier lui porta le coup de grâce. Désespéré par la marche ascendante de la Révolution et l'indécision de Kérensky, un général " blanc ", Korniloff, préleva sur le front quelques milliers de soldats (appartenant pour la plupart à des troupes caucasiennes, sortes de troupes coloniales, plus facilement maniables et " dupables "), les trompa sur ce qui se passait dans la capitale et les envoya sur Pétrograd, sous la conduite d'un général dévoué, soi-disant " pour en finir avec les bandes de criminels armés, et défendre le gouvernement impuissant à les exterminer ".

Pour des raisons qu'on saura peut-être un jour exactement, Kérensky ne livra à Korniloff qu'une résistance molle, de pure apparence. La capitale fut sauvée uniquement grâce à un élan fougueux, à un effort prodigieux et à un esprit de sacrifice sublime des ouvriers eux-mêmes. Avec l'aide de la gauche du Soviet de Pétrograd, quelques milliers d'ouvriers s'armèrent en toute hâte et partirent de leur propre initiative " sur le front ", contre Korniloff. Une bataille, à proximité de Pétrograd déjà, resta indécise. Les ouvriers ne cédèrent pas un pouce de terrain. Mais ils y laissèrent de nombreux cadavres et ils n'étaient pas sûrs d'avoir le lendemain assez d'hommes et de munitions. Cependant, grâce à une action rapide et énergique des cheminots et des employés du télégraphe, aidés vigoureusement par des comités de soldats au front, le quartier général de Korniloff fut isolé du front et du pays. D'autre part, la nuit, les soldats de Korniloff, surpris de la résistance héroïque des " bandits ", des " criminels " et des " fainéants ", et flairant la duperie, voulurent examiner les corps. Ils constatèrent que les cadavres avaient, tous, les mains calleuses de travailleurs authentiques. Enfin, quelques groupements socialistes du Caucase à Pétrograd réussirent à faire passer une délégation au camp des troupes de Korniloff. La délégation s'aboucha avec les soldats, les mit au courant de la véritable situation, détruisit définitivement la fable des " bandits " et les persuada d'abandonner la lutte fratricide. Le lendemain matin les soldats de Korniloff déclarèrent qu'ils avaient été trompés, refusèrent de se battre contre leurs frères ouvriers et retournèrent au front. L'aventure échoua.

Dès le lendemain, l'opinion publique accusa Kérensky d'avoir été secrètement de connivence avec Korniloff. Vraie ou non, cette version s'accrédita. Moralement, c'en était fait du gouvernement Kérensky et, en général, des socialistes modérés. Le chemin était déblayé pour une offensive résolue du parti bolchéviste.

Alors se produisit encore un fait dont le rôle fut capital dans la suite des événements. Aux nouvelles élections des délégués (aux Soviets, aux Comités d'usines, aux cellules de l'armée etc.), *les bolchéviks remportèrent une victoire écrasante sur les socialistes modérés*. Ainsi, le parti bolchéviste s'empara définitivement de toute l'action ouvrière et révolutionnaire. Avec le concours des socialistes-révolutionnaires de gauche, il gagna ainsi de vastes sympathies chez les paysans. D'excellentes positions stratégiques pour une attaque décisive étaient maintenant entre ses mains.

Dès ce moment, Lénine envisagea la convocation d'un Congrès panrusse des Soviets qui devait s'insurger contre le pouvoir de Kérensky, le renverser avec l'aide de l'armée et inaugurer celui du parti bolchéviste.

Les préparatifs pour l'exécution de ce plan commencèrent tout de suite, en partie ouvertement, en partie sous le manteau. Lénine, obligé de se cacher, dirigeait les opérations à distance. Kérensky, tout en flairant le danger, était impuissant à le conjurer. Les événements se précipitaient. Le dernier acte du drame allait se jouer.

Résumons.

Tous les gouvernements conservateurs ou modérés qui se suivirent, de février à octobre 1917, prouvèrent leur impuissance à résoudre, dans les conditions données, les problèmes d'une gravité et d'une acuité exceptionnelles, posés devant le pays par la Révolution : telle fut la raison principale pour laquelle ce pays jeta successivement à terre, dans le court espace de huit mois, le gouvernement bourgeois conservateur d'allure constitutionnelle, la démocratie bourgeoise et, enfin, le pouvoir socialiste modéré.

Deux faits, surtout, marquèrent cette impuissance : 1° l'impossibilité pour le pays de continuer la guerre, et, pour les gouvernements en question, de la cesser ; 2° l'urgence que le pays prêtait à la convocation de l'Assemblée Constituante et l'impossibilité où se trouvaient ces gouvernements de la convoquer.

⁷ Le " pouvoir politique " n'est pas une force " en soi ". Il est " fort " tant qu'il peut s'appuyer sur le capital, sur l'armature de l'Etat, sur l'armée, sur la police. Faute de ces appuis, il reste " suspendu dans le vide ", impuissant et inopérant. La Révolution russe nous en donne la preuve formelle : la bourgeoisie russe, tout en ayant eu mains le " pouvoir politique " après février 1917, fut impuissante, et son " pouvoir " tomba de lui-même deux mois plus tard ; car, à la suite de sa carence, elle ne disposait plus d'aucune force réelle : ni d'un capital productif, ni d'une masse confiante, ni d'un solide appareil d'Etat, ni d'une armée à elle. Le deuxième et le troisième " gouvernements provisoires " tombèrent de même et pour la même raison. Et il est fort probable que si les bolcheviks n'avaient pas précipité les événements, le gouvernement de Kerensky aurait subi le même sort un peu plus tard.

Il s'ensuit que, si la Révolution sociale est en passe de l'emporter (de sorte que le capital - sol, sous-sol, usines, moyens de communication, argent, etc. - commence à passer au peuple, et l'armée fait cause commune avec ce dernier), il n'y a pas lieu de se préoccuper du " pouvoir politique ". Si les classes battues tentaient, par tradition, d'en former un, quelle importance cela pourrait-il avoir ? Même si elles réussissaient, ce serait un gouvernement fantôme, inefficace et facilement supprimable par le moindre effort du peuple armé. Et quant à la révolution, quel besoin aurait-elle d'un " gouvernement " d'un " pouvoir politique " ? Elle n'aurait qu'une seule tâche à remplir : celle d'avancer par la même route populaire, de s'organiser, de se consolider, de se perfectionner économiquement, de se défendre si besoin était, de s'étendre, de construire la vie sociale nouvelle des vastes masses, etc. Tout ceci n'a rien à faire avec un " pouvoir politique ". Car, tout ceci est fonction normale du peuple révolutionnaire lui-même, de ses multiples organismes économiques ou sociaux et de leurs fédérations coordinatrices, de ses formations de défense, etc.

Qu'est-ce, au fond, qu'un " pouvoir politique " ? Qu'est-ce qu'une activité " politique " ? Combien de fois posai-je cette question aux membres des partis politiques de gauche sans jamais pouvoir obtenir une réponse ni une définition intelligibles ! Comment pourrait-on définir l'activité politique en tant qu'une activité " en soi ", spécifique et utile pour la communauté, ayant à desservir un rayon déterminé ? On peut se représenter et définir, plus ou moins nettement, l'activité sociale, économique, administrative, juridique, diplomatique, culturelle... Mais une activité " politique " ? Qu'est-ce ? On prétend désigner sous ce nom, précisément, une activité administrative centrale, indispensable pour un ensemble de vaste étendue : un pays. Mais alors, " pouvoir politique " signifierait " pouvoir administratif " ? Il est aisé de voir que ces deux notions ne sont nullement identiques. Sciemment ou inconsciemment, on confond ainsi pouvoir et administration (de même qu'on confond couramment Etat et Société). De fait l'activité " administrative " n'est pas séparée - ni à séparer - de n'importe quelle branche de l'activité humaine : elle en est partie intégrante ; elle fonctionne pour toute activité, en tant que principe d'organisation, de coordination, de centralisation normale (dans la mesure du besoin, fédérativement : de la périphérie au centre). Pour certaines branches de l'activité humaine, on peut concevoir une administration générale. Dans chaque domaine - ou dans un ensemble de domaines - des hommes possédant le don et le savoir d'organisation doivent exercer normalement la fonction d'organiseurs, d'" administrateurs " : fonction qui, simplement, fait partie de toute l'activité dans le domaine en question. Ces hommes, travailleurs comme les autres, doivent assurer ainsi l'" administration des choses " (liaison cohésion, équilibre, etc.), sans qu'il soit nécessaire pour cela d'ériger un " pouvoir politique " rigide en soi. Et le " pouvoir politique " comme tel comme " chose à part ", reste indéfinissable, car il ne correspond à aucune activité humaine normale, réelle, concrète. Et voilà pourquoi un " pouvoir politique " se vide et tombe de lui-même quand les fonctions réelles sont remplies normalement, par les services correspondants. " Comme tel ", il ne peut exister, car il n'y a pas de fonction " politique " spécifique dans une communauté humaine.

M. Goldenweiser, juriste russe raconte dans ses souvenirs (Archives de la Révolution russe, revue des émigrés réfugiés avant la guerre à Berlin) qu'il habitait, lors de la Révolution, une ville d'Ukraine, dans une zone très mouvementée. Par le jeu des événements, la ville resta quelque temps sans " pouvoir " (ni blanc, ni rouge). Et, avec étonnement M. Goldenweiser constate que, durant toute cette période, la population vivait, travaillait et vaquait à ses besoins aussi bien - et même mieux - que lorsque le " pouvoir " y était. M. Goldenweiser n'est pas le seul à constater ce fait. Ce qui est étonnant, c'est que M. Goldenweiser en soit surpris. Serait-ce le " pouvoir " qui ferait vivre, agir et s'entendre les hommes pour satisfaire leurs besoins ? Y eut-il, au cours de l'histoire humaine, un " pouvoir " qui aurait rendu la société bien organisée, harmonieuse, heureuse ? C'est le contraire que l'histoire nous enseigne : les sociétés humaines se trouvaient - dans la mesure où c'était historiquement possible - heureuses, harmonieuses et progressives toujours aux époques où le " pouvoir politique " était faible (ancienne Grèce, certaines périodes du Moyen-Age, etc.) et où la population se trouvait plus ou moins abandonnée à elle-même. Et vice versa : un " pouvoir politique " fort, vrai, n'apportait jamais aux peuples autre chose que malheurs guerres, misère, stagnation et absence de progrès. Le pouvoir " politique " prit pied dans l'évolution des sociétés humaines pour des raisons historiques déterminées qui, de nos jours, n'existent plus. Nous ne pouvons pas nous en occuper ici, cela nous éloignerait trop de notre sujet. Bornons-nous à constater qu'au fond, depuis des millénaires, le " pouvoir " ne sut jamais rien faire d'autre que des guerres. Les manuels scolaires en font foi. Et l'époque actuelle en témoigne d'une façon éclatante.

On prétend que, pour pouvoir " administrer ", il faut pouvoir imposer, commander, recourir à des mesures coercitives. Un " pouvoir politique " serait donc une administration centrale d'un vaste ensemble (pays), disposant de moyens coercitifs. Mais, au besoin, un service administratif populaire peut recourir, comme tel, à des mesures de ce genre sans qu'il soit nécessaire d'installer, pour cela, un " pouvoir politique " spécifique permanent, et même plus efficacement que ce dernier.

On prétend encore que les masses populaires sont incapables de s'organiser et de créer elles-mêmes une administration efficace. Au cours de cet ouvrage le lecteur trouvera, je l'espère, des preuves suffisantes du contraire.

Si, en pleine Révolution sociale, les divers partis politiques veulent s'amuser à " organiser le pouvoir ", le peuple n'a qu'à poursuivre sa besogne révolutionnaire, laissant ces partis dans l'isolement : ce jeu inutile les lassera vite. Si, après février, et surtout après octobre 1917, les travailleurs russes, au lieu de se créer de nouveaux maîtres, avaient tout simplement continué leur tâche, aidés par tous les révolutionnaires, défendus par leur armée, soutenus par le pays entier, l'idée même d'un " pouvoir politique " aurait bientôt disparu à tout jamais.

Au cours de cet ouvrage, le lecteur trouvera de nombreux faits, jusqu'à présent inconnus, qui confirment ces thèses.

La propagande vigoureuse de l'extrême-gauche pour l'arrêt immédiat de la guerre, pour la convocation rapide de la Constituante et pour la Révolution sociale intégrale comme seul moyen de salut, avec d'autres facteurs de moindre importance, animèrent cette marche foudroyante de la Révolution.

Ainsi la Révolution russe, déclenchée fin février 1917 contre le tzarisme, brûla rapidement les étapes d'une révolution politique bourgeoise : démocratique et socialiste modérée.

En octobre, le chemin étant déblayé de tous les obstacles, la Révolution se plaça, effectivement et définitivement, sur le terrain de la *Révolution sociale*. Et il fut tout à fait logique et naturel que, après la faillite de tous les gouvernements et partis politiques modérés, les masses laborieuses se tournassent vers le dernier parti existant, le seul qui restât debout, le seul qui envisageât sans crainte la Révolution sociale, le seul qui promît, à condition d'arriver au pouvoir, la solution rapide et heureuse de tous les problèmes : *le parti bolchéviste*.

Le mouvement *anarchiste*, répétons-le, était encore bien trop faible pour avoir une influence immédiate et concrète sur les événements. Et le mouvement *syndicaliste* n'existait pas.

Du point de vue *social*, la situation était la suivante :

Trois éléments fondamentaux se trouvaient en présence : 1° la bourgeoisie ; 2° la classe ouvrière ; 3° le parti bolchéviste, figurant comme idéologue et " avant-garde ".

La *bourgeoisie*, le lecteur le sait, était faible. Le parti bolchéviste n'eut pas trop de difficulté à l'écraser.

La *classe ouvrière*, elle aussi, était faible. Non organisée (dans le vrai sens du terme), inexpérimentée et, au fond, inconsciente de sa véritable tâche, elle ne sut agir aussitôt *elle-même*, pour son propre compte. *Elle s'en remit au parti bolchéviste, qui s'empara de l'action.*

Ajoutons-y une note qui, certes, anticipera quelque peu sur les faits, mais qui permettra au lecteur de mieux les suivre, de mieux les comprendre.

Cette insuffisance de la classe ouvrière russe au début de la Révolution sera fatale pour la suite des événements et aussi pour la Révolution tout entière. (Nous avons parlé de ce néfaste " Passif " de la Révolution avortée de 1905-06 : *la classe ouvrière ne conquiert pas le droit de s'organiser* ; elle resta éparpillée. En 1917 elle s'en ressentira.)

Le parti bolchéviste, disons-nous, s'empara de l'action. Et, au lieu de prêter simplement main-forte aux travailleurs, dans leurs efforts pour achever la Révolution et pour s'émanciper ; au lieu de les *aider* dans leur lutte, rôle que dans leur pensée les ouvriers lui assignaient, rôle qui, normalement devrait être celui de tous les idéologues révolutionnaires et qui n'exige nullement la prise ni l'exercice du " pouvoir politique " ⁷, au lieu de remplir ce rôle, le parti bolchéviste, une fois au pouvoir, s'y installa naturellement, *en maître absolu* ; il s'y corrompit vite ; il s'organisa en une caste privilégiée et, par la suite, il *écrasa et subjuga la classe ouvrière pour l'exploiter, sous des formes nouvelles, dans ses propres intérêts.*

De ce fait, toute la Révolution sera faussée, déviée, égarée. Car, lorsque les masses populaires se seront rendu compte de l'erreur et du péril, il sera trop tard : après une lutte entre elles et les nouveaux maîtres, solidement organisés et disposant de forces matérielles, administratives, militaires et policières suffisantes, - lutte âpre, mais inégale, qui durera quelque trois ans et restera longtemps quasi ignorée hors de Russie - le peuple succombera. La véritable Révolution émancipatrice sera une fois de plus étouffée, par les " révolutionnaires " eux-mêmes.

3.5 La révolution bolcheviste

3.5.1 La chute du gouvernement Kérensky. - La victoire du parti bolcheviste.

A partir d'octobre, le dénouement approche. Les masses sont prêtes à une nouvelle révolution. Quelques soulèvements spontanés depuis juillet (celui déjà cité de Pétrograd, celui de Kalouga, celui de Kazan) et d'autres mouvements de masses et de troupes, çà et là, le prouvent suffisamment.

Le parti bolcheviste se voit, d'ores et déjà, en mesure de s'appuyer sur deux forces réelles : la confiance des vastes masses et une forte majorité de l'armée. Il passe à l'action et prépare fébrilement la bataille décisive qu'il veut mener pour son compte. Son agitation fait rage. Il met la dernière main à la formation des cadres ouvriers et militaires pour le combat décisif. Il organise aussi, définitivement, ses propres cadres et dresse, pour le cas

Espérons que la prochaine révolution pourra entrevoir le vrai chemin et ne se laissera pas égarer par des " révolutionnaires en chambre " politique.

de succès, la liste éventuelle du nouveau gouvernement bolcheviste, Lénine en tête. Ce dernier surveille les événements de près et passe ses dernières instructions. Trotsky, bras droit très actif de Lénine, rentré depuis plusieurs mois des Etats-Unis, où il séjournait en dernier lieu après son évasion de la Sibérie, participera au pouvoir en bonne place.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche agissent d'accord avec les bolcheviks.

Les anarcho-syndicalistes et les anarchistes, peu nombreux et mal organisés, mais très actifs aussi, font, de leur côté, tout ce qu'ils peuvent pour soutenir et encourager l'action des masses contre Kérensky. Toutefois, ils s'efforcent d'orienter la nouvelle Révolution non pas sur la voie politique, vers la conquête du pouvoir par un parti, mais sur le chemin véritablement social : vers une organisation et une collaboration libres, d'esprit libertaire.

La suite des événements est à peu près connue. Citons les faits, brièvement.

La faiblesse extrême du gouvernement Kérensky une fois constatée, la sympathie d'une majorité écrasante des masses laborieuses acquise, le soutien actif de la flotte de Cronstadt - toujours à l'avant-garde de la Révolution - et de la majorité des troupes de Pétrograd assuré, le Comité Central du parti bolcheviste fixa l'insurrection au 25 octobre (7 novembre, nouveau style). Le Congrès panrusse des Soviets fut convoqué à la même date.

Dans l'esprit des membres du Comité Central, ce Congrès - l'écrasante majorité des délégués étant bolcheviste et suivant aveuglément les directives du parti - devait, au besoin, proclamer et appuyer la Révolution, rallier toutes les forces révolutionnaires du pays, faire face à la résistance éventuelle de Kérensky, etc.

L'insurrection se produisit, effectivement, le 26 octobre au soir. Le Congrès des Soviets se réunit à Pétrograd le même jour. Mais il n'eut pas à intervenir.

Il n'y eut, non plus, ni combats de rues, ni barricades : aucune lutte de vaste envergure.

Tout se passa d'une façon simple et rapide.

Abandonné par tout le monde, le gouvernement Kérensky, se cramponnant à des chimères, siégeait au Palais d'Hiver. Ce dernier était défendu par un bataillon " d'élite ", un bataillon de femmes et une poignée de jeunes officiers aspirants.

Des détachements de troupes acquises aux bolcheviks, agissant d'après un plan établi en liaison étroite avec le Congrès des Soviets et le Comité Central du parti, cernèrent le Palais et attaquèrent ses défenseurs. L'action des troupes fut soutenue par des navires de guerre de la flotte baltique, venus de Cronstadt et alignés sur la Néva, face au Palais. Il y avait notamment le croiseur *Avrora*.

Après une courte escarmouche et quelques coups de canon tirés du croiseur, les troupes bolchévistes s'emparèrent du Palais.

Entre temps, Kérensky réussit à fuir. Les autres membres de son gouvernement furent arrêtés.

Ainsi, à Pétrograd, l' " insurrection " se limita à une petite opération militaire, menée par le parti bolcheviste. Le siège du gouvernement devenu vide, le Comité Central du parti s'y installa en vainqueur. Ce fut presque une révolution de palais.

Une tentative de Kerensky de marcher sur Pétrograd avec quelques troupes prélevées sur le front (des cosaques et, encore, la division caucasienne) échoua - grâce à une vigoureuse intervention armée des masses ouvrières de la capitale et surtout, à nouveau, des marins de Cronstadt, venus en hâte à la rescousse. Dans une bataille près de Gatchina, aux environs de Pétrograd, une partie des troupes de Kérensky fut battue ; une autre passa au camp révolutionnaire. Kérensky se sauva et gagna l'étranger.

A Moscou et ailleurs, la prise du pouvoir par le parti bolcheviste s'effectua avec moins de facilité.

Moscou vécut dix jours de combats acharnés entre les forces révolutionnaires et celles de la réaction. Il y eut beaucoup de victimes. Plusieurs quartiers de la ville furent fortement endommagés par le feu de l'artillerie. Finalement, la Révolution l'emporta.

Dans certaines autres villes, également, la victoire fut arrachée de haute lutte.

La campagne, d'une façon générale, resta calme ou plutôt indifférente. Les paysans étaient trop absorbés par leurs préoccupations locales : depuis longtemps, ils étaient en train de résoudre eux-mêmes " le problème agraire ". Au demeurant, ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que les bolcheviks prissent le pouvoir. Du moment qu'ils avaient la terre et ne redoutaient pas le retour du " pomestchik ", ils étaient à peu près satisfaits et se souciaient peu des tenants du trône. Ils ne s'attendaient à rien de mauvais de la part des bolcheviks. Et ils

avaient entendu dire que ceux-ci voulaient faire cesser la guerre, ce qui leur paraissait parfaitement juste et concevable. Ils n'avaient donc aucune raison de combattre la nouvelle révolution.

La façon dont cette révolution fut accomplie illustre on ne peut mieux l'inutilité d'une lutte autour du " pouvoir politique ". Si, pour telle ou telle raison, celui-ci est soutenu par une forte partie de la population et surtout par l'armée il est impossible de l'abattre ; donc, ce n'est pas la peine de s'y attaquer. Si, au contraire, il est abandonné par la majorité et par l'armée - ce qui se produit lors d'une véritable révolution - alors ce n'est pas la peine de s'en occuper spécialement : au moindre geste du peuple en armes, il tombe comme un château de cartes. Il faut s'occuper, non pas du pouvoir " politique ", mais *du pouvoir réel de la révolution*, de ses inépuisables forces spontanées, potentielles, de son irrésistible élan, des immenses horizons qu'elle ouvre, en bref, de toutes les énormes possibilités qu'elle porte dans son sein.

Cependant, comme on sait, dans plusieurs régions - notamment à l'Est et dans le Midi - la victoire des bolcheviks ne fut pas complète. Des mouvements contre-révolutionnaires se dessinèrent bientôt ; ils se précisèrent, prirent de l'importance et aboutirent à une véritable guerre civile qui dura jusqu'à la fin de l'année 1921.

L'un de ces mouvements, dirigé par le général Dénikine (1919), prit les proportions d'un soulèvement très dangereux pour le pouvoir bolcheviste. Parti des profondeurs de la Russie méridionale (région du Don et du Kouban, Ukraine, Crimée, Caucase), l'armée de Dénikine arriva, en été 1919, presque aux portes de Moscou. (Le lecteur apprendra par ailleurs les raisons qui firent la force de ce mouvement ainsi que la façon dont ce danger imminent put être écarté, *une fois de plus en dehors du " pouvoir politique " bolcheviste*, prêt à lâcher pied.)

Très dangereux fut, également, le soulèvement déclenché plus tard par le général Wrangel, dans les mêmes parages.

Assez menaçant fut, auparavant, le mouvement commandé militairement par l'amiral Koltchak, dans l'Est.

D'autres rebellions contre-révolutionnaires, par-ci par-là, furent de moindre importance.

La plupart de ces mouvements ont été, dans une certaine mesure, soutenus et alimentés par des interventions étrangères. Certains ont été épaulés et même politiquement dirigés par les socialistes modérés : les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks.

D'autre part, le pouvoir bolcheviste dut soutenir une lutte, longue et difficile : 1° contre ses ex-partenaires, les socialistes-révolutionnaires de gauche ; 2° *contre les tendances et le mouvement anarchistes*. Naturellement, ces mouvements de gauche combattirent les bolcheviks, non pas du côté contre-révolutionnaire, mais, au contraire, au nom de la " véritable Révolution sociale " trahie, à leur sens, par le parti bolcheviste au pouvoir.

Nous reparlerons de tous ces mouvements, d'une manière plus détaillée, dans la dernière partie de notre ouvrage. Mais, notons ici même que la naissance, et, surtout, l'ampleur et la vigueur de ces mouvements contre-révolutionnaires furent le résultat fatal de la carence du pouvoir bolcheviste, de son impuissance à organiser la vie économique et sociale nouvelle. Le lecteur verra par la suite quelle a été l'évolution *réelle* de la Révolution d'octobre, et aussi quels furent les moyens par lesquels le nouveau pouvoir sut, finalement, s'imposer, se maintenir, maîtriser la tempête et " résoudre " à sa façon les problèmes de la Révolution.

En somme, c'est à partir de l'année 1922 seulement que le parti bolcheviste au pouvoir put se sentir définitivement - au moins pour un moment historique donné - maître de la situation.

L'explosion et ses effets immédiats prirent fin. Sur les ruines du tzarisme et du système féodalo-bourgeois, il fallait maintenant commencer à édifier la société nouvelle.

LIVRE II : Le bolchevisme et l'anarchie

4. Les deux idées de la Révolution

4.1 Deux conceptions opposées de la Révolution sociale

Notre principale tâche est de fixer et d'examiner, dans la mesure de nos moyens, ce que la Révolution russe comporte *d'inconnu ou de peu connu*.

Soulignons un fait qui, sans être ignoré, n'est pas pris en considération ou, plutôt, ne l'est que superficiellement dans les pays occidentaux

À partir d'octobre 1917, la Révolution russe s'engage sur un terrain tout à fait nouveau : celui de la grande Révolution Sociale. Elle avance ainsi sur un chemin très particulier, totalement inexploré.

Il s'ensuit que la marche ultérieure de la Révolution revêt un caractère également nouveau, original.

(Notre exposé ne ressemblera donc plus, désormais, à ce qu'il a été jusqu'à présent. Son allure générale, les éléments qui le composent, son langage même, changeront, prenant un aspect inaccoutumé, spécial. Ce changement ne devra pas étonner le lecteur.)

Passons à un autre fait qui est moins connu et, pour beaucoup de lecteurs, sera inattendu. Nous l'avons, cependant, laissé entrevoir.

Au cours des crises et des faillites qui se succédèrent jusqu'à la Révolution d'octobre 1917, il n'y eut pas que le bolchevisme comme conception de la Révolution Sociale à accomplir. Sans parler de la doctrine socialiste-révolutionnaire (de gauche), apparentée au bolchevisme par son caractère politique, autoritaire, étatiste et centraliste, ni de quelques autres petits courants similaires, une seconde idée fondamentale, envisageant également une franche et intégrale Révolution Sociale, se précisa et se répandit dans les milieux révolutionnaires et aussi au sein des masses laborieuses : ce fut l'idée anarchiste.

Son influence, très faible au début, augmenta au fur et à mesure que les événements prirent de l'ampleur. Fin 1918, cette influence devint telle que les bolcheviks qui n'admettaient aucune critique - et encore moins une contradiction ou une opposition - s'inquiétèrent sérieusement. A partir de 1919 et jusqu'à fin 1921 ils durent soutenir une lutte très sévère contre les progrès de cette idée : lutte au moins aussi longue et âpre que le fut celle contre la réaction.

Soulignons, à ce propos, un troisième fait qui n'est pas assez connu : le bolchevisme au pouvoir combattit l'idée et le mouvement anarchistes et anarcho-syndicalistes, non pas sur le terrain des expériences idéologiques ou concrètes, non pas au moyen d'une lutte franche et loyale, mais avec les mêmes méthodes de répression qu'il employa contre la réaction : méthodes de pure violence. Il commença par fermer brutalement les sièges des organisations libertaires, par interdire aux anarchistes toute propagande ou activité. Il condamna les masses à ne pas entendre la voix anarchiste, à la méconnaître. Et puisque, en dépit de cette contrainte l'idée gagnait du terrain, les bolcheviks passèrent rapidement à des mesures plus violentes : la prison, la mise hors la loi, la mise à mort. Alors, la lutte inégale entre les deux tendances - l'une au pouvoir, l'autre face au pouvoir - s'aggrava, s'amplifia et aboutit, dans certaines régions, à une véritable guerre civile. En Ukraine, notamment, cet état de guerre dura plus de deux ans, obligeant les bolcheviks à mobiliser toutes leurs forces pour étouffer l'idée anarchiste et pour écraser les mouvements populaires inspirés par elle. Ainsi, la lutte entre les deux conceptions de la Révolution Sociale et, du même coup, entre le Pouvoir bolcheviste et certains mouvements des masses laborieuses tint une place très importante dans les événements de la période 1919-1921.

Cependant, pour des raisons faciles à comprendre, tous les auteurs sans exception, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche - nous ne parlons pas de la littérature libertaire - passent ce fait sous silence. Nous sommes donc obligé de le fixer, d'y apporter toutes les précisions, d'y attirer l'attention du lecteur.

D'autre part, une double question surgit :

1. Puisque, à la veille de la Révolution d'octobre, le bolchevisme rallia la majorité écrasante des suffrages populaires, quelle fut la cause de l'importante et rapide ascension de l'idée anarchiste ?
2. Quelle fut, exactement, la position des anarchistes vis-à-vis des bolcheviks, et pourquoi ces derniers durent-ils combattre - et combattre violemment - l'idée et le mouvement libertaires ?

C est en répondant à ces deux questions qu'il nous sera le plus facile de révéler au lecteur le vrai visage du bolchevisme .

C'est aussi en confrontant les deux idées en présence et les deux mouvements en action qu'on arrivera le mieux à les connaître, à les apprécier à leur juste valeur, à comprendre le pourquoi de cet état de guerre entre les deux camps et, enfin, à " tâter le pouls " de la Révolution après le bouleversement bolcheviste d'octobre.

Comparons donc, *grosso modo*, les deux idées en présence :

L'idée bolcheviste était d'édifier, sur les ruines de l'Etat bourgeois, *un nouvel " Etat ouvrier "*, de constituer un " *gouvernement ouvrier et paysan* ", d'établir la " *dictature du prolétariat* ".

L'idée anarchiste était de transformer les bases économiques et sociales de la société *sans avoir recours à un Etat politique, à un gouvernement, à une " dictature "*, quels qu'ils fussent, c'est-à-dire de réaliser la Révolution et de résoudre ses problèmes non par le moyen *politique et étatique*, mais par celui d'une activité naturelle et libre, *économique et sociale, des associations des travailleurs eux-mêmes*, après avoir renversé le dernier gouvernement capitaliste.

Pour coordonner l'action, la première conception envisageait un pouvoir politique central, organisant la vie de l'Etat à l'aide du gouvernement et de ses agents, et d'après les directives formelles du " centre ".

L'autre conception supposait : l'abandon définitif de l'organisation politique et étatique ; une entente et une collaboration *directes et fédératives* des organismes économiques, sociaux, techniques ou autres (syndicats, coopératives, associations diverses, etc.), localement, régionalement, nationalement, internationalement ; donc, une centralisation, non pas *politique et étatiste* allant du centre gouvernemental à la périphérie *commandée* par lui, mais *économique et technique*, suivant les besoins et les intérêts réels, allant de la périphérie aux centres, établie d'une façon naturelle et logique, selon les nécessités concrètes, sans domination ni commandement.

Il est à noter combien absurde - ou intéressé - est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir " que détruire ", de n'avoir aucune idée " positive ", constructive, surtout lorsque ce reproche leur est lancé par les " gauches ". Les discussions entre les partis politiques d'extrême-gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet *la tâche positive et constructive* à accomplir après la destruction de l'Etat bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait être alors le mode d'édification de la société nouvelle : étatiste, centraliste et politique, ou fédéralistes apolitique et simplement sociale ? Tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres : preuve irréfutable que la préoccupation essentielle des anarchistes fut toujours, précisément, *la construction future*.

A la thèse des partis : Etat " transitoire ", politique et centralisé, les anarchistes opposent la leur : passage progressif *mais immédiat* à la vraie communauté, économique et fédérative. Les partis politiques s'appuient sur la structure sociale léguée par les siècles et les régimes révolus, et ils prétendent que ce modèle comporte des idées constructrices. Les anarchistes estiment qu'une construction nouvelle exige, *dès le début*, des méthodes nouvelles, *et ils préconisent ces méthodes*. Que leur thèse soit juste ou fautive, elle prouve, de toute façon, qu'ils savent parfaitement ce qu'ils veulent et qu'ils ont des idées constructrices nettes.

De façon générale, une interprétation erronée - ou, le plus souvent, sciemment inexacte - prétend que la conception libertaire signifie l'absence de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d' " organisation " ou de " non-organisation ", mais de *deux principes différents d'organisation*.

Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi - et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres - que si une révolution en reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine. Et c'est alors que surgit la grave question : quels doivent être le mode et la base de cette organisation ?

Les uns prétendent qu'un groupe dirigeant central - groupe " d'élite " - doit se former pour prendre en main l'oeuvre entière, la mener d'après sa conception, imposer cette dernière à toute la collectivité, établir un gouvernement et organiser un Etat, dicter sa volonté à la population, imposer ses " lois " par la force et la violence, combattre, éliminer et même supprimer ceux qui ne sont pas d'accord avec lui.

Les autres estiment qu'une pareille conception est absurde, contraire aux tendances fondamentales de l'évolution humaine et, en fin de compte, plus que stérile : néfaste à l'oeuvre entreprise. Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible

doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais - ce qui est exactement le contraire - de tous les points, pour aboutir à des noeuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous ces points. Bien entendu, il faut que l'esprit organisateur, que les hommes capables d'organiser - les "élites" - interviennent. Mais, en tout lieu et en toute circonstance, toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'oeuvre commune, en vrais *collaborateurs*, et non en *dictateurs*. Il faut que, partout, ils donnent l'exemple et s'emploient à grouper, à coordonner, à organiser les bonnes volontés, les initiatives, les connaissances, les capacités et les aptitudes, sans les dominer, les subjuguier ou les opprimer. Pareils hommes seraient de *vrais organisateurs* et leur oeuvre constituerait la *véritable organisation*, féconde et solide, parce que naturelle, humaine, effectivement progressive. Tandis que l'autre "organisation", *calquée sur celle d'une vieille société d'oppression et d'exploitation - donc adaptée à ces deux buts* - serait stérile et instable parce que non conforme aux *buts nouveaux*, donc nullement progressive. En effet, elle ne comporterait aucun élément d'une société *nouvelle*; au contraire, elle porterait à leur paroxysme toutes les tares de la vieille société, puisque *n'ayant modifié que leur aspect*. Appartenant à une société périmée, dépassée sous tous les rapports, donc impossible en tant qu'institution naturelle, libre et vraiment humaine, elle ne pourrait se maintenir autrement qu'à l'aide d'un nouvel *artifice*, d'une nouvelle tromperie, d'une nouvelle violence, de nouvelles oppressions et exploitations. Ce qui, fatalement, détournerait, fausserait et mettrait en péril toute la révolution. Il est évident qu'une pareille organisation resterait improductive *en tant que moteur de la Révolution Sociale*. Elle ne pourrait aucunement servir comme "société de transition" (ce que prétendent les "communistes"), car une telle société devrait nécessairement posséder au moins quelques-uns des *germes* de celle vers laquelle elle évoluerait; or, toute société autoritaire et étatiste ne posséderait que des résidus de la société déchue.

D'après la thèse libertaire, c'étaient les masses laborieuses *elles-mêmes* qui, au moyen de leurs divers organismes de classe (comités d'usines, syndicats industriels et agricoles, coopératives, etc.), *fédérés* et centralisés *selon les besoins réels*, devaient s'appliquer, partout sur place, à la solution des problèmes constructifs de la Révolution. Par leur action puissante et féconde, parce que libre et consciente, elles devaient coordonner leurs efforts sur toute l'étendue du pays. Et quant aux "élites", leur rôle, tel que le concevaient les libertaires, était *d'aider les masses*: les éclairer, les instruire, leur donner les conseils nécessaires, les pousser vers telle ou telle initiative, leur montrer l'exemple, les soutenir dans leur action, *mais non pas les diriger gouvernementalement*.

D'après les libertaires, la solution heureuse des problèmes de la Révolution Sociale ne pouvait résulter que de l'oeuvre librement et consciemment collective et solidaire de millions d'hommes y apportant et y harmonisant toute la variété de leurs besoins et de leurs intérêts ainsi que celle de leurs idées, de leurs forces et capacités, de leurs dons, aptitudes, dispositions, connaissances professionnelles, savoir-faire, etc. Par le jeu naturel de leurs organismes économiques, techniques et sociaux, avec l'aide des "élites" et, au besoin, sous la protection de leurs forces armées librement organisées, les masses laborieuses devaient, d'après les libertaires, pouvoir effectivement pousser en avant la Révolution Sociale et arriver progressivement à la réalisation pratique de toutes ses tâches.

La thèse bolcheviste était diamétralement opposée. Selon les bolcheviks, c'était *l'élite* - leur élite - qui, formant un gouvernement (dit "ouvrier" et exerçant la soi-disant "dictature du prolétariat"), devait poursuivre la transformation sociale et résoudre ses immenses problèmes. Les masses devaient aider cette élite (thèse inverse de celle des libertaires: l'élite devant aider les masses) en exécutant fidèlement, aveuglément, "mécaniquement", ses desseins, ses décisions, ses ordres et ses "lois". Et la force armée, calquée elle aussi sur celle des pays capitalistes, devait obéir aveuglément à "l'élite".

Telle fut - et telle est - la différence essentielle entre les deux idées.

Telles furent aussi les deux conceptions opposées de la Révolution Sociale au moment du bouleversement russe de 1917.

Les bolcheviks, nous l'avons dit, ne voulurent même pas entendre les anarchistes, encore moins les laisser exposer leur thèse devant les masses. Se croyant en possession d'une vérité absolue, indiscutable, "scientifique", prétendant devoir l'imposer et l'appliquer d'urgence, ils combattirent et éliminèrent le mouvement libertaire *par la violence*, dès que celui-ci commença à intéresser les masses; procédé habituel de tous les dominateurs, exploités et inquisiteurs.

Dès octobre 1917, les deux conceptions entrèrent en conflit d'une manière de plus en plus aiguë et sans compromis possible.

Quatre ans durant, ce conflit tiendra en haleine le pouvoir bolcheviste, jouant un rôle de plus en plus marquant dans les péripéties de la Révolution, jusqu'à l'écrasement définitif du courant libertaire " manu militari " (fin 1921).

Nous avons déjà dit qu'en dépit, ou plutôt justement, en raison de l'importance de ce fait et de l'enseignement qu'il apporte, il est soigneusement tu par la presse " politique " tout entière.

4.2 Les causes et les conséquences de la conception bolcheviste

4.2.1 Quelques appréciations.

Ce fut, on le sait, la conception politique, gouvernementale, étatiste et centraliste qui l'emporta.

Ici se pose préalablement une question qu'il importe d'éclaircir avant de revenir aux événements et sur d'autres questions.

Quelles furent les raisons fondamentales qui permirent au bolchevisme de l'emporter sur l'anarchisme dans la Révolution russe ? Comment apprécier ce triomphe ?

La différence numérique et la mauvaise organisation des anarchistes ne suffisent pas pour expliquer leur insuccès : au cours des événements, leur nombre aurait pu s'élever et leur organisation s'améliorer.

La violence seule n'est pas non plus une explication suffisante : si de vastes masses avaient pu être saisies à temps par les idées anarchistes, la violence n'eût pu s'exercer.

D'autre part, on le verra, l'échec n'est imputable ni à l'idée anarchiste comme telle ni à l'attitude des libertaires : il fut la conséquence presque inéluctable d'un ensemble de faits indépendants de leur volonté.

⁸ Pour éviter toute confusion, je tiens à donner ici-même quelques précisions.

J'emploie partout le terme Etat dans son sens actuel, courant et concret : sens qu'il a acquis au bout d'une longue évolution historique, sens qui est parfaitement et uniformément accepté par tout le monde ; sens, enfin, qui justement constitue l'objet de toute la controverse.

Etat signifie un organisme politique figé, " mécaniquement " centralisé ou dirigé par un Gouvernement politique s'appuyant sur un ensemble de lois et d'institutions coercitives.

Certains auteurs et contradicteurs bourgeois, socialistes et communistes, prenant le terme " Etat " dans un autre sens, vaste et général, déclarent que tout ensemble social organisé, de grande envergure, représente un " Etat ". Et ils en déduisent que toute Société nouvelle, quelle qu'elle soit, sera " forcément " un " Etat ". D'après eux, nous discutons vainement sur un mot.

D'après nous, ils jouent ainsi sur les mots. A une notion concrète, généralement admise et historiquement donnée, ils en substituent une autre, et ils combattent, au nom de celle-ci, l'idée anti-étatiste (libertaire, anarchiste). De plus, ils confondent ainsi - inconsciemment ou volontairement - deux notions essentiellement différentes : Etat et Société.

Il va de soi que la société future - la vraie - sera une " société ". Que les " sociétaires " d'alors l'appellent " Etat " ou différemment, est secondaire. Il ne s'agit pas du mot, mais de l'essence. (Il est à supposer qu'ils abandonneront un terme qui désigne une forme de société déterminée et périmée. De toute façon, si la société future - la bonne - est appelée " Etat ", ce sera donc en lui donnant un sens tout autre que celui qui est controversé.) Ce qui importe - et ce que les anarchistes affirment - c'est que cette société future sera incompatible avec ce qu'on appelle " Etat " présentement.

Je profite de l'occasion pour faire remarquer que de nombreux auteurs ont tort d'admettre seulement deux définitions jusqu'ici acceptées : ou bien l'Etat (qu'ils confondent avec la Société) ou bien la libre concurrence désordonnée et la lutte chaotique entre individus ou groupes d'individus. Consciemment ou inconsciemment, ils omettent une troisième éventualité qui ne serait ni un " Etat " (dans le sens concret indiqué), ni une agglomération quelconque d'individus, mais une société basée sur des rapports libres et naturels entre toutes sortes d'associations et de fédérations : consommateurs, producteurs...

Il existe donc, non pas un, mais deux anti-étatismes essentiellement différents : l'un, déraisonnable et, partant, facilement attaquant, prétendument basé sur le " libre caprice des individus " (qui donc a prêché une pareille absurdité ? ne serait-ce pas là une pure invention, lancée pour les besoins de la cause ?), l'autre apolitique, mais basé raisonnablement sur quelque chose de parfaitement organisé : sur des rapports de coopération entre diverses associations. C'est au nom de ce dernier anti-étatisme que l'anarchisme combat l'Etat.

Une observation analogue doit être faite pour le terme gouvernement. Nombreux sont ceux qui déclarent : " On ne pourra jamais se passer d'hommes qui organisent, administrent, dirigent, etc. " Eh bien, ceux qui le font pour un vaste ensemble social - pour un " Etat " - forment un " Gouvernement ", qu'on le veuille ou non. Et ils prétendent encore qu'on discute sur des mots ! On tombe ici dans la même erreur : le gouvernement politique et coercitif d'un Etat politique est une chose ; un corps d'animateurs, d'organiseurs, d'administrateurs ou de directeurs techniques, professionnels ou autres, indispensables au fonctionnement coordonné des associations, des fédérations, etc., en est une autre.

Ne jouons donc pas sur les mots, pour ne pas avoir l'air de discuter sur des mots ! Soyons nets et francs. Admet-on, oui ou non qu'un " Etat " politique, dirigé par un " Gouvernement " représentatif, politique ou autre, puisse servir de cadre à une vraie société future ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est déjà pour une bonne part. Admet-on, oui ou non, qu'un " Etat " politique, etc., puisse servir de société " transitoire " vers le véritablement socialisme ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est.

Cherchons donc à établir les causes essentielles de la défaite de l'idée anarchiste. Elles sont multiples. Enumérons-les, par ordre d'importance, et tâchons de les juger à leur juste valeur.

1° *L'état d'esprit général des masses populaires* (et aussi des couches cultivées).

En Russie, comme partout ailleurs, l'Etat et le gouvernement apparaissaient aux masses comme des éléments indispensables, naturels historiquement fondés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'Etat, si le Gouvernement⁸ représentaient des institutions " normales ", utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait pas à l'esprit. Et si quelqu'un la formulait, il commençait - et très souvent aussi il finissait - par ne pas être compris.

(Au cours de la Révolution, les masses devenaient, intuitivement, de plus en plus " anarchisantes ". Mais il leur manquait la conscience et les connaissances anarchistes. Et le temps pour s'en pénétrer leur manqua aussi.)

2° Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à une évolution et à une ambiance millénaires, donc devenu une " seconde nature ", fut raffermi ensuite - surtout en Russie où la littérature anarchiste n'existait à peu près pas, sauf quelques brochures et tracts clandestins - *par la presse tout entière*, y compris celle des partis socialistes.

N'oublions pas que la jeunesse russe avancée lisait une littérature qui, invariablement, présentait le socialisme sous un jour *étatiste*. Les marxistes et les antimarxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres *l'Etat restait la base indiscutable de toute société moderne*.

Jamais les jeunes générations russes ne se représentaient le socialisme autrement que dans un cadre étatiste. A part quelques rares exceptions individuelles, la conception anarchiste leur resta inconnue jusqu'aux événements de 1917. Non seulement la presse, mais *toute l'éducation* - et de tout temps - eurent un caractère étatiste.

3° C'est pour les raisons exposées ci-dessus que les partis socialistes, y compris les bolcheviks, purent disposer, *au début même de la Révolution*, de cadres importants de militants prêts à l'action.

Les membres des partis socialistes modérés étaient, à ce moment déjà, relativement nombreux en Russie, ce qui fut une des causes du succès des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite.

Quant aux cadres bolchevistes, ils se trouvaient alors surtout à l'étranger. Mais tous ces hommes regagnèrent rapidement leur pays et se mirent aussitôt à l'oeuvre.

Comparativement aux forces socialistes et bolchévistes, qui agissaient ainsi en Russie dès le début de la Révolution sur une vaste échelle et d'une façon massive, organisée, serrée, *les anarchistes n'étaient alors qu'une petite poignée d'hommes sans influence*.

(Il ne s'agit pas seulement du nombre. Reniant les moyens et les buts *politiques*, les anarchistes, logiquement, ne forment pas de parti politique artificiellement discipliné en vue de la conquête du pouvoir. Ils s'organisent en groupes de propagande ou d'action sociale et ensuite en associations ou en fédérations, suivant une discipline libre. Ce mode d'organisation et d'action contribue à les mettre, provisoirement, dans un état d'infériorité vis-à-vis des partis politiques. Cela, d'ailleurs, ne les décourage nullement, car ils travaillent pour le jour où les vastes masses ayant compris - par la force des choses, doublée d'une propagande explicative et éducative - la vérité vitale de leur conception, ils voudront réaliser celle-ci.)

Je me rappelle que, rentré de l'étranger en Russie et arrivé à Pétrograd dans les premiers jours de juillet 1917, je fus frappé par le nombre impressionnant d'affiches bolchevistes annonçant des meetings et des conférences dans tous les coins de la capitale et de la banlieue, dans les salles publiques dans les usines, etc. Je ne voyais pas une seule affiche anarchiste. J'appris aussi que le parti bolcheviste publiait, dans la capitale et ailleurs, des journaux quotidiens à gros tirage et qu'il possédait un peu partout - dans les usines, dans les administrations, dans l'armée, etc., - des noyaux importants et influents. Et je constatai en même temps, avec une amère déception, l'absence à Pétrograd d'un journal anarchiste ainsi que de toute propagande orale. Certes, il y existait quelques groupements libertaires, très primitifs. Il y avait aussi à Cronstadt (voir livre III, chapitre premier) quelques anarchistes actifs dont l'influence se faisait sentir. Mais ces " cadres " étaient insuffisants pour une propagande efficace, appelée non seulement à prêcher une idée quasi inconnue, mais aussi à contrecarrer la puissante propagande et l'action bolchevistes. *Au cinquième mois d'une formidable révolution, aucun journal, aucune voix anarchiste dans la capitale du pays! Ceci, face à une activité déchaînée du parti bolcheviste*. Telle fut ma constatation. Ce n'est qu'au mois d'août, et avec de très grandes difficultés, que le petit groupe anarcho syndicaliste, composé surtout de camarades rentrés de l'étranger, réussit enfin à mettre sur pied un journal hebdomadaire (*Goloss Trouda*, " *la Voix du Travail* "). Et quant à la propagande par la parole, on ne comptait guère à Pétrograd que trois ou quatre camarades

capables de la mener. A Moscou, la situation était plus favorable, car il y existait déjà un quotidien libertaire, publié par une assez vaste Fédération, sous le titre : " *L'Anarchie* ". En province, les forces et la propagande anarchistes étaient insignifiantes.

Il faut s'étonner de ce que, en dépit de cette carence et d'une situation aussi défavorable, les anarchistes aient su gagner un peu plus tard - et un peu partout - une certaine influence, obligeant les bolcheviks à les combattre les armes à la main et, par endroits, pendant assez longtemps, avant de les écraser. *Ce succès rapide et spontané de l'idée anarchiste est très significatif.* (Nous verrons plus loin comment tous ces faits s'enchaînent et s'expliquent.)

Lorsque, à mon arrivée, quelques camarades voulurent connaître mes premières impressions, je leur dis ceci : " Notre retard est irréparable. C'est comme si nous avions à rattraper à pied un train express qui, en possession des bolcheviks, se trouve à 100 kilomètres devant nous et file à 100 kilomètres à l'heure. Nous devons non seulement le rattraper, mais nous y cramponner en pleine marche, y grimper, y pénétrer, y combattre les bolcheviks, les en déloger et, enfin, non pas nous emparer du train, mais - ce qui est beaucoup plus délicat - le mettre à la disposition des masses en les aidant à le faire marcher. Il faut un miracle pour que tout cela réussisse. Notre devoir est de croire à ce miracle et de travailler à sa réalisation. "

J'ajoute que ce " miracle " faillit se produire au moins deux fois au cours de la Révolution : la première, à Cronstadt, lors du soulèvement de mars 1921 ; la seconde, en Ukraine, lors du mouvement de masses dit " makhnoviste ".

Ces deux événements sont, nous l'avons dit, passés sous silence ou défigurés dans les ouvrages dus à la plume d'auteurs ignorants ou intéressés. Ils restent, généralement, inconnus du public. Nous nous en occuperons de près dans la dernière partie de notre ouvrage.

4° Certains événements de la Révolution (voir plus loin) nous prouvent qu'en dépit des circonstances défavorables et de l'insuffisance des cadres anarchistes, l'idée eût pu se frayer un chemin, et même l'emporter, *si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment même de la Révolution, des organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir de leur chef et à mettre cette idée en pratique.* Or, la réalité fut tout autre. Les organisations ouvrières ne surgirent qu'au cours de la Révolution. Certes, elles prirent aussitôt, numériquement, un élan prodigieux. Rapidement, le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines, de Soviets, etc. Mais ces organismes naissaient sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient encore jamais vécu des luttes d'idées ou autres. Ils n'avaient aucune tradition historique, aucune compétence, aucune notion de leur rôle, de leur tâche, de leur véritable mission. L'idée libertaire leur était inconnue. Dans ces conditions, ils étaient condamnés à se traîner, dès leurs débuts, à la remorque des partis politiques. (Et par la suite - *les bolcheviks, justement, s'en chargèrent* - le temps leur manqua pour que les faibles forces anarchistes pussent les éclairer dans la mesure nécessaire.)

Les groupements *libertaires comme tels* ne peuvent être que des " postes émetteurs " d'idées. Pour que ces idées soient appliquées à la vie, il faut des " postes récepteurs " : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes, à les " capter " et à les mettre à exécution. (Si de tels organismes existent, les anarchistes du corps de métier correspondant y adhèrent, y apportant leur aide éclairée, leurs conseils, leur exemple, etc.) Or, en Russie, ces " postes récepteurs " manquaient, les organisations surgies pendant la révolution ne pouvant pas remplir ce rôle *tout de suite*. Les idées anarchistes, tout en étant lancées très énergiquement par quelques " postes émetteurs " - peu nombreux d'ailleurs - se perdaient " dans l'air " sans être utilement " captées ", donc sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective. Pour que, dans ces conditions, l'idée anarchiste pût se frayer un chemin et l'emporter, il aurait fallu, soit que le bolchevisme n'existât pas (ou que les bolcheviks agissent en anarchistes), soit que la Révolution réservât aux libertaires et aux masses laborieuses le temps nécessaire pour permettre aux organismes ouvriers de " capter " l'idée et de devenir aptes à la réaliser, avant d'être accaparés et subjugués par l'Etat bolcheviste. Cette dernière éventualité ne se produisit pas, les bolcheviks ayant accaparé les organisations ouvrières (et barré la route aux anarchistes) avant que celles-ci pussent se familiariser avec l'idée anarchiste, s'opposer à cette mainmise et orienter la Révolution dans le sens libertaire.

L'absence de " postes récepteurs ", c'est-à-dire d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste (et, ensuite, le manque de temps nécessaire pour que de tels " postes récepteurs "

se formassent), cette absence fut, à mon avis, l'une des raisons principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917.

5° Un autre facteur que nous venons d'effleurer et dont l'importance ne fut pas moindre, en dépit de son caractère subjectif, vint s'ajouter au précédent, Il l'aggrava, *il le rendit définitivement fatal pour la Révolution* .

Il y avait un moyen simple et rapide d'éliminer les effets du retard des masses, de rattraper le temps perdu, de combler les lacunes : c'était de laisser le champ libre à la propagande et au mouvement libertaires dès que, le dernier gouvernement de Kérénsky tombé, la liberté de parole, d'organisation et d'action serait définitivement conquise par la Révolution.

L'absence d'organisation de classe, d'une vaste propagande libertaire et de connaissances anarchistes avant la Révolution nous fait comprendre pourquoi les masses confièrent le sort de celle-ci à un parti politique et à un Pouvoir, rééditant ainsi l'erreur fondamentale des révolutions antérieures. Dans les conditions données, ce *début* devenait *objectivement* inévitable. *Mais la suite ne l'était nullement.*

Je m'explique.

La *vraie* révolution ne peut prendre son essor, évoluer, atteindre ses buts, que si elle a pour climat une libre circulation des idées révolutionnaires sur la voie à suivre et sur **les** problèmes à résoudre. Cette liberté est indispensable à la révolution comme l'air l'est à la respiration⁹. C'est pourquoi, entre autres, la dictature d'un parti, dictature qui aboutit fatalement à la suppression de *toute* liberté de parole, de presse, d'organisation et d'action - même pour les courants révolutionnaires, sauf pour le parti au pouvoir - est *mortelle* pour la vraie Révolution. En matière sociale, personne ne peut prétendre posséder la vérité entière, ne pas se tromper de route. Ceux qui le prétendent - qu'ils s'appellent " socialistes ", " communistes ", " anarchistes " ou autrement encore - et qui, devenus puissants, écrasent, forts de cette prétention, d'autres idées, ceux-là établissent fatalement une sorte *d'Inquisition sociale* qui, comme toute Inquisition, étouffe toute vérité, toute justice, tout progrès la vie, l'homme, le souffle même de la Révolution. Seuls, le libre échange d'idées révolutionnaires la multiforme pensée collective, avec sa loi naturelle de sélection, peuvent nous éviter les erreurs et nous empêcher de nous égarer. Ceux qui ne le reconnaissent pas sont, tout simplement, de *mauvais individualistes*, tout en se prétendant " socialistes " " collectivistes ", " communistes ", etc. De nos jours ces vérités sont tellement claires, naturelles - je dis même " évidentes " - qu'on est vraiment gêné d'y insister. Il faut être sourd et aveugle, ou de mauvaise foi, pour les méconnaître. Et pourtant, Lénine et d'autres avec lui, indubitablement sincères, les abjurèrent. Faillibilité de la pensée humaine ! Et quant à ceux qui suivirent aveuglément les " Chefs ", ils comprirent l'erreur trop tard : l'Inquisition fonctionnait à plein rendement, elle possédait son " appareil " et ses forces coercitives ; les masses " obéissaient ", comme elles en avaient pris l'habitude, ou étaient, de nouveau, impuissantes à changer la situation. . La Révolution était viciée, détournée de son chemin, et la bonne route était perdue. " Tout me dégoûte à un tel point que, indépendamment de ma maladie, je voudrais lâcher tout et m'enfuir ", avoua Lénine, un jour, à ses camarades, voyant ce qui se passait autour de lui. Avait-il compris ?

Si, une fois au pouvoir, le parti bolcheviste avait, ne disons pas encouragé (c'eût été trop lui demander), mais seulement admis la parole et le mouvement libertaires, le retard eut été vite rattrapé et les lacunes comblées. Les faits nous le verrons, le prouvent irréfutablement. Rien que la lutte longue et difficile que les bolcheviks ont dû mener contre l'anarchisme, malgré sa faiblesse, permet d'entrevoir les succès que ce dernier aurait remportés s'il avait obtenu le liberté de parole et d'action.

Or, précisément en raison des premiers succès du mouvement libertaire, et parce que la libre activité anarchiste allait susciter infailliblement l'idée de l'inutilité (au moins !) de tout parti politique et de tout Pouvoir, ce qui eût abouti fatalement à son élimination, l'autorité bolcheviste ne pouvait admettre cette liberté. Tolérer la propagande anarchiste équivalait pour elle au suicide. *Elle fit son possible pour empêcher d'abord, interdire ensuite et supprimer finalement, par la force brutale, toute manifestation des idées libertaires.*

On prétend souvent que les masses laborieuses sont incapables d'accomplir leur révolution elles-mêmes, librement. Cette thèse est particulièrement chère aux " communistes ", car elle leur permet d'invoquer une

⁹ Certains prétendent que la liberté d'idées est un danger pour la Révolution. Mais du moment que, dès le début, la force armée est avec le peuple révolutionnaire (autrement, la Révolution n'aurait pu avoir lieu) et que ce peuple lui-même le contrôle, quel danger pourrait avoir une opinion ? Et puis, si les travailleurs eux-mêmes veillent sur la Révolution, ils sauront parer à tout danger réel mieux que n'importe quel " étouffoir " .

situation ” objective ” aboutissant nécessairement à la répression des ” néfastes utopies anarchistes ”. (Avec les masses incapables, disent-ils, une ” révolution anarchiste ” signifierait la mort de la Révolution.) Or, cette thèse est absolument gratuite. Qu’ on veuille bien fournir des *preuves* de cette prétendue incapacité des masses ! On aura beau fouiller l’ Histoire, on n’ y trouvera pas un seul exemple où *l’ on a vraiment laissé les masses laborieuses agir librement* (en les aidant, naturellement), ce qui serait l’ unique moyen de *prouver* leur incapacité. Pour des raisons faciles à comprendre, on ne tentera jamais une telle expérience. (Elle serait, pourtant, aisée.) Car on sait parfaitement que la thèse est fautive et que l’ expérience mettrait fin à l’ exploitation du peuple et à l’ autorité, basées, quelle que soit leur forme, non sur l’ incapacité des masses, mais uniquement sur la violence et la ruse. C’ est pour cela, d’ ailleurs, que tôt ou tard les masses travailleuses seront historiquement acculées à *prendre* leur liberté d’ action par la Révolution, *la vraie* ; car *jamais* les dominateurs (ils sont toujours, en même temps, exploités ou se trouvent au service d’ une couche d’ exploités) ne la ” donneront ”, quelle que soit leur étiquette.

Le fait d’ avoir toujours confié leur sort, jusqu’ à présent, à des partis, à des gouvernements et à des ” chefs ” - faits que tous les dominateurs et exploités en herbe mettent à profit pour *subjuguer* les masses - s’ explique par plusieurs raisons que nous n’ avons pas à analyser ici et qui n’ ont rien à voir avec la capacité ou l’ incapacité des masses. Ce fait prouve, si l’ on veut, la crédulité, l’ insouciance des masses, l’ *ignorance* de leur force, mais nullement leur incapacité, c’ est-à-dire l’ absence de cette force. ” Incapacité des masses ! ” Quelle trouvaille pour tous les exploités et dominateurs passés, présents et futurs et surtout pour les modernes aspirants esclavagistes, quelle que soit leur enseigne : ” nazisme ” ou ” bolchevisme ”, ” fascisme ” ou ” communisme ” ! ” Incapacité des masses ” ! Voilà un point sur lequel les réactionnaires de tout poil sont parfaitement d’ accord avec les ” communistes ”. Et cet accord est très significatif.

Que les candidats chefs de nos jours, seuls infaillibles et ” capables ”, permettent donc aux masses laborieuses, au lendemain de la Révolution qui vient, d’ agir librement, en les aidant, tout simplement, là où il le faudra ! Ils verront bien si les masses sont ” incapables ” d’ agir sans tuteurs politiques. Nous pouvons les assurer que la Révolution aboutira alors à un résultat autre que celui de 1917 : le ” fascisme ” et la guerre en permanence !

Hélas, nous le savons d’ avance : ils n’ oseront jamais une pareille expérience. Et les masses auront de nouveau une tâche particulière à remplir : celle d’ éliminer en toute connaissance de cause, et en temps opportun, tous les ” aspirants ”, pour prendre l’ oeuvre en leurs mains propres et la mener en toute indépendance. Espérons que, cette fois, la tâche sera menée jusqu’ au bout.

Le lecteur comprend ainsi pourquoi la propagande des idées anarchistes, tendant à briser la crédulité des masses et à leur insuffler la conscience de leur force et la confiance en elles-mêmes, fut considérée, de tout temps et dans tous les pays, comme la plus dangereuse. Elle était réprimée, et ses serviteurs étaient poursuivis, avec une promptitude et une sévérité exceptionnelles, par tous les gouvernements réactionnaires.

En Russie, cette répression sauvage rendit la diffusion des idées libertaires - déjà si difficile dans l’ ambiance donnée - quasi impossible, jusqu’ aux approches mêmes de la Révolution. Certes, celle-ci laissa aux anarchistes une certaine liberté d’ action. Mais nous l’ avons vu sous les gouvernements ” provisoires ” (de février à octobre 1917), le mouvement ne put encore en tirer grand profit. Et quant aux bolcheviks, ils ne firent pas exception à la règle. Sitôt arrivés au pouvoir, ils envisagèrent la *suppression* du mouvement libertaire par tous les moyens à leur disposition : campagnes de presse et de meetings, calomnies, pièges et embûches, interdictions, perquisitions, arrestations, actes de violence, mises à sac des sièges, assassinats - tout leur était bon. Et lorsqu’ ils sentirent leur pouvoir suffisamment consolidé, ils déclenchèrent contre les anarchistes une répression *générale et décisive*. Elle commença *en avril* 1918 et ne se ralentit plus, jusqu’ à nos jours. (Le lecteur trouvera plus loin des précisions sur cette ” prouesse ” des bolcheviks presque inconnue hors du pays.)

Ainsi, l’ activité anarchiste ne put s’ exercer en Russie à peu près librement que pendant quelque six *mois*. Rien d’ étonnant que le mouvement libertaire n’ eût pas le temps de s’ organiser, de s’ épanouir, de se débarrasser, en croissant, de ses faiblesses et de ses défauts. A plus forte raison, le temps lui manqua pour atteindre les masses et se faire connaître d’ elles. Il resta jusqu’ au bout enfermé ” en vase clos ”. Il fut étouffé dans l’ oeuf, sans être parvenu à briser l’ étreinte (ce qui, objectivement, n’ était pas impossible).

Telle fut la seconde raison principale de son échec.

Il faut souligner ici même *l’ importance capitale* - pour la Révolution - de ce que nous venons de constater.

Les bolcheviks écrasèrent l'anarchisme sciemment, volontairement. Et hâtivement. Mettant à profit l'ambiance, leurs avantages et leur emprise sur les masses, ils supprimèrent sauvagement l'idée libertaire et les mouvements qui s'y ralliaient. Ils ne permirent pas à l'anarchisme *d'exister*, encore moins d'aller aux masses. (Plus tard, ils eurent l'impudence d'affirmer, pour les besoins de la cause, que l'anarchisme échoua " idéologiquement ", les " masses " ayant compris et rejeté sa doctrine antiprolétarienne ". A l'étranger, tous ceux qui aiment à être dupes, les crurent sur parole. Les " communistes " prétendent aussi, nous l'avons dit, que puisque l'anarchisme, en se dressant contre les bolcheviks, n'avait " objectivement " aucune chance d'entraîner la Révolution dans son sillage, il mettait celle-ci en péril et s'avérait " objectivement " contre-révolutionnaire et, partant, devait être combattu sans faiblesse. (Ils se gardent bien de spécifier que ce furent eux précisément qui, très " subjectivement ", enlevèrent aux anarchistes - *et aux masses* - les dernières et vigoureuses chances les très réels moyens et les possibilités concrètes et objectives de la réussite.)

En écrasant l'idée et le mouvement libertaires, *en brisant les libres mouvements des masses*, les bolcheviks, *ipso facto*, arrêtaient et étouffaient la Révolution.

Ne pouvant plus avancer vers l'émancipation réelle des masses laborieuses, à laquelle venait se substituer l'étatisme dominateur, fatalement bureaucratique et exploiteur, " néocapitaliste ", la Révolution, *la vraie*, allait infailliblement reculer. Car *toute révolution inachevée* - c'est-à-dire qui n'aboutit pas à l'émancipation véritable et totale du Travail - *est condamnée au recul* sous une forme ou sous une autre. L'Histoire nous l'enseigne. La Révolution russe nous le confirme. Mais les hommes qui ne veulent ni entendre ni voir tardent à le comprendre : les uns s'obstinent à croire en une révolution autoritaire ; d'autres finissent par désespérer de toute évolution, au lieu de rechercher le " pourquoi " des faillites, d'autres encore - et ce sont, hélas, les plus nombreux - *ne veulent* ni écouter ni regarder ; ils s'imaginent pouvoir " vivre leur vie " en marge et à l'abri des gigantesques remous sociaux, ils se désintéressent de l'ensemble social et, cherchent à se retrancher dans leur misérable existence individuelle, inconscients de l'énorme obstacle qu'ils dressent, par leur attitude, sur la route du progrès humain et de leur propre *vrai* bonheur individuel. Ceux-là croient n'importe quoi et suivent n'importe qui, pourvu " qu'on les laisse tranquilles ". Ils espèrent pouvoir " se sauver " ainsi en plein cataclysme : erreur et illusion fondamentales et fatales ! Pourtant, la vérité est simple : tant que le travail de l'homme, ne sera pas libéré de toute exploitation par l'homme, *personne* ne pourra parler ni d'une vraie vie, ni d'un véritable progrès, ni d'un vrai bonheur personnel.

Depuis des millénaires, trois conditions principales empêchaient le travail libre, donc la " fraternité " et le bonheur des hommes : 1° l'état de la *technique* (l'homme ne possédait pas les immenses forces de la nature dont il est maître actuellement) ; 2° l'état de choses *économique* qui en résultait (l'insuffisance de produits du travail humain *et*, comme conséquence, l'économie " échangiste " ¹⁰, l'argent, le profit, bref, le système capitaliste de la production et de la répartition, basé sur la rareté des produits travaillés) ; 3° le facteur *moral* qui, à son tour, suivait les deux premiers (l'ignorance, l'abrutissement, la soumission, la résignation des masses humaines). Or, depuis quelques dizaines d'années les deux premières conditions se sont totalement modifiées : techniquement et économiquement, le travail libre est en ce moment non seulement possible, mais *indispensable* à la vie et à l'évolution normale des hommes ; le système capitaliste et autoritaire ne peut plus assurer ni l'une ni l'autre ; il ne peut engendrer que des guerres. Seule la condition morale est en retard : habitués depuis des millénaires à la résignation et à la soumission, l'immense majorité des humains ne voit pas encore la vraie voie qui s'ouvre devant elle ; elle ne conçoit pas encore l'action que l'Histoire lui impose. Comme auparavant, elle " suit " et " subit ", prêtant son énorme énergie à des oeuvres de guerre et de destruction insensées, au lieu de comprendre que, dans les conditions actuelles, son activité librement créatrice serait couronnée de succès. Il aura fallu que la *force des choses* : des guerres, des calamités de toutes sortes et des révolutions avortées et réitérées, la secoue sans désespérer, lui enlevant toute possibilité de vivre, pour que ses yeux s'ouvrent enfin à la vérité et que son énergie se consacre à la véritable action humaine : libre, constructrice et bienfaisante.

Ajoutons, en passant, qu'à notre époque la Révolution et la Réaction seront, par leurs conséquences, fatalement mondiales. (D'ailleurs, en 1789 déjà, la Révolution et la Réaction qui la suivit eurent des échos retentissants et

¹⁰ Le lecteur qui désirerait s'initier au problème de l'évolution économique moderne devrait consulter surtout les uvres de Jacques DUBOIN.

provoquèrent des mouvements importants dans plusieurs pays.) Si la Révolution russe, continuant sa marche en avant, était devenue la grande Révolution émancipatrice, d'autres pays l'auraient suivie à bref délai et dans le même sens. Dans ce cas, elle eût été, de fait et non seulement sur papier, un flambeau puissant éclairant la vraie route à l'Humanité. Par contre, dénaturée, arrêtée en plein recul, elle allait servir admirablement la réaction mondiale qui attendait son heure. (Les grands manitous de la réaction sont bien plus perspicaces que les révolutionnaires.) L'illusion, le mythe, les slogans, le décor et la paperasse restaient, mais *la vie réelle*, qui se moque des illusions, du décor et de la paperasserie, allait s'engager sur un tout autre chemin. Désormais, la Réaction et ses vastes conséquences : le " fascisme ", de nouvelles guerres et catastrophes économiques et sociales, devenaient presque inévitables.

Dans cet ordre d'idées, l'erreur fondamentale - et fort connue - de Lénine est très curieuse et suggestive. Comme on le sait, Lénine s'attendait à une extension rapide de la Révolution " communiste " à d'autres pays. Ses espoirs furent déçus. Et cependant, *dans le fond*, il ne se trompait pas : la *vraie* Révolution " incendiera le monde ". Une *vraie* Révolution eût incendié le monde. Seulement, voilà : " sa " révolution n'était pas *la vraie*. Et cela, il ne le voyait pas. C'est là qu'il s'était trompé. Aveuglé par sa doctrine étatiste, fasciné par la " victoire ", il lui était impossible de concevoir que c'était une révolution ratée, égarée ; qu'elle allait rester stérile ; qu'elle ne pouvait rien " incendier ", car elle avait cessé elle-même de " brûler " ; qu'elle allait perdre cette puissance communicative, propre aux grandes causes, car elle cessait d'être une grande cause. Pouvait-il prévoir, dans son aveuglement, que cette Révolution allait s'arrêter, reculer, dégénérer, engendrer dans d'autres pays une réaction victorieuse après quelques secousses sans lendemain ? Certes non ! Et il commit une seconde erreur : il croyait que le sort ultérieur de la Révolution russe dépendait de son extension à d'autres pays. C'est exactement le contraire qui était vrai : l'extension de la Révolution à d'autres pays dépendait des résultats de la Révolution russe. Ceux-ci étant vagues, incertains, les masses laborieuses à l'étranger hésitaient, attendaient des précisions, enquêtaient. Or, les informations et d'autres éléments indicateurs devenaient de plus en plus flous et contradictoires. Les enquêtes et les délégations elles-mêmes n'apportaient rien de net. En attendant, les témoignages négatifs s'accumulaient. Les masses européennes temporisaient, n'osaient pas, se méfiaient ou se désintéressaient. L'élan nécessaire leur manquait, la cause restant douteuse. Ensuite vinrent les désaccords et les scissions. Tout cela faisait parfaitement le jeu de la Réaction. Elle se prépara, s'organisa et passa à l'action.

Les successeurs de Lénine durent se rendre à l'évidence. Sans peut-être en avoir perçu la vraie cause, ils comprirent intuitivement que l'état de choses prédisposait non pas à une *extension* de la Révolution " communiste ", mais, au contraire, à une vaste *réaction* contre celle-ci. Ils comprirent que cette réaction serait dangereuse pour eux, car leur Révolution, telle qu'elle avait été faite, ne pouvait pas s'imposer au monde. Ils se mirent fébrilement à l'oeuvre de préparation de guerres futures, désormais inévitables. Dorénavant, il ne leur restait plus que cette voie. Et à l'Histoire aussi !...

Il est curieux de constater que, par la suite, les " communistes " s'efforcèrent d'expliquer l'inachèvement et les écarts de leur Révolution en invoquant " l'entourage capitaliste ", l'inaction du prolétariat des autres pays et la force de la réaction mondiale. Ils ne se doutaient pas - ou n'avouaient pas - que la mollesse des travailleurs étrangers et la réaction étaient, pour une bonne part, les conséquences naturelles de la fausse route où ils avaient *eux-mêmes* engagé la Révolution ; qu'en détournant celle-ci, ils avaient *eux-mêmes* préparé le chemin à la réaction, au " fascisme " et aux guerres¹¹.

Telle est la tragique vérité sur la Révolution bolcheviste. Tel est son *fait capital* pour les " travailleurs de tous les pays ". Dans le fond, il est fort simple, clair, *indiscutable*. Cependant, il n'est encore ni fixé ni même connu. Il

¹¹ Qu'on ne se trompe pas sur le sort de la Révolution qui vient ! Elle n'aura devant elle que deux voies : ou bien celle de la véritable et totale Révolution Sociale qui aboutira à l'émancipation réelle des travailleurs (ce qui est objectivement possible), ou bien, une fois de plus celle de l'impasse politique et étatiste et autoritaire, aboutissant fatalement à une nouvelle réaction, à des guerres et à des catastrophes de toutes sortes. L'évolution humaine ne s'arrête pas. Elle se fraie un passage à travers n'importe quel obstacle et de n'importe quelle manière. De nos jours, la société capitaliste, autoritaire et politique lui interdit définitivement toute avance . Cette société doit donc disparaître maintenant d'une façon ou d'une autre. Si, cette fois encore les hommes ne savent pas la transformer réellement et au moment même de la révolution , les conséquences inéluctables en seront une nouvelle réaction, une nouvelle guerre des cataclysmes économiques et sociaux épouvantables, bref, la continuation d'une destruction totale, jusqu'à ce que les hommes comprennent et agissent en conséquence . Car, dans ce cas, l'évolution humaine n'aura pas d'autre moyen de se frayer le chemin. (Voir, à ce propos, mes Choses vécues , première étude sommaire de la Révolution russe : La Revue anarchiste de Sébastien FAURE, de 1922 à 1924.)[**Retour au texte**]

le deviendra au fur et à mesure que les événements et l'étude libre de la Révolution russe évolueront. Le lecteur me comprendra mieux quand il sera parvenu au terme de cet ouvrage.

6° Mentionnons enfin un élément qui, sans avoir eu l'importance des facteurs cités, joua cependant son rôle dans la tragédie. Il s'agit de "bruit", de "réclame", de "démagogie". Comme tous les partis politiques, le parti bolcheviste ("communiste") en use et en abuse. Pour impressionner les masses, pour les "conquérir", il lui faut du "tapage", de la "publicité", du bluff. De plus, il se place, en quelque sorte, au sommet d'une montagne pour que la foule puisse le voir, l'entendre, l'admirer. Tout cela fait, momentanément, sa force. Or, tout cela est étranger au mouvement libertaire qui en raison même de son essence, est plus anonyme, discret, modeste, silencieux. Cela augmente sa faiblesse provisoire. Se refusant à mener les masses, travaillant à réveiller leur conscience et comptant sur leur action libre et directe, il est obligé de renoncer à la "démagogie" et d'oeuvrer dans l'ombre, préparant l'avenir, sans chercher à s'imposer d'autorité.

Telle fut aussi sa situation en Russie.

Qu'il me soit permis d'abandonner, pour quelques instants, le domaine des faits concrets et d'entreprendre une brève incursion sur un terrain "philosophique", d'aller un peu *au fond* des choses.

L'idée maîtresse de l'anarchisme est simple : aucun parti, groupement politique ou idéologique, se plaçant au-dessus ou en dehors des masses laborieuses pour les "gouverner" ou les "guider", ne réussira jamais à les émanciper, même s'il le désire sincèrement. L'émancipation effective ne pourrait être réalisée que par une activité directe, vaste et indépendante des intéressés, des travailleurs eux-mêmes, groupés, non pas sous la bannière d'un parti politique ou d'une formation idéologique, mais dans leurs propres organismes de classe (syndicats de production, comités d'usines, coopératives, etc.), sur la base d'une action concrète et d'une "auto-administration" (self-government), aidés, mais non gouvernés, par les révolutionnaires oeuvrant au sein même, et non au-dessus de la masse et des organes professionnels, techniques, défensifs ou autres. Tout groupement politique ou idéologique qui chercherait à "guider" les masses vers leur émancipation par la voie politique et gouvernementale ferait fausse route, aboutirait à un échec et finirait fatalement par instaurer un nouveau système de privilèges économiques et sociaux, provoquant ainsi le retour, sous un autre aspect, à un régime d'oppression et d'exploitation des travailleurs : donc à une autre variété du capitalisme, au lieu d'aider la Révolution à les acheminer vers leur émancipation.

Cette thèse en amène nécessairement une autre : l'idée anarchiste et la véritable Révolution émancipatrice ne pourraient être réalisées par les anarchistes comme tels, mais uniquement par les vastes masses intéressées elles mêmes, les anarchistes, ou plutôt les révolutionnaires en général, n'étant appelés qu'à éclairer et à aider celles-ci dans certains cas. Si les anarchistes prétendaient pouvoir accomplir la Révolution Sociale en "guidant" les masses, une pareille prétention serait illusoire, comme le fut celle des bolcheviks, et pour les mêmes raisons.

Ce n'est pas tout. Vu l'immensité - on devrait dire l'universalité - et la nature même de la tâche la classe ouvrière seule ne pourrait, elle non plus, mener à bon port la véritable Révolution Sociale émancipatrice. Si elle avait la prétention d'agir seule, en s'imposant à d'autres éléments de la population par la dictature et en les entraînant derrière elle de force, elle subirait le même échec. Il faut ne rien comprendre aux phénomènes sociaux ni à la nature des hommes et des choses pour croire le contraire.

Aussi, aux approches des luttes pour l'émancipation effective, l'Histoire prend nécessairement un tout autre chemin.

Trois conditions sont indispensables - dans cet ordre d'idées - pour qu'une révolution réussisse jusqu'au bout :

1. Il faut que de très vastes masses - des millions d'hommes, dans plusieurs pays - poussées par la nécessité impérieuse, y participent de plein gré ;
2. Que, de ce fait même, les éléments les plus avancés et les plus actifs : les révolutionnaires, une partie de la classe ouvrière, etc., n'aient pas à recourir à des mesures de coercition d'allure politique ;
3. Que, pour ces deux raisons, l'immense masse "neutre", emportée sans contrainte par le vaste courant, par le libre élan de millions d'hommes et par les premiers résultats positifs de ce gigantesque mouvement, accepte de bon gré le fait accompli et se range de plus en plus du côté de la vraie Révolution.

Ainsi, la réalisation de la véritable Révolution émancipatrice exige la participation active, la collaboration étroite, consciente et sans réserve de millions d'hommes de toutes conditions sociales, déclassés, désœuvrés, nivelés et jetés dans la Révolution par la force des choses.

Or, pour que ces millions d'hommes y soient acculés, il faut avant tout que cette force les déloge de l'ornière battue de leur existence quotidienne. Et, pour que cela se produise il faut que cette existence, donc la société actuelle elle-même, devienne impossible : *qu'elle soit ruinée de fond en comble, avec son économie, son régime social, sa politique, ses moeurs, ses coutumes et ses préjugés.*

Telle est la voie où l'Histoire s'engage quand les temps sont mûrs pour la *véritable* Révolution, pour la *vraie* émancipation.

C'est ici que nous touchons le *fond* du problème.

J'estime qu'en Russie cette destruction n'est pas allée assez loin. Ainsi, l'idée politique n'a pas été détruite, ce qui a permis aux bolcheviks de s'emparer du pouvoir, d'imposer leur dictature et de la consolider. D'autres faux principes et préjugés sont également restés debout.

La destruction qui précéda la Révolution de 1917 fut suffisante pour faire cesser la guerre et modifier *les formes* du pouvoir et du capitalisme. Mais elle ne fut pas assez complète pour les détruire *dans leur essence même*, pour obliger des millions d'hommes à abandonner *tous* les faux principes sociaux modernes (Etat, Politique, Pouvoir, Gouvernement, etc.), à agir eux-mêmes sur des bases entièrement nouvelles et à en finir, à tout jamais, avec le capitalisme et avec le Pouvoir, *sous toutes leurs formes.*

*Cette insuffisance de la destruction fut, à mon avis, la cause fondamentale de l'arrêt de la Révolution russe et de sa déformation par les bolcheviks.*¹²

C'est ici que se pose la question " philosophique " .

Le raisonnement suivant paraît tout à fait plausible :

" Si, vraiment, L'insuffisance de la destruction préalable empêchait les masses de réaliser *leur* Révolution, ce facteur, en effet, primait, entraînait et expliquait tout. Dans ce cas, les bolcheviks n'eurent-ils pas raison de s'emparer du pouvoir et de pousser la Révolution le plus loin possible, barrant ainsi la route à la Réaction ? Leur acte ne serait-il pas historiquement justifié, avec ses moyens et ses conséquences ? "

A cela, je réponds :

1° Avant tout, il faut situer le problème. Dans le fond, les masses laborieuses étaient-elles, oui ou non, capables de continuer la Révolution et de construire la société nouvelle *elles-mêmes* , au moyen de leurs organismes de classe, créés par la Révolution et avec l'aide des révolutionnaires ?

Le vrai problème est là.

Si c'est *non* , alors on pourrait comprendre qu'on essaie de justifier les bolcheviks¹³ (toutefois, sans pouvoir prétendre pour cela que leur révolution fût *la vraie* , ni que leurs procédés seraient justifiés là où les masses seraient capables d'agir elles-mêmes). Si c'est *oui* , ils sont condamnés irrévocablement et " sans circonstances atténuantes " , quels que fussent les circonstances et les égarements momentanés des masses.

En parlant de l'insuffisance de la destruction, nous entendons par là, surtout, la survivance néfaste de *l'idée politique* . Celle-ci n'ayant pas été infirmée préalablement, les masses, victorieuses en février 1917, confièrent le sort de la Révolution, par la suite, à un parti, c'est-à-dire à de nouveaux maîtres, au lieu de se débarrasser de tous les prétendants, quelles que fussent leurs étiquettes, et de prendre la Révolution entièrement en leurs mains. Elles répétèrent ainsi l'erreur fondamentale des révolutions précédentes.

Mais ce geste erroné n'a rien à voir *avec la capacité ou l'incapacité des masses* . Supposons un instant qu'il n'y ait pas eu de " profiteurs de l'erreur " . Les masses auraient-elles été capables de mener la Révolution vers

¹² Toutes ces idées sont développées d'une façon plus complète dans mon étude citée plus haut : Choses vécues.

¹³ Comme le lecteur le voit, je ne dis pas que, dans ce cas, les bolcheviks soient justifiés . Celui qui voudrait affirmer cela devrait prouver qu'ils n'avaient aucun moyen d'agir autrement pour préparer les masses, progressivement, à accomplir quand même une révolution libre et totale. Je suis, justement, d'avis qu'ils auraient pu trouver d'autres procédés. Mais je ne m'attarde pas à cet aspect de la question : considérant la thèse de " l'incapacité des masses " comme absolument fautive, estimant que les faits accumulés dans cet ouvrage le prouvent

son but final : l'émancipation effective, complète ? A cette question je réponds catégoriquement *oui* . J'affirme même que les masses laborieuses elles-mêmes étaient *seules capables d'y aboutir* . J'espère que le lecteur en trouvera des preuves irréfutables dans cet ouvrage. Or, si cette affirmation est exacte, *alors le facteur politique n'était nullement nécessaire pour empêcher la réaction, pour continuer la Révolution et pour la faire aboutir* .

2° Signalons d'ores et déjà - on le verra plus loin - qu'un fait capital confirme notre thèse. En cours de Révolution, d'assez vastes masses *comprirent leur erreur* . (Le principe politique commençait à s'évanouir.) Elles voulurent la réparer, agir elles-mêmes, se dégager de la tutelle prétentieuse et inefficace du parti au pouvoir. Par-ci par-là elles mirent même la main à l'oeuvre. Au lieu de s'en réjouir, de les encourager, de les aider dans cette voie, comme ce serait normal pour de vrais révolutionnaires, les bolcheviks s'y opposèrent avec une ruse, une violence et un luxe d'exploits militaires et terroristes sans précédent. Ainsi, ayant compris leur erreur, *les masses révolutionnaires voulurent et se sentirent capables d'agir elles-mêmes. Les bolcheviks brisèrent leur élan par la force* .

3° Il s'ensuit, irréfutablement, que les bolcheviks n'ont nullement " poussé la Révolution le plus loin possible " détenteurs du pouvoir, de ses fortes et de ses avantages, ils ont, au contraire, *enrayé* celle-ci. Et par la suite, s'emparant du capital, ils ont réussi, après une lutte acharnée contre la Révolution populaire et totale, à tourner celle-ci à leur profit, renouvelant, sous une autre forme, l'exploitation capitaliste des masses. (Si les hommes ne travaillent pas librement, le système est nécessairement capitaliste. Seule la *forme* varie.)

4° Il est donc clair qu'il ne s'agit nullement d'une *justification* , mais uniquement d'une *explication* historique du triomphe du bolchevisme, face à la conception libertaire, dans la Révolution russe de 1917.

5° Il s'ensuit aussi que le véritable " sens historique " du bolchevisme est purement négatif, il est une leçon expérimentale de plus, démontrant aux masses laborieuses *comment il ne faut pas faire une révolution* : leçon qui condamne définitivement l'idée politique. Dans les conditions données, une telle leçon était presque inévitable, *mais nullement indispensable*. Agissant d'une autre façon (ce qui, théoriquement, n'était pas impossible), les bolcheviks auraient pu l'éviter. Ils n'ont donc pas à s'en enorgueillir ni à se poser en sauveurs.

6° Cette leçon souligne d'autres points importants :

- a) *L'évolution historique de l'humanité* est parvenue à un degré où la continuité du progrès présuppose un travail libre, exempt de toute soumission, de toute contrainte, de toute exploitation de l'homme par l'homme. Economiquement, techniquement, socialement, même moralement, un tel travail est désormais non seulement *possible* , mais *historiquement indispensable* . Le " levier " de cette immense transformation sociale (dont nous vivons. depuis quelques dizaines d'années, les tragiques convulsions) est la *Révolution* . Pour être vraiment progressive et " justifiée " , cette Révolution doit donc nécessairement aboutir à un système où le travail humain sera *effectivement et totalement émancipé* .
- b) Pour que les masses laborieuses soient en mesure de passer du travail esclave au travail libre, elles doivent, dès le début de la Révolution, conduire celle-ci elles-mêmes, en tout liberté, en toute indépendance. Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront, concrètement et immédiatement, prendre en mains la tâche qui maintenant, leur est imposée par l'Histoire : l'édification d'une société basée sur le Travail émancipé.

En conclusion, toute révolution moderne qui ne sera pas conduite par les masses elles-mêmes n'aboutira pas au résultat historiquement indiqué. Donc elle ne sera ni progressive ni " justifiée " , mais faussée, détournée de son véritable chemin et finalement échouera. Menées par de nouveaux maîtres et tuteurs, écartées de nouveau de toute initiative et de toute activité essentielle librement responsable, astreintes comme par le passé à suivre docilement tel " chef " ou tel " guide " qui aura su s'imposer, les masses laborieuses reprendront leur habitude séculaire de " suivre " et resteront un " troupeau amorphe " , soumis et tondu. Et la vraie Révolution, tout simplement, ne sera pas accomplie.

7° On peut me dire encore ceci :

" Supposons, un instant, que vous ayez raison sur certains points. Il n'en reste pas moins que la destruction préalable ayant été, de votre propre avis, insuffisante, la Révolution totale, au sens

libertaire du terme, était *objectivement impossible*. Par conséquent, ce qui arriva fut, historiquement au moins, *inévitabile*, et l'idée libertaire ne pouvait être qu'un rêve utopique. Son utopisme aurait mis en péril toute la Révolution. Les bolcheviks l'ont compris et ils ont agi en conséquence. Là est leur justification.

Le lecteur a pu remarquer que je dis toujours : " *presque inévitable* ". C'est à bon escient que j'emploie ce " presque ". Sous ma plume ce petit mot acquiert une certaine importance.

Naturellement, en principe, les facteurs généraux et objectifs priment les autres. Dans le cas qui nous intéresse, l'insuffisance de la destruction préalable - la survivance du principe politique - devait, objectivement, aboutir à l'avènement du bolchevisme. Mais dans le monde humain le problème des " facteurs " devient très délicat. Les facteurs *objectifs* y dominent, non d'une façon absolue, mais seulement dans une certaine mesure, et les facteurs *subjectifs* y jouent un rôle important. Quels sont exactement ce rôle et cette mesure ? Nous ne le savons pas, l'état rudimentaire des sciences humaines ne nous permettant pas de les préciser. Et la tâche est d'autant plus ardue que ni l'un ni l'autre ne sont fixés une fois pour toutes, mais sont, au contraire, infiniment mobiles et variables. (Ce problème est apparenté à celui du " libre arbitre ". Comment et dans quelle mesure le " déterminisme " prime-t-il le " libre arbitre " de l'homme ? Inversement : dans quel sens et dans quelle mesure le " libre arbitre " existe-t-il et se dégage-t-il de l'emprise du " déterminisme " ? Malgré les recherches de nombreux penseurs, nous ne le savons pas encore.)

Mais ce que nous savons parfaitement, c'est que les facteurs *subjectifs* tiennent, chez les hommes, une place importante : à tel point que, parfois, ils dominent les effets apparemment " inévitables " des facteurs objectifs, surtout quand les premiers s'enchaînent d'une certaine manière.

Citons un exemple récent, frappant et universellement connu.

Dans la guerre de 1914, l'Allemagne, *objectivement*, devait écraser la France. Et, en effet, un mois à peine après le début des hostilités, l'armée allemande est sous les murs de Paris. L'une après l'autre, les batailles sont perdues par les Français. La France va être vaincue " presque " inévitablement. (Si elle l'avait été, il eût été très facile de dire plus tard, avec un air " scientifique ", que c'était " historiquement et objectivement indispensable "). Alors se produit une série de faits *purement subjectifs*. Ils s'enchaînent et détruisent les effets des facteurs objectifs.

Trop confiant en la supériorité écrasante de ses forces et entraîné par l'élan de ses troupes victorieuses, le général von Kluck, qui commande l'armée allemande, néglige de couvrir sérieusement son aile droite : premier fait purement subjectif. (Un autre général - ou même von Kluck à un autre moment - aurait peut-être mieux couvert son aile.

Le général Gallieni, commandant militaire de Paris, s'aperçoit de la faute de von Kluck et propose au généralissime Joffre d'attaquer cette aile avec toutes les forces disponibles notamment avec celles de la garnison de Paris : deuxième fait subjectif, car il a fallu la perspicacité et l'esprit de Gallieni pour prendre une telle résolution et encourir une telle responsabilité. (Un autre général - ou même Gallieni à un autre moment - eût pu ne pas être aussi perspicace ni aussi déterminé.)

Le généralissime Joffre accepte le plan de Gallieni et ordonne l'attaque : troisième fait subjectif, car il a fallu la bonhomie et d'autres qualités morales de Joffre pour accepter la proposition. (Un autre généralissime, plus hautain et plus jaloux de ses prérogatives, aurait pu répondre à Gallieni : Vous êtes commandant de Paris, occupez-vous donc de vos affaires et ne vous mêlez pas de ce qui n'est pas de votre compétence.)

Enfin, le fait étrange que les pourparlers entre Gallieni et Joffre aient échappé au commandement allemand, généralement bien informé de ce qui se passait du côté français, est aussi à ajouter à cet enchaînement de facteurs subjectifs enchaînement qui aboutit à la victoire française et fut décisif pour l'issue de la guerre.

Se rendant compte eux-mêmes de l'in vraisemblance objective de cette victoire, les Français la baptisèrent " le miracle de la Marne ". Naturellement, ce ne fut pas un " miracle ". Ce fut, tout simplement, un événement plutôt rare, imprévu et " impondérable ", un ensemble de faits d'ordre subjectif qui l'emporta sur les facteurs objectifs.

C'est dans le même sens que je disais à mes camarades de 1917, en Russie : " Il faut un " miracle " pour que l'idée libertaire l'emporte sur le bolchevisme dans cette Révolution. Nous devons croire à ce miracle et travailler

à sa réalisation. ” Je voulais dire par là que, seul, un jeu imprévu et impondérable de facteurs subjectifs pouvait l'emporter sur l'écrasant poids objectif du bolchevisme. Ce ” jeu ” ne s'est pas présenté. Mais ce qui importe, c'est qu'il aurait pu se produire. D'ailleurs, rappelons-le, il a failli se réaliser deux fois au moins : lors du soulèvement de Cronstadt, en mars ; 1921, et au cours des luttes sévères entre la nouvelle Autorité et les masses anarchistes en Ukraine (1919 à 1921).

Ainsi, dans le monde humain, ” l'inévitabilité objective absolue ” n'existe pas. A tout moment, des facteurs purement humains, subjectifs, peuvent intervenir et l'emporter.

La conception anarchiste, aussi solidement et ” scientifiquement ” établie que celle des bolcheviks (cette dernière fut aussi traitée d'” utopique ” par des adversaires, à la veille même de la Révolution) *existe* . Son sort, au cours de la Révolution prochaine, dépendra d'un jeu très compliqué de toutes sortes de facteurs, objectifs et subjectifs, ces derniers surtout infiniment variés, mobiles, changeants, imprévisibles et insaisissables : jeu dont le résultat n'est à aucun moment ” objectivement inévitable ”.

Concluant sur ce point, je dis que l'insuffisance de la destruction fut la cause fondamentale du triomphe du bolchevisme sur l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917. Il va de soi qu'il en fut ainsi, et qu'il en est question ici, *parce que le jeu des divers autres facteurs n'a effacé ni la cause ni l'effet* . Mais il eût pu en être autrement. (Qui sait, d'ailleurs, quelle fut la part des facteurs subjectifs dans le triomphe du bolchevisme ?)

Certes, le discrédit *préalable* de la néfaste chimère politique du ” communisme ” autoritaire aurait assuré, facilité et accéléré la réalisation du principe libertaire. Mais, d'une façon générale, *l'insuffisance de ce discrédit au début de la Révolution ne signifiait nullement l'écrasement inévitable de l'anarchisme* .

Le jeu compliqué de divers facteurs peut avoir des résultats imprévus. Il peut finir par supprimer la cause et l'effet. *L'idée politique et autoritaire, la conception étatiste peuvent être détruites au cours de la Révolution, ce qui laisserait le champ libre à la réalisation de la conception anarchiste* .

De même que toute Révolution, celle de 1917 avait deux voies devant elle :

1. Celle de la *vraie Révolution de masses* , menant droit à leur affranchissement total. Si cette voie avait été prise, l'immense élan et le résultat *définitif* d'une telle Révolution aurait, effectivement, ” ébranlé le monde ”. Vraisemblablement, toute réaction aurait été dès lors impossible ; tout dissentiment au sein du mouvement social aurait été écarté d'avance par la force du fait accompli ; enfin, l'effervescence qui, en Europe, suivit la Révolution russe, aurait abouti, vraisemblablement, au même résultat définitif.
2. Celle de la Révolution *inachevée* . Dans ce cas, l'Histoire n'aurait qu'un moyen de continuer : recul vers une réaction mondiale, catastrophe mondiale (guerre), destruction totale de la forme de la société actuelle, et, en fin de compte, reprise de la Révolution par les masses elles-mêmes, réalisant leur véritable émancipation.

En principe, les deux voies étaient possibles. Mais, l'ensemble des facteurs en présence rendait la deuxième infiniment plus probable.

C'est la deuxième , en effet, qui fut suivie par la Révolution de 1917.

C'est la première qui devra être prise par la Révolution prochaine.

Et maintenant, notre parenthèse ”philosophique” fermée, revenons aux événements.

5. Autour de la Révolution d'Octobre

5.1 L'attitude des bolcheviks et des anarchistes avant Octobre

L'attitude du parti bolcheviste à la veille de la Révolution d'octobre fut très typique (dans le sens que nous venons d'examiner).

Il convient de rappeler ici que l'idéologie de Lénine et la position du parti bolcheviste avaient beaucoup évolué depuis 1900. Se rendant compte que les masses laborieuses russes, une fois lancées dans la Révolution, iraient très loin et ne s'arrêteraient pas à une solution bourgeoise - surtout dans un pays où la bourgeoisie

abondamment, je n'ai aucune raison d'envisager un cas qui, pour moi est tout simplement inexistant.

existait à peine comme classe - Lénine et son parti, dans leur désir de devancer et de dominer les masses pour les mener, finirent par établir un programme révolutionnaire extrêmement avancé. Ils envisageaient maintenant une révolution nettement *socialiste*. Ils arrivèrent à une conception presque *libertaire* de la révolution, à des mots d'ordre d'un esprit presque *anarchiste* - sauf, bien entendu, les points de démarcation fondamentaux : la prise du pouvoir et le problème de l'Etat.

Lorsque je lisais les écrits de Lénine, surtout ceux postérieurs à 1914, je constatais le parallélisme parfait de ses idées avec celles des anarchistes, exception faite de l'idée de l'Etat et du Pouvoir. Cette identité d'appréciation, de compréhension et de prédication me paraissait, déjà, très dangereuse pour la *vraie* cause de la Révolution. Car - je ne m'y trompais pas - sous la plume, dans la bouche et dans l'action des bolcheviks, toutes ces belles idées étaient sans vie réelle, sans lendemain. Ces écrits et ces paroles, fascinantes, entraînant, devaient rester sans conséquences sérieuses puisque *les actes* ultérieurs n'allaient certainement pas correspondre aux théories. Or, j'avais la certitude que, d'une part, les masses, vu la faiblesse de l'anarchisme, allaient suivre aveuglément les bolcheviks, et que, d'autre part, ces derniers allaient, fatalement, tromper les masses, les égarer sur une voie néfaste. Car, inévitablement, la voie étatiste allait fausser et dénaturer les principes proclamés.

C'est ce qui se produisit, en effet.

Afin de frapper l'esprit des masses, gagner leur confiance et leurs sympathies, le parti bolcheviste lança, avec toute la puissance de son appareil d'agitation et de propagande, des mots d'ordre qui, jusqu'alors, caractérisaient, précisément, l'anarchisme :

Vive la Révolution Sociale !

A bas la guerre ! Vive la paix immédiate !

Et, surtout :

La terre aux paysans ! Les usines aux ouvriers !

Les masses laborieuses se saisirent vite de ces "slogans" qui exprimaient parfaitement leurs véritables aspirations.

Or, dans la bouche et sous la plume des anarchistes, ces mots d'ordre étaient sincères et concrets, car ils correspondaient à leurs principes et, surtout, à une action envisagée comme entièrement conforme à ces principes. Tandis que chez les bolcheviks les mêmes mots d'ordre signifiaient des solutions pratiques totalement différentes de celles des libertaires et ne correspondaient nullement aux idées que les mots prétendaient exprimer. Ce n'était justement que des "slogans".

"Révolution sociale" signifiait pour les anarchistes un acte *vraiment social* : une transformation qui allait se produire en dehors de toute organisation ou activité politique et étatiste, de tout système social périmé - gouvernemental et autoritaire.

Or, les bolcheviks prétendaient faire la Révolution Sociale précisément à l'aide d'un Etat omnipotent, d'un gouvernement tout-puissant, d'un pouvoir dictatorial.

Tant qu'une révolution n'a pas aboli l'Etat, le gouvernement et la politique, les anarchistes ne la considèrent pas comme une Révolution Sociale, mais simplement comme une révolution politique (qui, bien entendu, peut être plus ou moins teintée d'éléments sociaux).

Or, l'arrivée au pouvoir, l'organisation de "leur" gouvernement et de "leur" Etat suffirent aux "communistes" pour parler d'une Révolution Sociale.

Dans l'esprit des anarchistes, "Révolution Sociale" voulait dire : *la destruction de l'Etat en même temps que du capitalisme*, et la naissance d'une société basée sur un autre mode d'organisation sociale.

Pour les bolchéviks, "Révolution Sociale" signifiait, au contraire, *la résurrection de l'Etat* après l'abolition de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire la création d'un nouvel Etat puissant appelé à "construire le socialisme".

Les anarchistes tenaient pour impossible d'instaurer le socialisme par l'Etat.

Les bolchevik prétendaient ne pouvoir y parvenir autrement que par l'Etat.

La différence d'interprétation était, on le voit, fondamentale.

(Je me rappelle ces grandes affiches collées aux murs, au moment de la Révolution d'octobre, annonçant des conférences de Trotsky sur *l'Organisation du Pouvoir*. "Erreur typique et fatale, disais-je aux camarades, car s'il s'agit d'une Révolution Sociale, il faut se préoccuper de l'organisation de *la Révolution* et non pas de l'organisation *du Pouvoir*".)

L'interprétation de l'appel à *la paix immédiate* était aussi très différente.

Les anarchistes entendaient par là *une action directe* des masses armées elles-mêmes, par-dessus la tête des gouvernants, des politiciens et des généraux. D'après les anarchistes, ces masses devaient quitter le front et rentrer dans le pays, proclamant ainsi hautement, à travers le monde, leur refus de se battre stupidement pour les intérêts des capitalistes leur dégoût de l'ignoble boucherie. Les anarchistes étaient d'avis que, précisément, un tel geste - franc, intègre, décisif - aurait produit un effet foudroyant sur les soldats des autres pays et aurait pu amener, en fin de compte, la fin de la guerre, peut-être même sa transformation en une révolution mondiale. Ils pensaient qu'il fallait au besoin, profitant de l'immensité du pays, y entraîner l'ennemi, le couper de ses bases, le décomposer et le mettre hors d'état de combattre.

Les bolcheviks avaient peur d'une telle action directe. Politiciens et étatistes, ils songeaient, eux, à une paix par la voie diplomatique et politique, fruit de pourparlers avec les généraux et les "plénipotentiaires" allemands.

La terre aux paysans, les usines aux ouvriers! Les anarchistes entendaient par là que, sans être propriété de qui que ce fût, le sol serait mis à la disposition de tous ceux qui désiraient le cultiver (sans exploiter personne), de leurs associations et fédérations, et que, de même, les usines, fabriques, mines, machines, etc., seraient également à la disposition de toutes les associations ouvrières productrices et de leurs fédérations. Le mode et les détails de cette activité seraient réglés par ces associations et fédérations *elles-mêmes*, suivant un libre accord.

Or, les bolcheviks entendaient par le même mot d'ordre *l'étatisation* de tous ces éléments. Pour eux, la terre, les usines, les fabriques, les mines, les machines, les moyens de transport, etc., devaient être *propriété de l'Etat* qui les remettrait en usufruit aux travailleurs.

Une fois de plus, la différence de l'interprétation était fondamentale.

Quant aux masses elles-mêmes, intuitivement, elles comprenaient tous ces mots d'ordre plutôt dans le sens libertaire. Mais, comme nous l'avons déjà dit, la voix anarchiste était relativement si faible que les vastes masses ne l'entendaient pas. Il leur semblait que *seuls les bolcheviks* osaient lancer et défendre ces beaux et justes principes. Ceci d'autant plus que le parti bolcheviste se proclamait tous les jours et à tous les coins de rues le *seul parti* luttant pour les intérêts des ouvriers et des paysans ; le seul qui, *une fois au pouvoir*, saurait accomplir la Révolution Sociale. "*Ouvriers et paysans ! Le parti bolcheviste est le seul qui vous défend. Aucun autre parti ne saura vous mener à la victoire. Ouvriers et paysans ! Le parti bolcheviste est votre parti à vous. Il est l'unique parti qui est réellement vôtre. Aidez-le à prendre le pouvoir, et vous triompherez.*" Ce leitmotiv de la propagande bolcheviste devint finalement une véritable obsession. Même le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche - parti politique autrement fort que les petits groupements anarchistes - ne put rivaliser avec les bolcheviks. Pourtant, il était alors puissant au point que les bolcheviks durent compter avec lui et lui offrir, pour quelque temps, des sièges au gouvernement.

5.1.1 Les bolcheviks, les anarchistes et les soviets.

Il est, enfin, intéressant de comparer la position des bolcheviks à celle des anarchistes, à la veille de la Révolution d'octobre, *en face de la question des Soviets ouvriers*.

Le parti bolcheviste comptait accomplir la Révolution, d'une part, par l'insurrection de ces Soviets qui exigeraient "tout le pouvoir" pour eux et, d'autre part, par l'insurrection militaire qui soutiendrait l'action des Soviets (le tout, bien entendu, sous la direction immédiate et effective du parti). Les masses ouvrières avaient mission d'appuyer vigoureusement cette action. En parfait accord avec sa façon de voir et sa "tactique", le parti bolcheviste lança le mot d'ordre général de la Révolution : "Tout le pouvoir aux Soviets !"

Quant aux anarchistes, ce mot d'ordre leur était suspect, et pour cause ; ils savaient bien que cette formule ne correspondait nullement aux véritables desseins du parti. Ils savaient qu'en fin de compte celui-ci *cherchait le pouvoir politique, bien centralisé, pour lui-même* (c'est-à-dire pour son comité central et, en dernier lieu, pour son chef Lénine qui, comme on sait, dirigeait tous les préparatifs de la prise du pouvoir, aidé par Trotsky).

” Tout le pouvoir aux Soviets ! ” n’était donc au fond, selon les anarchistes, qu’une formule creuse, pouvant recouvrir plus tard n’importe quel contenu. Elle était même une formule fausse, hypocrite, trompeuse, ” car, disaient les anarchistes, si le ” pouvoir ” doit appartenir réellement *aux Soviets*, il ne peut pas être *au parti*; et s’il doit être *au parti*, comme les bolcheviks l’envisagent, il ne peut appartenir *aux Soviets* ”. C’est pourquoi les anarchistes, tout en admettant que les Soviets pouvaient remplir certaines fonctions dans l’édification de la nouvelle société, n’admettaient pas la formule sans réserve. Pour eux, le mot *pouvoir* la rendait ambiguë, suspecte, illogique et démagogique. Ils savaient que, par sa nature même, le pouvoir politique ne saurait être réellement exercé que par un groupe d’hommes très restreint, au centre. Donc, ce pouvoir - *le vrai* - e pourrait appartenir aux Soviets. Il serait, en réalité, entre les mains du parti. Mais alors, quel sens avait la formule : ” Tout le pouvoir aux Soviets ” ?

Voici comment les anarcho-syndicalistes exprimèrent leurs doutes et leur pensée à ce sujet (trad. du russe, cit. du *Goloss Trouda*, hebdomadaire anarcho-syndicaliste de Pétrograd, no 11, du 20 octobre 1917, éditorial : ” Est-ce la fin ? ”) :

La réalisation éventuelle de la formule : *Tout le pouvoir aux Soviets* - ou, plutôt, la prise éventuelle du pouvoir politique- *serait-ce la fin ? Serait-ce tout ?* Cet acte achèvera-t-il l’oeuvre destructive de la Révolution ? Déblayera-t-il définitivement le terrain pour la grande édification sociale, pour l’élan créateur du peuple en révolution ?

La victoire des ” Soviets ” - si elle devient un fait accompli - et, une fois de plus, ” l’organisation du pouvoir ” qui la suivra, signifiera-t-elle effectivement la victoire du *Travail, des forces organisées des travailleurs*, le début de la véritable construction socialiste ? Cette victoire et ce nouveau ” pouvoir ” réussiront-ils à sortir la Révolution de l’impasse où elle s’est engagée ? Arriveront-ils à ouvrir de nouveaux horizons créateurs à la Révolution, aux masses, à tous ? Vont-ils désigner à la Révolution *le vrai chemin* d’un travail constructif, la solution effective de tous les problèmes brûlants de l’époque ?

Tout dépendra de l’interprétation que les vainqueurs prêteront au mot ” pouvoir ” et à leur notion d’ ” organisation du pouvoir ”. Tout dépendra de la façon dont la victoire sera utilisée ensuite par les éléments qui tiendront, au lendemain de la victoire, le dit ” pouvoir ”.

Si par ” pouvoir ” on veut dire que tout travail créateur et toute activité organisatrice, sur toute l’étendue du pays, passeront aux mains des *organismes ouvriers et paysans* soutenus par les masses en armes ;

Si l’on entend par ” pouvoir ” le plein droit de ces organismes d’exercer cette activité et de se fédérer dans ce but d’une façon naturelle et libre, commençant ainsi la nouvelle construction économique et sociale qui mènera la Révolution vers de nouveaux horizons de paix, d’égalité économique et de vraie liberté ;

Si le mot d’ordre ” pouvoir aux Soviets ” ne signifie pas l’installation de foyers d’un *pouvoir politique* foyers subordonnés à un centre politique et autoritaire général de l’Etat ;

Si, enfin, le *parti politique* aspirant au pouvoir et à la domination s’élimine après la victoire et cède effectivement sa place à une libre auto-organisation des travailleurs ;

Si le ” pouvoir des Soviets ” ne devient pas, en réalité, un pouvoir étatiste d’un nouveau parti politique,

Alors, et alors seulement, la nouvelle crise pourra devenir la dernière, pourra signifier le début d’une ère nouvelle.

Mais si l’on veut entendre par ” pouvoir ” une activité de *foyers politiques et autoritaires du parti*, foyers dirigés par son *centre politique et autoritaire principal* (pouvoir central du parti et de l’Etat) si la ” prise du pouvoir par les Soviets ” signifie, en réalité, l’usurpation du pouvoir *par un nouveau parti politique*, dans le but de reconstruire, *à l’aide de ce pouvoir*, par en haut et par le ” centre ” toute la vie économique et sociale du pays et de résoudre ainsi les problèmes compliqués du moment

et de l'époque - alors cette nouvelle étape de la Révolution ne *sera pas, elle non plus, une étape définitive*. Nous ne doutons pas un instant que ce " nouveau pouvoir " ne saurait ni commencer la vraie construction socialiste ni même satisfaire les besoins et les intérêts essentiels et immédiats de la population. Nous ne doutons pas que les masses seront vite déçues de leurs nouvelles idoles et obligées de se tourner vers d'autres solutions, après avoir désavoué leurs derniers dieux. Alors, après un intervalle - plus ou moins long - la lutte recommencera nécessairement. Ce sera le début de la *troisième et dernière étape* de la Révolution russe : étape qui fera d'elle, effectivement, une *Grand e Révolution*.

Ce sera une lutte entre les forces vives déployées par l'élan créateur des masses, d'une part, et le pouvoir social-démocrate à esprit centraliste se défendant âprement, d'autre part. Autrement dit : lutte entre les organismes ouvriers et paysans agissant directement et de leur propre chef, s'emparant de la terre et de tous les moyens de production, de transport, de distribution, pour établir, en toute indépendance, une vie humaine vraiment nouvelle, d'une part, et l'autorité marxiste politique, d'autre part ; lutte entre les systèmes autoritaire et libertaire ; lutte entre les deux principes qui se disputent depuis longtemps la prééminence : le principe marxiste et le principe anarchiste.

Et seule la victoire complète, définitive du principe anarchiste, principe d'une auto-organisation libre et naturelle des masses, signifiera la véritable victoire de la Grande Révolution.

Nous ne croyons pas à la possibilité d'accomplir la Révolution Sociale par le procédé politique. Nous ne croyons pas que l'oeuvre de la construction sociale nouvelle, que la solution des problèmes si vastes, variés et compliqués de notre temps, puissent être réalisés par un acte politique, par la prise du pouvoir, par le haut, par le centre...

Qui vivra verra !

5.2 La position des anarchistes vis-à-vis de la Révolution d'octobre

Le même jour, le " Groupe de Propagande Anarcho-Syndicaliste " publia dans le *Goloss Trouda* la déclaration suivante où il prit nettement position face aux événements :

1. En tant que nous prêtons au mot d'ordre " *Tout le pouvoir aux Soviets* " un tout autre sens que celui qui, à notre avis, lui est prêté par le parti social-démocrate bolcheviste " appelé par les événements à diriger le mouvement " ; en tant que nous ne croyons pas aux vastes perspectives d'une révolution qui débute par un acte *politique*, à savoir par la prise du pouvoir ; en tant que nous apprécions négativement toute action des masses déclenchée pour des buts politiques et sous l'emprise d'un parti politique ; en tant, enfin, que nous concevons d'une toute autre façon, aussi bien le début que le développement ultérieur d'une vraie Révolution Sociale, nous apprécions le mouvement actuel *négativement*.
2. Toutefois, si l'action des masses se déclenche, alors, en tant qu'anarchistes, nous y participerons avec la plus grande énergie. Nous ne pouvons pas nous mettre à l'écart des masses révolutionnaires, même si elles ne suivent pas notre chemin ni nos appels, même si nous prévoyons l'échec du mouvement. Nous n'oublions jamais qu'il est impassible de prévoir aussi bien la marche que l'issue d'un mouvement de masses. Par conséquent, nous considérons comme notre devoir de participer toujours à un tel mouvement, cherchant à lui communiquer notre sens, *notre idée, notre vérité*.

5.3 Quelques autres points désaccord

A part les grandes divergences de principe qui séparaient les anarchistes des bolcheviks, il existait entre eux des différences de détail. Citons-en deux, les plus importantes :

5.3.1 Les anarchistes et le " contrôle ouvrier de la production ".

Le premier concernait le problème ouvrier.

Les bolcheviks se préparaient à commencer par le soi-disant *contrôle ouvrier de la production*, c'est-à-dire l'ingérence des ouvriers dans la gestion des entreprises privées.

Les anarchistes objectaient que si ce " contrôle " ne devait pas rester lettre morte, si les organisations ouvrières étaient capables d'exercer *un contrôle effectif*, alors elles étaient capables aussi d'assurer elles-mêmes toute la production. Dans ce cas, on pouvait éliminer tout de suite, mais progressivement, l'industrie privée, en la remplaçant par l'industrie collective. En conséquence, les anarchistes rejetaient le mot d'ordre vague, douteux, de " contrôle de la production ". Ils prêchaient *l'expropriation - progressive mais immédiate - de l'industrie privée par des organismes de production collective*.

Soulignons, à ce propos, qu'il est absolument faux - j'insiste sur ce point car cette fausse assertion, soutenue par des gens ignorants ou de mauvaise foi, est assez répandue - il est faux, dis-je, qu'au cours de la Révolution russe, les anarchistes ne surent que " détruire " ou " critiquer ", " sans pouvoir formuler la moindre idée positive ". Il est faux que les anarchistes " ne possédaient pas eux-mêmes et, partant, n'exprimèrent jamais des idées suffisamment claires sur l'application de leur propre conception ". En parcourant la presse libertaire de l'époque (*Goloss Trouda, l'Anarchie, Nabate*, etc.), on peut voir que cette littérature *abondait* en exposés nets et pratiques sur le rôle et le fonctionnement des organismes ouvriers ainsi que sur le mode d'action qui permettait à ces derniers de remplacer, en liaison avec les paysans, le mécanisme capitaliste et étatiste détruit.

Ce qui manqua à l'anarchisme dans la Révolution russe, ce ne furent pas les *idées* claires et précises, ce furent, nous l'avons dit, les *institutions* pouvant, dès le début, appliquer ces idées à la vie. Et ce furent les bolcheviks qui, pour réaliser leurs propres desseins, s'opposèrent à la création et au fonctionnement de telles institutions.

Les idées, claires et précises, étaient lancées, les masses étaient intuitivement prêtes à les comprendre et à les appliquer, avec l'aide des révolutionnaires, des intellectuels, des spécialistes. Les institutions nécessaires étaient ébauchées et pouvaient être rapidement orientées vers le véritable but, avec l'aide des mêmes éléments. Les bolcheviks empêchèrent sciemment et la diffusion de ces idées, et cette aide éclairée, et l'activité de ces institutions. *Car ils voulurent l'action pour eux seuls et sous forme de Pouvoir politique*.

Cet ensemble de faits, précis et incontestables, est capital pour quiconque chercherait à comprendre le processus et le sens de la Révolution russe. Le lecteur trouvera plus loin de nombreux exemples - entre mille - appuyant mes affirmations, point par point.

5.3.2 Les bolcheviks, les anarchistes et l'assemblée constituante.

Le second sujet litigieux fut celui de l'*Assemblée Constituante*.

Pour continuer la Révolution et la transformer en une Révolution Sociale, les anarchistes ne voyaient aucune utilité à convoquer cette Assemblée : institution essentiellement politique et bourgeoise, encombrante et stérile, disaient-ils, institution qui, par sa nature même, se placerait " au-dessus des luttes sociales " et s'imposerait uniquement dans le but d'aboutir à des compromis dangereux, d'arrêter la Révolution et même de l'étouffer si possible.

Les anarchistes s'efforçaient donc de faire comprendre aux masses travailleuses l'inutilité de la " Constituante ", la nécessité de s'en passer et de la remplacer immédiatement par des organismes économiques et sociaux, *si, réellement, on voulait commencer une Révolution Sociale*.

Les bolcheviks, en vrais politiciens, hésitaient à abandonner franchement la Constituante. (Sa convocation, nous l'avons vu, figurait en bonne place dans leur programme, avant la prise du Pouvoir.) Cette hésitation avait plusieurs raisons : d'une part, les bolcheviks ne voyaient aucun inconvénient à ce que la Révolution fût " arrêtée " au point où elle se trouvait, pourvu qu'ils restassent maîtres du pouvoir. Dans cet ordre d'idées, la Constituante pouvait servir leurs intérêts si, par exemple, sa majorité était bolchévisante ou si les députés approuvaient leur direction et leurs actes. D'autre part, les masses étaient encore fortement attachées à la Constituante et il n'était pas prudent de les contrarier dès le début. Enfin, les bolcheviks ne se sentaient pas encore suffisamment forts pour risquer de fournir un atout aux ennemis qui, rappelant les promesses formelles du parti avant la prise

du pouvoir, pouvait crier à la trahison et troubler les masses. Or, tant que celles-ci n'étaient pas solidement bridées et soumises, leur esprit était en éveil et leur humeur restait fort changeante : l'exemple du gouvernement Kérénsky était encore tout frais. Finalement, le parti s'arrêta à la solution suivante : procéder à la convocation de l'Assemblée, tout en surveillant de près les élections et déployant le maximum d'efforts pour que le résultat soit favorable au gouvernement bolcheviste. Si la Constituante s'avérait bolchévisante ou, tout au moins, docile et sans importance réelle, la manoeuvrer et l'utiliser aux fins du gouvernement ; si, malgré tout, l'Assemblée n'était pas favorable au bolchevisme ; surveiller de près les réactions dans les masses et la dissoudre à la première occasion venue. Certes, le jeu était quelque peu risqué. Mais comptant sur sa vaste et profonde popularité et aussi sur l'absence de pouvoir entre les mains de l'Assemblée qui, de plus, allait certainement se compromettre elle-même au cas où elle se dresserait contre le bolchevisme, ce risque fut accepté. Les événements qui suivirent montrèrent que le parti bolcheviste ne s'était pas trompé.

Au fond, la promesse des bolcheviks de convoquer la Constituante dès qu'ils seraient arrivés au pouvoir n'était, chez eux, qu'une formule démagogique. Dans leur jeu, c'était une carte qui devait gagner à tout coup. Si la Constituante validait leur pouvoir, leur position s'en trouverait rapidement et singulièrement raffermie dans le pays et à l'étranger. Dans le cas contraire, ils se sentaient suffisamment forts pour s'en débarrasser dès que possible.

5.4 Quelques considérations

Naturellement, *les masses populaires* ne pouvaient pénétrer toutes les subtilités de ces diverses interprétations. Il leur était impossible - même lorsqu'elles entraient parfois en contact avec nos idées - de comprendre la portée réelle des différences dont il est question. Les travailleurs russes étaient les moins rompus aux choses de la politique. Ils ne pouvaient se rendre compte ni du machiavélisme ni du danger de l'interprétation bolcheviste.

Je me rappelle les efforts désespérés que je déployai pour prévenir les travailleurs, autant que cela me fut possible, par la parole et la plume, du danger imminent pour la vraie Révolution au cas où les masses permettraient au parti bolcheviste de s'installer solidement au pouvoir.

J'avais beau insister : les masses ne saisissaient pas le danger. Combien de fois on m'objectait ceci : " Camarade, nous te comprenons bien. Et, d'ailleurs, nous ne sommes pas *trop* confiants. Nous sommes d'accord qu'il nous faut être quelque peu sur nos gardes, ne pas croire aveuglément, conserver au fond de nous-mêmes une méfiance prudente. Mais, jusqu'à présent, les bolcheviks ne nous ont jamais trahis ; ils marchent carrément avec nous, ils sont nos amis ; ils nous prêtent un bon coup de main et ils affirment qu'une fois au pouvoir ils pourront faire triompher aisément nos aspirations. Cela nous paraît vrai. Alors, pour quelles raisons les rejeterions-nous ? Aidons-les à conquérir le pouvoir et nous verrons après. "

J'avais beau affirmer qu'on ne pourrait jamais réaliser les buts de la Révolution Sociale au moyen d'un pouvoir politique ; j'avais beau répéter qu'une fois organisé et armé, le pouvoir bolcheviste, tout en s'avérant fatalement impuissant comme les autres, serait pour les travailleurs infiniment plus dangereux et difficile à abattre que ne l'avait été ceux-là. Invariablement, on me répondait ceci : " Camarade, c'est nous, les masses, qui avons renversé le tzarisme. C'est nous qui avons renversé le gouvernement bourgeois. C'est nous qui sommes prêts à renverser Kérénsky. Eh bien, si tu as raison, si les bolcheviks ont le malheur de nous trahir, de ne pas tenir leurs promesses, nous les renverserons comme les autres. Et alors, nous marcherons définitivement et uniquement avec nos amis les anarchistes. "

J'avais beau affirmer à nouveau que, pour telles et telles raisons, l'Etat bolcheviste serait beaucoup plus dur à renverser : on ne voulait, on ne pouvait me croire.

Il ne faut nullement s'en étonner puisque même dans les pays habitués aux méthodes politiques et où (comme en France) on en est plus ou moins dégoûté, les masses laborieuses, et même les intellectuels, tout en souhaitant la Révolution, n'arrivent pas encore à comprendre que l'installation au pouvoir d'un parti politique, même d'extrême-gauche, et l'édification d'un Etat, quelle que soit son étiquette, aboutiront à la mort de la Révolution. Pouvait-il en être autrement dans un pays tel que la Russie, n'ayant jamais fait la moindre expérience politique ?

Rentrant sur leurs navires de guerre de Pétrograd à Cronstadt après la victoire d'octobre 1917, les marins révolutionnaires entamèrent aussitôt une discussion sur le danger pouvant résulter de l'existence même du

” Conseil des Commissaires du Peuple ” au pouvoir. D’aucuns affirmaient, notamment, que ce ” sanhédrin ” politique serait capable de trahir un jour les principes de la Révolution d’octobre. Mais, dans leur ensemble, les marins, impressionnés surtout par la facile victoire de celle-ci, déclaraient en brandissant leurs armes : ” Dans ce cas, puisque les canons ont su atteindre le Palais d’Hiver, ils sauront aussi bien atteindre Smolny. ” (L’ex-Institut ” Smolny ” fut le premier siège du gouvernement bolcheviste à Pétrograd, aussitôt après la victoire.)

Comme nous le savons, l’idée politique, étatiste, gouvernementale n’était pas encore discréditée dans la Russie de 1917. Présentement, elle ne l’est encore dans aucun autre pays. Il faudra certainement du temps et d’autres expériences historiques pour que *les masses*, éclairées en même temps par la propagande, saisissent enfin nettement la fausseté, le vide, le péril de cette idée.

La nuit de la fameuse journée du 25 octobre, je me trouvais dans une rue de Pétrograd. Elle était obscure et calme. Au loin, on entendait quelques coups de fusil espacés. Subitement, une auto blindée me dépassa à toute allure. De l’intérieur de la voiture, une main lança un paquet de feuilles de papier qui volèrent en tous sens. Je me baissai et j’en ramassai une. C’était un appel du nouveau gouvernement ” aux ouvriers et paysans ”, leur annonçant la chute du gouvernement de Kérénsky et la liste du nouveau gouvernement ” des commissaires du peuple ”, Lénine en tête.

Un sentiment compliqué de tristesse, de colère, de dégoût, mais aussi une sorte de satisfaction ironique s’emparèrent de moi ” Ces imbéciles (s’ils ne sont pas, tout simplement, des démagogues imposteurs, pensai-je), doivent s’imaginer qu’ils font ainsi la Révolution Sociale ! Eh bien, ils vont voir... Et les masses vont prendre une bonne leçon ! ”

Qui eût pu prévoir à ce moment que seulement quatre années plus tard, en 1921, aux dates glorieuses de février - du 25 au 28 exactement - les ouvriers de Pétrograd se révolteraient contre le nouveau gouvernement ” communiste ” ?

Il existe une opinion qui jouit de quelque crédit parmi les anarchistes. On prétend que, dans les conditions données, les anarchistes russes, renonçant momentanément à leur négation de la ” politique ” des partis, de la démagogie, du pouvoir, etc., auraient dû agir ” à la bolchevik ”, c’est-à-dire former une sorte de parti politique et tenter de prendre *provisoirement* le pouvoir. Dans ce cas, dit-on, ils auraient pu ” entraîner les masses ” derrière eux, l’emporter sur les bolcheviks et saisir le pouvoir ” pour organiser ensuite l’anarchie ”.

Je considère ce raisonnement comme fondamentalement et dangereusement faux.

Même si les anarchistes, dans ce cas, avaient remporté la victoire (ce qui est fort douteux), celle-ci, achetée au prix de l’abandon ” momentané ” du principe fondamental de l’anarchisme, n’aurait jamais pu aboutir au triomphe de ce principe. Entraînés par la force et la logique des choses, les anarchistes au pouvoir - quel non-sens ! - n’auraient réalisé qu’une *variété du bolchevisme*.

(J’estime que les récents événements d’Espagne et l’attitude de certains anarchistes espagnols qui acceptèrent des postes gouvernementaux, se lançant ainsi dans le vide de la ” politique ” et réduisant à néant la véritable action anarchiste, confirment, dans une large mesure, mon point de vue.)

Si une pareille méthode pouvait apporter le résultat recherché, s’il était possible d’abattre le pouvoir par le pouvoir, l’anarchisme n’aurait aucune raison d’être. ” En principe ”, tout le monde est ” anarchiste ”. Si les communistes, les socialistes, etc., ne le sont pas *en réalité*, c’est précisément parce qu’ils croient possible d’arriver à l’ordre libertaire en passant par le stade de la politique et du pouvoir. (Je parle de gens sincères.) Donc, si l’on veut supprimer le pouvoir par le moyen du pouvoir et des ” masses entraînées ”, on est communiste, socialiste, tout ce qu’on voudra mais on n’est pas anarchiste. On est anarchiste, précisément, parce qu’on tient pour impossible de supprimer le pouvoir, l’autorité et l’Etat à l’aide du pouvoir, de l’autorité et de l’Etat (et des masses entraînées). Dès qu’on a recours à ces moyens - ne serait-ce que ” momentanément ” et avec de très bonnes intentions - on cesse d’être anarchiste, on renonce à l’anarchisme, on se rallie au principe bolcheviste.

L’idée de chercher à entraîner les masses derrière le pouvoir est contraire à l’anarchisme qui, justement, ne croit pas que les hommes puissent arriver jamais à leur véritable émancipation par ce chemin.

Je me rappelle, à ce propos, une conversation avec la très connue camarade Marie Spiridonova, animatrice du parti socialiste-révolutionnaire de gauche, en 1919 (ou 1920), à Moscou.

(Au risque de sa vie, Marie Spiridonova exécuta, jadis, un des plus farouches satrapes du tzar. Elle avait subi des tortures, frôlé la mort et séjourné longuement au bagne. Libérée par la révolution de février 1917, elle adhéra

au parti socialiste-révolutionnaire de gauche et devint un de ses piliers. C'était une révolutionnaire des plus sincères : dévouée, écoutée, estimée.)

Lors de notre discussion, elle m'affirma que les socialistes-révolutionnaires de gauche se représentaient le pouvoir sous une forme très restreinte : un pouvoir réduit au minimum, donc très faible, très humain et surtout très provisoire. " Juste *le strict nécessaire* permettant, le plus rapidement possible, de l'affaiblir, de l'effriter et de le laisser s'évanouir. " - " Ne vous trompez pas, lui dis-je : le pouvoir n'est jamais une " boule de sable " qui, à force d'être roulée, se désagrège ; c'est toujours une " boule de neige " qui, roulée, ne fait qu'augmenter de volume. Une fois au pouvoir, vous ferez comme les autres. "

Et les anarchistes aussi, aurais-je pu ajouter.

Dans le même ordre d'idées, je me souviens d'un autre cas frappant.

En 1919, je militais en Ukraine. A cette époque, les masses populaires étaient déjà forcément désillusionnées par le bolchevisme. La propagande anarchiste en Ukraine (où les bolcheviks ne l'avaient pas encore totalement supprimée) commençait à remporter un vif succès.

Une nuit, des soldats rouges, délégués par leurs régiments, vinrent au siège de notre Groupe de Kharkow et nous déclarèrent ceci : " Plusieurs unités de la garnison, déçues par le bolchevisme et sympathisant avec les anarchistes, sont prêtes à agir. On pourrait arrêter sans inconvénient, une de ces nuits, les membres du gouvernement bolcheviste d'Ukraine et proclamer un gouvernement anarchiste qui serait certainement meilleur. Personne ne s'y opposerait, tout le monde en ayant assez du pouvoir bolcheviste. Nous demandons donc au parti anarchiste, dirent-ils, de se mettre d'accord avec nous, de nous autoriser à agir en son nom pour préparer l'action, de procéder à l'arrestation du gouvernement présent et de prendre le pouvoir à sa place, avec notre aide. Nous nous mettons entièrement à la disposition du parti anarchiste. "

Le malentendu était évident. Rien que le terme : " parti anarchiste " en témoignait. Les braves militaires n'avaient aucune notion de l'anarchisme. Ils avaient dû en entendre parler vaguement ou avaient assisté à quelque meeting.

Mais le fait était là. Deux solutions éventuelles se présentaient à nous : ou bien profiter de ce malentendu, faire arrêter le gouvernement bolcheviste et " prendre le pouvoir " en Ukraine ; ou bien expliquer aux soldats leur erreur, leur faire comprendre le fond même de l'anarchisme et renoncer à l'aventure.

Naturellement, nous nous arrê tâmes à cette dernière solution. Pendant deux heures, j'exposai aux soldats notre point de vue : " Si, leur dis-je alors, de vastes masses se soulevaient pour une nouvelle révolution, abandonnant franchement le gouvernement et ayant conscience qu'il ne faut pas le remplacer par un autre pour organiser leur vie nouvelle sur d'autres bases, ce serait la bonne, la vraie Révolution, et tous les anarchistes marcheraient avec les masses. Mais si nous - un groupe d'hommes - arrêtons le gouvernement bolcheviste pour nous mettre à sa place, rien ne changerait au fond. Et, par la suite, entraînés par le même système, nous ne pourrions pas faire mieux que les bolcheviks. "

Les soldats finirent par *comprendre* mes explications et partirent en jurant de militer dorénavant pour la véritable Révolution et pour l'idée anarchiste.

Mais ce qui est inconcevable, c'est qu'il existe de nos jours des " anarchistes " - et non des " derniers " - qui me reprochent de ne pas avoir " pris le pouvoir " à ce moment-là. Selon eux, nous aurions dû marcher, faire arrêter le gouvernement bolcheviste et nous installer à sa place. Ils prétendent que nous avons manqué là une belle occasion de réaliser nos idées... à l'aide du pouvoir, ce qui est contraire à nos idées.

Combien de fois ai-je dit à mon auditoire, en pleine Révolution : " N'oubliez jamais que *pour* vous, *au-dessus* de vous, à *votre* place, personne ne pourra rien faire. Le " meilleur " gouvernement ne pourra que faire faillite. Et si, un jour, vous apprenez que tenté par l'idée politique et autoritaire, moi, Voline, j'ai accepté un poste gouvernemental, devenant " commissaire ", ou " ministre ", ou quelque chose de semblable, deux semaines après, camarades, vous pourrez me fusiller en toute tranquillité d'esprit et de conscience, sachant que j'ai trahi la vérité, la vraie cause et la véritable Révolution ! "

6. Après octobre

6.1 Les bolcheviks au pouvoir ; les différends entre eux et les anarchistes

6.1.1 Premiers tâtonnements. - Premiers compromis. - Premières impostures. - Leurs conséquences fatales.

La lutte entre les deux conceptions de la Révolution Sociale : étatiste-centraliste et libertaire-fédéraliste, était inégale dans cette Russie de 1917.

La conception étatiste l'emporta. Le gouvernement bolcheviste s'installa sur le trône vacant. Lénine fut son chef incontesté. C'est à ce dernier et à son parti qu'incomba la tâche de liquider la guerre, de faire face à tous les problèmes de la Révolution et d'amener celle-ci dans la voie de la véritable Révolution Sociale.

L'idée politique prit le dessus. C'est elle qui allait faire ses preuves. Nous allons voir maintenant comment elle les a faites.

Le nouveau gouvernement - bolcheviste - était en fait un gouvernement d'intellectuels, de doctrinaires marxistes. Installés au pouvoir, prétendant y représenter les travailleurs et connaître, seuls, le véritable moyen de les mener vers le socialisme, ils entendaient gouverner, avant tout, au moyen de décrets et de lois que les masses laborieuses étaient tenues d'approuver et d'appliquer.

Au début, le gouvernement et son chef, Lénine, firent mine d'être les fidèles exécuteurs de la volonté du peuple travailleur ; en tout cas, de justifier devant ce peuple leurs décisions, leurs gestes et leurs activités. Ainsi, par exemple, leurs toutes premières mesures, à savoir le premier pas officiel vers la paix immédiate (décret du 28 octobre 1917) et le décret remettant la terre aux paysans (le 26 octobre) furent adoptées par le Congrès des Soviets qui approuva le gouvernement. D'ailleurs, Lénine savait d'avance que ces lois seraient accueillies avec satisfaction et par le peuple et par les milieux révolutionnaires. Au fond, elles ne faisaient que sanctionner l'état de choses existant.

De même Lénine jugea encore nécessaire de justifier devant l'Exécutif des Soviets la dissolution de la Constituante (en janvier 1918).

Cet acte de la Révolution - un des premiers - mérite quelques précisions.

6.1.2 La dissolution de l'Assemblée Constituante.

Le lecteur sait que les anarchistes, en parfait accord avec l'ensemble de leur conception sociale et révolutionnaire, étaient opposés à la convocation de la Constituante.

Voici en quels termes ils développèrent leur point de vue dans l'éditorial de leur hebdomadaire de Pétrograd (*Goloss Trouda*, n° 19 du 18 novembre-1er décembre 1917) :

Camarades ouvriers, paysans, soldats, marins, et tous les travailleurs.

Nous voilà en pleine élection pour l'Assemblée Constituante.

Il est très probable que, bientôt, celle-ci se réunira et commencera à siéger.

Tous les partis politiques - y compris les bolcheviks - remettent le sort ultérieur de la Révolution, du pays et du peuple travailleur entre les mains de cet organe central.

Dans ces conditions, nous avons le devoir de vous mettre en garde contre deux dangers éventuels.

Premier danger : les bolcheviks n'auront pas dans la Constituante une forte majorité (ou même s'y trouveront en minorité).

Dans ce cas, la Constituante formera encore une institution politique inutile, bigarrée, socialo-bourgeoise. Ce sera encore une parlote absurde, à la manière de la " Conférence d'Etat " de Moscou, de la " Conférence démocratique " de Pétrograd, du " Conseil provisoire de la République ", etc. Elle s'embourbera dans des discussions et disputes vaines. Elle freinera la véritable Révolution .

Si nous ne voulons pas *exagérer* ce danger, c'est uniquement parce que nous espérons que, dans ce cas, les masses sauront, une fois de plus, sauver la Révolution les armes à la main et la pousser en avant, sur le vrai chemin.

Mais nous devons dire, à propos de ce danger, que les masses laborieuses n'ont *nullement besoin* d'un nouveau remue-ménage de ce genre. Les masses pourraient et devraient s'en passer. A quoi bon gaspiller l'énergie et l'argent à créer et à entretenir une institution inepte ? (Et, en attendant, la Révolution des travailleurs s'arrêtera, une fois de plus !) A quoi bon sacrifier de nouveau des forces et du sang pour combattre plus tard cette institution stupide et stérile afin de "sauver (combien de fois encore ?) la Révolution" et la sortir d'un "point mort" ? Ces forces et ces efforts pourraient être employés, au grand profit de la Révolution, du peuple et du pays, à *organiser les masses laborieuses d'une manière directe et à la base même* : dans les villages, dans les villes, dans les entreprises, etc., à relier ces organisations, par en bas, en communes et en fédérations de villages et de villes libres, d'une façon naturelle et immédiate, sur la base du travail et non sur celle de la politique ou de l'adhésion à tel ou tel parti, à aboutir, par la suite, à des unifications régionales, etc. Ces forces et ces efforts devraient et pourraient être employés à organiser immédiatement et énergiquement l'approvisionnement des entreprises en matières premières et en combustibles, à améliorer les voies de communications, à organiser les échanges et toute l'économie nouvelle en général ; enfin, à mener une lutte directe contre les restes de la réaction (surtout contre le mouvement très gênant de Kalédine dans le Midi).

Second danger : les bolcheviks seront à l'Assemblée Constituante en *forte majorité*.

Dans ce cas, venus facilement à bout de l' "opposition" et l'ayant écrasée sans difficulté, ils deviendront, d'une façon ferme et solide, les maîtres *légaux* du pays et de toute la situation : maîtres reconnus manifestement par la "majorité de la population". C'est précisément ce que les bolcheviks cherchent à obtenir de l'Assemblée Constituante. C'est pour cela qu'ils en ont besoin. La Constituante doit consolider et "légaliser" leur pouvoir.

Camarades, *ce danger est beaucoup plus important, plus grave que le premier.*

Soyez sur vos gardes !

Une fois leur pouvoir consolidé et "légalisé", les bolcheviks - qui sont des sociaux-démocrates, politiciens et étatistes, c'est-à-dire des hommes d'action centraliste et autoritaire - commenceront à arranger la vie du pays et du peuple avec des moyens gouvernementaux et dictatoriaux, imposés par le centre. Leur siège à Pétrograd dictera les volontés du parti à toute la Russie, disposera de tout le pays. *Vos Soviets et vos autres organisations locales deviendront peu à peu de simples organes exécutifs de la volonté du gouvernement central*. Au lieu d'un travail constructeur normal des masses laborieuses, au lieu d'une libre unification *par en bas*, on assistera à la mise en place d'un appareil autoritaire, politique et étatique qui agira *par en haut* et se mettra à écraser tout avec sa poigne de fer. Les Soviets et les autres organes devront obéir et s'exécuter. Cela sera appelé "discipline". Malheur à celui qui ne sera pas d'accord avec le pouvoir central et ne jugera pas utile de lui obéir ! Fort de "l'approbation générale" de la population, ce pouvoir le forcera à se soumettre.

Soyez sur vos gardes, camarades !

Observez bien et souvenez-vous.

Plus le succès des bolcheviks deviendra formel et leur situation solide, plus leur action prendra l'allure *autoritaire*, c'est-à-dire plus la réalisation et la défense de leur pouvoir politique et central deviendront nettes et précises. Ils commenceront à donner des ordres de plus en plus catégoriques aux organisations et aux Soviets locaux. Ils se mettront à faire par en haut la politique qu'ils voudront, sans reculer devant l'emploi de la force armée en cas de résistance.

Plus leur succès s'affirmera, plus ce danger se précisera, car leur action en deviendra d'autant plus sûre et ferme. Chaque nouveau succès - vous allez le voir ! - leur fera tourner la tête davan-

tage. Chaque jour de plus de leur succès approchera la véritable Révolution de ce grand danger. L'accumulation de leurs succès signifiera l'aggravation du danger.

Vous pouvez, d'ailleurs, vous en apercevoir dès maintenant.

Observez attentivement les derniers ordres et dispositions de la nouvelle autorité. Présentement déjà, vous pouvez vous rendre nettement compte de la tendance des sommités bolchevistes d'arranger la vie du peuple à la manière politique et autoritaire, au moyen du centre qui s'impose. Présentement déjà, des sommités donnent des ordres formels au pays. Présentement déjà, on voit clairement qu'elles comprennent le mot d'ordre " Pouvoir aux Soviets " comme pouvoir de l'autorité centrale à Pétrograd, autorité à laquelle les Soviets et les autres organes locaux doivent être soumis à titre de simples organes exécutifs.

Cela se passe *maintenant* que les sommités bolchevistes sentent encore fortement leur dépendance des masses et, naturellement, craignent de provoquer des désillusions ; maintenant que leur succès n'est pas encore totalement assuré et dépend entièrement de l'attitude des masses à leur égard.

Que sera-ce donc lorsque leur succès deviendra un fait accompli et que les masses les auront entourées d'une confiance enthousiaste et solide ?

Camarades ouvriers, paysans et soldats !

Ne perdez jamais de vue ce danger !

Soyez prêts à défendre la véritable Révolution et la vraie liberté de vos organisations et de votre action - partout où vous êtes - contre la violence et le joug de la nouvelle Autorité, du nouveau maître : l'Etat centralisé, et des nouveaux imposteurs : les chefs des partis politiques.

Soyez prêts à agir de façon que les succès des bolcheviks - si ces succès leur font tourner la tête et les transforment en imposteurs - deviennent leur tombeau.

Soyez prêts à arracher la Révolution à une nouvelle prison.

N'oubliez pas que seuls, *vous-mêmes*, devez et pouvez construire et créer votre vie nouvelle au moyen de vos libres organisations locales et de leurs fédérations. Sinon, vous ne la verrez jamais !

Les bolcheviks vous disent souvent la même chose.

Tant mieux, naturellement, si, en fin de compte, ils agissent conformément à ce qu'ils disent.

Mais, camarades, tous les nouveaux maîtres, dont la situation dépend de la sympathie et de la confiance des masses, parlent au début un langage doux et tendre. Les premiers jours, Kérénsky avait, lui aussi, une bouche de miel ; le coeur de fiel s'est révélé plus tard.

Tenez compte et prenez note, non pas des *paroles* et des *discours*, mais des *gestes* et des *actes*. Et dès que vous aurez découvert la moindre contradiction entre ce que ces gens vous *disent* et ce qu'ils *font*, soyez sur vos gardes !

Ne vous fiez pas aux paroles, camarades !

Fiez-vous uniquement aux actes et aux faits !

Ne vous fiez pas à l'Assemblée Constituante, aux partis, ni aux chefs.

Ayez uniquement confiance en vous-mêmes et dans la Révolution .

Seuls *vous-mêmes*, c'est-à-dire vos organismes locaux de base, organismes des travailleurs et non des partis, et ensuite votre unification directe et naturelle (régionale, etc.) - seuls vous-mêmes devez être les constructeurs et les maîtres de la vie nouvelle, et non pas l'Assemblée Constituante, non pas un gouvernement central, non pas les partis ni les chefs !

Et dans un autre article du même hebdomadaire (n° 21 du 2-15 décembre 1917, éditorial : " A la place de l'Assemblée Constituante "), les anarchistes disaient ceci :

Il est notoire que nous, les anarchistes, renions l'Assemblée Constituante, l'estimant non seulement inutile, mais franchement nuisible à la cause de la Révolution.

Cependant, peu nombreux sont encore ceux qui se rendent compte des *raisons* qui déterminent notre point de vue.

Or, justement, ce qui est essentiel, ce n'est pas tant le *fait* de nous dresser contre la Constituante ; ce sont les *raisons* qui nous amènent à le faire.

Ce n'est pas par caprice, par obstination ou par esprit de contradiction que nous rejetons l'Assemblée Constituante. Nous ne nous bornons pas, d'ailleurs, à la rejeter " purement et simplement " nous arrivons à ce reniement d'une façon parfaitement logique.

Nous estimons, en effet, qu'en période de Révolution Sociale, ce qui importe aux travailleurs c'est qu'ils puissent organiser la vie nouvelle eux-mêmes, par en bas, et à l'aide de leurs organismes économiques immédiats, et non par en haut, au moyen d'un centre politique autoritaire.

Nous rejetons l'Assemblée Constituante, car nous mettons à sa place une tout autre institution " constituante " un *organisme de travail*, unifié par en bas, d'une façon naturelle.

Nous repoussons donc l'Assemblée Constituante, car nous proposons à sa place quelque chose d'autre. Et nous ne voulons pas que cette autre chose soit gênée par l'Assemblée Constituante.

Les bolcheviks reconnaissent, d'une part, l'organisation des travailleurs, directe et de classe (les Soviets, etc.) ; mais, d'autre part, ils conservent l'Assemblée Constituante, cet organisme inepte et hors d'utilité.

Nous estimons cette dualité contradictoire, nuisible, très dangereuse. Elle est le résultat fatal du fait que les bolcheviks, en vrais sociaux-démocrates, pataugent généralement dans les questions de la " politique " et de " l'économie ", de " l'autorité " et de la non-autorité, du " parti " et de la " classe ". Ils n'osent pas renoncer définitivement et totalement aux préjugés morts, car cela signifierait pour eux se jeter à l'eau sans savoir nager.

Patauger dans des contradictions est inévitable pour des gens qui, lors d'une Révolution prolétarienne, considèrent comme leur tâche principale *l'organisation du pouvoir* !

Nous renions cette " organisation du pouvoir ", car précisément, nous lui substituons " *l'organisation de la Révolution* ".

" L'organisation du Pouvoir " aboutit logiquement à l'Assemblée Constituante.

" L'organisation de la Révolution " aboutit, logiquement aussi, à une autre édification où, tout simplement, il n'y a pas de place pour la Constituante, ou cette dernière est carrément gênante.

Voilà pourquoi nous renions l'Assemblée Constituante.

Les bolcheviks préférèrent convoquer l'Assemblée, décidés d'avance à la dominer ou à la dissoudre si sa majorité n'était pas bolcheviste (chose possible dans l'ambiance du moment) .

La Constituante fut donc convoquée, en janvier 1918. En dépit de tous les efforts du parti bolcheviste, au pouvoir depuis trois mois, la majorité de l'Assemblée s'avéra anti-bolcheviste. Ce résultat confirma pleinement les appréhensions des anarchistes. " Si les travailleurs, disaient-ils, pour suivaient tranquillement leur oeuvre de

¹⁴ Comme dans maintes autres circonstances, les bolcheviks s'efforcent depuis longtemps, de défigurer les faits. Ils affirment, dans leur presse que Jélezniakoff était devenu - ou même fut toujours - bolchevik . On comprend que le contraire les gêne. Au moment de la mort de Jélezniakoff (il fut mortellement blessé lors d'un combat contre les " blancs " dans le Midi), les bolcheviks ont raconté dans une note, parue dans les Izvestia, que Jélezniakoff sur son lit de mort aurait déclaré être d'accord avec le bolchevisme. Depuis, ils disent carrément qu'il a toujours été bolchevik. Tout cela est faux. L'auteur de ces lignes et d'autres camarades d'idées ont connu Jélezniakoff intimement . En quittant Pétrograd pour le front, prenant congé de moi et sachant qu'en tant qu'anarchiste il pouvait s'attendre à tout de la part des bolcheviks, il me déclara textuellement ceci : " Quoi qu'il advienne et quoi qu'on puisse raconter sur moi, sache bien que je suis anarchiste que je me battrai comme tel et que si tel est mon sort, je mourrai en anarchiste . " Et il me légua le devoir de démolir le cas échéant les mensonges bolchevistes. J'accomplis ici ce devoir.

construction économique et sociale, sans se soucier des comédies politiques, la grande majorité de la population les aurait suivis finalement, sans autre cérémonie. Tandis que maintenant on a sur le dos ce souci inutile...”

Toutefois, et en dépit de l'inutilité flagrante de cette Assemblée dont les "travaux" se poursuivaient dans une atmosphère d'indifférence morne et générale (tout le monde sentait, en effet, l'inutilité et la fragilité de cette institution), le gouvernement bolcheviste hésitait à la dissoudre.

Il fallut l'intervention quasi fortuite d'un anarchiste pour que l'Assemblée Constituante fût, enfin, dissoute. Tel fut le fait historique peu connu.

Le hasard voulut, en effet, qu'un anarchiste, marin de Cronstadt, Anatole Jélezniakoff, fût nommé par le gouvernement bolcheviste à la tête du détachement de garde au siège de l'Assemblée¹⁴.

Depuis plusieurs jours déjà, les discours interminables des leaders des partis politiques à l'Assemblée - discours qui se prolongeaient, sans aucune utilité, fort tard dans la nuit - fatiguaient et désespéraient le corps de garde obligé, chaque fois, d'attendre la fin des discours de la veille.

Une nuit - les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche ayant quitté la séance après une déclaration comminatoire à l'adresse des représentants de la droite, et les discours allant leur petit train - Jélezniakoff, à la tête de son détachement, entra dans la salle des délibérations, s'approcha du fauteuil présidentiel et dit au président (V. Tchernoff, socialiste-révolutionnaire de droite) : "Levez la séance, s'il vous plaît, mes hommes sont fatigués !"

Décontenancé, indigné, le président protesta. "Je vous dis que le corps de garde est fatigué, insista Jélezniakoff, menaçant. Je sous prie de quitter la salle des séances. Et d'ailleurs, *on en a assez de cette parlote ! Vous avez suffisamment bavardé ! Partez !*"

L'Assemblée s'exécuta.

Le gouvernement bolcheviste mit à profit cet incident pour occuper militairement le siège de la Constituante et publier, le lendemain, le décret de dissolution.

Le pays resta indifférent.

Plus tard, le gouvernement justifia cet acte devant l'Exécutif des Soviets.

Tout marcha donc "convenablement" - *jusqu'au jour où la volonté du "gouvernement" entre, pour la première fois, en conflit avec celle des "gouvernés", du "peuple"*.

Et alors, tout changea.

Ce fut à l'occasion de l'offensive allemande, en février 1918.

6.1.3 La paix de Brest-Litovsk.

Au lendemain de la Révolution d'octobre, l'armée allemande qui opérait contre la Russie resta quelque temps inactive. Le commandement allemand hésitait, attendait les événements et manoeuvrait en vue de tirer le plus grand profit possible de la situation créée.

En février 1918, se considérant prêt, il se décida et déclencha une offensive contre la Russie révolutionnaire.

Il fallait prendre position. Toute résistance était impossible, l'armée russe ne pouvant combattre. Il fallait trouver une solution à la situation. Cette solution devait résoudre, en même temps, le premier problème de la Révolution : celui de la guerre.

La situation ne présentait que deux solutions possibles :

- a) Abandonner le front : laisser l'armée allemande s'aventurer dans l'immense pays en révolution ; l'entraîner dans les profondeurs du pays afin de provoquer son isolement, la séparer de ses bases d'approvisionnement, lui faire une guerre de partisans, la démoraliser, la décomposer, etc., défendant ainsi la Révolution Sociale ; solution qui fut déjà utilisée avec succès en 1812 et qui reste toujours réalisable dans un pays tel que l'immense Russie.
- b) Entrer en pourparlers avec le commandement allemand. Lui proposer la paix, traiter et accepter celle-ci, quelles qu'en fussent les conditions.

La première solution fut celle de la quasi-totalité des organisations ouvrières consultées, ainsi que des socialistes-révolutionnaires de gauche, des maximalistes, des anarchistes. On était d'avis que, seule, cette façon d'agir était digne de la Révolution Sociale ; seule, elle permettait de traiter avec le *peuple* allemand, par-dessus la tête de ses généraux et gouvernants ; seule, elle garantissait un élan prodigieux de la Révolution en Russie et permettait d'espérer, comme conséquence, un déclenchement de la révolution en Allemagne et ailleurs. Bref, nous l'avons déjà dit, on estimait que cette solution - une sorte d'action directe vraiment impressionnante - constituait, *dans les conditions données et dans un pays tel que la Russie*, la seule bonne méthode de défense de la Révolution.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet le *Goloss Trouda* (n° 27, du 24 février 1918), dans un article intitulé : De l'esprit révolutionnaire :

Nous voici à un tournant décisif de la Révolution. Une crise est là qui peut être fatale. L'heure qui sonne est d'une netteté frappante et d'un tragique exceptionnel. La situation est enfin claire. La question est à trancher séance tenante. Dans quelques heures nous saurons si le gouvernement signe ou non la paix avec l'Allemagne. *Tout l'avenir de la Révolution russe et la suite des événements mondiaux dépendent de cette journée de cette minute*.

Les conditions proposées par l'Allemagne sont sans ambages ni réserves.

D'ores et déjà, on connaît les idées de plusieurs membres éminents des partis politiques et aussi celles des membres du gouvernement. Il n'y a d'unité de vues nulle part. Désaccord chez les bolcheviks. Désaccord chez les socialistes-révolutionnaires de gauche. Désaccord au Conseil des Commissaires du Peuple. Désaccord au Soviet de Péetrograd et à l'Exécutif. Désaccord dans les masses, dans les fabriques, usines et casernes. L'opinion de la province n'est pas encore suffisamment connue...

(Nous l'avons dit plus haut : l'opinion des socialistes-révolutionnaires de gauche, et aussi celle des masses travailleuses à Péetrograd et en province, se précisa, par la suite, comme hostile à la signature du traité de paix avec les généraux allemands.)

Le délai de l'ultimatum allemand est de 48 heures. Dans ces conditions, qu'on le veuille ou non, la question sera discutée, la décision sera prise en hâte, dans les milieux strictement gouvernementaux. Et c'est ce qui est le plus terrible...

Quant à notre propre opinion, nos lecteurs la connaissent. Dès le début, nous étions contre les "pourparlers de paix". Nous nous dressons aujourd'hui contre la signature du traité. Nous sommes pour *l'organisation immédiate et active d'une résistance de corps de partisans*. Nous estimons que le télégramme du gouvernement demandant la paix doit être annulé ; le défi doit être accepté et le sort de la Révolution remis directement, franchement, entre les mains des prolétaires du monde entier.

Lénine insiste pour la signature de la paix. Et, si nos informations sont exactes, une grande majorité finira par le suivre. Le traité sera signé.

Seule la conviction intime de *l'invincibilité finale* de cette Révolution nous permet de ne pas prendre cette éventualité *trop au tragique*. Mais cette façon de conclure la paix portera *un coup très dur* à la Révolution, en *l'infirmant*, en *l'abaissant*, en *la déformant* pour longtemps, nous en sommes absolument persuadés.

Nous connaissons l'argumentation de Lénine, surtout d'après son article : *De la phrase révolutionnaire* (*Pravda*, n° 31). Cette argumentation ne nous a pas convaincus.

L'auteur fait, ensuite, une critique serrée de l'argumentation de Lénine et lui en oppose une autre pour terminer comme suit :

Nous avons la conviction ferme que l'acceptation de la paix offerte ralentira la Révolution, l'abaissera, la rendra pour longtemps débile, anémique incolore... L'acceptation de la paix fera courber la

Révolution, la mettra à genoux, lui coupera les ailes, l'obligera à ramper... Car *l'esprit révolutionnaire*, le *grand enthousiasme de la lutte*, cette envolée magnifique de *la grandiose idée de l'affranchissement du monde* - lui seront enlevés.

Et - pour le monde - sa lumière s'éteindra.

La majorité du Comité Central du parti communiste se prononça d'abord en faveur de la première solution. Mais Lénine eut peur de cette décision hardie. En véritable dictateur, il n'avait aucune confiance en une action des masses si celles-ci n'étaient pas menées par des chefs et des politiciens, au moyen d'ordres formels et de machinations de coulisse. Il invoqua le danger de mort pour la Révolution si la paix offerte par les Allemands était rejetée. Il proclama la nécessité d'un "répit" qui permettrait de créer *une armée régulière*.

Pour la première fois depuis la Révolution, il allait braver l'opinion des masses et même celle de ses propres camarades. Il menaça ces derniers de décliner toute responsabilité pour ce qui suivrait et de se retirer séance tenante si sa volonté n'était pas exécutée. Les camarades, à leur tour, eurent peur de perdre "le grand chef de la Révolution". Ils cédèrent. L'opinion des masses fut délibérément piétinée. La paix fut signée.

Ainsi, pour la première fois, la "dictature du prolétariat" l'emporta sur le prolétariat. Pour la première fois, le *pouvoir bolcheviste réussit à terroriser les masses, à substituer sa volonté à la leur, à agir de son chef, faisant fi de l'opinion des autres*.

La paix de Brest-Litovsk fut *imposée* au peuple laborieux par le gouvernement bolcheviste. Le peuple pensait terminer la guerre d'une tout autre manière. Mais le gouvernement se chargea, lui, d'arranger tout. Il précipita les choses, força les événements et brima ainsi la résistance des masses. Il arriva à les faire taire, à obtenir leur obéissance, *leur passivité forcée*.

Je me souviens d'avoir rencontré incidemment, en ces heures de fièvre, le bolchevik connu N. Boukharine (exécuté, depuis, lors du fameux procès de Moscou). J'avais fait sa connaissance jadis, à New-York. Nous ne nous étions jamais revus en Russie. Passant rapidement par un couloir de Smolny (siège du gouvernement bolcheviste à Pétrograd à cette époque) où je m'étais rendu pour une affaire concernant notre organisation, je remarquai Boukharine en train de discuter et de gesticuler dans un recoin du couloir, au milieu d'un groupe de bolcheviks. Il me reconnut et me fit signe. Je m'approchai. Sans préambule, au comble de l'émotion, il se mit à se plaindre de l'attitude de Lénine dans la question de la paix. Il se lamentait de se trouver en désaccord complet avec Lénine. Il souligna que, sur ce point, il était entièrement d'accord avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, les anarchistes et les masses en général. Et il affirmait, avec effroi, que Lénine ne voulait rien entendre, que Lénine "se fichait pas mal de l'avis des autres", qu'il "cherchait à imposer sa volonté et son erreur à tout le monde et terrorisait le parti, menaçant de lâcher le pouvoir". D'après Boukharine, l'erreur de Lénine était fatale pour la Révolution. Et c'est ce qui l'effrayait.

- Mais, lui dis-je, si vous êtes en désaccord avec Lénine, vous n'avez qu'à l'affirmer et insister. Ceci d'autant que vous n'êtes pas seul. Et d'ailleurs, même si vous étiez seul, vous avez, je suppose, le même droit que Lénine d'avoir une opinion, de la faire valoir, de la répandre et la défendre.

- Oh, coupa-t-il, vous n'y pensez pas : vous imaginez-vous ce que cela signifie : lutter contre Lénine ? Ce serait terrible. Cela entraînerait automatiquement mon exclusion du parti. Cela signifierait une révolte contre tout notre passé, contre notre discipline, contre des camarades de lutte. Je me verrais dans l'obligation de provoquer une scission dans le parti, d'entraîner avec moi d'autres réfractaires, de créer un parti à part pour lutter contre celui de Lénine. Voyons, mon vieux, vous me connaissez assez : suis-je de taille à devenir chef de parti et à déclarer la guerre à Lénine et au parti bolcheviste ? Non, ne nous leurrons pas ! Je n'ai pas l'étoffe d'un chef, moi. Et même si je l'avais... Non, non, je ne peux pas, je ne peux pas faire cela.

Il était très ému. Il se mit la tête entre les mains. Il pleurait presque.

Pressé et sentant l'inutilité de prolonger le débat, je l'abandonnai à son désespoir.

Comme on sait, il s'est rallié plus tard - peut-être en apparence seulement - à la thèse de Lénine.

Tel fut le premier différend sérieux entre le nouveau *gouvernement* et le peuple *gouverné*. Il se résolut à l'avantage du pouvoir *qui s'imposa*.

Ce fut la première imposture. Et ce ne fut que le premier pas - mais le plus difficile. Dorénavant, les choses devaient aller "toutes seules". Ayant une première fois enjambé impunément la volonté des masses laborieuses,

s'étant une première fois emparé de l'initiative de l'action, le nouveau pouvoir lança, pour ainsi dire, un lasso autour de la Révolution. Par la suite, il n'avait plus qu'à le serrer pour obliger et, finalement, habituer les masses à se traîner à sa remorque, pour leur faire abandonner entre ses mains toute initiative, les soumettre entièrement à son autorité et réduire toute la Révolution aux proportions d'une dictature.

C'est ce qui arriva, en effet. Car, *telle est, fatalement, l'attitude de tout gouvernement. Tel est, fatalement, le chemin de toute Révolution qui laisse intact le principe étatiste, centraliste, politique, gouvernemental.*

Ce chemin est une pente. Une fois cette pente prise, le glissement se fait tout seul. Rien ne peut plus s'arrêter. Tout d'abord, ni les gouvernants, ni les gouvernés ne s'en aperçoivent. Les premiers (tant qu'ils sont sincères) croient remplir leur rôle et poursuivre une oeuvre indispensable, salutaire. Les seconds, fascinés, serrés de près, dominés, suivent... Et quand, enfin, les uns et surtout les autres commencent à comprendre l'erreur, il est trop tard. Impossible de reculer. Impossible même de modifier quoi que ce soit. On est trop engagé sur la pente fatale. Et même si les gouvernés crient casse-cou et se dressent contre les gouvernants pour leur faire remonter cette pente menaçante, il est trop tard !

6.2 La pente fatale

Pour voir ce qu'est devenue par la suite la Révolution russe, comprendre le véritable rôle du bolchevisme et discerner les raisons qui - une fois de plus dans l'histoire humaine - transformèrent une magnifique et victorieuse révolte populaire en un lamentable échec, il faut, justement et avant tout, bien se pénétrer de *deux vérités* qui, malheureusement, ne sont pas encore assez répandues et dont la méconnaissance prive la plupart des intéressés du vrai moyen de compréhension.

Première vérité :

Il y a contradiction formelle et irréconciliable, il y a opposition entre la vraie Révolution qui tend à s'épanouir - et doit pouvoir s'épanouir d'une façon illimitée pour vaincre définitivement - d'une part, et la théorie de même que la pratique autoritaires et étatistes, d'autre part.

Il y a contradiction formelle et irréconciliable, il y a lutte entre l'essence même du *pouvoir socialiste étatiste* (s'il triomphe), et celle du véritable *processus socialiste-révolutionnaire*.

La substance même de la véritable Révolution Sociale est la reconnaissance et la réalisation d'un vaste et libre mouvement créateur des masses laborieuses libérées de tout travail subordonné. C'est l'affirmation et l'épanouissement d'un immense processus de construction, basé sur le travail émancipé, sur la coordination naturelle et sur l'égalité élémentaire.

Au fond, la vraie Révolution Sociale est le début de la vraie évolution humaine, c'est-à-dire d'une libre ascension créatrice des masses humaines, basée sur la vaste et franche initiative de millions d'hommes dans toutes les branches d'activités.

Cette essence de la Révolution est instinctivement sentie par le peuple révolutionnaire. Elle est plus ou moins nettement comprise et formulée par les anarchistes.

Ce qui résulte " automatiquement " de cette définition de la Révolution Sociale (définition qu'on ne saurait réfuter), ce n'est pas l'idée d'une *direction autoritaire* (dictatoriale ou autre des masses) - idée appartenant entièrement au vieux monde bourgeois, capitaliste, exploiteur mais celle d'une *collaboration* à leur apporter dans leur évolution. Il en découle aussi la nécessité d'une circulation absolument libre de toutes les idées révolutionnaires et, enfin, le besoin des vérités sans fard, de leur recherche libre et générale, de leur découverte, de leur expérimentation et de leur mise en application comme conditions essentielles d'une action féconde des masses et du triomphe définitif de la Révolution.

Or, à la base du socialisme étatiste et du pouvoir dérivé, il y a *la non-reconnaissance formelle de ces principes de la Révolution Sociale*.

Les traits caractéristiques de l'idéologie et de la pratique socialistes (autorité, pouvoir, Etat, dictature) n'appartiennent nullement à l'avenir, mais font partie totalement du passé bourgeois. La conception " statique " de la révolution, l'idée d'une limite, d'un " achèvement " du processus révolutionnaire, la tendance à endiguer, à " pétrifier " ce processus et surtout - au lieu de réserver aux masses laborieuses toutes les possibilités d'un mouvement et d'une action amples et autonomes - de concentrer à nouveau entre les mains d'un Etat et d'une

poignée de nouveaux maîtres toute l'évolution future, tout cela repose sur de vieilles traditions, sur une routine périmée, sur un modèle usé, qui n'ont rien de commun avec la véritable Révolution.

Une fois ce modèle appliqué, les vrais principes de la Révolution sont fatalement abandonnés. Et c'est alors, fatalement, la renaissance - sous une autre forme - de l'exploitation des masses laborieuses, avec toutes ses conséquences.

Il est donc hors de doute que la marche en avant des masses révolutionnaires vers leur émancipation réelle, vers la création des formes nouvelles de la vie sociale, est incompatible avec le principe même du pouvoir étatiste.

Il est clair que le principe autoritaire et celui de la Révolution sont diamétralement opposés et s'excluent réciproquement : que le principe révolutionnaire est essentiellement tourné vers l'avenir, tandis que l'autre tient par toutes ses racines au passé (donc est réactionnaire).

La révolution socialiste autoritaire et la Révolution Sociale suivent deux processus inverses. Fatalement, l'une doit vaincre et l'autre périr. Ou bien c'est la vraie Révolution, avec son flux énorme, libre et créateur qui, s'arrachant définitivement aux racines du passé, triomphe sur les ruines du principe autoritaire, ou bien c'est le principe autoritaire qui l'emporte, et alors les racines du passé " accrochent " la vraie Révolution qui ne peut se réaliser.

Le *pouvoir socialiste* et la *Révolution Sociale* sont des éléments contradictoires. Impossible de les réconcilier, encore moins de les unir. Le triomphe de l'un signifie la mise en péril de l'autre, avec toutes les conséquences logiques, dans l'un comme dans l'autre cas.

Une révolution qui s'inspire du socialisme étatiste et lui confie son sort, ne serait-ce qu'à titre " provisoire " et " transitoire ", est perdue : elle s'engage sur une fausse route, sur une pente de plus en plus accentuée. Elle court droit à l'abîme .

La seconde vérité - qui est plutôt un ensemble logique de vérités - complète la première en lui apportant quelques précisions :

1° *Tout* pouvoir politique crée, inévitablement, *une situation privilégiée* pour les hommes qui l'exercent. Il viole ainsi, dès le début, le principe égalitaire et frappe déjà au coeur la Révolution Sociale, mue, en grande partie, par ce principe.

2° *Tout* pouvoir politique devient inévitablement une source d'autres privilèges, même s'il ne dépend pas de la bourgeoisie. S'étant emparé de la Révolution, l'ayant maîtrisée, bridée, le pouvoir *est obligé de créer son appareil bureaucratique et coercitif*, indispensable pour toute autorité qui veut se maintenir, commander, ordonner, en un mot - " gouverner ". Rapidement, il attire et groupe autour de lui toutes sortes d'éléments aspirant à dominer et à exploiter. Il forme ainsi une *nouvelle caste de privilégiés*, d'abord politiquement et par la suite économiquement : dirigeants, fonctionnaires, militaires, policiers, membres du parti au pouvoir (une sorte de nouvelle noblesse), etc., individus *dépendant de lui*, donc prêts à le soutenir et le défendre contre tout et contre tous, sans se soucier le moins du monde des " principes " ou de la " justice ". Il répand partout le germe de l'inégalité et en infecte bientôt l'organisme social tout entier qui, de plus en plus passif au fur et à mesure qu'il sent l'impossibilité de combattre l'infection, finit par devenir lui-même favorable au retour aux principes bourgeois, sous une nouvelle présentation.

3° *Tout* pouvoir cherche plus ou moins à prendre entre ses mains les rênes de la vie sociale. Il *prédispose* les masses à la passivité, tout esprit d'initiative étant étouffé *par l'existence même du pouvoir* et dans la mesure où celui-ci s'exerce.

Le pouvoir " communiste " qui, par principe, *concentre tout entre ses mains*, est, sous ce rapport, un véritable assommoir. Gonflé de son " autorité ", imbu de sa prétendue " responsabilité " (dont, au fond, il se charge lui-même), il a peur de tout acte indépendant. Toute initiative autonome lui apparaît aussitôt suspecte, menaçante ; il s'en trouve diminué et gêné. Car il veut tenir le gouvernail, et il veut le tenir seul. Toute autre initiative lui paraît être une ingérence dans son domaine et dans ses prérogatives. Elle lui est insupportable. Et elle est méprisée, rejetée, piétinée ou bien surveillée et frappée, avec une " logique " et une persistance impitoyables, abominables.

Les immenses forces créatrices nouvelles qui couvent dans les masses restent ainsi inutilisées. Ceci se rapporte aussi bien au domaine de l'action qu'à celui de la pensée. Sous ce dernier rapport, le pouvoir " communiste " se distingue surtout par une intolérance exceptionnelle, absolue, qui ne trouve un équivalent que dans celle de la

feue Inquisition. Car, sur un autre plan, ce pouvoir se considère aussi comme l'unique porteur de la vérité et du salut, n'admettant ni ne tolérant aucune contradiction, aucune manière de voir ou de penser autre que la sienne

4° Aucun pouvoir politique n'est capable de résoudre *effectivement* les gigantesques problèmes constructifs de la Révolution. Le pouvoir " communiste " qui s'empare de cette énorme tâche et prétend la réaliser se montre, sous ce rapport, particulièrement piteux.

En effet, sa prétention consiste à vouloir et à pouvoir " diriger " toute la formidable activité, infiniment variée et mobile, de millions d'êtres humains. Pour s'en acquitter avec succès, il doit pouvoir embrasser, à tout instant, *l'immensité incommensurable et mouvante de la vie* : pouvoir tout connaître, tout comprendre, tout entreprendre, tout surveiller, tout pénétrer, tout voir, tout prévoir, tout saisir, tout arranger, tout organiser, tout mener. Or, il s'agit là d'un nombre incalculable de besoins, d'intérêts, d'activités, de situations, de combinaisons, de transformations, donc de problèmes de toute sorte et de toute heure, en mouvement continu.

Bientôt, ne sachant plus où donner de la tête, le pouvoir finit par ne plus rien saisir, rien arranger, rien " diriger " du tout. Et, en premier lieu, il se montre absolument impuissant à réorganiser efficacement la vie *économique* du pays. Celle-ci se désagrège vite. Bientôt, complètement désorientée, elle se débat, d'une façon désordonnée, entre les débris du régime déchu et l'impuissance du nouveau système annoncé.

L'incompétence du pouvoir entraîne bientôt, dans les conditions ainsi créées, une véritable débâcle économique. C'est l'arrêt de l'activité industrielle, la ruine de l'agriculture, la destruction de tous liens entre les diverses branches de l'économie et la rupture de tout équilibre économique et social.

Il en résulte tout d'abord, fatalement, une politique de contrainte, surtout vis-à-vis des paysans pour les obliger à continuer malgré tout à nourrir les villes.

Ce procédé étant peu efficace, surtout au début, et les paysans recourant à une sorte de " résistance passive ", la misère s'installe en maîtresse dans le pays. Travail, production, transports, échanges, etc., se désorganisent et tombent dans un état chaotique.

5° Pour maintenir la vie économique du pays à un niveau supportable, il ne reste au Pouvoir, en définitive, *que la contrainte, la violence, la terreur*. Il y recourt de plus en plus largement et méthodiquement. Mais le pays continue à se débattre dans une misère effrayante, allant jusqu'à la famine.

6° L'impuissance flagrante du pouvoir à doter le pays d'une vie économique normale, la stérilité manifeste de la Révolution, les souffrances physiques et morales créées par cette situation pour des millions d'individus, une violence qui augmente tous les jours en arbitraire et en intensité : tels sont les facteurs essentiels qui bientôt lassent et écoeurent la population, la dressent contre la Révolution et *favorisent ainsi la recrudescence d'un esprit et de mouvements antirévolutionnaires*. Cette situation incite les très nombreux éléments neutres et inconscients - jusqu'alors hésitants et plutôt favorables à la Révolution - à prendre nettement position contre celle-ci et tue, finalement, la foi chez beaucoup de ses propres partisans.

7° Un tel état de choses fait non seulement dévier la marche de la Révolution, mais *compromet aussi l'oeuvre de sa détense*.

Au lieu d'avoir des organismes sociaux (syndicats, coopératives, associations, fédérations, etc.), actifs, vivants, normalement coordonnés, capables d'assurer le développement économique du pays et d'organiser, en même temps, la défense de la Révolution par les masses elles-mêmes contre le danger de la réaction (relativement anodin dans ces conditions), on a, à nouveau, quelques mois après les débuts de la désastreuse pratique étatiste, une poignée d'affairistes et d'aventuriers au pouvoir, incapables de " justifier " et de fortifier normalement la Révolution qu'ils ont horriblement mutilée et stérilisée. Maintenant, ils sont obligés de se défendre eux-mêmes (et leurs partisans) contre les ennemis de plus en plus nombreux, dont l'apparition et l'activité croissante sont surtout la conséquence de leur propre faillite.

Ainsi, au lieu d'une défense naturelle et aisée de la Révolution Sociale celle-ci s'affirmant graduellement, on assiste, une fois de plus à ce spectacle déconcertant : le Pouvoir en faillite, défendant par tous les moyens, souvent les plus féroces, sa propre vie.

Cette fausse détense est, naturellement, organisée par en haut, à l'aide des anciennes et monstrueuses méthodes politiques et militaires qui " ont fait leurs preuves " : mainmise absolue du gouvernement sur la population tout entière, formation d'une armée régulière aveuglément disciplinée, création d'institutions policières professionnelles et de corps spéciaux farouchement dévoués, suppression des libertés de parole, de presse, de réunion et

surtout d'action, instauration d'un régime de répression, de terreur, etc. Il s'agit là, à nouveau, du dressage et de l'abrutissement des individus en vue d'obtenir une force entièrement soumise. Dans les conditions anormales où se déroulent les événements, tous ces procédés acquièrent rapidement un degré de violence et d'arbitraire. La décrépitude de la Révolution avance à grands pas.

8° Le " pouvoir révolutionnaire " en faillite se heurte inévitablement, non seulement aux ennemis " de droite ", mais aussi aux *adversaires de gauche*, à tous ceux qui se sentent porteurs de la véritable idée révolutionnaire foulée aux pieds, ceux qui luttent pour elle et se dressent pour sa défense. Ceux-ci attaquent le pouvoir dans l'intérêt de la " vraie Révolution ".

Or, ayant goûté au poison de la domination, de l'autorité et de ses prérogatives, persuadé lui-même et cherchant à persuader le monde qu'il est l'unique force véritablement révolutionnaire appelée à agir au nom du " prolétariat ", se croyant " obligé " et " responsable " devant la Révolution, confondant par une aberration fatale le sort de celle-ci avec le sien et trouvant pour tous ses actes de prétendues explications et justifications, le Pouvoir ne peut ni ne veut avouer son fiasco et disparaître. Au contraire, plus il se sent fautif et menacé, plus il met d'acharnement à se défendre. Il veut rester à tout prix maître de la situation. Il espère même, encore et toujours, " en sortir " et " arranger " les choses.

Comprenant parfaitement qu'il s'agit là, d'une façon ou autre, de son existence même, le Pouvoir finit par ne plus discerner ses adversaires ; il ne distingue plus ses ennemis de ceux de la Révolution. De plus en plus guidé par un simple instinct de conservation, de moins en moins capable de reculer, il commence à frapper, avec un crescendo d'aveuglement et d'impudence, à tort et à travers, à droite comme à gauche. Il frappe sans distinction tous ceux qui ne sont pas avec lui. Tremblant pour son propre sort, il anéantit les meilleures forces de l'avenir.

Il étouffe les mouvements révolutionnaires qui, inévitablement, surgissent à nouveau. Il supprime en masse les révolutionnaires et les simples travailleurs coupables de vouloir relever l'étendard de la Révolution Sociale.

Agissant ainsi, impuissant au fond, fort uniquement par la terreur, il est obligé de cacher son jeu, de ruser, de mentir, de calomnier, tant qu'il juge bon de ne pas rompre ouvertement avec la Révolution et de garder intact son prestige, du moins à l'étranger.

9° Mais en foudroyant la Révolution, il n'est pas possible de s'appuyer sur elle. Il n'est pas possible non plus de rester suspendu dans le vide, soutenu par la force précaire des baïonnettes et des circonstances.

Donc, en étranglant la Révolution, le Pouvoir est obligé de s'assurer, de plus en plus nettement et fermement, l'aide et l'appui des éléments réactionnaires et bourgeois, disposés, par calcul, à se mettre à son service et à pactiser avec lui. Sentant le terrain se dérober sous ses pieds, se détachant de plus en plus des masses, ayant rompu ses derniers liens avec la Révolution et créé toute une caste de privilégiés, de grands et de petits dictateurs, de serviteurs, de flatteurs, d'arrivistes et de parasites, mais impuissant à réaliser quoi que ce soit de véritablement révolutionnaire et positif, après avoir rejeté et écrasé les forces nouvelles, le Pouvoir se voit obligé, pour se consolider, de s'adresser aux *forces anciennes*. C'est *leur* concours qu'il cherche de plus en plus souvent et de plus en plus volontiers. C'est d'elles qu'il sollicite accords, alliances et union. C'est à elles qu'il cède ses positions, n'ayant pas d'autre issue pour assurer sa vie. Ayant perdu l'amitié des masses, il cherche de nouvelles sympathies. Il espère bien les trahir un jour. Mais, en attendant il s'embourbe tous les jours davantage dans une action antirévolutionnaire et antisociale.

La Révolution l'en attaque de plus en plus énergiquement. Et le Pouvoir, avec un acharnement d'autant plus farouche, s'aidant des armes qu'il a forgées et des forces qu'il a dressées, combat la Révolution.

Bientôt celle-ci est définitivement vaincue dans cette lutte inégale. Elle agonise et se désagrège. L'agonie s'achève dans une immobilité cadavérique. La pente est descendue. C'est l'abîme. La Révolution a vécu. La réaction s'installe triomphalement - hideusement maquillée, impudente, brutale, bestiale.

Ceux qui n'ont pas encore compris ces quelques vérités et leur implacable logique n'ont rien compris à la Révolution russe. Et voilà pourquoi tous ces aveugles, les " léninistes " les " trotskistes " et *tutti quanti*, sont incapables d'expliquer convenablement la banqueroute de la Révolution russe et du bolchevisme - la banqueroute qu'ils sont forcés d'avouer. (Ne parlons pas des " communistes " occidentaux : ceux-là *veulent* rester aveugles.) N'ayant rien compris à la Révolution russe, n'ayant rien appris d'elle, ils sont prêts à recommencer la même suite d'erreurs néfastes : parti politique, conquête du pouvoir, gouvernement (" ouvrier et paysan " !), Etat (" socialiste "), dictature (" du prolétariat ")... Plates stupidités, criminelles, contradictions, écoeurants non-sens !

Malheur à la prochaine Révolution si elle s’amuse à ranimer ces puants cadavres, si une fois de plus elle réussit à entraîner les masses laborieuses dans ce jeu macabre ! Elle ne pourra engendrer que d’autres Hitlers qui s’épanouiront sur la pourriture de ses ruines. Et, de nouveau, ” sa lumière s’éteindra pour le monde ”.

Récapitulons.

Le gouvernement ” révolutionnaire ” (” socialiste ” ou ” communiste ”) s’installe. Naturellement, il veut pour lui une autorité pleine et entière. C’est lui qui commandera. (Autrement, à quoi servirait-il ?)

Tôt ou tard vient le premier désaccord entre les gouvernants et les gouvernés. Ce désaccord surgit d’autant plus fatalement qu’un gouvernement, quel qu’il soit, est impuissant à résoudre les problèmes d’une Grande Révolution et que, malgré cela, il veut avoir raison, tout accaparer, garder pour lui l’initiative, la vérité, la responsabilité, l’action.

Ce désaccord tourne toujours à l’avantage des gouvernants qui apprennent vite à s’imposer par tous les moyens. Et, par la suite, toute initiative passe fatalement à ces gouvernants qui deviennent peu à peu maîtres des millions de gouvernés.

Ce fait acquis, les ” maîtres ” se cramponnent au pouvoir, en dépit de leur incapacité, de leur insuffisance, de leur malfeasance. Ils se croient, au contraire, seuls porteurs de la Révolution. ” Lénine (ou Staline), comme Hitler, a toujours raison. ” ” Ouvriers, obéissez à vos chefs ! Ils savent ce qu’ils font et ils travaillent pour vous. ” - ” Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ” (... ” pour que nous puissions mieux vous commander... ” Mais ce bout de phrase n’est jamais prononcé par les ” chefs géniaux ” des ” partis ouvriers ”.)

Ainsi, peu à peu, les gouvernants deviennent les maîtres absolus du pays. Ils créent des couches privilégiées sur lesquelles ils s’appuient. Ils organisent les forces capables de les soutenir. Ils se défendent farouchement contre toute opposition, contre toute contradiction, contre toute initiative indépendante. Ils monopolisent tout. Ils s’emparent de la vie et de l’activité de tout le pays.

N’ayant pas d’autres moyens d’action, ils oppriment, ils subjuguent, ils asservissent, ils exploitent...

Ils répriment toute résistance. Ils persécutent et écrasent, au nom de la Révolution, tout ce qui ne veut pas se plier à leur volonté.

Pour se justifier, ils mentent, ils trompent, ils calomnient.

Pour étouffer la vérité, ils sévissent : ils remplissent les prisons et les lieux d’exil, ils exécutent, ils torturent, tuent, assassinent.

Voici ce qui arriva, exactement et fatalement, à la Révolution russe.

6.2.1 L’essentiel.

Une fois bien assis au pouvoir, ayant organisé sa bureaucratie, son armée et sa police, ayant trouvé de l’argent et bâti un nouvel Etat dit ” ouvrier ”, le gouvernement bolcheviste, maître absolu, prit en mains, définitivement les destinées de la Révolution. Progressivement - au fur et à mesure qu’augmentaient ses forces de propagande démagogique, de coercition et de répression - le gouvernement étatisa et monopolisa tout, absolument tout, *jusqu’à la parole, jusqu’à la pensée.*

Ce fut l’Etat - donc le *gouvernement* - qui s’empara du sol, de l’ensemble des terres. Il en devint le vrai *propriétaire*. Les paysans, dans leur masse, furent peu à peu transformés : d’abord en fermiers de l’Etat ; ensuite, comme on le verra, en véritables *serfs*.

Ce fut *le gouvernement* qui s’appropria les usines, les fabriques, les mines - bref, tous les moyens de production de communications, d’échanges, etc.

Ce fut *le gouvernement* qui usurpa le droit d’initiative, d’organisation, d’administration, de direction, dans tous les domaines de l’activité humaine.

Ce fut, enfin, *le gouvernement* qui devint le maître unique de la presse du pays et de tous les autres moyens de diffusion des idées. Toutes les éditions, toutes les publications, en U.R.S.S. - jusqu’aux cartes de visite - sont faites ou, au moins, rigoureusement contrôlées par l’Etat.

Bref, l’Etat - donc, le gouvernement - devint, finalement, seul détenteur de toutes les vérités, seul propriétaire de tous les biens matériels et spirituels, seul initiateur, organisateur, animateur de toute la vie du pays, dans toutes ses ramifications.

Les 150 millions d' "habitants" se transformèrent, progressivement, en simples exécuteurs des ordres gouvernementaux, en véritables esclaves du gouvernement et de ses innombrables agents. "Ouvriers, obéissez à vos chefs!"

Tous les organismes économiques, sociaux ou autres, sans exception aucune, en commençant par les Soviets et en finissant par les plus petites cellules, devinrent de simples filiales administratives de l'entreprise d'Etat sorte de "Société anonyme d'exploitation par l'Etat" : *filiales subordonnées* totalement à son "conseil d'administration central" (le gouvernement), surveillées de près par les agents de ce dernier (la police officielle et secrète), privées de tout semblant d'indépendance.

L'histoire authentique et détaillée de cette évolution, achevée il y a quelques douze ans - histoire extraordinaire, unique au monde - exigerait à elle seule un volume à part. Nous y reviendrons pour y apporter quelques précisions indispensables.

6.2.2 Activité croissante des anarchistes. - Leurs rapides succès.

Le lecteur sait déjà que cet étouffement de la Révolution, avec ses conséquences logiques désastreuses, provoqua, fatalement, une réaction de plus en plus vive et soutenue *par les éléments de gauche* qui n'envisageaient pas la Révolution de la même façon et se dressèrent pour la défendre et la faire progresser.

Les plus importants de ces mouvements réfractaires naquirent dans les rangs du *parti socialiste-révolutionnaire de gauche* et chez les *anarchistes*.

La rébellion du *parti socialiste-révolutionnaire de gauche* fut celle d'un parti politique et étatiste concurrent.

Ses différends avec le parti communiste et sa déception devant les résultats désastreux de la Révolution bolcheviste l'obligèrent finalement à se dresser contre les bolcheviks. Forcés de quitter le gouvernement, où ils avaient collaboré pendant quelque temps avec eux, ils entreprirent contre eux une lutte de plus en plus violente. Propagande antibolcheviste, tentatives de soulèvements, actes terroristes, rien n'y manqua.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche participèrent au fameux attentat de la ruelle Leontievsky (nous en parlerons plus loin). Ils organisèrent l'assassinat du général allemand Eichhorn (en Ukraine) et de l'ambassadeur allemand Mirbach (à Moscou) : deux manifestations violentes protestant contre les accointances du gouvernement bolcheviste avec celui d'Allemagne. Plus tard, ils inspirèrent quelques troubles locaux, rapidement étouffés.

Ils sacrifièrent dans cette lutte leurs meilleures forces. Leurs leaders : Marie Spiridonova, B. Kamkoff, Kareline et autres, de même que nombre de militants anonymes, se comportèrent dans ces circonstances avec beaucoup de courage.

Cependant, si les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient arrivés au pouvoir, leurs actes eussent été par la suite fatalement et exactement semblables à ceux du parti bolcheviste. Le même système politique eût entraîné inmanquablement les mêmes effets.

Au fond, les socialistes-révolutionnaires de gauche s'insurgèrent surtout contre le monopole et l'hégémonie du parti communiste. Ils prétendaient que si le pouvoir appartenait à droit égal, à deux ou à plusieurs partis, au lieu d'être monopolisé par un seul, tout irait pour le mieux. Naturellement c'était là une profonde erreur.

Les éléments actifs des masses laborieuses qui, ayant compris les raisons de la faillite du bolchevisme, entreprirent une lutte contre lui, le sentaient bien. Ils ne soutinrent le parti socialiste-révolutionnaire de gauche que dans une mesure très restreinte. Sa résistance fut rapidement brisée et ses luttes ne furent pas de longue durée. Elles n'eurent pas grand écho dans le pays.

La résistance des anarchistes fut, par endroits, beaucoup plus vaste et soutenue, malgré une répression rapide et terrible.

Ayant eu pour objet *la réalisation de l'autre idée de la Révolution*, ayant surtout pris, au cours des événements, une place importante, cette lutte et ses péripéties méritent toute l'attention du lecteur.

Ajoutons que, sciemment défigurée et ensuite étouffée par les bolcheviks, d'une part, dépassée par les événements ultérieurs d'autre part, cette épopée est restée absolument inconnue (réserve fait des milieux intéressés) non seulement du grand public, mais même de ceux qui ont plus ou moins étudié la Révolution russe. Malgré son importance, elle resta en marge de leur documentation et de leurs investigations.

Rarement, au cours de l'Histoire humaine, une idée a été aussi défigurée et calomniée que l'a été l'anarchisme.

Généralement d'ailleurs on ne s'occupait même pas d'*anarchisme* : on s'attaquait exclusivement aux " anarchistes ", considérés par tous les gouvernements comme les " ennemis publics n° 1 " et présentés partout sous un jour exceptionnellement défavorable. Dans les meilleurs cas, on les taxait d' " illuminés ", de " demi-fous ", même de " fous " tout court. Plus souvent encore on les faisait passer pour des " bandits ", des " criminels ", des terroristes insensés, lanceurs de bombes en toutes occasions.

Certes, il y a eu - et il y a - des terroristes parmi les anarchistes, comme il en existe parmi les adeptes d'autres courants d'idées et organisations politiques ou sociales. Mais, précisément, considérant *l'idée anarchiste* comme trop séduisante et dangereuse pour tolérer que les masses s'y intéressent et la connaissent, les gouvernements de tous les pays et de toutes les tendances mettent à profit certains attentats commis par des anarchistes-terroristes pour compromettre *l'idée elle-même* et salir, non seulement ces terroristes, mais aussi tous les militants quelles que soient leurs méthodes.

Quant aux penseurs et théoriciens anarchistes, on les traite, le plus souvent, d' " utopistes ", de " rêveurs irresponsables ", de " philosophes abstraits " ou " extravagants ", dont les doctrines sont dangereusement interprétées par leurs " suiveurs ", de " mystiques " dont l'idée, même si elle est belle, n'a rien de commun avec la vie réelle, ni avec les hommes tels qu'ils sont. (On prétend, du côté bourgeois, que le système capitaliste, lui, est stable et " réel ", et, du côté socialiste, que l'idée socialiste autoritaire n'est pas utopique : ceci, malgré le chaos inextricable et les calamités sociales immenses, accumulés depuis des siècles par le premier, et en dépit des faillites retentissantes, " réalisées ", en un demi-siècle d'applications, par la seconde.)

Très souvent, on cherche tout simplement à ridiculiser l'idée. Ne fait-on pas croire à la masse ignorante que l'anarchisme est un système " reniant toute société et toute organisation ", d'après lequel " chacun peut faire ce qu'il veut " ?

Ne dit-on pas au public que l'anarchie est synonyme de désordre, ceci en face de la vraie et inconcevable pagaïe de tous les systèmes non-anarchistes appliqués jusqu'à présent ?

Cette " politique " vis-à-vis de l'anarchisme, due surtout à son intégrité et à l'impossibilité de l'apprivoiser (chose qui a si bien réussi avec le socialisme), vu qu'il se dérobe à toute activité " politique ", porta ses fruits : une méfiance, voire une peur et une hostilité générales - ou, au moins, une indifférence, une ignorance et une incompréhension enracinées - l'accueillaient partout où il apparaissait.

Cette situation le rendit, pour longtemps, isolé et impuissant.

(Depuis quelque temps, lentement, sous la poussée des événements et de la propagande, l'opinion publique évolue à l'égard de l'anarchisme et des anarchistes. On commence à se rendre compte de la duperie et à voir clair. Peut-être le jour n'est-il plus éloigné où de vastes masses, ayant compris l'idée anarchiste, se tourneront contre les " bourreurs " - j'ai failli écrire : " bourreaux " - en accentuant l'intérêt pour l'idée-martyre et en provoquant une réaction psychologique naturelle.

(Certains aveux et vérités que la presse fut obligée de publier lors des événements d'Espagne, ainsi que certains faits plus ou moins connus, ont déjà produit un effet salutaire et fait gagner du terrain à l'idée libertaire.)

Quant à la Révolution russe, l'attitude du gouvernement bolcheviste à l'égard des anarchistes dépassa de loin, comme " bourrage de crânes ", calomnie et répression, celle de tous les gouvernements anciens et actuels.

Le rôle que l'idée libertaire a joué dans la Révolution et le sort qu'elle y a subi, seront tôt ou tard largement connus, en dépit de l'étouffement traditionnel. Car, pendant assez longtemps, ce rôle fut considérable.

Les révélations, qui s'accumuleront peu à peu, jetteront non seulement un jour nouveau sur les événements passés et en cours, mais aussi une vive lumière sur la route à prendre : elles permettront de prévoir et de mieux comprendre certains phénomènes importants *qui, sans aucun doute, se produiront aux cours des événements d'un proche avenir.*

Pour toutes ces raisons, le lecteur a le droit - et surtout le devoir - de connaître les faits qui seront exposés ici.

Quelle a été l'activité des anarchistes dans la Révolution russe ? Quels furent exactement leur rôle et leur sort ? *Quel a été le véritable " poids " et quelle a été la destinée de cette " autre idée de la Révolution " représentée et détendue par les anarchistes ?*

Notre étude répondra à ces questions en même temps qu'elle apportera les précisions indispensables sur le véritable rôle, l'action et le système bolcheviste. Nous voulons espérer que cet exposé aidera le lecteur à s'orienter dans les graves événements actuels et futurs.

Malgré leur retard irréparable et leur extrême faiblesse, en dépit aussi de toutes sortes d'obstacles et de difficultés et, enfin, nonobstant la répression expéditive et implacable dont ils furent l'objet, les anarchistes surent gagner çà et là, surtout après octobre, de vives et profondes sympathies.

Leurs idées remportèrent de prompts succès dans certaines régions.

Leur nombre augmenta vite, malgré les lourds sacrifices en hommes, qui leur furent imposés par les événements.

Leur activité exerça, au cours de la Révolution, une forte influence ; elle eut des effets marqués d'abord parce qu'ils furent les seuls qui apportèrent *une idée nouvelle de la Révolution Sociale* à la thèse et à l'action bolchevistes, de plus en plus discréditées aux yeux des masses, ensuite, parce qu'ils propagèrent et défendirent cette idée, dans la mesure de leurs forces et en dépit des persécutions inhumaines, avec un désintéressement et un dévouement sublimes, jusqu'au bout, jusqu'au moment où le nombre écrasant, la démagogie effrénée, la fourberie et la violence inouïe de leurs adversaires les firent succomber.

Ne nous étonnons nullement de ces succès, ni de leur non-aboutissement.

D'une part, grâce à leur attitude intègre, courageuse et pleine d'abnégation, grâce aussi à leur présence et action constantes au sein même des masses, et non pas dans les " ministères " et les bureaux ; grâce, enfin, à la vitalité éclatante de leurs idées face à la pratique devenue vite douteuse des bolcheviks, les anarchistes trouvaient - partout où ils pouvaient agir - des amitiés et des adeptes. (On est en droit de supposer que si les bolcheviks, parfaitement conscients du danger que ces succès représentaient pour eux, n'avaient pas mis fin, d'urgence, à la propagande et à l'action libertaires, la Révolution aurait pu prendre une autre tournure et aboutir à d'autres résultats.)

Mais, d'autre part, leur retard sur les événements, le nombre très restreint de leurs militants capables de mener une vaste propagande verbale et écrite dans l'immense pays, la non-préparation des masses, les conditions générales défavorables, les persécutions, les pertes considérables en hommes, etc., tout cela limita beaucoup l'étendue et la continuité de leur oeuvre, facilitant l'action répressive du gouvernement bolcheviste.

Passons aux faits.

En Russie, les anarchistes ont toujours été les seuls qui propagèrent dans les masses l'idée de la véritable Révolution Sociale populaire, intégrale, émancipatrice.

La Révolution de 1905, à l'exception du courant anarchiste, marchait sur les mots d'ordre de la " démocratie " (bourgeoise) : " A bas le tsarisme ! " " Vive la République démocratique ! " Le bolchevisme lui-même n'allait pas plus loin, à cette époque. L'anarchisme était alors la seule doctrine qui allait au fond du problème et avertissait les masses du péril d'une solution politique.

Si faibles que fussent alors les forces libertaires par rapport aux partis démocratiques, l'idée rassembla déjà autour d'elle une petite fraction d'ouvriers et d'intellectuels qui élevèrent, çà et là, leurs protestations contre le leurre de la " démocratie ".

Certes, leur voix clamait dans le désert. Mais cela ne les décourageait nullement. Et, bientôt, quelques sympathies et un certain mouvement naquirent autour d'eux.

La Révolution de 1917 se développa, au début, semblable à une crue. Il était difficile d'en prévoir les limites. Ayant renversé l'absolutisme, le peuple " fit son entrée dans l'arène de l'action historique ".

En vain les partis politiques s'efforçaient de stabiliser leurs positions en s'adaptant au mouvement révolutionnaire : le peuple laborieux allait toujours de l'avant contre ses ennemis, laissant derrière lui, l'un après l'autre, les différents partis, avec leurs " programmes ". Les bolcheviks eux-mêmes - le parti le mieux organisé, le plus décidé et aspirant ardemment au pouvoir - furent obligés de modifier à plusieurs reprises leurs mots d'ordre pour pouvoir suivre l'évolution rapide des événements et des masses.

(Rappelons-nous leurs premiers slogans : " Vive l'Assemblée Constituante ! " " Vive le contrôle ouvrier de la production ! ", etc.)

De même qu'en 1905, les anarchistes furent, en 1917, les seuls défenseurs de la Révolution Sociale véritable et intégrale. Ils se tenaient constamment et opiniâtrement sur cette voie, en dépit de leur nombre restreint, de leur faiblesse en moyens et de leur manque d'organisation.

En été 1917, ils soutenaient, en paroles et en actes, les mouvements agraires des paysans. Ils étaient aussi, invariablement, avec les ouvriers lorsque, longtemps avant le " coup d'octobre ", ceux-ci s'emparèrent, en dif-

férents endroits, d'entreprises industrielles et s'efforçaient d'y organiser la production sur une base d'autonomie et de collectivité ouvrière.

C'est au premier rang que les anarchistes luttèrent dans le mouvement des ouvriers et marins de Cronstadt et de Pétrograd, les 3-5 juillet. A Pétrograd les libertaires donnèrent l'exemple de la mainmise sur les imprimeries afin d'y faire paraître des journaux ouvriers et révolutionnaires.

Lorsque, en été 1917, les bolcheviks prirent vis-à-vis de la bourgeoisie une attitude plus audacieuse que les autres partis politiques, les anarchistes les approuvèrent et considérèrent comme leur devoir révolutionnaire de combattre le mensonge des gouvernements bourgeois et socialistes qui désignaient Lénine et d'autres bolcheviks comme des " *agents du gouvernement allemand* ".

C'est également à l'avant garde que les anarchistes luttèrent à Pétrograd, à Moscou et ailleurs, *en octobre* 1917, contre le gouvernement de coalition (de Kérénsky). Il va de soi qu'ils marchaient, non pas au nom d'un autre pouvoir quelconque, mais exclusivement au nom de la conquête par les masses laborieuses du droit de construire elles-mêmes, sur des bases vraiment nouvelles, leur vie économique et sociale. Pour de multiples raisons que le lecteur connaît, cette idée ne fut pas mise en pratique, mais les anarchistes luttèrent seuls et jusqu'au bout pour cette juste cause. Si, à cet égard, il y a lieu de leur adresser un reproche, c'est seulement celui de ne pas s'être pris à temps pour *s'accorder entre eux* et de ne pas avoir présenté, dans une mesure satisfaisante, *les éléments* d'une libre organisation au sein des masses laborieuses. Mais nous savons qu'il faut tenir rigoureusement compte de leur petit nombre, de leur concentration très tardive et, surtout, de l'absence de toute éducation syndicaliste et libertaire des masses elles-mêmes. Il fallait quelque temps pour remédier à cet état de choses. Or, *précisément et sciemment, les bolcheviks ne laissèrent ni aux anarchistes ni aux masses le temps de rattraper tous ces retards.*

A Pétrograd, ce furent encore les marins de Cronstadt qui, arrivés dans la capitale pour la lutte décisive d'octobre, jouèrent un rôle particulièrement important. Parmi eux les anarchistes se trouvaient en assez grand nombre.

A Moscou, la tâche la plus périlleuse et la plus décisive, pendant les durs combats d'octobre, incombait aux fameux " Dvintsi " (régiment de Dvinsk). Sous Kérénsky, ce régiment fut emprisonné en entier pour refus de prendre part à l'offensive sur le front austro-allemand, en juin 1917. C'étaient toujours les " Dvintsi " qui agissaient lorsqu'il fallait déloger les " blancs " (les " cadets ", disait-on à l'époque) du Kremlin, du " Métropole " ou d'autres recoins de Moscou, aux endroits les plus dangereux. Quand les " cadets ", renforcés, reprenaient l'offensive, c'étaient toujours les " Dvintsi " qui s'employaient à fond pour parer le coup, durant les dix jours de lutte. Tous se disaient anarchistes et marchaient sous la conduite de deux vieux libertaires : Gratchoff et Fedotoff.

La Fédération anarchiste de Moscou, avec une partie du régiment de Dvinsk, marcha la première, en ordre de combat, contre les forces du gouvernement de Kérénsky. Les ouvriers de Presnia, de Sokolniki, de Zamoskvoretchié et d'autres quartiers de Moscou marchèrent au combat ayant en avant-garde des groupes libertaires. Les ouvriers de Presnia perdirent un combattant de grande valeur : Nikitine, ouvrier anarchiste, luttant toujours au premier rang et frappé à mort, vers la fin de la bataille, au centre de la ville.

Quelques dizaines d'ouvriers anarchistes laissèrent leur vie dans ces luttes et reposent dans la fosse commune de la Place Rouge à Moscou.

Après la Révolution d'octobre, les anarchistes, malgré les divergences d'idées et de méthodes qui les séparaient du nouveau Pouvoir " communiste ", continuèrent à servir la cause de la Révolution Sociale avec le même dévouement et la même persévérance. Rappelons-nous qu'ils étaient les seuls qui niaient le principe même de la " Constituante " et que lorsque celle-ci devint un obstacle à la Révolution, comme ils l'avaient prévu et prédit, ils accomplirent le premier pas vers sa dissolution.

Par la suite, ils luttèrent avec une énergie et une abnégation reconnues par leurs adversaires mêmes, sur tous les fronts, contre les offensives répétées de la réaction.

Dans la défense de Pétrograd contre le général Korniloff (août 1917), dans la lutte contre le général Kalédine au sud (1918), etc., les anarchistes jouèrent un rôle marquant.

De nombreux détachements de partisans, grands et petits, formés par les anarchistes ou conduits par eux (détachement de Mokrousoff, de Tcherniak, de Marie Nikiforova et autres, sans parler pour l'instant de l'armée des partisans de Makhno), et comptant dans leurs rangs un grand nombre de libertaires, luttèrent dans le Sud,

sans trêve, contre les armées réactionnaires, de 1918 à 1920. Des anarchistes isolés se trouvaient sur tous les fronts comme simples combattants, perdus dans les masses ouvrières et paysannes insurgées.

Par endroits, les effectifs anarchistes grossissaient vite. Mais l'anarchisme dépensa beaucoup de ses meilleures forces dans ces luttes atroces. Ce sacrifice sublime, qui contribua puissamment à la victoire finale de la Révolution, affaiblit très gravement le mouvement libertaire, à peine formé. Et, malheureusement, ses forces étant employées sur les multiples fronts de la lutte contre la contre-révolution, le reste du pays en fut privé. La propagande et l'activité anarchistes en souffrirent considérablement.

En 1919 surtout, la contre-révolution conduite par le général Dénikine et, plus tard, par le général Wrangel, fit encore de grosses trouées dans les rangs libertaires. Car ce furent surtout *les libertaires* qui contribuèrent à la défaite de l'armée " blanche ". Celle-ci fut mise en déroute non pas par l'Armée Rouge du Nord, mais bien au Sud, en Ukraine, par la masse paysanne insurgée dont la principale force était l'armée de partisans, dite " makhnoviste ", fortement imprégnée d'idées libertaires et conduite par l'anarchiste Nestor Makhno. En tant qu'organisations révolutionnaires, les groupes libertaires du Sud furent les seuls qui combattirent dans les rangs " makhnovistes " contre Dénikine et Wrangel. (Le lecteur trouvera des précisions sur ces luttes héroïques dans le livre troisième de cet ouvrage.)

Détail piquant : pendant que dans le Sud les anarchistes, momentanément libres d'agir, défendaient héroïquement la Révolution, payant de leur personne, le gouvernement " soviétique ", véritablement sauvé par cette action, réprimait farouchement le mouvement libertaire dans le reste du pays. Comme le lecteur verra, aussitôt le danger conjure, la répression s'abattit aussi sur les anarchistes dans le Sud.

Les anarchistes prirent également une grande part dans les luttes contre l'amiral Koltchak dans l'Est, à des combats en Sibérie, etc. Ils y perdirent encore des militants et des sympathisants. Partout, les forces de partisans, comptant dans leurs rangs un certain nombre de libertaires, firent plus de besogne que l'Armée Rouge régulière. Et partout les anarchistes défendirent le principe fondamental de la Révolution Sociale : l'indépendance et la liberté d'action des travailleurs en marche vers leur véritable émancipation.

6.3 Les organisations anarchistes

La participation des anarchistes à la Révolution ne se borna pas à une activité de combattants. Ils s'efforcèrent aussi de propager dans les masses laborieuses leurs idées sur la construction immédiate et progressive d'une société non-autoritaire, comme condition indispensable pour aboutir au résultat voulu. Pour remplir cette tâche, ils créaient leurs organisations libertaires, ils exposaient en détail leurs principes, ils les mettaient autant que possible en pratique, ils publiaient et diffusaient leurs journaux et leur littérature.

Citons quelques organisations anarchistes d'alors, parmi les plus actives.

1. " L'Union de propagande anarcho-syndicaliste *Goloss-Trouda* " (déjà citée). Elle avait pour but la diffusion des idées *anarcho-syndicalistes* dans les masses laborieuses. Elle déploya son activité, d'abord à Pétrograd (été 1917 - printemps 1918) et par la suite, pendant quelque temps, à Moscou. Son journal (*Goloss Trouda, La Voix du Travail*) fut d'abord hebdomadaire et plus tard quotidien. Elle fonda une maison d'éditions anarcho-syndicalistes.

Aussitôt arrivés au pouvoir, les bolcheviques s'appliquèrent à gêner, par tous les moyens, cette activité en général et la parution du journal en particulier. Finalement en 1918-1919, le gouvernement " communiste

¹⁵ Quelques notes sur les tendances au sein de l'anarchisme seront utiles.

Les anarcho-syndicalistes mettaient leur espoir surtout dans le mouvement ouvrier syndicaliste libre, autrement dit dans les méthodes d'action et d'organisation issues de ce mouvement.

Les anarcho-communistes comptaient non sur les syndicats ouvriers mais sur les communes libres et sur leurs fédérations, comme bases d'action, de transformation et de construction. Ils professaient une méfiance envers le syndicalisme.

Enfin, les anarcho-individualistes, sceptiques en face du syndicalisme et du communisme, même libertaire ; ils tablaient surtout sur le rôle de l'individu libre. Ils n'admettaient que des associations libres d'individus comme base de la société nouvelle.

Au cours de la Révolution russe, un mouvement se fit jour dans les rangs anarchistes, qui chercha à concilier ces trois tendances en créant une sorte de " synthèse anarchiste " et un mouvement libertaire unifié. La confédération Nabate fut l'initiatrice de cette tentative d'unification anarchiste. Pour plus de détails consulter la littérature anarchiste, surtout périodique, des années 1900 à 1930.

” liquida définitivement l’organisation et, plus tard également la maison d’éditions. Tous les adhérents furent soit emprisonnés, soit exilés.

2. ” La Fédération des Groupes Anarchistes de Moscou ”. Ce fut, relativement, une grande organisation qui, en 1917-1918, mena une propagande intense à Moscou et en province. Elle publiait un journal quotidien (*l’Anarchie*), de tendance anarcho-communiste¹⁵ et fonda, elle aussi, une maison d’éditions libertaires. Elle fut mise à sac par le gouvernement ” soviétique ” en avril 1918. Quelques débris de cette organisation subsistèrent encore jusqu’en 1921. A cette date, les dernières traces de l’ancienne Fédération furent ” liquidées ” et les derniers militants ” supprimés ”.
3. La ” Confédération des Organisations Anarchistes de l’Ukraine *Nabate* ”. Cette importante organisation fut créée fin 1918 en Ukraine où, à cette époque, les bolcheviks n’étaient pas encore parvenus à imposer leur dictature. Elle se distingua surtout par une activité positive, concrète. Elle proclama la nécessité d’une lutte immédiate et directe pour les formes non-autoritaires de l’édification sociale et s’efforça d’en élaborer les éléments pratiques. Elle joua un rôle important par son agitation et sa propagande extrêmement énergique, et contribua pour beaucoup à la diffusion des idées libertaires en Ukraine. Elle publia, dans différentes villes, des journaux et des brochures. Son journal principal fut *Nabate (Le Tocsin)*. Elle tenta de créer un mouvement anarchiste *unifié* (basé, théoriquement, sur une sorte de ” synthèse ” anarchiste) et de rallier toutes les forces actives de l’anarchisme en Russie, *sans différence de tendances*, au sein d’une organisation générale. Elle unifia presque tous les groupes anarchistes de l’Ukraine et engloba aussi quelques groupes de la Grande Russie. Elle tenta de fonder une ” Confédération Anarchiste Panrusse ”.

Développant son activité dans le Midi houlex, la Confédération y entra en relations étroites avec le mouvement des partisans révolutionnaires, paysans et ouvriers, et avec le noyau de ce mouvement : la ” Makhnovtchina ”. (Voir chapitre Ier au troisième livre). Elle prit une part active aux luttes contre toutes les formes de la réaction : contre l’hetman¹⁶ Skoropadsky, contre Pétlioura, Dénikine, Grigorieff, Wrangel et autres. Elle perdit dans ces luttes et dans des combats armés presque tous ses meilleurs militants. En dernier lieu, elle attira sur elle, naturellement, les foudres du pouvoir ” communiste ”, mais étant données les conditions ukrainiennes, elle ne put résister, pendant quelque temps, à des attaques répétées.

Sa dernière et définitive liquidation par les autorités bolchevistes remonte à fin 1920. Vers cette époque, plusieurs de ses militants furent fusillés par les bolcheviks, sans l’ombre d’une procédure quelconque.

A part ces trois organisations d’assez grande envergure et d’action plus ou moins vaste, il en existait d’autres, de moindre importance. Un peu partout, en 1917 et 1918, surgissaient des groupes, des courants et des mouvements anarchistes, généralement peu importants et éphémères, mais, par endroits, assez actifs : les uns indépendants, les autres en relation avec l’une des organisations citées.

Malgré quelques divergences de principe ou de tactique, tous ces mouvements étaient d’accord sur le fond des choses remplissaient chacun dans la mesure de ses forces et de ses possibilités, leur devoir vis-à-vis de la Révolution et de l’anarchisme, en semant dans les masses laborieuses les germes d’une organisation sociale véritablement nouvelle : anti-autoritaire et fédéraliste.

Tous subirent finalement le même sort : la suppression brutale par l’autorité ” soviétique ”.

6.4 La presse inconnue (anarchiste) dans la Révolution russe : sa voix, ses luttes, sa fin

Nous avons reproduit, plus haut, quelques articles du *Goloss Trouda*, journal de l’” Union de propagande anarcho-syndicaliste ”, concernant la position de celle-ci vis-à-vis de la prise du pouvoir par les bolcheviks, de la paix de Brest-Litovsk et de l’Assemblée Constituante.

¹⁶ Aux siècles passés, ” hetman ” était le titre du chef élu de l’Ukraine indépendante. Installé au pouvoir par les Allemands, Skoropadsky s’appropria ce titre.

Il est utile de les compléter par d'autres citations. Elles apporteront au lecteur des précisions sur les divers points de discorde entre les bolcheviks et les anarchistes, sur la position de ces derniers face aux problèmes de la Révolution et enfin sur l'esprit même des deux conceptions.

La presse anarchiste pendant la Révolution russe étant totalement inconnue hors du pays, certains de ces extraits constitueront pour le lecteur de véritables révélations.

Le premier numéro de *Goloss Trouda* parut le 11 août 1917, six mois après les débuts de la Révolution, donc avec un énorme et irréparable retard. Néanmoins, les camarades se mirent énergiquement à l'oeuvre.

La tâche était dure. Le parti bolcheviste avait déjà accaparé la grande majorité de la masse ouvrière. Par rapport à son action et à son influence, celles de l'"Union" et de son organe étaient de peu d'importance. Son oeuvre progressait lentement, difficilement. Il n'y avait presque plus de place pour elle dans les usines de Pétrograd. Tout le monde y suivait le parti bolchevik, ne lisait que ses journaux, ne voyait que par lui. Les bolcheviks disposaient dans le pays de plusieurs quotidiens largement diffusés. Personne ne prêtait attention à une organisation totalement inconnue, à des idées "bizarres" ne ressemblant pas du tout à ce qui se disait et se discutait ailleurs.

Et, cependant, l'"Union" acquit vite une certaine influence. Bientôt, on commença à l'écouter. Ses meetings - hélas ! peu nombreux - étaient bien fréquentés. Elle réussit rapidement à créer des groupes assez forts à Pétrograd même et dans sa banlieue : à Cronstadt, à Oboukhovo, à Kolpino, etc. Son journal avait du succès et se diffusait de mieux en mieux, même en province, en dépit de toutes les difficultés.

Dans les conditions données, la tâche principale de l'"Union" consistait à intensifier sa propagande, à se faire connaître, à attirer l'attention des masses travailleuses sur ses idées et sur sa position vis-à-vis des autres courants sociaux. Cette tâche incombait surtout au journal, la propagande orale restant pour l'instant fort restreinte, faute de moyens.

Trois périodes sont à distinguer dans la vie - très courte - et dans la propagande de l'"Union" 1° avant la Révolution d'octobre ; 2° au moment même de cette seconde Révolution ; 3° après celle-ci.

Dans la première période, l'"Union" lutta simultanément et contre le gouvernement de l'heure (de Kérénsky), et contre le danger d'une révolution politique (vers laquelle tout semblait converger), pour une nouvelle organisation sociale à base syndicale et libertaire.

Chaque numéro du journal contenait des articles précis et concrets sur la façon dont les anarcho-syndicalistes concevaient les tâches constructives de la Révolution à venir. Tels furent par exemple : une série d'articles sur le rôle des comités d'usines ; les articles sur les tâches des Soviets, sur la façon de résoudre le problème agraire, sur la nouvelle organisation de la production, des échanges, etc.

Dans plusieurs articles - surtout dans ses éditoriaux - le journal expliquait aux travailleurs, d'une façon très concrète, quelle devait être, d'après les anarcho-syndicalistes, la véritable Révolution émancipatrice.

Ainsi, dans l'éditorial du n° 1 de *Goloss Trouda* (du 11 août 1917 : "L'Impasse de la Révolution") le journal, après avoir parcouru rétrospectivement la marche de la Révolution et constaté sa crise (en août, la Révolution russe traversa une période critique), écrivait ceci¹⁷ :

Disons tout de suite que nous concevons et les causes profondes de cette crise et, surtout, l'action révolutionnaire prochaine, d'une manière qui ne ressemble en rien à celle de tous les écrivains socialistes.

S'il nous avait été possible d'élever notre voix plus tôt, au début même de la Révolution, aux premiers jours et semaines de son libre élan, de ses magnifiques envolées et de ses recherches ardentes, illimitées, nous aurions aussitôt, dès ces premiers moments, proposé et défendu des moyens et des actes absolument différents de ceux préconisés par les partis socialistes. Nous nous serions nettement dressés contre les "programmes" et la "tactique" de tous ces partis et fractions : bolcheviks, mencheviks, socialistes-révolutionnaires de gauche, socialistes-révolutionnaires de droite, etc. Nous aurions indiqué à la Révolution d'autres buts. Nous aurions suggéré aux masses laborieuses d'autres tâches.

¹⁷ Toutes les citations sont traduites du russe.

Les longues années de notre travail à l'étranger furent consacrées à la propagande d'un tout autre ensemble d'idées, sur la Révolution Sociale et ses voies. Hélas, notre pensée ne pénétrait pas en Russie, séparée des autres pays par des barrières policières.

Aujourd'hui, nos forces se rallient ici. Et nous considérons comme notre premier devoir, comme notre tâche la plus sacrée de reprendre aussitôt ce travail sur notre propre sol : actuellement le sol de la liberté.

Nous devons agir. Nous devons ouvrir aux masses laborieuses des horizons nouveaux. Nous devons les aider dans leurs recherches.

La force des choses nous oblige à élever notre voix à une heure où la Révolution est momentanément bloquée dans une impasse et où les masses marquent un temps d'arrêt, comme plongées dans une lourde réflexion. Nous aurons à nous employer à fond pour que cette réflexion ne reste pas stérile. Nous devons utiliser ce temps d'arrêt de façon que la nouvelle vague révolutionnaire trouve les masses davantage prêtes, plus conscientes des buts à atteindre, des tâches à remplir, de la voie à suivre. Il faut faire tout ce qui est humainement possible pour que la vague à venir ne se brise, ne s'éparpille pas à nouveau dans un élan sans lendemain.

Dès à présent, nous devons indiquer les moyens de sortir de l'impasse : moyens dont la presse périodique tout entière, sans exception, ne dit pas un seul mot.

L'éditorial du n° 2 (" Le Tournant historique ", le 18 août 1917) précise :

Nous vivons des minutes critiques. Les balanciers de la Révolution sont en mouvement - tantôt lentement, tantôt convulsivement. Ils continueront ce mouvement pendant quelque temps encore. Ensuite, ils s'arrêteront. Les ouvriers russes sauront-ils en temps opportun, tant que leurs balanciers oscillent encore, jeter sur *leur plateau à eux* une *idée nouvelle*, un nouveau principe d'organisation, une nouvelle base sociale ? C'est de cela que dépendent beaucoup - sinon totalement - et le futur destin et l'issue de la Révolution actuelle.

L'éditorial du n° 3 (" Actualités ", le 25 août 1917) s'adresse aux travailleurs dans les termes suivants :

Nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux soldats, aux révolutionnaires russes : avant tout et surtout *continuez la Révolution* . Continuez à vous organiser solidement et à relier entre eux vos organismes nouveaux : vos communes, vos unions, vos comités, vos Soviets. Continuez - avec fermeté et persévérance toujours et partout - à participer de plus en plus largement, de plus en plus efficacement, à l'activité économique du pays. Continuez à prendre entre vos mains, c'est-à-dire entre les mains de vos organisations, toutes les matières premières et tous les instruments indispensables pour votre travail. Continuez à éliminer les entreprises privées. Continuez la Révolution ! N'hésitez pas à affronter la solution de toutes les questions brûlantes de l'actualité. Créez partout les organes nécessaires pour réaliser ces solutions. Paysans, prenez la terre et mettez-la à la disposition de vos propres comités. Ouvriers, préparez-vous à mettre entre les mains et à la disposition de vos propres organismes sociaux - partout sur place - les mines et le sous-sol, les entreprises et les établissements de toutes sortes, les usines et les fabriques, les ateliers, les chantiers et les machines.

En attendant, le parti bolcheviste s'orientait de plus en plus vers son coup d'Etat. Il se rendait parfaitement compte de l'état d'esprit révolutionnaire des masses et espérait en profiter, c'est-à-dire réussir la prise du pouvoir. Critiquant cette orientation, *Goloss Trouda* écrit dans un article du même n° 3 :

Une solution logique, claire et simple nous est offerte. Elle s'impose d'elle-même. Il n'y a qu'à la saisir - résolument, audacieusement. Il faut se décider à prononcer l'ultime parole dictée par la logique même des choses : *on n'a pas besoin d'un Pouvoir*. A la place d'un " Pouvoir ", ce sont les organisations unifiées des travailleurs - ouvriers et paysans - qui doivent devenir les " maîtres de la

vie ». Soutenues par les formations révolutionnaires des soldats, ces organisations doivent, non pas aider quelqu'un à " s'emparer du Pouvoir ", mais prendre directement en mains la terre et les autres éléments et instruments de travail, établissant - partout sur place - un ordre économique et social nouveau.

Les simples " habitants " et les " fainéants " accepteront tranquillement le nouvel ordre de choses. La bourgeoisie - restée sans soldats et sans capitaux - restera, tout *naturellement* aussi, *sans pouvoir*. Et les organisations des travailleurs, reliées entre elles, mettront sur pied, d'un commun accord, la production, les transports et les communications, les échanges et la distribution des marchandises sur des bases nouvelles créant dans ce but, et selon les nécessités réelles, des organes de coordination et des centres indispensables. C'est alors - et alors seulement - que la Révolution aura vaincu.

L'article dit ensuite que, tant que la lutte aura le caractère de querelles entre les partis politiques pour le Pouvoir, et que les masses laborieuses seront entraînées dans ces querelles et divisées par des fétiches politiques, il ne pourra être question ni de la victoire de la Révolution ni même d'une reconstruction sociale vraiment profonde de la vie.

L'article exprime l'espoir que les masses, poussées par les exigences mêmes de la vie, finiront par arriver à cette solution dont les éléments sont déjà semés par les conditions objectives de notre époque et de toute l'ambiance donnée.

Et il conclut dans ces termes :

Il va de soi que nous ne prétendons pas être prophètes. Nous ne prévoyons qu'une certaine *éventualité* , une certaine *tendance* qui *peut aussi ne pas se réaliser* . Mais, dans ce dernier cas, la Révolution actuelle ne sera pas encore la vraie grande Révolution Sociale. Et alors, la solution du problème - telle que nous venons de la tracer - incombera à l'une des révolutions futures.

Enfin, l'éditorial du n° 9 (du 6 octobre, donc à l'approche de la Révolution bolcheviste) dit :

Ou bien la Révolution poursuivant sa marche, les masses - au bout des épreuves, des malheurs et des horreurs de toutes sortes, après des erreurs, des heurts, des arrêts, des reprises, de nouveaux reculs, peut-être même d'une guerre civile et d'une dictature temporaire - *sauront* , enfin, élever leur conscience à une hauteur qui leur permettra d'appliquer leurs forces créatrices à une activité positive de leurs propres organismes autonomes, partout sur place : alors, le salut et la victoire de la Révolution seront assurés.

Ou bien les masses *ne sauront pas encore* créer, au cours de cette Révolution, leurs propres organismes coordonnés et consacrés à l'édification de la vie nouvelle : alors la Révolution sera tôt ou tard étouffée. Car, seuls ces organes sont capables de la mener vers la victoire définitive.

L'attitude de l'" Union " *au moment même du coup d'Etat d'octobre* a été déjà suffisamment mise en relief (voir chapitre 1). Nous n'y reviendrons donc pas. Rappelons seulement que, ayant exprimé leurs réserves, les anarchistes participèrent très activement à cette Révolution - là où elle aboutit à une action des masses (Cronstadt, Moscou) - ceci pour des raisons et pour des buts spécifiés dans les réserves mêmes.

Après la Révolution d'octobre, pendant les quelques mois de sa difficile existence, l'Union anarcho-syndicaliste de plus en plus brimée par le gouvernement bolcheviste, suivit au jour le jour l'action de celui-ci et la marche des événements¹⁸. Le journal, qui parut quotidiennement pendant trois mois, expliquait aux travailleurs tous les

¹⁸ Pour donner une idée de la façon d'agir du gouvernement pendant ces quelques mois, citons certains de ses procédés. Maître du courant électrique, il le faisait couper presque tous les matins vers les trois heures, sur la ligne qui alimentait l'imprimerie. Les réclamations ne servaient à rien. Le courant revenait vers 5 ou 6 heures ou même ne revenait pas du tout. Ainsi le journal ne pouvait paraître que vers 9 ou 10 heures lorsque, tous, les ouvriers et employés étant à leur travail, personne ne pouvait plus l'acheter. D'autre part, les vendeurs à la criée étaient bousculés, chassés et parfois arrêtés sous de fallacieux prétextes. A la poste, jusqu'à 50 % des exemplaires expédiés étaient sciemment " égarés ". Bref, il fallait lutter continuellement contre le sabotage ordonné par les autorités bolchevistes. (Note des transcripteurs : Dans l'édition que nous avons utilisée, cette note n'est pas identifiée dans le corps du texte. Nous l'avons insérée à l'endroit qui nous semblait le plus logique.)

écarts, toutes les erreurs, tous les méfaits du nouveau pouvoir, *développant, en même temps, ses propres idées et indiquant les moyens de les appliquer*, conformément à sa façon de voir. Une telle besogne constituait, non seulement son droit, mais incontestablement son devoir le plus strict.

Dans une série d'articles : le 27 oct. (" Et après ? ") le 3-16 nov. (" La seconde Révolution "), le 4-17 nov. (" La Déclaration et la Vie "), etc., on insiste sur la nécessité d'abandonner dès à présent les méthodes *politiques* de la *dictature sur les masses* et de laisser au peuple laborieux la liberté d'organisation et d'action.

Nous disons :

1. Dès le début de la Révolution, c'est-à-dire dès le mois de mars, les masses laborieuses auraient dû créer partout leurs organismes de travailleurs, organismes *de classe*, hors partis coordonnant l'action de ces organes et la concentrant tout entière sur l'unique but réel à atteindre : la mainmise sur tous les éléments indispensables pour le travail et, finalement, sur la vie économique du pays.
2. Les hommes instruits, conscients et expérimentés, les intellectuels, les spécialistes, etc., auraient dû, dès les premiers jours de la Révolution, se préoccuper non pas de la lutte et des mots d'ordre *politiques*, non pas de " l'organisation du Pouvoir ", mais bien de celle de la *Révolution*. Tous ces hommes auraient dû assister les masses dans le développement et le perfectionnement de leurs organisations, les aidant à employer leur attention, leur énergie et leur activité à la préparation d'une *véritable Révolution* : économique et sociale.

A ce moment-là, personne ne les aurait entravés dans cette besogne.

En effet, les ouvriers, les paysans et *les soldats* étaient parfaitement d'accord les uns avec les autres dans cette tâche collective. La Révolution - la vraie - aurait avancé à grands pas, *par un chemin droit*. Elle aurait, dès le début, poussé ses racines bien en profondeur, ceci d'autant plus que les masses, elles-mêmes, dans un élan spontané, avaient déjà créé tout un réseau d'organisations et qu'il ne s'agissait plus que d'apporter à cette tâche constructrice un certain ordre et une plus haute conscience. Ah si, dès le début, tous les révolutionnaires sincères, toute la presse socialiste, etc., avaient concentré leur attention, leurs forces et leur énergie à cette besogne, les voies de la Révolution seraient autres.

C'est, précisément ce qui n'a pas été fait. — (*La Seconde Révolution.*)

Un article intitulé : " Le nouveau Pouvoir " (n° 14, du 4-17 novembre) dit :

Là où commence le Pouvoir finit la Révolution. Là où commence " l'organisation du Pouvoir " finit " l'organisation de la Révolution ". L'expression : " pouvoir révolutionnaire " a autant de sens que les expressions : " glace chaude " ou " feu froid ", c'est-à-dire aucun.

Si la Révolution s'engage définitivement sur la voie politique, selon la recette de " l'organisation du Pouvoir ", nous verrons ce qui suit : dès que la première victoire révolutionnaire du peuple insurgé (victoire si chèrement payée en raison, justement, des mêmes méthodes politiques) deviendra un fait acquis, notre " seconde Révolution " s'arrêtera. Au lieu d'une activité révolutionnaire libre et créatrice des masses partout sur place - activité indispensable pour consolider et développer cette victoire - nous assisterons alors à un écoeurant " marchandage " autour du Pouvoir au centre, à une " organisation (absolument inutile) du Pouvoir " au centre et, enfin, à une " activité " absurde d'un nouveau " Pouvoir " au centre : d'un nouveau " gouvernement de toutes les Russies ".

Les Soviets et d'autres organismes locaux devront, bien entendu, dépendre du *Soviet central et du Gouvernement* ; ils seront forcés de *se soumettre* au centre, de le reconnaître " Tout le pouvoir aux Soviets " deviendra, en fait, l'autorité des leaders du parti, placés au centre. A la place d'une union naturelle et indépendante des villes et de la campagne libres, construisant à leur gré la nouvelle vie

économique et sociale, nous verrons un centre d'Etat " fort ", un " pouvoir révolutionnaire ferme " : pouvoir qui prescrira, ordonnera, imposera, châtiara.

Ou cela sera ainsi ou l'autorité n'existera pas. Car rien d'intermédiaire entre ces deux éventualités n'est réalisable. Des phrases sur une " autonomie locale ", en présence d'un pouvoir d'Etat en vigueur, sont toujours restées, restent aujourd'hui et resteront à l'avenir des phrases vides.

.....

Ce nouveau pouvoir, en train de se consolider, saura-t-il donner quoi que ce soit au peuple ?

Sans aucun doute, il tentera de lui octroyer quelque chose.

Mais, travailleurs, oubliez la *Révolution Sociale, le socialisme*, l'abolition du système capitaliste et votre véritable émancipation, si vous êtes disposés à attendre tout cela de la part du nouveau Pouvoir ! Car le nouveau Pouvoir (ni aucun autre) ne saura vous le donner.

Vous voulez des preuves ?

Et, après avoir assemblé des faits prouvant que le bolchevisme finira fatalement par la dégénérescence et la trahison, l'article conclut comme suit :

Cela signifie que, du bolchevisme au capitalisme, le front malgré tout, reste au fond, " unique ", sans interruption. Telles sont les lois fatales de la lutte politique.

Vous allez nous dire que vous protesterez, que vous lutterez pour vos droits, que vous vous soulèverez et agirez partout sur place en pleine indépendance ?

Très bien. Mais alors, soyez prêts à ce que votre activité soit déclarée " arbitraire ", " anarchique " ; à ce que " les socialistes au pouvoir " vous assaillent sous ce prétexte, avec toute la force de leur autorité " socialiste " ; et que, enfin, les couches de la population satisfaites par le nouveau gouvernement (couches auxquelles il aura donné " quelque chose ") ainsi que tous ceux qui en auront assez de la Révolution et n'éprouveront pour vous que de la colère et de la haine, *se dressent contre vous*.

Dans votre lutte contre le tzarisme vous aviez avec vous presque tout le pays.

Dans votre lutte contre Kerensky vous étiez déjà beaucoup plus isolés.

Si, maintenant, vous laissez le nouveau pouvoir se consolider (et si les événements s'y prêtent) ; si vous avez prochainement une lutte à entamer contre cette autorité devenue forte, vous ne serez plus qu'une poignée.

On vous écrasera impitoyablement comme des " fous ", comme des " fanatiques " dangereux, comme des " anarchistes ", comme des " bandits "... Et on ne posera même pas une pierre sur vos tombes.

Dans un article paru sous le titre : " D'impasse en impasse " (n° 15, du 6-19 novembre) nous lisons :

Il n'y a qu'un moyen de mettre la Révolution sur le juste et droit chemin :

Renoncer à la consolidation du Pouvoir politique central. Aider tout de suite les masses - partout sur place - à créer leurs organisations de classe, hors des partis. Aider ces organisations à former un ensemble harmonieux. d'abord localement, ensuite régionalement, etc., au moyen des Soviets (conseils) de ces organisations : Soviets non pas autoritaires, mais uniquement instruments de liaison et de coordination. Orienter ces organismes vers le seul but qui importe : celui de leur mainmise progressive sur la production, les échanges, les communications, la distribution etc. Commencer ainsi, tout de suite, à organiser la vie économique et sociale du pays sur des bases nouvelles.

Alors commencera à se réaliser, facilement et d'une façon naturelle, une sorte de " dictature du travail ". Et le pays entier saura, peu à peu, s'y faire.

Et l'article conclut ainsi :

Tout Pouvoir est un péril pour la Révolution. *Aucun Pouvoir* ne saura amener la Révolution à son véritable but. Ce n'est guère dans les labyrinthes des combinaisons politiques que se trouve la clef qui ouvrira la porte promise du Temple de la victoire !

Un article sur " L'organisation de la Révolution " constate et précise (n° 16, du 7-20 novembre) :

Les partis socialistes disent :

Pour organiser la Révolution, il faut, avant tout, s'emparer *du Pouvoir d'Etat* et organiser ce nouveau Pouvoir. A l'aide de celui-ci, toute l'économie passera aussi entre les mains de l'Etat.

Les anarchistes disent :

Pour organiser la Révolution, il faut, avant tout, s'emparer *de l'économie* et l'organiser. Par ce moyen, le Pouvoir et l'Etat (reconnus par les socialistes eux-mêmes comme un mal " inévitable " et temporaire) seront éliminés.

S'emparer de l'économie, cela signifie : prendre possession de l'agriculture et de l'industrie ; prendre en mains la production, les échanges, les communications, etc. Cela signifie, avoir à sa disposition tous les moyens et instruments de travail et d'échanges : le sol et le sous-sol, les mines ; les fabriques, les usines, les ateliers, les chantiers, etc. ; les stocks et les dépôts ; les magasins ; les banques ; les locaux ; les chemins de fer, les transports maritimes et fluviaux et toutes les voies de communication, la poste, le télégraphe, le téléphone, etc.

Pour s'emparer du *Pouvoir*, il faut un *parti politique*. Car, de fait, c'est *un parti* qui prend possession du pouvoir, en la personne de ses leaders (chefs). C'est pourquoi les socialistes incitent les masses à s'organiser en un parti, afin de soutenir celui-ci au moment de la lutte pour la prise du Pouvoir.

Pour s'emparer de *l'économie*, un parti politique n'est pas indispensable. Ce qui est indispensable, ce sont les organismes des travailleurs, de masses : organismes indépendants et restant en dehors de tout parti politique. C'est à ces organismes qu'incombe, au moment de la Révolution, la tâche de la nouvelle édification économique et sociale.

Voilà pourquoi les anarchistes ne forment pas un parti politique : ils militent, soit directement dans les organisations de masses, soit - comme propagandistes - dans des groupes et unions idéologiques.

Et, par la suite, l'article pose ces questions fondamentales :

Comment faut-il, comment peut-on s'organiser sans Pouvoir ? Par quoi faut-il commencer ? Comment faut-il s'y prendre ?

Le journal promet de répondre à toutes ces questions d'une façon précise et détaillée.

Et, en effet, il y répond dans plusieurs articles parus avant sa suppression (au printemps 1918).

(Notons des articles tels que : " La Guerre ", no 17, du 8-21 novembre ; " La Famine ", même numéro ; " La dernière étape ", même numéro ; " Que faire ? " n° 19, du 18 novembre-1er décembre ; " Avertissement ", n° 20 ; " Les tâches immédiates ", n° 21, etc.).

La fin de l'année 1917 avait été très dure pour le peuple. La guerre continuait à épuiser et paralyser le pays. La situation à l'intérieur devenait de plus en plus tragique.

L'article " Que faire ? " constate :

Les conditions d'existence des masses ouvrières empirent de jour en jour, la misère augmente. La faim s'installe en permanence dans les foyers. Le froid est là, mais le problème des loyers et du chauffage n'est pas résolu. Un très grand nombre d'usines ferment leurs portes, faute de moyens, de combustible de matières premières et, souvent de propriétaires qui sont en fuite : Les voies ferrées sont dans un état lamentable. L'économie du pays est totalement ruinée.

Et il continue :

Une situation paradoxale se crée :

En haut, le gouvernement " ouvrier et paysan ", centre investi de tous les pouvoirs et disposant de la force pour les exercer. Les masses attendent de lui des solutions. Il publie des décrets où il dit bien quelles *devraient être* les améliorations. (Et encore, ce qu'il préconise est bien au-dessous des besoins des masses), mais quant à la question essentielle : *comment y arriver*, il répond : " *L'Assemblée Constituante !* "

En bas, tout demeure comme auparavant.

Les masses crèvent de faim - mais la spéculation, le lucre, l'écoeurant commerce " sous le manteau " continuent de plus belle.

Les masses sont dans la misère - mais les magasins (même les étalages) regorgent de vêtements, de viande, de légumes, de fruits et de conserves. Et ne doutons pas qu'il y ait en ville une bonne quantité d'objets de première nécessité.

Les masses sont pauvres - mais les banques sont riches.

Les masses sont privées de logis (si modestes soient-ils) - mais les maisons appartiennent aux propriétaires.

Les masses sont jetées dans la rue, les usines ferment leurs portes, et il est impossible de " prendre en mains " les entreprises abandonnées, faute de capitaux, de combustible et de matières premières.

La campagne a besoin des produits de la ville. La ville a besoin des produits de la campagne - mais la situation est telle qu'il est presque impossible de réaliser les échanges.

Constatant ce désastre et critiquant la molle attitude du gouvernement bolcheviste, la presse anarchiste propose en même temps les moyens qui lui paraissent être les plus rapides, les plus simples et les plus efficaces pour en sortir.

Ainsi, dans plusieurs articles (" *Que faire ?* ", " *Avertissement* ", etc.), le journal soumet à l'attention des travailleurs tout un programme concret et détaillé des mesures urgentes, immédiates, telles que : réquisition par *les organismes ouvriers* des produits de première nécessité et organisation des stocks et dépôts de distribution (pour parer à la famine) ; création de restaurants populaires ; organisation méthodique des comités de maisons, (de locataires), de rues, de quartiers et ainsi de suite (pour parer à l'insuffisance des logis et commencer, en même temps, à remplacer les propriétaires par des collectivités d'usagers) : autrement dit, socialisation immédiate et progressive des lieux d'habitation ; réquisition immédiate et progressive (toujours par les organismes ouvriers) des entreprises abandonnées par leurs propriétaires ; organisation immédiate des travaux publics (pour entreprendre tout de suite les réparations urgentes dans les villes, sur les voies ferrées, etc.), confiscation immédiate d'une partie des fonds en banques afin de permettre le développement de la nouvelle production collective ; reprise des relations régulières entre les villes et la campagne : échange de produits entre les organisations ouvrières et les cultivateurs socialisation des chemins de fer et de tous les moyens de communication ; réquisition et socialisation des mines aussi rapidement que possible aux fins d'approvisionnement immédiat (par les soins des organisations ouvrières, des usines, chemins de fer, habitations, etc., et en matières premières.

Le gouvernement bolcheviste était loin d'envisager de telles mesures, car elles tendaient, nécessairement, à diminuer son rôle, à le reléguer au second plan, à démontrer rapidement son inutilité et, finalement, à s'en passer. Il ne pouvait l'admettre.

Ne voulant rien confier aux masses, mais ne se sentant pas encore assez fort pour entreprendre lui-même quelque chose de décisif par la voie de l'action politique, il laissait traîner les choses, se bornant, en attendant, à des remèdes économiques timides et inefficaces. Il cherchait surtout à parer aux nécessités les plus pressantes par des procédés politico-policiers et militaires : réquisitions désordonnées, arbitraires et brutales à l'aide de détachements de troupes excitées par les chefs (procédés qui, entre autres conséquences, dressaient la campagne contre les villes et la détournaient de tout intérêt pour la Révolution), répressions, violences, etc.

Tout en protestant vigoureusement contre la fausse voie où les bolcheviks, d'après eux, allaient engager la Révolution, tout en critiquant leur système, les anarchistes furent les seuls à préconiser des mesures vraiment populaires, vraiment socialistes et. en même temps, concrètes : mesures qui devaient, selon eux, orienter la Révolution, dès à présent, sur le chemin de la véritable Révolution Sociale.

Naturellement, les bolcheviks ne les écoutaient pas. Et quant aux masses, totalement accaparées et subjuguées par le bolchevisme, elles ne pouvaient ni entendre les anarchistes, ni se prononcer elles-mêmes.

A ce propos, je me permets de citer ici en entier un article de Goloss Trouda (n° 18, du 13 février 1918), paru au sujet d'un arrêté du gouvernement bolcheviste concernant la liberté de la presse. L'article situe nettement la position respective des deux idéologies opposées, vis-à-vis d'un problème concret.

FAUSSE ROUTE. - Si l'on voulait noter, au jour le jour, les faits et les événements prouvant incontestablement qu'il n'est pas possible de réaliser la vraie Révolution Sociale " par en haut ", on aurait déjà de quoi remplir des dizaines de colonnes du journal... Seulement, nous avons d'autres chats à fouetter pour l'instant ! Réservons donc cette tâche aux laborieux historiens futurs de notre Révolution. Sans doute, ils découvriront dans ses archives une abondante documentation démontrant éloquemment " comment il ne faut pas faire la révolution ". Quant à nous, nous en avons vraiment assez de répéter, tous les jours, que ni la vraie liberté ni la véritable émancipation du monde du travail, ni la nouvelle société, ni la nouvelle culture - bref, *qu'aucune valeur réelle du socialisme* ne peut être réalisée au moyen d'un " appareil d'Etat " centralisé, mû par un pouvoir politique entre les mains d'un parti. Ne serait-il pas temps d'en finir avec ce sujet, dans l'espoir que, demain, *la vie elle-même* fera comprendre cette vérité (au fond si simple) avec une netteté parfaite, à tous les aveugles ?

Et pourtant, ils sont encore bien nombreux, ces aveugles.

Il y a à peine quelques jours, nous avons eu en mains une résolution disant ce qui suit : Bien que l'idée de l'anarchisme soit la meilleure, la plus belle et la plus pure des idées, le moment de sa réalisation n'est pas encore venu. Il est indispensable, d'abord, de consolider la révolution faite (" socialiste "). " Nous sommes persuadés, conclut la résolution, que l'anarchisme viendra et triomphera *après le socialisme*. "

La voilà bien, cette conception courante, banale de l'anarchisme !

Pour le brave " habitant ", l'anarchisme est, ou bien la bombe et le pillage, horreur et chaos, ou bien, dans le meilleur des cas un rêve béat : le paradis " après le socialisme ". Car le brave " habitant " *ne connaît pas* l'anarchisme. Il le juge d'après des " on dit ". Il est si naïf, si crédule, le pauvre !...

Les auteurs de la résolution ne le connaissent pas non plus !

Si l'on se représente l'anarchisme comme l'avènement d'une époque où l'on vivra des jours tissés d'or et de soie dans un pays de Cocagne, alors oui : son temps n'est pas encore venu (de même *qu'en ce sens*, le temps du " socialisme " n'est pas encore venu, non plus).

Mais si (comme le font les auteurs de la résolution), on aborde le problème du point de vue *de la voie* vers l'émancipation, *du processus même* de la lutte pour l'affranchissement, alors il serait absurde de s'imaginer qu'en prenant telle voie, nous suivrions telle autre. Alors, on serait obligé de *choisir* : ou l'une ou l'autre.

Or, l'anarchisme n'est pas seulement une idée, un *but* : il est, avant tout, aussi une *méthode*, un *moyen* de lutte pour l'émancipation de l'homme. Et, de ce point de vue, nous affirmons clairement, catégoriquement que la voie " socialiste " (celle du socialisme autoritaire et étatique) *ne peut* réaliser les buts de la Révolution Sociale, ne peut nous amener au socialisme. Seule la méthode anarchiste est capable de résoudre le problème.

La thèse essentielle de l'anarchisme comme méthode de lutte, comme voie vers *le vrai socialisme* est justement celle-ci : il est impossible d'aboutir à l'anarchisme, et généralement à la liberté, " à travers le socialisme ", " après le socialisme ". Ce n'est pas " à travers " mais précisément " en travers

” et ” contre ” le socialisme ” qu’on pourra y arriver. On ne peut réaliser l’anarchisme autrement qu’en allant *droit au but, par le chemin anarchiste direct* Sinon, nous n’y arriverons jamais.

Il est impossible de réaliser la liberté au moyen d’un socialisme étatique.

Etant partis à la conquête du socialisme par la voie d’une révolution faite par en haut, les ” socialistes ”, d’après nous, ont dévié ; ils ont fait fausse route. Leur chemin n’aboutit à aucune Révolution Sociale, à aucun socialisme. Ou bien ils seront obligés de rebrousser chemin et de reprendre la bonne route - juste droite, anarchiste, - ou bien ils s’égareront et engageront toute la Révolution dans une impasse.

Voilà ce que l’anarchisme affirme. Voilà pourquoi il lutte contre le ” socialisme ” actuel. Et voilà ce que la vie devra démontrer bientôt aux plus aveugles.

.....
Renonçant à nous occuper ici de nombreux faits qui d’ores et déjà, renforcent notre conviction, nous sentons la nécessité de fixer ici même un seul fait frappant, ” fait ” de la dernière minute¹⁹ :

Nous venons de recevoir un exemplaire des ” *Dispositions provisoires concernant le mode d’édition de tous imprimés, périodiques ou non, à Pétrograd* ”.

Nous avons toujours considéré la lutte implacable contre la presse bourgeoise comme la tâche immédiate des travailleurs à l’époque de la Révolution Sociale.

Supposez donc un instant, cher lecteur, que cette Révolution suive, dès ses débuts, notre voie anarchiste : des organismes ouvriers et paysans se créent et se fédéralisent en une organisation de classe ; ils prennent en mains la vie économique du pays, ils combattent eux-mêmes, et à leur manière, les forces adverses. Vous comprendrez facilement que la presse, en tant qu’instrument d’action de la bourgeoisie, serait combattue par ces organismes d’une manière essentiellement différente de celle employée par notre gouvernement ” socialiste ” pour combattre la presse ” bourgeoise ”.

En effet, est-ce que ces ” Dispositions provisoires ” visent la presse *bourgeoise* ?

Lisez attentivement les articles 2 à 8 de ces ” Dispositions ”. Lisez surtout avec attention le paragraphe intitulé : ” Interdiction et confiscation. ” Vous aurez la preuve palpable que, du premier de ces articles au dernier, ces ” Dispositions ” suppriment, non pas la presse bourgeoise, mais *toute ombre de liberté de la presse en général*. Vous verrez que c’est un acte typique, établissant *la plus rigoureuse censure pour toutes les publications qui auraient le malheur de déplaire au gouvernement*, d’où qu’elles viennent. Vous constaterez que cet acte établit une multitude de formalités et d’entraves absolument inutiles.

Or, nous sommes persuadés que la véritable Révolution des travailleurs lutterait contre la presse bourgeoise avec d’autres méthodes et sous d’autres formes.

Nous sommes convaincus que les vrais militants et hommes d’action de la véritable Révolution Sociale n’auraient ni n’auront jamais à recourir à une *loi sur la censure* : loi banale, typiquement bureaucratique et autoritaire ; loi cherchant à protéger le gouvernement existant contre toute espèce de critique ou de lutte, *qu’elle vienne de droite ou de gauche* ; loi, enfin, introduisant toute une série de freins, d’entraves et d’obstacles superflus et barbares du point de vue de la liberté d’expression.

Eh bien, nous avons dit plus d’une fois que toute voie possède ses particularités. Gloire aux dieux ! la ” particularité ” en question ne touche, pour l’instant, que Pétrograd. Espérons que les masses révolutionnaires du reste du pays se montreront plus à la page que notre capitale défaillante et qu’elles rendront inutile l’application des ” Dispositions provisoires ” en province.

Espérons aussi que ces ” Dispositions ” *provisoires* ne deviendront pas *définitives*.

¹⁹ Rappelons que ceci a été écrit en 1939.

Les anarchistes supposaient que, les imprimeries et tous les moyens de publication étant pris en mains directement par les organisations ouvrières, ces dernières refuseraient - ce qui eût été simple et normal - d'imprimer et d'éditer les écrits contre-révolutionnaires. Ainsi - comme dans d'autres domaines - aucun besoin d'une action *politique* (gouvernement, police, etc.) ne se serait fait sentir et on se passerait de la " censure ".

Inutile de dire que les " Dispositions " furent très rapidement étendues au pays entier et, plus tard, servirent de base à des lois sur la presse supprimant carrément *toute publication non gouvernementale* (non bolcheviste).

Dans l'article : " Les tâches immédiates ", trop long pour être cité, le journal offre à nouveau des suggestions détaillées sur un ensemble de problèmes d'actualité. " Organisation du ravitaillement ", " Comment résoudre la question des habitations ", " Fabriques et usines ", " Les banques "; " La Ville et la Campagne ", " Les matières premières et les combustibles ", " Les transports ", " Les travaux publics " : tels en sont les chapitres essentiels.

Naturellement, plusieurs articles furent consacrés à la question paysanne (" L'oeuvre paysanne ", n° 22, et autres), ainsi que de nombreux éditoriaux concernant le problème ouvrier (" La Voie ouvrière ", n° 7 du quotidien ; " L'oeuvre ouvrière ", n° 11 ; " Le Congrès ouvrier ", et ainsi de suite.)

Pour terminer, je me permets, à titre de curiosité, encore une citation tirée d'un article intitulé : " Lénine et l'Anarchisme " (n° 5, du 19 décembre-1er Janvier 1918) :

Les " socialistes ", gonflés de sentiments d'ordre, de prudence et de circonspection, reprochent au citoyen Lénine, à tout instant, son penchant pour l'anarchisme.

Les répliques du citoyen Lénine se réduisent, chaque fois, à la même formule : " Patientez. Je ne suis pas encore *tout à fait anarchiste*. "

Les anarchistes attaquent le citoyen Lénine à cause de son faible pour le dogme marxiste. Les répliques du citoyen Lénine se réduisent, chaque fois, à la même formule : " Patientez. Je ne suis plus *tout à fait marxiste*. "

Nous éprouvons, enfin, le désir de dire à tous ceux qui sont ainsi troublés dans leur âme : ne vous inquiétez pas, n'attendez pas ! Le citoyen Lénine *n'est pas du tout anarchiste*.

Et après une brève analyse de la position de Lénine face à la Révolution, l'article termine ainsi :

Le citoyen Lénine a raison quand il dit : Nous rejetons le parlementarisme, la Constituante, etc., parce que la Révolution a engendré les Soviets.

Oui, la Révolution a engendré..., non seulement les Soviets, mais en général une juste et saine tendance vers une organisation de classe, hors des partis, apolitique, non étatiste. Le salut de la Révolution est uniquement dans cette tendance. Et le citoyen Lénine aurait eu raison s'il avait reconnu il y a belle lurette - à l'aube de sa jeunesse - que la vraie Révolution allait prendre justement ce chemin. Hélas, à cette époque, il était " marxiste pur " !

Et maintenant ? Oh, bien entendu, les tendances de plus en plus consciemment anarchisantes des masses le troublent. L'attitude des masses a déjà obligé le citoyen Lénine à s'écarter de l'ancien chemin. Il est en train de céder, de s'incliner. Il ne laisse l'" Etat ", l'" autorité ", la " dictature " que pour une heure, pour une toute petite minute, pour le " moment transitoire ". Et après ? Après, ce sera l'anarchisme, le presque-anarchisme, l'" anarchisme soviétique ", l'anarchisme " à la Lénine ".

Et les " marxistes " bourrés d'esprit de méthode de sagesse et de méfiance, clament horrifiés : " Vous voyez ? Vous entendez ? Vous comprenez ? C'est terrible ! Est-ce du marxisme, ça ? Est-ce du socialisme ? "

Mais grands dieux ! ne prévoyez-vous pas, citoyens socialistes, ce que dira le citoyen Lénine lorsque le pouvoir actuel sera consolidé et qu'il deviendra possible de ne plus prêter l'oreille à la voix des masses ?

Il reviendra alors sur son chemin habituel, battu. Il créera un " Etat marxiste ", le plus authentique. Et, à l'heure solennelle de la victoire définitive, il vous dira : " Vous voyez, messieurs, je suis, de nouveau, tout à fait marxiste ! "

Il reste une seule question, la principale : les masses ne deviendront-elles pas, avant cette heure bienheureuse, " tout à fait anarchistes " et n'empêcheront-elles pas le citoyen Lénine de retourner au " tout à fait marxisme " ?

Je regrette de ne pas avoir pu apporter ici quelques autres textes du même *Goloss Trouda*, de *l'Anarchie* (de Moscou), du *Nabate* (d'Ukraine). Je n'ai pas sous la main les numéros nécessaires. Et, dans les conditions présentes, je ne peux pas me les procurer. Mais je puis assurer que, à quelques nuances et détails près, le contenu de tous les journaux libertaires sérieux était semblable. D'ailleurs, ce qui est cité suffit pour donner au lecteur une idée assez nette sur les thèses, la position et l'activité des anarchistes au cours de la Révolution.

Je peux y ajouter que la Confédération Anarchiste d'Ukraine (*Nabate*), supprimée plus tard par le pouvoir bolcheviste, réussit à organiser en novembre 1918 et en avril 1919, à Koursk et à Elisabethgrad, deux Congrès qui réalisèrent un travail considérable. Ils dressèrent un plan d'action libertaire pour toute l'Ukraine. Leurs résolutions offrirent des solutions étudiées aux divers problèmes brûlants de l'heure.

La période entre octobre 1917 et fin 1918 fut significative et décisive : *c'est au cours de ces quelques mois que se joua le destin de la Révolution*. Pendant un certain temps, celle-ci oscilla entre les deux idées et les deux voies. Quelques mois après, le sort en fut jeté ; le gouvernement bolcheviste réussit à établir définitivement son Etat *militaire, policier, bureaucratique et capitaliste* (nouveau modèle).

L'idée libertaire, qui se mettait de plus en plus en travers de son chemin, fut étouffée.

Et quant aux vastes masses laborieuses, elles n'avaient ni assez de puissance ni assez de conscience pour pouvoir dire leur mot décisif.

6.5 Quelques épisodes vécus

Quelques épisodes vécus, choisis entre mille autres semblables, me servirent d'illustration pour faire mieux comprendre le caractère particulier de cette époque.

Un soir, fin 1917, à Pétrograd, deux ou trois ouvriers de l'ancienne usine de pétrole Nobel (elle employait 4.000 ouvriers environ) se présentèrent au siège de notre " Union " et nous racontèrent ce qui suit :

L'usine étant abandonnée par les propriétaires, les ouvriers avaient décidé, après de multiples réunions et discussions, de la faire marcher collectivement. Ils commencèrent à faire des démarches en ce sens et s'adressèrent, entre autres, à " leur gouvernement " (bolcheviste), lui demandant de les aider dans la réalisation de leur projet.

Le Commissariat du Peuple au Travail leur déclara que, malheureusement, il ne pouvait rien faire pour eux dans les conditions du moment : il ne pouvait leur procurer ni combustible, ni matières premières, ni commandes ou clientèle, ni moyens de transport, ni fonds de roulement. Comme fiche de consolation, on leur dit que 90 % des usines se trouvaient dans le même cas et que le gouvernement prendrait sous peu des mesures générales en vue de leur remise en marche.

Les ouvriers s'apprêtèrent alors à faire rouler l'usine par leurs propres moyens, espérant trouver ce dont ils avaient besoin pour continuer la production et s'assurer un marché suffisant.

Or, le Comité ouvrier de l'usine fut avisé par le Commissariat du Travail que, le cas de celle-ci n'étant pas isolé et un grand nombre d'entreprises se trouvant dans une situation analogue, le gouvernement avait pris la décision de fermer tous ces établissements, d'en licencier les ouvriers en leur versant le montant de deux ou trois mois de salaire et d'attendre des temps meilleurs.

Les ouvriers de l'usine Nobel n'étaient nullement d'accord avec le gouvernement. Ils voulaient continuer le travail et la production. Ils avaient maintenant la certitude de réussir. Ils le firent savoir au gouvernement. Celui-ci répondit par un refus catégorique. Il déclara qu'en tant que gouvernement dirigeant l'ensemble du pays et responsable devant cet ensemble il ne pouvait admettre que chaque usine agisse à la fantaisie, ce qui eût abouti à un chaos inextricable ; qu'en tant que gouvernement, il était obligé de prendre des mesures générales, et qu'en ce qui concernait les entreprises dans le cas de celle de Nobel, cette mesure ne pouvait être que la fermeture.

Les ouvriers, réunis par le Comité de l'usine en une assemblée générale, s'élevèrent contre cette décision.

Alors le gouvernement leur proposa de faire une nouvelle réunion générale où ses représentants viendraient expliquer définitivement le véritable sens de la mesure prévue et la nécessité générale de son application.

Les ouvriers acceptèrent. Et c'est ainsi que quelques-uns d'entre-eux, en relation avec notre " Union ", vinrent nous mettre au courant et nous demander de dépêcher à ladite réunion un orateur qui exposerait le point de vue des anarchistes. (A cette époque, de telles choses étaient encore possibles.) Les ouvriers de l'usine, disaient-ils, seraient certainement contents de connaître notre avis, de pouvoir comparer les deux thèses, de choisir la meilleure et d'agir en conséquence.

C'est moi qui fus délégué à la réunion.

J'étais arrivé le premier. Dans un immense atelier, la plupart des ouvriers de l'usine étaient réunis. Sur une sorte d'estrade, dressée au milieu, les membres du Comité étaient installés autour d'une table, attendant l'arrivée des membres du gouvernement. L'attitude de la masse était grave, réservée. Je pris place sur l'estrade.

Bientôt arrivèrent très " officiellement " (déjà !), très solennellement, serviettes luisantes sous le bras, les représentants du gouvernement. Ils étaient trois ou quatre, Chliapnikoff lui-même, Commissaire du Peuple au Travail à l'époque, en tête.

C'est lui qui parla le premier. D'un ton sec, officiel, il répéta les termes de la décision prise par le gouvernement et développa les motifs qui l'avaient amené à la prendre. Il conclut en déclarant que cette décision était ferme, irrévocable, sans appel, et qu'en s'y opposant les ouvriers commettraient un acte d'indiscipline dont les conséquences pourraient être graves pour eux et pour le pays.

Un silence glacial accueillit son discours, sauf quelques applaudissements nettement bolchevistes.

Alors le président déclara que certains ouvriers de l'usine désiraient connaître aussi le point de vue des anarchistes et qu'un représentant de l'Union anarcho-syndicaliste étant là, il lui donnait la parole.

Je me levai. Les " membres du gouvernement " stupéfaits (visiblement, ils ne s'attendaient pas à cela), me dévisagèrent avec une curiosité non dissimulée, mêlée d'ironie, d'inquiétude et de dépit.

Ce qui se passa par la suite resta fidèlement gravé dans ma mémoire tant ce fut typique, suggestif et encourageant pour mes convictions.

M'adressant aux ouvriers de l'usine, je leur dis à peu près ceci :

" - Camarades, vous travaillez depuis des années dans cette usine. Vous voulez continuer ici votre travail libre. C'est parfaitement votre droit. C'est, peut-être, même votre devoir. En tout cas, le devoir évident du gouvernement - qui se dit vôtre - est de vous faciliter la tâche, de vous soutenir dans votre résolution. Mais le gouvernement vient de vous répéter qu'il se voit impuissant à le faire et que pour cette raison, il va fermer l'usine et vous licencier, ceci au mépris de votre décision et de vos intérêts. Je tiens, avant tout, à vous dire qu'à notre sens - je parle au nom de l'" Union anarcho-syndicaliste " - l'impuissance du gouvernement (qui se dit vôtre) n'est pas une raison pour vous priver de votre morceau de pain honnêtement gagné. "

Une salve d'applaudissements m'interrompit.

" - Au contraire, repris-je, ces hommes-là (je désignai les " membres du gouvernement "), qu'ils s'appellent " gouvernement " ou autrement, auraient dû vous féliciter de votre initiative, vous encourager et vous dire comme nous vous disons, nous : Vu l'impuissance des autorités, il ne vous reste qu'une seule issue, c'est de vous débrouiller vous-mêmes et d'en sortir par vos propres forces et moyens. Votre gouvernement devrait y ajouter que, comme tel, il fera tout de même son possible pour vous venir en aide aussitôt qu'il le pourra. Moi, je ne suis pas membre du gouvernement ni ne veux l'être ; car aucun gouvernement, vous le voyez, n'est capable de faire le nécessaire pour vous ni organiser la vie humaine en général. J'ajouterai donc autre chose. Je vous pose une question : Avez-vous les forces et les moyens pour tâcher de continuer le travail ? Croyez-vous pouvoir réussir ? Pourriez-vous, par exemple, créer dans votre sein de petits organismes mobiles et actifs dont les uns s'occuperaient de la recherche du combustible ; d'autres, du problème des matières premières ; d'autres encore, de la question des livraisons par chemin de fer ; d'autres enfin, de celle des commandes et de la clientèle, etc. ? Tout dépend de cela, camarades. Si vous pouvez créer le nécessaire, si vous croyez pouvoir réussir, vous n'avez qu'à y aller et le gouvernement - "

votre ” gouvernement - ne devrait, certes y voir aucun inconvénient, au contraire... Quant à nous, les anarchistes, nous sommes sûrs que les ouvriers eux-mêmes, ayant des relations variées un peu partout dans le pays et connaissant à fond les éléments essentiels de leur travail, sauront - surtout étant 4.000 - résoudre le problème beaucoup plus simplement et rapidement que le gouvernement. Nous estimons donc que vous n’avez qu’à créer pour cela des organismes mobiles réunissant des hommes capables, par leurs relations, leurs connaissances et leurs aptitudes, d’agir énergiquement et avec succès. Leur mission terminée, ces organismes cesseraient d’exister et leurs membres rejoindraient la masse des ouvriers de l’usine. Que pensez-vous de cela ? ”

Des applaudissements unanimes et prolongés me répondirent. Et, en même temps, plusieurs voix clamèrent :

” - Mais oui ! Mais oui ! Justement ! Nous avons préparé tout ce qu’il faut. Nous pouvons continuer. Nous sommes sur la question depuis des semaines...

” - Attention, camarades, dis-je, vous manquez de combustible. Le gouvernement renonce à vous en fournir. Sans combustible l’usine ne peut pas marcher. Pourrez-vous vous en procurer vous-mêmes, par vos propres moyens ?

- Oui, oui ! clamait-on. On est quinze à l’usine, déjà prêts et organisés pour aller dans une région ; chacun dans ses relations trouvera à volonté un combustible qui conviendra parfaitement à l’usine.

” - Et pour amener ce combustible ici ?

” - Nous sommes déjà en pourparlers avec des camarades des chemins de fer. Nous aurons des wagons et tout le nécessaire. Une autre équipe des nôtres s’en occupe.

” - Et pour le marché ?

” - Aucune difficulté, camarade ! Nous connaissons très bien la clientèle de l’usine et nous saurons écouler les produits puisque nous y sommes. ”

Je jetai un coup d’oeil sur Chliapnikoff et les autres, Ils roulaient des yeux terribles et battaient nerveusement la table des doigts.

” - Eh bien ! mes amis, continuai-je, dans ces conditions, notre avis anarchiste est simple : agissez, produisez, allez-y ! Cependant, un mot encore. Il va de soi que vous n’agirez pas en patrons capitalistes, n’est-ce pas ? Vous n’allez pas embaucher des ouvriers pour les exploiter ? Vous n’allez pas vous constituer en une Compagnie anonyme par actions ? ”

On rit. Et, tout de suite, quelques ouvriers prirent la parole pour déclarer que, bien entendu, tout le travail serait fait d’une manière collective, en parfaite camaraderie, uniquement pour pouvoir vivre. Le comité veillerait sur la bonne marche de l’entreprise. On répartirait l’encaisse d’une façon équitable et d’un commun accord. L’excédent des recettes, - s’il y en avait, formerait un fonds de roulement.

” - Et, conclut-on, si nous commençons des actes contraires à la solidarité des travailleurs, nous donnons carte blanche au gouvernement pour sévir. Dans le cas contraire, il n’a qu’à nous laisser faire et à avoir pleinement confiance en nous.

” - Donc, mes amis, terminai-je à mon tour, vous n’avez qu’à démarrer. Je vous souhaite bon courage et bonne chance ! ”

Un tonnerre d’applaudissements me répondit. Une animation extraordinaire, remplaçant la torpeur de tout à l’heure, régnait dans l’atelier. De partout on acclamait cette conclusion et on ne s’occupait même plus des ” représentants du gouvernement ” qui restaient là immobiles, figés sur leurs sièges, les traits contractés.

Chliapnikoff chuchota alors à l’oreille du président. Celui-ci agita frénétiquement la sonnette. Enfin, le calme se rétablit.

Alors, Chliapnikoff reprit la parole.

Froidement, quoique visiblement en colère, scandant les mots et les accompagnant de gestes de commandant d'armée, il déclara qu' " en tant que membre du gouvernement " il n'avait rien à modifier - ni à ajouter ni à rétracter - de ce qu'il avait déjà dit. Il répéta que la décision du gouvernement était définitive.

" - C'est vous-mêmes, dit-il, qui nous avez placés au pouvoir. Vous nous avez volontairement, librement confié les destinées du pays. Vous avez donc confiance en nous et en nos actes. C'est vous, la classe ouvrière de ce pays, qui avez voulu que nous nous occupions de vos intérêts. Dès lors, c'est à nous de les connaître, de les comprendre et d'y veiller. Il va de soi que notre tâche est de nous préoccuper des vrais intérêts généraux de la classe laborieuse et non pas de telle ou telle autre petite fraction. Nous ne pouvons pas agir - un enfant le comprendrait - dans l'intérêt particulier de telle ou telle entreprise séparément. Il est logique et naturel que nous élaborions et établissions des plans d'action concernant l'ensemble du pays ouvrier et paysan. Ces plans doivent sauvegarder l'avenir de cet ensemble. Le contraire, c'est-à-dire prendre ou tolérer des mesures de faveur à l'égard de telle ou telle collectivité, serait ridicule, contraire aux intérêts généraux du peuple, criminel vis-à-vis de la classe ouvrière tout entière. Notre impuissance à résoudre tout de suite les divers problèmes compliqués de l'heure est passagère. Elle est explicable par les terribles conditions actuelles, après tous les malheurs vécus, après le chaos d'où nous sortons à peine. La classe ouvrière doit le comprendre et savoir patienter. La situation présente ne dépend pas de notre volonté. Elle n'a pas été créée par nous. Nous en subissons, tous, les conséquences pénibles et fatales. Elles le sont pour tout le monde, et pour quelque temps encore. Les ouvriers n'ont qu'à s'y faire comme tout le monde, au lieu de chercher à créer des situations privilégiées pour tel ou tel groupe de travailleurs. Une pareille attitude serait essentiellement bourgeoise, égoïste et désorganisatrice. Si certains ouvriers, poussés par des anarchistes, ces petits-bourgeois et désorganisateur par excellence, ne veulent pas le comprendre, tant pis pour eux ! Nous n'avons pas de temps à perdre avec les éléments arriérés et leurs meneurs. "

Et, pour terminer, il déclara, d'un ton agressif, plein de menaces :

" - De toutes façons, je tiens à prévenir les ouvriers de cette usine et aussi messieurs les anarchistes, ces ratés et désorganisateur professionnels, que le gouvernement ne peut rien changer dans ses décisions prises à bon escient et qu'il les fera respecter, d'une manière ou d'une autre. Si les ouvriers résistent, tant pis pour eux ! Ils seront tout simplement licenciés de force et sans indemnité. Les plus récalcitrants, les meneurs, ennemis de la cause générale prolétarienne, s'exposeront, de plus, à des conséquences infiniment plus graves. Et quant à messieurs les anarchistes, qu'ils prennent bien garde ! Le gouvernement ne pourra tolérer qu'ils se mêlent des affaires qui ne les regardent pas et qu'ils excitent les honnêtes ouvriers à la désobéissance... Le gouvernement saura sévir contre eux, et il n'hésitera pas. Qu'ils se le tiennent pour dit ! "

C'est avec une extrême réserve que ce dernier discours fut accueilli.

Après la réunion, des ouvriers m'entourèrent, outrés, indignés. Ils avaient parfaitement saisi la fausse note du discours de Chliapnikoff.

" - Son discours a été habile, mais faux, disaient-ils. Pour nous, il ne s'agit pas d'une situation privilégiée. Une pareille interprétation dénature notre vraie pensée. Le gouvernement n'a qu'à permettre aux ouvriers et paysans d'agir librement *dans tout le pays*. Alors, il verra : les choses se réorganiseront vite d'elles-mêmes et on tombera d'accord pour la satisfaction de tous. Et il aura, lui, moins de soucis de boulot et aussi d'explications à fournir. "

Au fond, c'étaient toujours les mêmes conceptions qui se manifestaient et s'opposaient dans un cas typique : la conception gouvernementale étatiste et la conception socialo-libertaire. Chacune avait ses arguments et ses raisons.

Ce qui indignait encore les ouvriers, ce furent les menaces proférées contre eux et contre nous.

” -Un gouvernement socialiste devrait recourir à d’autres méthodes pour que la vérité se dégage ”, disaient-ils.

Au demeurant, ils ne se faisaient plus aucune illusion sur l’issue du conflit.

Et, en effet quelques semaines après, l’usine fut fermée et les ouvriers licenciés, toute résistance étant impossible devant les mesures prises par le gouvernement ” ouvrier ” contre les ouvriers.

Un autre épisode :

En été 1918, après lm séjour sur le front de la Révolution contre l’invasion allemande (en Ukraine), je rejoignis la petite ville de Bobrow (département de Voronège), où demeurait ma famille.

Les membres du Comité bolcheviste local, tous des jeunes, me connaissaient personnellement. Ils connaissaient aussi mes aptitudes en matière d’enseignement et d’éducation des adultes. Ils me proposèrent d’organiser le travail éducatif et culturel dans la région. (A l’époque, cette entreprise portait le nom de ” Proletcult ” : Culture prolétarienne.)

J’acceptai, à deux conditions toutefois :

1. Ne toucher aucune espèce de rémunération (pour conserver toute indépendance dans mes méthodes et mon action) ;
2. Précisément garder l’indépendance entière de mon activité d’éducateur.

Le Comité accepta. Le Soviet local, naturellement, confirma.

Je me rappelle la première réunion du nouvel organisme ainsi créé.

J’avais envoyé un grand nombre de convocations et d’invitations à des organisations ouvrières de la ville, aux villages environnants, à des intellectuels, etc. Le soir, je me trouvai devant une trentaine de personnes réservées, méfiantes, presque hostiles. Je compris aussitôt : ces gens s’attendaient à une réunion-type, un ” commissaire ” bolchevik aux gestes de dictateur, revolver à la ceinture, donnant des ordres et des commandements à exécuter à la lettre.

Cette fois, les braves gens trouvèrent devant eux quelque chose de tout à fait différent.

Leur parlant en ami, je leur fis comprendre tout de suite qu’il s’agissait, dans notre oeuvre, de leur propre initiative, de leur élan, de leur volonté et de leur énergie. Je leur fis ressortir que toute intention de commander, de dicter ou d’imposer quoi que ce fût m’était absolument étrangère. Et je les invitai à oeuvrer eux-mêmes, dans la mesure de leurs forces et de leurs responsabilités, pour accomplir dans la région un bon travail éducatif et culturel.

M’adressant ainsi à leur bonne volonté et à leurs capacités naturelles, je précisai, en même temps, mon propre rôle : aide amicale et efficace dans l’établissement des plans et des programmes ; constitution du corps enseignant ; suggestions et conseils basés sur mon expérience et mes connaissances, etc.

Je leur traçai un tableau sommaire sur ce que nous pourrions réaliser dans notre région si nous nous y mettions en bonne collaboration et avec tout notre coeur.

Un échange de vues, tout à fait libre, suivit mon expose. Et je pus constater qu’un certain intérêt s’éveilla chez les assistants.

La réunion suivante rassembla une centaine de personnes. L’atmosphère en fut beaucoup plus confiante et amicale.

Il fallut, toutefois, trois ou quatre réunions pour que la glace fût définitivement rompue et la confiance mutuelle entièrement acquise. Dès que ma profonde sincérité fut hors de doute et que la tâche parut à tout le monde intéressante et réalisable, une grande sympathie naquit parmi nous tous et un véritable enthousiasme apparut chez certains.

Et alors commença une activité fiévreuse dont l’ampleur et les effets dépassèrent rapidement toutes mes prévisions. Des dizaines d’hommes, sortis du sein du peuple, souvent à peine instruits eux-mêmes, s’enthousiasèrent pour la tâche et se mirent à travailler avec une ardeur et aussi avec une dextérité, une richesse d’idées et de réalisations telles que, bientôt, il ne me restait plus qu’à combiner et coordonner leurs efforts ou à préparer des réalisations plus importantes et plus vastes.

Nos réunions, toujours publiques et où tout assistant pouvait apporter son brin d'idée ou d'effort, commencent à attirer des paysans et même des paysannes de sillages assez éloignés de la ville. On parla de notre oeuvre dans toute la région. Les jours de marché, nos réunions rassemblaient une véritable foule, fort pittoresque.

Bientôt, une excellente troupe de théâtre populaire fut prête et se prépara à donner des spectacles ambulants, choisis avec goût et méthode.

Des locaux furent vite trouvés et aménagés pour tous nos besoins.

Meubles réparés et remis à neuf ; vitres brisées remplacées ; fournitures d'écoles (cahiers, crayons, plumes, encre, etc.) dénichées en un rien de temps, alors qu'auparavant leur absence constituait un obstacle grave : tels furent les premiers pas réalisés dans le domaine de l'enseignement.

Une bibliothèque fut fondée, et les premiers dons en livres affluèrent.

Des cours du soir pour adultes commencèrent à fonctionner.

Mais les autorités locales envoyèrent leurs rapports au Centre, à Moscou. Là on comprit tout de suite que j'agissais d'après mon libre entendement, sans me soucier des " instructions " et " prescriptions " d'en haut ; que tous, nous oeuvrions librement, sans nous soumettre aux décrets et aux ordres de Moscou lesquels, pour la plupart, n'étaient nullement applicables dans notre région ou même se révélaient totalement ineptes.

Un beau jour, je commençai à recevoir " de là-bas ", par l'intermédiaire du Soviet local, de gros paquets bourrés de décrets, de prescriptions, de règlements, d'ordres formels et aussi de programmes, projets, plans, etc., tous plus fantastiques et absurdes les uns que les autres. On me sommait de m'en tenir strictement aux textes de toute cette paperasserie stupide, de ces ordres impossibles, irréalisables.

Je parcourus toute cette " littérature " et continuai mon activité, sans plus y penser.

Cela se termina par un ultimatum : ou me soumettre ou me démettre. Naturellement, je pris cette dernière solution, sachant d'avance qu'une soumission et une application des instructions de Moscou allaient fatalement tuer l'oeuvre entreprise. (Je prie le lecteur de croire que, l'oeuvre m'intéressant en elle-même, je me tenais, très loyalement, à mes devoirs professionnels, sans faire jamais allusion à mes idées anarchistes. Il ne s'agissait là nullement d'une propagande " subversive " quelconque et il n'en fut jamais question dans les sommations qu'on m'adressa. Tout simplement, le " Centre " n'admettait pas qu'on pût ne pas suivre aveuglément ses prescriptions.)

C'était fini. Après une émouvante réunion d'adieu où tout le monde sentait bien que l'oeuvre naissante était déjà compromise, je démissionnai.

Mon successeur, fidèle serviteur de Moscou, appliqua à la lettre les instructions du " Centre ". Quelque temps après, tout le monde déserta. L'organisme qui, récemment encore, était plein de vie, dépérit rapidement et disparut.

Ajoutons que, quelques mois plus tard cette entreprise de " culture prolétarienne " échoua lamentablement sur toute l'étendue du pays.

Encore un épisode :

Tout comme les ouvriers de l'usine Nobel à Pétrograd les travailleurs de différentes entreprises, dans plusieurs villes ou régions industrielle, voulaient prendre de leur chef certaines mesures, soit pour faire marcher les usines menacées d'arrêt, soit pour assurer et organiser l'échange avec la campagne, soit enfin pour faire face à telle ou telle autre difficulté : améliorer un service défectueux, redresser une situation chancelante, réparer les erreurs, combler des lacunes, etc. *Systématiquement et partout, les autorités bolchevistes interdirent aux masses toute action indépendante, tout en étant elles-mêmes, le plus souvent, incapables d'agir utilement et en temps opportun.*

Ainsi, par exemple, le Soviet de la ville d'Elisabethgrad (dans le Midi) s'avérant impuissant à résoudre certains problèmes économiques locaux de grande urgence, et ses procédés bureaucratiques ne laissant aucun espoir d'aboutir, les ouvriers de plusieurs usines (en 1918-1919 une pareille tentative était encore possible) demandèrent à la présidence de ce Soviet l'autorisation de s'occuper eux-mêmes lesdits problèmes, de créer les organismes appropriés, de grouper autour d'eux tous les ouvriers de la ville pour assurer la réussite, bref, d'agir sous le contrôle du Soviet.

Comme partout ailleurs, ils furent sévèrement réprimandés et menacés de sanctions pour leur geste " désorganisateur ".

Autre fait :

A l'approche de l'hiver, plusieurs villes manquaient de combustibles non seulement pour les entreprises, mais aussi pour le chauffage des habitations.

En Russie, ces dernières étaient toujours chauffées au bois. Dans les contrées boisées, très nombreuses, s'approvisionner en combustibles en temps opportun - vers la fin de l'été généralement - était fort simple. Avant la Révolution, les propriétaires des grands dépôts de bois de chauffage engageaient souvent les paysans des villages environnants pour abattre les arbres et les entreposer, soit en gare, soit au dépôt même. En Sibérie et dans d'autres régions du Nord, pays boisés par excellence, cette coutume était générale. La récolte terminée, les paysans, libres de toute besogne des champs, se chargeaient volontiers de cette tâche, pour des salaires très réduits.

Après la Révolution, les Soviets des villes, transformés en organes administratifs par la volonté du gouvernement étaient formellement chargés de l'approvisionnement nécessaire. C'était donc à eux de traiter avec les paysans. Et ce moyen s'imposait d'autant plus que les propriétaires des forêts et des dépôts étaient introuvables et que les chemins de fer fonctionnaient mal.

Or, à cause de leur lenteur bureaucratique - maladie générale de toutes les administrations officielles - les Soviets n'arrivaient presque nulle part à s'acquitter de la tâche en temps opportun.

Le moment propice venu, les ouvriers et les habitants des villes s'offraient bénévolement pour aller s'entendre avec les paysans et assurer la livraison du bois. Naturellement, les Soviets refusaient, qualifiant ce geste, invariablement, d' " arbitraire ", de " désorganisateur ", et prétendant que l'approvisionnement en question devait être fait par les organes officiels de l'Etat, les Soviets, suivant un plan général établi par le gouvernement central.

Comme résultat : ou bien les villes restaient sans combustible, ou bien ce dernier était payé fantastiquement cher, le travail devenant très pénible et les routes étant à peu près impraticables après le mois de septembre, à cause des pluies et de la boue.

Souvent, les paysans refusant net de se prêter à cette besogne en cette saison, même pour des prix élevés (au fond, les roubles-papiers bolchevistes les tentaient peu), on les y obligeait par ordre militaire.

Je pourrais remplir des dizaines de pages d'exemples analogues, puisés au hasard dans tous les domaines. Le lecteur n'a qu'à varier et à multiplier lui-même ceux que je viens de citer : il ne dépassera jamais la réalité !

Partout et en toutes choses, le même phénomène apparaissait : production, transports, échanges, commerce, etc., tombaient dans un chaos inconcevable. Les masses n'avaient aucun droit d'agir de leur propre initiative. Et les " administrations " (Soviets ou autres) se trouvaient constamment en faillite.

Les villes manquaient de pain, de viande, de lait, de légumes. La campagne manquait de sel, de sucre, de produits industriels.

Des vêtements pourrissaient dans les stocks des grandes villes. Et la province n'avait pas de quoi s'habiller.

Désordre, incurie, impuissance régnaient partout et en tout. Mais quand les intéressés eux-mêmes voulaient intervenir pour résoudre énergiquement tous ces problèmes, on ne voulait rien savoir. Le gouvernement entendait " gouverner ". Il ne tolérait aucune " concurrence ". La moindre manifestation d'un esprit d'indépendance et d'initiative était taxée d' " indiscipline " et menacée de sévères sanctions.

Les plus belles conquêtes, les plus beaux espoirs de la Révolution étaient en train de s'évanouir. Et le plus tragique était que le peuple, dans son ensemble, ne s'en rendait pas compte. Il " laissait faire ", confiant dans son " gouvernement " et dans l'avenir. Le gouvernement prenait son temps pour mettre sur pied une force coercitive imposante, aveuglément obéissante. Et *quand le peuple comprit, il était trop tard.*

Après tout ce qui a été dit, je crois pouvoir me passer de commentaires. Il suffit de noter que ces " choses vécues " confirmaient par les faits notre idée fondamentale : la véritable Révolution ne peut s'accomplir autrement qu'au moyen d'une activité *libre* des millions d'intéressés eux-mêmes, du peuple travailleur. Dès qu'un gouvernement s'en mêle et se substitue au peuple, *la vie* quitte la Révolution : tout s'arrête, tout recule, tout est à recommencer.

Et qu'on ne nous dise pas que le peuple " ne veut pas agir ", qu' " il faut l'y obliger par la force " pour " faire son bonheur malgré lui " etc. Tout ceci est pure invention. Lors d'une grande Révolution, le peuple ne demande pas mieux que d'agir. Ce dont il a besoin, c'est une *aide* désintéressée des révolutionnaires accomplis, des hommes instruits, des spécialistes, des techniciens. La vérité est que les castes, les groupes et les hommes avides du pouvoir et des privilèges, bourrés de fausses doctrines et méprisant le peuple en qui ils n'ont aucune confiance, *empêchent ce peuple d'agir* et, au lieu de *l'aider*, cherchent à le *gouverner*, à le *mener* et, en fin de

compte, à *l'exploiter*, sous une autre forme. Et, pour se justifier, ils créent la légende de son " impuissance ". Tant que les peuples, c'est-à-dire les masses laborieuses de tous les pays, ne l'auront pas compris et n'auront pas mis leur veto aux aspirations réactionnaires de tous ces éléments, toutes les révolutions finiront en queue de poisson, et l'émancipation effective du Travail restera un rêve sans lendemain.

Nous venons de dire que les masses ne se rendaient pas exactement compte du péril mortel qui se dressait ainsi sur le chemin de la Révolution.

Il était naturel, toutefois, que, dans les nouvelles conditions créées par le gouvernement bolcheviste, les critiques et les idées des anarchistes, tendant à ce que les masses laborieuses obtiennent une liberté d'initiative et d'action pour elles-mêmes, trouvassent un écho de plus en plus profond dans la population.

Ce fut alors que le mouvement libertaire commença à remporter de rapides succès. Et ce fut alors que le gouvernement bolcheviste, de plus en plus inquiet de ces succès, se décida à recourir, contre l'anarchisme menaçant, au moyen éprouvé de tous les gouvernements : à une *répression implacable*, doublée de ruse et de violence.

7. La répression

7.1 Les préparatifs

Une tâche réussit pleinement au " pouvoir soviétique " : au printemps 1918, il avait déjà poussé assez loin l'organisation de ses cadres gouvernementaux et étatistes - cadres policiers, militaires et ceux de la bureaucratie " soviétique ". La base de la dictature était ainsi créée, suffisamment solide, entièrement soumise à ceux qui l'avaient établie et qui l'entretenaient. Il était possible de compter sur elle.

C'est avec ces forces de coercition, disciplinées et déjà aveuglément obéissantes, que le gouvernement bolcheviste brisa quelques tentatives d'action indépendante, esquissées çà et là.

C'est à l'aide de ses forces, rapidement accrues, qu'il finit par soumettre les masses à sa farouche dictature.

Et c'est avec les mêmes forces, dès qu'il fut sûr de l'obéissance sans réserve et de la passivité de la majeure partie de la population, qu'il se retourna contre les anarchistes.

Pendant les journées révolutionnaires d'octobre, la tactique des bolcheviks vis-à-vis des anarchistes se réduisait à ceci : utiliser au maximum ces derniers comme éléments de combat et de " destruction " en les aidant, dans la mesure nécessaire (en armements, etc), mais en les surveillant de près.

Aussitôt la victoire acquise et le pouvoir conquis, le gouvernement bolcheviste changea de méthode.

Citons un exemple frappant.

Pendant les durs combats de Moscou en octobre 1917, l'état-major des " Dvintzi " (régiment de Dvinsk déjà cité), était installé dans les locaux du Soviet de Moscou. Au cours des événements, un " Comité révolutionnaire " bolcheviste s'établit aussi à Moscou et se proclama " pouvoir suprême ". Et aussitôt, l'état-major des " Dvintzi " (connu comme " anarchiste ") devint l'objet de la surveillance, des soupçons et de la méfiance du " Comité ".

Un filet d'espionnage fut tendu autour de lui. Une sorte de blocus entrava ses mouvements.

Gratchoff (anarchiste qui commandait le régiment) voyait bien que les bolcheviks étaient préoccupés, non pas de la vraie Révolution et des problèmes immédiats, mais uniquement des rivalités et de la prise du pouvoir. Il pressentait qu'ils allaient châtrer la Révolution et la mener à la ruine. Une profonde angoisse l'étreignait. Il se demandait en vain comment saisir et arrêter à temps la main criminelle du nouveau pouvoir, prête à placer un garrot autour de la Révolution. Il se concerta avec quelques camarades, hélas, impuissants comme lui !

A défaut de mieux, il eut l'idée d'armer les travailleurs le mieux possible. Il remit à plusieurs usines des fusils, des mitrailleuses, des cartouches. Il espérait ainsi pouvoir préparer les masses à une révolte éventuelle contre les nouveaux imposteurs.

Il périt bientôt, subitement. Appelé par les autorités bolchevistes à Nijni-Novgorod, " pour affaires d'ordre militaire ", il y fut tué d'un coup de feu, dans des circonstances fort mystérieuses, soi-disant accidentelles, par un soldat ne sachant pas encore manier le fusil.

Certains indices nous permettent de supposer qu'il fut assassiné par un mercenaire à la solde du pouvoir " soviétique ".

(Les circonstances de la mort de l'anarchiste Durruti en Espagne, en 1936, rappellent étrangement le cas Gratchoff.)

Par la suite, tous les régiments révolutionnaires de Pétrograd et de Moscou ayant participé aux combats d'octobre furent désarmés par les autorités bolchevistes.

A Moscou, le premier régiment désarmé (de force) fut celui de Dvinsk.

Et un peu plus tard, sur toute l'étendue du pays, tous les citoyens sans exception, *y compris les travailleurs et leurs organisations*, furent sommés, sous peine de mort, de remettre leurs armes aux autorités militaires bolchevistes.

7.2 Le déclenchement

C'est au printemps de 1918 que les persécutions des anarchistes par le gouvernement " communiste " furent déclenchées d'une façon générale, méthodique et décisive.

La paix de Brest-Litovsk conclue, le gouvernement se sentit assez solide pour entreprendre une lutte à fond contre ses adversaires " de gauche " (socialistes-révolutionnaires de gauche et anarchistes).

Il lui fallait agir avec méthode et prudence.

Tout d'abord, la presse communiste, sur l'ordre du gouvernement, entreprit contre les anarchistes une campagne de calomnies et de fausses accusations, de jour en jour plus violente. En même temps on préparait activement le terrain dans les usines, à l'armée et dans le public, par des meetings et des conférences. On tâta partout l'esprit des masses.

Bientôt, le gouvernement acquit la certitude qu'il pouvait compter sur ses troupes et que les masses resteraient plus ou moins indifférentes ou impuissantes.

Dans la nuit du 12 avril, sous un prétexte faux et absurde, toutes les organisations anarchistes de Moscou - principalement la " Fédération des Groupes Anarchistes de Moscou " - furent attaquées et saccagées par des forces policières et militaires. Pendant quelques heures, la capitale prit l'aspect d'une ville en état de siège. Même l'artillerie participa à l' " action ".

Cette opération servit de signal à la mise à sac des organisations libertaires à peu près dans toutes les villes importantes du pays. Comme toujours les autorités provinciales dépassèrent en zèle celles de la capitale.

Trotsky qui, depuis deux semaines, préparait le coup et menait en personne, dans les régiments, une agitation déchaînée contre les " anarcho-bandits ", eut la satisfaction de pouvoir faire sa fameuse déclaration : " Enfin, le pouvoir soviétique débarrasse, avec un balai de fer, la Russie de l'anarchisme ! "

Eternelle et cruelle ironie de l'histoire humaine : quinze ans après, Staline emploiera la même formule et appliquera le même " balai de fer " au... trotskysme, à la grande indignation de Trotsky.

J'avoue avoir éprouvé quelque sentiment de satisfaction devant cette sorte de justice immanent²⁰.

Cependant, cette première agression ne fut qu'un timide début, un " essai ", une " ébauche ".

L'idée même de l'anarchisme ne fut pas encore déclarée hors la loi. Une certaine liberté de parole de presse, ou plutôt, de profession de foi très restreinte, il est vrai, subsista. Par-ci par-là un certain travail libertaire restait encore possible. Dans une mesure relative, des organisations libertaires - ombres pâles du passé - se remirent de la " catastrophe " et reprirent leur activité.

En attendant, le gouvernement bolcheviste foudroya le parti socialiste-révolutionnaire (de même que d'autres fractions de gauche, les " maximalistes ", etc.). Nous nous en occuperons beaucoup moins, ces autres luttes n'ayant ni la même envergure ni le même intérêt que celle menée contre les anarchistes. On peut considérer le duel entre les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche comme une lutte entre deux partis politiques en vue de la prise du pouvoir, ce qui ne présente qu'un intérêt médiocre pour nous.

Notons, toutefois, qu'après s'être débarrassé, au sein du gouvernement, de quelques membres du parti socialiste-révolutionnaire, le parti communiste lui fit une guerre sans merci. A partir de l'été 1918, les socialistes-

²⁰ Ces lignes furent écrites avant l'assassinat de Trotsky. (Note de l'éditeur)

révolutionnaires de gauche se trouvèrent dans la situation de hors-la-loi. Bientôt, ils disparurent en tant que parti. Individuellement, leurs militants furent traqués à travers le pays et supprimés jusqu'au dernier. Le sort tragique de la malheureuse Marie Spiridonova représente une des pages les plus effarantes de cette répression inhumaine. Arrêtée, traînée de prison en prison, torturée moralement et, peut-être physiquement aussi, elle a dû finir ses jours dans quelque cellule infecte, sinon dans une cave, sous les balles des " tchékistes " (Je manque d'indications précises sur son sort). Et combien d'autres militants du parti, dont l'unique tort fut de concevoir autrement les tâches et les voies de la Révolution, ont dû subir le même sort !

7.3 En pleine furie

En 1919-1920, les protestations et les mouvements des ouvriers et des paysans (déjà esquissés en 1918) s'accrurent contre les procédés monopolisateurs et terroristes du pouvoir " soviétique " à leur égard. Le gouvernement, de plus en plus implacable et cynique dans son despotisme, répondit par des représailles toujours plus accentuées.

Naturellement, les anarchistes étaient, de nouveau, corps et âme avec les masses trompées, opprimées, en lutte ouverte. Soutenant les ouvriers, ils exigeaient pour les travailleurs et leurs organisations le droit de guider la production eux-mêmes, librement, sans intervention des politiciens. Soutenant les paysans, ils revendiquaient pour ceux-ci l'indépendance, l'auto-administration, le droit de traiter librement et directement avec les ouvriers. Au nom des uns et des autres, ils réclamaient la restitution de ce que les travailleurs avaient conquis par la Révolution, de ce dont ils étaient " frustrés " par le pouvoir " communiste ", notamment la restauration du " vrai régime soviétique libre ", le rétablissement des " libertés politiques " pour tous les courants révolutionnaires, etc. Bref, ils exigeaient qu'on rendît les conquêtes d'octobre au peuple lui-même, aux organisations ouvrières et paysannes libres.

Naturellement ils démasquaient et combattaient au nom de ces principes, par écrit et par la parole, la politique du gouvernement.

Comme il était à prévoir, le gouvernement bolcheviste finit par leur faire aussi une guerre d'extermination.

Après la première grande opération du printemps 1918, les persécutions se succédèrent d'une façon presque ininterrompue, revêtant un caractère de plus en plus brutal et décisif.

Vers la fin de cette même année 1918, plusieurs organisations libertaires en province furent à nouveau saccagées. A celles qui, par hasard, y échappèrent, les autorités ne laissèrent plus aucune possibilité de faire quoi que ce soit.

En 1919, en même temps que se poursuivait la répression en Grande Russie, les persécutions commencèrent en Ukraine. (Pour plusieurs raisons, la dictature bolcheviste s'y installa beaucoup plus tard qu'ailleurs.) Partout où les bolcheviks prenaient pied, les groupes libertaires étaient liquidés, les militants arrêtés, les journaux suspendus, les librairies détruites, les conférences interdites.

Inutile de dire que toutes ces mesures étaient prises par ordre purement policier, militaire ou administratif, totalement arbitraire, sans mise en accusation, instruction ou autre procédure judiciaire. Le modèle en fut donné, une fois pour toutes, par la " procédure " de Moscou instaurée par Trotsky lui-même au printemps 1918.

En été de la même année 1919, après la fameuse ordonnance n° 1824 de Trotsky, déclarant hors la loi le mouvement dit " makhnoviste " (voir cinquième partie, chapitre II), on arrêta un peu partout, en même temps que les partisans de Makhno, les anarchistes en général. Et, très souvent, on les fusilla aussitôt, sur le simple ordre d'un officier rouge.

Dans la plupart des cas, la suppression des organisations libertaires était accompagnée d'actes d'une sauvage violence, d'un vandalisme insensé, de la part des " tchékistes " (policiers communistes) et des soldats rouges trompés, énervés ou surexcités : on brutalisait les militants, hommes et femmes, comme des " criminels " ; on brûlait les livres, on démolissait les locaux, etc. C'était une véritable furie de répression,

A la fin de l'été 1919, une mise à sac générale des organisations anarchistes eut lieu en Ukraine.

Fin 1919, il ne restait plus du mouvement anarchiste en Russie que des débris.

Au début d'octobre 1920, le pouvoir " soviétique ", ayant besoin du concours des partisans révolutionnaires " makhnovistes " pour combattre Wrangel, conclut une entente avec Makhno.

D'après l'une des clauses de l'accord, les anarchistes emprisonnés et exilés devaient recouvrer leur liberté et obtenir le droit de militer ouvertement en Russie et en Ukraine.

Tout en retardant, naturellement, l'exécution de cette clause, les bolcheviks durent cependant interrompre les persécutions et relâcher quelques militants.

Aussitôt Wrangel vaincu, le gouvernement " soviétique " attaqua traîtreusement Makhno et démolit, à nouveau, le mouvement libertaire en Ukraine.

Et voici comment :

Fin novembre 1920, à peine Wrangel battu, le gouvernement fit arrêter à Kharkow les anarchistes convoqués de partout à un Congrès légal. En même temps, il traqua à nouveau les libertaires à Kharkow et à travers toute l'Ukraine, leur livrant une véritable chasse, organisant des battues et des embuscades, saisissant les jeunes gens de 14 à 16 ans, prenant " en otages " des parents, des femmes, des enfants... comme s'il voulait se venger de la récente concession forcée et rattraper le temps perdu, cherchant, cette fois, à exterminer " la sale race anarchiste " jusqu'aux enfants !

Pour justifier cette ignoble " action ", le gouvernement expliqua sa rupture avec Makhno par une soi-disant trahison de celui-ci, et inventa un fantastique " grand complot anarchiste contre le pouvoir soviétique ".

La petite histoire de ce complot est fort piquante et mérite d'être racontée. La voici :

Quelques jours avant la victoire décisive sur Wrangel, lorsque la défaite de ce dernier ne laissait plus aucun doute, la station centrale d'émissions radiophoniques de Moscou prescrivit à toutes les stations de province d'arrêter leurs appareils de réception, donc *de ne pas prendre* un télégramme urgent et absolument secret de Lénine, qui devait être capté exclusivement par les deux stations centrales : celle de Kharkow et celle de Crimée.

La consigne ne fut pas exécutée par un sympathisant libertaire au service de l'une des stations de province. Et qui capta le télégramme suivant :

" Etablir effectifs anarchistes Ukraine particulièrement région makhnoviste. - LÉNINE. "

Quelques jours après fut communiqué, dans les mêmes conditions, le télégramme suivant :

" Exercer surveillance active tous anarchistes. Préparer documents autant que possible de caractère criminel d'après lesquels on pourrait mettre en accusation. Tenir secrets ordre et documents. Envoyer partout instructions nécessaires. - LÉNINE. "

Et, quelques jours plus tard, fut lancé le troisième et dernier télégramme laconique ainsi conçu :

" Arrêter tous anarchistes et les incriminer. - LÉNINE. "

Tous ces télégrammes furent adressés à Rakovsky, alors Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Ukraine, et à d'autres autorités civiles et militaires.

Au reçu du troisième télégramme, le radiotélégraphiste sympathisant alerta un camarade anarchiste. Ce dernier partit en toute hâte pour Kharkow afin de prévenir les anarchistes de la répression en préparation. Il arriva trop tard : l'acte était déjà consommé. Presque tous les anarchistes de Kharkow, et aussi ceux arrivés au Congrès, se trouvaient en prison. Leurs locaux étaient fermés.

Tel fut le " complot " des anarchistes ukrainiens contre le pouvoir soviétique

Notons qu'au moment de l'accord entre le gouvernement " des Soviets " et Makhno, la délégation makhnoviste avait fixé officiellement le nombre de personnes, emprisonnées ou exilées et devant être libérées, à *plus de* 200.000 : pour la plupart, *des paysans appréhendés en masse comme sympathisant avec le mouvement makhnoviste*. Nous ne savons pas combien *d'anarchistes conscients* se trouvaient parmi eux. Et nous ne saurons jamais combien de personnes, à cette époque, furent fusillées ou disparurent sans laisser de trace dans de nombreuses prisons locales, souvent secrètes et inconnues de la population.

Lors du mouvement de Cronstadt, en mars 1921 (voir Livre III), le gouvernement bolcheviste procéda à de nouvelles arrestations massives d'anarchistes et d'anarcho-syndicalistes. Il organisa à nouveau une véritable chasse à l'homme à travers le pays, cherchant à s'emparer des derniers militants qui osaient encore élever la

voix. Car, contrairement à tous les mensonges répandus par le pouvoir " soviétique " à l'intérieur et ailleurs, la révolte de Cronstadt et les mouvements qui l'accompagnèrent furent fortement imprégnés d'esprit libertaire

Tout mouvement de masse : une grève ouvrière, protestations de paysans ou un mécontentement parmi les marins ou les soldats, se répercutait invariablement sur le sort des anarchistes.

Souvent, on jetait en prison des personnes n'ayant d'autres liens avec les libertaires qu'une communauté d'idées, une parenté ou de vagues relations d'amitié.

Admettre ouvertement le point de vue anarchiste - cela suffisait pour vous faire mener en prison d'où l'on ne sortait que difficilement ou, en général, jamais.

En 1919 et 1921, les cercles des Jeunesses Anarchistes furent brutalement supprimés. Cette jeunesse s'occupait uniquement de s'instruire et étudiait entre autres, en commun, la doctrine anarchiste avec laquelle elle sympathisait le plus. L'action bolcheviste fut provoquée uniquement par le désir de couper court à toute envie des jeunes de connaître les idées libertaires. Seul le dogme marxiste resta admis.

En l'été 1921, la presse soviétique elle-même (chose extrêmement rare, explicable uniquement par l'intention de mettre la jeunesse en garde et de lui enlever toute tentation de persévérer) communiqua qu'aux environs de Jmérinka (une petite ville d'Ukraine), avaient été " découverts et liquidés " - c'est-à-dire fusillés - 30 à 40 anarchistes établis dans cette localité et ayant des ramifications dans d'autres villes méridionales. On ne put jamais connaître les noms de tous ceux qui périrent ainsi. Mais on peut établir que, parmi les fusillés, se trouvaient quelques-uns des meilleurs militants de la jeunesse libertaire.

Vers la même époque, et encore d'après la presse soviétique elle-même, furent emprisonnés et en partie fusillés, à Odessa, les membres d'un groupe anarchiste assez important et actif qui, entre autres, faisait de la propagande dans les milieux et institutions soviétiques (même dans le Soviet d'Odessa et dans le Comité local du parti). Cela constituait, selon la presse soviétique, un crime de " haute trahison ".

Selon les données officielles, il y eut, jusqu'à fin 1922, 92 anarchistes " tolstoïens " (pacifistes intégraux) fusillés, principalement pour refus de servir dans l'armée. Beaucoup de " tolstoïens " languissaient en prison.

Un de ces braves pacifistes se trouva un jour nez à nez avec Peters, le fameux exécuteur de la Tchéka (police communiste secrète), devant un guichet de cette dernière. Il venait, par miracle, d'être remis en liberté. En attendant son toux, il enlevait paisiblement des poux de sa barbe hirsute et les jetait par terre. (A cette époque, les poux étaient les amis les plus intimes des hommes ; dans le public, on les appelait tendrement " sémachki ", du nom de M. Sémachko, Commissaire du Peuple à la Santé publique : ironie cruelle mais suggestive.)

" - Pourquoi donc les jetez-vous comme ça au lieu de les tuer ? demanda Peters, étonné.

" - Je ne tue jamais des êtres vivants, fut la réponse.

" - Oh ! fit Peters, très amusé. Que c'est drôle, tout de même ! Vous vous laissez bouffer par des poux, des punaises et des puces ? Mais vous êtes donc piqué, mon ami, c'est le cas de le dire. Moi, j'ai supprimé quelques centaines de bonshommes - des bandits, s'entend - et ça ne me fait rien du tout. Ah ça, par exemple ! "

Il n'en revenait pas et ne cessait de regarder curieusement le paisible " tolstoïen ", le prenant certainement pour un *fou* plaisant.

Je pourrais poursuivre longtemps encore ce martyrologe.

Je pourrais citer des centaines de cas où l'on attirait les victimes dans des pièges pour les fusiller, soit après " interrogatoire " et tortures, soit même sur place, parfois dans un champ, à la lisière d'une forêt ou en les retirant d'un wagon en arrêt dans une gare perdue...

Je pourrais citer des centaines de cas de perquisitions et d'arrestations brutales et ignobles, accompagnées de violences et de vexations de toute sorte²¹.

Je pourrais donner de longues séries de noms de libertaires, souvent de très jeunes gens, jetés en prison ou exilés dans des régions malsaines où ils périrent après de lentes et terribles souffrances.

²¹ L'auteur de ces lignes fut du nombre des personnes violentées.

Je pourrais raconter des cas révoltants de répression individuelle basée sur un mouchardage éhonté, sur une trahison cynique ou sur une provocation répugnante. Des cas où les victimes n'avaient, le plus souvent, d'autre tort que celui de vouloir penser librement et de ne pas cacher leur pensée.

On supprimait des hommes en tant que porteurs d'une idée, si celle-ci n'était pas exactement celle du gouvernement et de sa clique privilégiée. On cherchait à supprimer l'idée elle-même, à écraser toute pensée indépendante... Ou encore, très souvent aussi, on abattait des hommes qui savaient et pouvaient dévoiler certaines vérités.²²

Je me bornerai à *quelques* exemples individuels, particulièrement odieux. (Nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet au chapitre premier du Livre III, sur la révolte de Cronstadt, et, au dernier chapitre du même livre, sur le mouvement " makhnoviste ".)

7.4 Le cas Léon Tchorny et Fanny Baron

En juillet 1921, 13 anarchistes détenus, sans motif plausible, à la prison de Taganka (à Moscou), firent une grève de la faim, exigeant une mise en accusation ou une mise en liberté. La grève coïncida avec la session du Congrès international des Syndicats rouges (Profintern), à Moscou. Un groupe de délégués syndicalistes étrangers (surtout français) interpella le gouvernement " soviétique " sur ce fait, de grève, l'ayant appris, avec force détails, de la bouche de parents des détenus. L'interpellation porta aussi sur d'autres cas analogues et même sur l'ensemble de la politique de répression vis-à-vis des syndicalistes et des anarchistes.

Au nom du gouvernement, Trotsky eut le cynisme de répondre aux délégués : " Nous n'emprisonnons pas les vrais anarchistes. Ceux que nous tenons en prison ne sont pas des anarchistes, mais des criminels et des bandits se couvrant du nom d'anarchistes. "

Les délégués, bien renseignés, ne se tinrent pas pour battus. Ils portèrent l'interpellation à la tribune du Congrès, réclamant au moins la mise en liberté des anarchistes enfermés à Taganka... L'interpellation provoqua au Congrès un gros scandale et obligea le gouvernement (qui craignait, en cas d'insistance, des révélations plus graves) à lâcher prise. Il promit aux délégués de libérer les prisonniers de Taganka. La grève cessa le onzième jour...

Après le départ des délégués, et après avoir laissé traîner l'affaire pendant deux mois au cours desquels il chercha un prétexte suffisant pour pouvoir accuser les détenus, toujours en prison, d'un délit grave et se dégager de sa promesse, le gouvernement se vit forcé de les élargir. (Il le fit en septembre 1921, et les expulsa aussitôt de l'U.R.S.S., sauf trois.)

Mais, pour se venger (la vengeance était un élément constant dans la répression bolcheviste) et surtout pour justifier devant les travailleurs étrangers et leurs délégués ses procédés terroristes à l'égard des " soi-disant libertaires ", il monta, un peu plus tard, une grosse et fausse " affaire " contre ceux-ci.

Pour des actes soi-disant " criminels ", notamment pour une prétendue fabrication de faux billets de banque soviétiques, il fit fusiller (naturellement en secret, la nuit, dans l'une des caves de la Tchéka, sans l'ombre d'une procédure judiciaire), quelques anarchistes des plus honnêtes, sincères et dévoués à la cause : la jeune Fanny Baron (dont le mari était en prison), le militant bien connu Léon Tchorny (de son vrai nom, Tourtchaninoff) et d'autres.

Il a été prouvé plus tard que les libertaires fusillés n'avaient aucun rapport avec les délits en question.

Et il a été prouvé, d'autre part, que la prétendue affaire de fabrication de faux billets avait été montée de toutes pièces par la Tchéka elle-même. Deux de ses agents, le nommé Steiner (dit Kamenny) et un chauffeur tchékiste, s'étaient introduits dans les milieux libertaires et, en même temps, dans certains milieux criminels afin de pouvoir " constater " les liens entre les deux et combiner l' " affaire ". Tout se passait sous la direction de la Tchéka et avec la complicité étroite de ses agents. Les apparences indispensables réunies, l' " affaire " fut montée et rendue publique.

Ainsi, pour justifier ses autres crimes à l'aide d'un nouveau, le gouvernement sacrifia quelques anarchistes de plus et tenta de souiller leur mémoire.

²² Voir, pour cela, certaines publications libertaires : *La Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, le *Bulletin du Comité de Secours*,

7.5 Le cas Lefèvre, Vergeat, Lepetit

Citons encore un cas particulier, la perte des trois militants français : Raymond Lefèvre, Vergeat et Lepetit, délégués au Congrès de l'Internationale Communiste qui eut lieu à Moscou dans l'été 1920.

Raymond Lefèvre, tout en étant membre du parti communiste, manifesta à plusieurs reprises ses douloureux sentiments, se rendant parfaitement compte de la fausse voie où s'engageaient ses camarades d'idée. Quant à Vergeat et Lepetit, tous deux anarcho-syndicalistes, ils exhalaient ouvertement leur colère et n'épargnaient pas leurs critiques sur l'état de choses en Russie. C'est plus d'une fois que Lepetit, la tête entre ses mains, disait en songeant au compte rendu qu'il devait faire à ses camarades syndicalistes français : " Mais, qu'est-ce que je vais bien leur dire ? "

Le Congrès terminé, ils travaillèrent plusieurs jours et plusieurs nuits à rassembler leurs notes et documents. Les mesures de pression commencèrent à leur égard lorsque, à l'approche du retour en France, tous trois refusèrent de consigner leurs dossiers aux fonctionnaires du Pouvoir soviétique, soi-disant chargés de l'acheminement des documents vers le lieu de destination. Lefèvre refusa même de confier ses notes et papiers aux membres russes de son parti.

Alors, les politiciens moscovites décidèrent de " saboter "leur départ.

Sous de fallacieux prétextes, on ne les laissa pas prendre la route normale qu'empruntèrent Cachin et d'autres délégués communistes. Pour des raisons mystérieuses, le gouvernement soviétique décida de les " faire partir par le Nord ".

Voulant absolument accomplir leur mission et se croyant suffisamment protégés par la présence du communiste Lefèvre qui devait faire le voyage avec eux, Vergeat et Lepetit étaient décidés à tout pour rentrer en France à temps et prendre part au Congrès confédéral où ils devaient présenter leurs rapports.

Leur calvaire commença par le long et pénible voyage de Moscou à Mourmansk (port de l'Extrême Nord, sur l'océan Glacial), qu'ils effectuèrent dans des conditions cruelles. " On nous sabote ", disait avec raison Lepetit. Dans le train, par un froid intense, sans vêtements chauds ni vivres, ils firent des réclamations aux tchékistes qui accompagnaient le convoi, leur demandant l'indispensable. Ils avaient beau rappeler leur qualité de délégués, ils n'obtenaient que cette réponse : " Nous ignorons complètement qu'il y ait des délégués dans le train. Nous n'avons reçu aucun ordre à ce sujet. " Ce ne fut que sur les instances réitérées de Lefèvre qu'on leur donna quelques vivres. Ainsi, souffrant de maintes privations et au prix de pires difficultés, ils arrivèrent enfin à Mourmansk. Ils s'y réfugièrent chez des pêcheurs et attendirent l'exécution des promesses de Moscou, c'est-à-dire l'arrivée d'un bateau qui devait les emmener en Suède.

Trois semaines se passèrent ainsi dans l'inquiétude et l'étonnement de ne pas voir arriver le bateau promis. On commença à douter de pouvoir revenir en France en temps opportun et de remplir jusqu'au bout la mission.

Lefèvre écrivit alors une première lettre à un ami de Moscou. Ne recevant pas de réponse, il en envoya une deuxième, puis une troisième, toujours sans résultat. On sut par la suite que ces lettres furent remises à Trotsky qui les confisqua.

Dans sa dernière missive, Lefèvre fit un poignant exposé de leur situation et annonça leur résolution désespérée de traverser l'océan Glacial sur une barque de pêche pour sortir du pays des Soviets. " Nous allons à la mort ", écrivait-il.

On réunit les fonds nécessaires pour l'achat d'un canot de pêche. Et, malgré les supplications de quelques compagnons et aussi des pêcheurs de la côte, ils s'embarquèrent et partirent... à la mort, comme disait bien Raymond Lefèvre. Car on ne les a plus revus.

Une preuve palpable de cet assassinat froidement combiné à Moscou n'existe pas. (Ou les personnes qui la possèdent gardent le silence, pour des raisons faciles à comprendre.) Les bolcheviks, naturellement, nient. Mais peut-on en douter lorsqu'on connaît l'attitude ferme et intransigeante de Vergeat et de Lepetit en Russie, les procédés habituels du gouvernement bolcheviste et les pressions et entraves qu'ils subirent pour leur départ alors que Cachin, avec d'autres délégués communistes, purent à la même époque faire le voyage de retour sans encombre et arriver à temps pour répéter aux congressistes de Tours la leçon apprise à Moscou ?...

entre autres.

De toute façon, nous avons relaté fidèlement les faits authentiques qui finirent par être connus en Russie. Nous estimons qu'ils parlent assez éloquemment d'eux-mêmes. Au lecteur de juger en définitive.

7.6 Un épisode vécu

Qu'il me soit, permis de raconter ici mon cas personnel, d'une allure moins tragique, mais qui met bien en relief certains procédés du bolchevisme dignes d'être inscrits parmi les hauts exploits du communisme étatiste. Car ce cas était loin d'être unique, à l'époque dont je parle. (Depuis, il ne peut se reproduire dans un pays entièrement soumis à ses nouveaux maîtres.)

En novembre 1918, j'arrivais dans la ville de Koursk, aux confins de l'Ukraine pour assister à un Congrès des libertaires d'Ukraine. A cette époque, un tel congrès était encore possible dans le voisinage de l'Ukraine, vu l'état de ce pays en lutte contre la réaction et l'invasion allemande. Les bolcheviks y *toléraient* les anarchistes, tout en les utilisant et en les surveillant.

Depuis le début de la Révolution, la population laborieuse de Koursk n'avait encore jamais entendu une conférence sur l'anarchisme, le petit groupe local ne disposant pas de forces nécessaires et les peu nombreux conférenciers libertaires étant en général pris ailleurs. Profitant de ma présence, le groupe me proposa de faire une conférence sur l'anarchisme, dans un grand local de la ville. Naturellement, j'acceptai avec joie.

Il fallait demander l'autorisation du président du Soviet local. Ce président, un brave ex-ouvrier, nous la délivra sans difficulté. Le précieux document en mains, la salle fut louée deux semaines à l'avance, pour une soirée de la semaine de Noël. De grandes et belles affiches furent commandées quelques jours après et collées aux murs. Tout était prêt.

La conférence s'annonçait comme devant être un très beau succès pour nos idées. Certains indices : rumeurs de la ville, rassemblements devant les affiches, demandes de renseignements au siège du groupe, etc., ne laissaient aucun doute à ce sujet. La salle devait être archi-comble.

Peu habitués à de pareilles réussites (en Grande Russie, à cette époque déjà, aucune conférence publique sur l'anarchisme n'était possible), nous en éprouvions une légitime satisfaction.

Deux jours avant la date fixée, le secrétaire du groupe vint me voir, ému et indigné : il venait de recevoir une note du président du *Comité bolcheviste de Koursk* (le vrai pouvoir), l'informant qu'en raison des jours de fête, la conférence anarchiste ne pourrait avoir lieu et qu'il avait avisé le responsable de la salle, laquelle était maintenant prise par le Comité pour une soirée dansante populaire.

Je me précipitai au siège du Comité communiste. Là, j'eus une explication orageuse avec le président nommé, si je ne m'abuse, Rynditch (ou *Ryndine*, je ne me le rappelle pas exactement).

” - Comment ! lui dis-je, vous, communiste, ne reconnaîtriez pas les règles de priorité ? Nous avons obtenu l'autorisation du Soviet et loué la salle deux semaines à l'avance, précisément pour être sûrs de l'avoir. Le Comité n'a qu'à s'inscrire à son tour.

” - Je regrette, camarade, mais la décision du Comité qui est, ne l'oubliez pas, le pouvoir suprême et, comme tel, peut avoir des raisons que vous ignorez et qui priment tout, est irrévocable. Ni le président du Soviet ni le responsable de la salle ne pouvaient savoir d'avance que le Comité allait avoir besoin de la salle pour cette date. Et, d'ailleurs, il est absolument inutile de discuter ou d'insister. Je vous le répète : c'est irrévocable, la conférence n'aura pas lieu... Ou encore, organisez-la dans une autre salle ou à une autre date.

” - Vous savez très bien qu'il n'est pas possible d'arranger tout cela en deux jours. Et puis, il n'y a pas d'autre salle aussi grande. D'ailleurs, toutes les salles doivent déjà être prises pour des soirées de fête. La conférence est ratée, tout simplement.

” - Je regrette. Reportez-la à une date postérieure. En somme, vous ne perdez rien. La chose est arrangeable.

” - Oh ! cela ne sera plus pareil. Ces modifications portent toujours un grand préjudice à la cause. Et puis, les affiches coûtent cher. Et surtout, je dois quitter Koursk ces jours-ci. Mais dites-moi :

comment pensez-vous arranger les choses le soir de la conférence ? Il m'est avis que vous allez vous exposer à une résistance de la part du public qui, certainement, viendra très nombreux pour la conférence. Les affiches sont collées depuis deux semaines. Les ouvriers de la ville et des environs attendent avec impatience. Il est trop tard pour faire imprimer et placarder un contre-ordre. Vous aurez du mal à imposer à cette foule une soirée dansante à la place de la conférence qu'elle viendra écouter.

” - Ça, c'est notre affaire à nous ! Ne vous en faites pas, nous nous en chargeons pleinement.

” - Donc, au fond, la conférence est interdite par le Comité, cela malgré l'autorisation du Soviet.

” - Ah non, non, camarade ! Nous ne l'interdisons nullement. Fixez-la pour tout de suite après les fêtes. Et nous en aviserons le public qui sera venu pour la conférence, voilà tout. ”

Sur ce, nous nous séparâmes. Je me concertai avec les membres du groupe et nous décidâmes de reporter la conférence au 5 janvier 1919. On en avisa le Comité bolcheviste et le responsable de la salle. Ce changement m'obligeait à retarder de quelques jours mon départ pour l'Ukraine comme j'en avais l'intention.

On commanda de nouvelles affiches. En outre, on décida premièrement qu'on laisserait aux autorités bolchevistes le soin de se débrouiller avec le public, et secondement qu'à tout hasard je resterais, ce soir-là, chez moi, à l'hôtel. Car nous supposions que le très nombreux public exigerait malgré tout, la conférence et que finalement, les bolcheviks se verraient obligés de céder. Il fallait donc que le secrétaire du groupe pût me convoquer le cas échéant.

Personnellement, je m'attendais à un gros scandale peut-être même à une collision assez grave. La conférence était fixée à huit heures du soir.

Vers 8 heures et demie, on m'appela au téléphone. Je reconnus la voix émue du secrétaire : ” Camarade, la salle est littéralement assiégée par une foule qui ne veut rien entendre et exige la conférence. Les bolcheviks sont impuissants à la raisonner. Probablement, ils devront céder et la conférence aura lieu. Prenez une voiture et venez vite. ”

Je saute dans une voiture et je file. De loin, j'entends, dans la rue, une clameur extraordinaire. Arrivé sur les lieux, je vois une foule stationnant aux abords de la salle et hurlant : ” Au diable la soirée dansante ! Assez de danses ! Nous en avons marre !... Nous voulons la conférence ! Nous sommes venus pour la conférence !... Conférence ! Conférence ! Con-fé-rence ! ”

Le secrétaire qui m'attendait vient me prendre. Difficilement, nous nous frayons un passage jusqu'à l'intérieur, plein de monde. La salle est au premier. Parvenu en haut de l'escalier, j'y trouve le ” camarade ” Rynditch en train de haranguer la foule qui crie toujours : ” Conférence ! Conférence ! ”

” - Vous faites bien de venir... Vous voyez ce qui se passe, me lance l'homme, très en colère. C'est bien votre travail à vous, ça ! ”

Indigné, je dis :

” - Je vous ai prévenu. C'est vous qui êtes responsable de tout cela. Vous vous êtes chargé d'arranger les choses. Eh bien, allez-y ! Débrouillez-vous maintenant comme vous voudrez ! Le mieux et le plus simple serait de permettre la conférence.

” - Non, non et non ! crie-t-il, furieux. Elle n'aura pas lieu, votre conférence, je vous le garantis. ”

Je hausse les épaules.

Brusquement, il me dit :

” - Voilà, camarade. Ils ne veulent pas m'écouter. Et je ne voudrais pas recourir à des mesures graves. Vous pouvez arranger les choses. Ils vous écouteront. Expliquez-leur la situation et persuadez-les de s'en aller tranquillement. Faites-leur entendre raison. Dites-leur bien que votre conférence est ajournée. Il est de votre devoir de faire ce que je vous demande. ”

Je sens que si la conférence n'a pas lieu tout de suite, elle n'aura jamais lieu. J'ai la certitude qu'elle sera interdite définitivement et que moi je serai peut-être arrêté.

Je refuse catégoriquement de parler à la foule. Avec un geste nettement négatif, je lui crie :

” - Non, je ne parlerai pas. Vous l'avez voulu, débrouillez-vous ! ”

La foule, voyant notre dispute, hurle de plus en plus fort. Rynditch tâche de crier quelque chose. Peine perdue ! Sa voix est couverte par une véritable tempête. La foule se sent forte. Elle s'égayé, s'amuse, presse les rangs, emplit de plus en plus l'escalier, le palier, les abords immédiats de la salle aux portes closes.

Rynditch fait des gestes désespérés et s'adresse de nouveau à moi :

” - Parlez-leur, parlez-leur donc ! me dit-il, ou ça finira mal ! ”

Une idée me vient. Je fais signe à la masse qui nous entoure. La voilà apaisée. Alors, posément, scandant les mots, je dis :

” - Camarades ! La responsabilité de cette confusion bien regrettable incombe au Comité bolcheviste de la ville. Nous avons les premiers loué la salle, deux semaines à l'avance. Deux jours avant la conférence, le Comité, sans même se concerter avec nous, a pris possession de la salle pour y organiser une soirée dansante. (La foule crie à tue-tête : ” A bas la soirée dansante ! La conférence ! ”) Il nous a obligés à reporter notre conférence à une date ultérieure. Je suis le conférencier et je suis prêt à faire la conférence tout de suite. Les bolcheviks l'interdisent formellement pour ce soir. Mais c'est *vous*, les citoyens de la ville ; c'est vous le public. C'est donc à vous de décider. Je suis à votre entière disposition. Choisissez, camarades : ou bien nous ajournons la conférence, et alors, retirez-vous en paix et revenez tous, ici même, à la nouvelle date : le 5 janvier ; ou bien, si vous voulez la conférence tout de suite et si vous êtes vraiment décidés, *agissez*, emparez-vous de la salle. ”

A peine ces dernières paroles prononcées la foule joyeuse, applaudit à tout rompre et hurle : ” Conférence tout de suite ! Conférence ! Conférence ! ” Et, dans un élan irrésistible, elle se rue vers la salle. Rynditch est débordé. On ouvre la porte. (Sinon, elle aurait été enfoncée.) On donne la lumière.

En un clin d'oeil la salle est pleine. Le public, en partie assis, en partie debout, se calme. Je n'ai qu'à commencer. Mais Rynditch bondit sur l'estrade. Il s'adresse au public :

” - Citoyens, camarades ! Patientez encore quelques minutes. Le Comité bolcheviste va se concerter et prendre une décision définitive. Elle vous sera communiquée tout à l'heure. Probablement, la soirée dansante n'aura pas lieu...

” - Hourra ! crie la foule transportée de joie par son apparente victoire : Conférence ! Vive la Conférence ! ”

On applaudit à nouveau. Et on rigole.

Les bolcheviks s'éloignent dans une chambre voisine pour se concerter. On ferme les portes de la salle. On attend patiemment la décision. On suppose que cette petite comédie est jouée par les bolcheviks pour sauver la forme.

Un quart d'heure se passe.

Brutalement, la porte de la salle s'ouvre et un fort détachement de soldats tchékistes (troupes spéciales, sorte de gendarmerie ou gardes mobiles, dressées et aveuglément dévouées au régime), fusils à la main, y pénètre. Le public, stupéfait, reste figé, chacun à sa place. Tranquillement, dans un silence impressionnant, les soldats occupent la salle, se glissant le long des murs, derrière les sièges. Un groupe reste près de la porte, face à la salle, les fusils braqués sur le public.

(On a su plus tard que le Comité bolcheviste s'était adressé, d'abord, à la caserne de la ville, demandant à un régiment régulier d'intervenir. Les soldats voulurent des explications - à cette époque c'était encore possible -

déclarèrent qu'ils voudraient eux-mêmes assister à cette conférence et refusèrent. C'est alors que le Comité fit venir un détachement de tchékistes, prêts à toutes les besognes.)

Aussitôt, les membres du Comité reparaisent dans la salle silencieuse. Rynditch remonte sur l'estrade et dit au public d'un ton triomphant :

” - Voilà. La décision du Comité est prise. La soirée dansante n'aura pas lieu. La conférence non plus. D'ailleurs, il est trop tard pour l'une comme pour l'autre. J'invite le public à évacuer la salle et l'immeuble dans un calme absolu et dans un ordre parfait. Sinon, les tchékistes interviendront. ”

Indignés, mais impuissants, les gens commencent à se lever et à quitter la salle. ” Quand même, murmurent d'aucuns : elle est ratée, leur soirée... Ce n'est déjà pas mal ! ”

En bas une autre surprise les attend : à la sortie, deux tchékistes armés fouillent chaque personne et contrôlent les pièces d'identité.

Plusieurs personnes sont arrêtées. On en relâchera une partie le lendemain. Mais quelques-uns resteront en prison.

Je rentre à l'hôtel.

Le lendemain matin, un coup de téléphone. La voix de Rynditch :

” - Camarade Voline, venez me voir au Comité. J'ai à vous parler au sujet de votre conférence. ”

Je réponds :

” - La date en est fixée au 5 janvier. On a commandé les affiches. Vous n'y voyez pas d'inconvénient ?

” - Non. Mais venez quand même, j'ai à vous parler ”

A peine entré, je suis reçu par un bolchevik qui me dit, aimable et souriant :

” - Voilà, camarade. Le Comité a décidé que votre conférence *n'aura pas lieu*. C'est vous-même qui êtes responsable de cette décision, car votre attitude, hier, fut hostile et arrogante. De plus, le Comité a décidé que vous ne pourrez pas rester à Koursk. Pour l'instant, vous resterez ici même, dans nos locaux.

” - Ah ! Je suis donc arrêté ?

” - Ah ! non, non, camarade. Nous ne vous arrêtons pas. Vous êtes seulement *retenu ici* pendant quelques heures, jusqu'au départ du train pour Moscou.

” - Pour Moscou ? m'écriai-je. Mais je n'ai absolument rien à faire à Moscou ! Et j'ai déjà un billet pour Kharkow (Ukraine) où je devais me rendre après le Congrès. J'y ai des amis et du travail. ”

Après une courte délibération avec ses camarades, l'homme me dit :

” - C'est entendu. Vous pouvez aller à Kharkow. Mais le train ne part qu'à une heure du matin. Vous devez donc rester ici toute la journée.

” - Pourrais-je aller à l'hôtel chercher mes affaires et ma valise ?

” - Non, camarade. Nous ne pouvons pas vous permettre cela.

” - Je vous promets d'aller directement à l'hôtel prendre mes affaires. Et, d'ailleurs, qu'on m'accompagne.

” - Justement, camarade, ce n'est pas possible, nous regrettons. On peut vous voir. La chose peut s'ébruiter, Nous ne le voulons pas. L'ordre est formel. Donnez des indications à l'un de nos camarades : il ira chercher votre valise à l'hôtel. ”

Un "gardien", tchékiste armé, était déjà planté devant la porte de la chambre. Il n'y avait rien à faire.

Un "camarade" m'apporta ma valise. Vers minuit, un autre m'emmena en voiture à la gare et assista à mon départ.

J'ajoute que ce voyage inattendu s'effectua dans des conditions tellement pénibles, qu'en cours de route je tombai malade. J'évitai une congestion pulmonaire, uniquement grâce à un compagnon de route qui me fit héberger chez ses amis, à Soumy (une petite ville d'Ukraine). Là, un bon docteur me soigna aussitôt. Et, quelques jours après, je me trouvais à Kharkow.

J'ajoute aussi que, dès mon arrivée, j'écrivis pour notre hebdomadaire local (*Nabate*) - interdit un peu plus tard par les autorités bolchevistes en raison de son succès grandissant - un article intitulé : "Histoire d'une conférence sous la dictature du prolétariat". J'y racontais en détail toute cette savoureuse aventure.

7.7 L'accord final

Après tout ce que nous avons dit sur la nature du socialisme étatiste et sur son évolution fatale, le lecteur comprendra aisément les raisons qui amenèrent ce "socialisme" à un conflit irréductible avec l'idée libertaire.

Pour un homme averti il n'y a rien d'inattendu ni de surprenant dans le fait que le Pouvoir socialiste persécute l'anarchisme et les anarchistes. Ce fait a été prévu par les anarchistes eux-mêmes (entre autres, déjà, par Bakounine) longtemps avant la Révolution, pour le cas où celle-ci s'engagerait sur la voie autoritaire et étatiste.

La répression de l'idée libertaire, la persécution de ses adeptes, l'étouffement des mouvements indépendants des masses : telles sont les conséquences fatales de l'opposition entre *la vraie Révolution* prenant son élan et *la pratique étatiste* qui, momentanément triomphante, n'admet pas cet élan, ne comprend pas la vraie révolution et s'y oppose.

Le nouveau gouvernement (si la révolution a le malheur d'en former un), qu'il se dise "révolutionnaire", "démocratique", "socialiste", "prolétarien", "ouvrier et paysan", "léniniste", "trotskiste" ou autre, se heurte infailliblement aux forces vives de la vraie Révolution. Cet antagonisme entraîne le pouvoir, avec la même fatalité, dans une lutte de plus en plus implacable, qu'il devra justifier avec toujours plus d'hypocrisie, contre les forces révolutionnaires et, de ce fait même, contre les anarchistes, porte-parole, éclaireurs et défenseurs les plus fermes des forces de la vraie Révolution et de ses aspirations.

Le triomphe du Pouvoir dans cette lutte signifie, inévitablement, la défaite de la Révolution Sociale et par cela même, "automatiquement", l'écrasement des anarchistes.

Tant que la Révolution et les anarchistes résistent, l'autorité socialiste sévit, avec toujours plus de violence et d'effronterie. Une terreur sans limite et une tromperie monstrueuse : tels sont ses derniers arguments, telle est l'apothéose de sa défense désespérée.

Alors, tout ce qui est vraiment révolutionnaire finit par être impitoyablement balayé par l'imposture soi-disant "révolutionnaire", comme contraire aux "intérêts suprêmes de la Révolution" (ô ironie cruelle !), comme "criminel", comme "traître" !

Voilà ce qui était à prévoir - et fut prévu par certains - au cas où l'idée étatiste triompherait.

Voilà ce qui est entièrement et définitivement confirmé par l'expérience de la Révolution russe.

Et voilà ce que des millions d'hommes devraient enfin comprendre s'ils veulent éviter à la prochaine Révolution l'échec, l'épouvante et le désastre de la Révolution russe.

Actuellement - et depuis longtemps - aucune presse aucune propagande, aucun mouvement libertaire n'existent plus en Russie. L'anarchisme y est hors la loi. Les anarchistes y ont été exterminés *jusqu'au dernier*, par tous les moyens et procédés possibles et imaginables.

Quelques-uns se trouvent encore, çà et là, dans des prisons et lieux d'exil. La mort a fait parmi eux de tels ravages qu'il en reste aujourd'hui très peu en vie.

Un petit nombre d'anarchistes russes échappés au massacre, bannis de leur pays ou l'ayant fui, se trouvent dans différents pays d'Europe et d'Amérique.

Et s'il existe en Russie des partisans conscients de l'idée libertaire, ils sont obligés de garder leurs idées pour eux.

Depuis des années, comme au temps des tzars, il n'est plus question ni d'anarchistes ni d'anarchisme en Russie.

Le " Comité de Secours aux anarchistes emprisonnés et exilés en Russie ", comité qui fonctionna durant de longues années en Allemagne, en France et aux Etats-Unis, publiant des Bulletins d'information sur la répression, ramassant des fonds et les expédiant aux victimes, ce comité dut, lui aussi, cesser toute activité, les relations avec les quelques victimes encore en vie étant devenues impossibles.

L'" épopée " d'extermination du mouvement libertaire en Russie au lendemain de la Révolution " communiste " est terminée. A l'heure actuelle, c'est déjà " de l'histoire ".

Le plus terrible est qu'au bout de cette répression unique, à côté des vrais anarchistes, des centaines de milliers de simples travailleurs - ouvriers, paysans et intellectuels - s'étant élevés contre l'imposture, furent également anéantis et que *l'idée révolutionnaire elle-même ou, plutôt, toute pensée et action libres* devinrent, elles aussi, " de l'histoire " au pays " du socialisme " naissant !...

7.8 L'étouffoir

Comment se fait-il que cette effarante " histoire " n'ait pas été connue à l'étranger ?

Le lecteur va le comprendre.

Dès le début, et pendant des années, le gouvernement bolcheviste fit son possible pour cacher son oeuvre hideuse aux travailleurs et aux révolutionnaires des autres pays en les trompant méthodiquement et impudemment, au moyen classique du silence, du mensonge et de la calomnie.

Son procédé fondamental a été celui de tous les imposteurs de tous les siècles : après avoir étouffé l'idée et le mouvement, en étouffer aussi l'histoire. Jamais la presse " soviétique " ne parle des luttes que le bolchevisme a dû mener contre la liberté du peuple ni des moyens auxquels il a dû recourir pour en arriver à bout. Nulle part dans oeuvres " soviétiques " le lecteur ne trouvera la relation de ces faits. Et lorsque la Littérature bolcheviste ne peut éviter d'en parler, elle se borne à noter, en quelques lignes, qu'il s'agissait de réprimer des mouvements contre-révolutionnaires ou des exploits de bandits. *Qui donc irait vérifier les faits ?*

Un autre procédé lui fut d'un grand secours : la fermeture effective des frontières. Les événements de la Révolution russe se déroulaient - et se déroulent encore - en vase clos. Il fut toujours difficile sinon impossible de savoir exactement ce qui s'y déroulait. La presse du pays, uniquement gouvernementale, se taisait sur tout ce qui avait trait à la répression.

Lorsque, dans les milieux avancés d'Europe, était évoquée la question des persécutions des anarchistes en Russie, quelques bribes de la vérité ayant transpiré en dépit de toutes les mesures, le gouvernement bolcheviste déclarait, chaque fois, par la bouche de ses représentants et avec un " culot " rare : " Allons donc ! Les anarchistes - les vrais - ont en U.R.S.S. la pleine liberté d'affirmer et de propager leurs idées. Ils ont même leurs clubs et leur presse ". Et puisque, en somme, on ne s'intéressait pas tellement aux anarchistes et à leurs idées, cette réponse suffisait. Il aurait *fallu enquêtes sur enquêtes pour prouver le contraire. Qui donc y pensait ?*

Quelques renégats de l'anarchisme, patronnés par le gouvernement bolcheviste, prêtèrent à ce dernier un précieux concours. En guise de témoignage, le gouvernement citait les fausses assertions de ces ex-anarchistes. Ayant renié leur passé et cherchant à se refaire une virginité, ils confirmaient et témoignaient tout ce qu'on voulait.

Les bolcheviks aimaient aussi citer les anarchistes " apprivoisés " dits " soviétiques ". Ceux-ci crurent sage et utile de s'adapter à la situation et au bolchevisme " afin de pouvoir faire quelque chose " - prudemment, sous le manteau, derrière la façade du " loyalisme ". Cette " tactique de couleur protectrice " ne put réussir avec les bolcheviks, rompus eux-mêmes à tous les procédés d'une lutte antigouvernementale. Surveillant de près ces anarchistes " camouflés ", les talonnant sans répit, les menaçant et les " apprivoisant " adroitement, les autorités finirent par les acculer à justifier et même à approuver - " momentanément " - tous les exploits du bolchevisme. Les récalcitrants furent enfermés ou déportés. Et quant à ceux qui se soumirent vraiment, on les mit en vedette comme des " vrais anarchistes " qui " ont compris le bolchevisme ", en les opposant à tous les autres, les " faux anarchistes ".

Ou encore, les bolcheviks parlaient des anarchistes qui restaient à peu près inactifs et ne touchaient jamais aux points "sensibles". Pour créer un "trompe-l'oeil", on leur permettait de conserver quelques organisations insignifiantes étroitement surveillées. On autorisa certaines d'elles à rééditer quelques anciennes oeuvres anarchistes inoffensives : historiques ou théoriques. Et on désignait ces "maisons d'éditions anarchistes" pour affirmer qu'on ne touchait pas aux "vrais anarchistes". Plus tard, toutes ces "organisations" furent également "liquidées".

Enfin, on tolérait quelques "anarchistes" extravagants, "bouffons", qui défiguraient l'anarchisme jusqu'à en faire une caricature. Les écrivains bolchevistes ne manquaient pas de les citer pour ridiculiser l'idée.

Le gouvernement bolcheviste se créa ainsi une façade lui permettant de cacher la vérité aux masses et aux gens mal informés à l'étranger. Plus tard, ayant constaté l'indifférence, la naïveté et la lâcheté des milieux "avancés" des autres pays, les bolcheviks négligèrent même de cacher cette vérité. Puisque les gens "avancés" et les masses l'avaient toute crue !

Cette façade trompeuse permit aux bolcheviks de recourir avec succès à une arme dont l'emploi est, hélas ! toujours efficace : la calomnie.

D'une part, ils confondaient sciemment les anarchistes avec les "contre-révolutionnaires", les "criminels", les "bandits", etc.

D'autre part, ils affirmaient qu'en pleine révolution les anarchistes, même lorsqu'ils n'étaient pas des "bandits", savaient seulement bavarder, critiquer, "rous-péter", mettre des bâtons dans les roues de la Révolution, détruire, provoquer le désordre et mener leurs propres affaires. On prétendait que, même quand ils voulaient servir la Révolution, ils étaient incapables de réaliser quelque chose de correct ; qu'ils n'avaient aucun "programme positif", qu'ils ne proposaient jamais rien de réel, qu'ils étaient des rêveurs irresponsables, qu'ils ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils voulaient et que, pour toutes ces raisons, le gouvernement bolcheviste se vit dans l'obligation de sévir, car de tels éléments présentaient un grave danger au cours d'une difficile révolution.

Personne ne connaissant la vérité et n'étant à même de contrôler les faits, le procédé réussit.

Cette "tactique" servit le gouvernement bolcheviste merveilleusement, invariablement, durant des années. D'ailleurs, elle faisait partie de tout un système de duperie en lequel les bolcheviks étaient passés maîtres.

Toutes les révélations, (le plus en plus nombreuses et précises de la presse libertaire ou autre à l'étranger, étaient méthodiquement et cyniquement réfutées avec les mêmes arguments stéréotypés.

La masse des travailleurs, les intellectuels d'avant-garde de tous les pays, éblouis par le faux éclat de la "première république socialiste", acceptant toutes les niaiseries de leurs "chefs géniaux" et se laissant ainsi magistralement "rouler", se souciaient fort peu des révélations des anarchistes.

La vanité, la mode, le snobisme et d'autres facteurs secondaires jouèrent leur rôle dans cette indifférence générale.

Enfin, les plus prosaïques intérêts personnels y contribuèrent aussi. Entre autres, combien d'écrivains renommés dans tous les pays, fermaient sciemment les yeux sur la vérité qu'ils connaissaient, pourtant, suffisamment ! Le gouvernement "soviétique" avait besoin de leurs noms pour sa publicité. En revanche, il assurait à leurs oeuvres un marché intéressant, parfois presque unique. Et les pauvres hommes concluaient ce marchandage tacite, berçant leur conscience avec des excuses et des justifications inspirées par leurs nouveaux mécènes.

7.9 Le truc des "délégations"

Avant de terminer, je dois consacrer quelques lignes à un procédé spécial de "bourrage de crâne", appliqué par les "Soviets" sur une vaste échelle : les "délégations étrangères" (ou "ouvrières").

Le fait est connu. Un des "arguments-massues" des bolcheviks pour démentir les révélations défavorables, consiste à invoquer le témoignage des "délégations" envoyées en U.R.S.S. par telles ou telles organisations, usines ou institutions de divers pays. Après un séjour de quelques semaines dans "le pays du socialisme", les "délégués", à de rares exceptions près qualifient de "bobards", de "mensonges" et de "calomnies" tout ce qui se dit à l'étranger au désavantage des "Soviets".

Au début, ce "truc des délégations" était infaillible. Plus tard, il perdit son efficacité. Depuis quelque temps, il est presque abandonné. D'une part, les événements se précipitent et ce petit jeu se trouve dépassé. D'autre part,

on a fini par comprendre que, dans les conditions données, les "délégués" ne peuvent nullement saisir la réalité, même s'ils sont sincères et impartiaux. Un programme de séjour strict et rapide, bien réglé et calculé d'avance, leur est imposé dès leur arrivée. Ne connaissant ni la langue, ni les moeurs, ni la vie réelle de la population, ils sont aidés ou plutôt maniés par des guides et des interprètes gouvernementaux. On leur montre et on leur raconte ce qu'on veut. Ils n'ont, en somme, aucun moyen d'approcher la population pour étudier objectivement et longuement son existence

Tout cela est maintenant plus ou moins acquis.

Mais il existe un fait qui reste encore inconnu du public et qui, pourtant, en dit long sur l'état de choses en U.R.S.S.

Le "Comité de Secours" déjà cité, quelques organisations syndicales et aussi quelques militants connus individuellement : le regretté Erich Muhsam en Allemagne, Sébastien Faure en France, proposèrent au gouvernement bolcheviste, à plusieurs reprises, de laisser entrer en Russie *une véritable délégation*, constituée en toute indépendance et composée de militants de différentes tendances, y compris des "communistes". On proposait au gouvernement "soviétique" les conditions suivantes : 1° séjour libre et illimité, jusqu'à ce que la délégation elle-même juge sa mission terminée ; 2° faculté de se rendre partout où la délégation le jugera indispensable dans l'intérêt de sa mission, y compris les prisons, les lieux d'exil, etc. ; 3° droit de publier les faits, les impressions et les conclusions dans la presse d'avant-garde à l'étranger ; 4° un interprète choisi par la délégation elle-même.

Il était tout à fait dans l'intérêt du gouvernement bolcheviste d'accepter une telle proposition - si, bien entendu, il était sincère, s'il n'avait rien à dissimuler, s'il ne cachait pas des réalités inavouables. Un rapport favorable et approuvé d'une telle délégation aurait mis fin à toute équivoque. Tout gouvernement socialiste, gouvernement "ouvrier et paysan" (supposons un instant que cela puisse exister) aurait dû accueillir une pareille délégation les bras ouverts. Il aurait même dû la souhaiter, la suggérer, la réclamer. Le témoignage et l'approbation d'une pareille délégation aurait été vraiment décisif, irrésistible, irréfutable.

Or, *jamais cette offre ne fut acceptée*. Le gouvernement "soviétique" fit chaque fois la sourde oreille.

Le lecteur devrait bien réfléchir sur ce fait. C'est que la *désapprobation* d'une telle délégation aurait été, elle aussi irrésistible, et définitive. Or, les résultats d'une pareille enquête eussent été foudroyants pour la renommée du gouvernement "soviétique", pour tout son système et pour toute sa cause.

Mais, personne ne bougeait à l'étranger. Les fossoyeurs de la Révolution pouvaient dormir sur les deux oreilles et dédaigner les tentatives de leur faire avouer la terrible vérité : la faillite de la Révolution à la suite de leurs méthodes. Les aveugles et les vendus de tous les pays marchaient avec eux.

Dévoiland ici la vérité, inconnue toujours - nous en sommes sûrs - de la presque totalité de nos lecteurs non anarchistes, nous remplissons un devoir impérieux. Ceci non seulement parce que la vérité doit apparaître un jour dans tout son éclat, mais aussi - et surtout - parce que cette vérité rendra un service inappréciable à tous ceux qui *veulent* être éclairés, qui sont las d'être éternelles dupes d'imposteurs félons ; et qui, enfin, forts de cette vérité, pourront agir à l'avenir en pleine connaissance de cause.

L'histoire de la répression en U.R.S.S. est non seulement suggestive et révélatrice par elle-même : elle est encore un excellent moyen de faire comprendre *le fond même, les "dessous" cachés, la véritable nature du communisme autoritaire*.

Sous ce rapport, nous n'avons qu'un regret : celui de ne pouvoir relater ici cette "histoire" que d'une façon très incomplète.

Citons encore un exemple récent. Il souligne bien la façon dont les bolcheviks et leurs serviteurs trompent le monde.

Il s'agit de l'ouvrage d'un certain E. Yaroslavski, bolchevik notoire : *L'Anarchisme en Russie*, paru en 1937, en espagnol et en français, aux fins de contrecarrer les succès éventuels de l'idée libertaire en Espagne et ailleurs lors des événements connus.

Nous laisserons de côté les "renseignements" absolument fantaisistes sur les origines de l'anarchisme, sur Bakounine, sur l'anarchisme en Russie avant 1917 et sur l'attitude des anarchistes pendant la guerre de 1914. Une réponse à ces fables paraîtra, peut-être, un jour dans la presse spécifiquement anarchiste.

Ce qui nous intéresse ici, ce sont les dissertations de l'auteur sur le mouvement libertaire au *cours de la Révolution de 1917*.

Yaroslavski se garde bien de parler du *véritable mouvement anarchiste*. Il s'arrête abondamment sur des mouvements à côté qui n'avaient aucun rapport avec l'anarchisme. Il s'occupe beaucoup de groupes, de quelques journaux et d'activités anarchistes *de second plan*. Il marque soigneusement les points faibles et choisit malignement les lacunes pour alimenter sa mauvaise foi. Il s'arrête surtout, longuement, aux "débris" du mouvement : à ces malheureux "restes" qui, au lendemain de la liquidation des vraies organisations libertaires, se débattaient désespérément et vainement pour conserver ne fût-ce qu'une ombre d'activité. C'était, vraiment, des déchets lamentables et impuissants de l'ancien mouvement anarchiste étouffé. Désormais, ils ne pouvaient plus faire quoi que ce fût de sérieux, de positif. Leur "activité", mi-clandestine, surveillée, gênée, n'était nullement caractéristique du mouvement libertaire en Russie. Dans tous les pays, et à toutes les époques, ces sortes de débris des organisations brisées par la force de l'Etat traînent par la suite, jusqu'à épuisement fatal et total, une existence malade et stérile. Des déviations, des inconséquences, des scissions remplissent fatalement leur semblant de vie, sans qu'on puisse honnêtement leur en faire grief, toute possibilité d'une activité normale leur étant enlevée.

C'est de ces débris que Yaroslavski nous parle, tout en faisant mine de parler du véritable mouvement anarchiste.

Il ne cite l'"Union anarcho-syndicaliste de Péetrograd" et son journal (*Goloss Trouda*) qu'une seule fois, en passant, et uniquement parce qu'il y trouve quelque chose à falsifier. Il ne parle ni de la Fédération de Moscou, ni du journal *l'Anarchie*. Et s'il consacre quelques lignes au *Nabate* d'Ukraine, c'est encore pour dénaturer les faits.

S'il était honnête, il aurait dû s'arrêter surtout à ces trois organisations et citer leur presse. Mais il sait bien qu'une pareille impartialité ruinerait ses assertions, donc serait contraire au but même de son "ouvrage". Et il élimine tout ce qui prouve incontestablement le fond sérieux, le sens positif et l'influence du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste en Russie, au cours de la Révolution de 1917.

Il ne souffle mot, non plus, des persécutions, de la répression, de la suppression violente du mouvement. Car, s'il disait la vérité, il ruinerait sa thèse mensongère.

Selon lui, les anarchistes en 1917 "étaient contre la Révolution socialiste et prolétarienne". Selon lui, le mouvement libertaire s'est éteint de lui-même, en raison de son impopularité et de son impuissance.

Le lecteur sait que cette version est exactement le contraire de la vérité. Précisément, parce que le mouvement évoluait et croissait vite, gagnant des sympathies et augmentant ses succès, les bolcheviks se hâtèrent de le supprimer dans le germe, au moyen de la plus banale violence : par l'intervention brutale de leurs soldats et de leur police.

Mais si Yaroslavski avouait cette vérité, elle bouleverserait tout son échafaudage ! Et il ment, sûr de l'ignorance de ses lecteurs et de l'absence d'un démenti.

Si je me suis permis de m'arrêter assez longuement à cet exemple, c'est parce que cette manière de présenter les choses est une *manière-type*. Tous les ouvrages bolchevistes sur l'anarchisme en Russie procèdent exactement de la même façon et se ressemblent comme gouttes d'eau. La consigne vient d'en haut. Les "historiens" et les "écrivains" bolchevistes n'ont qu'à la suivre. Il faut détruire l'idée libertaire par tous les moyens. C'est du travail fait sur commande et grassement payé. Il n'a rien à voir avec *la vérité historique* que nous sommes en train d'établir.

7.10 La "justice" bolcheviste

Il nous reste à jeter un rapide coup d'oeil sur les procédés *administratifs et judiciaires* des bolcheviks, à l'époque.

D'ailleurs, dans leur essence, ces procédés n'ont presque pas changé. Si, de nos jours, ils sont moins souvent appliqués, c'est que ceux qui les subissaient jadis sont exterminés. Mais tout récemment encore, les mêmes principes et mesures ont été appliqués à des "trozkistes", à de vieux bolcheviks anti-staliniens, à des fonctionnaires tombés en disgrâce : policiers, officiers et autres.

Comme nous l'avons fait comprendre, il existe en Russie une police politique qui oeuvre en secret, qui a le droit d'arrêter des gens en secret, sans autre forme de procès, de les "juger" secrètement, sans témoins ni

avocat, de les ” condamner ” secrètement à des peines variées, y compris la peine de mort, ou de renouveler leur détention ou leur exil aussi longtemps que bon lui semble.

C’est là le point essentiel. Le régime odieux appliqué aux emprisonnés et exilés - nous maintenons cette affirmation en dépit de toutes les dénégations des ” délégués ” étrangers dupés ou achetés - n’est qu’une circonstance aggravante. Même si la vie dans les prisons russes avait le caractère humanitaire sous lequel la présentent les officiels et leurs thuriféraires, il n’en resterait pas moins vrai que d’honnêtes travailleurs peuvent être enlevés arbitrairement à leur classe, jetés en prison et privés du droit de lutter pour leur cause sur une simple décision de quelques fonctionnaires.

A l’époque dont il est question, cette police omnipotente s’appelait : la *Tchéka* : abrégé de son nom russe complet - *Tch rezvytchaïnaïa K ommissia* (Commission extraordinaire).

La *Tchéka* fut constituée fin 1917, sur l’initiative de Lénine, par un noyau de militants communistes ayant fait leurs preuves dans la lutte contre le tzarisme et jouissant de la confiance illimitée du Comité Central du Parti Communiste russe.

A l’époque, les communistes justifiaient l’existence de cette institution et les particularités de son fonctionnement par la nécessité de réagir rapidement contre de nombreux complots qui menaçaient la Révolution. Plus tard, cette argumentation perdit sa valeur. La *Tchéka* n’en subsista pas moins. Maintenant, il s’agit de défendre le Pouvoir contre la Révolution !

La modification, en 1923, de son titre en celui de Guépéou (encore un abrégé) ne modifia que peu de choses dans sa pratique. Et, depuis, rien n’a changé, sauf les figures des chefs. Les noms de : Djerzinsky, créateur et animateur de la *Tchéka*, mort subitement ou, selon d’aucuns, assassiné par ordre de Staline, en cours de fonction ; Iagoda, exécuté à l’issue du fameux ” procès ” ; Iéjoff, son remplaçant, disparu mystérieusement, etc., sont assez connus à l’étranger.

La *Tchéka* ne présentait jamais de rapports sur son activité : ni à l’ensemble des travailleurs ni à leurs ” élus ”. Ses activités se poursuivaient toujours dans le plus grand mystère. Le service des renseignements était alimenté surtout par un vaste réseau d’agents secrets dont une bonne partie fut recrutée dans l’ancienne police tzariste. La *Tchéka* profitait en outre de l’obligation imposée à tout communiste d’aider la police ” révolutionnaire ” par des indications, des dénonciations etc.

L’arbitraire, les abus, les crimes perpétrés dans les cachots de cette institution dépassent toute imagination. Naturellement, nous ne pouvons pas nous attarder à les énumérer : ce sujet spécial mériterait un volume à part. Le futur historien sera épouvanté lorsque des archives livrées à la publicité lui fourniront cette horrible documentation humaine. (Le lecteur trouvera quelques éléments édifiants dans certains ouvrages.)

A l’époque dont nous parlons, des tribunaux et des procès publics pour des affaires politiques n’existaient pas. D’ailleurs, même actuellement de tels procès sont exceptionnels. C’était exclusivement la *Tchéka* qui s’en occupait.

Les sentences n’étaient publiées nulle part. Plus tard, on donnait parfois, en quelques lignes, des extraits des procès-verbaux d’une séance policière. Ces extraits signalaient uniquement qu’un tel cas était porté à l’ordre du jour et que telle sentence était prononcée. On n’en exposait pas les motifs.

Comme règle, l’arrêt était sans appel.

C’est la *Tchéka* elle-même qui exécutait les sentences prononcées. Si c’était la mort, on extrayait le détenu de sa cellule et on l’exécutait généralement en lui tirant une balle de revolver dans la nuque au moment où, suivi d’un tchékiste bourreau, il descendait les dernières marches d’un escalier menant à la cave. Le corps était ensuite inhumé clandestinement. Jamais on ne le rendait aux parents. Fréquemment, ces derniers n’apprenaient l’exécution de leur proche qu’indirectement : par le refus de l’administration de la prison d’accepter les vivres apportés. La phrase classique était d’une simplicité lapidaire : ” Un tel ne figure plus sur les registres de la prison ”. Cela pouvait signifier le transfert dans une autre prison ou l’exil. Et quand c’était la mort, la formule était la même. Aucune autre explication n’était admise. C’était aux parents de se renseigner ailleurs et d’apprendre exactement à quoi s’en tenir.

L’exil, toujours administratif, signifiait la déportation aux endroits les plus éloignés et défavorisés de l’immense pays : soit dans les régions chaudes et marécageuses - malsaines à l’extrême - du Turkestan, soit dans l’extrême Nord, aux confins des terribles régions de Naryme et de Touroukhansk.

Assez souvent, le gouvernement " s'amusaît " à envoyer des gens dans le Turkestan et à les faire transférer ensuite brusquement dans le Nord ou inversement. C'Était un moyen indirect mais sûr de les expédier tout simplement dans l'autre monde.

La correspondance échangée en son temps entre le Comité de Secours et les libertaires exilés dans le Nord, révèle toute l'horreur physique et morale de la " vie " de ces victimes. Arrivées au lieu de destination, elles étaient désormais isolées du monde. Dans plusieurs endroits - villages et bourgs oubliés dont les habitants vivaient de la chasse et de la pêche - on ne voyait arriver la poste que deux ou même une fois *par an*. Certaines de ces agglomérations ne comptaient que 4 ou 5 huttes perdues dans un désert de neige et de glace.

Les exilés y souffraient de toutes les maladies dues à la sous-alimentation, au froid, à l'inaction ; du scorbut, de la tuberculose, des maladies du coeur et de l'estomac. La vie y était une lente torture et la mort apparaissait comme une délivrance.

Les prisons où l'on enfermait les libertaires, les syndicalistes, les " oppositionnels ", les simples ouvriers, paysans ou autres citoyens rebelles ou uniquement suspects de ne pas être d'accord avec les autorités, n'ont jamais été visitées par les " délégations étrangères ". Celles-ci étaient généralement conduites à Sokolniki, à Lefortovo, dans certaines dépendances de Boutyrki, c'est-à-dire dans des prisons de Moscou où l'on gardait des contre-révolutionnaires, des spéculateurs et des prisonniers de droit commun. Parfois, on obligeait ceux-ci à se dire " prisonniers politiques " et à louer le régime de la prison, sous promesse de réduction de la peine. Quelques délégations purent visiter la prison des sociaux-démocrates à Tiflis, dans le Caucase. Mais jamais les prisons dont les noms suivent n'ont reçu la visite des délégués ou voyageurs étrangers. Citons surtout : le camp de Solovki, lieu d'emprisonnement souvent mentionné dans la presse étrangère, mais resté mystérieux ; la prison de Souzdal (ancien monastère transformé) ; l'" isolateur politique " de Verkhné-Ouralsk, celui de Tobolsk, celui de Iaroslav. On pourrait y ajouter de nombreuses prisons et de multiples camps de concentration répartis sur toute l'étendue du pays. Tous restèrent totalement inconnus aux naïfs ou aux intéressés osant faire, au retour d'un voyage " d'études " dans le " premier pays socialiste ", des rapports favorables sur " le nouveau régime pénitentiaire créé par l'U.R.S.S. "

Dire qu'un Romain Rolland affirma n'avoir pu établir l'existence d'une justice administrative en Russie !...

La répression déchaînée, la violence contre le peuple, la terreur : tel fut le couronnement de l'oeuvre des bolcheviks, de leur régime dit " soviétique ".

Pour justifier cette horreur, ils invoquent les intérêts de la Révolution. Rien ne peut être plus faux, plus hypocrite que cette tentative de justification.

Les anarchistes ont été exterminés en Russie ; ils ne peuvent plus y exister uniquement parce qu'ils défendaient les principes mêmes de la Révolution Sociale, parce qu'ils luttèrent pour la véritable liberté économique, politique et sociale du peuple.

Les révolutionnaires en général et des centaines de milliers de travailleurs ont été anéantis en Russie par une nouvelle Autorité et une nouvelle couche privilégiée qui, comme toutes les autorités et toutes les couches privilégiées du monde n'ont plus rien de l'esprit révolutionnaire et ne se maintiennent au pouvoir que par la soif de dominer et d'exploiter à leur tour. Leur système s'appuie sur la ruse et la violence, comme dans n'importe quel système autoritaire et étatiste, nécessairement dominateur, exploiteur et oppresseur.

Le régime " communiste " étatiste n'est qu'une variété du régime fasciste. Il est grand temps que les travailleurs de tous les pays le comprennent, qu'ils y réfléchissent, qu'ils tirent de bonnes leçons de cette formidable expérience négative.

D'ailleurs, les événements en cours et à venir contribueront puissamment à ce résultat.

Au moment où j'écris ces lignes - en décembre 1939 - le bolchevisme est, enfin, en train de sortir de ses frontières, de sa " cage " russe. On le verra à l'oeuvre, au grand jour. Je n'ai pas le moindre doute sur la nature du jugement définitif.

Ces événements contribueront également - je l'espère - à mieux comprendre l'esprit du présent ouvrage et ses révélations.

Et inversement, je l'espère aussi - cet ouvrage aidera à mieux comprendre certains faits.

Entre autres, c'est à la lumière de ces révélations qu'on pourra s'expliquer l'avènement d'un Staline.

En effet, Staline " n'est pas tombé de la lune ". Staline et le " stalinisme " ne sont que les conséquences logiques d'une évolution préalable et préparatoire, elle-même résultat d'un terrible égarement, d'une déviation néfaste de la Révolution.

Ce furent Lénine et Trotsky - c'est-à-dire leur système - qui préparèrent le terrain et engendrèrent Staline.

Avis à tous ceux qui, ayant soutenu Lénine, Trotsky et consorts, fulminent aujourd'hui contre Staline : ils moissonnent ce qu'ils ont semé !

Il est vrai que la logique n'est pas l'apanage de tout le monde.

Mais qu'ils rectifient, au moins, leur tir avant qu'il ne soit trop tard !

" Voici des faits qui démontrent l'éternelle monstruosité autoritaire. Puissent-ils faire reculer d'effroi ceux qui s'aventurent à l'aveuglette sur les voies de la Dictature, fût-ce au nom du plus sublime idéal ou de la plus logique formule de sociologie. Puissent-ils surtout, à la veille d'événements qui peuvent amener une situation révolutionnaire, inciter à prendre toutes précautions, non seulement pour éviter de tomber dans les pièges où se sont brisés et meurtris les anarchistes russes, mais encore pour être capables, aux heures révolutionnaires, d'opposer des conceptions pratiques de la production et de la répartition des biens à celles des dictateurs communistes. "

Ces paroles - belles, vigoureuses et justes - ont été écrites, il y a plus de quinze ans, par un anarchiste au courant des faits. Plus tard, un peu avant sa mort, ses convictions anarchistes ont fléchi. Dans un moment d'égarement il approuva le bolchevisme.

Heureusement, si les *hommes* - êtres généralement faibles et inconséquents - plient, se déforment et passent, les *vérités* qu'ils ont jadis proclamées *demeurent* !

8. L'Etat bolcheviste

Fin 1921, le pouvoir communiste se sentit définitivement maître de la situation. Du moins, il pouvait se considérer à l'abri de tout danger immédiat. Ses ennemis et adversaires, aussi bien ceux de l'extérieur que ceux de l'intérieur, aussi bien ceux de droite que de gauche, étaient désormais hors d'état de le combattre.

Dès 1922, il pouvait se consacrer entièrement à la mise au point et à la consolidation de son Etat.

C'est ce qu'il fit, en effet. Et c'est ce qu'il continue à faire.

Parlant dès à présent de l'Etat bolcheviste et des années postérieures à 1921, je donne l'impression de rompre la suite chronologique du récit et de devancer le cours des événements. En effet, le soulèvement de Cronstadt (mars 1921) et les différents mouvements d'Ukraine (1919-1921) sont antérieurs à la formation définitive de cet Etat.

Cette rupture n'est qu'apparente. Elle ne troublera nullement la continuité de notre étude. Celle-ci, au contraire, en bénéficiera, en raison de son caractère plutôt explicatif et analytique que purement historique.

D'une part, l'Etat russe actuel n'est, dans ses traits essentiels, qu'un développement logique de ce qui fut fondé et établi en 1918-1921. Les modifications ultérieures ne furent que des remaniements ou compléments de détails. Nous les signalerons à l'occasion.

D'autre part, et c'est l'essentiel, le lecteur ne pourrait comprendre à fond ni les raisons, ni la portée, ni le déroulement des événements tels que le soulèvement de Cronstadt ou les mouvements d'Ukraine *s'il ne possède pas, préalablement, des données suffisantes sur la véritable nature de cet Etat.*

Voilà pourquoi nous sommes obligés, dans l'intérêt même de notre oeuvre et du lecteur, de peindre d'abord cet Etat et de parler ensuite de Cronstadt et de l'Ukraine.

8.1 La nature de l'État

8.1.1 L'U.R.S.S. inconnue.

L'Etat bolcheviste, monté dans ses grandes lignes en 1918-1921, existe depuis vingt ans.

Cet Etat, qu'est-il exactement ?

Quels sont ses bases, sa structure, ses éléments essentiels ?

Il s'appelle : *Union des Républiques Soviétiques Socialistes* (U.R.S.S.). Il prétend être un Etat " prolétarien " ou encore " ouvrier et paysan ". Il affirme exercer une " dictature du prolétariat ". Il se flatte d'être " la patrie des travailleurs ", le rempart de la révolution et du socialisme.

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Les faits et les actes justifient-ils ces déclarations et ces prétentions ?

Un rapide examen nous permettra de répondre à ces questions.

J'ai dit : examen *rapide*. En effet, une étude détaillée et plus ou moins complète sur l'Etat russe actuel est un sujet particulier. Il ne fait pas l'objet du présent ouvrage. D'autre part, après ce qui précède, un coup d'oeil général suffira. Complétons et assemblons ce que nous avons déjà laissé entrevoir.

Je profite de l'occasion pour faire savoir au lecteur non initié qu'il existe actuellement²³ en France une riche littérature en livres, brochures, articles de revues et de journaux, etc., permettant de se faire une idée assez exacte de la structure, du fonctionnement et de l'esprit de l'Etat " soviétique ". Depuis quelques années, de nombreux ouvrages ont paru qui mettent bien en relief le véritable caractère de cet Etat : la nature réelle de son gouvernement, la situation véritable de ses masses laborieuses, l'état exact de son économie, de sa culture, etc. Ces oeuvres mettent à jour les coulisses et les " dessous " cachés du régime, ses égarements, ses " maladies secrètes ".

Certes, les auteurs ne cherchent pas à approfondir le problème pour établir *les causes* et *les conséquences* de la déchéance. Ils ne font non plus aucune allusion à cette " autre flamme " : l'idée libertaire, son rôle et son sort dans la Révolution russe. Pour eux, comme pour tant d'autres, c'est un terrain inconnu. Ils n'entrevoient aucune solution. Mais ils constatent sincèrement les faits. Ils font voir ainsi la fausse route prise par la Révolution et prouvent irréfutablement la faillite de celle-ci. Généralement, ces études fournissent une documentation abondante et précise.

Ici nous nous bornerons à une large " vue d'ensemble " qui suffira à notre but. Car c'est *le caractère général* de cet Etat qui nous intéresse, dans la mesure où il nous explique la suite des événements.

Nous avons dit plus haut que le souci primordial du parti bolcheviste au pouvoir était d'étatiser toute l'activité toute la vie du pays : tout ce qui pouvait en être étatisé. Il s'agissait de créer ce régime que la terminologie moderne qualifie de " totalitaire ".

Une fois en possession d'une force coercitive suffisante, le parti et le gouvernement bolchevistes s'employèrent de leur mieux à cette tâche.

C'est en la réalisant que le Pouvoir communiste créa son immense appareil bureaucratique. Il finit par façonner une nombreuse et puissante caste de fonctionnaires " responsables ", qui forme aujourd'hui une couche hautement privilégiée de quelque deux millions d'individus. Maîtresse effective du pays, de l'armée et de la police, elle soutient, protège, vénère et flatte Staline : son idole, son " tzar ", seul homme juge capable de maintenir " l'ordre " et de sauvegarder ses privilèges.

Peu à peu, les bolcheviks étatisèrent, monopolisèrent, " totalisèrent " aisément et rapidement : l'administration tout entière, les organisations ouvrières, paysannes et autres ; les finances ; les moyens de transport et de communication ; le sous-sol et la production minière ; le commerce extérieur et le grand commerce intérieur ; la grosse industrie ; le sol et l'agriculture ; la culture, l'enseignement et l'éducation ; la presse et la littérature ; l'art, la science, les sports, les distractions, même la pensée ou, du moins, toutes ses manifestations.

L'étatisation des organismes ouvriers : Soviets, syndicats, comités d'usines, etc., fut la plus facile et la plus rapide. Leur indépendance fut abolie. Ils devinrent simples rouages administratifs et exécutifs du parti et du gouvernement.

La partie fut menée avec habileté. Les ouvriers ne s'aperçurent même pas qu'ils étaient en train d'être ligotés. Puisque l'Etat et le gouvernement étaient maintenant " *les leurs* ", il leur parut naturel de ne pas s'en détacher. Ils trouvèrent normal que leurs organisations remplissent des fonctions dans l'Etat " ouvrier " et exécutent les décisions des " camarades commissaires ".

Bientôt, aucun acte autonome, aucun geste libre ne fut plus permis à ces organisations.

²³ Ecrit en 1939.

Elles finirent par se rendre compte de leur erreur. Mais c'était trop tard ! Lorsque certains organismes ouvriers, gênés dans leur action et inquiets, sentant que " quelque chose n'allait pas dans le royaume des Soviets ", manifestèrent quelque mécontentement et voulurent reconquérir un peu d'indépendance, le gouvernement s'y opposa avec toute son énergie et toute sa ruse. D'autre part, il prit immédiatement des mesures et des sanctions. D'autre part, il chercha à raisonner. " Puisque - disait-il aux ouvriers, de l'air le plus naturel du monde - nous avons maintenant un Etat ouvrier où les travailleurs exercent leur dictature et où tout leur appartient, cet Etat et ses organes sont *les vôtres*. Alors, de quelle " indépendance " peut-il être question ? De telles réclamations sont maintenant un non-sens. Indépendance de quoi ? De qui ? *De vous-mêmes* ? Puisque l'Etat, maintenant, *c'est vous* !... Ne pas le comprendre, signifie ne pas comprendre la révolution accomplie. Se dresser contre cet état de choses signifie se dresser contre la Révolution elle-même. Des idées et des mouvements pareils ne sauraient être tolérés, car ils ne peuvent être inspirés que par les ennemis de la Révolution, de la classe ouvrière, de son Etat, de sa dictature et du pouvoir ouvrier. Ceux qui parmi vous sont encore assez inconscients pour écouter les chuchotements de ces ennemis et prêter l'oreille à leurs néfastes suggestions parce que tout ne va pas encore à merveille dans votre jeune Etat, ceux-là commettent un véritable acte contre-révolutionnaire. "

Il va de soi que tous ceux qui persistaient à protester et à réclamer étaient impitoyablement broyés.

La plus difficile à réaliser fut l'appropriation définitive du sol, la suppression du cultivateur individuel, l'étatisation de l'agriculture. Comme on sait, c'est Staline qui réalisa cette transformation, il y a quelques années. Mais périodiquement, la situation se complique et sérieusement. La lutte entre l'Etat et les masses paysannes reprend, sous d'autres formes.

Puisque tout ce qui est indispensable au travail et à l'activité de hommes - autrement dit tout ce qui est, dans le vaste sens du terme, *capital* - appartient en Russie à *l'Etat*, il s'agit, dans ce pays, d'un capitalisme *d'Etat* intégral.

Capitalisme d'Etat : tel est le système économique, financier, social et politique de l'U.R.S.S., avec toutes ses conséquences et manifestations logiques dans tous les domaines de la vie : matériel, moral, spirituel ou autre.

L'étiquette *exacte* de cet Etat serait, non pas *U.R.S.S.* mais *U.R.C.E.* : Union des Républiques Capitalistes Etatistes. (La consonance : *URS* et, hélas ! le fond, resteraient les mêmes.)

Economiquement, cela signifie que l'Etat est *le propriétaire réel et unique* de toutes les richesses du pays, de tout le " patrimoine national ", de tout ce qui est indispensable à des millions d'hommes pour vivre, travailler, agir (y compris, soulignons-le, l'or et le capital-argent, national et étranger.)

C'est là la chose la plus importante : celle qu'il s'agit avant tout de comprendre. Le reste en découle fatalement. Socialement, l'essentiel de ce système est le suivant :

8.2 Situation des ouvriers

Tout comme dans d'autres pays, l'ouvrier en U.R.S.S. (U.R.C.E.) *est un salarié*. Mais il est un salarié *de l'Etat*. L'Etat est son unique patron. Au lieu d'en avoir des milliers " au choix ", comme c'est le cas dans les pays du capitalisme privé, en U.R.S.S. (U.R.C.E.), l'ouvrier n'en a qu'un seul. Tout changement de patron y est impossible.

On prétend qu'étant " ouvrier ", cet Etat n'est pas " patron " dans le sens habituel du mot : les bénéfices qu'il réalise dans la production ne vont pas dans les poches des capitalistes, mais servent, en dernier lieu, les intérêts des ouvriers, donc reviennent à eux, sous d'autres formes que l'argent.

Tout subtil qu'il soit, ce raisonnement est purement théorique. L'Etat " ouvrier " n'est pas dirigé²⁴ par les ouvriers eux-mêmes (les travailleurs ne pourraient diriger la production eux-mêmes que dans un tout autre système social, jamais dans un Etat centralisé moderne), mais par une très vaste couche de fonctionnaires à la solde du gouvernement qui, lui, forme au centre un groupe ferme, détaché des masses laborieuses et agissant à son gré. On dira qu'il est " responsable " devant les ouvriers. C'est une autre abstraction. La réalité n'a rien de commun avec ces formules.

²⁴ Naturellement, j'emploie le terme " diriger " dans le sens *organiser, administrer* (terme social) et non dans celui de *gouverner* (terme politique). Un gouvernement, même composé d'ouvriers (ce qui n'est pas le cas en U.R.S.S.), ne pourrait servir que les intérêts d'une couche privilégiée qui se formerait fatalement dans un système politique, étatique.

Demandez à n'importe quel ouvrier en U.R.S.S.- mais que ce soit un simple et véritable ouvrier - sous quelle forme il tire profit des bénéfices réalisés par l'Etat sur ses salaires. Il ne vous comprendra même pas : il n'en sait rien. La seule chose qu'il sait, c'est qu'il touche son maigre salaire, bien insuffisant, et qu'il a toutes les peines du monde pour vivre. Il sait aussi qu'il y a beaucoup de gens, dans le pays, qui vivent " agréablement " (Staline *dixit*), grassement, même luxueusement.

Demandez-lui s'il peut exercer une pression sur les " responsables ", s'il peut les critiquer, les rappeler à l'ordre, les éliminer, les remplacer. Il vous comprendra encore moins. Ce qu'il sait, c'est qu'il n'a qu'à exécuter les ordres de ses chefs, qui " savent ce qu'ils font ", et que la moindre critique lui coûterait cher. Ces chefs lui sont imposés par le gouvernement et ne sont responsables que devant celui-ci. Et quant au gouvernement, il est infailible et inattaquable : sa responsabilité est un mythe.

Voyons un peu quelle est la situation réelle de l'ouvrier en U.R.S.S. ? Diffère-t-elle essentiellement de celle des travailleurs dans les pays du capitalisme privé ?

Comme partout ailleurs, l'ouvrier en U.R.S.S. est obligé de se présenter, le jour de paye, au guichet de l'établissement pour toucher son salaire. Ce salaire lui est versé par un fonctionnaire, caissier de l'unique patron : l'Etat.

Le fonctionnaire fait son compte d'après le taux des salaires établi par le gouvernement. Il retient sur la paye ce que l'Etat-patron juge nécessaire de retenir : tant pour le Secours Rouge, tant pour l'emprunt (" libre, mais obligatoire : encore un sophisme soviétique), tant pour la propagande à l'étranger, tant pour la Loterie Nationale (un autre geste " libre ", mais obligatoire), etc. Après quoi il verse la paye à l'ouvrier, exactement comme n'importe quel caissier employé de n'importe quelle " boîte ", dans n'importe quel pays. Naturellement, l'ouvrier ne sait pas le moins du monde ce que " l'Etat " gagne sur son salaire ni ce que cet Etat fait de ce gain. " Ça, c'est l'affaire du gouvernement ", et l'ouvrier n'aura même pas l'idée de se mêler tant soit peu de ce problème.

Mais, dans un pays à capitalisme privé, l'ouvrier, s'il est mécontent, peut quitter son patron et en chercher un autre. Il peut changer d'usine, aller où il veut, faire ce qu'il lui plaît. Tout cela est impossible en U.R.S.S. puisqu'il n'y existe qu'un seul patron, propriétaire de toutes les usines. Conformément aux dernières lois, l'ouvrier n'a même pas le droit de " demander son compte " et de quitter l'usine de son gré, sans motif plausible. Pour cela il lui faut une autorisation de la Direction. Notons, en passant, que cette Direction est formée également de fonctionnaires qui ont remplacé, depuis longtemps, les comités d'usines. L'ouvrier est donc *attaché* à son lieu de travail, à la manière d'un serf ou d'un esclave²⁵.

Si l'ouvrier quitte l'usine sans une autorisation spéciale *inscrite sur sa carte d'identité obligatoire*, ou s'il en est renvoyé comme fautif, il ne peut plus travailler nulle part, sauf réautorisation. Aucun directeur d'usine, fonctionnaire du même patron-Etat, ne l'embauchera, sous peine de sanctions très sévères.

Dans ces conditions, l'Etat-patron peut faire de l'ouvrier ce qu'il veut. Il le traite en véritable esclave. L'ouvrier est obligé d'accepter tout : il n'a ni choix du patron, ni moyens de défense (les syndicats étant entre les mains du gouvernement-patron et prétendant ne pas comprendre que le syndiqué puisse se défendre " contre son propre gouvernement "), ni aucune possibilité d'exister autrement que rivé à sa chaîne. A moins qu'il ne se " débrouille " comme il peut. Il ne peut, non plus, se plaindre ni même se prononcer, la presse étant elle aussi entre les mains de son " gouvernement ", la parole n'appartenant qu'à ce dernier et les réunions ne pouvant avoir lieu autrement que sur ordre officiel. Dans un pays aussi étendu que la Russie, le meilleur moyen de " se débrouiller " a toujours été le vagabondage. La pratique n'a pas changé depuis. Des milliers et des milliers d'ex-ouvriers russes, ayant quitté l'usine " irrégulièrement " et se trouvant en rupture de ban avec les autorités, reprennent la vieille tradition, empruntent la voie du vagabondage et forment une importante masse de *chômeurs* dont la presse soviétique ne parle naturellement pas.

Les lois concernant l'ouvrier en général et la main-d'oeuvre dans les usines en particulier sont extrêmement dures. Des dizaines de milliers d'ouvriers languissent et périssent dans des prisons et lieux d'exil pour l'unique motif de les avoir enfreintes.

²⁵ Le lecteur ne me soupçonnera pas d'accorder une préférence au capitalisme privé. Je constate un fait, sans plus. Il est évident que la liberté de se choisir un exploitateur est peu de chose. Mais vivre et travailler sous l'éternelle menace de perdre l'unique exploitateur possible n'est pas plaisant non plus. Cette menace, constamment suspendue sur la tête de l'ouvrier en U.R.S.S., fait de lui un esclave achevé. C'est tout ce que je veux dire.

Le travail lui-même est pénible. D'abord, sauf dans les grands centres, les conditions hygiéniques dans les ateliers sont déplorables, l'ambiance générale est déprimante. Ensuite, le dur travail aux pièces et le système Taylor sont appliqués à peu près partout.

Le fameux "stakhanovisme"²⁶ en témoigne. (Le lecteur trouvera dans certains ouvrages d'autres témoignages et preuves irréfutables de ce que nous avançons.)

Naturellement, l'ouvrier "étatisé" en U.R.S.S. est, du moins en principe, un esclave *moderne* : à condition d'être *docile* et *zélé*, il est assez bien entretenu, assuré par son "seigneur" (Etat), gratifié d'un congé payé, etc.

Toutefois, il ne s'agit là, en réalité, que d'une partie assez restreinte de la classe ouvrière. Celle-ci est divisée en plusieurs catégories. La différence de leurs conditions de vie va de l'aisance à la misère, en passant par tous les stades intermédiaires. Les faveurs en question ne s'appliquent qu'à des ouvriers "dignes d'elles". Pour être à l'aise, pour avoir des congés et d'autres avantages, il faut les mériter, se détacher du troupeau, savoir "grimper".

L'écrasante majorité des travailleurs en U.R.S.S. traîne une existence misérable, surtout les ouvriers non-qualifiés, les manoeuvres, les domestiques, les petits employés et, en général, la masse ouvrière moyenne, courante.

D'autres, qualifiés et spécialisés, esclaves privilégiés, ont une vie relativement "belle" et forment une sorte d'"aristocratie ouvrière".

Le plus souvent, ces derniers méprisent et repoussent leurs malheureux compagnons de classe. La lutte pour l'existence est âpre en U.R.S.S. Tant pis pour les victimes ! Qu'elles se débrouillent ! Si l'on s'occupe d'elles, on devient vite victime soi-même. Or, l'ouvrier qualifié et privilégié, le vrai "stakhanoviste" - digne disciple du fameux Stakhanoff, premier ouvrier-arriviste et arrivé - ambitionne des situations de plus en plus élevées. Il a bon espoir de sortir un jour, des rangs des esclaves, de devenir lui-même fonctionnaire, chef quelconque, directeur peut-être... Il fait tout pour y arriver : il se démène ; il travaille pour quatre ; il façonne des jeunes qui le remplaceront à l'usine ; il se fait remarquer partout où il le peut ; il fait des études si possible ; il est toujours d'accord avec les autorités et il le souligne ; il est candidat au Parti. Il flatte et courtise ici ; il plastronne là. Mais, avant tout, il faut qu'il ne se gêne guère avec ceux qui sont en bas, ni avec ses concurrents. La lutte est dure en U.R.S.S..

Les ouvriers "stakhanovistes" sont surtout des "entraîneurs" dont le rôle est de démontrer par l'exemple à la masse des ouvriers, qu'il est possible d'intensifier la production. Ils sont grassement payés et obtiennent des avancements, en particulier les "super-stakhanovistes" qui sont les "as" du "stakhanovisme". Leur rôle est

²⁶ Les dessous du "stakhanovisme" ne sont pas assez connus hors de Russie.

Le terme vient du nom d'un ouvrier mineur, Stakhanoff, choisi par le parti et les autorités bolchevistes en vue d'une vaste campagne pour l'intensification du rendement ouvrier. Il s'agissait, pour les magnats du néo-capitalisme "soviétique", d'appliquer en U.R.S.S. les principes du *système Taylor*, sans que le terme fût prononcé et, surtout, sans qu'on y vît la main instigatrice du gouvernement.

Un jour, Stakhanoff fait à ses chefs, soi-disant spontanément, une déclaration sensationnelle, affirmant qu'il a découvert un nouveau principe d'organisation du travail pour l'extraction du charbon, qui permettra d'augmenter la productivité de *x* fois. Le gouvernement "s'intéresse" à la découverte - il la trouve utile, en fait une grosse affaire, l'ébruite et entreprend une vaste campagne pour *généraliser* la nouvelle méthode.

En fait, Stakhanoff, inspiré et poussé par le parti, ne "découvrit" que l'Amérique : Sa "nouvelle" méthode n'était qu'une vieille connaissance qui fit jadis ses débuts outre-Atlantique, justement : le *travail à la chaîne*, adapté aux conditions russes. Mais la "mise en scène" et une publicité spécifique en firent une extraordinaire et géniale trouvaille. Les nigauds et les gobe-mouches, à l'étranger, la prirent très au sérieux.

La "découverte" faisait bien l'affaire de l'Etat-patron : d'abord, elle permettait d'espérer une hausse générale du rendement ouvrier ; ensuite, elle donnait lieu à la formation rapide d'une couche de privilégiés *parmi les ouvriers*, formation très utile, ces privilégiés étant, généralement, d'excellents entraîneurs d'hommes, appelés à faciliter le maniement et l'exploitation de la *masse* ouvrière ; enfin, elle allait rehausser, dans certains milieux, le prestige du gouvernement-patron.

L'"affaire" fut donc "lancée", au moyen d'une intense publicité par voie de presse, par des affiches, par des meetings, etc. Stakhanoff fut proclamé "héros du travail", récompensé, décoré... Son système fut appliqué à d'autres branches de la production. Partout des jaloux - des "émules" - se mirent à l'imiter et même à le dépasser. Tous ces individus aspiraient à se distinguer, à "sortir des rangs" à "arriver", naturellement, au détriment de *l'ensemble* des ouvriers astreints à se soumettre à la nouvelle cadence, c'est-à-dire à une exploitation grandissante, sous la surveillance de tous ces "héros". Ces derniers faisaient leur carrière sur le dos des autres. Ils obtenaient des avantages et des privilèges dans la mesure où ils réussissaient à appliquer le système et à entraîner les masses. L'"émulation" des "stakhanovistes" entre eux donna naissance au "super-stakhanovisme".

La masse ouvrière comprit rapidement le véritable sens de l'innovation. Impuissante à s'opposer à cette "super-exploitation" par un mouvement général, elle manifesta son mécontentement par de nombreux actes de sabotage et de vengeance, allant parfois jusqu'à l'assassinat des "stakhanovistes" trop zélés. Il fallut recourir à des mesures extrêmement sévères pour réprimer le mouvement anti-stakhanoviste. D'ailleurs, l'entreprise se termina bientôt en queue de poisson. La part du bluff déduite, il en resta une sorte d'arrivisme ouvrier qui ne joue plus qu'un rôle très effacé dans la production.

aussi de faire voir aux ouvriers qu'à force de bien travailler on peut " arriver " à une vie " convenable et même agréable " (Staline *dixit*).

Dans la plupart des cas, une fois le nouveau " rendement-record " établi à l'usine, il est impossible à un " stakhanoviste " d'y rester : les ouvriers ne le laisseraient pas en vie. Généralement les autorités prennent soin de leur fidèle serviteur : le plus souvent il est envoyé, tout d'abord dans un sanatorium où il séjourne " convenablement " pendant quelques mois : après quoi il est appelé à un poste administratif à Moscou ou dans une autre grande ville où, souvent, on met à sa disposition une coquette villa et où il mène une vie " agréable ", touchant des appointements et jouissant des prérogatives en rapport avec les services rendus. Sa carrière est faite. Il est fonctionnaire. Il est " arrivé ", " sorti du troupeau ".

Par tous ces procédés " stakhanovisme ", " super-stakhanovisme ", classification en diverses catégories des salariés. etc., le gouvernement " communiste " arrive, lui, à *diviser et à mieux commander la masse ouvrière*. Il crée, en même temps, une couche privilégiée qui lui est servilement dévouée : elle tient en haleine " le troupeau " et sert de " tampon " entre les maîtres et les esclaves.

Ainsi, les procédés employés par les nouveaux maîtres - les " communistes " - vis-à-vis de la masse laborieuse demeurent ce qu'ils avaient été de tout temps : diviser et dominer. Et la parole consolatrice lancée par les maîtres dans le " troupeau " reste, elle aussi, éternelle : " Ouvriers ! Vous voulez " arriver " ? Maintenant, cela ne dépend que de vous-mêmes, car tout homme capable, appliqué et dévoué peut devenir " quelqu'un ". Ceux qui n'y réussissent pas, les " ratés ", n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes. "

D'après les calculs minutieux et objectifs de l'économiste E. Yourievsky, *tirés des statistiques du gouvernement de l'U.R.S.S.*, sur les quelque 18 millions d'ouvriers en 1938, il y avait environ 1 million et demi (8 %) d'ex-ouvriers et ouvriers privilégiés : super-stakhanovistes et stakhanovistes, etc.

On comprend que le gouvernement encourage et favorise cet arrivisme dont il tire de si grands profits et que, d'ailleurs, il ne désigne jamais sous ce nom. On appelle cela : " noble émulation ", " zèle honorable au service du prolétariat " et ainsi de suite. Il existe une décoration " pour le zèle ". Il existe même toute une couche de " porteurs de décorations " (" ordénonostsi ").

Avec les plus " dignes " de ces éléments le gouvernement crée une sorte de nouvelle noblesse " soviétique " et aussi une nouvelle bourgeoisie capitaliste-étatiste : soutiens décidés et solides du régime.

C'est à tous ces éléments que Staline, leur chef suprême, fait allusion lorsqu'il dit, dans certains de ses discours : " La vie chez nous devient toujours plus agréable, plus gaie... "

Le troupeau reste le troupeau, comme partout ailleurs. Et, comme partout, le gouvernement dispose d' " assez de moyens pour le maintenir à sa merci, tranquille et soumis. "

On prétend que de telles moeurs préparent le passage au " véritable communisme ".

Nous nous sommes demandé si le sort de l'ouvrier en U.R.S.S. est préférable à celui du travailleur en pays du capitalisme privé. Or, le vrai problème n'est pas là ; il est plus justement celui-ci : un tel état des choses *contient-il* du *socialisme* ou, du moins, *en est-ce l' " aurore " ?* Une telle organisation, une telle ambiance sociale, peuvent-elles y mener ?

Nous invitons le lecteur à répondre lui-même à ces questions - et à d'autres encore - lorsqu'il sera parvenu au terme de notre étude.

8.3 Situation des paysans

Là il faut distinguer quatre périodes successives.

Tout d'abord, cherchant à gagner et à consolider les sympathies des vastes masses laborieuses et de l'armée, le gouvernement bolcheviste pratiqua vis-à-vis des paysans une politique de " laisser faire ".

Les paysans - le lecteur le sait - commencèrent à s'emparer des biens fonciers dont les propriétaires étaient soit en fuite, soit chassés, longtemps avant la Révolution d'octobre. Le gouvernement bolcheviste n'eut qu'à sanctionner cet état de choses. (Décret du 25 octobre 1917.)

" D'eux-mêmes, les soldats ont cessé la guerre, tandis que les paysans se sont emparés des terres et les ouvriers, des usines ", constate P. Milioukov, historien et écrivain russe bien connu, ex-ministre du premier gouvernement provisoire : " Lénine n'eut qu'à sanctionner le fait accompli pour s'assurer les sympathies des soldats, des

paysans et des ouvriers ”.(P. Milioukov, *Histoire de Russie*, vol. III, p. 1274.) Il y a beaucoup de vrai dans cette affirmation du leader bourgeois, bien qu’il eût tort de ne tenir aucun compte de l’influence de la propagande et de l’activité des révolutionnaires. Avec cette réserve, son témoignage est particulièrement intéressant. Milioukov fut toujours fin observateur et connaisseur de la vie russe. Il détenait un poste lui permettant une bonne information. Enfin, il n’avait aucune raison de diminuer le rôle des bolcheviks, au contraire... (Remarquons en passant que ce témoignage est fort suggestif, non seulement par rapport au problème paysan et ouvrier lors d’une révolution, mais aussi en ce qui concerne le problème de la guerre.)

Avis à tous ceux qui, intentionnellement ou par ignorance, prétendent que la Révolution fut accomplie non pas par les masses, mais par les bolcheviks. C’est un point à souligner. Dans le fond, la Révolution d’octobre, de même que celle de février, fut réalisée et gagnée par les masses, bien entendu avec l’aide et le soutien des révolutionnaires de toutes tendances. Les masses étaient prêtes à la nouvelle Révolution ; elles la réalisaient de jour en jour, partout sur place. C’est ce qui importe ; c’est ce qui signifie ” accomplir la révolution ”. Quant aux bolcheviks, ils accomplirent un acte purement politique en s’emparant du pouvoir qui *devait tomber fatalement au cours de cette Révolution populaire en marche*. Par leur geste politique les bolcheviks arrêterent la véritable Révolution et déterminèrent sa déviation²⁷.

Cette constatation confirme, entre autres, la thèse fondamentale des anarchistes. Ceux-ci affirment, en effet, que lorsque les conditions nécessaires et favorables sont remplies, les masses sont parfaitement capables d’accomplir la Révolution elles-mêmes, avec l’aide et le concours des révolutionnaires. Ils ajoutent - et c’est ce qui est essentiel dans leur point de vue - qu’au lendemain de la victoire, *la Révolution devrait suivre le même chemin* : action libre des masses, soutenue par l’action libre des révolutionnaires de toutes tendances, sans qu’un parti politique, en éliminant les autres, s’installe au pouvoir, impose sa dictature et monopolise la Révolution.

Donc, au début - *première période* - Lénine ne toucha pas aux paysans. C’est pour cette raison, entre autres, que ceux-ci le soutinrent, lui laissant ainsi le temps nécessaire pour consolider son Pouvoir et son Etat. A cette époque, on disait même - surtout à l’étranger - que les paysans étaient ceux qui gagneraient le plus à la Révolution russe, et que les bolcheviks, en dépit de leur doctrine marxiste seraient obligés de s’appuyer, en fin de compte, non pas sur la classe ouvrière mais sur la classe paysanne.

Or, plus tard - *deuxième période* - au fur et à mesure que l’Etat s’affermissait et que, d’autre part, les villes leurs provisions épuisées, tournaient leur regard vers la campagne, Lénine commença à refermer de plus en plus le cercle autour des paysans.

Si les ouvriers des villes et des régions industrielles avaient eu, par le canal de leurs organisations indépendantes et agissantes, la liberté d’action et d’initiative, ils auraient certainement établi un contact économique direct et fécond avec les paysans pour la production, les échanges, etc. On peut être sûr qu’un tel contact entre les producteurs et les consommateurs libres des villes et de la campagne aurait abouti à des ententes et, finalement, à une solution pratique et heureuse de ce problème capital de la Révolution Sociale : celui des rapports entre les deux classes de travailleurs, entre les deux branches essentielles de l’économie nationale.

Mais, voilà ! Les ouvriers et leurs organisations n’avaient aucune liberté d’action, aucune initiative. Les paysans non plus. Tout se trouvait concentré entre les mains de l’Etat, du gouvernement. Lui seul pouvait agir, entreprendre, résoudre.

Dans ces conditions, et naturellement, tout le monde attendait ses décisions.

Les paysans qui, sur des suggestions et propositions directes des ouvriers, auraient certainement fait de leur propre initiative, depuis longtemps et d’une façon naturelle, spontanée et simple, le nécessaire auprès des villes, les paysans ne bougeaient pas, tant que le gouvernement - il était là pour cela ! - ne faisait pas connaître ses intentions.

²⁷ Les bolcheviks prétendent que s’ils n’avaient pas pris le pouvoir, la contre-révolution aurait repris le dessus et la Révolution aurait été abattue. Cette affirmation est gratuite. Les bolcheviks ont pu se saisir du pouvoir *parce que les vastes masses étaient pour la Révolution*. Les ” masses ” ce sont surtout les ouvriers, les paysans, les soldats. Les ouvriers prenant les usines, les paysans s’emparant des terres, les révolutionnaires aidant les uns et les autres, et les soldats étant partisans de la Révolution, quelle serait *la force* qui, sans industrie, sans fonds, sans aide et sans armée, aurait pu arrêter celle-ci ? L’étranger ? Qui sait quelles auraient été la situation et l’attitude des autres pays si la Révolution russe avait pris le chemin préconisé par les anarchistes ? Qui sait quelles en auraient été les conséquences ? A ce moment-là, il fallait débattre publiquement les deux thèses Les bolcheviks préférèrent étouffer l’autre. Le monde en subit les conséquences depuis un quart de siècle.

Par sa présence et ses fonctions mêmes, un gouvernement s'interpose entre les deux couches de travailleurs et les sépare. Automatiquement il les empêche de s'aboucher puisqu'il se charge d'intervenir auprès des deux en intermédiaire, en arbitre.

Or, lorsqu'elles émanent d'un gouvernement, les "dispositions" n'ont rien des relations directes de travailleurs à travailleurs. Par leur nature même, elles ne peuvent être autres que des prescriptions, des commandements, des ordres.

Donc, Lénine intervint. Naturellement, en tant que dictateur marxiste, il ne comprenait rien à la véritable situation. Il expliquait l'attitude indifférente des paysans, non pas comme une conséquence fatale de l'application du faux principe gouvernemental, mais comme une manifestation de leur "égoïsme", de leur "mentalité petite-bourgeoise", de leur "hostilité à l'égard des villes", etc.

Il agit et sévit. Par une série de décrets et d'ordonnances, il somma les paysans de remettre la plus grande partie de leur récolte à l'Etat. Cette sommation fut appuyée par la force armée et policière. Ce fut la période des réquisitions, des impôts en nature, des "expéditions armées", bref, du "communisme de guerre". La violence militaire s'abattit sur les paysans pour leur soustraire tout ce dont l'"Etat" avait besoin.

On défendit aux paysans de vendre leurs produits. On établit, sur les chemins de fer, sur les routes et autour des villes, des "barrages" pour empêcher cette vente qualifiée de "spéculation". Des milliers de paysans et d'autres "citoyens" furent arrêtés et une partie fusillés pour avoir enfreint ces mesures. Inutile de dire qu'on ramassait surtout les pauvres bougres qui portaient en ville un quelconque sac de farine à seule fin d'avoir quelques sous permettant d'augmenter leur subsistance quotidienne, ou encore des paysans qui cherchaient uniquement à venir en aide à leurs parents ou amis affamés. Les *vrais* spéculateurs en gros "forçaient" les barrages aisément à coups de pots-de-vin. Une fois de plus, dans le système étatiste, la réalité se moquait de la "théorie".

Bientôt, cette politique aboutit à des troubles sérieux. Les paysans opposèrent à la violence une résistance farouche. Ils cachaient leur blé ; ils réduisaient la surface d'ensemencement aux proportions strictement nécessaires pour satisfaire leurs besoins personnels ; ils tuaient leur bétail, ils sabotaient le travail, ils se dressaient çà et là contre les perquisitions et les réquisitions, ils assassinaient de plus en plus souvent les "commissaires" chargés de ces opérations.

Les villes se trouvèrent sous la menace d'être affamées, et aucune amélioration ne put être envisagée. Les ouvriers, subissant de dures privations, comprenant de mieux en mieux les véritables raisons de cette faillite et cherchant à redresser la Révolution, commencèrent à s'émouvoir sérieusement. Une partie de l'armée se montra assez disposée à soutenir ce mouvement des masses. (C'est ainsi que se produisit, en mars 1921, le grand soulèvement de Cronstadt dont nous nous occuperons dans la dernière partie de notre ouvrage.) La situation devenait critique.

Ne croyant pas son Etat, c'est-à-dire l'ensemble des forces d'appui et de coercition, assez consolidé pour réussir à imposer, coûte que coûte, sa volonté au pays, Lénine recula. Aussitôt après la "victoire" de Trotsky sur Cronstadt, il proclama la fameuse NEP : "la nouvelle politique économique".

La NEP forme la *troisième période* de l'évolution du problème agraire.

Elle ne fut "nouvelle" que par rapport à l'impitoyable rigueur et aux mesures militaires de la veille. Ce fut, tout simplement, une certaine détente. On alléga un peu la pression pour contenter les ventres et apaiser les esprits.

"La nouvelle politique" octroya aux paysans une certaine liberté de disposer du produit de leur travail : notamment d'en vendre une partie librement, au marché. Les barrages furent supprimés. Le petit commerce bénéficia de quelques "libéralités". La propriété individuelle recouvra quelques droits.

Mais, pour mille raisons, la NEP ne changea pas grand'chose. Elle ne constituait pas une solution. Ce fut une demi-mesure, vague et douteuse. Certes, elle rasséréna un peu l'atmosphère. Mais elle créa, en même temps, une sorte de flottement et de désorganisation. Elle aboutit rapidement à des confusions et à des contradictions lourdes de conséquences, aussi bien dans le domaine économique que dans la vie du pays en général.

D'autre part, la situation équivoque et instable qu'elle avait créée représentait un certain danger pour la sécurité du gouvernement. Ayant fait des concessions, celui-ci avouait une certaine faiblesse. Cet aveu indirect éveilla des espoirs dans les milieux bourgeois. Il donna une impulsion nouvelle à des forces et à des éléments

dont l'esprit et l'activité pouvaient devenir vite sédition et même dangereux pour le régime. Ceci d'autant plus que les sympathies des masses pour le bolchevisme s'étaient fortement émoussées depuis 1917, ce que le gouvernement n'ignorait pas. Le réveil éventuel des appétits bourgeois chez certains éléments de la paysannerie paraissait particulièrement redoutable.

Les membres du parti et les couches privilégiées en général, déjà formées dans ce nouvel Etat et assez influentes eurent peur. On insista auprès du gouvernement sur la nécessité d'en finir avec la " pause de la NEP " et de revenir au régime de l'Etat-patron, de l'Etat-poigne.

Pour toutes ces raisons Staline, qui remplaça Lénine mort en 1924, se vit obligé de choisir entre deux solutions : ou bien élargir encore la NEP, ce qui signifiait, en dépit de la possession des " leviers de commande ", ouvrir les portes à la restauration économique, et peut-être, politique du régime du capitalisme privé ; ou bien revenir à l'étatisme intégral, au régime totalitaire, et reprendre l'offensive à l'Etat contre les paysans.

Tout pesé, sûr de la puissance acquise et de la maîtrise de l'Etat, assuré du soutien actif des couches privilégiées ainsi que de l'appui d'une bonne partie de l'armée, définitivement assujettie, et de toutes les forces coercitives de " son appareil ", Staline finit par opter pour la deuxième décision. Il procéda, à partir de 1928, à l'étatisation totale de l'agriculture : étatisation appelée " collectivisation " et représentant la *quatrième période* de l'évolution du problème paysan.

Par la force des armes, par la terreur qui prit bientôt des formes et des proportions inouïes, l'Etat se mit à enlever au paysan resté propriétaire son lopin de terre, même moyen, même petit. Il entra ainsi en possession effective et complète du sol.

Avant cette opération, il fallait distinguer en U.R.S.S. :

1. Les " sovkhos " (abrégé du nom russe) : " possessions soviétiques ", *exploitées directement par l'Etat* ;
2. Les " kolkhoz " : " possessions collectives ", *exploitées en commun par les paysans y adhérant et travaillant sous la direction et sous le contrôle de l'Etat* ;
3. Les cultivateurs individuels, à l'époque sortes de fermiers de l'Etat, redevables vis-à-vis de celui-ci, comme les " kolkhoz " d'une partie plus ou moins importante de leurs produits.

Cette distinction disparut à la " collectivisation ". L'agriculture tout entière devint désormais *entreprise directe de l'Etat, propriétaire effectif du sol*. Tout " chantier agricole " prit le nom de " kolkhoz " ;

Tout paysan fut obligé par force d'entrer dans un " kolkhoz ". Son lopin de terre et ses biens furent confisqués. Et, soulignons-le, il s'agissait non seulement des paysans plus ou moins aisés, mais aussi *des millions de cultivateurs pauvres*, ayant juste de quoi se nourrir, n'employait pas de main-d'oeuvre et ne disposant que du strict nécessaire pour leur travail individuel.

Depuis cette époque, tout paysan en U.R.S.S. est obligatoirement attaché à un " kolkhoz ", comme l'ouvrier à une usine. L'Etat l'a transformé, non seulement en son fermier, mais en son *serf* et l'a contraint à travailler pour ce nouveau maître. Et, comme tout vrai maître, il ne lui laisse, sur le produit de son travail, que le minimum indispensable pour vivre : le reste, la plus grosse part, est mise à la disposition du gouvernement. Et, comme tout vrai maître, celui-ci en dispose à son gré, sans que le paysan en ait la moindre notion. Certes, ce reste ne va pas enrichir les capitalistes, mais il y a d'autres couches à engraisser en U.R.S.S.

Théoriquement, l'Etat " achète " aux " kolkhoz " leurs produits. C'est surtout sous cette forme qu'il rémunère le travail des paysans. Mais, propriétaire et acheteur unique, il paie pour ces produits un prix dérisoire. Cette rémunération n'est qu'une nouvelle forme d'exploitation des masses paysannes *par l'Etat capitaliste*.

Pour le comprendre, il suffit de constater que, d'après les données de la presse " soviétique ", l'Etat réalisa en 1936 *un bénéfice net de près de 25 millions de roubles par la vente des produits achetés aux " kolkhoz "*. Ou encore : en 1937, les " kolkhosiens " ne touchèrent que près de 50 pour 100 de la valeur réelle des produits de leur labeur. Le reste fut retenu comme impôts frais d'administration, retenues diverses, etc.

La quasi-totalité de la population paysanne de l'U.R.S.S. se retrouve aujourd'hui *dans un état de servage*. Cette organisation agricole rappelle les fameuses " colonies militaires " d'Araktchéieff, du temps du tzar Alexandre 1er. En fait, l'agriculture " soviétique " est " mécanisée ", " bureaucratifiée ", " militarisée ".

Pour arriver à ces fins, Staline dut recourir vis-à-vis des paysans à de terribles mesures de violence. En maints endroits la campagne n'accepta pas de bonne grâce les réformes annoncées : elle se cabra. Staline s'y attendait. Il n'hésita pas. Des millions de paysans furent emprisonnés, déportés ou fusillés à la moindre résistance. Des détachements de "troupes spéciales" - sorte de garde mobile ou de corps de gendarmerie et de police militarisée - remplirent surtout cette besogne. Au cours de ces "expéditions", nombre de villages récalcitrants ou rebelles furent brûlés et fauchés par l'artillerie et les mitrailleuses.

De plus, au cours de tous ces bouleversements, plusieurs famines dévastèrent des régions entières et emportèrent d'autres millions de victimes.

Finalement, "force resta à la loi". Il n'y a pas lieu de s'en étonner, ni de "rester sceptique" vis-à-vis de nos affirmations. Nous savons par d'autres exemples, tels que ceux du fascisme et de l'hitlérisme, à quel point un régime autoritaire, armé de tous les moyens modernes, peut subjuguier les masses et leur imposer sa volonté, en dépit de toutes les résistances et de tous les obstacles, *tant que la police et l'armée lui obéissent*.

D'aucuns diront que le gouvernement bolcheviste n'avait pas d'autres moyens pour sauvegarder son régime, pour sauver le pays de la famine permanente et d'autres désastres pires que le remède, pour "faire progresser l'agriculture", pour "assurer la marche vers le socialisme".

Nous sommes d'accord, sauf sur les buts.

Oui, le procédé étatiste, gouvernemental, n'a pas d'autres moyens d'action que ceux-là. Mais c'est, précisément, la preuve irréfutable que sa doctrine est erronée et que la situation créée est sans issue. Car, par ces moyens, jamais le socialisme ne sera réalisé.

Ce système peut "assurer" la marche, non "vers le socialisme", mais vers un *capitalisme d'Etat*, plus abominable encore que le capitalisme privé. Ce système n'est donc nullement un état "de transition", comme on veut souvent nous le faire croire : il est tout simplement un autre mode de domination et d'exploitation. On sera obligé de le combattre comme on a combattu - ou comme on combat aujourd'hui - d'autres systèmes à base de domination et d'exploitation.

Quant au "progrès de l'agriculture", nous sommes persuadés que la vraie collectivisation progressive de cette branche - comme de toute l'économie - sera réalisée par des forces qui n'auront rien de commun avec celles de la dictature politique étatiste.

Nous avons dit que depuis un moment le problème agraire se compliquait sérieusement en U.R.S.S. La masse paysanne menant une lutte, sourde mais efficace, contre l'Etat-patron et sabotant le travail des "kolkhoz", le rendement de l'agriculture commença à baisser catastrophiquement. Afin de stimuler les kolkhosiens et pour les réconcilier avec le système, on les autorisa alors à posséder, au sein même du "kolkhoz", une certaine propriété individuelle, d'ailleurs très restreinte : un peu de terre, quelque bétail, quelque outillage. On permit au kolkhosien de travailler un peu pour lui-même.

Le résultat fatal de cette mesure ne tarda pas à se faire sentir : la lutte entre le paysan et l'Etat se cristallisa bientôt autour de ce "secteur privé" ("autour de la vache", dit-on dans le pays).

Depuis ce temps, les paysans tendent opiniâtrement à augmenter leur "propriété", leurs droits et leur travail personnel au détriment du kolkhoz.

Quant à l'Etat, il s'oppose, naturellement, à cette tendance. Mais, d'autre part, il se voit obligé de ménager autant que possible le "secteur individuel" dont le rendement est supérieur à celui du kolkhoz et contribue fortement à la prospérité de l'Etat.

Actuellement, cette lutte et ces hésitations constituent le point névralgique du problème agraire en U.R.S.S. Il n'est pas impossible que le pays se trouve à la veille d'une nouvelle et cinquième période dans son évolution agricole.

Notons, toutefois, que ces détails et les autres ne changent rien au tableau général que nous venons de peindre.

8.4 Situation des fonctionnaires

La troisième couche sociale, dont l'importance devient énorme en U.R.S.S., est celle des bureaucrates, des *fonctionnaires*.

Du moment que les relations directes entre les diverses catégories de travailleurs sont supprimées, de même que leur initiative et leur liberté d'action, le fonctionnement de la machine d'Etat doit être nécessairement assuré par des intermédiaires dépendant de la direction centrale de la machine. Le nom que l'on donne à ces intermédiaires : fonctionnaires, désigne merveilleusement leur rôle qui consiste à *faire fonctionner* .

Dans les pays " libéraux " les fonctionnaires " font fonctionner " ce qui relève de l'Etat.

Dans un pays où l'Etat *est tout* , ils sont appelés à faire fonctionner le tout. Ce qui veut dire qu'ils sont chargés d'organiser, d'administrer, de coordonner, de surveiller, bref, de faire marcher la vie entière du pays : économique et autre.

Dans un pays aussi immense que l'U.R.S.S., cette " armée civile " de l'Etat-patron doit être extraordinairement nombreuse. Et en effet, la caste des fonctionnaires s'y élève à quelques millions. D'après E. Yourievsky, déjà cité, leur nombre global dépasse *neuf millions* . N'oublions pas qu'en U.R.S.S. il n'y a ni municipalités ni autres services ou organismes indépendants de l'Etat, ni entreprises privées quelles qu'elles soient.

Il va de soi qu'à part les petits employés subalternes, c'est la couche sociale la plus privilégiée. Sous ce rapport, seuls les cadres supérieurs militaires peuvent lui faire concurrence. Les services qu'elle rend au patron (Etat) sont inappréciables. A côté de l'armée et de la police, énormes aussi et bien dressées, la bureaucratie " soviétique " est une force de première importance. Au fond, tout repose sur elle. Non seulement elle sert l'Etat, l'organise, le régit, le fait marcher, le contrôle, etc., mais, ce qui est encore plus précieux, *elle soutient fidèlement et activement le régime* dont elle dépend entièrement. Au nom du gouvernement qu'elle représente, la haute bureaucratie commande, dicte, ordonne, prescrit, surveille, punit, sévit ; la moyenne et même la petite exécutent et commandent aussi, chaque fonctionnaire étant maître dans les limites qui lui sont assignées. Hiérarchiquement, tous sont responsables devant leurs supérieurs. Les plus hauts le sont devant le fonctionnaire-chef, le grand, le génial, l'infaillible Dictateur.

Les fonctionnaires se donnent corps et âme au gouvernement. Et ce dernier leur en sait gré : à l'exception du troupeau de petits employés dont la situation correspond à celle du troupeau ouvrier, les fonctionnaires " responsables " en U.R.S.S. sont l'objet de soins inlassables. Bonne rémunération et avancement sont garantis à tout fonctionnaire digne de ces faveurs. Tout fonctionnaire docile et appliqué est bien payé, choyé, félicité, décoré. Les plus dévoués et zélés avancent rapidement en grade et peuvent espérer arriver aux postes les plus élevés de l'Etat.

La médaille a pourtant son revers. Tout fonctionnaire est, au fond, un instrument et un jouet entre les mains de ses supérieurs. La moindre faute, erreur ou négligence peut lui coûter cher. Responsable uniquement devant ses chefs, tel un militaire, il est sanctionné par eux dans l'ordre administratif, suivant leur bonne volonté, sans autre forme de procès. C'est la destitution foudroyante, souvent la prison, parfois la mort. Le caprice personnel et l'arbitraire des chefs règnent sans appel. Le plus terrible est que, fréquemment, le fonctionnaire sanctionné n'est qu'un bouc émissaire, sa " faute " ou son échec étant imputable, soit aux dispositions défectueuses de ses supérieurs, soit aux conditions générales ou encore à la politique du gouvernement. " Staline a toujours raison " (comme Hitler en Allemagne). S'il y a maldonne, on trouve vite les coupables. Très souvent aussi - la chose est profondément ancrée dans les moeurs de la bureaucratie " soviétique " - le coupable tombe victime de la lutte pour l'existence ; la concurrence, la jalousie, les intrigues, ces éléments inséparables d'un arrivisme déchaîné, guettent le fonctionnaire à tous les instants de sa vie.

En revanche, certains écarts de la vie privée des hauts fonctionnaires, allant parfois jusqu'à la débauche, sont tolérés par le gouvernement, comme une sorte de délassément indispensable. Le Guépéou ferme les yeux. Ses chefs y participent. Le fameux Iagoda fut un gros noceur pervers. Et il y a encore des orgies à Moscou !

" Arriver " à tout prix et par tous les moyens, sans se faire prendre : tel est l'un des plus grands soucis et un des plus forts stimulants en U.R.S.S.

Aussitôt un peu au-dessus du niveau de l'immense troupeau des 150 millions d'ouvriers, paysans et petits employés tout fonctionnaire débutant peut, en se montrant dévotement et aveuglément soumis, en sachant flagorner et " jouer des coudes ", arriver à la " belle vie " .

C'est cet espoir qui pousse aujourd'hui tout jeune citoyen en U.R.S.S. vers l'instruction et l'étude. Il aspire et espère, comme le " stakhanoviste " , " sortir de la masse " qui se débat dans la misère. Il ambitionne un poste de chef, une voiture, une serviette en cuir, une paire de bonnes bottes, une bonne rémunération des décorations.

Sur ce chemin, il ne se gêne pas avec son prochain. Il sait à merveille se faufiler, bousculer, insinuer, intriguer, piétiner, écraser... Et, bien entendu, il sait aussi flatter, encenser, être obséquieux et servile.

Pour se rendre compte de tout cela, il suffit de suivre attentivement ce qui se passe dans le pays. Il suffit même de lire attentivement la presse " soviétique ", si l'on connaît suffisamment la vie, la mentalité et les moeurs russes en général. Les discours et les harangues des chefs, les distributions périodiques de décorations, les déclarations et interventions des délégués aux Congrès, les reportages locaux et les " petites histoires " quotidiennes qui trouvent leur place et leurs échos dans les journaux, toute cette documentation met celui qui sait la lire et la comprendre au courant de la situation.

D'après Yourievsky, sur les 10 millions environ de fonctionnaires en U.R.S.S., 2 millions (20%) sont des privilégiés. Le reste mène une existence plus ou moins pénible, agrémentée par l'espoir d' " en sortir " et d' " arriver ".

Si nous groupons toutes nos données, nous obtiendrons le tableau suivant, bien entendu approximatif :

- 1.500.000 ouvriers privilégiés sur 18.000.000
- 2.000.000 de fonctionnaires privilégiés sur 10.000.000
- 4.000.000 de paysans aisés sur 142.000.000
- 2.500.000 privilégiés divers : membres du parti (indépendamment de leurs fonctions), spécialistes, militaires, policiers, etc...

10.000.000 de privilégiés toutes catégories sur 170.000.000 : ces 10 millions constituent la nouvelle classe privilégiée en U.R.S.S. et le soutien réel du régime.

Le reste de la population : 160 millions d'âmes, n'est qu'un troupeau plus ou moins obscur, soumis, exploité et misérable.

8.5 La structure politique

Par notre analyse du rôle des fonctionnaires, nous touchons à la structure *politique du pays*.

Politiquement, l'U.R.S.S. est gouvernée par de hauts fonctionnaires d'Etat (comme la France, d'après la formule consacrée, est gouvernée par les " préfets ") et administrée, sous leurs ordres, par une innombrable armée de fonctionnaires subalternes.

Il nous reste à apporter à cette constatation certaines précisions indispensables,

Avant tout, il faut distinguer deux éléments absolument différents : l'un est constitué par *les apparences*, le décor, la mise en scène - seul héritage de la glorieuse Révolution d'octobre - l'autre est *la réalité*.

En apparence, l'U.R.S.S. est gouvernée par les *Soviets*. (" Les Soviets partout ! " clament les communistes français, sans savoir nullement à quoi s'en tenir sur les " Soviets ", sans avoir la moindre notion de leur vraie histoire ni de leur véritable rôle.)

Rien n'est plus faux ! Les braves gens qui, à l'étranger, croient encore sincèrement en ce mythe se laissent magistralement " rouler ".

Sans nous perdre ici dans des détails, établissons les faits essentiels, soulignant surtout les traits peu ou pas connus.

Depuis très longtemps, les " Soviets " (conseils ouvriers) ne jouent plus aucun rôle important en U.R.S.S., ni politique, ni social. Leur emploi est tout à fait secondaire et même insignifiant : ce sont des organes purement administratifs et exécutifs, chargés de petites besognes locales sans importance, entièrement soumis aux " directives " des autorités centrales : gouvernement et organes dirigeants du parti, Les Soviets n'ont même pas *l'ombre* d'un pouvoir.

Un grand malentendu règne, hors de Russie, sur les Soviets. Pour nombre de travailleurs des autres pays, le terme *Soviet* a quelque chose de mystique. Une foule de sincères, de naïfs - de " poires " pour dire le mot - prenant des vessies pour des lanternes, prêtent foi au décor " socialiste " et " révolutionnaire " des nouveaux imposteurs.

En Russie, les masses sont *contraintes*, par la violence et par d'autres méthodes à usage interne, de s'adapter à cette imposture (exactement comme elles le sont dans l'Allemagne de Hitler, dans l'Italie de Mussolini, etc.). Mais les millions de travailleurs des autres pays s'y laissent naïvement prendre, inconscients de la supercherie dont ils seront un jour les premières victimes.

Eclairons cette question des Soviets.

Deux faits essentiels sont à souligner :

Le premier. - La création des " Soviets " *eut lieu en Russie uniquement à défaut d'autres organisations ouvrières*, sous la nécessité pressante de former un organe d'information, de coordination et d'action commun à plusieurs usines. (Voir ici même, deuxième partie, chap. II.) Il est certain que si la Russie avait possédé en 1905 des syndicats ouvriers et un mouvement syndicaliste de classe, on n'aurait jamais eu l'idée de créer des " Soviets " ; on n'aurait jamais eu recours à ces organismes vagues, tout à fait fortuits et purement représentatifs.

Le second. - Au fond, un " Soviet " n'est nullement un organisme de lutte de classe, d'action révolutionnaire. Il ne peut être, non plus, une cellule vivante, agissante, de la transformation sociale ou de la nouvelle société naissante. Par sa structure même, c'est une institution molle, passive, d'allure plutôt bureaucratique ou, dans le meilleur cas, administrative. Un Soviet peut s'occuper de certaines petites besognes locales, sans plus. C'est une sorte de *conseil municipal ouvrier*. Mais - et cela est grave - par sa structure et surtout par ses prétentions, il peut devenir, dans certaines circonstances, un instrument entre les mains d'un parti politique ou d'un gouvernement, comme ce fut le cas en Russie. Il est donc sujet à la " maladie politique " et, partant, représente un danger certain pour la Révolution.

Pour ces deux raisons, tout ce fameux système " des Soviets ", produit des conditions spécifiques où se trouvait le mouvement ouvrier en Russie, *ne représente aucun intérêt ni aucune utilité pour les travailleurs des pays où il existe des organismes syndicaux, un mouvement syndical, une lutte syndicaliste ; pour les pays où les ouvriers ont depuis longtemps leurs organisations de classe, de combat et de reconstruction sociale ; pour les pays où les masses laborieuses se préparent à une lutte finale directe, en dehors de l'Etat, des partis politiques et d'un gouvernement quel qu'il soit.*

En apparence - avons-nous dit - la Russie est gouvernée par les Soviets (" libres émanations de la classe ouvrière ", d'après le mythe répandu à l'étranger).

Théoriquement, c'est-à-dire selon la vieille constitution " soviétique " écrite, le pouvoir suprême en U.R.S.S. appartient au Congrès Panrusse des Soviets, convoqué périodiquement et ayant, en principe, le droit de nommer, d'éliminer et de remplacer le gouvernement. En principe, les Soviets détiennent le pouvoir législatif, et leurs " Exécutifs ", le pouvoir exécutif.

En réalité, c'est le gouvernement lui-même : le Conseil des Commissaires du Peuple, émanation directe du parti communiste, qui détient, d'une façon absolue, *toute la force et tout le pouvoir*, aussi bien législatif qu'exécutif, dans le pays.

C'est le *gouvernement* qui est maître, non les Soviets.

C'est le *gouvernement* qui peut, s'il veut, écraser le Congrès des Soviets, ou tout Soviet pris séparément, ou tout membre d'un Soviet, en cas d'opposition ou de non-obéissance. Car c'est le gouvernement qui tient tous les " leviers de commande ".

Mais il y a mieux. Le véritable gouvernement du pays, ce n'est même pas le Conseil des Commissaires du Peuple qui, lui aussi, *n'est qu'un décor*, mais bien le *Politbureau* (Bureau politique), lequel comprend quelques sommités du parti, membres de son Comité central. Ce n'est pas tout. En fait, c'est le chef brutal et rusé du Politbureau, secrétaire et chef du parti et du Comité central, le " grand " et " génial " Staline (ou celui qui le remplacera), qui est *le véritable pouvoir suprême* : le dictateur, le " *Vojde* " (*Duce ou Führer*) du pays. Cet homme pourrait dire, avec beaucoup plus de raison que Louis XIV : " L'Etat (l'U.R.S.S.) c'est moi ! "

C'est Staline (ou son remplaçant éventuel) qui est soutenu par 1' " aréopage " (le Politbureau), le Conseil des Commissaires du Peuple, le parti tout entier, les " candidats " (aspirants) au parti, les couches privilégiées, la bureaucratie, l' " appareil " , l'armée et la police. Car tout ce monde dépend de lui, matériellement et moralement, et n'existe que grâce à lui. Tout ce monde croit aveuglément en sa force et en son habileté pour sauvegarder le régime, constamment menacé par le sourd mécontentement et la colère - pour l'instant impuissante - des vastes masses populaires trompées subjuguées et exploitées.

C'est lui - le " grand Chef " - et ensuite le Politbureau, le Comité central du parti et le Conseil des Commissaires du Peuple, qui imposent leurs volontés aux Soviets *et non l'inverse*.

D'aucuns prétendent que Staline et toutes ces institutions règnent *par le volonté du peuple* : car, dit-on, tous les membres du gouvernement, des organes dirigeants et des Soviets *sont élus*, d'une façon libre et secrète.

Or, en examinant de près le mécanisme et les dispositions qui le régissent, il est facile de se rendre compte, même sans y participer, que ces élections " libres et discrètes " ne sont qu'une comédie (plus ou moins comme partout ailleurs).

Si, tout au début, les élections aux Soviets, etc., étaient relativement libres et à peu près discrètes²⁸ - les vastes masses étant pour les Soviets, le gouvernement n'avait rien à craindre de ce côté et, d'autre part, il était impossible de décevoir ces masses immédiatement - cette liberté relative n'existe plus depuis fort longtemps. Depuis des années, les élections ne sont plus ni libres ni secrètes, et *ceci de façon tout à fait officielle*, n'en déplaie aux " suiveurs " ignorants des autres pays, qui ont toujours nié le fait. Il est notoire, en effet, que les prétendus " liberté " et " caractère secret " des élections furent " octroyés " au peuple récemment, par la fameuse " Constitution démocratique " de Staline. Le véritable but de ce geste fut d'apaiser le mécontentement grandissant en U.R.S.S. et, d'autre part, de jeter de la poudre aux yeux des travailleurs étrangers. Staline et son gouvernement avaient désormais la certitude de pouvoir rester maîtres de la situation, malgré la " liberté " et le " secret " des élections. L' " appareil " de l'Etat était suffisamment solide - et le peuple suffisamment dompté - pour que ce gouvernement eût à sa merci le troupeau votant, en dépit des " libéralités " accordées. Le texte même de la " Constitution " laisse percer ces calculs.

Aujourd'hui, malgré les apparences, les élections sont inspirées, voire imposées, menées, organisées et surveillées de près par les innombrables agents du gouvernement omnipotent. Les comités, les " cellules " et d'autres organes du Parti sur place " suggèrent " aux électeurs leurs " idées " et imposent leurs candidats. D'ailleurs, la liste de ces derniers est unique, présentée par le Parti Communiste. Il n'y a pas de concurrents. Qui oserait s'opposer à cette liste ou en présenter une autre ? Et dans quel but l'électeur " bouderait " -il, puisque ce geste ne pourrait rien changer à la situation, tout en pouvant mener le rétif en prison ?

Le vote est " libre " et " secret " dans ce sens que l'électeur peut manipuler la plume sans être surveillé par-dessus l'épaule. Mais quant à ce que sa plume peut coucher sur le papier, il n'a pas le choix. Son geste est " prédestiné ", donc purement automatique.

Ainsi, la composition des Soviets et leur soumission au gouvernement sont assurées d'avance. Et le " bulletin de vote " ne constitue qu'une supercherie de plus.

Rappelons au lecteur que la " Constitution de Staline " est la troisième depuis la Révolution d'octobre. La première, adoptée par le Ve Congrès des Soviets en juillet 1918, sous Lénine, établit les bases de l'Etat bolcheviste. La deuxième fut adoptée en 1924, encore sous Lénine. Elle apporta certaines précisions et modifications qui consolidèrent la puissance de l'Etat, en supprimant les derniers vestiges de l'indépendance des Soviets, des comités d'usines, etc. Enfin, la troisième fut octroyée par Staline et adoptée en 1936. Cette dernière ne changea rien à l'état des choses. Quelques remaniements de détail sans importance ; quelques vagues promesses ; quelques articles rabâchant des formules " démocratiques " aussitôt contredites par les articles suivants et, enfin, le remplacement des Congrès annuels panrusses des Soviets par un Soviet Supérieur permanent, renouvelable tous les quatre ans. Ce fut tout.

Je devrais parler maintenant du niveau *culturel* de cet étrange Etat.

Mais puisque, au fond, la culture ne fait pas partie de la *structure* d'un Etat, je préfère m'en occuper plus loin, dans le chapitre des *Réalisations*.

8.6 Vue d'ensemble

Pour achever le tableau que je viens de broser, voici quelques derniers coups de pinceau.

²⁸ La " dictée ", la surveillance, la menace existaient dès le début. D'autre part, notons en passant que les Commissaires du Peuple, les membres du Politbureau et d'autres organes suprêmes n'étaient jamais élus, mais désignés par le Comité central du parti, sous la pression du " génial Vojde " et validés par le Congrès des Soviets, instrument docile du Comité.

Le système bolcheviste veut que l'Etat-patron soit aussi, pour chaque citoyen, le fourrier, le guide moral, le juge, le distributeur de récompenses et de punitions.

L'Etat fournit à ce citoyen du travail et lui désigne un emploi - l'Etat le nourrit et le paie ! l'Etat le surveille ; l'Etat l'emploie et le manie à sa guise ; l'Etat l'éduque et le façonne ; l'Etat le juge ; l'Etat le récompense ou le châtie ; (em)ployeur²⁹, nourrisseur, protecteur, surveillant, éducateur, instructeur, juge, geôlier, bourreau - tout, absolument tout dans la même personne : celle d'un Etat qui, à l'aide de ses fonctionnaires, veut être omniprésent, omniscient, omnipotent. Malheur à celui qui chercherait à lui échapper !

Soulignons que l'Etat (le gouvernement) bolcheviste s'est emparé non seulement de tous les biens matériels et moraux existants, mais - ce qui est peut-être, le plus grave - il s'est fait aussi le détenteur perpétuel de toute vérité, dans tous les domaines : vérité historique, économique, politique, sociale, scientifique, philosophique ou autre. Dans tous les domaines le gouvernement bolcheviste se considère comme infaillible et appelé à mener l'humanité.

Lui seul possède la vérité. Lui seul sait où et comment se diriger. Lui seul est capable de mener à bien la Révolution Et alors, logiquement, fatalement, il prétend que les 175 millions d'hommes qui peuplent le pays doivent eux aussi le considérer comme seul porteur de la vérité : porteur infaillible, inattaquable, sacré. Et, logiquement, inévitablement, tout homme ou groupement osant, non pas combattre ce gouvernement, mais simplement douter de son infaillibilité, le critiquer, le contredire, le blâmer en quoi que ce soit, est considéré comme son ennemi et partant comme ennemi de la vérité, de la Révolution : le " contre-révolutionnaire " !

Il s'agit là d'un véritable *monopole de l'opinion et de la pensée*. Toute opinion, toute pensée autre que celle de l'Etat (ou gouvernement) est considérée comme une hérésie : hérésie dangereuse, inadmissible, criminelle. Et, logiquement, inmanquablement, intervient le châtement des hérétiques : la prison, l'exil, l'exécution.

Les syndicalistes et les anarchistes, farouchement persécutés *uniquement parce qu'ils osent avoir une opinion indépendante sur la Révolution*, en savent quelque chose.

Comme le lecteur le voit, ce système est bien celui *d'un esclavage complet, absolu, du peuple* : esclavage physique et moral. Si l'on veut, c'est une nouvelle et terrible *Inquisition sur le plan social*. Telle est l'oeuvre accomplie par le Parti bolcheviste.

Chercha-t-il ce résultat ? Y alla-t-il sciemment ?

Certainement non. Indubitablement, ses meilleurs représentants aspiraient à un système qui aurait permis la construction du vrai socialisme et aurait ouvert la route au communisme intégral. Ils étaient convaincus que les méthodes préconisées par leurs grands idéologues allaient y mener infailliblement. D'autre part, ils croyaient que tous les moyens étaient bons et justifiés, du moment qu'ils devaient mener au but.

Ils s'étaient trompés, ces sincères. Ils ont fait fausse route.

C'est pour cela que certains d'entre eux, ayant compris l'erreur irréparable et ne voulant pas survivre à leurs espoirs évanouis, se suicidèrent.

Naturellement, les conformistes et les arrivistes s'adaptèrent.

Je tiens à enregistrer ici un aveu qui m'a été fait, il y a quelques années, par un bolchevik éminent et sincère, lors d'une discussion serrée, passionnée. " Certainement, me dit-il, nous nous sommes égarés et engouffrés là où nous ne voulions ni ne pensions arriver. Mais nous tâcherons de revenir sur nos erreurs, de sortir de l'impasse, de retrouver le bon chemin. Et nous y réussirons."

On peut être absolument certain, au contraire, qu'ils ne réussirent pas, qu'ils n'en sortiront jamais. Car, la force logique des choses, la psychologie humaine générale, l'enchaînement des faits matériels, la suite déterminée des causes et des effets sont, *en fin de compte*, plus puissants que la volonté de quelques individus si forts et sincères qu'ils soient.

Ah, si *des millions d'hommes libres* s'étaient trompés, s'il s'agissait de *puissantes collectivités agissant en toute liberté, en toute franchise et en accord complet*, on aurait pu, par un effort commun de volonté, réparer les fautes et redresser la situation. Mais une tâche pareille est impossible pour un groupe d'individualités placées en dehors et au-dessus d'une masse humaine subjuguée et passive, face à des forces gigantesques qui les dominent.

²⁹ Note des transcripteurs : La parenthèse est de nous. Dans l'édition que nous utilisons apparaît seulement les lettres " ployeur ". Le mot " employeur " rend mieux le sens du texte de Voline.

Le parti bolcheviste cherche à construire le socialisme au moyen d'un Etat, d'un gouvernement, d'une action politique, centralisée et autoritaire. Il n'aboutit qu'à un capitalisme d'Etat monstrueux, meurtrier, basé sur une odieuse exploitation des masses "mécanisées", aveugles, inconscientes.

Plus il sera démontré que les chefs du parti furent sincères, énergiques, capables, et qu'ils étaient suivis par de vastes masses, mieux en ressortira la conclusion historique qui se dégage de leur oeuvre Cette conclusion, la voici :

Toute tentative d'accomplir la Révolution Sociale à l'aide d'un Etat, d'un gouvernement et d'une action politique - même si cette tentative est très sincère, très énergique, favorisée par les circonstances et épaulée par les masses - aboutira fatalement à un capitalisme d'Etat, le pire des capitalismes, et qui n'a absolument aucun rapport avec la marche de l'humanité vers la société socialiste.

Telle est la leçon mondiale de la formidable et décisive expérience bolcheviste : leçon qui fournit un puissant appui à la thèse libertaire et sera bientôt, à la lumière des événements, comprise par tous ceux qui peinent, souffrent, pensent et luttent.

8.7 Les " réalisations "

8.7.1 Le problème.

En dépit de nombreux ouvrages et études apportant une documentation abondante et des précisions irréfutables sur les prétendues " réalisations soviétiques ", bien des gens continuent à croire obstinément en ce mythe. Car bien des gens prétendent connaître et comprendre les choses sans les examiner de près, sans même se donner la peine de lire ce qui se publie.

Nombre de naïfs, prêtant une entière confiance aux affirmations des partisans de l'U.R.S.S., estiment sincèrement que les merveilleuses " réalisations " de l'unique " Etat socialiste " préparent le terrain pour le prochain " communisme " vrai et intégral.

Nous qui connaissons le pays, nous qui suivons de près ce qui s'y passe et s'y décèle, nous pouvons apprécier à leur juste valeur les " conquêtes " et les " prouesses " bolchevistes à ce jour.

Une analyse approfondie et détaillée de celles-ci n'est pas dans notre sujet. Mais nous tenons à répondre ici brièvement à cette fort intéressante et naturelle question :

Le capitalisme d'Etat auquel, d'après les propres aveux des communistes sincères, le bolchevisme a abouti en Russie, donne-t-il au moins des résultats appréciables au point de vue purement industriel, agricole, culturel ? Réalise-t-il des progrès dans ces domaines ? A-t-il réussi à donner un élan au pays arriéré industriellement, techniquement, politiquement, socialement ? Pourra-t-il un jour, en raison des progrès accomplis, faciliter la transformation sociale et le passage à la société socialiste de demain ? Ce capitalisme d'Etat peut-il être considéré comme une transition vers le socialisme : stade inévitable et indispensable dans un pays tel que l'était la Russie avant la Révolution ?

Nombre de gens prétendent que, dans les conditions données, les bolcheviks ont fait le maximum du possible. En raison de l'état rudimentaire de l'industrie, de la technique et de l'instruction générale des masses, disent-ils, l'unique but concevable *dans ce pays* était l'installation au pouvoir d'une élite intellectuelle qui, d'autorité, obligerait le peuple à rattraper les retards, créerait une puissante industrie, une technique moderne, une agriculture progressive, une activité éducative exemplaire. Cette tâche était la seule abordable. Et elle était indispensable dans ce pays. Les bolcheviks furent les seuls à la comprendre et à s'y consacrer résolument, ne s'arrêtant devant aucun moyen, devant aucun obstacle. Et ils eurent parfaitement raison de balayer impitoyablement tout ce qui pouvait les gêner dans cette oeuvre préparatoire. Car, l'avenir immédiat du pays et aussi celui du socialisme en général dépendaient de ces réalisations nécessaires et urgentes.

Les chapitres qui précèdent, incitent déjà, nous l'espérons, à réfléchir sur le bien-fondé de ces assertions.

Complétons notre exposé, *grosso modo*, par quelques faits, chiffres et constatations précises.

8.7.2 Le moyen d'investigation.

Il existe un excellent moyen de se rendre compte des réalisations *effectives* de l'Etat bolcheviste et de sa *véritable* situation. Ceci à condition, toutefois, de connaître le pays, son histoire, sa langue, ses moeurs, et surtout de savoir lire la presse soviétique. Il est à regretter que, faute de ces conditions essentielles, le moyen en question soit peu praticable hors de Russie.

Ce moyen consiste à suivre régulièrement les journaux qui paraissent en U.R.S.S., tout particulièrement les *Izvestia* et la *Pravda*.

Le gouvernement bolcheviste sait très bien que, sauf de rares exceptions, ces journaux ne sont pas lus à l'étranger. Misant, d'une part, sur l'ignorance de ce qui se passe réellement en U.R.S.S. et, d'autre part, sur les effets de son immense et intense *propagande*, le gouvernement se croit suffisamment à l'abri des révélations inopportunes. Obligé d'avouer et d'expliquer certaines faiblesses à sa propre population, il peut le faire en toute sécurité. Il tolère donc certains aveux dans ses journaux, tout en contrôlant, naturellement, leur objet, leur allure et leur dosage.

D'aveu en aveu, un lecteur régulier et attentif de la presse soviétique arrive fatalement à des conclusions édifiantes.

8.7.3 La presse " soviétique ".

Les rubriques suivantes doivent surtout attirer l'attention du chercheur :

1. Les éditoriaux ;
2. Les comptes rendus des Congrès (les discours des délégués tout particulièrement) ;
3. Les reportages et les correspondances locales ;
4. La chronique.

8.7.3.1 Les éditoriaux.

Les éditoriaux et autres articles de fond, fabriqués sur commande et exécutés toujours sur le même gabarit, revêtent, depuis des années, un même caractère invariable.

Chaque article débute par un hymne aux " réalisations " acquises :

Dans tel domaine, est-il dit notamment, nous avons fait des pas de géants. Tout va à merveille. " Le parti et le gouvernement " (formule consacrée répétée maintes fois dans chaque article) ont pris telle où telle décision, ils ont appliqué telle ou telle mesure ou promulgué tel ou tel décret. Nous sommes donc sûrs (on glisse imperceptiblement au temps futur) que, dès à présent, ceci ou cela *sera* fait ; que, très prochainement, on *aura réalisé* tel ou tel progrès ; qu'incessamment on *aura atteint* tel et tel résultat, etc.

Cette partie occupe généralement les deux tiers de l'article.

Ensuite vient, invariablement, un " Mais ", un " Cependant ", un " Pourtant " ou un " Toutefois " :

Mais, continue l'article, le parti et le gouvernement se voient obligés de constater que, d'après les derniers rapports reçus, les réalisations actuelles sont encore loin d'atteindre les résultats nécessaires ; que les belles promesses se font attendre ; que présentement il n'y a que ceci et cela de fait. Suivent les chiffres et les données en étonnante disproportion avec les prévisions.

Plus vous lisez, plus vous apercevez qu'en attendant le splendide *avenir*, le réel *présent* est déplorable : négligences, omissions, fautes graves, faiblesses, impuissance, désordre, pagaille, voilà ce que constate habituellement l'article. Et il continue, invariablement, par des appels désespérés : " Allons ! Accélérons la cadence ! Il faut se ressaisir ! Il est grand temps d'augmenter la production ! Moins de rebut ! Que les responsables y mettent de l'ordre ! Le parti et le gouvernement ont rempli leur devoir. C'est aux ouvriers de faire le leur ", etc.

Souvent l'article se termine par des menaces à l'égard de ces malheureux " responsables " et en général de ceux qui resteraient sourds aux appels " du parti et du gouvernement ".

Je me suis arrêté à ce détail de la presse soviétique, car il est extrêmement typique et se retrouve, jour après jour, depuis vingt ans. Cela en dit déjà long sur les "réalisations" *effectives*, précédentes.

8.7.3.2 Les comptes rendus des Congrès.

Les comptes rendus des Congrès sont particulièrement édifiants si l'on se donne la peine de suivre attentivement *les discours des délégués*.

Tous les délégués appartiennent, bien entendu, à l'"aristocratie" ouvrière privilégiée. Tous leurs discours se ressemblent comme des gouttes d'eau.

Chaque discours débute par une glorification démesurée de Staline : le grand, le génial, le bien-aimé, le vénéré, le surhomme, l'homme le plus sage de tous les peuples et de tous les siècles. Ensuite, tout délégué affirme que dans sa région - ou dans son domaine - on fait des efforts inouïs pour réaliser les prescriptions "du parti et du gouvernement", pour contenter le "Vojde" (Chef) adoré. Après quoi on entend de belles promesses pour l'avenir. Enfin, presque tous les délégués énumèrent servilement tout ce que le "parti et le gouvernement" ont déjà fait "pour les ouvriers". En guise d'exemple, le délégué cite habituellement son propre cas. Cette partie du discours est, généralement, la plus curieuse. Travaillant avec zèle et ayant atteint tels et tels résultats, dit le délégué, il a pu réaliser tel et tel gain, ce qui lui a permis d'avoir maintenant un intérieur coquets, de jolis meubles, un phono, un piano, etc. Et il espère faire mieux encore pour arriver à un train de vie encore plus agréable. "Il a bien raison, notre grand Staline, s'écrie le délégué : la vie en U.R.S.S. devient tous les jours plus gaie, plus aisée !" Fréquemment, il termine son discours sur une note naïve jusqu'au ridicule : "Les autorités m'ont promis, dit-il, en récompense de mes efforts, ceci et cela (un beau vélo, par exemple). La promesse n'est pas encore réalisée, mais j'attends patiemment, confiant dans mon gouvernement..." (Applaudissements prolongés du Congrès.)

Le but de ces discours, savamment inspirés, est clair. On dit aux ouvriers : "Travaillez avec zèle, obéissez aux autorités, vénérez votre "Vojde", et vous arriverez à sortir du troupeau, à vous créer une gentille existence bourgeoise.

Cette propagande porte ses fruits spécifiques. Le désir d'"arriver" fouette l'énergie de milliers d'individus en U.R.S.S. L'exemple de ceux qui "arrivent" décuple cette énergie. La caste dominante y trouve son profit. Mais le "socialisme" ? Patience, pauvres dupes !

Quant aux reportages, correspondances locales, chroniques, etc., ces rubriques nous permettent, en les suivant régulièrement, de nous faire une idée approximative et suggestive d'une multitude de faits journaliers, de ces "petits riens" qui, en réalité, composent et caractérisent l'existence. Au bout d'une pareille étude, on est suffisamment fixé sur le niveau social et le véritable esprit du "premier pays socialiste".

Naturellement, l'étude de cette documentation doit être complétée par la lecture des articles de revues, des statistiques, etc.

Quelles sont donc nos conclusions quant aux réalisations concrètes en U.R.S.S. ?

8.7.4 La propagande.

Il existe avant tout un domaine où le pouvoir "soviétique" a vraiment battu tous les records : c'est celui *de la propagande* ; plus exactement, celui du mensonge, de la tromperie et du bluff.

Dans ce domaine les bolcheviks se sont révélés maîtres hors concours³⁰.

Ayant entre leurs mains tous les moyens d'information, de publicité, etc., ils ont, d'une part, entouré le pays d'une véritable muraille protectrice à travers laquelle ils laissent passer uniquement ce qui correspond à leurs desseins ; et, d'autre part, ils utilisent tous les moyens pour monter et maintenir une entreprise incroyablement puissante de duperie, de truquage, de mise en scène et de mystification.

Cette propagande trompeuse à travers le monde est d'une envergure et d'une intensité sans égales. Des sommes considérables y sont sacrifiées. Jeter de la poudre aux yeux est une des tâches principales de l'Etat bolcheviste. Journaux, revues, brochures, livres, photos, cinéma, T.S.F., expositions, démonstrations, "témoignages", etc., tous les moyens, plus truqués les uns que les autres, sont utilisés.

³⁰ A côté d'eux, les "nazis" eux-mêmes ne sont que de modestes élèves et imitateurs.

Incontestablement, le gouvernement soviétique fait un large usage de subventions directes ou indirectes à l'étranger. Parmi les " Amis de l'U.R.S.S. ", par exemple, se trouvent des écrivains qui sont " amis " surtout parce que ce titre leur permet d'écouler leur production littéraire en U.R.S.S. ou d'entrevoir d'autres avantages dus à cette " amitié ".

La propagande par la parole ne suffisant pas, le gouvernement bolcheviste a magistralement organisé une duperie *par le fait*.

Nul ne peut entrer en U.R.S.S. sans une autorisation spéciale, très difficile à obtenir, à moins d'offrir une certaine garantie de sympathie pour le régime. Nul ne peut parcourir le pays librement ni examiner en toute indépendance ce qui l'intéresse. Par contre le gouvernement a patiemment et minutieusement monté un fastueux décorum. Il a exécuté tout un " montage " de promesses à exposer au monde ébloui. Il montre cet échafaudage en toute occasion. Les " délégations ouvrières " autorisées de temps à autre à passer quelques semaines en Russie, abominablement dupées (si leurs membres sont sincères), lui servent de moyen. De même la majorité écrasante de " touristes " ou de visiteurs isolés qui parcourent le pays sous l'oeil vigilant des mouchards, sans pouvoir comprendre quoi que ce soit à ce qui se passe réellement autour d'eux.

Usines, collectivités agricoles, écoles, musées, cantines, terrains de sports, de jeux ou de repos, etc., tout est préparé à l'avance, dans des endroits déterminés, et truqué d'une telle manière que le pauvre voyageur en reste " épaté " sans se douter de la supercherie.

Et même lorsqu'il voit quelque chose de vraiment bon ou beau, il ne se doute pas que cela concerne uniquement les 10 millions de privilégiés, mais nullement les 160 millions de " prolos " exploités.

Si la bourgeoisie des autres pays recourt à un " bourrage de crânes ", le bolchevisme, lui, fait du " superbouillage " tel que, de nos jours encore et en dépit de tous les témoignages sincères, des millions de travailleurs de tous les pays ne connaissent pas la vérité sur l'U.R.S.S.

Passons à d'autres réalisations.

8.7.5 La bureaucratie. - La nouvelle bourgeoisie. - L'armée.- La police.

Nous savons déjà que l'Etat bolcheviste a réussi à faire naître et à développer avec une rapidité vertigineuse *une bureaucratie formidable*, incomparable, inégalable, une bureaucratie qui forme actuellement à elle seule une caste privilégiée, " aristocratique ", de plus de 2 millions d'individus.

Il a réussi, d'autre part, à diviser la population de l'Etat " socialiste " en plusieurs catégories - 20 au moins - de salariés. On est arrivé à une inégalité des conditions sociales jamais atteinte par les Etats du capitalisme privé. Les catégories les plus basses perçoivent de 100 à 150 roubles par mois. Les catégories les plus élevées gagnent 3.000 roubles et plus³¹.

Il existe *une bourgeoisie d'Etat* en U.R.S.S. : bourgeoisie qui vit grassement, disposant de villas somptueuses, de voitures, de domestiques, etc.

L'Etat bolcheviste a su militariser les propres rangs du parti dirigeant en formant, surtout avec la jeunesse bolcheviste, des " corps d'armée spéciaux ", sortes de corps de gendarmerie ou de garde mobile. C'est à l'aide de ces corps spéciaux que le gouvernement bolcheviste écrasa l'émeute révolutionnaire de Cronstadt en 1921 et que, lorsqu'il le faut, il noie impitoyablement dans le sang les grèves, les manifestations et les révoltes qui se produisent dans ce pays de temps à autre, mais dont, naturellement, la presse bolcheviste ne souffle mot.

Telle qu'elle fut : ligotée, châtrée, bureaucratisée, embourgeoisée, embrigadée, défigurée et pétrifiée, la Révolution russe, nous l'avons dit, était impuissante à s'imposer *d'elle-même* au monde. Les bolcheviks finirent par s'en rendre compte. Ils comprirent aussi que, dans ces conditions, ils auraient tôt ou tard, presque fatalement, à défendre leur système - non seulement contre l' " ennemi intérieur ", mais contre le monde entier - et qu'ils auraient à le faire suivant les mêmes méthodes qui leur avaient servi pour s'imposer au pays : *la violence armée*.

Dès lors, ils s'appliquèrent inlassablement à forger l'instrument indispensable à l'emploi de cette méthode : *une armée moderne puissante*.

³¹ Ces chiffres se rapportent aux années 1936-1938.

Leur production minière et leur " industrie lourde " furent consacrées particulièrement à cette besogne. La tâche leur réussit dans une certaine mesure. Ils finirent par créer une armée régulière, façonnée sur le modèle de toutes les armées du monde : mécaniquement disciplinée, aveuglément dévouée au Pouvoir, nantie de grades et de décorations, bien nourrie, bien habillée et munie d'engins " dernier cri ".

Cette armée finit par devenir une force imposante.

Le bolchevisme a su, enfin, former *une police puissante*, en partie normale, mais surtout secrète, une police qui est, peut-être, la meilleure au monde puisqu'elle a réussi, jusqu'à ce jour, à maintenir dans l'obéissance une population subjuguée, trompée, exploitée, miséreuse. Il a su, tout particulièrement, élever *le mouchardage* à la hauteur d'une vertu civique. Tout membre du parti communiste - voire tout citoyen loyal - est tenu d'aider le " Guépéou ", de lui signaler les cas suspects, de moucharder, de dénoncer.

En fin de compte, le Pouvoir bolcheviste a réussi à réduire *en complet esclavage* 160 millions d'individus, dans le but de les amener un jour - par ce moyen infaillible, paraît-il - à la liberté, à la prospérité, au *vrai communisme*. En attendant, avec son administration entièrement bureaucratifiée, avec son économie totalement étatisée, avec son armée professionnelle et sa police omnipotente, ce Pouvoir aboutit à créer *un Etat bureaucratique, militaire et policier par excellence* : un modèle d' " Etat totalitaire " ; un mécanisme dominateur et exploiteur incomparable ; un véritable *Etat capitaliste*.

Toutes ces " prouesses " et " réalisations " sont indéniables.

Que dire des autres ?

8.7.6 Les autres " réalisations ".

Etablissons avant toute autre chose, et d'une façon catégorique, que, d'après les aveux mêmes des pouvoirs soviétiques, *aveux forcés, indirects, mais suffisamment nets*, les trois plus grandes tâches de l'Etat capitaliste :

La fameuse " industrialisation " du pays,

Les célèbres " plans quinquennaux ",

La formidable " collectivisation de l'agriculture ", ont abouti à un fiasco complet.

Certes, on a importé dans le pays une quantité imposante de machines, d'appareils et d'engins de toutes sortes ; on a érigé, dans certaines grandes villes, (les maisons modernes et, dans certains endroits, des habitations ouvrières, d'ailleurs très mal aménagées ; on a réalisé, à l'aide d'ingénieurs et de techniciens étrangers, quelques constructions gigantesques, telles que : le barrage de " Dnieprostroi ", les hauts fourneaux de " Magnitogorsk ", les vastes entreprises mécaniques de " Sverdlovsk ", le fameux canal " Biélooserski ", etc. ; enfin, on a repris, après l'arrêt dû aux années de tempête, les exploitations minières, la production du naphte, le fonctionnement régulier des usines. Cela, tout pays, tout régime l'aurait fait, sous peine de disparaître. Dans le cas présent, le problème a pour nous un tout autre sens.

Dans tout ce qui a été accompli par l'Etat bolcheviste, peut-on y voir de véritables réalisations qui intéressent notre point de vue ? Peut-on y constater un vrai *progrès général du pays*, progrès qui le mettrait sur le chemin de *l'émancipation sociale et culturelle des masses laborieuses*, sur le chemin du socialisme, du communisme ? L'activité du gouvernement bolcheviste créa-t-elle dans le pays les conditions indispensables à une telle évolution ? Réalisa-t-elle vraiment l'ébauche d'une société nouvelle ? Là est tout le problème.

L'industrialisation d'un pays ne peut être vraiment productive et progressive que si elle s'harmonise avec l'évolution générale et naturelle de celui-ci ; elle ne peut être utile socialement que si elle se trouve en harmonie avec l'ensemble de la vie économique et si, par conséquent, ses effets peuvent être utilement assimilés par la population. Dans le cas contraire, elle aboutit à des édifications peut-être impressionnantes, mais *socialement* inutiles.

On peut ériger tout ce qu'on veut lorsqu'on dispose de certains moyens et surtout d'une main-d'oeuvre asservie, maniable à souhait et payable par l'Etat-patron comme bon lui semble. Le problème ne consiste pas, cependant, à présenter des réalisations mécaniques ou autres, mais à pouvoir les mettre au service du but poursuivi.

Or, une industrialisation forcée, imposée à une population qui n'y est préparée à aucun point de vue, ne peut remplir ce rôle essentiel. Vouloir industrialiser par en haut un pays dont la population laborieuse n'est qu'un troupeau soumis, inerte et misérable, c'est vouloir industrialiser un désert.

Pour qu'un pays puisse s'industrialiser effectivement, il doit posséder un des deux éléments essentiels que voici ou bien une énergique, puissante et riche *bourgeoisie*, ou bien une population *maîtresse de ses destinées*, c'est-à-dire libre, consciente de ses besoins et de ses actes, avide de progrès et décidée à s'organiser pour le réaliser. Dans le premier cas, la bourgeoisie doit disposer d'un marché capable d'absorber rapidement les résultats d'une industrialisation. Dans le second, cette assimilation et l'industrialisation sont assurées par l'élan puissant de toute la population en marche vers le progrès.

La Révolution russe a supprimé la bourgeoisie. La première condition n'existait donc pas. Restait la seconde. Il fallait donner libre cours à l'évolution collective d'un peuple de 170 millions d'individus, peuple *spontanément prêt* à accomplir une formidable expérience sociale : bâtir une société sur des bases absolument nouvelles, non capitalistes et non étatistes. Il fallait, simplement *aider* ce peuple à réaliser l'expérience. L'immense progrès technique étant dans le monde humain un fait accompli, une rapide industrialisation et l'abondance de produits étant de nos jours, matériellement possibles, il n'y avait pas d'obstacles insurmontables pour que de puissantes collectivités humaines, emportées par un élan prodigieux et aidées par toutes les forces mûres disponibles, n'aboutissent pas, cette fois, au but recherché. Et qui sait quelle serait aujourd'hui la face du monde si cette route avait été prise ?

Le Parti bolcheviste n'a rien compris à cette tâche. Ayant saisi le pouvoir vacant, il voulut se substituer à la bourgeoisie déchue et à la masse libre créatrice. Il supprima les deux conditions pour les remplacer par une troisième : le *Pouvoir dictatorial* qui étouffe le vrai souffle de la Révolution - l'élan formidable de millions d'êtres humains vers le but - qui tarit toutes les sources vives du véritable progrès et barre la route à l'évolution effective de la société. Le résultat d'une telle erreur fut fatal : un " mécanisme ", des " mécanismes " sans vie, sans âme, sans création.

Nous savons aujourd'hui, nous basant sur des données précises et incontestables, qu'à part le secteur militaire, l' " industrialisation " bolcheviste aboutit, dans l'écrasante majorité des cas, à toutes sortes d'installations et de constructions stériles, surtout en ce qui concerne le véritable progrès économique, social et culturel d'un peuple.

Nous savons que les 75 pour 100 de toutes ces " formidables " édifications restent sans objet, ne fonctionnent pas ou fonctionnent mal.

Nous savons que les milliers de machines importées de l'étranger sont pour la plupart rapidement mises hors de service, abandonnées, perdues.

Nous savons que la main-d'oeuvre actuelle en U.R.S.S. : main-d'oeuvre qui n'est qu'un troupeau d'esclaves travaillant à contre-coeur et d'une façon abrutissante pour le compte du patron-Etat, ne sait pas les manier, les utiliser et qu'enfin la *population* n'en tire aucun profit. Seul l'équipement de l'armée en bénéficie, dans une certaine mesure.

Nous savons que le *peuple* - 160 millions d'individus sur 170 - vit dans des conditions effarantes de misère et d'abrutissement moral.

La prétendue " industrialisation " de l'U.R.S.S. n'est pas une prouesse ; elle n'est pas une " réalisation de l'Etat socialiste " : elle est *une entreprise anonyme de l'Etat-patron* obligé, après la faillite du " communisme de guerre " et ensuite de la N.E.P., de jouer sa dernière carte. Celle-ci consiste à bercer ses propres sujets, et aussi les naïfs de l'étranger, par la grandeur factice et illusoire de ses projets, dans l'espoir de se maintenir ainsi " jusqu'aux temps meilleurs ".

L' " industrialisation " de l'U.R.S.S. n'est qu'un *bluff*, rien de plus.

Les " *plans quinquennaux* " ne sont eux non plus qu'un immense bluff faisant suite à celui de l' " industrialisation ". Nous appuyant sur des faits et des chiffres précis, nous affirmons que ces plans ont fait une faillite complète. On commence aussi à s'en rendre compte un peu partout.

Quant à la " *collectivisation* ", nous en avons assez parlé pour ne pas insister. Le lecteur a vu ce qu'elle représente en réalité. Nous répétons qu'une telle " collectivisation " n'est nullement la vraie solution du problème agraire. Elle est loin d'être une " réalisation " socialiste ou même simplement sociale. Elle est un système de violence inutile et absolument stérile. Nous affirmons que le paysan sera gagné à la cause de la Révolution

Sociale par des moyens qui n'auront rien de commun avec ce retour au servage moyenâgeux, où le maître féodal est remplacé par le maître d'Etat.

8.7.7 Faits et chiffres.

Peut-on construire, ne disons pas le socialisme, mais tout bonnement une économie saine et progressive sur de telles bases ?

Voyons quelques faits et chiffres.

8.7.7.1 Les plans quinquennaux.

En 1939, l'U.R.S.S. s'est prononcée sur les résultats de la *troisième période Quinquennale*.

Tout au long des deux premières, les journaux soviétiques se plaignaient inlassablement des retards considérables dans l'exécution des plans. L'extraction des minerais et de la houille, l'exploitation des puits de pétrole, la production métallurgique, celle des produits textiles, les progrès de l'industrie lourde et de toutes autres, l'extension des voies ferrées et l'amélioration de leur matériel - bref, toutes les branches de l'activité économique se trouvaient en grand retard sur les prescriptions et les prévisions. On passait d'une période quinquennale à la suivante, tout en restant très en arrière des résultats à atteindre.

Le génial dictateur sévissait, frappait, exécutait.

Or, voici que les *Izvestia* se voient obligés d'avouer indirectement, dans une série d'articles d'août à novembre 1939, la faillite de la troisième tranche. Le journal constate que la production de l'acier et du fer s'est révélée en octobre 1939 inférieure à celle d'octobre 1938, pourtant insuffisante ; que le rendement a baissé dans toutes les branches de l'industrie métallurgique ; que plusieurs hauts fourneaux ont dû être éteints faute de charbon et de métal.

La situation devient critique à un tel point qu'à partir du mois de septembre la presse soviétique *cesse de communiquer les chiffres mensuels*.

- D'après les données de la presse soviétique, les usines de locomotives n'ont réalisé, au cours des deux premières périodes quinquennales, qu'un peu plus de 50 p. 100 du plan.
- Le nombre des wagons de marchandises ne put être augmenté que dans une proportion très en-dessous des prévisions du plan.
- Les fabuleuses entreprises telles que le " Dnieprostroï ", le " Magnitogorsk ", etc., fonctionnent mal. Plusieurs de ces entreprises subissent de longues périodes d'inactivité forcée.
- Les gigantesques projets d'électrification ne sont réalisés que dans une mesure insignifiante.
- Le commissaire du peuple Kossyguine déclare en mai 1939 que les entreprises textiles sont faiblement outillées et techniquement inaptées à travailler dans les proportions nécessaires. Il se plaint, en outre, d'un manque de liaison entre l'industrie textile, d'une part, et les producteurs de la matière première, de l'autre. " Les entreprises textiles, avoue-t-il, ne reçoivent pas assez de lin, de chanvre, de laine. Cependant, de grandes quantités de lin pourrissent dans les champs ; le chanvre récolté attend indéfiniment d'être transformé en fils ; et quant à la laine, les règles élémentaires de triage et de nettoyage sont négligées dans sa préparation, ce qui porte un préjudice énorme à la fabrication des tissus. On peut en dire autant, ajoute-t-il, de la préparation des cocons de soie."

On pourrait couvrir ainsi des pages et des pages avec des faits et des chiffres précis, puisés dans la presse bolcheviste et se rapportant à tous les domaines, pour prouver irréfutablement la faillite des " plans quinquennaux ".

8.7.7.2 L' " industrialisation ".

Pour décrire l'état lamentable de toutes les industries soviétiques, on n'a que l'embaras du choix.

- D'après les aveux des *Izvestia* (plusieurs numéros de janvier 1940), l'industrie houillère ne sait pas utiliser les nouvelles machines. Ce qui est l'une des raisons du rendement insuffisant.

- Les journaux soviétiques du 30 juillet 1939 sont consacrés à la " Journée des transports ferroviaires ". Les aveux que nous y découvrons sont exceptionnellement édifiants.
- Généralement les rails sont fournis par les usines en quantités très insuffisantes. Leur qualité est mauvaise.
- Quatre grandes usines fabriquent des rails en U.R.S.S. Depuis quelque temps, ces usines ont cessé de fabriquer des rails de première qualité. Les chemins de fer doivent donc se contenter des rails de seconde et de troisième qualité. Or, parmi ceux-ci jusqu'à 20 % sont inutilisables.
- En juillet 1939, en pleins travaux de réparation de voies, la grande usine " Kouznetzki " cesse brusquement toute livraison de rails. La raison ? Manque d'outillage pour le percement des trous.
- D'une façon générale, les pièces détachées indispensables pour les travaux de réparation n'arrivent pas, ce qui arrête tout travail.
- Trois grandes usines qui fabriquent diverses pièces détachées pour les chemins de fer interrompent très souvent la livraison faute d'acier, d'outils ou pour d'autres raisons. Un cas est cité, entre autres, où il ne manquait à l'usine que 180 pounds (environ 3 tonnes) de métal, seulement. Néanmoins, *toute* la livraison fut bloquée et les chemins de fer manquèrent d'un *million* de pièces de rechange.
- Très souvent aussi, les usines livrent telles ou telles pièces, mais négligent de fournir telles autres, aussi indispensables. Les rails sont là, mais ils gisent à terre et se détériorent, faute de crampons, par exemple.
- Les autorités ont beau sévir. Le gouvernement a beau lancer des S.O.S. et établir les " responsabilités ", toutes ces mesures restent inefficaces et les rapports officiels sont obligés de constater, de temps à autre, que l'une des raisons de toutes ces lacunes est " *l'absence de tout intérêt, de tout entrain chez les masses laborieuses* ". D'après certains aveux des organes compétents, l'indifférence des ouvriers frise le sabotage.

On parle aussi beaucoup " d'excès de centralisation ", de " bureaucratisme ", d' " incurie générale ", etc.

Mais *parler* ne signifie pas *remédier*. Or, il n'existe pas de remède. Il faut donc condamner le système tout entier

- D'après d'autres aveux de la presse soviétique, toutes les exploitations minières, ainsi que celle du naphte, souffrent d'un *manque d'organisation*. Leur rendement reste faible, malgré l'emploi des machines (qui d'ailleurs, sont souvent dans un très mauvais état) et en dépit de toutes les mesures officielles. Les numéros de la *Pravda* de décembre 1939 constatent que le rendement des entreprises houillères de l'Oural baisse continuellement.
- Vers la même époque, les journaux se plaignent d'un gâchis inextricable dans l'industrie chimique.
- Par ailleurs, nous apprenons que l'usine " Le Proletariat Rouge " qui, d'après la *Pravda*, est à l'avant-garde de l'industrie métallurgique en U.R.S.S., n'arrive à produire que 40 pour 100 de métal, en raison d' " un grand désordre technique et administratif ".

Nous pourrions continuer les exemples et les citations à l'infini.

Dans tous les domaines, la situation de l'industrie en U.R.S.S. a toujours été et reste de nos jours la même : lamentable. La vraie industrialisation n'est qu'un mythe. Il y a *des machines*, il n'y a pas *d'industrialisation*.

8.7.7.3 La " collectivisation ".

On pourrait amonceler des volumes de données édifiantes, recueillies çà et là dans la presse bolcheviste.

Citons quelques faits, toujours pris au hasard dans des journaux russes :

- Pour ce qui concerne la récolte de 1939, *l'Agriculture socialiste* du 8 août constate que, partout, les travaux de récolte sont très en retard, et souvent mettent la moisson en péril. Par endroits, la récolte est à peu près

manquée. Selon la section agraire du Comité central du parti, la raison principale en est dans *l'insuffisance des moyens techniques* due, à son tour, à *la négligence, à la désorganisation, à l'incurie et à des retards de toutes sortes.*

Ainsi, par exemple, les pièces de rechange indispensables pour les machines réalisées n'arrivent pas à temps ou sont livrées en quantités insuffisantes.

- La construction des ateliers de réparation est partout très en retard. Par exemple, une centrale qui, s'engage à construire pour telle date 300 ateliers, n'en achève que... 14 ! Une autre en construit 8 sur 353 promis, et ainsi de suite. Dans le district de Koursk, 3 ateliers seulement sur les 91 du plan ont été terminés.
- D'autre part (toujours d'après les aveux du journal) les travaux de récolte sont en difficulté car, cette année (1939), de grandes quantités de blé ont été couchées par les intempéries. Or, les instructions sur la façon d'adapter les machines à la récolte du blé couché se laissent toujours attendre :
- Enfin, continue le journal, les cadres des ouvriers qualifiés ont sensiblement diminué cette année car, en beaucoup d'endroits, les mécaniciens et les conducteurs des machines n'ont pas encore été payés pour l'année passée. La raison ? On paie ces ouvriers après que les kolkhoz ont effectué leurs versements. Or, en beaucoup d'endroits, ces derniers n'ont encore rien versé.
- Les *Izvestia* et *L'Agriculture socialiste* constatent qu'en 1939, à cause de tous ces " contretemps ", on a moissonné au 1er août 64 millions d'hectares de blé en moins par rapport à 1938.
- La presse soviétique de novembre 1939 se plaint des retards considérables dans la récolte des pommes de terre et d'autres légumes. Les raisons ? Le manque d'hommes et de chevaux, la défectueuse livraison de l'essence et, surtout l'incurie des kolkhoziens.
- Les *Izvestia* du 4 novembre 1939 avouent qu'au 25 octobre les sovkhoses n'ont fourni que 67 % des semences obligatoires du plan ; que les kolkhoz ont rempli seulement 59 % de leurs obligations de paiements ; qu'à la même date, 34 % seulement de pommes de terre et 63 % de légumes en général ont été livrés par les kolkhoz à l'Etat.
- En juillet 1939, un Congrès d'éleveurs d'Etat en Ukraine constate : 1° qu'il existe beaucoup de kolkhoz n'ayant aucun cheptel (45 % en Khirguisie ; 62 % en Tadjikie ; 17 % dans le district de Riasan ; 11 % dans celui de Kirovsk ; 34 % en Ukraine etc.) ; 2° que de très nombreux kolkhoz ne disposent que d'un cheptel dérisoire : ainsi, en Ukraine, presque 50 % des kolkhoz ont moins de 10 vaches (" tout juste pour que ça sente un peu la vache " plaisante le rapporteur) ; 3° que, d'une façon générale, le nombre de têtes de bétail avait beaucoup diminué en U.R.S.S. depuis la collectivisation.

Et le plus curieux est que, comme partout ailleurs, aucune mesure vraiment franche, pratique et efficace ne put être trouvée.

Faut-il continuer ?

Ces faits, ces aveux et ces lamentations durent depuis vingt ans. Et, pour bien d'autres domaines, on pourrait poursuivre cette énumération à l'infini.

En U.R.S.S. on y fait plus attention. On se plie, dans la mesure nécessaire, aux exigences des autorités et... " on se débrouille comme on peut ".

A l'étranger, jusqu'à ces derniers temps, on n'en savait généralement rien. Actuellement, la vérité commence à percer. Pour être pleinement édifié, le lecteur n'a qu'à se pencher sur les ouvrages de plus en plus nombreux qui traitent ces problèmes et révèlent ces faits.

Quant à nous, nous avons tenu à citer ici quelques faits et chiffres pour permettre au lecteur de prévoir d'ores et déjà la réponse aux questions fondamentales qui nous intéressent ! Notre sujet principal ne nous permet pas de nous y attarder.

Cependant notons encore un fait important et tout récent.

Les dernières mesures prises par le gouvernement bolcheviste pour stimuler l'activité des kolkhoz sont typiques.

Déjà en été 1939, certains organes de presse - par exemple, *L'oeuvre constructrice du Parti*, n° X - constataient que le mal essentiel du système soviétique était " le peu d'intérêt du kolkhozien à fournir un travail de qualité et à obtenir de bonnes récoltes ". Inspirée d'en haut, la presse se mit à travailler ce sujet.

Un peu plus tard, en janvier 1940, les *Izvestia* déclarent que " le Parti et le gouvernement " avaient pris la décision de stimuler l'intérêt économique des kolkhoziens. Dans ce but, affirma-t-on, dorénavant " chaque kolkhozien devra avoir la certitude que tout excédent de récolte par lui obtenu restera à la disposition entière du kolkhoz et servira à améliorer son économie " (*Donc, précédemment ce n'était pas le cas*). Et on ajoutait qu'il était très important de " développer l'initiative créatrice - des masses kolkhoziennes ".

Enfin, par un arrêté en date du 18 janvier 1940 le Comité central du Parti et le Conseil des Commissaires du Peuple accordaient aux kolkhoz une certaine indépendance économique. Chaque kolkhoz obtenait le droit d'établir lui-même le plan des semailles (lequel, naturellement, devrait toujours être " validé par les autorités officielles ").

Il va de soi que cette sorte de NEP kolkhozienne restera lettre morte. Elle n'est qu'une manoeuvre du gouvernement due surtout à ses revers dans la guerre finlandaise et pratiquement contrecarrée par toute l'ambiance. D'ailleurs, la masse paysanne a parfaitement compris cette nouvelle machination ; elle a accueilli la " réforme " avec une totale indifférence.

Nous avons tenu à en parler, car cette petite histoire jette une lumière très vive sur le véritable caractère de la " collectivisation " bolcheviste.

Rappelons-nous que, d'une façon générale, cette prétendue " collectivisation " forcée, entreprise dans le but d'asservir complètement le paysan à l'Etat et représentant une nouvelle forme de servage, craque de toutes parts. Elle ne réalise aucun progrès. Son échec est certain. Ce que nous venons de voir ne laisse aucun doute à ce sujet.

D'ailleurs, la presse soviétique elle-même est obligée d'insister de plus en plus sur la gravité de la lutte du " secteur individuel " contre le " secteur socialiste " dans l'agriculture de l'U.R.S.S. Celui-ci est négligé, abandonné, même carrément saboté par les paysans à la moindre occasion et par mille moyens. La situation est considérée finalement comme " très sérieuse ". Les quelques apparentes concessions sont des tentatives d'éveiller chez le kolkhozien un intérêt pour leur kolkhoz et de combattre les tendances contraires à cet intérêt.

Il n'y a pas le moindre doute que ces tentatives échoueront. La lutte du paysan contre le servage continuera.

8.7.8 Les " réalisations " sur le " front culturel ".

Abandonnons le plan " matériel " : économique, industriel, technique. Abordons certains domaines qu'il serait possible de qualifier " spirituels ".

Trois points surtout demandent des précisions :

1. Le problème de l'éducation et de l'instruction du peuple ;
2. L'émancipation de la femme ;
3. Le problème religieux.

Je regrette de ne pouvoir m'arrêter longuement sur chacun de ces sujets. Une pareille tâche exigerait trop de place. Elle n'est pas le but de cet ouvrage. Bornons-nous à en établir les quelques traits essentiels.

8.7.8.1 L'éducation et l'instruction.

Depuis des années, les ignorants et les intéressés prétendent qu'ayant trouvé le pays dans un état totalement inculte, presque " sauvage ", les bolcheviks lui ont fait accomplir " un pas de géant " sur le chemin de la culture générale, de l'instruction et de l'éducation.

Des voyageurs étrangers, après avoir visité telle ou telle, grande ville, nous parlent des merveilles qu'ils ont pu voir " de leurs propres yeux ".

N'ai-je pas entendu affirmer avec la plus parfaite assurance, qu'avant les bolcheviks " il n'y avait presque pas d'écoles populaires en Russie " et qu'actuellement " il y en a de splendides à peu près partout " ? N'ai-je pas entendu dire par un conférencier que, " avant la Révolution il n'y avait dans le pays que deux ou trois Universités, et que les bolcheviks en ont créé plusieurs ? " Ne raconte-t-on pas qu'avant les bolcheviks le peuple russe, presque entier, ne savait ni lire ni écrire et que maintenant ce type d'illettré total a presque disparu ? Ne dit-on pas - je cite ce cas comme exemple de l'ignorance et des fausses assertions concernant la Russie - ne dit-on pas que la loi tzariste interdisait aux ouvriers et aux paysans l'accès des écoles secondaires et supérieures ?

Quant aux voyageurs, il est certain qu'ils peuvent observer et même admirer dans de grandes villes de l'U.R.S.S. quelques belles écoles modernes, bien équipées et bien organisées : d'abord, parce que de telles écoles modèles sont l'un des apanages de toutes les grandes villes du monde (un voyageur pouvait faire les mêmes constatations en Russie tzariste) ; ensuite, parce que l'installation de telles écoles fait partie du programme démonstratif et décoratif du gouvernement bolcheviste. Mais il est clair que la situation dans quelques grandes villes ne signifie rien quant à l'état des choses *dans le pays*, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays aussi vaste que la Russie. Un voyageur qui voudrait formuler de conclusions se rapprochant de la vérité devrait aller voir les choses et suivre leur évolution au jour le jour, pendant au moins quelques semaines, dans les profondeurs du pays : dans les nombreuses petites villes, dans les innombrables villages, dans les kolkhoz, dans les usines éloignées des grands centres, etc. Quel est donc le voyageur qui a eu l'idée, obtenu l'autorisation et la possibilité de le faire ?

Et quant aux légendes du genre de celles dont je viens de donner quelques échantillons, nous leur avons déjà réglé leur compte dans d'autres parties de cet ouvrage.

Personne ne prétendra que l'instruction et l'éducation du peuple étaient suffisamment répandues dans la Russie d'avant la Révolution. (Elles ne l'étaient d'ailleurs, dans aucun pays. Il n'y avait qu'une différence de détails et de nuances.) Personne ne contestera que la quantité de gens ne sachant ni lire et écrire restait encore très élevée dans la Russie tzariste et que l'instruction populaire y était très en retard par rapport à certains pays occidentaux. Mais de là aux affirmations dont je viens de citer des exemples, il y a de la marge.

Il est assez facile d'établir l'exacte vérité.

D'une part, le réseau des écoles primaires, secondaires et supérieures dans la Russie d'avant la Révolution était déjà assez impressionnant, sans être suffisant. C'est surtout par rapport à *l'enseignement lui-même* que la situation était défectueuse : les programmes, les méthodes et les moyens étaient lamentables. Naturellement, le gouvernement se souciait fort peu de l'instruction véritable du peuple. Et quant aux municipalités et aux particuliers, surveillés par les autorités et tenus de suivre les programmes officiels, ni les unes ni les autres ne pouvaient aboutir à de grands résultats, tout en ayant réussi quelques belles réalisations.

D'autre part, les prétendus " énormes progrès " réalisés dans ce domaine par le gouvernement bolcheviste sont en réalité très médiocres.

Pour se rendre compte, il suffit, comme en d'autres matières, de suivre de près la presse soviétique authentique.

Comme par ailleurs, ses lamentations et ses aveux à ce sujet, depuis des années, sont très éloquentes.

Arrêtons-nous à quelques citations plus ou moins récentes.

D'après les déclarations générales et les chiffres officiels globaux, l'enseignement en U.R.S.S. se poursuit d'une façon plus que satisfaisante. Le nombre des élèves dans les écoles primaires et secondaires atteignait en 1935-36 le chiffre imposant de 25 millions ; le nombre des étudiants dans les écoles supérieures s'élevait à 520.000. En 1936-37, les chiffres respectifs étaient : 28 millions et 560.000. Enfin, en 1939 (*Pravda* du 31 mai) : 29,7 millions et 600.000. Près d'un million d'élèves recevaient un enseignement technique : industriel, commercial, agricole, etc. Les cours pour les adultes étaient nombreux dans le pays. Le désir de s'instruire y est très vif.

Il est naturel qu'un gouvernement issu de la Révolution et se prétendant populaire s'efforce de satisfaire les aspirations du peuple à une bonne instruction. Il est normal que ce gouvernement soumette le système d'enseignement à une réforme fondamentale. Tout gouvernement post-révolutionnaire en eût fait autant.

Pour juger l'oeuvre du gouvernement bolcheviste en connaissance de cause, les chiffres officiels et quantitatifs ne suffisent pas.

Le vrai problème est de savoir quelles sont *la qualité* et *la valeur* de ce nouvel enseignement.

Il faut se demander si le gouvernement a réussi à organiser un *bon* enseignement, à assurer une instruction *valable, profonde, solide*.

Il faut savoir si l'instruction et l'éducation en U.R.S.S. sont capables de former des hommes constructeurs d'une vie nouvelle, des militants de l'oeuvre socialiste.

A cette question fondamentale, la presse soviétique elle-même, par ses aveux qui durent depuis des années, répond négativement .

Mais, tout d'abord, constatons que l'enseignement en U.R.S.S. *n'est pas égal pour tout le monde*. En effet, l'enseignement *supérieur* n'y est pas gratuit. (Voir la " Constitution " de Staline, art. 125.) La majorité des étudiants sont *boursiers* de l'Etat. Et les autres ? Bon nombre de jeunes sont donc privés de l'instruction supérieure qui devient ainsi *un privilège* accordé selon le bon plaisir du gouvernement.

Nous le notons en passant, car il y a d'autres défauts beaucoup plus graves.

Depuis des années, les mêmes constatations et lamentations reviennent invariablement dans les colonnes des journaux soviétiques.

1. Le gouvernement ne réussit pas encore à produire une quantité suffisante de *manuels scolaires*. La bureaucratie, le centralisme, les lenteurs administratives, etc., empêchent d'y arriver.
Le président du Comité dirigeant les écoles supérieures, un certain Kaftanoff, dut avouer dans son discours (*Pravda* du 31 mai 1939) que les écoles supérieures manquaient totalement de manuels. On a enfin réussi à en éditer une petite quantité en 1939. Et encore, une bonne partie de ceux-ci ne constitue que la réimpression de manuels parus avant la Révolution.
2. Même constatation, d'année en année, pour les *fournitures d'école*. Leur pénurie ou leur très mauvaise qualité gêne sérieusement l'oeuvre d'instruction.
3. La quantité *d'édifices scolaires* est absolument insuffisante. Elle s'accroît très lentement, ce qui crée un grave obstacle aux progrès réels de l'instruction. De plus, les édifices existants sont dans un très mauvais état, et ceux qu'on construit - toujours à la hâte et sans soin - sont défectueux et se dégradent rapidement.

Cependant, les défauts signalés ne sont pas les plus importants.

Un mal beaucoup plus profond paralyse l'oeuvre d'éducation en U.R.S.S. : *le manque d'instituteurs et de professeurs*.

Depuis 1935, les *Izvestia*, la *Pravda* et d'autres journaux soviétiques abondent en aveux et en pleurs à ce sujet.

Selon ces aveux, la préparation des cadres d'instituteurs ne répond nullement aux nécessités du pays. En 1937, par exemple, 50 % seulement du " plan " des cadres ont été obtenus.

Des centaines et parfois des milliers d'instituteurs manquent dans les districts.

Ce n'est pas tout. Ceux qui exercent leur fonction sont loin d'être dûment qualifiés. Ainsi, les deux tiers environ des professeurs d'écoles secondaires n'ont pas reçu une instruction supérieure. De même, les deux tiers des instituteurs primaires manquent d'instruction secondaire.

La presse soviétique se plaint amèrement de *l'ignorance crasse* des instituteurs et cite de nombreux exemples ahurissants de leur inaptitude et de leur incompetence.

En résumé - et *en réalité* - l'instruction et l'éducation en U.R.S.S. sont dans un état lamentable.

Hors des grandes villes et de leur factice décorum, il n'existe ni assez de manuels, ni assez de fournitures, ni assez d'écoles, ni assez de maîtres. Les édifices scolaires manquent d'installations élémentaires, de locaux, d'hygiène, souvent même de chauffage.

Dans les profondeurs du pays, l'enseignement populaire se trouve dans un état d'abandon incroyable. C'est la pagaille absolue.

Dans ces conditions, les prétendus " 90 % de la population " plus ou moins lettrés, ne sont-ils pas un mythe de plus ?

La presse soviétique elle-même y répond. D'année en année elle constate l'absence de la plus élémentaire instruction et un niveau culturel très bas, non seulement dans la masse du peuple, mais aussi chez la jeunesse scolaire, chez les étudiants, les instituteurs et les professeurs.

Les efforts du gouvernement pour remédier à cet état de choses n'aboutissent pas. L'ambiance générale, *le fond même du système bolcheviste* constituent un obstacle insurmontable à toute amélioration effective de la situation.

La tendance même de tout le système d'enseignement en U.R.S.S. empêche le succès. On fait plutôt de *la propagande* que de l'instruction ou de l'éducation. On bourre le crâne aux élèves avec les doctrines rigides du bolchevisme et du marxisme. *Aucune initiative, aucun esprit critique, aucune liberté de doute ni d'examen ne sont tolérés.*

L'enseignement tout entier est pénétré d'un esprit *scolastique* : morne, dur, figé.

Le manque général de toute liberté d'opinion, l'absence de toute discussion ou d'action indépendantes, voire de tout échange d'idées dans le pays où seul le dogme marxiste est admis, tout cela interdit la véritable instruction et la vraie éducation du peuple.

Les voyageurs - observateurs nécessairement superficiels et souvent naïfs - admirent les institutions culturelles et sportives qu'ils ont vues " de leurs propres yeux " lors de quelques rapides visites officielles à Moscou, à Léninegrad et dans deux ou trois autres villes.

Mais voilà ce que nous trouvons, par exemple, dans le n° 168 du journal *Troud* (juillet 1939) :

Les mineurs du bassin du Donetz y posent aux autorités la question suivante (chose rare : le document a été publié) :

Quelle est l'utilité des retenues effectuées sur leurs salaires en vue de l'entretien du " Palais de la Culture " à Gorlovka (une localité industrielle du bassin) ?

En cette année 1939, disent les mineurs, le coût de cet entretien atteint quelques millions de roubles. Le budget du " Club des mineurs " s'élève, seul, à 1.173.000 roubles. Sur cette somme, plus de 700.000 sont payés à l'industrie cinématographique pour la location de films que personne ne vient voir en raison de leur mauvaise qualité. Les autres 400.000 roubles sont affectés à l'entretien du personnel. Et quant aux mineurs, ils ne profitent absolument en rien de l'argent qu'ils sont obligés de verser.

Le " Palais de la Culture ", continuent les mineurs, est entouré d'un jardin appelé solennellement : " le parc ". Une somme d'argent importante a été retenue sur les salaires des mineurs pour la mise en état de ce jardin. Avec cet argent, on a construit une immense porte d'entrée, munie de multiples caisses-guêrites en béton. Mais on a oublié de monter une muraille autour du " parc ". Le jardin est là, avec la luxueuse entrée, mais sans muraille. Personne n'en profite car tout s'y trouve dans un état d'abandon. Pourtant on y a élevé un théâtre, une estrade, un tir, même un bain-douche. Aucune de ces installations ne fonctionne pour les mineurs. Elles sont là uniquement pour faire voir à ces derniers la désinvolture avec laquelle les dirigeants responsables des organisations ouvrières manient l'argent des ouvriers. Ces dirigeants se sont aménagés à l'intérieur du " parc ", un petit jardin à eux : coin intime, appelé " jardin du Comité minier ". Et quant aux mineurs qui paient et le " Palais ", et le " Club ", et le " Parc ", et le " Jardin du Comité mineur ", ils ont à leur disposition les rues poussiéreuses de Gorlovka.

Par miracle, cette réclamation a trouvé place dans les colonnes du journal. Il faut supposer que, pour certaines raisons, les autorités n'ont pu refuser aux mineurs cette publication et qu'il a été décidé en haut lieu de faire droit à leur réclamation et d'appliquer des sanctions. Mais il est certain que sur un cas offert à la publicité, des milliers d'autres restent inconnus.

Un dogmatisme étouffant, l'absence de toute vraie vie individuelle, de tout élan libre, de toute envolée morale, un manque de perspectives vastes et passionnantes ; le règne d'un esprit de caserne, d'un fonctionnarisme suffoquant, d'un servilisme et d'un arrivisme plats ; la monotonie désespérante d'une existence morne et incolores réglée jusque dans ses moindres détails par les prescriptions de l'Etat : telles sont les caractéristiques de tout ce qui touche à l'enseignement, à l'éducation et à la " culture " en U.R.S.S.

Quoi d'étonnant que, selon la *Komsomolskaïa Pravda* (par exemple, le n° du 20 octobre 1936), une déception profonde et un esprit d'ennui " dangereux " envahissent les rangs de la jeunesse scolaire ? L'ambiance tout entière exerce une action déprimante sur les jeunes.

D'après certains aveux parus dans la presse soviétique, une grande quantité d'étudiant ne suit les cours que par obligation, sans intérêt réel.

Beaucoup d'étudiants passent leurs nuits à jouer aux cartes.

Les lignes suivantes ont été trouvées dans le " journal " d'un jeune étudiant :

" Je m'ennuie. Je m'ennuie terriblement. Rien de saillant ni de remarquable : ni parmi les hommes, ni dans les événements. Qu'est-ce qui m'attend ? Bon, je terminerai mon cours. Bon, je serai ingénieur, excellent ingénieur peut-être. J'aurai deux chambres, une femme bête, un gosse intelligent et 500 roubles d'appointments. Deux réunions par mois etc. Et après ?... Et lorsque je me demande si j'éprouverai du regret à quitter cette vie, je me réponds : non, je la quitterai sans grand regret. "

8.7.8.2 L'émancipation de la femme.

On a fait beaucoup de bruit autour de " l'émancipation de la femme par les bolcheviks ". La véritable égalité des sexes, l'abolition du mariage légal, l'union libre, la liberté pour la femme de disposer de son corps et le droit à l'avortement, toutes ces belles " prouesses " du gouvernement bolcheviste ont été chantées et glorifiées par la presse " d'avant-garde " de tous les pays, sans la moindre tentative d'examen approfondi sur place.

Ces " réalisations " appartiennent aussi au domaine des mythes.

Le lecteur sait que les idées sur l'égalité et sur la liberté des sexes, avec toutes les conséquences pratiques qui en découlent, étaient acquises depuis longtemps - bien longtemps avant la Révolution - par les milieux avancés russes. Tout gouvernement issu de la Révolution se trouvait obligé d'en tenir compte, de sanctionner cet état de choses. Il n'y a rien de spécifiquement " bolcheviste " dans cette conquête. Le mérite des bolcheviks n'y occupe qu'une place très modeste.

Incontestablement, le gouvernement bolcheviste a voulu appliquer les principes énoncés. Mais, à nouveau, la question essentielle est de savoir *s'il a réussi*. Et, à nouveau, nous pourrions remplir des pages - avec, à l'appui, des faits authentiques - pour démontrer qu'il a échoué lamentablement et que son propre système, avec ses conséquences pratiques l'a obligé à tout lâcher, à revenir en arrière, à ne garder que la légende et le bluff.

D'abord, le mariage légal n'est nullement aboli en U.R.S.S. : il est *simplifié* ou plutôt, il est devenu civil tandis qu'avant la Révolution il était obligatoirement religieux. Même remarque pour le divorce qui, civil, est réglementé par une série de conditions pécuniaires, de mesures pénales, etc. (Voir, par exemple, les *Izvestia* du 28 juin 1936.)

En examinant les enregistrements de mariages, on constate une forte proportion de mariages conclus entre des femmes très jeunes et des hommes âgés mais hautement appointés. Ceci prouve qu'en U.R.S.S., comme partout ailleurs - et peut-être même plus qu'ailleurs - le mariage *est une " affaire "* et non pas une libre union d'amour, comme les bolcheviks voudraient le faire croire. Et c'est tout à fait naturel du moment que le système capitaliste, sous une autre forme, est resté intact. La forme seule ayant changé, le fond et tous ses effets subsistent.

Ayant échoué dans leur tentative de construire un " Etat socialiste ", ayant abouti à édifier un Etat capitaliste (aucun autre *Etat* ne pouvant être imaginé), les bolcheviks furent obligés, comme dans tous les autres domaines, de faire marche en arrière pour tout ce qui concerne les relations entre les sexes : la famille, les enfants, etc.

C'était fatal. Ce domaine ne peut être vraiment modifié que *si l'ensemble de la société change fondamentalement*. Si cet ensemble n'est pas entièrement rénové. S'il ne change que de forme alors toutes les moeurs, y compris les rapports entre les sexes, la famille, l'enfant, ne changent, elles non plus, *que de forme* ; dans le fond, elles restent aussi arriérées qu'elles l'étaient auparavant, tout en changeant d'aspect.

C'est ce qui est arrivé en U.R.S.S.

A partir du mois de mai 1936, toutes les " belles idées ", tous les " principes avancés " furent peu à peu mis au rancart. Une série de lois ont réglementé le mariage le divorce, les responsabilités des époux, etc.

Cette législation a rétabli purement et simplement, quoique sous des formes nouvelles, les bases de la " famille bourgeoise ".

La libre disposition de son corps a été réinterdite à la femme. Le droit à l'avortement a été fortement restreint. Actuellement (voir la loi de mai 1936 et les arrêtés postérieurs), l'avortement n'est admis que dans des cas exceptionnels, sur un avis du médecin et dans des situations déterminées. L'avortement et même la *suggestion* de l'avortement sont assez sévèrement punis s'ils ont lieu sans justification légale.

La prostitution est très répandue en U.R.S.S. Pour s'en persuader et aussi - disons-le en passant - pour se rendre compte du niveau très bas des moeurs " soviétiques " en général, il suffit de parcourir régulièrement et

attentivement la chronique quotidienne, les correspondances locales et autres rubriques semblables dans les journaux russes.

Quant à l' " égalité des sexes ", ce principe ayant été en vigueur depuis fort longtemps dans les milieux russes d'avant-garde, les bolcheviks, naturellement, l'ont admis. Mais de même que d'autres belles thèses sociales ou morales, celle-ci a été faussée, à son tour, à la suite de la déviation générale de la Révolution. Concrètement, il s'agit en U.R.S.S. d'une " égalité " dans le *travail*, non dans les *salaires*. La femme y travaille autant que l'homme, mais sa rétribution est moins élevée. De sorte que cette " égalité " permet à l'Etat d'exploiter la femme plus encore que l'homme.

8.7.8.3 La religion.

Arrêtons-nous un instant sur cet autre sujet important.

On prétend que le bolchevisme eut raison des préjugés religieux. C'est une erreur dont la source est, encore, l'ignorance des faits concrets.

Le gouvernement bolcheviste a réussi, par la terreur, à supprimer, pour un temps, *le culte public de la religion*. Quant au *sentiment* religieux, loin de l'avoir extirpé, le bolchevisme, avec ses méthodes et ses " prouesses ", et en dépit de sa propagande, l'a, au contraire, soit rendu plus intense, chez les uns, soit simplement transformé, chez les autres.

Ajoutons que déjà avant la Révolution, surtout depuis 1905, le sentiment religieux se trouvait en déclin dans les masses populaires, ce qui ne manqua pas d'inquiéter sérieusement les popes et les autorités tzaristes. Le bolchevisme réussit plutôt à le raviver sous d'autres formes.

La religion sera tuée non pas par la terreur, non pas tant par la propagande, mais par la réussite effective de la vraie Révolution Sociale, avec ses conséquences heureuses. La semence antireligieuse qui tombera sur le sol fécond de cette réussite donnera une belle récolte.

Nous avons assez parlé précédemment des " réalisations " sociales pour ne plus insister ici sur ce point.

On me fait parfois cette objection que le gouvernement bolcheviste *a fait tout ce qu'il a pu* pour réaliser telle ou telle autre tâche et que *ce n'est pas de sa faute si* ses efforts n'ont pas été couronnés d'un succès total.

Justement : plus la bonne volonté du gouvernement bolcheviste sera démontrée, plus il deviendra clair que la véritable Révolution Sociale et le vrai socialisme ne peuvent être réalisés par le système gouvernemental et étatique.

" Le gouvernement communiste, pour sa part, a mis toute sa bonne volonté pour réussir ", nous affirme-t-on.

Je ne dis pas le contraire. Mais le problème n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement a voulu ou *s'il n'a pas voulu* faire ceci ou cela. Il s'agit de savoir *s'il a abouti, s'il a réussi*. Le problème est là et pas ailleurs.

Plus il sera prouvé qu'un gouvernement *n'a pas abouti malgré toute sa bonne volonté*, plus il deviendra clair qu'un gouvernement *ne peut aboutir*.

" Le gouvernement n'a pu faire davantage. "

Mais alors, pourquoi a-t-il empêché d'autres éléments de le tenter ? S'il se voyait impuissant, il n'avait aucun droit d'interdire à d'autres d'agir. Et qui sait ce que ces autres auraient pu accomplir et réaliser ?

Pourquoi donc le gouvernement n'a-t-il pas réussi ?

" L'état arriéré du pays l'en a empêché. " " Les masses, arriérées, n'étaient pas prêtes. "

On n'en sait rien puisqu'on a volontairement *empêché* les masses d'agir. C'est comme si l'on s'étonnait que quelqu'un ne puisse marcher après qu'on lui aurait lié les pieds.

" Les autres éléments de gauche n'ont pas voulu marcher avec les bolcheviks. " Ces autres éléments n'ont pas *voulu se plier aveuglément aux ordres et aux exigences bolchevistes qu'ils considéraient comme néfastes*. Alors on les a *empêchés* de dire leur mot et d'agir.

" L'entourage capitaliste... "

Justement : l'entourage capitaliste a pu gêner et faire dégénérer un *gouvernement*. Mais il ne pourrait jamais empêcher ou faire dégénérer la libre action *de millions d'hommes*, prêts, comme nous l'avons vu, à accomplir, dans un élan prodigieux, la véritable Révolution.

Parler d'une " trahison de la Révolution ", comme le fait Trotsky, est une " explication " au-dessous, non seulement de toute conception " marxiste " ou " matérialiste ", mais du plus ordinaire bon sens.

Comment cette " trahison " fut-elle possible au lendemain d'une si belle et complète victoire révolutionnaire ?

Voilà la vraie question.

En réfléchissant, en examinant les choses de près, le moins initié comprendra (que cette prétendue " trahison " n'est pas " tombée du ciel " ; (qu'elle fut la conséquence " matérielle " et rigoureusement logique de la manière même dont la Révolution a été menée.

Les résultats négatifs de la Révolution russe ne furent que la conclusion *d'un certain processus*. Et le régime stalinien n'est que l'aboutissement fatal des procédés appliqués par Lénine et Trotsky eux-mêmes.

Ce que Trotsky appelle " trahison " est en réalité l'effet inéluctable d'une lente dégénérescence due à de fausses méthodes.

Justement : le procédé gouvernemental et étatiste mène à la " trahison ", c'est-à-dire à la faillite qui permet la " trahison ", celle-ci n'étant qu'un aspect éclatant de cette faillite. D'autres *procédés* auraient abouti à d'autres effets.

Dans son aveugle partialité (ou plutôt dans son inconcevable hypocrisie), Trotsky commet la plus banale des confusions, impardonnable chez lui : *il confond les effets avec les causes*.

Se trompant vulgairement (ou plutôt feignant de se tromper, faute de disposer d'autres moyens pour défendre sa thèse), il prend l'effet (la " trahison " de Staline) pour la cause. Erreur - ou plutôt manoeuvre - qui lui permet d'éviter le problème essentiel : *comment le " stalinisme " fut-il possible ?*

" Staline a trahi la Révolution... "

C'est simple ! C'est même trop simple pour expliquer quoi que ce soit.

L'explication est pourtant toute indiquée : le " stalinisme " fut la conséquence naturelle de la faillite de la véritable Révolution, et non pas inversement : et la faillite de la Révolution fut l'aboutissement naturel de la fausse route où le bolchevisme la fit s'engager.

Autrement dit : *c'est la dégénérescence de la Révolution égarée et perdue qui amena Staline, et ce n'est pas Staline qui fit dégénérer la Révolution*.

Ajoutons que, déjà attaqué par la maladie, l'organisme révolutionnaire eût pu y résister victorieusement au moyen d'une libre activité des masses ; mais depuis longtemps les bolcheviks, guidés par Lénine *et Trotsky lui-même*, lui avaient enlevé tous moyens d'autodéfense contre le mal : fatalement, celui-ci finit par l'envahir tout entier et le perdre.

La " trahison " fut possible, car les masses laborieuses ne réagirent ni contre sa préparation ni contre son accomplissement. Et les masses ne réagirent pas car, totalement subjuguées par leurs nouveaux maîtres, elles perdirent rapidement, et le sens de la vraie Révolution, et tout esprit d'initiative, de libre action, de réaction. Ligotées, soumises, dominées, elles sentaient l'inutilité - que dis-je ? - l'impossibilité de toute résistance. Trotsky participa en personne à faire renaître dans les masses cet esprit d'obéissance aveugle, cette morne indifférence vis-à-vis de tout ce qui se passe " en haut ". La tâche réussit aux " Chefs ". La masse fut terrassée, et pour longtemps. Dès lors, toutes les " trahisons " devenaient possibles.

Après tout ce qui vient d'être dit, nous invitons le lecteur à porter lui-même un jugement sur les " réalisations " bolchevistes ".

8.8 La Contre-Révolution

L'impuissance de création du gouvernement bolcheviste, le chaos économique où le pays se trouva plongé, le despotisme et la violence inouïs, en un mot la faillite de la Révolution puis la situation tragique qui en résulta, provoquèrent d'abord un vaste mécontentement, ensuite des remous de plus en plus graves et, enfin, des mouvements vigoureux contre l'insupportable état de choses, imposé par la dictature.

Comme toujours en pareil cas, ces mouvements vinrent de deux pôles opposés : du côté de la Réaction, de la " droite ", qui espérait reprendre le Pouvoir et rétablir l'ancien ordre, et du côté de la Révolution, de la " gauche " qui aspirait au redressement de la situation et à la reprise de l'action révolutionnaire.

Nous ne nous attarderons pas longtemps aux mouvements contre-révolutionnaires. D'une part, parce qu'ils sont plus ou moins connus ; d'autre part, parce qu'en eux-mêmes ils n'offrent qu'un intérêt secondaire : ces sortes de mouvements se ressemblent, à peu de choses près, dans toutes les grandes révolutions.

Toutefois, certains *à-côtés* de ces mouvements sont suffisamment instructifs pour ne pas les passer sous silence.

Les premières résistances qui s'opposèrent à la Révolution Sociale, à ses débuts (en 1917 et 1918), furent très limitées, plutôt locales et relativement anodines. Comme dans toutes les révolutions, certains éléments réactionnaires se dressèrent immédiatement contre l'ordre nouveau, tentant d'étouffer la Révolution dans l'oeuf. L'écrasante majorité des ouvriers, des paysans et de l'armée étant - activement ou passivement - pour cet ordre nouveau, ces résistances furent rapidement et facilement brisées.

Si, par la suite, la Révolution avait su se montrer vraiment féconde, puissante, créatrice, juste ; si elle avait su résoudre convenablement ses grands problèmes et ouvrir au pays - et peut-être, dans ce cas, à d'autres pays - des horizons nouveaux, tout se serait certainement borné à ces quelques escarmouches partielles, et la victoire de la Révolution n'aurait plus été menacée. La marche ultérieure des événements, en Russie et ailleurs, aurait pu prendre un caractère autre que celui auquel nous assistons depuis vingt ans.

Mais, comme le lecteur le sait, le bolchevisme, installé au pouvoir, dénatura, ligota et châtra la Révolution. Il la rendit d'abord impuissante, stérile, morne, malheureuse, ensuite lugubre, ignoblement tyrannique, inutilement et stupidement violente.

Le bolchevisme finit ainsi par désillusionner, irriter, dégoûter des couches de plus en plus vastes de la population. Nous avons vu de quelle façon il jugula les ouvriers, supprima les libertés, écrasa les autres courants. Son action de terreur et de violences cruelles vis-à-vis des paysans aboutit à dresser ces derniers aussi contre lui.

N'oublions pas que, dans toutes les révolutions, le *gros* de la population : les simples " habitants " a-politiques, les " citoyens " exerçant quotidiennement leurs professions et emplois, la petite bourgeoisie, une partie de la bourgeoisie moyenne, bon nombre d'ouvriers et de paysans, etc., restent, d'abord, *neutres* : ils observent, hésitent, et attendent passivement les *premiers résultats*. Il est important pour la Révolution de pouvoir se " justifier " devant ces éléments *le plus rapidement possible*. Sinon, toute cette population " tiède " se détourne de l'oeuvre révolutionnaire : elle est prête à lui devenir hostile ; elle commence à sympathiser avec les menées contre-révolutionnaires ; elle les soutient et les rend beaucoup plus dangereuses.

Telle est surtout la situation *lors des bouleversements de grande envergure* qui touchent aux intérêts de millions d'hommes, modifient profondément les rapports sociaux et se font au moyen de grandes souffrances et de grandes promesses de satisfaction. *Cette satisfaction doit venir vite*. De toutes façons, les masses doivent pouvoir *l'espérer*. Dans le cas contraire, la Révolution faiblit et la contre-révolution prend des ailes.

Ajoutons que le concours actif de ces éléments neutres est indispensable pour la bonne marche de la révolution, car ils comprennent un grand nombre de " spécialistes " et d'hommes de métier : travailleurs qualifiés, techniciens, intellectuels, etc.

Tout ce monde, qui n'est pas précisément hostile à la Révolution une fois qu'elle est faite, se tournerait entièrement *vers elle* et l'aiderait avec enthousiasme, si elle arrivait à lui *inspirer une certaine confiance, à lui faire sentir ses capacités, ses possibilités et ses perspectives, ses avantages, sa force, ses vérités, sa Justice*.

Dans le cas contraire, tous ces éléments finissent par devenir franchement ennemis de la Révolution, ce qui porte à celle-ci un coup très sensible.

On peut supposer que les vastes masses laborieuses, exerçant elles-mêmes, avec l'aide des révolutionnaires, une activité libre, *sauraient* arriver à des résultats probants et partant *sauraient* rassurer et finalement entraîner lesdits éléments.

La dictature - impuissante, hautaine, stupide et méchamment violente - n'y arrive pas et les rejette de l'autre côté de la barricade.

Le bolchevisme ne sut ni " se justifier " lui-même, ni " justifier " la Révolution.

Comme nous l'avons vu, le seul grand problème qu'il réussit à résoudre - tant bien que mal et sous la pression de l'armée elle-même, qui refusait de combattre - fut celui de la guerre. Ce succès : la paix acquise, lui valut la confiance et les sympathies durables des vastes masses populaires. Mais ce fut tout. Par la suite, son impuissance économique, sociale et autre, se fit bientôt sentir. La stérilité de ses moyens d'action : procédés gouvernementaux, absolutisme étatique, etc., se révéla presque au lendemain de la victoire.

Les bolcheviks et leurs sympathisants aiment invoquer les " terribles difficultés " que le gouvernement bolcheviste eut à surmonter, après la guerre et la Révolution, dans un pays tel que la Russie. C'est sur la base de ces difficultés que l'on cherche à justifier les procédés bolchevistes.

On peut influencer, avec de tels arguments, le public *étranger* qui ne connaît pas les faits. Mais ceux qui *vivaient* la Révolution se rendaient compte tôt ou tard : 1° que les procédés néfastes du bolchevisme provenaient non pas tant des difficultés rencontrées que *de la nature même de la doctrine bolcheviste* ; 2° que beaucoup de ces difficultés surgissaient précisément *parce que le gouvernement se mit, dès le début, à étouffer la libre activité des masses* ; 3° que les *difficultés réelles*, au lieu d'être aplanies par les bolcheviks, étaient rendues par eux, au contraire, encore plus âpres ; 4° que ces difficultés auraient été surmontées facilement par la libre action des masses.

La principale difficulté était certainement celle de l'approvisionnement et du ravitaillement. Pour faire avancer la Révolution, il fallait passer, aussi rapidement que possible, du régime de rareté et de l'économie " échangiste " (à base d'argent) au régime d'abondance et à l'économie " distributive " en supprimant l'argent.

Mais, justement : plus les difficultés étaient importantes et vastes, moins un gouvernement pouvait se montrer capable de les résoudre : plus elles étaient âpres et épineuses, plus il aurait fallu recourir à la libre initiative et à l'activité du peuple. Or, nous le savons, le gouvernement bolcheviste accapara tout : idées, initiatives, moyens et action. Il s'installa en dictateur absolu (" du prolétariat "). Il subjuga les masses, il étouffa leur élan. Et plus les difficultés étaient grandes, moins il permettait au " prolétariat " d'agir.

Rien d'étonnant qu'en dépit de sa prétendue " industrialisation " de ses fameux " plans quinquennaux ", etc., le bolchevisme ne sut pas venir à bout de ces difficultés et qu'il fut acculé bientôt, dans sa lutte désespérée contre les exigences de la vie, à la plus odieuse violence, ce qui ne fit que souligner son impuissance réelle. Ce n'est pas au moyen d'une industrialisation forcée et imposée à une masse d'esclaves, qu'on peut amener l'abondance et bâtir une nouvelle économie.

Les masses, elles, sentaient intuitivement la nécessité de passer à d'autres formes de la production et de transformer les rapports entre celle-ci et la consommation. Les masses percevaient de mieux en mieux la nécessité et la possibilité d'en finir avec l'argent et de passer à un système d'échanges directs entre les organismes de production et ceux de consommation. A plusieurs reprises, ça et là, elles étaient même prêtes à faire des essais dans ce sens. Il est fort probable que si elles avaient eu la liberté d'action, elles auraient pu arriver, progressivement, à la véritable solution du problème économique : l'économie distributive. Il fallait les laisser chercher, trouver, agir, tout en les guidant et en les aidant en vrais amis.

Le gouvernement le voulait rien entendre. Il prétendait faire tout lui-même et imposer sa volonté et ses méthodes. Intuitivement d'abord, de plus en plus nettement par la suite, les masses se rendaient compte de l'inefficacité de celles-ci, de l'impuissance du gouvernement, du péril où la dictature et la violence entraînaient le pays.

Le résultat psychologique d'un tel état de choses est facile à comprendre.

D'une part, les masses se détournaient de plus en plus du bolchevisme. Désillusionnées, elles l'abandonnaient ou même se retournaient contre lui. Le mécontentement, l'esprit de révolte grandissaient de jour en jour.

Mais, d'autre part, les masses ne savaient pas comment elles pourraient sortir de l'impasse. Aucune solution valable ne se présentait, tout mouvement d'idées, toute discussion, toute propagande et toute action libre étant interdits. La situation leur paraissait sans issue : elles n'avaient aucun moyen d'agir ; leurs organisations étaient étatisées et militarisées ; la moindre opposition était sévèrement réprimée ; les armes et tout autre moyen matériel se trouvaient entre les mains des autorités et des nouveaux privilégiés qui avaient su organiser leur imposture et leur défense.

En définitive, les masses, tout en étant de plus en plus révoltées n'entrevoyaient aucune possibilité d'entreprendre une action efficace.

La contre-révolution aux aguets ne manqua pas de mettre à profit cet état de faits et cet esprit. Avec empressement elle chercha à retourner en *sa faveur* les esprits et les événements. Et c'est ainsi que le mécontentement populaire de plus en plus général et profond servit de base à de vastes mouvements contre-révolutionnaires et les appuya pendant trois ans.

De grandes campagnes armées prirent pied dans le Midi et dans l'Est du pays, ourdies par les classes privilégiées soutenues par la bourgeoisie d'autres pays, dirigées par des généraux de l'ancien régime.

Dans les nouvelles conditions, les vastes soulèvements déclenchés en 1919-1921, revêtirent un caractère autrement sérieux que les résistances spontanées et relativement insignifiantes de 1917-1918, telles que la sédition du général Kalédine dans le Sud, celle de l'ataman Doutoff dans l'Oural et d'autres encore.

Déjà en 1918-1919 quelques rébellions plus graves, de grand style, furent tentées ça et là. Citons l'offensive du général Youdénitch contre Pétrograd (décembre 1919) et le mouvement contre-révolutionnaire dans le nord, sous l'égide du gouvernement de " Tchaïkovsky ".

Les forces de Youdénitch, bien organisées, armées et équipées, étaient arrivées aux portes de la capitale. A cette époque elles furent, une fois de plus, facilement brisées par un élan plein de dévouement, d'enthousiasme, et aussi de remarquable organisation des masses ouvrières de Pétrograd, avec l'appui de détachements de marins de Cronstadt : élan soutenu vigoureusement par des soulèvements en arrière du " front ". La jeune Armée Rouge, commandée par Trotsky, participa à la défense.

Le mouvement de Tchaïkovsky réussit à envahir le département d'Arkhangelsk et une partie de celui de Vologda. Comme par ailleurs, son effondrement ne fut pas l'oeuvre de l'Armée Rouge. Des soulèvements spontanés des masses laborieuses sur place et à l'arrière du front en vinrent à bout. Il est à noter que ce mouvement, soutenu par la bourgeoisie étrangère, se heurta également à une résistance de la classe ouvrière occidentale. Des grèves et des manifestations contre toute intervention en Russie - grèves dans les ports anglais surtout - inquiétèrent cette bourgeoisie, qui ne se sentait pas en sécurité chez elle-même, et la firent reculer.

Plus importante fut l'insurrection menée par l'amiral Koltchak dans l'Est, en été 1918. Elle fut soutenue, entre autres, par une armée tchécoslovaque, formée en Russie. Il est notoire que l'Armée Rouge de Trotsky fut impuissante à briser ce mouvement. Une fois de plus, il fut liquidé par une résistance acharnée des partisans : ouvriers et paysans armés, et par des soulèvements à l'arrière. L'Armée Rouge arriva " triomphalement " ... après le fait accompli.

Notons que tous ces mouvements contre-révolutionnaires furent plus ou moins activement soutenus par les socialistes modérés : les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite.

C'est au moment de l'offensive tchécoslovaque (juin-juillet 1918) que les bolcheviks, pour éviter toute complication et redoutant un enlèvement éventuel, exécutèrent, dans la nuit du 16 au 17 juillet, l'ex-tzar Nicolas II et sa famille, déportés précédemment dans la ville d'Ekaterinenbourg, en Sibérie. La ville fut ensuite évacuée par les bolcheviks.

Les circonstances exactes de cette exécution restent assez mystérieuses, en dépit d'une enquête minutieuse, menée sur l'ordre de Koltchak, par un juriste. On ne sait même pas exactement si cette mise à mort fut ordonnée par l'autorité centrale de Moscou ou décidée par le Soviet local. Et quant aux bolcheviks eux-mêmes, ils se taisent.

Ainsi, à cette époque, les masses populaires, non encore désarmées par les bolcheviks et conservant leur confiance dans la Révolution bolcheviste, résistèrent énergiquement aux mouvements contre-révolutionnaires et en vinrent à bout assez aisément.

Cette situation changea complètement à la fin de 1919.

Les masses, désillusionnées et désabusées à l'égard du bolchevisme (et désarmées par le gouvernement " soviétique "), n'offrirent plus la même résistance aux entreprises contre-révolutionnaires. Par surcroît, les chefs de ces mouvements surent parfaitement faire jouer leurs cordes sensibles. Dans leurs tracts et manifestes, ils déclaraient combattre uniquement le despotisme des bolcheviks. Ils promettaient au peuple les " Soviets libres " et la sauvegarde des autres principes de la Révolution, bafoués par le gouvernement bolcheviste. (Bien entendu, une fois la victoire acquise, ils espéraient bien ne pas tenir ces promesses puis mater toute révolte.)

C'est ainsi que les deux grands soulèvements " blancs " du Midi, celui de Dénikine et celui de Wrangel, purent prendre une ampleur telle qu'ils faillirent renverser le régime.

Le premier de ces mouvements, dirigé militairement par le général Dénikine (1919) envahit rapidement toute l'Ukraine et une importante partie de la Russie centrale. A un certain moment, l'armée blanche, battant et refoulant les troupes rouges, atteignit la ville d'Orel, près de Moscou. Le gouvernement bolcheviste s'apprêtait déjà à fuir lorsqu'à sa grande surprise l'armée de Dénikine lâcha subitement pied et se retira précipitamment. La menace sur Moscou cessa. La situation était sauvée. Le lecteur trouvera plus loin les détails de cet épisode historique, Notons à nouveau pour l'instant, que les bolcheviks ni leur armée ne jouèrent aucun rôle dans cet effondrement.

Le second mouvement très dangereux pour les bolcheviks fut celui du général Wrangel. Il suivit le soulèvement de Dénikine. Wrangel, plus fin, sut tirer quelques leçons de la défaite de son prédécesseur et trouva des sympathies plus profondes et plus solides que celui-ci. De plus, le revirement des esprits était plus avancé. Le lecteur verra dans la dernière partie du livre de quelle façon cette seconde contre-révolution militaire fut brisée. Une fois de plus le mérite n'en revient nullement aux bolcheviks.

Tous ces mouvements et tant d'autres de moindre importance échouèrent.

Celui de Dénikine s'écroula d'un bloc. Arrivée, comme nous l'avons vu, "aux portes de Moscou", son armée dut brusquement lâcher tout et redescendre en débandade vers le sud. Là elle disparut, par la suite, dans une débâcle catastrophique. Ses quelques débris, errant un peu partout, furent liquidés peu à peu par des détachements de l'Armée Rouge, descendus du nord sur la trace des fugitifs, et par les partisans.

Pendant 24 heures au moins le gouvernement bolcheviste à Moscou, pris de panique, ne voulut pas croire à la retraite des troupes dénikiennes, n'en comprenant pas la raison. Il eut l'explication beaucoup plus tard. Se rendant enfin à l'évidence, il respira et dépêcha des régiments rouges à la poursuite des blancs. Le mouvement de Dénikine était brisé.

Celui de Wrangel, surgit quelques temps après remporta, d'abord lui aussi, quelques gros succès. Sans être parvenu à menacer Moscou, il inquiéta, néanmoins, le gouvernement bolcheviste, plus que le raid de Dénikine. Car les populations, de plus en plus dégoûtées du bolchevisme, semblaient ne vouloir point opposer une résistance sérieuse à ce nouveau mouvement antibolcheviste : elles restaient indifférentes.

D'autre part, à cause même de cette indifférence quasi générale, le gouvernement comptait moins qu'avant sur sa propre armée.

Cependant, après les succès du début, le mouvement de Wrangel s'écroula comme les autres.

Quelles furent les raisons de ces revirements presque "miraculeux", de cet échec final des campagnes commencées avec tant de succès ?

Les vraies causes et les circonstances exactes de ces flux et reflux sont d'une part peu connues et, d'autre part, volontairement défigurées par des auteurs intéressés.

En quelques mots, les raisons principales de la faillite du mouvement "blanc" furent les suivantes :

D'abord, l'attitude maladroite, cynique et provoquante des autorités, des chefs et des meneurs du mouvement. A peine vainqueurs, tous ces messieurs s'installaient dans les régions conquises en véritables dictateurs, ne le cédant en rien aux conquérants bolchevistes. Menant, le plus souvent, une vie de débauche, impuissants eux aussi à organiser une vie normale, bouffis d'orgueil, pleins de mépris pour le peuple laborieux, ils faisaient brutalement comprendre à ce dernier qu'ils entendaient bien restaurer l'ancien régime, avec toutes ses "beautés". Les alléchantes promesses de leurs manifestes, lancées à la veille des offensives dans le but de séduire la population, étaient vite oubliées. Ces messieurs n'avaient pas la patience d'attendre au moins la victoire finale et définitive. Ils jetaient bas les masques avant d'être en sécurité, avec une précipitation qui trahissait aussitôt leurs vrais desseins. Or, ceux-ci ne disaient rien de bon à la population. La terreur "blanche" et les représailles sauvages, avec leur cortège habituel de dénonciations, d'arrestations et d'exécutions sommaires sans jugement et sans pitié commençaient partout séance tenante.

De plus, les anciens propriétaires, fonciers et industriels, partis ou chassés lors de la Révolution, revenaient avec les armées et se hâtaient de rentrer en possession de leurs "biens".

Le régime absolutiste et féodal d'autrefois réapparaissait brusquement dans toute sa hideur.

Une pareille attitude provoquait rapidement une réaction psychologique violente dans les masses laborieuses. Elles craignaient le retour du tzarisme et du "pomestchik" beaucoup plus que le bolchevisme. Avec ce dernier, elles pouvaient malgré tout espérer arriver à des améliorations, à un redressement, et finalement, à une vie "

libre et heureuse ». Tandis qu'il n'y avait rien à espérer d'un retour au tsarisme. Il fallait lui barrer la route sans tarder. Les paysans surtout qui, à cette époque, profitaient au moins en principe de l'expropriation des terres disponibles, s'effrayaient à l'idée de devoir rendre ces terres aux anciens propriétaires. (Cet ébat d'esprit des masses laborieuses explique, pour une bonne part, la solidarité momentanée du régime bolcheviste : entre deux maux, les masses choisissaient celui qui leur paraissait être le moindre.)

Ainsi, la révolte contre les " blancs " reprenait au lendemain même de leurs éphémères victoires. Aussitôt le danger compris, les masses passaient à la résistance. Et en fin de compte, les détachements de partisans, créés en hâte et soutenus aussi bien par l'Armée Rouge que par la population laborieuse revenue de ses égarements, infligeaient aux " Blancs " des défaites écrasantes.

Ainsi, par exemple, l'armée qui contribua le plus à l'écrasement des forces de Dénikine et de Wrangel fut celle des paysans et ouvriers ukrainiens insurgés, connue sous le nom d' " armée makhnoviste ", du nom de son chef militaire, le partisan anarchiste Nestor *Makhno*.

Combattant au nom d'une société libre, obligé de lutter simultanément contre toutes les forces d'oppression, aussi bien contre les " blancs " que contre les " rouges ", cette armée et tout le mouvement arrêteront notre attention plus loin lorsque nous parlerons de *l'autre* résistance au bolchevisme : celle de *gauche*.

Mais, parlant de la réaction " blanche ", précisons ici même que ce fut l'armée populaire de Makhno qui obligea Dénikine à lâcher Orel et à battre précipitamment en retraite. Ce fut *l'armée " makhnoviste "* qui infligea une défaite écrasante aux arrière-gardes et aux forces spéciales de Dénikine en Ukraine.

Quant aux forces armées de Wrangel leur première grave défaite *par l'armée de Makhno* m'a été avouée par les bolcheviks eux-mêmes, ceci dans des circonstances assez curieuses.

Lors de l'offensive foudroyante de Wrangel, je me trouvais dans une prison bolcheviste, à Moscou. De même que Dénikine, Wrangel battait l'Armée Rouge et la refoulait rapidement vers le Nord. Makhno qui, à cette époque, était en état d'hostilité avec les bolcheviks, décida, vu le grave danger encouru par la Révolution, de leur offrir la paix et de leur prêter main-forte contre les " Blancs ". En mauvaise posture, les bolcheviks acceptèrent. Ils conclurent une entente avec Makhno. Ce dernier se jeta sur l'armée de Wrangel et la battit sous les murs d'Orékhov. La bataille terminée, avant de continuer la lutte et de poursuivre les troupes de Wrangel en retraite, Makhno envoya un télégramme au gouvernement de Moscou, annonçant sa victoire et déclarant qu'il n'avancerait pas d'un pouce tant qu'on aurait pas mis en liberté son adjudant Tchoubenko et moi. Ayant encore besoin de Makhno, les bolcheviks s'inclinèrent et me libérèrent. A cette occasion, ils me montrèrent son télégramme et reconnurent les hautes qualités combattives de son armée de partisans.

Pour en terminer avec les réactions de droite, je dois souligner la fausseté de certaines légendes inventées et répandues par les bolcheviks et par leurs amis.

La première est celle des interventions étrangères. D'après la légende, ces interventions auraient été très importantes. C'est surtout de cette façon que les bolcheviks expliquent la force et les succès de certains mouvements " blancs ".

Cette affirmation ne correspond pas à la réalité. Elle est très exagérée. En fait, l'intervention " étrangère " lors de la Révolution russe ne fut jamais ni vigoureuse ni persévérante. Une certaine aide, assez modeste, en argent, en munitions et en équipement : ce fut tout. Les " Blancs " eux-mêmes le constatèrent plus tard et s'en plainquirent amèrement. Quant aux détachements de troupes envoyées en Russie, ils ont été toujours de peu d'importance et n'ont joué presque aucun rôle.

Cela se comprend aisément. D'abord, la bourgeoisie étrangère avait assez à faire chez elle, pendant et aussitôt après la guerre. Ensuite, les chefs militaires craignaient la " décomposition " de leurs troupes en contact avec le peuple révolutionnaire russe. Autant que possible ce contact fut évité. Les événements montrèrent que ces craintes étaient fondées. Sans parler des détachements anglais et français, qui n'étaient en somme jamais parvenus à se battre contre les révolutionnaires, les troupes de l'occupation austro-allemande (après la paix de Brest-Litovsk), assez importantes et protégées par les forces du gouvernement ukrainien de Skoropadsky, se décomposèrent rapidement et furent débordées par les forces révolutionnaires du pays.

Je me permets de souligner aussi, à ce propos, que la suite de l'occupation allemande confirma la thèse anarchiste lors de la paix de Brest-Litovsk. Qui sait quelle serait aujourd'hui la face du monde si, à cette époque, le gouvernement bolcheviste, au lieu de traiter avec les impérialistes allemands, avait laissé leurs troupes pénétrer

en Russie révolutionnaire et si les conséquences de cette pénétration n'auraient pas été les mêmes que celles qui, plus tard, firent disparaître tous les Dénikine, les Wrangel, les Austro-Allemands et *tutti quanti* !

Mais, voilà ! Tout gouvernement - et toujours - signifie pour la Révolution : voie " politique ", stagnation, méfiance, réaction, danger, malheur !

Lénine, Trotsky et consorts ne furent jamais des révolutionnaires. Ils ne furent que des réformistes quelque peu brutaux qui, en vrais réformistes et politiciens, recoururent toujours à de vieilles méthodes bourgeoises, aussi bien dans les problèmes intérieurs que dans ceux de la guerre. Ils n'avaient aucune confiance ni dans les masses ni dans la vraie Révolution, et ne la comprenaient même pas. En confiant à ces bourgeois étatistes-réformistes le sort de la Révolution ; les travailleurs russes révolutionnaires ont commis une erreur fondamentale et irréparable. Là réside en partie l'explication de tout ce qui s'est passé en Russie depuis octobre 1917 jusqu'à nos jours.

La seconde légende fort répandue est celle du rôle important de l'Armée Rouge. D'après les " historiens " bolchevistes, ce fut elle qui battit les troupes contre-révolutionnaires, écrasa les offensives blanches et remporta toutes les victoires.

Rien n'est plus faux. Dans toutes les offensives contre-révolutionnaires importantes, l'Armée Rouge fut battue et mise en fuite. Ce fut le peuple lui-même, en révolte et partiellement en armes, qui battit les Blancs. L'Armée Rouge revenait invariablement après coup (mais en nombre) pour prêter main-forte aux partisans déjà victorieux, donner le coup de grâce aux armées blanches déjà en déroute, et se faire décerner les lauriers de la victoire.

LIVRE III : Les luttes pour la véritable Révolution sociale

Avant-propos

Nous avons dit que, indépendamment des réactions de droite, se formèrent vers la même époque et plus tard, des mouvements en sens opposé : mouvements révolutionnaires qui combattirent le pouvoir bolcheviste au nom de la vraie liberté et des vrais principes de la Révolution Sociale, bafoués et piétinés par les bolcheviks.

Notons, d'abord, que la politique générale néfaste, l'étatisme et le centralisme étouffants, le bureaucratisme effarant, l'impuissance flagrante, la " trahison " et la violence éhontée des bolcheviks provoquèrent des mouvements d'opposition et de révolte dans les rangs mêmes du gouvernement et du parti.

C'est ainsi que dans l'été 1918 les socialistes-révolutionnaires de gauche, ayant jusque là participé au gouvernement, le quittèrent rompart avec les bolcheviks, leur déclarant la guerre et succombant bientôt sous les coups de la répression.

C'est ainsi, également, que se forma plus tard, au sein même du parti bolcheviste, ce qu'on a appelé " l'opposition ouvrière " dont les premières manifestations contraignirent Lénine à publier son pamphlet connu sur le Gauchisme, maladie infantile³². Cette " opposition ouvrière " s'effondra également sous les coups répétés d'une répression implacable.

C'est ainsi enfin que, beaucoup plus tard, se formèrent, toujours au sein du gouvernement et du parti, d'autres mouvements d'opposition tous réprimés avec une férocité croissante.

Tous ces mouvements, nettement politiques et souvent sans audace, ne présentent aucun intérêt particulier. Certes, le futur historien y trouvera une matière fort édifiante pour peindre et juger ce régime. Mais au point de vue de la Révolution et de son sort, c'étaient, au fond, des " querelles de famille ", malgré - parfois - les rigueurs de la lutte. Si ces opposants, réfractaires ou révoltés, l'avaient emporté, le pays aurait abouti à un changement de maîtres, sans que le fond de la situation subît la moindre modification. Les nouveaux maîtres auraient été fatalement acculés à la politique et aux méthodes de leurs prédécesseurs. Pour le peuple, rien n'eût changé. Ou, selon la formule, " plus ça aurait changé, plus ç'aurait été la même chose ".

Mais en dehors de ces troubles " de palais " se produisaient de temps à autre - et parfois sur d'assez vastes étendues - des mouvements de gauche essentiellement populaires : mouvements de masses, apolitiques, nettement sociaux et vraiment révolutionnaires.

Nous nous arrêterons surtout à deux de ces mouvements les plus conscients, les plus importants et les moins connus : celui de Cronstadt, en mars 1921, et celui d'Ukraine qui, vaste et vigoureux, a duré presque quatre ans, de 1918 à fin 1921.

9. Cronstadt (1921)

9.1 Quelques notions géographiques

De nombreuses légendes ont couru et courent encore, hors la Russie, sur le rôle de Cronstadt dans la Révolution russe. Mais la vérité n'est généralement pas connue.

Mais avant tout, qu'est-ce que Cronstadt ?

Cronstadt est une forteresse, un port militaire ou, plutôt, une ville forte et une place de guerre, bâtie, il y a deux siècles, sur l'île de Kotle³³, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Saint-Petersbourg (aujourd'hui Leningrad), au fond du golfe de Finlande. Elle défend l'accès de la capitale par la mer Baltique. Elle est, en même temps, la principale base de la flotte Baltique russe.

Le golfe de Finlande est gelé en hiver. Les communications entre Cronstadt et la capitale sont assurées pendant cinq mois de l'année, de novembre à avril, par une route de neige, établie sur la glace épaisse du golfe.

L'île de Kotle - une bande de terre étroite et allongée, de contours très irréguliers - est longue de 12 kilomètres. Sa largeur maximum atteint, par endroits, 2 à 3 kilomètres. Ses côtes sont peu abordables et, de plus, bien protégées militairement.

³² — Traduction exacte du titre russe.

³³ — L'édition que nous utilisons indique ici : " Voir carte à la page précédente ". Puisque ce chapitre ne contient pas tellement de Ko,

La partie est de la ville, qui fait face à la capitale, comprend la ville, les ports et les docks, qui occupent un tiers de l'île environ. Les côtes nord, ouest et sud sont parsemées de fortins et de bastions. Entre les côtes et la ville se trouvait, à l'époque de la Révolution de 1917, un terrain à peu près désert.

Au nord et au sud, l'île est entourée de nombreux forts et batteries, avancées assez loin en mer.

Notons encore que, face à la côte sud de l'île, se trouve, à une vingtaine de kilomètres par mer, sur une pointe du continent, un fort important, " Krasnaïa Gorka " ; de l'autre côté, face au littoral nord de l'île, se trouve à quelque 10 kilomètres par la mer, le cap fortifié, dit " Lissy Noss ". (Voir la carte.)

A l'intérieur de la ville, l'endroit le plus remarquable est l'immense " Place de l'Ancre ". Pouvant contenir jusqu'à 30.000 personnes, cette place servait jadis à l'instruction des conscrits et à des revues militaires. Pendant la Révolution elle devint un véritable forum populaire. Sur convocation et à la moindre alerte, les marins, les soldats et les ouvriers y accouraient pour assister à des meetings monstres.

En hiver, le même rôle était rempli par le vaste " manège maritime ".

La population de la ville comprenait : avant tout, les équipages de la flotte Baltique, répartis dans de verstes casernes ; ensuite, les soldats de la garnison, artilleurs pour la plupart ; quelques milliers d'ouvriers, occupés surtout dans les arsenaux militaires ; enfin, de nombreux officiers, fonctionnaires, commerçants, artisans employés, etc. En tout quelque 50.000 habitants.

9.2 Cronstadt avant la Révolution

Le lecteur a dû remarquer qu'au cours de notre étude nous avons évoqué à plusieurs reprises les interventions décisives, un peu partout, des marins de Cronstadt dans les luttes révolutionnaires.

En effet, la flotte baltique et la garnison de Cronstadt ont joué dans la Révolution un rôle de tout premier plan.

De multiples raisons y ont contribué.

D'abord les marins se recrutaient nécessairement, de tout temps, plutôt parmi les ouvriers. Et, bien entendu, on préférerait pour la marine les plus qualifiés, lettrés, " dégourdis ". Or, généralement, ces ouvriers étaient " politiquement " aussi plus avancés. Souvent, avant d'aller faire leur service dans la marine, c'étaient des révolutionnaires en herbe, parfois même des militants. Ils exerçaient naturellement, malgré la discipline et la surveillance, une forte influence sur leurs camarades d'équipage.

D'autre part, visitant, en raison même de leur service les pays étrangers, les marins se rendaient facilement compte de la différence entre les régimes relativement libres de ces pays et celui de la Russie tzariste. Ils s'assimilaient mieux que n'importe quelle autre fraction du peuple ou de l'armée les idées et les programmes des partis politiques. Plusieurs d'entre eux maintenaient des relations avec des émigrés et lisaient la littérature défendue, clandestine.

Ajoutons que la proximité de la capitale, avec son activité politique, intellectuelle et industrielle intense, était pour beaucoup dans l'éducation de ceux de Cronstadt. Ils se trouvaient au coeur même de tout ce qui se passait dans le pays. C'est à Saint-Pétersbourg que la vie " politique " battait son plein. C'est à Saint-Pétersbourg que grouillait une importante masse ouvrière. C'est là aussi que se remuait la nombreuse et turbulente jeunesse universitaire. L'activité pétulante des groupements révolutionnaires, plus tard les troubles et les manifestations de plus en plus fréquentes et imposantes, les bagarres qui parfois s'ensuivaient, également le contact rapide et direct avec tous les événements d'ordre politique et social : tout cela incitait la population de Cronstadt à prêter un intérêt vif et soutenu à la vie intérieure du pays, aux aspirations et aux luttes des masses, à tous les problèmes politiques et sociaux de l'heure.

Saint-Pétersbourg tenait Cronstadt constamment en haleine et parfois dans la fièvre.

Déjà en 1905-1906 et en 1910, les marins de Cronstadt esquissèrent quelques révoltes assez sérieuses, sévèrement réprimées. Leur esprit n'en devint que plus vif, plus farouche.

Enfin, dès le début de la Révolution de 1917, les courants d'extrême-gauche : les bolcheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, les maximalistes, les syndicalistes, les anarchistes, créèrent à Cronstadt des centres actifs et bien organisés. Leur activité exerça vite une influence considérable sur la masse des marins.

nous avons pris l'initiative d'insérer la carte dans ce fichier. (Note des transcripteurs) — Hum... Ce n'est pas le cas ici... Pas de carte (désolé)

Pour toutes ces raisons, Cronstadt prit rapidement le rôle d'avant-garde dans la Révolution de 1917.

La " phalange " de Cronstadt marchait en tête du peuple révolutionnaire. Par son énergie, par son degré de conscience, elle fut " l'orgueil et la gloire de la Révolution russe ", dira d'elle Trotsky lorsqu'elle l'aura aidé à prendre le pouvoir. Ce qui ne l'empêchera pas de tourner les canons contre cette " gloire " devenue " canaille contre-révolutionnaire ", aussitôt qu'elle se sera dressée contre la déviation et l'imposture du parti bolcheviste.

9.3 Cronstadt, avant-garde de la Révolution ; Ses luttes. - Son activité positive. - Son influence

Dès février 1917, tout au long de la Révolution - et un peu partout ceux de Cronstadt furent sur la brèche. Ils ne se bornaient pas à une activité locale, aussi énergique fût-elle. Pleins d'enthousiasme révolutionnaire et d'ardeur combative, riches en forces et en audace, conscients de leur rôle, ils donnaient à la Révolution, sans broncher, tout ce qu'ils pouvaient, tout ce dont elle avait besoin : leur flamme et leur foi, leur conscience et leur force, des militants dévoués jusqu'au sacrifice de leur vie, des agitateurs et des propagandistes populaires, des diffuseurs de la littérature révolutionnaire à travers le pays, des techniciens de toutes sortes et, surtout, des combattants incomparables.

Il va de soi qu'en février 1917 Cronstadt se rallia immédiatement à la Révolution.

Se soulevant et prenant possession de la ville, les marins se virent obligés de procéder à une action pénible mais qu'ils considéraient indispensable : dans la nuit du 27 au 28 février, ils saisirent et exécutèrent sur-le-champ 200 officiers supérieurs notoirement et farouchement réactionnaires. La rancune et la haine, accumulées depuis de longues années, purent ainsi s'assouvir. Parmi les victimes se trouvaient, en effet, ceux qui, en 1910, lors d'une tentative de révolte, firent fusiller quelques centaines de marins et ordonnèrent, au fort Totleben, la fameuse noyade de plusieurs barques remplies de matelots appréhendés.

Toutefois l'exécution de ces 200 officiers fut le seul sanglant épisode.

Notons que, en même temps, les marins protégèrent de leur mieux, non seulement ceux des gradés qu'ils estimaient et aimaient, mais même ceux qui, tout simplement, ne s'étaient pas distingués par des férocités dans les répressions. Pendant des heures entières, des groupes de matelots cherchèrent un peu partout leurs officiers disparus dans le tumulte. Les découvrant en état d'arrestation chez d'autres équipages ou ailleurs, ils obtenaient leur libération et les mettaient en sécurité sur leurs bateaux ou dans leurs casernes.

Rapidement, les marins organisèrent le premier Soviet de Cronstadt. Bien qu'il fût très modéré (la plupart de ses membres étant des socialistes révolutionnaires de droite et des mencheviks), ce Soviet, sous la poussée des masses révolutionnaires, connut aussitôt des conflits aigus avec le gouvernement provisoire. Le sujet immédiat de ces conflits fut insignifiant. Mais le fond en était sérieux et bien compris par la masse. Le gouvernement ne pouvait tolérer ni l'esprit d'indépendance ni l'activité grouillante de ceux de Cronstadt. Il cherchait à tout prix à briser l'un, à paralyser l'autre, bref à dompter les rétifs et à soumettre entièrement la ville.

Les premiers conflits furent réglés à l'amiable. Après de multiples meetings et délibérations, Cronstadt crut prudent de céder pour l'instant.

Toutefois, mécontent de l'attitude molle de son Soviet, le peuple de Cronstadt procéda - le premier - à la réélection des délégués.

En attendant, de nouveaux conflits avec le gouvernement provisoire ne tardèrent pas à éclater. A plusieurs reprises, Cronstadt, à bout de patience, fut sur le point de s'insurger contre le gouvernement. Seule, la conviction que le pays ne comprendrait pas encore cet acte prématuré faisait reculer les marins.

C'est à ce moment que surgirent les premières légendes et calomnies à l'égard de Cronstadt, répandues à profusion par la presse bourgeoise russe et étrangère. " Cronstadt s'est séparé de la Russie et s'est proclamé république autonome. " " Cronstadt fabrique sa propre monnaie. " " Cronstadt s'apprête à traiter la paix avec les ennemis de la patrie. " " Cronstadt est à la veille de conclure une paix séparée avec les Allemands. " Telles furent certaines de ces insanités. Leur but était de discréditer Cronstadt dans l'opinion du pays et de l'écraser ensuite sans difficulté.

On sait que le premier gouvernement provisoire n'eut pas le temps de réaliser ce projet. Il tomba, balayé par l'hostilité générale.

Cronstadt gagna un bon point aux yeux des masses.

Le second Soviet de Cronstadt fut beaucoup plus à gauche. Il comptait de nombreux bolcheviks, quelques maximalistes et quelques anarchistes³⁴.

Cependant l'activité du Soviet et ses luttes intestines inévitables entre les diverses fractions comptaient peu par comparaison à l'énorme travail qui se faisait au *sein même des masses*, sur les navires, dans les casernes, aux ateliers.

Les meetings à la Place de l'Ancre se succédaient. Tous les problèmes de la Révolution y étaient traités et examinés sous tous les points de vue.

La population vivait des jours intenses, passionnés.

Ainsi Cronstadt s'éduquait et se préparait à la part exceptionnellement active qu'il allait prendre bientôt à toutes les luttes, à toutes les étapes de la Révolution et à son oeuvre entière sur toute l'étendue du pays.

D'abord favorables à Kérénsky, les marins furent vite fixés sur son rôle.

Deux semaines à peine après la fameuse offensive ratée du 18 juin, Cronstadt se dressa définitivement contre lui et son gouvernement. Ceci d'autant que, vers la même époque, Kérénsky, ayant eu vent de l'attitude hostile de Cronstadt, se mit à arrêter les marins militants lorsqu'ils se montraient à Pétrograd et à envisager d'autres mesures répressives. Quelques troubles et fusillades à Pétrograd où un régiment révolutionnaire de mitrailleurs s'opposa, armes en main, à son envoi sur le front et fut mitraillé par des troupes fidèles au gouvernement, attisa le feu.

C'est alors que, le 4 juillet, 12.000 marins, soldats, ouvriers et ouvrières de Cronstadt débarquèrent à Pétrograd, porteurs de drapeaux rouges et noirs et de pancartes clamant surtout le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux Soviets locaux ! " Les manifestants se dirigèrent vers le palais de Tauride où toutes les fractions, y compris les bolcheviks, délibéraient sur la situation politique. Ils s'apprêtaient à étendre par la suite la manifestation, à entraîner dans l'action les masses et la garnison de la capitale et à pousser la lutte jusqu'à la chute du gouvernement pour le remplacer par celui " des Soviets ".

Cette fois, leur geste ne fut pas suivi. Après avoir perdu quelques-uns des leurs dans des escarmouches de rues avec les troupes qui soutenaient le gouvernement, ils se rendirent compte de l'insuccès de la manifestation et durent retourner à Cronstadt sans résultat. La nouvelle révolution n'était pas encore mûre.

Le gouvernement, de son côté, n'osa pas sévir contre les manifestants. Il ne se sentait pas assez fort. Après de laborieux pourparlers avec Cronstadt, pourparlers au cours desquels les deux parties se préparaient à une lutte sans merci (Cronstadt formait des bataillons pour attaquer Pétrograd), on finit par arriver à un accord et tout rentra dans le calme.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques traits caractéristiques de cette " sédition " manquée. Les bolcheviks jouèrent un rôle prépondérant. Les manifestants adoptèrent et portèrent surtout leurs mots d'ordre. A Cronstadt, leurs représentants étaient les principaux organisateurs de l'entreprise. Les marins leur posèrent la question : " Que faire si le parti se dérobe à l'action ? " Ils répondirent : " Nous tes obligerons d'ici ". Mais le Comité central n'ayant pris aucune décision (ou ayant décidé de s'abstenir) et certains bolcheviks notoires traitant avec d'autres fractions, ils y participèrent " en amateurs ". Lénine se borna à prononcer du haut d'un balcon, un discours d'encouragement et disparut. Trotsky et d'autres leaders s'abstinrent de toute intervention et s'éclipsèrent à leur tour. *Le mouvement n'était pas le leur. Ils ne le commandaient pas. Donc, il ne les intéressait point. Ils attendaient leur heure.*

Détail curieux : certains bolcheviks, ayant installé sur une auto blindée un grand drapeau rouge aux initiales de leur Comité Central, voulurent se mettre en tête des manifestants. Les marins leur déclarèrent vouloir agir, non pas sous les auspices du parti bolcheviste, mais sous celles de leur Soviet et les obligèrent à prendre place en arrière.

Les anarchistes, déjà influents à Cronstadt, prirent une part active à l'action et y perdirent quelques-uns des leurs.

Mais, au fond, ce fut un mouvement de masses, c'est-à-dire de quelques milliers de révoltés. Un autre fait curieux : après les journées de juillet, la presse bourgeoise reprit ses calomnies contre Cronstadt, insinuant

³⁴ – Pour de multiples raisons, la présence d'anarchistes dans les Soviets était un fait plutôt rare. En dehors de Cronstadt, il y avait

que la sédition était organisée ” avec l’argent allemand ” (on ” précisait ” que chaque matelot avait touché 25 roubles-or par jour), parlant de ” trahison ”, etc. La presse socialiste fit chorus avec l’autre ; elle insinua que le mouvement était l’oeuvre ” d’éléments louches ”. N’a-t-on pas dit, depuis longtemps, que ” le socialisme était le meilleur gendarme de la bourgeoisie ” ?

Cette campagne permit à Kérénsky de menacer Cronstadt de représailles sévères. Mais, nous l’avons vu, il n’osa pas passer aux actes.

Cronstadt ne se laissait, d’ailleurs, nullement intimider. On y était de plus en plus conscient de se trouver sur le bon chemin. Et on était aussi de plus en plus sûr que le jour était proche où les vastes masses comprendraient que la foi, la force et les buts de l’action de Cronstadt étaient les leurs.

C’est alors que Cronstadt déploya résolument son extraordinaire et fébrile activité.

On commença par envoyer, coup sur coup, des agitateurs et des propagandistes populaires - sortes d’émissaires révolutionnaires - dans tous les coins du pays.

Le mot d’ordre et de ralliement était : ” Tout le pouvoir aux Soviets locaux ! ”.

On arrêtait ces émissaires par dizaines en province. Cronstadt ripostait par de nouveaux envois massifs.

Bientôt, une grande satisfaction vint récompenser ses efforts. Les marins de la mer Noire, qui jusqu’alors soutenaient Kérénsky, finirent par mettre en doute ” les informations de source sûre ” dénonçant ” le rôle contre-révolutionnaire de Cronstadt ”. Pour en avoir le coeur net, ils y envoyèrent une délégation. Solennellement reçue par le Soviet, cette délégation s’aboucha intimement avec ceux de Cronstadt, comprit leur attitude et aussi le mensonge de la presse et des autorités.

A partir de ce moment, une liaison étroite s’établit entre les deux flottes.

Quelques unités des troupes du front envoyèrent à Cronstadt des délégations chargées de sonder l’état d’esprit des marins et de tâcher de les mettre à la raison le cas échéant, tant leur renommée était dénaturée par les calomnies.

Une de ces délégations, composée d’un nombre imposant d’hommes décidés en cas de besoin, à une action violente, forma une véritable expédition de guerre. Elle arriva devant Cronstadt sur des bateaux remplis d’armes (même de canons et de mitrailleuses), prête à faire face à toute éventualité, Elle ne se risqua pas à accoster car, d’après les journaux et les rumeurs, ne pouvait-on pas s’attendre à essayer un feu nourri des défenseurs de la ” République indépendante de Cronstadt ” à la solde de l’Allemagne ?

On jeta l’ancre à quelque distance des côtes et on dépêcha en ville, tout d’abord, quelques canots avec des ” plénipotentiaires ”. Débarqués, ceux-ci avancèrent vers la ville, prudemment, comme de véritables patrouilles d’éclaireurs en pays ennemi.

Tout se termina, comme de coutume, par une réception solennelle au Soviet et par des discussions intimes, passionnées, mais amicales. Les marins allèrent visiter les bateaux de l’ ” expédition ” qu’on fit entrer au port. De leur côté, les hôtes visitèrent les navires de guerre. Le soir, après un bon repas et aux sons de la musique, la délégation, convaincue, repartit pour le front, aux cris de : ” Tout le pouvoir aux Soviets locaux ! ”

Souvent les délégations proposaient aux marins d’aller remplacer au front leurs unités fatiguées. Alors ceux de Cronstadt leur exposaient fermement leur point de vue : ” Tant que la terre n’est pas aux paysans ni la Révolution complètement victorieuse, disaient-ils, les travailleurs n’ont rien à défendre. ”

Lorsque, un peu avant la marche du général Korniloff sur Pétrograd, la réaction, dans ses efforts pour se rendre maîtresse des événements, rétablit ça et là la discipline à l’armée, puis la peine de mort sur le front et essaya de détruire les Comités des soldats, Cronstadt reprit ses préparatifs pour une insurrection armée.

Lorsque, vers la même époque, le gouvernement de Kérénsky, sous prétexte de renforcer le front de Riga, décida d’enlever de Cronstadt et de tous les forts les pièces d’artillerie lourde, l’indignation et la colère des marins atteignirent leur comble. Ils se rendaient parfaitement compte que cette artillerie ne pouvait jouer aucun rôle efficace sur le front. De plus, ils savaient que la flotte allemande s’apprêtait à attaquer Cronstadt. Ils se préparaient à lui barrer la route ce qui eût été impossible sans l’artillerie. Ne pouvant admettre une telle ignorance des faits chez les membres du gouvernement, ils voyaient dans cette intention de désarmer Cronstadt à la veille de l’attaque une trahison directe de la Révolution. Ils étaient définitivement convaincus que le gouvernement de

quelques anarchistes au Soviet de Pétrograd et à celui de Moscou. Ailleurs, un anarchiste dans le Soviet était une exception.

Kérénsky avait décidé d'étouffer la Révolution par n'importe quel moyen sans exclure la reddition aux Allemands de Cronstadt et de Pétrograd.

Alors Cronstadt n'hésita pas. Sur les navires et dans les équipages, sur les forts et aux ateliers, des réunions secrètes se mirent à élaborer un plan de résistance et de révolte. En même temps, des dizaines de matelots partageaient tous les jours à Pétrograd où ils faisaient le tour des usines, des chantiers et des casernes, prêchant ouvertement l'insurrection.

Devant cette opposition farouche, le gouvernement recula et céda. On négocia un compromis : un petit détachement de matelots seulement partit pour le front. Au fond, les marins se réjouissaient de cette solution. En effet, le seul endroit où ils ne réussissaient pas à pénétrer, grâce à la vigilance des comités d'officiers, était, précisément, le front. Une occasion se présentait maintenant d'y porter ce qu'on appelait " la contagion de Cronstadt ".

Après le " putsch " du général Korniloff, en août 1917, dont nous avons parlé plus haut et pour l'écrasement duquel les marins de Cronstadt s'étaient particulièrement distingués, la dernière méfiance des masses à leur égard fut brisée. En même temps, la popularité de Kérénsky diminuait chaque jour davantage. On commençait à comprendre partout que Cronstadt avait raison de se méfier du gouvernement, de démasquer les machinations de la réaction et de ne pas se laisser faire.

La victoire morale de Cronstadt fut complète.

A partir de ce moment, de multiples délégations ouvrières et paysannes se succédèrent à Cronstadt. On cherchait à se renseigner sur la situation véritable ; on demandait des conseils et des indications pour l'avenir. Le rôle révolutionnaire de Cronstadt se précisait de plus en plus.

Au départ, toutes les délégations demandaient aux marins d'envoyer dans leurs régions des propagandistes et de la littérature pour éclairer les esprits. Cronstadt ne demandait pas mieux. On peut dire sans exagération que, bientôt, il ne resta plus un seul département, un seul district où des émissaires de Cronstadt n'avaient pas passé au moins quelques jours, conseillant de s'emparer carrément des terres, de ne pas obéir au gouvernement, de réélire et de consolider les Soviets, de lutter à outrance pour la paix et pour la poursuite de la révolution.

C'est à cette époque que les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks durent quitter les Soviets et céder la place aux bolcheviks. Et c'est alors que se forgèrent, fiévreusement, les éléments essentiels de la prochaine Révolution.

Lénine était au courant de toute cette situation et préparait, lui aussi, " son heure ".

Ainsi, par leur inlassable activité, ceux de Cronstadt avaient insufflé un esprit révolutionnaire dans les organisations ouvrières et paysannes et dans l'armée.

Notons qu'en même temps ils se dressaient vigoureusement contre toute mesure non organisée, contre tout acte de haine ou de désespoir individuel.

Et ajoutons qu'au même moment la flotte baltique dut soutenir quelques durs combats contre l'escadre allemande pour défendre l'accès de Pétrograd au nom de la Révolution en marche.

Le lecteur connaît déjà le rôle que Cronstadt avait joué dans la lutte contre le général Korniloff, dans la Révolution d'octobre.

Partout où la Révolution se battait contre la vieille société, ceux de Cronstadt se trouvaient aux rangs des combattants.

Pour en terminer avec la période pré-bolcheviste, il nous reste à mettre le lecteur au courant d'un intense travail *positif* réalisé par Cronstadt malgré toutes les luttes armées et autres tâches.

Le Soviet de Cronstadt créa deux organismes importants : la " Commission technique et militaire " et la " Commission de propagande ".

La *Commission technique et militaire* comprenait : 14 membres du Soviet, quelques délégués de l' " Union des ouvriers des transports maritimes " et des délégués des navires de guerre et des forts.

On créa, de plus, la fonction de commissaires spéciaux aux principaux forts. Ces commissaires étaient chargés d'assurer une liaison permanente entre les forts, le Soviet et la Commission, et aussi de veiller matériellement sur le bon état des forts, leurs moyens d'action, etc.

La commission surveillait tout ce qui avait rapport à la défense de Cronstadt et à ses besoins techniques. Elle était chargée, entre autres, de réaliser le principe de l'armement général du peuple travailleur : elle s'occupait

de l'instruction militaire des ouvriers ; elle formait leurs bataillons : elle tenait à jour les registres de toutes les unités de combat, etc. Elle veillait aussi sur l'état des navires marchands, cargos ou bateaux de passagers. Elle en faisait l'inventaire : elle dirigeait les travaux de réparation ; elle était chargée d'utiliser la ferraille dont regorgeait l'immense dépôt d'artillerie.

La *Commission de propagande* était considérée par Cronstadt comme extrêmement importante. Elle déployait une grande activité éducative, non seulement à Cronstadt même, mais aussi dans des localités plus ou moins éloignées et dont le cercle s'élargissait progressivement à travers le pays. Tous les jours arrivaient des forts dont certains se trouvaient à une trentaine de kilomètres en mer et de telle ou telle banlieue de Pétrograd des demandes d'orateurs, rapporteurs, conférenciers, propagandistes.

La Commission commandait, ramassait et diffusait toute sorte de littérature : politique, sociale (socialiste, communiste, anarchiste) et de vulgarisation scientifique, traitant surtout d'économie générale, d'économie rurale, etc.

Chaque soldat tenait à se composer, avec ses propres deniers, une petite bibliothèque qu'il utilisait d'abord avec empressement lui-même et qu'il rêvait d'emporter plus tard chez lui : dans "son pays", dans son village.

Les méthodes employées pour le choix et l'envoi des propagandistes méritent de retenir l'attention.

Tout atelier, toute unité militaire, tout navire pouvait envoyer un propagandiste populaire en province. Celui qui avait le désir de partir comme tel devait le déclarer à l'assemblée générale de son unité ou de son atelier. S'il n'y avait pas d'objection, le Comité de l'Unité ou de l'atelier remettait au candidat un premier mandat. Celui-ci était visé par la Commission de Propagande et allait au secrétariat du Soviet. Si, à la réunion générale du Soviet, la candidature était appuyée par ceux qui connaissaient personnellement le candidat, et si personne ne s'opposait à sa candidature pour des raisons d'ordre révolutionnaire ou moral, le Soviet retournait le mandat formel et définitif au nom du Soviet. Ce mandat devait le protéger contre toute mésaventure : il lui servait de sauf-conduit et de permis de séjour sur place.

Les moyens pécuniaires pour ces missions étaient fournis par la Caisse du Soviet, constituée par des prélèvements bénévoles des ouvriers sur leurs salaires.

Presque toujours, le propagandiste emportait avec lui des produits spécialement fabriqués par des ouvriers de Cronstadt pour être livrés aux paysans à titre de cadeaux.

Cette petite entreprise industrielle mérite aussi d'être signalée.

Les ouvriers de Cronstadt, particulièrement ceux qui gardaient toujours leur "chez soi" paysan, montèrent un atelier où ils travaillaient aux heures libres, produisant des objets indispensables à la campagne : des clous, des fers à cheval, des faux, des charrues etc. Ils étaient aidés dans cette besogne par des soldats et matelots spécialistes.

L'entreprise prit le nom de : "Union des laboureurs de Cronstadt". Chaque objet fabriqué portait la marque de l'Union. Une liste des objets fabriqués paraissait périodiquement dans les *Izvestia* du Soviet de Cronstadt.

L'Union avait demandé à tous les habitants de la ville de lui livrer la ferraille inutilisable. La Commission technique lui en fournissait également.

Les émissaires de Cronstadt n'oubliaient jamais de se munir de ces produits pour en faire présent aux paysans par l'intermédiaire des Soviets locaux. Des lettres de chaleureuse reconnaissance affluaient au Soviet de la part des paysans qui promettaient, en échange, de soutenir "la ville" dans la lutte "pour le pain et la liberté".

Une autre entreprise est à indiquer.

Les habitants de la ville de Cronstadt utilisèrent le terrain vide entre les côtes et la ville proprement dite pour aménager des jardins potagers collectifs, sortes de petites communes horticoles.

Des groupes de citadins, d'une cinquantaine de personnes habitant le même quartier ou travaillant au même endroit, s'entendaient pour travailler la terre en commun. Chaque "commune" recevait de la ville un lot de terrain tiré au sort. Les "communards" étaient aidés par des spécialistes : arpenteurs et agronomes.

Toutes les questions générales intéressant les membres de ces communes étaient discutées dans des réunions de délégués ou dans des assemblées générales.

Un Comité d'approvisionnement s'occupait des graines de semence. L'outillage était fourni par les dépôts de la ville et par les "communards" eux-mêmes. Le fumier - seul engrais disponible - était livré également par la ville.

Ces jardins potagers ont rendu aux habitants de Cronstadt de fiers services, surtout aux périodes de famine, en 1918 et plus tard.

Les "communes" servirent, en même temps, à rapprocher les habitants entre eux.

Cette "commune libre" fit preuve d'une grande vitalité. Elle existait encore en 1921 et resta longtemps la seule organisation indépendante que les bolcheviks ne parvinrent pas à briser.

Tout ce qui concernait les services et la vie intérieure de la ville était assuré et administré par les citoyens eux-mêmes, au moyen des *Comités de maisons* et des "milices". Peu à peu, on avançait vers la socialisation des habitations et de tous les services urbains.

Généralement à Cronstadt et ailleurs (avant l'intronisation des bolcheviks), les habitants d'une *maison* organisaient d'abord quelques assemblées des locataires. Ces assemblées nommaient un "Comité des locataires", qui comprenait des hommes énergiques et aptes à remplir telle ou telle fonction. (Les locataires finissaient par bien se connaître entre eux.) Le Comité veillait à la bonne tenue de la maison. et à la sécurité de ses habitants; il désignait les gardes de jour et de nuit et ainsi de suite. Les "Comités des maisons" déléguaient un de leurs membres au "Comité de la rue", qui s'occupait des affaires concernant *la rue* du quartier. Venaient ensuite : le "Comité du quartier", le "Comité de l'arrondissement" et, enfin, le "Comité urbain" qui s'occupait des intérêts de la ville et centralisait, d'une façon naturelle et logique, tous les services, dans la mesure où cette centralisation était nécessaire. Telles étaient les tâches des Comités.

Quant à la "milice", son organisation était semblable à celle des Comités : chaque maison possédait un noyau de miliciens, fourni par les locataires; il y avait, ensuite, une milice de rue, de quartier, etc.

Tous les services fonctionnaient admirablement, car les hommes qui s'en chargeaient le faisaient de bon coeur, par goût personnel et en raison de leurs aptitudes individuelles, donc consciemment et consciencieusement, se rendant pleinement compte de l'importance de leur activité³⁵. (Naturellement, les bolcheviks, arrivés au pouvoir, liquidèrent peu à peu cette auto-administration et la remplacèrent par une organisation étatiste "mécanique", assurée par des fonctionnaires.)

S'acheminant ainsi vers la socialisation totale des locaux et de tous les services urbains, la population laborieuse de Cronstadt réalisait en même temps un ensemble de mesures paisibles et créatrices visant à une transformation fondamentale des bases mêmes de la vie en société.

9.4 Cronstadt se dresse contre l'imposture bolcheviste (mars 1921)

9.4.1 Les premiers dissentiments entre Cronstadt et le gouvernement bolcheviste.

Nous abordons le point crucial de l'épopée de Cronstadt : sa lutte désespérée et héroïque, en mars 1921, contre la nouvelle et dernière imposture (bolcheviste) et la fin de son indépendance.

Les premiers dissentiments entre ceux de Cronstadt et le nouveau gouvernement se firent jour presque au lendemain de la Révolution d'octobre.

Le mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux Soviets locaux" signifiait pour Cronstadt l'indépendance de chaque localité, de chaque Soviet, de chaque organisme social dans les affaires qui les concernaient, par rapport au centre politique du pays : le droit de prendre des initiatives, des décisions et des mesures, sans demander la "permission" à ce "centre". D'après cette interprétation, le "Centre" ne pouvait dicter ni imposer sa volonté aux Soviets locaux, chaque Soviet, chaque organisme ouvrier ou paysan étant le "maître" chez lui. Nécessairement, il avait à coordonner son activité avec celle d'autres organisations, sur une base fédérative. Les affaires concernant le pays entier devaient être coordonnées par un centre fédératif général.

Cronstadt supposait donc que, sous la protection du gouvernement "prolétarien" et "ami", une Fédération libre des Soviets et une Fédération libre des Comités d'Usines allaient créer progressivement une force organisée puissante, capable de défendre les conquêtes de la Révolution Sociale et de continuer-celle-ci.

³⁵ — En août-novembre 1917, l'auteur de ces lignes, habitant Péetrograd, se rendait souvent à Cronstadt, y faisait des conférences et suivait de près la vie libre et intense de la population. Certains détails sont empruntés à l'excellente brochure russe, faite par un autre

Or, le gouvernement - naturellement - s'occupait de tout, sauf du problème primordial : celui d'aider les organisations ouvrières et paysannes à s'émanciper définitivement.

Le gouvernement se préoccupait de la Constituante, de sa propre installation et de ses prérogatives, de ses rapports avec les divers partis politiques, de l'élaboration des projets de collaboration avec les restes de la bourgeoisie (" contrôle ouvrier de la production "), etc. Il se souciait fort peu de l'indépendance des organisations ouvrières. Il n'y pensait pas le moins du monde.

Il y avait mieux : manifestement, il comprenait le mot d'ordre " pouvoir aux Soviets " d'une façon étrange. Il l'appliquait à contre-sens. Au lieu de prêter main-forte aux masses ouvrières pour leur permettre de conquérir et d'élargir leur activité propre et autonome, il commençait par leur *enlever tout* " pouvoir " et par les traiter comme des sujets soumis. Il fermait à son gré les usines et en licenciait le personnel contre la décision de celui-ci ; il prenait d'autres mesures arbitraires et coercitives, sans même demander l'avis des travailleurs intéressés, il faisait fi des réclamations émanant des organisations ouvrières. Et surtout - tous les jours davantage - il rétrécissait, sous divers prétextes, la liberté d'action des Soviets et des autres organismes de travailleurs, s'imposait partout arbitrairement et même par la violence.

Complétons à ce propos les exemples cités précédemment de l'imposture du gouvernement bolcheviste et aussi de son incapacité en face des problèmes réels de la Révolution.

Au début de 1918, la population laborieuse de Cronstadt, après des débats dans de multiples réunions, décida de procéder à la " socialisation des maisons et des habitations ".

Il s'agissait, d'abord, d'obtenir le consentement et le concours du Soviet local ; puis, de créer un organisme compétent, ayant à sa charge le recensement et l'examen des immeubles et des locaux, la répartition la plus équitable des logements leur remise en état, leur entretien, la mise en fonction d'un service de réparations, de constructions nouvelles, etc.

Un dernier meeting populaire monstre chargea définitivement quelques membres du Soviet - socialistes-révolutionnaires de gauche et anarcho-syndicalistes - de soulever la question à la prochaine séance plénière.

En conséquence, un projet détaillé, établi par les mandataires, fut déposé au bureau du Soviet.

L'article premier du projet déclarait : " Désormais, la propriété privée pour ce qui concerne les biens fonciers et les immeubles est abolie ".

D'autres articles spécifiaient :

- la gestion de tout immeuble incombera désormais au " Comité de la maison ", élu par l'ensemble de ses locataires ;
- les affaires importantes concernant un immeuble seront discutées et résolues par des assemblées générales des locataires ;
- les affaires concernant l'ensemble d'un quartier seront examinées aux assemblées générales de ses habitants ; des " Comités de quartier " seront désignés dans leur sein ;
- les " Comité d'arrondissement " s'occuperont des affaires touchant tout un arrondissement ;
- enfin, les délégués de tous les arrondissements de la ville formeront le " Bureau exécutif urbain des Comités de maisons ", lequel prendra à sa charge les affaires concernant la ville entière.

Les membres bolcheviks du Soviet demandèrent de reporter à huit jours la discussion du projet, prétextant l'importance du problème et la nécessité d'un examen approfondi.

Ce délai accepté par le Soviet, ils se rendirent à Pétersbourg afin d'y obtenir des instructions du " Centre ".

A la séance suivante les bolcheviks demandèrent le retrait du projet déposé. Ils déclarèrent, notamment, qu'un problème d'une telle importance ne pouvait être résolu autrement que pour l'ensemble du pays ; que Lénine était

militant qui habitait Cronstadt et participait activement à toutes ses uvres : E. Yartchouk, *Cronstadt dans la Révolution russe*. La brochure n'a pas été traduite en français.

déjà en train de préparer un décret à ce sujet et que, dans l'intérêt même de la question, le Soviet de Cronstadt devait attendre les instructions du Centre.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche, les maximalistes et les anarcho-syndicalistes demandèrent la discussion immédiate et obtinrent gain de cause.

Au cours des débats, l'extrême-gauche souligna la nécessité de passer au vote aussitôt après discussion et de procéder à la réalisation immédiate du projet s'il était adopté

Alors les bolcheviks et les sociaux-démocrates (mencheviks) formèrent un " front unique ", se levèrent et quittèrent la salle. Des applaudissements ironiques nourris et des cris : " Enfin, ça y est : les voilà unis ! " accompagnèrent leur geste.

S'efforçant d'arranger les choses, un délégué maximaliste proposa de voter le projet article par article, ce qui permettait aux bolcheviks de revenir, de prendre part au vote et d'effacer ainsi la fausse impression que leur sortie avait laissée : celle d'être contre l'abolition de la propriété privée.

La proposition fut adoptée. Entre temps, les bolcheviks comprirent leur manque de tactique. Ils regagnèrent leurs sièges et votèrent l'article premier : " La propriété privée en ce qui concerne les biens fonciers et les immeubles est abolie ".

Ce fut de leur part un vote " de principe ".

Mais lorsqu'on passa à la discussion des articles traitant des moyens de réalisation immédiate de ce principe, ils quittèrent la salle à nouveau.

Détail curieux : quelques bolcheviks estimèrent impossible pour eux de se soumettre, dans cette affaire, à la " discipline du parti ". Ils restèrent à leurs places, prirent part à la discussion et votèrent le projet. Ils déclarèrent avoir été formellement mandatés par leurs électeurs pour voter la réalisation immédiate de celui-ci. Néanmoins, sévèrement frappés, ils furent exclus du parti " en raison de leur penchant anarcho-syndicaliste ".

Le projet fut voté.

Mais longtemps encore, une lutte passionnée se poursuivit autour de cette affaire, aux ateliers, dans les bataillons, sur les navires, etc. (Cronstadt n'était pas encore ligoté.) Les réunions se succédaient. Les membres du Soviet étaient invités à y faire des rapports sur les incidents de la discussion et sur leur attitude. Certains bolcheviks réfractaires au projet furent rappelés du Soviet par leurs électeurs.

A la suite de ces incidents, les bolcheviks ouvrirent une campagne violente contre les anarcho-syndicalistes. Et ils tentèrent de saboter l'application du projet adopté.

Rien n'y fit. Bientôt, les Comités (des immeubles, des quartiers, etc.) furent constitués et commencèrent à fonctionner. Le projet entra en vigueur. Le principe : " Chaque habitant a droit à un logis convenable " devint une réalité.

Toutes les habitations furent méthodiquement visitées, examinées et recensées par les soins des Comités, aux fins d'une répartition plus équitable.

On découvrit, d'une part, des taudis horribles où s'entassaient des malheureux, parfois plusieurs familles ensemble, alors que des appartements de 10 à 15 pièces, ensoleillées et confortables, n'étaient occupés que par quelques personnes seulement. Le directeur de l'École des Ingénieurs, par exemple, célibataire, occupait à lui seul un appartement luxueux de 20 pièces. Et lorsque la commission se présenta pour recenser son appartement et diminuer son " espace vital " au profit de quelques malheureuses familles arrachées à des taudis malsains, il protesta bruyamment et qualifia cet acte de " véritable brigandage ".

Bientôt, tous ceux qui remplissaient des baraques insalubres, des mansardes infectes ou des sous-sols immondes, purent être logés dans les locaux un peu plus sains et confortables.

On aménagea quelques hôtels pour les voyageurs.

Chaque Comité d'arrondissement organisa un atelier chargé des travaux de réparations et d'aménagement des immeubles. Ces ateliers fonctionnèrent avec succès.

Plus tard, le gouvernement bolcheviste détruisit cette organisation et brisa net ses débuts constructeurs. La gestion des immeubles passa à une institution purement bureaucratique, centralisée par en haut : la " Centrale des biens fonciers et des immeubles " rattachée au " Conseil d'Économie nationale ". Cette " Centrale " installa dans chaque immeuble, quartier, arrondissement un fonctionnaire ou, pour mieux dire, un *policier*, chargé surtout

de surveiller les entrées et les sorties des maisons, de signaler les déplacements des habitants du quartier, de signifier les infractions aux lois de couchage et aux règlements des visas, de dénoncer les " suspects ", etc.

Plusieurs décrets bureaucratiques et partant stériles, furent promulgués. Tous les travaux, toutes les tâches positives, concrètes, furent abandonnés. La population intéressée étant même éliminée de la besogne (comme dans d'autres domaines), tout retomba dans l'état d'inertie et de stagnation. Les meilleurs immeubles furent réquisitionnés pour les services bureaucratiques de l'État, pour les appartements des fonctionnaires, etc. Et les autres, plus ou moins abandonnés à leur sort, commencèrent à se détériorer.

9.4.2 Les mesures préventives du gouvernement.

A la suite de tels procédés et agissements du nouveau pouvoir *dans tous les domaines de la vie* , les marins de Cronstadt ne tardèrent pas à comprendre qu'ils avaient été trompés, bercés par les faux slogans de " Etat prolétarien ", de " dictature du prolétariat " et autres. Ils comprirent que, sous une apparente amitié, de nouveaux ennemis des masses laborieuses s'étaient installés sur le trône.

Ils ne cachèrent pas leur déception. Une certaine opposition pacifique mais ferme aux actes bureaucratiques, arbitraires, antisociaux et antirévolutionnaires du gouvernement bolcheviste se fit sentir dans leurs rangs *dès fin* 1917, quelque deux mois après la Révolution d'octobre.

Mais les bolcheviks veillaient. Le gouvernement savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les militants de Cronstadt. Il ne pouvait pas se sentir en sécurité tant que, tout près de lui, continuait à exister cette citadelle de la véritable Révolution.

Il fallait à tout prix la réduire à l'impuissance et à l'obéissance.

Le gouvernement conçut un plan machiavélique. N'osant pas attaquer Cronstadt ouvertement, " de front ", il commença - méthodiquement, sournoisement - à *l'affaiblir* , à l'appauvrir, à l'user, à l'épuiser. Il mit en oeuvre une série de mesures camouflées pour priver Cronstadt de ses meilleures forces, pour lui enlever ses éléments les plus combattifs, pour l' " effriter " et, en fin de compte, l'anéantir.

Avant tout, il continua à utiliser plus que jamais l'enthousiasme révolutionnaire, les forces et les aptitudes des marins.

Lorsque, peu après octobre, la situation alimentaire de la population des villes devint catastrophique, le gouvernement demanda à Cronstadt de former des équipes spéciales de propagandistes et de les envoyer en province, à la campagne, dans les villages, prêcher aux paysans les idées de solidarité et de devoir révolutionnaires, notamment la nécessité de nourrir les villes. La renommée révolutionnaire de ceux de Cronstadt, disaient les bolcheviks, pouvait rendre à la cause des services inappréciables : les marins arriveraient plus facilement que tous autres à convaincre les paysans de céder une partie de leurs récoltes aux ouvriers affamés.

Cronstadt s'exécuta. De nombreuses formations partirent pour les profondeurs du pays et s'acquittèrent de la tâche. Or, presque tous ces détachements furent ensuite éparpillés, par mille moyens. Pour diverses raisons, leurs membres furent obligés de rester à l'intérieur du pays. Ils ne rentrèrent plus à Cronstadt.

D'autre part, le gouvernement prélevait constamment à Cronstadt de gros détachements pour les envoyer partout où la situation intérieure devenait flottante, menaçante, dangereuse.

Cronstadt s'exécutait toujours. Combien de ces braves militants et combattants ne revirent plus jamais leur navire ou leur caserne !

On lui demandait aussi, constamment, des hommes pour remplir des fonctions ou occuper des postes exigeant des aptitudes spéciales, une responsabilité sérieuse, un courage à toute épreuve.

Cronstadt ne refusait jamais.

Des chefs de formations militaires, des commandants de trains ou de voitures blindés et de stations de chemin de fer, des ouvriers spécialisés : mécaniciens, tourneurs, monteurs, etc., étaient continuellement puisés parmi ceux de Cronstadt.

Cronstadt se prêtait à tous les sacrifices.

Lorsque le soulèvement de Kalédine dans le Sud devint menaçant, ce fut encore Cronstadt qui envoya contre lui des forces importantes, contribua puissamment à l'écrasement de l'ennemi et laissa beaucoup des siens sur le champ de bataille.

Toutes ces mesures préalables furent enfin couronnées par un coup de massue auquel Cronstadt, *déjà très affaibli*, ne put résister efficacement.

Lorsque, fin février 1918, les marins rentrant de leur expédition contre Kalédine descendirent du train à la station terminus d'où s'ouvrait le panorama du golfe de Finlande sous sa nappe de neige hivernale, ils furent surpris de voir la route noire de monde. C'étaient les matelots de Cronstadt qui se traînaient vers Pétrograd, leurs baluchons au dos.

Bientôt ceux qui rentraient apprirent l'amère vérité de la bouche de ceux qui partaient ainsi.

A l'encontre de la résolution adoptée par le Congrès panrusse des marins au lendemain de la Révolution d'octobre, résolution proclamant, conformément aux mandats unanimes donnés aux délégués, que la flotte ne serait pas démobilisée, mais resterait intacte comme unité combattante révolutionnaire, le Conseil des Commissaires du Peuple publia, au début de février 1918, le fameux décret d'après lequel *la flotte actuelle était déclarée dissoute*. Une nouvelle " Flotte rouge " allait être créée, sur des bases nouvelles. Chaque conscrit devait signer désormais un engagement *individuel* par lequel il entrait dans la marine " bénévolement ". Et - détail significatif - les soldes des matelots étaient très alléchantes.

Les marins refusèrent d'exécuter le décret.

Le gouvernement riposta par un ultimatum : ou la soumission, ou la ration supprimée dans les vingt-quatre heures.

Cronstadt ne se sentait pas assez fort pour résister jusqu'au bout. La rage au cœur, tout en maudissant le nouveau Pouvoir " révolutionnaire ", les matelots plièrent bagage et quittèrent leur " citadelle " emportant quelques mitrailleuses. " Nous en aurons peut-être encore besoin, disaient-ils. Que les bolcheviks arment donc eux-mêmes leurs futurs mercenaires ! "

(Comme on le sait, quelques mois plus tard, le gouvernement bolcheviste désarma toute la population. Tout citoyen, quel qu'il fût et où qu'il se trouvât, était sommé de rendre ses armes aux autorités locales, sous peine de mort.) Plus tard, un certain nombre de matelots, de retour des fronts révolutionnaires ou pour d'autres raisons, revinrent à Cronstadt et s'y regroupèrent. Mais ce n'était plus qu'une poignée sans importance. Les forces principales étaient " pulvérisées " à travers l'immense pays.

9.4.3 Cronstadt affaibli.

Cronstadt n'était plus la même ville.

Le gouvernement put s'en persuader à plusieurs reprises.

Ainsi, lors des pourparlers de paix avec l'Allemagne, le Soviet de Cronstadt, comme l'écrasante majorité des autres Soviets, vota contre la paix avec les généraux. Dans tous les meetings et réunions on se prononça contre une telle paix. Alors les bolcheviks, après avoir pris certaines mesures, annulèrent le premier vote, soulevèrent la question pour la seconde fois et imposèrent une résolution pour la paix. Cronstadt s'inclina.

La paix conclue et le compact bloc révolutionnaire (Cronstadt, l'escadre de la mer Noire, etc.) enfin désagrégé, le gouvernement bolcheviste avait le champ libre pour consolider sa dictature sur le peuple laborieux.

Lorsque, en avril 1918, il attaqua, à Moscou et ailleurs, les groupements anarchistes, fermant leurs sièges, supprimant leur presse et jetant en prison leurs militants, Cronstadt montra encore une fois ses griffes. Mais elles n'avaient plus le même tranchant. Il était maintenant impossible aux matelots de " tourner leurs canons " contre les imposteurs. Et d'ailleurs ces derniers ne se trouvaient plus à portée de leurs armes : ils s'étaient déjà retranchés, comme certains tyrans précédents, derrière les murs du Kremlin, à Moscou. Cronstadt dut se borner à deux résolutions de protestation : l'une fut adoptée lors d'un meeting monstre tenu sur la glorieuse place de l'Ancre, l'autre le fut par le Soviet.

Aussitôt, une répression féroce s'abattit sur " l'orgueil et la gloire de la Révolution ". Les bolcheviks laissèrent convoquer les réunions à dessein : il leur fallait un prétexte. Le Soviet fut dissous et remplacé par un nouveau, plus docile. Les réunions, la parole, la presse, etc., furent soumises, comme partout, au contrôle de l'Etat. Une section de la Tchéka s'installa dans la ville. Des " cellules communistes " furent créées partout : dans les ateliers, dans les régiments, sur les navires.

Chacun était surveillé par les mouchards. Pour la moindre critique des actes bolchevistes, les " coupables " étaient saisis et emmenés à Pétrograd où ils disparaissaient pour la plupart.

Une seule fois Cronstadt se cabra résolument et l'emporta. La navire de ligne *Pétropavlovsk* refusa net de remettre entre les mains des autorités un matelot anarchiste (un nommé Skourikhine). Les bolcheviks, cette fois, n'insistèrent pas. Provoquer un soulèvement pour un individu eût été imprudent. Le jeu n'en valait pas la chandelle. Et quant au bonhomme, on l'aurait plus tard par un autre moyen.

Sauf pour ce cas fâcheux, le gouvernement bolcheviste pouvait jubiler : l'avant-garde de la vraie Révolution, Cronstadt, était bien impuissante, pliée sous la poigne de fer du pouvoir " communiste ".

Toutefois ceci n'était vrai qu'à moitié.

Pendant des mois et des mois, Cronstadt assistait impuissant à l'imposture, à l'ignominie, aux crimes des fossoyeurs de la Révolution.

En rentrant de permission, les matelots racontaient de quelle façon le " Pouvoir des travailleurs " traitait les travailleurs. A la campagne, on réquisitionnait chez les paysans, sans distinction, le dernier blé, le dernier bétail, souvent même des objets de ménage, condamnant ainsi les cultivateurs à une existence de famine et on n'hésitait pas à recourir aux arrestations et aux exécutions en masse des récalcitrants. Autour des villes, des barrages armés confisquaient impitoyablement quelques malheureux sacs de farine que les paysans envoyaient le plus souvent à leurs parents affamés, et jetaient en prison ceux qui résistaient. Et, en même temps, on " ne voyait pas " de vrais marchands qui passaient avec leurs marchandises destinées à la spéculation, car ceux-là savaient graisser les pattes.

" Le peuple laborieux est désarmé ", constataient les matelots ; on voit maintenant que l'armement général des travailleurs, la liberté de parole et d'action font peur non seulement aux contre-révolutionnaires avérés, mais aussi à ceux qui abandonnent le vrai chemin de la Révolution. On crée l'Armée Rouge qui, comme toutes les armées, finira par devenir une force aveugle entre les mains du parti au pouvoir. Détachés de la base, de l'atelier, de leurs camarades de travail, les soldats, choyés, entraînés par des mots d'ordre trompeurs, soumis à une discipline abrutissante et privés des moyens d'agir d'une façon organisée, pourront être facilement maniés dans le sens voulu par les dirigeants, quels qu'ils soient ".

Cronstadt écoutait, observait et bouillonnait, mais se sentait impuissant à agir.

Et quant au peuple il était de plus en plus ligoté, muselé, subjugué, écrasé.

9.4.4 Les ouvriers de Pétrograd se soulèvent contre le gouvernement bolcheviste.

Enfin, et malgré tout, l'orage éclata.

Il commença à gronder, non pas à Cronstadt, mais à Pétrograd.

Fin février 1921, la situation des masses ouvrières dans les villes était devenue intenable.

La vie entière se désagrégeait. Les denrées de toute première nécessité faisaient défaut. Le pain même était rationné et difficile à trouver. Faute de combustible, les habitations ne pouvaient plus être chauffées. Les chemins de fer fonctionnaient à peine. De nombreuses usines fermaient leurs portes, ce qui aggravait la situation.

Les appels, les interpellations, les réclamations des ouvriers restaient sans effet.

Le Pouvoir bolcheviste se rendait parfaitement compte de la gravité de la situation. Il avouait même son impuissance à y remédier. Mais il se refusait obstinément à modifier quoi que ce fût de sa " ligne ". Il ne voulait même pas *discuter* avec les ouvriers mécontents. Il repoussait d'avance toute suggestion, toute collaboration, toute initiative. En guise de remède il recourait de plus en plus à des réquisitions, à des expéditions militaires, à des mesures répressives, à la violence la plus arbitraire.

Alors, des troubles sérieux éclatèrent à Pétrograd.

Plusieurs usines, parmi les plus importantes, improvisèrent des assemblées générales ouvrières et adoptèrent des résolutions hostiles au gouvernement, exigeant un changement de régime. Des proclamations rédigées dans le même sens apparurent dans les ateliers et sur les murs. Les masses s'agitaient sourdement.

Une observation importante s'impose ici.

Naturellement, dans ce vaste mouvement populaire plusieurs éléments intervenaient, plusieurs thèses se heurtaient. Aucune *liberté* d'idées ni de discussion n'étant admise et de nombreux *révolutionnaires* étant sous les

verrous, toute cette effervescence était, nécessairement, vague et confuse. La Révolution ayant déjà dévié, le processus révolutionnaire étant engagé sur une fausse route, le mouvement entier était fatalement dénaturé.

Dans ces conditions il était naturel que certains éléments du mouvement, influencés par une propagande antirévolutionnaire - celle des socialistes modérés surtout - proposassent des mesures et des solutions qui cherchaient à ramener la Révolution en arrière au lieu de tenter de la dégager de l'impasse pour la faire *avancer*.

Ainsi, certains éléments demandaient le retour à la liberté de commerce et surtout la convocation d'une Assemblée constituante.

Mais, trois faits essentiels sont à signaler.

1. Les éléments en question étaient loin de *prévaloir* dans l'ensemble du mouvement. Ils n'étaient nullement les plus forts ni les plus audacieux. La liberté de propagande pour les gauches, la liberté d'action pour les masses, pouvaient encore, avec l'aide des bolcheviks sincères, sauver la situation amener une solution et donner à la Révolution un nouvel élan *dans le bons sens*.
2. N'oublions pas qu'au point de vue général, le bolchevisme représentait lui aussi un système réactionnaire. Il y avait donc deux forces réactionnaires en présence : l'une composée de certains éléments antibolchevistes, tirait en arrière ; l'autre - le bolchevisme lui-même - paralysait et pétrifiait la Révolution. La seule force vraiment révolutionnaire se trouvait ailleurs.
3. Justement, d'autres éléments représentaient cette véritable force révolutionnaire. Et - ce qui nous importe ici - *Cronstadt en était le représentant le plus important*.

Ceux de Cronstadt envisageaient une solution qui, tout en étant hostile au bolchevisme, n'avait cependant rien de commun avec les idées rétrogrades, *comme celle de l'Assemblée constituante ou celle de retour au capitalisme privé*.

L'action menée par Cronstadt, au début même des troubles, en fait foi.

En réponse à certaines proclamations et à une propagande exigeant la convocation de la Constituante, Cronstadt envoya (bien entendu, clandestinement) des délégués à des usines, fabriques et ateliers de Pétrograd pour déclarer aux ouvriers ce qui suit :

Toute l'énergie révolutionnaire de Cronstadt, ses canons et ses mitrailleuses seront résolument dressés *contre l'Assemblée constituante* et contre tout retour en arrière. Mais si les ouvriers désabusés de la " dictature du prolétariat ", se dressent contre les nouveaux imposteurs, pour les " *Soviets libres* ", pour la liberté de parole, de presse, d'organisation et d'action des travailleurs : ouvriers et paysans, et de tous les courants idéologiques : anarchistes, socialistes-révolutionnaires de gauche, etc., si les ouvriers se soulèvent pour une troisième Révolution vraiment prolétarienne, pour les mots d'ordre d'octobre, alors Cronstadt les appuiera de toutes ses forces, unanimement prête à vaincre ou à mourir.

Les meetings spontanés dans toutes les grandes usines commencèrent le 22 février.

Le 24, les troubles prirent une tournure plus grave.

Dès le matins les autorités entreprirent, aux fins d' " épuration ", une révision des fiches individuelles des ouvriers de l'usine Troubotchny, une des plus importantes de Pétrograd. Cela fit déborder la coupe. L'usine cessa le travail. Quelques centaines d'ouvriers allèrent à d'autres usines afin de faire débrayer le personnel. Bientôt l'usine Baltique, la fabrique Laferme et l'usine de munitions Patronny se joignirent à la grève.

Une foule de 2.000 à 3.000 ouvriers, très agités, se forma dans la rue et tenta de manifester. Le gouvernement " ouvrier et paysan ", qui disposait déjà de quelques forces policières et militaires spécialement dressées, suffisantes pour combattre de tels mouvements, dépêcha sur place des détachements d'étudiants de l'Académie Militaire, aspirants officiers (dits " *Koursanti* "). Des collisions eurent lieu entre ces troupes et la foule sans armes. Les ouvriers furent dispersés. Par ailleurs, la police et les troupes empêchèrent plusieurs meetings.

Le 26 février, le mouvement s'accrut encore. Il se répandit dans toute la ville. Les grévistes firent " débrayer " les ouvriers des arsenaux de l'Amirauté et ceux du port " *Galernaïa* ".

Des masses d'ouvriers se rassemblaient çà et là. Elles furent de nouveau dispersées par les formations spéciales.

Voyant les désordres s'amplifier, le gouvernement alerta la garnison de la capitale. Mais celle-ci était aussi en effervescence. Plusieurs unités déclarèrent qu'elles n'avaient pas à se battre contre les ouvriers. Elles furent désarmées ; mais le gouvernement ne pouvait plus compter sur ces troupes. Il s'en passa, d'ailleurs, ayant amené, de la province et de certains " fronts " de la guerre civile des détachements d'élite, communistes par excellence.

Le même jour, le gouvernement créa à Pétrograd un " Comité de Défense ", sous la présidence de Zinovieff, pour coordonner toute l'action contre le mouvement.

Le 26 février, à la séance du Soviet de Pétrograd, un communiste notoire, Lachévitch, membre dudit Comité et aussi du Conseil militaire révolutionnaire de la République, fit un rapport sur la situation. Il dénonça les ouvriers de l'usine Troubotchny comme meneurs des troubles, les qualifiant d' " hommes qui ne pensaient qu'à leur intérêt personnel " et de " contre-révolutionnaires ". En conséquence l'usine fut fermée et les ouvriers se trouvèrent privés automatiquement de leur ration de vivres.

Au cours de là même séance, le Commissaire de la flotte baltique, Kouzmine, signala pour la première fois une certaine effervescence parmi les équipages des navires de guerre en rade de Cronstadt.

A partir du 27 février, un nombre considérable de proclamations de toutes sortes furent diffusées dans les rues et apposées aux murs de la capitale. L'une des plus caractéristiques disait :

Un changement fondamental dans la politique du gouvernement est nécessaire. En premier lieu, les ouvriers et les paysans ont besoin de liberté. Ils ne veulent pas vivre selon les prescriptions des bolcheviks : ils veulent décider eux-mêmes de leur destin.

Camarades, maintenez l'ordre révolutionnaire ! Exigez d'une manière organisée et décidée :

La libération de tous les socialistes et des ouvriers sans parti, emprisonnés ;

L'abolition de l'état de siège, la liberté de parole, de presse et de réunion pour tous ceux qui travaillent ;

La réélection libre des Comités d'usines et des représentants aux syndicats et aux Soviets.

Le gouvernement répondit par des arrestations en masse et par la suppression de diverses organisations ouvrières.

Le 28 février, les forces militaires communistes, arrivées du dehors, envahirent Pétrograd. Aussitôt une répression impitoyable s'abattit sur les travailleurs. Désarmés, ceux-ci ne purent résister. En deux jours les grévistes furent réduits par la force et l'agitation ouvrière écrasée " par une main de fer ", selon l'expression de Trotsky.

Or, c'est précisément le 28 février que Cronstadt se mit en mouvement.

9.4.5 Cronstadt appuie les ouvriers de Pétrograd. - Son premier geste. - La riposte et l'attitude du gouvernement.

Ce 28 février, l'équipage du navire de ligne *Pétropavlovsk*, en émoi depuis quelques jours, adopta une résolution qui obtint aussitôt l'approbation d'un autre navire de guerre : *Sébastopol*.

Rapidement, le mouvement s'étendit à toute la flotte de Cronstadt et gagna aussi les régiments rouges de la garnison.

La résolution ne portait aucun caractère agressif ; elle se bornait à formuler les aspirations des travailleurs et des marins.

Quelques commissions de marins furent envoyées à Pétrograd afin d'établir une liaison plus étroite avec les ouvriers de la capitale et obtenir une information exacte sur la situation.

Ainsi le mouvement des marins avait un caractère tout à fait pacifique et loyal. Il appuyait moralement certaines revendications des travailleurs, ce qui n'était nullement anormal dans un " Etat ouvrier ", dirigé par un " Gouvernement prolétarien ".

Le 1er mars une réunion publique eut lieu sur la place de l'Ancre. Elle fut convoquée *officiellement* par la première et la seconde escadres de la flotte baltique. L'annonce parut dans l'organe du Soviet de Cronstadt.

Le même jour, le président de l'Exécutif central panrusse Kalinine, et le Commissaire de la flotte baltique Kouzmine, arrivèrent à Cronstadt. Kalinine fut reçu avec les honneurs militaires, avec musique et bannières déployées.

16.000 marins, soldats rouges et travailleurs assistèrent à la réunion. Elle fut présidée par le président du Comité exécutif du Soviet de Cronstadt, le communiste Vassilieff. Kalinine et Kouzmine étaient présents.

Les délégués des commissions envoyées à Pétrograd firent leurs rapports au meeting. Vivement indignée, la réunion exprima sa désapprobation des méthodes employées par les communistes pour étouffer les légitimes aspirations des ouvriers de Pétrograd. La résolution adoptée la veille par le *Pétropavlovsk* fut alors présentée à l'assemblée. A la discussion, le président Kalinine et le Commissaire Kouzmine attaquèrent avec une extrême violence la résolution, les grévistes de Pétrograd et les marins de Cronstadt. Mais leurs discours n'eurent aucun effet. La résolution du *Pétropavlovsk*, mise aux voix par un matelot, Pétritchenko, fut adoptée à l'unanimité.

” La résolution fut adoptée par la majorité écrasante de la garnison de Cronstadt. Elle fut lue au meeting général de la ville le 1er mars, en présence de près de 16.000 citoyens, et adoptée à l'unanimité. Le président du Comité exécutif de Cronstadt, Vassilieff, et le camarade Kalinine votèrent contre la résolution. ” C'est dans les termes ci-dessus que le Commissaire Kouzmine nota l'événement.

Voici le texte intégral de ce document historique :

Résolution de la réunion générale de la 1re et de la 2e escadres de la flotte de la Baltique, tenue le 1er mars 1921.

Après avoir entendu les rapports des représentants envoyés à Pétrograd par la réunion générale des équipages pour y examiner la situation,

L'assemblée décide qu'il faut :

Etant donné que les Soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans,

1° Procéder immédiatement à la réélection des Soviets au moyen du vote secret. La campagne électorale parmi les ouvriers et les paysans devra se dérouler en pleine liberté de parole et d'action ;

2° Etablir la liberté de parole et de presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour les partis socialistes de gauche³⁶ ;

3° Accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux organisations paysannes ;

4° Convoquer en dehors des partis politiques une Conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Pétrograd, de Cronstadt et de la province de Pétrograd pour le 10 mars 1921 au plus tard ;

5° Elargir tous les prisonniers politiques socialistes et aussi tous les ouvriers, paysans soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans ;

6° Elire une commission aux fins d'examiner les cas de ceux qui se trouvent dans les prisons et les camps de concentration ;

7° Abolir les ” offices politiques ”, car aucun parti politique ne doit avoir des privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'État des moyens pécuniaires dans ce but. Il faut instituer à leur place des commissions d'éducation et de culture, élues dans chaque localité et financées par le gouvernement ;

8° Abolir immédiatement tous les barrages³⁷ ;

³⁶ — Il faut avoir connu Cronstadt pour comprendre le vrai sens de cette clause. En effet, elle a l'air de vouloir limiter la liberté de parole et de presse car elle ne l'exige que pour les courants d'extrême gauche. La résolution le fait *uniquement pour enlever d'avance toute possibilité de se méprendre sur le vrai caractère du mouvement.*

³⁷ — Il s'agit des détachements armés autour des villes dont il a été question plus haut. Leur but officiel était de supprimer le commerce illicite et de confisquer les vivres et autres produits. L'irresponsabilité et l'arbitraire de ces ” barrages ” étaient devenus proverbiaux dans le pays. Fait piquant : le gouvernement supprima ces détachements *la veille de son attaque contre Cronstadt* . On cherchait ainsi à tromper et à endormir le prolétariat de Pétrograd.

9° Uniformiser les rations pour tous les travailleurs, excepté pour ceux qui exercent des professions dangereuses pour la santé ;

10° Abolir les détachements communistes de choc dans toutes les unités de l'armée ; de même pour la garde communiste dans les fabriques et usines. En cas de besoin ces corps de garde pourront être désignés dans l'armée par les compagnies et dans les usines et fabriques par les ouvriers eux-mêmes ;

11° Donner aux paysans la pleine liberté d'action en ce qui concerne leurs terres et aussi le droit de posséder du bétail, à condition qu'ils s'acquittent de leur tâche eux-mêmes, c'est-à-dire sans avoir recours au travail salarié ;

12° Désigner une commission ambulante de contrôle ;

13° Autoriser le libre exercice de l'artisanat, sans emploi d'un travail salarié ;

14° Nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades " coursanti " militaires de se joindre à notre résolution ;

15° Nous exigeons que toutes nos résolutions soient largement publiées par la presse.

La résolution est adoptée à l'unanimité par la réunion des équipages de l'escadre. Deux personnes se sont abstenues.

Signé : *Pétritchenko*, président de la réunion ; *Pérépelkine* secrétaire.

Il est regrettable que le texte *traduit* de la résolution n'en reflète pas la tournure populaire, le style " rustique ", le parfum candide : une preuve de plus que le mouvement se trouvait entièrement entre les mains des travailleurs eux-mêmes, qu'il exprimait bien leurs véritables idées et aspirations, sans être " poussé " ou " monté " par qui que ce fut.

Puisque la validité des mandats du Soviet de Cronstadt allait expirer, la réunion décida de convoquer une conférence de délégués des navires, de la garnison, des ateliers, des syndicats et des différentes institutions soviétiques, pour le 2 mars, afin de discuter les modalités des nouvelles élections. Cette décision était parfaitement conforme à la Constitution soviétique. La Conférence fut officiellement et régulièrement annoncée dans les *Izvestia*, organe officiel du Soviet.

Le 2 mars, plus de 300 délégués se réunirent dans la Maison d'Education, ancienne Ecole des Ingénieurs.

La grande majorité des délégués n'appartenait à aucun parti politique. Les délégués communistes formaient une minorité ; néanmoins selon la coutume, les rapporteurs de la question : " Les buts et les tâches de la Conférence des délégués ", furent désignés parmi ceux-ci.

La réunion fut ouverte par le marin Pétritchenko. Elle élit, au scrutin public, un bureau de cinq membres. L'un d'eux raconta plus tard que les membres de la Conférence étaient exclusivement des marins, des soldats rouges, des ouvriers et des employés soviétiques. Naturellement, il n'y avait, parmi les délégués, aucun " officier de l'ancien régime " (insinuation lancée par les communistes de Pétrograd).

L'ordre du jour portait : les nouvelles élections au Soviet. On voulait les organiser sur une base plus libre et plus juste, tenant compte de la résolution adoptée la veille. On désirait un Soviet capable de poursuivre les tâches fixées par celle-ci.

L'esprit de la Conférence était tout à fait " soviétique ". Cronstadt exigeait des Soviets libres de toute emprise des partis politiques, Soviets qui seraient vraiment le reflet des aspirations des travailleurs et exprimeraient leur volonté. Cela n'empêchait nullement les délégués - adversaires du régime arbitraire des commissaires bureaucrates, mais non pas de celui des Soviets - d'être loyaux, de sympathiser avec le parti communiste comme tel et de désirer une solution pacifique des problèmes urgents.

Mais laissons raconter les événements à ceux de Cronstadt eux-mêmes.

Voilà ce qu'ils relatent dans les *Izvestia* du Comité révolutionnaire provisoire de Cronstadt, n° 9, du 11 mars 1921. (La " résolution " se trouve dans le n° 1 du 3 mars) :

Comment fut créé le Comité Révolutionnaire Provisoire

Le 1er mars, à 2 heures de l'après-midi, un meeting de marins, soldats rouges et ouvriers s'est tenu sur la place de la Révolution, avec l'autorisation du Comité exécutif du Soviet et non pas arbitrairement.

15.000 personnes assistèrent à cette réunion. Elle eut lieu sous la présidence du camarade Vassilieff, président du Comité exécutif. Le camarade Kalinine, président du Comité exécutif central panrusse, et Kouzmine, commissaire de la flotte baltique, venus de Pétrograd, y assistaient.

L'objet de la réunion était la discussion de la résolution adaptée précédemment par la réunion générale des équipages de la 1re et de la 2e escadres, dont le sujet était : " Les événements en cours " et " Les moyens de sortir le pays de l'état de désorganisation et de désarroi ".

Cette " résolution " est actuellement connue de tout le monde. Elle ne contient rien qui puisse ébranler le pouvoir des Soviets.

Au contraire, elle exprime bien l'idée du véritable pouvoir des Soviets : pouvoir des ouvriers et des paysans.

Mais les camarades Kalinine et Kouzmine, qui prirent la parole, ne voulurent pas le comprendre. Leurs discours restèrent sans écho. Ils ne surent pas gagner le cœur des masses tourmentées jusqu'à l'angoisse. Et le meeting vota unanimement la résolution des équipages.

Le lendemain, au su du Comité exécutif, avec son autorisation et conformément aux instructions publiées dans les *Izvestia*, les délégués des navires, de la garnison, des ateliers et des syndicats, à raison de deux par organisation, se réunirent à la Maison d'Éducation (ex-Ecole des Ingénieurs) : en tout, plus de 300 personnes.

Les représentants de l'autorité perdirent contenance. D'aucuns quittèrent même la ville. Dans ces conditions, l'équipage du navire de ligne *Pétropavlovsk* se vit obligé d'assurer la garde de l'édifice et la protection des délégués contre les excès éventuels, d'où qu'ils vinsent.

La Conférence fut ouverte par le camarade Pétritchenko. Après l'élection du Bureau, au nombre de 5 délégués, il donna la parole au camarade Kouzmine, commissaire de la flotte baltique. En dépit de la position très nette prise par la garnison et les ouvriers vis-à-vis des représentants du Pouvoir et vis-à-vis des communistes, le camarade Kouzmine ne voulut pas en tenir compte.

La Conférence avait pour tâche de trouver une issue pacifique à la situation créée. Il s'agissait, notamment, de constituer un organe à l'aide duquel on pourrait effectuer les réélections au Soviet, prévues par la résolution, sur des bases plus justes.

Cette tâche s'imposait d'autant plus que les pouvoirs du Soviet précédent composé presque uniquement de communistes, et qui s'était avéré inapte à résoudre les problèmes vitaux absolument urgents, venaient à leur terme.

Mais, au lieu de rassurer les délégués, le camarade Kouzmine, au contraire, les excita. Il parla de la position équivoque de Cronstadt, des patrouilles, de deux pouvoirs, du danger polonais, de l'Europe entière qui nous regardait. Il affirma que tout était calme à Pétrograd. Il souligna qu'il se trouvait entre les mains des délégués qui pouvaient, s'ils le voulaient, le faire fusiller. Et, pour terminer, il déclara ceci : " Si les délégués veulent une lutte armée ouverte, ils l'auront. Car les communistes n'abandonneront pas le pouvoir bénévolement. Ils lutteront jusqu'au bout ".

Le discours maladroit de Kouzmine n'apporta aucun apaisement à l'émotion des délégués ; au contraire, il contribua à leur irritation. Quant à l'allocution incolore et vague du président du Comité exécutif Vassilieff, qui lui succéda, elle passa inaperçue. La majorité écrasante des délégués était manifestement hostile aux communistes.

Néanmoins, les délégués ne perdaient pas l'espoir de trouver un terrain d'entente avec les représentants du Pouvoir. L'appel du président de la Conférence pour entamer un travail positif et élaborer un ordre du jour fut approuvé unanimement.

On décida de passer à la rédaction de l'ordre du jour. Mais il était évident qu'on ne pouvait pas faire confiance aux camarades Kouzmine et Vassilieff. On jugea donc nécessaire de les mettre momentanément en état d'arrestation, surtout parce que les communistes étaient en possession des stocks d'armes, qu'on n'avait pas accès au téléphone, que d'après une lettre produite à la conférence les soldats rouges étaient apeurés et excités, que les commissaires interdisaient toute réunion dans les unités militaires.

Les camarades Kouzmine et Vassilieff ainsi que le commandant de la forteresse furent donc éconduits. La Conférence ne dissimulait pas ses sentiments réprobateurs à l'égard des communistes. Mais lorsqu'on posa la question de savoir si les délégués communistes devaient rester à la Conférence pour continuer le travail commun avec les camarades sans parti la réunion répondit positivement. Malgré quelques protestations et la proposition de certains délégués d'arrêter les communistes, l'ensemble des délégués ne partagea pas cet avis, considérant que les communistes présents étaient des délégués des unités et des organisations au même titre que les autres.

Ce fait prouve une fois de plus que les délégués sans parti des travailleurs, que les soldats rouges, les marins et les ouvriers ne considéraient pas la résolution adoptée au meeting de la veille comme menant nécessairement à une rupture avec les communistes *en tant que parti*. On espérait encore pouvoir trouver un langage commun.

Ensuite sur la proposition du camarade Pétritchenko, lecture fut donnée de la résolution de la veille. Elle fut adoptée par la majorité écrasante des délégués.

Alors, au moment même où la Conférence semblait pouvoir commencer le travail positif, le camarade délégué du navire de ligne *Sébastopol* demanda la parole pour une déclaration urgente. Il déclara que 15 camions de troupes avec fusils et mitrailleuses étaient en route vers le lieu de la réunion.

La vérification opérée par la suite démontra que cette fausse nouvelle était lancée par les communistes dans le but de "torpiller" la Conférence. Mais au moment où elle fut communiquée - surtout en raison de la tension générale et de la position hostile prise vis-à-vis de la Conférence par les représentants du Pouvoir - toute l'ambiance portait les délégués à y croire.

Néanmoins, la proposition du président de passer à la discussion sur les événements en cours, en prenant pour base la résolution adoptée, est acclamée. La Conférence commence la discussion des mesures à prendre pour que les clauses de la résolution soient effectivement appliquées. L'idée d'envoyer une délégation à Pétrograd est déclinée car celle-ci serait certainement arrêtée. Après quoi, plusieurs camarades délégués proposent que le Bureau de la Conférence s'organise en un Comité Révolutionnaire Provisoire et qu'il soit chargé de préparer les réélections au Soviet.

A ce moment-là le camarade président déclare qu'un détachement de 2.000 hommes serait en route vers le lieu de la réunion. Fort émus et excités les délégués anxieux quittent l'immeuble de la Maison d'Education.

La séance étant ainsi levée en raison de cette dernière communication, le Comité Révolutionnaire Provisoire, chargé de l'ordre, s'installa sur le navire de ligne *Pétropavlovsk* et y établit son siège jusqu'au jour, où, grâce à ses efforts, l'ordre fut assuré dans la ville au mieux des intérêts de tous les travailleurs, marins, soldats rouges et ouvriers".

Ajoutons à ce récit, sommaire et incomplet, quelques détails rapportés plus tard par l'un des membres du Comité Révolutionnaire.

La décision de créer ce Comité, prise à l'unanimité quelques instants avant la clôture de la séance, sous l'impression de toutes les rumeurs alarmantes et des menaces de Kouzmine de Kalinine et de Vassilieff, laissa entendre que "le Bureau de la Conférence et le président Pétritchenko étaient chargés de remplir provisoirement les fonctions d'un Comité Révolutionnaire, faute du temps nécessaire pour créer un tel Comité d'une façon plus formelle".

Entre autres, on savait positivement qu'aussitôt après le meeting populaire du 1er mars, *les Communistes de Cronstadt entreprendraient des préparatifs sérieux en vue d'une action militaire contre le mouvement* .

En effet, le Comité communiste local, notamment, se mit à armer abondamment les membres du parti. Il ordonna au commissaire de la forteresse de prélever sur les stocks et de remettre aux cellules communistes des fusils, des mitrailleuses et des munitions.

Il est hors de doute que les chefs communistes de Cronstadt eussent ouvert les hostilités dès le 2 mars et empêché la Conférence des délégués de se réunir si un imprévu n'était venu contrecarrer leurs projets.

Sur les quelque 2.000 communistes inscrits à Cronstadt la grande majorité n'était que des " communistes de registre ", venus au parti pour des raisons personnelles, non par conviction. Dès le début des événements, cette " masse Communiste " abandonna ses chefs et vint rejoindre le mouvement général. Or, les chefs seuls, même soutenus par un certain nombre de " koursanti " séjournant à Cronstadt, et aveuglément dévoués au parti, ne pouvaient espérer résister à la flotte, à la garnison et à la population tout entière. C'est pourquoi les chefs abandonnèrent l'idée d'une lutte armée immédiate à l'intérieur de Cronstadt. Une partie d'entre eux s'enfuit. Une autre se rendit aux forts environnants pour tenter de les soulever contre le mouvement. Les " koursanti " les suivirent. Ils visitèrent les forts les uns après les autres, mais ne trouvèrent nulle part l'appui recherché. Finalement, ils se rendirent à la " Pointe Rouge " (Krasnaïa Gorka ", voir la carte.)

C'est ainsi que, dans la soirée du 2 mars, Cronstadt n'avait d'autre " Pouvoir " que celui du Comité Révolutionnaire Provisoire.

Le 3 mars parut le premier numéro des *Izvestia* (Nouvelles, Informations) du Comité Révolutionnaire Provisoire. On y trouve en première place une sorte de manifeste ainsi conçu :

A la population de la forteresse et de la Ville de Cronstadt

Camarades et Citoyens, notre pays traverse une période difficile. Voici déjà trois ans que la famine, le froid et le chaos économique nous enserrant dans un étau terrible. Le parti communiste, qui gouverne le pays, s'est détaché des masses et s'est révélé impuissant à les sortir d'un état de débâcle générale. Le parti n'a tenu aucun compte des troubles qui ont eu lieu, ces temps derniers, à Pétrograd et à Moscou, et qui ont démontré clairement qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières. Il n'a tenu, non plus, aucun compte des revendications formulées par les ouvriers. Il considère tout cela comme des menées de la contre-révolution. Il se trompe profondément.

Ces troubles, ces revendications, c'est la voix du peuple entier, de tous ceux qui travaillent. Tous les ouvriers, marins et soldats rouges voient nettement aujourd'hui que seuls les efforts communs, seule la volonté commune des travailleurs, pourront donner au pays du pain, du bois et du charbon, pourront vêtir et chauffer le peuple, pourront sortir la République de l'impasse où elle se trouve.

Cette volonté de tous les travailleurs, soldats rouges et marins s'est manifestée nettement au grand meeting de notre ville, le mardi 1er mars. Le meeting vota à l'unanimité une résolution des équipages des 1re et 2e escadres.

L'une des décisions adoptées fut celle de procéder immédiatement aux réélections du Soviet.

Afin d'établir pour ces réélections des bases plus justes, de sorte que la représentation des travailleurs au Soviet soit effective et que le Soviet soit un organe actif et énergique, les délégués de toutes les organisations de la marine, de la garnison et des ouvriers se réunirent le 2 mars à la Maison d'Education. Cette réunion devait élaborer les bases des nouvelles élections et commencer ensuite un travail positif et pacifique, travail de réorganisation du système soviétique.

Or, puisqu'on avait des raisons de craindre une répression, et aussi à la suite des discours menaçants des représentants du pouvoir, la réunion décida de créer un Comité Révolutionnaire Provisoire et de lui donner pleins pouvoirs quant à l'administration de la ville et de la forteresse.

Le Comité Provisoire a son siège sur le navire de ligne *Pétropavlovsk* .

Camarades et citoyens ! Le Comité Provisoire se préoccupe surtout de ce qu'il n'y ait pas d'effusion de sang. Il a employé tous ses efforts pour maintenir l'ordre révolutionnaire dans la ville, dans la forteresse et dans les forts.

Camarades et citoyens ! N'arrêtez pas votre travail. Ouvriers, restez à vos machines. Marins et soldats, n'abandonnez pas vos postes. Tous les employés, toutes les institutions doivent continuer le travail.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire exhorte toutes les organisations ouvrières, tous les syndicats maritimes et autres, toutes les unités de mer et de terre, ainsi que tous les citoyens individuellement à lui prêter leur aide.

Sa mission est d'assurer, en coopération fraternelle avec vous, les conditions nécessaires pour les élections justes et honnêtes du nouveau Soviet.

Donc, camarades, de l'ordre, du calme, du sang-froid ! Tous au travail socialiste honnête, pour le bien de tous les travailleurs !

Cronstadt, le 2 mars 1921.

Signé : Pétritchenko, président du Comité Révolutionnaire Provisoire ; *Toukine*, secrétaire.

Le même numéro contient la fameuse résolution des escadres et quelques notes administratives, dont celle-ci :

Ce 2 mars, vers 9 heures du soir, toutes les unités rouges de la forteresse et la majorité des forts se sont solidarisées avec le Comité Révolutionnaire Provisoire. Toutes les institutions et les services de liaison sont gardées par des patrouilles du Comité.

Cependant, les bolcheviks ne perdirent pas un instant pour préparer une attaque contre Cronstadt. Dès le début ils sentirent que ce mouvement pouvait entraîner pour eux une catastrophe. Aussi décidèrent-ils de l'étouffer coûte que coûte et le plus vite possible, avant qu'il ne prit de l'extension.

Ils utilisèrent simultanément plusieurs procédés : 1° ils se hâtèrent d'assurer leur maîtrise sur les points stratégiques importants autour de Cronstadt et de Pétrograd, tels que : la Pointe-Rouge (Krasnaïa Gorka), Oranienbaum, Lissy Noss, etc. ; 2° ils maintinrent l'état de siège à Pétrograd et prirent des mesures militaires répressives extraordinaires pour sauvegarder " l'ordre " ; 3° ils firent certaines concessions - nous avons parlé de la suppression des " barrages " autour de la capitale - pour calmer les ouvriers ; 4° ils procédèrent, sous le commandement suprême de Trotsky, à la rapide mise sur pied d'un corps d'armée spécial aux fins d'une attaque directe de Cronstadt ; 5° ils déclenchèrent une violente campagne de mensonges et de calomnies contre ceux de Cronstadt, dans le but de tromper l'opinion et de justifier leur action.

Cette propagande acharnée commença dès le 2 mars.

Dans le numéro 2 des *Izvestia* du Comité Révolutionnaire en date du 3 mars, nous trouvons, à côté de diverses notes d'ordre administratif et économique, l'information suivante :

La Radio de Moscou.

Nous publions le radiogramme suivant, lancé par l'agence " Rosta " de Moscou et intercepté par la station de T.S.F. du *Pétropavlovsk* : radiogramme, plein de mensonges effrontés et de tromperies de la part du parti communiste qui se dit " Gouvernement soviétique ". (Certains passages n'ont pu être déchiffrés à cause du brouillage d'une autre station.) Ce radiogramme se passe de commentaires. Les travailleurs de Cronstadt comprendront la provocation.

Radio-Nouvelles Rosta. Moscou, 3 mars.

A tous ! A tous ! A tous !

A la lutte contre la conspiration blanc-gardiste !

La mutinerie de l'ex-général Kozlovsky et du navire Pétropavlovsk a été organisée par les espions de l'Entente, comme cela s'est produit pour de nombreux autres complots antérieurs. Cela se voit à la lecture du journal bourgeois français Le Matin qui, deux semaines avant la révolte de Kozlovsky, publia le télégramme suivant d'Helsingfors : " On mande de Pétrograd qu'à la suite de la récente rébellion de Cronstadt, les autorités militaires bolchevistes ont pris des mesures afin d'isoler Cronstadt et d'empêcher que les soldats et marins de Cronstadt s'approchent de Pétrograd.

"Le ravitaillement de Cronstadt est interdit jusqu'à nouvel ordre." Il est clair que la sédition de Cronstadt a été dirigée par Paris, que le contre-espionnage français y est mêlé. Toujours la même histoire. Les socialistes-révolutionnaires, dirigés de Paris, tramèrent la rébellion contre le gouvernement soviétique, et à peine leurs préparatifs terminés, le véritable maître - un général tsariste - fit son apparition. L'histoire de Koltchak, qui tenta de rétablir le pouvoir avec l'aide des Socialistes-révolutionnaires, se répète une fois de plus. Tous les ennemis des travailleurs, des généraux tsaristes aux socialistes-révolutionnaires inclus, essaient de spéculer sur la faim et sur le froid. Naturellement, cette rébellion des généraux et des socialistes-révolutionnaires sera vite réprimée, et le général Kozlovsky et ses acolytes subiront le sort de Koltchak.

Mais il est hors de doute que le filet d'espionnage de l'Entente n'est pas jeté seulement sur Cronstadt. Ouvriers et soldats rouges, déchirez ce filet ! Démasquez les insinuateurs et les provocateurs ! Il vous faut du sang-froid, la maîtrise de vous-mêmes, de la vigilance. N'oubliez pas que le vrai moyen de sortir des difficultés alimentaires et autres, momentanées mais certes pénibles, est un travail intense en bonne entente et non pas des excès insensés qui ne peuvent qu'augmenter la misère pour la plus grande joie des ennemis maudits des travailleurs.

Par tous les moyens à sa disposition : ordres militaires, proclamations, tracts, affiches, articles de journaux, T.S.F., le gouvernement diffusait et imposait ces inqualifiables calomnies. N'oublions pas que tous les moyens de propagande et d'information étant entre ses mains, aucune voix libre ne pouvait faire entendre la vérité.

Dans le numéro 4 des *Izvestia* du Comité, du 6 mars, nous lisons ceci :

Lâches et calomniateurs.

Nous portons à la connaissance de tous le texte d'une proclamation, lancée sur Cronstadt du haut d'un avion communiste.

Les citoyens n'éprouveront que du mépris pour cette calomnie provocatrice.

Ceux de Cronstadt savent comment et par qui le pouvoir odieux des communistes a été jeté bas.

Ils savent qu'à la tête du comité Révolutionnaire Provisoire se trouvent des militants dévoués élus, les meilleurs fils du peuple : des soldats rouges, des marins et des ouvriers.

Ils ne permettront à personne de leur mettre la bride sur le cou, encore moins à des généraux tsaristes ou à des blancs-gardistes.

" Quelques heures encore, et vous serez obligés de vous rendre ", nous menacent les communistes.

Hypocrites infâmes, qui voulez-vous tromper ?

La garnison de Cronstadt ne s'est jamais rendue aux amiraux tsaristes, elle ne se rendra pas non plus à des généraux bolchevistes.

Lâches que vous êtes ! Vous connaissez notre force et notre volonté de vaincre ou de mourir dignement et non pas fuir comme vos commissaires, les poches remplies de billets de banque tsaristes et d'or, produit du labeur et du sang ouvriers.

Voici, dans le même temps, ce que diffusait la Radio-Station de Moscou et que reproduit le même n° 4 des *Izvestia*, pour l'édification des lecteurs :

Radio de Moscou.

A ceux de Cronstadt, trompés :

Voyez-vous maintenant où les vauriens vous ont menés ? Voilà où vous en êtes ! Les crocs gourmands des anciens généraux tzaristes apparaissent déjà derrière le dos des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Tous ces Pétritchenko et autres Toukine sont maniés comme des pantins par le général tzariste Kozlovsky, les capitaines Borkser, Kostromitinoff, Chirmanovsky et autres blanc-gardistes avérés. On vous trompe ! On vous disait que vous luttiez pour la *démocratie*. Deux jours à peine sont écoulés, et vous voyez qu'en réalité vous luttez non pas pour la démocratie, mais pour des généraux tzaristes. Vous avez permis à un nouveau Wiren³⁸ de vous mettre la bride sur le cou.

On vous conte des bourdes : que Pétrograd est avec vous que la Sibérie et l'Ukraine vous soutiennent. Tout cela n'est que mensonges cyniques ! Le dernier marin de Pétrograd vous a tourné le dos lorsqu'il a appris que des généraux tzaristes, tel Kozlovsky, agissent parmi vous. La Sibérie et l'Ukraine défendent fermement le pouvoir soviétique. Pétrograd, la rouge cité, se moque des piteuses prétentions d'une poignée de socialistes-révolutionnaires et blanc-gardistes.

Vous êtes entourés de tous côtés. Quelques heures encore et vous serez obligés de vous rendre. Cronstadt n'a ni pain ni combustible. Si vous persistez, on vous canardera comme des perdrix. Naturellement, tous ces généraux - les Kozlovsky et les Borkser, - tous ces vauriens - les Pétritchenko et les Toukine - fuiront à la dernière minute, chez les blanc-gardistes, en Finlande. Mais vous autres, simples marins et soldats rouges trompés, ou irez-vous ? Si l'on vous promet de vous nourrir en Finlande, on vous trompe encore ! Ne savez-vous pas que les soldats du général Wrangel, emmenés à Constantinople, y crevaient par milliers, comme des mouches, de faim et de maladies ? Le même sort vous attend si vous ne revenez pas immédiatement à la raison.

Rendez-vous tout de suite, sans perdre une minute !

Déposez les armes et passez chez nous !

Désarmez et arrêtez les chefs criminels, surtout les généraux tzaristes !

Sa faute sera pardonnée à celui qui se rendra immédiatement.

Rendez-vous immédiatement ! - *Comité de Défense de Pétrograd.*

Mêmes insinuations dans un autre radiogramme lancé, cette fois, par le Soviet de Pétrograd et dont le texte est reproduit dans le même numéro des *Izvestia*, précédé de cette brève introduction :

La station de T.S.F. du *Pétropavlovsk* a capté le radiogramme suivant qui confirme que les communistes continuent à tromper non seulement les ouvriers et les soldats rouges, mais aussi les membres du Soviet de Pétrograd.

Mais ils ne réussiront pas à tromper la garnison de Cronstadt ni ses ouvriers.

Enfin, le numéro 5 des *Izvestia* du 7 mars donne communication d'un nouveau et très long radiogramme de Moscou.

Avant de le reproduire, le journal le commente dans une note intitulée : " Ils continuent à calomnier ". La note réfute les inventions bolchevistes dans les termes suivants :

Ainsi nous venons d'apprendre que, selon les informations de la radio " Rosta ", tout un monde est à pied-d'oeuvre chez nous : l'Entente et les espions français, les blanc-gardistes et les généraux tzaristes, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les banquiers de la Finlande, bref le monde entier fonce sur les pauvres communistes.

Et nous, ceux de Cronstadt, nous étions justement les seuls à n'en rien savoir !

³⁸ – Il s'agit du fameux amiral Wiren, commandant la place de Cronstadt au moment de la Révolution, un des officiers tzaristes les plus

Ce document de la bêtise communiste est franchement comique. Nous le reproduisons ici. Il procurera à ceux de Cronstadt quelques minutes de gaîté.

Il serait trop long, de reproduire ici ce radiogramme en entier. Bornons-nous à en citer quelques passages typiques :

(...)

Le 2 mars, le " Conseil du travail et de la Défense " ordonna : 1° de déclarer l'ancien général Kozlovsky et ses partisans hors la loi ; 2° de promulguer l'état de guerre dans la ville et dans la province de Pétrograd ; 3° de remettre le pouvoir suprême de tout le district de Pétrograd aux mains du Comité de Défense de Pétrograd.

(...)

La garnison entière de la Krasnaïa Gorka maudit les rebelles et brûle du désir de les combattre.

Pétrograd est absolument calme, et même les quelques usines où certains individus avaient lancé dernièrement des accusations contre le Gouvernement soviétique ont compris la provocation ; elles ont compris où les entraînaient les agents de l'entente et de la contre-révolution.

(...)

C'est au moment même où le parti républicain en Amérique vient d'assumer le pouvoir et se montre disposé à renouer les relations commerciales avec la Russie soviétique que la diffusion de fausses rumeurs et la fomentation des désordres à Cronstadt sont organisées pour impressionner le nouveau président américain et empêcher un changement de la politique américaine en Russie. La Conférence de Londres a lieu au même moment. La diffusion de semblables rumeurs cherche à influencer la délégation turque et à la rendre docile quant aux exigences de l'Entente. La révolte de l'équipage du *Pétropavlovsk* est sans aucun doute une étape de la grande conspiration pour créer des difficultés à l'intérieur de la Russie soviétique et pour ébranler la situation internationale. Ce plan est mis à exécution en Russie même par un général tzariste et par des ex-officiers, avec l'appui des mencheviks et des socialistes - révolutionnaires.

Un nom revient constamment dans tous ces documents : celui d'un certain général Kozlovsky, prétendu vrai chef et maître du mouvement.

Il y avait en effet, à Cronstadt, un ex-général tzariste du nom de Kozlovsky. *Ce fut Trotsky, ce grand restaurateur des ex-généraux du tzar en tant que spécialistes, qui l'établit là comme artilleur spécialisé.* Tant que ce personnage fut inscrit au service des bolcheviks, ceux-ci fermèrent les yeux sur son passé. Mais dès que Cronstadt se révolta, ils mirent à profit la présence de leur " spécialiste " pour en faire un épouvantail.

Ce Kozlovsky ne joua aucun rôle dans les événements de Cronstadt, non plus que ses aides, cités par les bolcheviks : Borkser, Kostromitinoff et Chirmanovsky, dont l'un était simple dessinateur. Mais les bolcheviks exploitèrent leurs noms avec habileté pour dénoncer les marins comme ennemis de la République et présenter leur mouvement comme contre-révolutionnaire. Les agitateurs communistes furent envoyés dans les usines et les ateliers de Pétrograd et de Moscou afin d'appeler le prolétariat à se dresser contre Cronstadt, " ce nid de la conspiration blanche, dirigée par le général Kozlovsky " et " s'associer au soutien et à la défense du gouvernement des ouvriers et paysans contre la rébellion blanc-gardiste de Cronstadt. "

Kozlovsky lui-même ne put que hausser les épaules lorsqu'il apprit le rôle que les bolcheviks lui faisait jouer dans les événements. Il raconta, plus tard, que le commandant bolchevik de la forteresse de Cronstadt s'était enfui aussitôt après la constitution du Comité Révolutionnaire Provisoire. Conformément aux règlements bolchevistes, c'était le chef de l'artillerie - le général Kozlovsky en l'occurrence - qui devait le remplacer. Mais comme ces règlements n'avaient plus aucune valeur, le pouvoir communiste étant remplacé par celui du Comité Révolutionnaire, Kozlovsky refusa d'occuper ce poste. Le Comité Révolutionnaire désigna alors un autre

féroces, fusillés par les marins de Cronstadt le 28 février 1917.

spécialiste, un certain Solovianoff, comme commandant de la forteresse. Et quant à Kozlovsky, il fut chargé de diriger les services techniques de l'artillerie. Ses aides, personnages absolument insignifiants, restèrent eux aussi totalement à l'écart du mouvement.

Ironie historique : ce fut précisément un important ex-officier tsariste, le fameux Toukhatchevsky (récemment fusillé par ordre de Staline), qui assumait, par ordre de Trotsky, la charge de commander l'ensemble des forces destinées à agir contre Cronstadt. Il y a mieux : tous les "spécialistes", toutes les vedettes du tsarisme, passés au service des bolcheviks, participèrent à l'élaboration du plan de siège et d'attaque de Cronstadt. Et quant à ceux de Cronstadt, calomniés par leurs cyniques adversaires, ils n'avaient à leur disposition, comme spécialistes techniques ou militaires, que la pâle personne de Kozlovsky et trois ou quatre autres personnages absolument nuls au point de vue politique.

Le mouvement de Cronstadt éclata spontanément. Si ce mouvement avait été l'aboutissement d'un plan conçu et préparé d'avance, on ne l'aurait certainement pas déclenché au début de mars, moment le moins favorable. En effet, quelques semaines encore et Cronstadt, libéré des glaces, devenait une forteresse à peu près imprenable, ayant à sa disposition une flotte puissante, menace terrible pour Pétrograd. Ravitaillé du dehors, Cronstadt aurait pu alors non seulement tenir très longtemps, mais même vaincre. La plus grande chance du gouvernement bolcheviste fut, justement, la spontanéité du mouvement et l'absence de toute préméditation, de tout calcul dans l'action des marins.

Il n'y eut pas de "révolte" à Cronstadt, au propre sens du mot. Il y eut un mouvement spontané et pacifique, absolument naturel et légitime dans les circonstances données qui engloba rapidement la ville, la garnison et la flotte tout entières.

Tremblant pour leur pouvoir, leurs postes et leurs privilèges, les bolcheviks forcèrent les événements et obligèrent Cronstadt à accepter la lutte armée.

9.4.6 La riposte de Cronstadt.

Naturellement, Cronstadt fit son possible pour riposter aux insinuations et aux calomnies bolchevistes.

Par son journal et ses radios, le Comité Révolutionnaire faisait connaître aux masses laborieuses de Russie et du monde les véritables buts et aspirations du mouvement, en réfutant en même temps les mensonges du gouvernement communiste.

Ainsi, le numéro 4 des *Izvestia* du 6 mars reproduit l'appel radiodiffusé suivant du Comité Révolutionnaire :
A tous... A tous... A tous...

Camarades ouvriers, soldats rouges et marins !

Ici, à Cronstadt, nous savons combien vous souffrez - vous-mêmes, vos femmes et vos enfants affamés - sous le joug de la dictature des communistes.

Nous avons jeté bas le Soviet communiste. Dans quelques jours, notre Comité Révolutionnaire Provisoire procédera aux élections du nouveau Soviet, lequel, élu librement, reflétera bien la volonté de toute la population laborieuse et de la garnison et non celle d'une poignée de fous "communistes".

Notre cause est juste. Nous sommes pour le pouvoir des Soviets et non des partis. Nous sommes pour l'élection libre des représentants des masses laborieuses. Les Soviets falsifiés, accaparés et manipulés par le parti communiste, ont toujours été sourds à nos besoins et à nos demandes ; la seule réponse que nous avons reçue fut la balle assassine.

Actuellement, la patience des travailleurs étant à bout, on veut vous fermer la bouche à l'aide d'aumônes ; par ordre de Zinovieff, les barrages sont supprimés dans la province de Pétrograd et Moscou assigne 10 millions de roubles-or pour l'achat à l'étranger des vivres et des objets de première nécessité. Mais nous savons que le prolétariat de Pétrograd ne se laissera pas acheter avec ces aumônes. Par-dessus les têtes des communistes, Cronstadt révolutionnaire vous tend la main et vous offre son aide fraternelle.

Camarades ! Non seulement on vous trompe, mais on dénature impudemment la vérité, on s'abaisse jusqu'à la dissimulation la plus vile. Camarades, ne vous laissez pas faire !

A Cronstadt le pouvoir est exclusivement entre les mains des marins, des soldats et des ouvriers révolutionnaires, et non entre celles de " contre-révolutionnaires dirigés par un Kozlovsky ", comme essaie de vous le faire croire la radio mensongère de Moscou.

Ne tardez pas, camarades ! Unissez-vous à nous ! Entrez en contact avec nous ! Exigez que vos délégués sans parti soient autorisés à venir à Cronstadt. Eux seuls pourront vous dire la vérité et démasquer l'abjecte calomnie sur " le pain finlandais " et les menées de l'Entente.

Vive le prolétariat révolutionnaire des villes et des champs !

Vive le pouvoir des Soviets librement élus !

Dans le numéro 10 du 12 mars, nous lisons ceci :

Nos généraux

Les communistes insinuent que des généraux, des officiers blanc-gardistes et un curé se trouvent parmi les membres du Comité Révolutionnaire Provisoire.

Afin d'en finir une fois pour toutes avec ces mensonges, nous portons à leur connaissance que le Comité est composé des quinze membres suivants :

1. *Pétritchenko*, premier écrivain à bord du *Pétropavlovsk* ;
2. *Yakovenko*, téléphoniste du district de Cronstadt ;
3. *Ossossoff*, mécanicien du *Sébastopol* ;
4. *Arhipoff*, quartier-maître mécanicien ;
5. *Pérépelkine*, mécanicien du *Sébastopol* ;
6. *Patrouchev*, quartier-maître mécanicien du *Pétropavlovsk*
7. *Koupoloff*, premier aide-médecin ;
8. *Verchinine*, matelot du *Sébastopol* ;
9. *Toukine*, ouvrier électricien ;
10. *Romanenko*, garde des chantiers de réparation des navires ;
11. *Oréchine*, employé à la 3^e Ecole technique ;
12. *Valk*, ouvrier charpentier ;
13. *Pavloff*, ouvrier aux ateliers des mines marines ;
14. *Baïkoff*, charretier ;
15. *Kilgast*, timonier.

En reproduisant la même liste dans le numéro 12 du 14 mars, le journal termine par cette note ironique :

Tels sont nos généraux : nos Broussiloff, Kameneff, etc.³⁹

Les gendarmes Trotsky et Zinoviev vous cachent la vérité.

Dans leur campagne de calomnies, les bolcheviks cherchaient à défigurer non seulement l'esprit et le but du mouvement, mais aussi les actes de ceux de Cronstadt.

Ainsi, ils répandirent le bruit que les communistes de Cronstadt subissaient toutes sortes de violences de la part des " mutins ".

A plusieurs reprises, Cronstadt rétablit la vérité.

Au numéro 2 des *Izvestia* du 4 mars, on trouve la note suivante :

³⁹ – Les généraux bolchevistes Broussiloff, Kameneff et autres étaient d'anciens généraux tzaristes.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire tient à démentir les bruits suivant lesquels les communistes arrêtés subiraient des violences. Les communistes arrêtés sont en complète sécurité.

Sur plusieurs communistes arrêtés, une partie a été, d'ailleurs, remise en liberté. Un représentant du parti communiste fera partie de la commission chargée d'enquêter sur les motifs d'arrestations. Les camarades communistes : Iliine, Kabanoff et Pervouchine se sont adressés au Comité Révolutionnaire et ont été autorisés à rendre visite aux détenus sur le navire *Pétropavlovsk*. Ce que ces camarades confirment en apposant ici leurs signatures. Signé : Iliine, Kabanoff, Pervouchine. - pour copie conforme, signé : N. Arhipoff, membre du Comité Révolutionnaire. - Pour le secrétaire, signé : P. Bogdanoff.

Ce numéro 2 publia également, sous la signature des mêmes communistes, un " Appel du bureau provisoire de la section de Cronstadt du Parti Communiste ". Pour des raisons compréhensibles, les termes de cet " Appel " adressé aux communistes sont prudents et vagues. Néanmoins, on y lit ceci : N'accordez aucun crédit aux faux bruits qui affirment que des communistes responsables ont été fusillés et que les communistes ont l'intention de se rebeller à Cronstadt les armes à la main. Ce sont des mensonges propagés dans l'intention de provoquer l'effusion de sang. Le Bureau Provisoire du parti communiste reconnaît la nécessité des nouvelles élections du Soviet et il demande aux membres du parti communiste d'y participer. Le Bureau provisoire exhorte les membres du parti à rester à leurs postes et à ne pas mettre d'obstacle aux mesures du comité Révolutionnaire Provisoire. - Bureau provisoire de la section de Cronstadt du parti communiste, signé : J. Iliine, A. Kabanoff, F. Pervouchine.

Plusieurs ripostes ont lieu dans des notes brèves, paraissant de temps à autre sous le titre : *Leurs mensonges*. Au numéro 7, du 9 mars, nous lisons :

Leurs mensonges

" Le commandant de l'armée qui opère contre Cronstadt, Toukhatchevsky, vient de communiquer à un collaborateur du *Commandant rouge* ce qui suit : Nous sommes informés que la population civile de Cronstadt ne reçoit presque pas de vivres.

" Le régiment des tirailleurs, en garnison à Cronstadt, refusa de se joindre aux mutins et résista à une tentative de désarmement.

" Les principaux meneurs de la rébellion s'apprêtent à fuir en Finlande.

" Un marin transfuge de Cronstadt, sans parti, communique qu'au meeting des marins du 4 mars à Cronstadt, la parole a été prise par le général Kozlovsky. Dans son discours, il exigea un pouvoir ferme et une action décisive contre les partisans des Soviets.

" A Cronstadt. le moral est bas. La population est déprimée. Elle attend impatiemment la fin de la rébellion et demande à remettre les meneurs blanc-gardistes entre les mains du gouvernement soviétique. "

Voilà ce que les communistes racontent sur les événements. Tels sont les moyens auxquels ils recourent afin de salir notre mouvement aux yeux du peuple laborieux.

Au numéro 12, du 14 mars :

Leurs mensonges.

Nous reproduisons textuellement les notes parues dans le numéro du 11 mars de la *Pravda* de Pétrograd :

" *Lutte armée à Cronstadt.* - La communication suivante a été reçue hier à 8 h. du soir par le Comité de Défense du camarade Toukhatchevsky, commandant d'armée, actuellement à Oranienbaum :

” Une forte fusillade est entendue à Cronstadt : tirs de fusils et de mitrailleuses. A la jumelle, on voit des troupes menant une attaque en rangs dispersés, dirigée de Cronstadt vers les ateliers des mines situées au nord-est du fort ” Constantin ”. Il est à supposer que l’attaque a pour objet, soit le fort ” Constantin ”, soit des détachements révoltés contre les blanc-gardistes et retranchés aux environs des ateliers des mines. ”

” *Un incendie à Cronstadt* . - Au moment où nous nous emparions du fort N., un grand incendie a été observé à Cronstadt. Une épaisse fumée enveloppait la ville ”.

” *Encore sur les inspireurs et les chefs de la rébellion* . - Un transfuge, qui quitta Cronstadt dans la nuit du 7 mars, a fait la communication suivante sur l’esprit et l’attitude des officiers blanc-gardistes :

” Ils sont d’une humeur très joviale. Ils ne se soucient nullement de l’effusion de sang qu’ils ont provoquée. Ils rêvent aux délices qui les attendent s’ils s’emparent de Péetrograd. ” Une fois Péetrograd entre nos mains, il y aura au moins un demi-poud d’or par tête. Et si nous perdons, nous nous sauverons en Finlande ou l’on nous accueillera les bras ouverts. ” Voilà ce que ces messieurs déclarent. Ils se sentent totalement maîtres de la situation. Et, en effet, ils le sont. Leur attitude vis-à-vis des marins ne diffère en rien de celle des vieux temps tzaristes. ” Ça ce sont de vrais chefs, non pas comme les communistes, disent d’eux les marins. Il ne leur manque que des ” épauettes dorées. ”

” Nous portons à la connaissance de messieurs les officiers blanc-gardistes qu’ils ne doivent pas compter beaucoup sur une fuite en Finlande et qu’ils vont recevoir chacun, non pas de l’or, mais une bonne portion de plomb. ”

Le *Journal Rouge* relate :

” Deux marins arrivés de Reval affirment que 150 bolcheviks ont été tués à Cronstadt. ”

Voilà comment on écrit l’histoire. Et voilà comment les communistes s’efforcent de cacher la vérité au peuple au moyen de calomnies et de mensonges.

Au numéro 13, du 15 mars :

Leurs mensonges

Le *Journal Rouge* communique :

Oranienbaum, le 11 mars. - Il est confirmé qu’à Cronstadt les marins se sont révoltés contre les mutins.

Oranienbaum, le 12 mars. - Dans la journée d’hier, on a vu des hommes se faufiler, à travers les glaces, de Cronstadt vers le littoral de la Finlande. On a observé, également, des hommes qui se dirigeaient de la Finlande vers Cronstadt. Cela met hors de doute les liens entre Cronstadt et la Finlande.

Oranienbaum le 12 mars. - Les pilotes rouges qui ont survolé Cronstadt, hier, communiquent qu’on n’y voit presque personne dans les rues. Tout service de garde ou de liaison est absent. Aucun service de liaison avec la Finlande n’a été observé non plus.

Oranienbaum, le 11 mars. - Les transfuges de Cronstadt communiquent que le moral des marins y est très bas. Les chefs de la mutinerie ont perdu toute confiance dans les marins si bien que ces derniers ne sont plus admis au service de l’artillerie. Celle-ci est servie par des officiers qui détiennent le pouvoir réel. Les marins sont éliminés de presque partout.

Fusillades à Cronstadt. - Selon les informations reçues aujourd’hui, une intense fusillade a lieu à Cronstadt. On entend tirer des fusils et des mitrailleuses. Il faut croire qu’il s’agit d’une révolte.

Tout en accusant mensongèrement les gens de Cronstadt d’excès et de violences, les bolcheviks eux-mêmes en usaient d’une façon absolument ignoble.

Depuis trois jours - lisons-nous dans l'éditorial du n° 3 des *Izvestia* du 5 mars - Cronstadt s'est débarrassé de l'horrible pouvoir des communistes, comme la ville s'était débarrassée, il y a quatre ans de celui du tzar et de ses généraux.

Depuis trois jours, les citoyens de Cronstadt respirent librement, délivrés de la dictature du parti.

Les "chefs" communistes de Cronstadt se sont sauvés honteusement, tels des gamins en faute. Ils craignaient pour leur peau. Ils supposaient que le Comité Révolutionnaire Provisoire aurait recours aux méthodes préférées de la Tchéka : la mise à mort.

Vaines appréhensions !

Le Comité Révolutionnaire Provisoire n'exerce pas la vengeance. Il ne menace personne.

Tous les communistes de Cronstadt sont en liberté. Aucun danger ne les menace. Seuls ceux qui cherchaient à fuir et tombaient entre les mains de nos patrouilleurs ont été arrêtés. Mais même ceux-là se trouvent en sécurité, assurés contre la vengeance éventuelle de la population qui pourrait être tentée de leur faire payer la "terreur rouge".

Les familles des communistes sont hors de toute atteinte, comme le sont tous les citoyens. Face à cela, quelle est l'attitude des communistes ?

Dans le tract qu'ils ont diffusé hier par avion, on lit que de nombreuses personnes ont été arrêtées à Pétrograd : personnes n'ayant aucun rapport avec les événements de Cronstadt.

Il y a mieux : leurs familles mêmes sont jetées en prison.

Le Comité de défense, dit le tract, déclare que tous ces prisonniers sont retenus comme otages pour les camarades arrêtés par les mutins à Cronstadt, particulièrement pour le commissaire de la flotte baltique, N. Kouzmine ; pour le président du Soviet de Cronstadt, le camarade Vassilieff et quelques autres. Les otages paieront de leur vie le moindre dommage souffert par nos Camarades arrêtés.

C'est ainsi que le Comité de Défense termine sa proclamation.

C'est la rage des impuissants.

Torturer les familles innocentes, cet acte n'ajoutera pas de nouveaux lauriers à la renommée des camarades communistes. Et, de toutes façons, ce n'est pas avec de pareils moyens qu'ils pourront reprendre le pouvoir que les ouvriers, marins et soldats rouges de Cronstadt leur ont arraché.

Cronstadt répondit par le radiogramme suivant reproduit au numéro 5 des *Izvestia* du 7 mars :

Au nom de la garnison de Cronstadt, le Comité Révolutionnaire Provisoire exige que les familles des ouvriers, marins et soldats rouges détenues comme otages par le Soviet de Pétrograd soient mises en liberté dans le délai de vingt-quatre heures.

La garnison de Cronstadt déclare que les communistes jouissent à Cronstadt de leur pleine liberté et que leurs familles sont absolument hors de danger. L'exemple du Soviet de Pétrograd ne sera pas suivi ici parce que nous considérons ces méthodes - la détention d'otages - comme les plus viles et infâmes même lorsqu'elles sont provoquées par une rage de désespoir. L'histoire ne connaît pas de semblable ignominie. - *Pétritchenko*, président du Comité Révolutionnaire Provisoire ; *Kilgast*, secrétaire.

D'une façon générale, le Comité de Défense sévissait à Pétrograd, inondé de troupes venues de provinces et soumis au régime de terreur de "l'état de siège".

Le Comité prit des mesures systématiques pour "nettoyer la ville". De nombreux ouvriers, soldats et marins suspects de sympathie pour Cronstadt furent emprisonnés. Tous les marins de Pétrograd et divers régiments de l'armée, considérés "politiquement suspects", furent envoyés en des régions lointaines.

Dirigé par son président Zinoviev, le Comité assumait le contrôle complet de la ville et de la province de Pétrograd. Tout le district nord fut déclaré en état de guerre et toutes les réunions furent interdites. On prit des

précautions extraordinaires pour protéger les institutions gouvernementales et on plaça des mitrailleuses dans l'hôtel " Astoria ", occupé par Zinoviev et les autres hauts fonctionnaires bolchevistes.

Une grande nervosité régnait à Pétrograd. De nouvelles grèves éclataient et on colportait de persistantes rumeurs sur des tumultes ouvriers qui auraient eu lieu à Moscou et sur des révoltes agraires qui se seraient produites dans l'Est et en Sibérie.

La population, qui ne pouvait pas avoir confiance dans la presse, écoutait avidement les bruits les plus excessifs, quoique manifestement faux. Tous les regards se portaient vers Cronstadt dans l'attente d'événements importants.

En attendant, des prescriptions collées aux murs ordonnaient le retour immédiat des grévistes à leurs usines, interdisaient la suspension du travail et prévenaient la population de ne pas se réunir dans les rues. " En cas de rassemblement - y lisait-on - les troupes recourront aux armes et, en cas de résistance, l'ordre est de fusiller sur place. "

Pétrograd était dans l'impuissance d'agir. Soumise à la plus ignoble terreur, obligée de se taire, la capitale fondait tous ses espoirs sur Cronstadt.

9.4.7 La vie intérieure de Cronstadt pendant la lutte.

Sa presse. - Le sens et les buts de sa lutte.

Dès les premiers jours du mouvement, Cronstadt entreprit une oeuvre d'organisation intérieure : oeuvre intense et fiévreuse. La tâche était vaste et urgente. Il fallait faire face à de nombreux problèmes à la fois.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire, dont le siège se trouvait au début à bord du *Pétropavlovsk*, ne tarda pas à être transféré à la " Maison du Peuple ", dans le centre de Cronstadt, de façon qu'il fût, comme le disaient les *Izvestia*, " en contact plus suivi avec la population ".

D'autre part, le nombre de ses membres - cinq seulement au début - ayant été jugé insuffisant pour faire face à toutes les nécessités de l'heure, on le porta rapidement à quinze.

Les *Izvestia* publièrent le compte rendu des premiers actes du Comité dans les termes suivants (n° 3, du 5 mars) :

Vaincre ou mourir.

Une réunion des délégués. - Hier, 4 mars, à 6 heures du soir, a eu lieu, au Club de la garnison, une réunion des délégués des unités militaires et des syndicats, convoqués pour compléter le Comité Révolutionnaire Provisoire par l'élection d'autres membres, et pour entendre des rapports sur les événements en cours.

202 délégués, venus pour la plupart directement du lieu de leur travail, assistèrent à la réunion.

Le marin Pétritchenko, président, déclara que le Comité Révolutionnaire Provisoire, surchargé de travail, devait être complété au moins par dix nouveaux membres.

Sur vingt candidats proposés, la réunion élut à une majorité écrasante de voix les camarades : Verchinine, Pérépelkine, Koupoloff, Ossossoff, Valk, Romanenko, Pavloff, Baïkoff, Patroucheff et Kilgast.

Les nouveaux membres prirent place au bureau.

Ensuite Pétritchenko, président du Comité Révolutionnaire Provisoire, présenta un rapport détaillé sur l'activité du Comité depuis son élection à ce jour.

Le camarade Pétritchenko souligna que la garnison entière de la forteresse et des navires était prête au combat, le cas échéant. Il constata le grand enthousiasme qui animait toute la population laborieuse de la ville ouvriers, marins et soldats rouges.

Des applaudissements frénétiques accueillirent les nouveaux élus et le rapport du président.

La réunion passa ensuite aux affaires courantes.

Il s'est révélé que la ville et la garnison sont suffisamment pourvues en vivres et en combustibles,

On examina la question de l'armement des ouvriers.

Il a été décidé que tous les ouvriers sans exception seront armés et chargés de la garde à l'intérieur de la ville, car tous les marins et soldats désiraient prendre leur place dans les détachements de combat. Cette décision souleva une approbation enthousiaste aux cris de : " La victoire ou la mort ! "

On décida ensuite de réélire, dans un délai de trois jours, les commissions administratives de tous les syndicats et aussi le Conseil des syndicats. Ce dernier devra être l'organe ouvrier dirigeant et se trouver en contact permanent avec le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Ensuite, des camarades marins qui avaient pu s'échapper avec beaucoup de risques, de Pétrograd, de Strelna, de Péterhof et d'Oranienbaum, firent des rapports d'information.

Ils constatèrent que la population et les ouvriers de toutes ces localités étaient maintenus par les communistes dans une ignorance totale de ce qui se passait à Cronstadt. Partout, des bruits étaient répandus qui disaient que des gardes blancs et des généraux opéraient à Cronstadt.

Cette communication souleva une hilarité générale.

Ce qui égaya encore plus la réunion, fut la lecture d'une sorte de " Manifeste " diffusé à Cronstadt par un avion communiste.

" Eh, oui ! cria-t-on. Nous avons ici un seul général : le commissaire de la flotte baltique, Kouzmine ! Et même, celui-ci est arrêté ! "

La réunion se termina par des vœux et des manifestations d'enthousiasme, démontrant la décision unanime et ferme de vaincre ou de mourir.

Mais il ne s'agissait pas seulement de l'activité du Comité et des divers organes créés : *la population tout entière* s'anima d'une vie intense et participa avec une énergie nouvelle à l'oeuvre de reconstruction. L'enthousiasme révolutionnaire égalait celui des journées d'octobre. Pour la première fois depuis que le parti communiste s'était emparé de la Révolution, *Cronstadt se sentait libre*. Un nouvel esprit de solidarité et de fraternité avait réuni les marins, les soldats de la garnison, les ouvriers et les éléments divers dans un effort commun pour la cause de tous.

Les communistes eux-mêmes subirent la contagion de cette fraternité de toute la ville. Ils participèrent aux préparatifs pour les élections du Soviet de Cronstadt.

Les pages des *Izvestia* apportent d'abondantes preuves de cet enthousiasme général, réapparu dès que les masses sentirent avoir retrouvé, dans les Soviets libres, le véritable chemin de l'émancipation et l'espoir de faire aboutir la vraie Révolution .

Le journal abonde en notes, en résolutions, en appels de toute sorte, émanant de citoyens isolés ou de divers groupements et organismes, où se donnent libre cours cet enthousiasme, le sentiment de solidarité, le dévouement, le désir d'agir, d'être utile, de prendre part à l'oeuvre commune.

Le principe : " Droits égaux pour tous, privilèges pour personne ", fut établi, et il fut maintenu rigoureusement.

La ration de vivres fut unifiée. Les marins qui, sous le régime bolcheviste, recevaient des rations beaucoup plus élevées que les ouvriers, décidèrent de ne pas accepter plus que ce qu'on donnait à l'ouvrier ou au citoyen. Les meilleures rations et les rations spéciales furent accordées uniquement aux malades et aux enfants.

Nous venons de dire que cet élan général gagna les communistes. Il bouleversa l'opinion de beaucoup des leurs.

Les pages des *Izvestia* contiennent de nombreuses déclarations de groupements et organisations communistes de Cronstadt qui condamnent l'attitude du gouvernement central et appuient la ligne de conduite et les mesures prises par le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Mais il y a mieux que cela. Un très grand nombre de communistes de Cronstadt annoncèrent publiquement leur abandon du parti. Dans divers numéros des *Izvestia*, on publia des centaines de noms de communistes que leur conscience empêchait de rester dans le parti du bourreau " Trotsky ", comme s'exprimaient quelques-uns. Les démissions du parti communiste furent bientôt si nombreuses que le journal, faute de place, dut renoncer à

les annoncer immédiatement et déclara ne pouvoir les passer autrement qu'en les groupant, et cela selon les possibilités. On avait l'impression d'un exode général.

Quelques lettres prises au hasard, parmi une grande quantité d'autres, donnent un aperçu suffisant de ce revirement bien significatif.

Voici quelques-unes de ces lettres :

Je reconnais que la politique du parti communiste a conduit le pays à une impasse sans issue. Le parti est devenu bureaucratique. Il n'a rien appris et ne veut rien apprendre. Il refuse d'écouter la voix des masses et cherche à leur imposer sa propre volonté. (Pensons aux 115 millions de paysans !) Il ne veut pas comprendre que seules la liberté de parole et la possibilité pour les masses de participer à la reconstruction du pays à l'aide de procédés électoraux modifiés peuvent réveiller le peuple de sa léthargie.

Je refuse, dorénavant, de me considérer membre du parti communiste. J'approuve entièrement la résolution adoptée à la réunion de toute la population le 1er mars, et je mets, par conséquent, mes aptitudes et mon énergie à la disposition du Comité Révolutionnaire Provisoire.

Je demande que soit publiée dans le journal la présente déclaration.

Herman Kanaïeff, officier de l'Armée rouge, fils d'un exilé du procès des 193. (*Izvestia* n° 3, du 5 mars.)

Camarades communistes de la base ! Regardez autour de vous et vous verrez que nous sommes embourbés dans un terrible marécage. Nous y avons été conduits par une poignée de " communistes " bureaucrates qui, sous le masque de communistes, se sont arrangés des nids bien chauds dans notre République.

Comme communiste, je vous en supplie : débarrassez-vous de ces faux " communistes " qui vous poussent vers le fratricide. C'est grâce à eux que nous autres, communistes de la base, qui ne sommes responsables de rien, nous subissons les reproches de nos camarades ouvriers et paysans sans parti.

Je suis effrayé de la situation actuelle.

Est-il possible que le sang de nos frères coule pour les intérêts de ces " communistes bureaucrates " ?

Camarades, revenez au bon sens ! Ne vous laissez pas faire par ces " communistes " bureaucrates qui vous provoquent et vous poussent à la boucherie. Mettez-les à la porte ! Un vrai communiste ne doit pas imposer son idée mais marcher avec toute la masse laborieuse, dans ses rangs mêmes.

Rojkali, membre du parti communiste russe (bolch.). (*Izvestia*, n° 4 du 6 mars.)

Vu qu'en réponse à la proposition des camarades de Cronstadt d'envoyer une délégation de Pétrograd, Trotsky et les chefs communistes ont envoyé les premiers obus et ont versé le sang, je demande que l'on ne me considère plus comme membre du parti communiste. Les discours des orateurs communistes m'ont fait tourner la tête, mais le geste des bureaucrates communistes me l'a remise en place.

Je remercie les bureaucrates communistes d'avoir dévoilé leur vrai visage et de m'avoir permis ainsi de voir mon égarement. J'étais un instrument aveugle entre leurs mains.

André Bratacheff, ex-membre du parti communiste n° 537.575, (*Izvestia*, n° 7, du 9 mars).

Considérant que la terrible situation actuelle est le résultat des actes de l'insolente poignée de communistes solidement installés au sommet du parti, et ayant adhéré au parti sous la pression, comme militant de base j'observe avec horreur le fruit de leurs oeuvres. Ce sont uniquement l'ouvrier et le paysan qui peuvent relever le pays conduit à la ruine. Or, le parti communiste qui est au pouvoir les a déplumés complètement. Pour cette raison, je quitte le parti et je donne mes forces à la défense des masses laborieuses.

L. Koroleff, commandant la 5e Batt., 4e Div., (*Izvestia*, n° 7, du 9 mars.)

Camarades ! Mes chers élèves des écoles industrielles, militaires rouges et navales !

J'ai vécu presque trente ans avec un profond amour du peuple. J'ai apporté la lumière et la science, dans la mesure de mes forces, à tous ceux qui en étaient avides et ceci jusqu'au dernier moment.

La Révolution de 1917 donna un nouvel élan à mon travail ; mon activité augmenta ; je m'employai plus que jamais à servir mon idéal.

La consigne communiste : " Tout pour le peuple " m'inspira par sa noblesse et sa beauté et en février 1920 je devins candidat du parti communiste. Mais le premier coup de feu tiré contre le peuple pacifique, sur mes enfants chéris dont le nombre s'éleva à 7.000 à Cronstadt, m'a fait frémir d'horreur à la pensée que je puisse être considérée comme complice dans l'effusion du sang de ces innocents.

Je sens que je ne puis plus croire ni propager l'idée qui s'est déshonorée par un acte criminel. Ainsi donc, depuis le premier coup de feu, je cesse de me considérer membre du parti communiste.

Maria Nikolaïevna Chatel ! institutrice, (*Izvestia*, n° 8, du 10 mars.)

Vu qu'en réponse à la proposition des camarades de Cronstadt d'envoyer des délégués de Pétrograd, Trotsky envoya un avion chargé de bombes qu'on lança sur des femmes et des enfants innocents ; vu aussi que, partout, sévissent les fusillades d'honnêtes ouvriers, nous, communistes de la base de l'équipe électrique de la 3e région, profondément indignés par les actes de Trotsky et de ses acolytes, et par leurs procédés de bêtes féroces, nous abandonnons le parti communiste et nous nous joignons à tous les honnêtes ouvriers dans la lutte commune pour l'émancipation des travailleurs. Nous demandons à être considérés comme des " hors parti ".

Suivent 17 signatures. (*Izvestia*, n° 8, du 10 mars.)

Pendant trois ans, j'ai travaillé à Cronstadt comme instituteur à l'école primaire et aussi dans des unités de l'armée et de la marine. J'ai marché toujours honnêtement avec les travailleurs de Cronstadt libre, leur sacrifiant toutes mes forces dans le domaine de l'instruction du peuple. Le vaste élan de la culture, annoncé par les communistes, la lutte de classe des travailleurs contre les exploités et la perspective de la construction soviétique m'ont entraîné dans les rangs du parti communiste dont je suis devenu candidat le 1er février 1920. Depuis ma candidature, j'ai pu observer de multiples et importants défauts chez les sommités du parti. Je me suis rendu compte que ces dernières souillaient la belle idée du communisme. Les plus graves défauts, qui impressionnaient les masses très défavorablement, étaient : le bureaucratisme, la rupture entre le parti et les masses, les procédés dictatoriaux à l'égard de celles-ci, un grand nombre de suiveurs arrivistes, etc. Tous ces défauts creusaient un abîme insondable entre les masses et le parti, en transformant ce dernier en un organisme impuissant à lutter contre la débâcle intérieure du pays.

Les événements actuels ont mis à découvert les plaies les plus horribles du régime. Lorsque la population de Cronstadt, qui compte plusieurs milliers d'habitants, présenta aux " défenseurs des intérêts des travailleurs " des revendications tout à fait justes, les sommités bureaucratiques du parti communiste les rejetèrent et, au lieu d'une libre et fraternelle entente avec les travailleurs de Cronstadt, ouvrirent un feu fratricide contre les ouvriers, marins et soldats rouges de la ville révolutionnaire. Et - ce fut le comble - le lancement de bombes par avion sur des femmes et des enfants sans défense ajouta une belle épine à la couronne du parti communiste.

Ne voulant pas partager la responsabilité des actes barbares des communistes et n'approuvant pas la tactique de leurs sommités, qui aboutit à l'effusion de sang et à la grande misère des masses populaires, je déclare ouvertement que je ne me considère plus candidat du parti communiste et fais

mien, entièrement, le mot d'ordre des travailleurs de Cronstadt : " Tout le pouvoir aux Soviets et non aux partis ".

T. *Dénissoff*, instituteur à la 2e école primaire (*Izvestia* , n° 10, du 12 mars.)

Sans violence, ni effusion de sang, le pouvoir du parti communiste, qui avait perdu la confiance des masses, passa, à Cronstadt, aux mains des travailleurs révolutionnaires. Néanmoins, le gouvernement central recourut au blocus de Cronstadt. Il diffusa des proclamations et des radios mensongères, essayant d'imposer son pouvoir par la faim, le froid et la trahison.

Nous considérons une pareille tactique comme une trahison du principe essentiel de la Révolution Sociale : " Tout le pouvoir aux travailleurs ". Par cette trahison, les communistes au pouvoir se rangent du côté des ennemis des travailleurs, Pour nous, il n'y a plus maintenant qu'une seule issue : rester jusqu'au bout à nos postes et lutter farouchement contre tous ceux qui tenteront d'imposer leur pouvoir aux masses laborieuses par la violence, la trahison et la provocation. Nous rompons donc tout lien avec le parti.

Miloradovitch, Bezsonoff, Markoff, ex-membre du parti communiste, Fort " Totleben ". *Izvestia*, n° 10, du 12 mars.)

Révolté par les procédés du grand seigneur Trotsky, qui n'hésita pas à rougir ses mains du sang de ses camarades ouvriers, je considère comme mon devoir moral de quitter le parti et de publier ma déclaration.

P. *Grabégeff* , candidat du parti, président du syndicat des ouvriers du bâtiment. (*Izvestia* , n° 10, du 12 mars.)

Enfin, quelques extraits édifiants, tirés d'autres déclarations du même genre. Ces extraits donnent une idée très nette de l'esprit et de la tendance qui régnaient dans tous les milieux :

Nous soussignés,, avons adhéré au Parti Communiste, car nous le considérons comme une émanation de la volonté des masses laborieuses. Mais il s'est révélé, en réalité, bourreau des ouvriers et des paysans, etc.

(N° 5, du 7 mars).

Nous, candidats au parti communiste,, déclarons unanimement que nous tenons, non pas au pouvoir, mais entièrement à la juste cause des travailleuses etc.

(N° 7, du 9 mars).

Les partis se sont préoccupés de la politique. Or, une fois la guerre civile terminée, tout ce qu'on demandait au parti c'était d'orienter le travail sur la voie de la vie économique, dans le sillage de la reconstruction de l'économie du pays ruiné.

Le paysan n'a pas besoin des commissaires pour comprendre qu'il faut donner du pain à la ville ; et l'ouvrier, à son tour, s'efforcera lui-même de fournir au paysan tout ce dont celui-ci a besoin pour son travail.

(N° 11, du 13 mars).

Résolution des prisonniers

Ce 14 mars, l'assemblée générale des coursanti, officiers et soldats rouges, au nombre de 240, faits prisonniers et internés au Manège, adopta la résolution suivante :

” Le 8 mars dernier, nous, koursanti, officiers et soldats rouges de Moscou et de Pétrograd, reçûmes l’ordre de partir à l’attaque contre la ville de Cronstadt. On nous avait dit que les blanc-gardistes y avaient déclenché une mutinerie. Lorsque, sans faire usage de nos armes, nous nous sommes approchés des abords de la ville de Cronstadt et sommes entrés en contact avec les avant-gardes des marins et des ouvriers, nous avons compris qu’aucune mutinerie blanc-gardiste n’existait à Cronstadt, mais qu’au contraire les marins et les ouvriers avaient renversé le pouvoir absolutiste des commissaires. Aussitôt, nous sommes passés volontairement du côté de ceux de Cronstadt, et maintenant nous demandons au Comité Révolutionnaire de nous verser dans les détachement des soldats rouges combattants car nous voulons lutter parmi les vrais défenseurs des ouvriers et des paysans, et de Cronstadt et de toute la Russie. ”

Nous estimons que le comité Révolutionnaire Provisoire a pris la bonne voie vers l’émancipation de tous les travailleurs et que seule l’idée de ” tout le pouvoir aux Soviets et non aux partis ” pourra mener l’oeuvre commencée à bon port.

(N° 14, du 16 mars).

Nous, soldats de l’Armée Rouge du fort de ” Krasnoarméietz ”, sommes corps et âme avec le Comité Révolutionnaire. Nous défendrons jusqu’au dernier moment le Comité, les ouvriers et les paysans.

Que personne ne croie aux mensonges des proclamations communistes lancées par les avions. Nous n’avons ici ni généraux ni seigneurs. Cronstadt a toujours été la ville des ouvriers et des paysans, et elle continuera de l’être.

Les communistes disent que nous sommes menés par des espions. C’est un mensonge effronté. Nous avons toujours défendu les libertés conquises par la Révolution, et nous les défendrons toujours. Si l’on veut s’en persuader, qu’on nous envoie une délégation. Et quant aux généraux, ils sont au service des communistes.

Au moment actuel, quand le sort du pays est en jeu, nous qui avons pris le pouvoir en mains et avons remis le Commandement suprême au Comité Révolutionnaire, déclarons à la garnison entière et à tous les travailleurs que nous sommes prêts à mourir pour la liberté du peuple laborieux.

Libérés du joug communiste et de la terreur de ces trois années, nous préférons mourir plutôt que de reculer d’un seul pas.

Le détachement du fort de ” Krasnoarméietz ” (Izvestia, n° 5, du 7 mars.)

L’amour passionné pour la Russie *libre* et la foi illimitée dans les ” véritables Soviets ” inspiraient Cronstadt. Jusqu’au bout, les ” Kronstadtzi ” espéraient être soutenus par toute la Russie, par Pétrograd avant tout, et pouvoir réaliser ainsi la libération complète du pays.

Camarades marins, ouvriers et soldats rouges de la Ville de Cronstadt !

Nous, la garnison du fort de ” Totleben ”, vous envoyons nos fraternelles salutations à cette heure, grave et tragique, de notre glorieuse lutte contre le joug haï des communistes. Tous, nous sommes prêts, comme un seul homme, à mourir pour l’émancipation de nos frères qui souffrent : les paysans et les ouvriers de la Russie entière réenchaînés pour le maudit esclavage, par la violence et la tromperie. *Nous espérons que, bientôt, par un élan décisif, nous briserons en mille pièces le cercle des ennemis autour de la forteresse et porterons à travers notre pays souffrant la vraie vérité, la liberté.*

Cette note parut dans le *dernier numéro* des *Izvestia* des révoltés (n° 14), le 16 mars 1921. L’ennemi était aux portes de Cronstadt. Pétrograd et le reste du pays, terrassés par un déploiement formidable de forces militaires et policières, se trouvaient manifestement dans l’impuissance de briser l’étai. Il ne restait presque plus d’espoir à l’héroïque poignée des défenseurs de la forteresse, attaquée par une nombreuse armée de ” koursanti ” aveuglément dévoués au gouvernement. Et, le lendemain

même, Cronstadt devait tomber entre leurs mains. Mais, emportés par leur grand idéal, par la pureté de leurs motifs, par la foi fervente en l'imminente libération, ils continuaient à espérer et à lutter contre tout espoir.

Ce ne furent pas eux qui voulurent la lutte armée.

Ils cherchèrent à résoudre le conflit par des moyens pacifiques et fraternels : la réélection libre des Soviets ; une entente avec les communistes ; la persuasion ; la libre action des masses laborieuses.

La lutte fratricide leur fut imposée. Et, au fur et à mesure que les tragiques événements se précipitaient, ils étaient de plus en plus décidés à lutter jusqu'au bout pour leur noble et juste cause.

Un point significatif de leur attitude fut la façon dont ils entendaient accepter d'être aidés dans leur action.

Ils recevaient des propositions d'aide de divers côtés, notamment de la part des socialistes-révolutionnaires de droite. Mais ils refusaient toute aide venant de droite. Et quant aux courants de gauche, ils n'admettaient leur aide que sous une forme libre, sincère, dévouée, fraternelle et apolitique. Ils acceptaient la collaboration d'amis, mais non pas la pression. Ni le " diktat " ⁴⁰.

Quatorze numéros des *Izvestia* du " Comité Révolutionnaire Provisoire " ont paru en tout pendant la révolte, du 3 au 16 mars.

La noble, l'ardente aspiration des révoltés à une vie nouvelle, vraiment libre, pour Cronstadt et pour toute la Russie, leurs espoirs, leur sublime dévouement et leur décision ferme de se défendre " jusqu'à la dernière goutte de sang " dans la lutte qui leur fut imposée, tous ces traits essentiels se reflètent fidèlement dans une série d'articles de leur journal où ils expliquaient leur position, formulaient leurs aspirations, cherchaient à persuader les aveugles et les trompés, répondaient, comme nous l'avons déjà vu, aux calomnies et aux actes des communistes.

Parcourons ces pages historiques, presque totalement inconnues. Elles devraient être lues et relues par les travailleurs de tous les pays. Ces documents devraient les faire réfléchir et les mettre en garde contre l'erreur fondamentale qui perdit la Révolution russe en 1917, et qui menace déjà la prochaine révolution dans d'autres pays : l'action sous l'égide des partis politiques ; la reconstruction d'un pouvoir politique ; l'instauration d'un nouveau gouvernement ; l'organisation d'un Etat centralisé, sous de nouvelles étiquettes vides de sens réel, telles que : " dictature du prolétariat ", " gouvernement prolétarien ", " Etat ouvrier et paysan ", etc. (Ces documents, comme l'épopée de Cronstadt elle-même, prouvent *jusqu'à l'évidence* que ce qui doit être vraiment *ouvrier et paysan*, ne peut être *ni gouvernemental ni étatiste*, et que ce qui est *gouvernemental et étatiste* ne peut être ni ouvrier ni paysan.

Le premier numéros du 3 mars 1921, contient, en plus de quelques renseignements et de petites notes administratives, le Manifeste " A la population de la Forteresse et de la Ville de Cronstadt " et la fameuse " Résolution " des marins, déjà cités .

Au n° 2 du 4 mars, dont nous avons, également, cité certaines déclarations et reproduit le radiogramme de Moscou, figure, parmi d'autres notes et dispositions administratives, le significatif " Appel " que voici :

A la population de la Ville de Cronstadt

Citoyens ! Cronstadt commence une âpre lutte pour la liberté. A tout instant, on peut s'attendre à une offensive des communistes dans le but de s'emparer de Cronstadt et de nous imposer à nouveau leur pouvoir qui nous a conduits à la famine, au froid et à la débâcle économique.

Tous, jusqu'au dernier, nous défendrons avec force et fermeté la liberté conquise. Nous nous opposerons au dessein de s'emparer de Cronstadt. Et si les communistes tentent de le faire par la force des armes, nous riposterons par une digne résistance.

⁴⁰ — Fait significatif, parmi tant d'autres. L'une des délégations envoyées par le Comité Révolutionnaire à Pétrograd avait la consigne de faire passer à Cronstadt deux anarchistes qu'on y connaissait de près : le camarade Yartchouk (auteur d'un ouvrage connu) et moi. Le Comité révolutionnaire Provisoire voulait que nous vinssions l'aider dans sa tâche. Il comptait sur notre concours amical et désintéressé. On ne savait pas encore à Cronstadt que tous les deux nous étions emprisonnés par les bolcheviks. Ce fait, tout mince qu'il soit, est une preuve de plus de l'indépendance et des tendances révolutionnaires de Cronstadt : un mouvement contre-révolutionnaire ne songerait jamais à demander le concours des anarchistes. D'ailleurs, le président du Comité, Pétritchenko, était lui-même un anarchisant.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire exhorte la population à ne pas s'émouvoir au cas où elle entendrait une fusillade.

Le calme et le sang-froid nous apporteront la victoire.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Nous avons déjà puisé tout ce qu'il y a d'intéressant dans le n° 3 (du 5 mars), sauf les notes, déclarations et informations habituelles qui se renouvellent, d'ailleurs, dans chaque numéro. Ajoutons-y cependant cet entrefilet :

L'ordre complet règne à Cronstadt. Toutes les institutions fonctionnent normalement. Les rues sont animées. Pas un coup de fusil depuis trois jours.

Le n° 4 (du 6 mars) a été cité presque en entier (sauf, comme toujours, les notes et dispositions administratives et économiques concernant les cartes, les rations, etc., ainsi que les diverses déclarations dont nous avons donné de multiples exemples).

Nous croyons toutefois utile de reproduire l'éditorial de ce numéro :

Les mains calleuses des marins et des ouvriers de Cronstadt ont arraché le gouvernail des mains des communistes et se sont emparé de la barre.

Le navire du pouvoir soviétique sera conduit d'une manière alerte et sûre vers Pétrograd d'où ce pouvoir des mains calleuses devra s'étendre sur la Russie malheureuse.

Mais, camarades, prenez garde !

Décuplez votre vigilance, car la route est semée d'écueils. Un coup de barre imprudent, et votre navire, avec sa charge si précieuse pour vous - celle de la construction sociale - peut s'échouer sur un rocher.

Camarades, surveillez de près les abords du gouvernail : les ennemis cherchent déjà à l'approcher. Une seule faute, et ils vous arracheront le gouvernail, et le navire soviétique pourra couler sous le rire triomphal des laquais tzaristes et des valets de la bourgeoisie.

Camarades, en ce moment vous vous réjouissez de la grande et pacifique victoire sur la dictature des communistes. Or, vos ennemis s'en réjouissent aussi.

Les raisons de cette joie, chez vous et chez eux, sont opposées.

Vous êtes animés d'un désir ardent de rétablir le véritable pouvoir des Soviets, d'un noble espoir de voir l'ouvrier exercer un travail libre et le paysan jouir du droit de disposer, sur sa terre, des produits de son travail. Eux, ils rêvent de rétablir le knout du tzarisme et les privilèges des généraux.

Vos intérêts sont différents. Ils ne sont pas vos compagnons de route.

Vous aviez besoin de vous débarrasser du pouvoir des communistes pour vous mettre au travail créateur et à la construction pacifique. Eux, ils veulent renverser ce pouvoir pour que les ouvriers et les paysans redeviennent leurs esclaves.

Vous recherchez la liberté. Eux, ils veulent vous enchaîner à leur manière.

Soyez vigilants ! Ne laissez pas les loups sous une peau d'agneau s'approcher du gouvernail.

L'éditorial du n° 6 (du 7 mars) :

Le "feld-maréchal" Trotsky menace Cronstadt tout entier, libre et révolutionnaire, révolté contre l'absolutisme des commissaires communistes.

⁴¹ — Allusion à *F. Trépoff*, l'un des plus féroces généraux du tzar Nicolas II, célèbre par son fameux ordre aux troupes lors des troubles

Les travailleurs, qui ont jeté bas le joug honteux de la dictature du parti communiste, sont menacés par ce nouveau genre de Trépoff⁴¹ d'une débâcle militaire. Il promet de bombarder la population pacifique de Cronstadt. Il répète l'ordre de l'autre : " Pas d'économies de balles ! " Il doit en avoir en quantité pour les marins, les ouvriers et les soldats rouges révolutionnaires.

Car lui, le dictateur de la Russie soviétique violée par les communistes, se moque pas mal du sort des masses laborieuses, l'essentiel étant que le pouvoir reste entre les mains de son parti !

Il a le culot de parler au nom de la Russie soviétique. Il promet la grâce !

Lui, le sanguinaire Trotsky, chef des " cosaques " communistes qui versent sans pitié des torrents de sang pour le bien de l'absolutisme du parti, lui, l'étouffeur de tout esprit libre, il ose tenir ce langage à ceux de Cronstadt, qui tiennent avec audace et fermeté le drapeau rouge !

Les communistes espèrent rétablir leur absolutisme au prix du sang des travailleurs et des souffrances de leurs familles emprisonnées. Ils veulent obliger les marins, les ouvriers et les soldats rouges révoltés à tendre à nouveau leur cou. Ils rêvent de s'y installer solidement et de continuer leur néfaste politique qui a précipité toute la Russie laborieuse dans l'abîme du désordre, de la famine et de la misère.

On en a assez ! Les travailleurs ne se laisseront plus tromper ! Communistes, vos espoirs sont vains et vos menaces n'ont pas d'effet.

La dernière vague de la Révolution des travailleurs est en marche. Elle balayera les ignobles imposteurs et calomniateurs de la surface du pays des Soviets, souillé de leurs oeuvres. Et quant à votre grâce, monsieur Trotsky, nous n'en avons pas besoin !

Dans le même numéro nous lisons cette note :

Nous n'exerçons pas la vengeance.

L'oppression des masses laborieuses par la dictature communiste a produit une indignation et un ressentiment parfaitement naturels parmi la population. Comme conséquence de cet état de choses, quelques personnes apparentées aux communistes furent boycottées ou congédiées. Ceci ne doit plus se produire. Nous ne cherchons pas la vengeance : nous défendons nos intérêts ouvriers. Il faut agir avec sang-froid et éliminer uniquement ceux qui, par le sabotage ou par une campagne calomniatrice, empêchent la restauration du pouvoir et des droits des travailleurs.

Nous y trouvons aussi l'article que voici :

Nous et eux.

Ne sachant pas comment conserver le pouvoir qui leur échappe, les communistes emploient les plus viles provocations. Leur presse immonde a mobilisé toutes ses forces pour exciter les masses populaires et pour présenter le mouvement de Cronstadt comme une conspiration des gardes blancs. En ce moment, leur cénacle de malfaiteurs stigmatisés lance dans le monde le slogan " Cronstadt s'est vendu à la Finlande ". Leurs journaux vomissent le feu et le poison. Ayant échoué dans la tâche de convaincre le prolétariat que Cronstadt est aux mains des contre-révolutionnaires, ils s'efforcent maintenant de jouer sur le sentiment national.

Tous les pays connaissent déjà par nos radios les raisons pour lesquelles la garnison et les ouvriers de Cronstadt luttent. Mais les communistes cherchent à dénaturer le sens des événements, espérant ainsi induire en erreur nos frères de Pétrograd.

de 1905 : " Pas d'économie de balles ! "

Pétrograd est étroitement cerné par les baïonnettes des "koursanti" et des "gardes" du parti. Le Maliuta Skouratoff⁴² -Trotsky - ne laisse pas venir à Cronstadt les ouvriers et les soldats rouges sans parti. Il craint qu'ils ne découvrent la vérité et que la vérité ne balaie immédiatement les communistes. Car, alors, les mains calleuses des masses ouvrières aux yeux dessillés prendront le pouvoir.

C'est la raison pour laquelle le Soviet de Pétrograd n'a pas répondu à notre radio demandant que fussent envoyés à Cronstadt des camarades véritablement impartiaux.

Craignant pour leur peau, les chefs communistes étouffent la vérité et échafaudent mensonges sur mensonges : " Les gardes blancs sont à l'oeuvre de Cronstadt " ... " Le prolétariat de Cronstadt s'est vendu à la Finlande et aux espions français " ... " Les Finlandais ont déjà organisé une armée pour s'emparer de Pétrograd avec l'aide des rebelles de Cronstadt ", etc.

Nous n'avons qu'une seule chose à répondre à tout cela : Tout *le pouvoir aux Soviets !* Otez vos mains de là : vos mains rouges du sang des martyrs de la liberté qui luttèrent contre les gardes blancs, les propriétaires et la bourgeoisie !

Enfin, nous trouvons dans le même numéro une véritable " profession de foi " de ceux ; de Cronstadt : leur programme et le testament qu'ils ont légué aux masses laborieuses des révolutions à venir. Leurs aspirations et leurs espérances y sont exposées clairement et définitivement. Voici ce document :

Les buts pour lesquels nous combattons.

En faisant la Révolution d'Octobre, la classe ouvrière avait espéré obtenir son émancipation. Mais il en résulta un esclavage encore plus grand de l'individualité humaine.

Le pouvoir de la monarchie policière passa aux mains des usurpateurs - les communistes - qui, au lieu de laisser la liberté au peuple, lui réservèrent la peur des geôles de la Tchéka, dont les horreurs dépassent de beaucoup les méthodes de la gendarmerie tsariste.

Au bout de longues années de luttes et de souffrances, le travailleur de la Russie soviétique n'a obtenu que des ordres impertinents, des coups de baïonnettes et le sifflement des balles des " cosaques " de la Tchéka. De fait, le Pouvoir communiste a substitué à l'emblème glorieux des travailleurs - la faucille et le marteau - cet autre symbole : la baïonnette et la grille, ce qui a permis à la nouvelle bureaucratie, aux commissaires et aux fonctionnaires communistes de s'assurer une vie tranquille et sans soucis.

Mais ce qui est le plus abject et le plus criminel, c'est l'esclavage spirituel instauré par les communistes : ils mirent la main aussi sur la pensée, sur la vie morale des travailleurs. Obligeant chacun à penser uniquement suivant leur formule.

A l'aide des syndicats étatisés, ils attachèrent l'ouvrier à la machine et transformèrent le travail en un nouvel esclavage au lieu de le rendre plaisant.

Aux protestations des paysans, allant jusqu'à des révoltes spontanées ; aux réclamations des ouvriers, obligés par les conditions mêmes de leur vie de recourir à des grèves, ils répondent par des fusillades en masse et par une férocité qu'auraient envié les généraux tsaristes.

La Russie des travailleurs, la première qui leva le drapeau rouge de l'émancipation du travail, est reniée dans le sang des martyrs pour la plus grande gloire de la domination communiste. Les communistes noient dans cette mer de sang toutes les grandes et belles promesses et possibilités de la Révolution prolétarienne.

Il devenait de plus en plus clair, et il devient maintenant évident que le parti communiste n'est pas, comme il feignait de l'être le défenseur des travailleurs. Les intérêts de la classe ouvrière

⁴² – Allusion à Maliuta Skouratoff, qui fut le chef des " gardes " du tzar Ivan le Terrible (xve siècle). Son nom est passé de génération en

lui sont étrangers. Après avoir obtenu le pouvoir, il n'a qu'un seul souci : de ne pas le perdre. Aussi considère-t-il que tous les moyens lui sont bons : diffamation, tromperie, violence, assassinat, vengeance sur les famille, des rebelles.

Mais la patience des travailleurs martyrisés est à bout.

Le pays s'illumine çà et là par l'incendie des rébellions dans la lutte contre l'oppression et la violence. Les grèves ouvrières se multiplient.

Les limiers bolchevistes veillent. On prend toutes les mesures pour embêter et étouffer l'inévitable troisième Révolution.

Malgré tout, elle est venue. Elle est réalisée par les masses laborieuses elle-mêmes. Les généraux du communisme voient bien que c'est le peuple qui s'est soulevé, convaincu qu'il est de leur trahison aux idées de la Révolution. Craignant pour leur peau et sachant qu'ils ne pourront se cacher nulle part pour échapper à la colère des travailleurs, les communistes cherchent à terroriser les rebelles, avec l'aide de leurs " cosaques ", par la prison, l'exécution et autres atrocités. Sous le joug de la dictature communiste, la vie même est devenue pire que la mort.

Le peuple laborieux en révolte a compris que dans la lutte contre les communistes et contre le régime de servage rétabli on ne peut s'arrêter à mi-chemin. Il faut aller jusqu'au bout. Les communistes feignent d'accorder des concessions ; ils enlèvent les barrages dans la province de Pétrograd ; ils assignent 10 millions de roubles-or pour l'achat de produits l'étranger. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est la poigne de fer du maître, du dictateur, qui se cache derrière cet appât ; du maître qui, le calme revenu, fera payer cher ses concessions.

Non, pas d'arrêt à mi-chemin ! Il faut vaincre ou mourir !

Cronstadt la Rouge, terreur de la contre-révolution de gauche comme de droite, en donne l'exemple. C'est ici que la grande poussée nouvelle de la Révolution fut réalisée. Ici fut hissé le drapeau de la révolte contre la tyrannie des trois dernières années, contre l'oppression de l'autocratie communiste qui fit pâlir les trois siècles du joug monarchiste.

C'est ici, à Cronstadt, que fut scellée la pierre fondamentale de la *troisième Révolution* qui brisera les dernières chaînes du travailleur et lui ouvrira la nouvelle et large route de l'édification socialiste.

Cette nouvelle révolution secouera les masses laborieuses de l'Orient et de l'Occident. Car elle montrera l'exemple d'une nouvelle construction socialiste en opposition à la " Construction " communiste, mécanique et gouvernementale. Les masses laborieuses de l'autre côté de nos frontières seront alors convaincues par les faits que tout ce qui a été fabriqué chez nous jusqu'à présent, au nom des ouvriers et paysans, n'était pas le socialisme.

Le premier pas dans ce sens est fait sans un seul coup de fusil, sans répandre une seule goutte de sang. Les travailleurs n'ont pas besoin de sang. Ils n'en feront couler qu'en cas de légitime défense. Malgré tous les actes révoltants des communistes, nous aurons assez de maîtrise de nous-mêmes pour nous borner à les isoler de la vie sociale afin de les empêcher de nuire au travail révolutionnaire par leur fausse et malveillante agitation.

Les ouvriers et les paysans vont de l'avant, irrésistiblement. Ils laissent derrière eux la Constituante avec son régime bourgeois, et la dictature du parti communiste avec sa Tchéka et son capitalisme d'État qui resserre le noeud autour du cou des travailleurs et menace de les étrangler.

Le changement qui vient de se produire offre enfin aux masses laborieuses la possibilité de s'assurer des Soviets librement élus et qui fonctionneront sans aucune pression violente d'un parti. Ce changement leur permettra aussi de réorganiser les syndicats étatisés en associations libres d'ouvriers, de paysans et de travailleurs intellectuels.

génération comme symbole de la férocité humaine.

La machine policière de l'autocratie communiste est enfin brisée.

Nous empruntons au n° 7, du 9 mars, deux brefs articles. L'un, de polémique, est intitulé :

Ecoute, Trotsky!

Dans leurs radios, les communistes ont déversé des tonneaux d'ordures sur les animateurs de la troisième Révolution, qui défendent le véritable pouvoir des Soviets contre l'usurpation et l'arbitraire des commissaires.

Nous ne l'avons jamais caché à la population de Cronstadt. Toujours, nous avons rendu publiques ces attaques calomniatrices, dans nos *Izvestia*.

Nous n'avons rien à craindre. Les citoyens savaient comment la révolte s'était produite et par qui elle avait été faite.

Les ouvriers et les soldats rouges savent qu'il n'existe, dans la garnison, ni généraux ni gardes blancs.

De son côté, le Comité Révolutionnaire Provisoire a envoyé à Pétrograd une radio exigeant l'élargissement des otages détenus par les communistes dans des prisons surpeuplées : ouvriers, marins et leurs familles, et aussi la mise en liberté des détenus politiques.

Notre seconde radio proposait de faire venir à Cronstadt des délégués sans parti qui, ayant vu sur place ce qui se passait chez nous, pourraient dire la vérité aux masses laborieuses de Pétrograd.

Eh bien, les communistes, qu'ont-ils fait ?

Ils ont caché cette radio aux ouvriers et aux soldats rouges.

Quelques unités des troupes du "feld-maréchal" Trotsky, passées de notre côté, nous ont remis des journaux de Pétrograd. Dans ces journaux, pas un seul mot de nos radios !

Et pourtant, il n'y a pas bien longtemps, ces tricheurs, habitués à jouer avec des cartes biseautées, criaient qu'il ne fallait pas avoir de secrets pour le peuple, même pas de secrets diplomatiques !

Ecoute, Trotsky ! tant que tu réussiras à échapper au jugement du peuple, tu pourras fusiller des innocents par paquets. Mais il est impossible de fusiller la vérité.

Elle finira par se frayer un chemin. Toi et tes "cosaques" vous serez obligés alors de rendre des comptes.

L'autre article, constructif, fut publié pour ouvrir la discussion sur le sujet traité :

La réorganisation des syndicats.

Sous la dictature des communistes les tâches des syndicats et de leurs commissions administratives sont réduites au minimum.

Pendant les quatre années du mouvement syndical révolutionnaire en Russie "socialiste", nos syndicats n'avaient aucune possibilité d'être des organismes de classe.

Ce ne fut nullement de leur faute. Telle fut, en effet, la conséquence de la politique du parti dirigeant, cherchant à éduquer les masses par la méthode centraliste, "communiste".

En fin de compte, le travail des syndicats se réduisit à des écritures et des correspondances absolument inutiles dont le but était d'établir le nombre des membres de tel ou tel syndicat et de fixer, ensuite, la spécialité de chaque adhérent, sa situation par rapport au parti, etc.

Et quant à l'activité économique d'un genre coopérateur, quant aussi à l'éducation culturelle des ouvriers membres des syndicats, rien n'a été entrepris dans ce sens.

C'est tout à fait naturel. Car, si l'on avait donné aux syndicats le droit à une vaste activité indépendante, tout le système centraliste de la construction entreprise par les communistes devait fatalement s'écrouler, ce qui eût abouti à la démonstration de l'inutilité des commissaires et des " sections politiques ".

Ce furent ces défauts qui détachèrent les masses des syndicats, ceux-ci s'étant finalement transformés en noyaux de gendarmerie qui entravaient toute activité vraiment syndicale des classes laborieuses. Une fois la dictature du parti communiste renversée, le rôle des syndicats devra changer radicalement. Les syndicats et leurs commissions administratives une fois réélus devront remplir une grande et urgente tâche d'éducation des masses en vue d'une rénovation économique et culturelle du pays. Ils devront animer leur activité d'un souffle nouveau, purifiant. Ils auront à devenir de véritables émanations des intérêts du peuple.

La République Soviétique Socialiste ne pourra être forte que lorsque son administration sera exercée par les classes laborieuses, à l'aide des syndicats rénovés.

A l'oeuvre donc, camarades ouvriers ! Bâtissons les nouveaux syndicats, libres de toute emprise : là est notre force.

Le n° 8, du 10 mars, a trait surtout aux événements d'ordre militaire : l'attaque de Cronstadt par les communistes et sa défense.

Le n° 9 (11 mars) publie un ardent appel : " Aux camarades ouvriers et paysans ", dont nous extrayons ces quelques passages essentiels :

Cronstadt a commencé une lutte héroïque contre le pouvoir odieux des communistes, pour l'émancipation des ouvriers et des paysans.

(...)

Tout ce qui se passe actuellement fut préparé par les communistes eux-mêmes : par leur oeuvre de sang et de ruine, qui dure depuis trois ans. Les lettres qui nous parviennent de la campagne sont remplies de plaintes et de malédictions à l'égard des communistes. Nos camarades rentrés de permission, soulevés de colère et d'indignation, nous ont raconté les horreurs perpétrées par les bolcheviks sur toute détendue du pays. D'ailleurs, nous-mêmes nous avons vu, entendu et senti tout ce qui se passait autour de nous. Une immense, une déchirante clameur le détresse nous parvenait des champs et des villes de l'énorme Russie. Elle alluma dans nos coeurs l'indignation et arma nos bras.

Nous ne voulons pas le retour au passé. Nous ne sommes ni valets de la bourgeoisie, ni mercenaires de l'Entente. Nous sommes pour le pouvoir de tous les travailleurs, mais non pour l'autorité déchaînée et tyrannique d'un seul parti quelconque.

Ce ne sont ni Koltchak, ni Dénikine, ni Youdénitch qui opèrent à Cronstadt : Cronstadt est entre les mains des travailleurs.

Le bon sens et la conscience des simples marins, soldats et ouvriers de Cronstadt ont enfin trouvé les paroles et le chemin qui nous permettront de sortir de l'impasse.

(...)

Au début, nous voulions tout arranger par la voie pacifique. Mais les communistes n'ont pas voulu céder. Plus que Nicolas II, ils s'accrochent au pouvoir, prêts à noyer le pays entier dans le sang, pourvu qu'ils règnent en autocrates.

Et voici que, maintenant, Trotsky, ce mauvais génie de la Russie, lance sur nous nos frères. Des centaines de leurs cadavres couvrent déjà la glace autour de la forteresse. Depuis quatre jours on s'acharne dans la lutte, le canon tonne, le sang fraternel coule. Depuis quatre jours, les héros de Cronstadt repoussent victorieusement toutes les attaques des ennemis.

Tel un épervier, Trotsky plane sur notre héroïque ville. Mais Cronstadt tient toujours. Tous, nous sommes prêts à mourir plutôt que de capituler.

Nos ennemis opèrent avec des "koursanti", des gardes communistes spéciaux et des troupes amenées de loin, trompées et menacées de mitrailleuses par derrière.

(...)

Camarades ouvriers ! Cronstadt lutte pour vous, pour les affamés, pour ceux qui sont transis de froid, pour ceux qui sont en loques et sans abri.

Tant que les bolcheviks resteront au pouvoir on ne verra pas une vie meilleure.

Vous supportez tout cela.

Au nom de quoi ? Uniquement pour que les communistes vivent dans la jouissance et pour que les commissaires engraisent ? Leur accordez-vous encore confiance ?...

En informant le Soviet de Pétrograd que le gouvernement avait assigné des millions de roubles-or pour l'achat de divers produits, Zinoviev calcula que chaque ouvrier en aurait pour 50 roubles. Voilà camarades ouvriers, le prix par tête pour lequel la clique bolcheviste espère vous acheter.

(...)

Camarades paysans ! C'est vous que le Pouvoir bolcheviste a trompés et dépouillés le plus. Où est la terre que vous aviez reprise aux propriétaires, après y avoir rêvé depuis des siècles ? Elle est entre les mains des communistes, ou exploitée par les Sovkhoz. Et quant à vous, il vous reste à la regarder et à vous en lécher les lèvres.

On vous a pris tout ce qu'on a pu vous enlever. Vous êtes voués au pillage, à la ruine complète. Vous êtes épuisés par le servage bolcheviste. On vous a obligés à faire docilement la volonté de vos nouveaux maîtres en vous affamant, en vous plombant la bouche, en vous laissant dans la plus crasseuse misère.

Camarades ! Ceux de Cronstadt ont levé le drapeau de la révolte dans l'espoir que des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans répondraient à leur appel.

Il faut que l'aube qui vient de poindre à Cronstadt se convertisse en soleil brillant sur toute la Russie.

Il faut que l'explosion de Cronstadt ranime la Russie entière et en premier lieu Pétrograd.

Nos ennemis ont rempli les prisons d'ouvriers. Mais de nombreux sincères et audacieux sont encore en liberté.

Camarades, levez-vous pour la lutte contre l'absolutisme des communistes !

Au même numéro, cette note dont voici quelques passages :

Les yeux se sont ouverts.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire et la rédaction des *Izvestia* sont submergés par une avalanche de déclarations des communistes qui abandonnent leur parti.

Que signifie cette fuite éperdue ?

Serait-ce la peur d'une vengeance du peuple travailleur qui a arraché le pouvoir aux bolcheviks ?

Non, mille fois non !

On a dit à une ouvrière venue nous faire la même déclaration : " Que de fuyards ! ". Elle s'indigna et riposta. " Nous ne fuyons pas : nos yeux se sont ouverts ! "

Le sang des travailleurs, qui a rougi la glace du golfe de Finlande pour le bon plaisir des fous défendant leur Pouvoir, ce sang a ouvert les yeux au peuple.

Tous ceux qui gardent encore un brin d'honnêteté fuient éperdument la bande des démagogues.

Il ne reste plus, dans cette bande, que les malhonnêtes et les criminels : les commissaires de tous les grades, les tchékistes et les "sommités" engraisés au compte des ouvriers et des paysans affamés, les poches remplies d'or, après avoir cambriolé les palais, les musées et tout ce que le peuple avait conquis avec son sang.

Toute cette racaille espère encore quelque chose.

En vain ! Le peuple, qui sut jeter bas le joug du tzarisme et des gendarmes, saura aussi se débarrasser des chaînes du servage communiste.

Les yeux du peuple laborieux se sont ouverts.

Le n° 10, du 12 mars, ne contient rien de plus saillant que ce qui a déjà été cité précédemment. Relevons, cependant, ces quelques lignes dans un article intitulé : " Les étapes de la Révolution " :

Un nouveau servage - communiste - s'est implanté. Le paysan fut transformé en serf dans l'économie " soviétique ". L'ouvrier devint simple salarié dans les usines de l'État. La couche laborieuse intellectuelle fut à peu près exterminée. Ceux qui voulurent protester furent jetés dans les geôles de la Tcheka. Et ceux qui continuaient à remuer furent tout simplement collés au mur. La Russie tout entière a été transformée en un immense bagne.

Le n° 11 du 13 mars, s'occupe principalement des événements militaires. Il publie aussi des déclarations et des appels pareils aux autres.

Au n° 12, du 14 mars, nous trouvons le curieux article que voici :

Il faut hurler avec les loups.

On pouvait s'attendre à ce que Lénine, au moment de la lutte des travailleurs pour leurs droits foulés aux pieds, ne fût pas hypocrite et sût dire la vérité.

C'est que, dans leur idée, les ouvriers et les paysans séparaient Lénine, d'un côté, de Trotsky et Zinoviev, de l'autre.

On ne croyait pas un seul mot de Zinoviev ou de Trotsky ; mais quant à Lénine, la confiance en lui n'était pas encore perdue.

Mais...

Le 8 mars, commença le Xe Congrès du Parti Communiste Russe. Lénine y répéta tous les mensonges sur Cronstadt en révolte. Il déclara que le mot d'ordre du mouvement était " la liberté du commerce ". Il ajouta, certes, que " le mouvement était pour les Soviets, mais contre la dictature des bolcheviks " ; mais il n'omit pas d'y mêler " les généraux blancs et les éléments anarchistes petits-bourgeois ".

Ainsi, en disant des vilénies, Lénine s'embrouilla lui-même. Il laissa échapper l'aveu que la base du mouvement était la lutte pour le pouvoir des Soviets, contre la dictature du parti. Mais, troublé, il ajouta :

" C'est une contre-révolution d'un autre genre. Elle est extrêmement dangereuse, quelque insignifiantes que puissent paraître, à première vue, les corrections qu'on pense apporter à notre politique. "

Il y a de quoi se troubler. Le coup porté par Cronstadt révolutionnaire est dur. Les meneurs du parti sentent que la fin de leur autocratie est proche.

Le grand trouble de Lénine perce à travers tout son discours sur Cronstadt. Le mot " danger " y revient à tout instant.

Il dit, par exemple, textuellement ceci :

” Il faut en finir avec ce danger petit-bourgeois, très dangereux pour nous car, au lieu d’unir le prolétariat, il le désunit ; il nous faut le maximum d’unité. ”

Oui, le chef des communistes est obligé de trembler et de faire appel ” au maximum d’unité ”. Car la dictature des communistes et le parti lui-même accusent une grave fissure.

De façon générale, était-il possible à Lénine de dire la vérité ?

Récemment, dans une réunion communiste contradictoire sur les syndicats, il dit :

” Tout cela n’ennuie à la mort. J’en ai par-dessus la tête. Indépendamment de ma maladie, je serais heureux de lâcher tout et de fuir n’importe où ! ”

Mais ses partenaires ne le laisseront pas fuir. Il est leur prisonnier. Il doit calomnier comme eux. Et, d’autre part, toute la politique du parti est gênée par l’action de Cronstadt. Car Cronstadt exige, non pas ” la liberté de commerce ”, mais le vrai pouvoir des Soviets.

Le même numéro publie une Sévère philippique contre Zinoviev :

Vains espoirs

On lit dans la *Pravda* de Pétrograd du 11 mars une lettre de Zinoviev aux camarades sans parti.

Cet impudent goujat constate avec regret que les ouvriers communistes se font de plus en plus rares dans les usines de Pétrograd. Et il en conclut que ” les communistes doivent à tout prix entraîner dans l’oeuvre soviétique les ouvriers et ouvrières honnêtes hors parti ”.

Que le nombre des communistes soit tombé bien bas dans les usines, c’est tout à fait naturel : tout le monde fuit le parti des traîtres. Il est naturel également que les tchékistes s’efforcent de domestiquer les ouvriers hors parti par tous les moyens, surtout en les entraînant dans le marécage de la collaboration avec les communistes.

” Commençons donc, avec ordre et méthode, écrit ce provocateur, à attirer les hors parti, systématiquement, dans le travail. ”

Mais quel ouvrier honnête voudra adhérer à cette bande de pillards, de commissaires et de tchékistes ?

Les ouvriers comprennent très bien que ces gendarmes nouveau style cherchent à étouffer les murmures de la masse laborieuse et à endormir sa vigilance à l’aide de certaines avances et concessions, uniquement pour, plus tard, la serrer davantage dans l’étau.

Les ouvriers voient de quelle façon leurs camarades hors parti sont traités, en ce moment, par les communistes. à Cronstadt.

” Dernièrement, pleurniche Zinoviev, nous avons même eu un gros malentendu avec l’usine Baltique. Mais si cette usine réalise, la première, le plan envisagé et montre ainsi l’exemple aux autres, beaucoup d’erreurs lui seront pardonnées ”.

Là, le provocateur s’est trahi lui-même.

En effet, il y a à peine quelques jours, les communistes assuraient les ouvriers de Cronstadt, par leurs radios, que tout allait à merveille à Pétrograd et que l’usine Baltique travaillait normalement. Et voici que, brusquement, apparaissent de ” gros malentendus ” et une invitation à montrer l’exemple ” à d’autres usines ”.

Il se passe donc quelque chose dans ” d’autres usines ” aussi ?

Mais alors, Zinoviev nous trompait-il pas à ce moment-là où nous trompe-t-il maintenant ?

Afin de gagner les bonnes grâces des ouvriers de la Baltique, les communistes leur promettent tous les biens de la terre :

” Nous mettrons des ouvriers aux postes les plus importants pour le moment : au ravitaillement, aux combustibles, au contrôle des institutions, etc.

” Nous donnerons aux ouvriers hors parti les moyens de prendre une part des plus actives, par l’intermédiaire de leurs délégués, aux achats, avec de l’or, des produits alimentaires à l’étranger, pour permettre aux ouvriers de Pétrograd de traverser la période difficile.

” Nous entamerons une lutte énergique contre le bureaucratisme dans nos établissements

” Nous nous réprimanderons, nous nous critiquerons quelque peu les uns les autres ; mais quant au principal, à l’essentiel, nous finirons toujours par nous entendre. ”

C’est ainsi que Zinoviev chante aujourd’hui, doux et caressant. Il fait entendre aux ouvriers des paroles mielleuses pour les endormir et pour détacher leur attention des coups de canon tirés contre leurs frères de Cronstadt.

Pourquoi donc les communistes n’en ont-ils jamais parlé jusqu’à présent ? Pourquoi n’ont-ils pas agi de la sorte au cours de leur règne qui dure depuis bientôt quatre ans ?

C’est très simple : ils ne pouvaient réaliser cela auparavant. Et ils ne pourront pas, non plus, le réaliser maintenant.

Nous connaissons la valeur de leurs promesses et même de leurs contrats (” chiffons de papier ”).

Non, l’ouvrier ne vendra pas sa liberté et le sang de ses frères pour tout l’or du monde.

Que Zinoviev abandonne donc le projet creux de ” s’entendre ” !

Maintenant que les frères de Cronstadt se sont levés pour défendre la vraie liberté, les ouvriers n’ont qu’une seule réponse à donner aux communistes : provocateurs et bourreaux, lâchez vite le pouvoir, tant qu’il vous est encore possible de déguerpir. Ne vous bercez pas de vains espoirs !

Enfin, nous trouvons dans le même numéro un Appel du Comité révolutionnaire Provisoire, dont nous extrayons ce passage :

En s’emparant du pouvoir, le Parti Communiste vous promettait le bien-être.

Or, que voyons-nous ?

Il y a trois ans, on nous disait : ” Vous pourrez rappeler vos représentants et réélire vos Soviets quand vous voudrez. ”

Mais quand nous, ceux de Cronstadt, avons exigé, justement la réélection des Soviets libres de la pression du parti, le nouveau Trépoff⁴³ - Trotsky - lança l’ordre : ” Pas d’économie de balles ! ”

Quelle trahison !

Nous avons exigé aussi qu’on laisse les travailleurs de Pétrograd nous envoyer une délégation pour qu’on puisse voir quels sont nos généraux et qui dirige le mouvement.

Cette délégation ne vient pas. Les communistes craignent qu’une délégation n’apprenne la vérité et ne vous la fasse connaître.

Dans le n° 13, du 15 mars (l’avant-dernier numéro des *Izvestia* des révoltés), cet éditorial :

Maison de commerce Lénine, Trotsky et C°

Elle a bien travaillé la Maison de commerce Lénine, Trotsky et Cie.

La criminelle politique absolutiste du parti communiste au pouvoir a conduit la Russie à l’abîme de la misère et de la ruine.

⁴³ — *Pas de carte (désolé).*

Après cela, il serait temps de prendre sa retraite. Hélas ! les larmes et le sang versés par les travailleurs paraissent encore insuffisants.

Au moment même de la lutte historique, audacieusement entamée par Cronstadt révolutionnaire pour les droits du peuple travailleur, bafoués et piétinés par les communistes, une volée de corbeaux s'est décidée à tenir son " Xe Congrès du parti ". Elle y trame les moyens de continuer, avec encore plus de malice et de succès, son oeuvre fratricide.

Leur effronterie atteint la perfection. D'une façon tranquille, ils parlent des " concessions commerciales ".

Lénine déclare très simplement ceci :

" Nous commençons à réaliser le principe des concessions. Le succès de cette entreprise ne dépend pas de nous. Mais nous devons faire notre possible ". Et par la suite, il avoue que les bolcheviks ont mis la Russie Soviétique dans un joli pétrin :

" Car, dit-il, nous ne pourrions pas reconstruire le pays sans recourir à la technique étrangère si nous voulons rattraper économiquement, dans une certaine mesure, les autres pays. Les circonstances nous ont obligés à acheter à l'étranger, non seulement des machines, mais aussi du charbon qui, pourtant, abonde chez nous. Nous aurons encore à l'avenir, poursuit-il, à faire de nouveaux sacrifices pour avoir des objets de consommation courante et aussi le nécessaire pour l'économie agraire. "

Où sont donc les fameuses réalisations économiques au nom desquelles on transforma l'ouvrier en esclave de l'usine d'État et le paysan laboureur en serf des sovkhoz ?

Ce n'est pas tout. En parlant de l'agriculture, Lénine promet encore plus de " bien-être " si les communistes continuent leur " fonctionnarisme économique " (ce fut son expression).

" Et si nous réussissons un jour à reconstituer ça et là les grandes économies rurales et la grande industrie, continue-t-il, ce ne sera qu'en imposant de nouveaux sacrifices à tout producteur, sans rien lui donner en échange ".

Tel est le " bien-être " que fait espérer le chef des bolcheviks à tous ceux qui voudront porter docilement le joug de l'absolutisme des commissaires.

Il avait rudement raison, ce paysan qui déclara au VIIIe Congrès des Soviets :

" Tout va très bien... Seulement, si la terre est à nous, le pain est à vous ; l'eau est à nous, mais le poisson est à vous ; les forêts sont à nous, mais le bois est à vous..."

A part ça, le travailleur ne doit pas s'en faire.

Lénine promet bien " d'accorder quelques faveurs aux petits patrons, d'élargir quelque peu les cadres de l'économie libre ".

" Comme le " bon vieux seigneur ", il prépare " quelques faveurs " afin de serrer le cou des travailleurs davantage, plus tard, dans l'étau de la dictature du parti. On le voit bien par cet aveu : " Certes, on ne pourra pas se passer de la contrainte, car le pays est fatigué et dans une misère terrible. "

C'est net : on pourra bien enlever sa dernière chemise à un miséreux.

C'est ainsi que Lénine conçoit la tâche de la construction : concessions commerciales en haut, impôts en bas.

Toujours dans le même numéro, cet édifiant coup d'éveil rétrospectif :

Les bienfaits de la " Commune ".

" Camarades ! Nous allons construire une vie nouvelle et belle ". Ainsi parlaient, ainsi écrivaient les communistes.

” Nous allons détruire le monde de la violence et nous construirons un monde nouveau, socialiste, de toute beauté ”. Ainsi chantaient-ils au peuple.

Voyons quelle est la réalité.

Toutes les meilleures maisons, tous les meilleurs appartements sont réquisitionnés pour des bureaux et des sous-bureaux des institutions communistes. Ainsi seuls les bureaucrates se voient installés d’une façon agréable, confortable, spacieuse. Le nombre des logements habitables a diminué. Les ouvriers sont restés là où ils étaient. Ils y vivent maintenant serrés à l’extrême dans une condition pire qu’auparavant.

Les maisons, n’étant pas entretenues, se délabrent. Le chauffage se détraque. Les vitres brisées ne sont pas remplacées. Les toitures se disjoignent et l’eau commence à couler à travers. Les clôtures s’effondrent. Les tuyaux sont à moitié crevés. Les cabinets ne fonctionnent pas et leur contenu envahit les appartements, ce qui oblige les citoyens à aller satisfaire leurs besoins dans la cour ou chez les voisins. Les escaliers restent sans éclairage ; ils sont pleins de crasse. Les cours sont remplies d’ordures, du fait que les fosses d’aisance, les poubelles, les vidanges et les égouts ne sont ni réparés ni vidés. Les rues sont sales. Les trottoirs, jamais réparés, sont malpropres et glissants. Il y a danger à marcher dans les rues.

Pour obtenir un logement, il faut avoir un bon ” tuyau ” au Bureau des logements, sans quoi il ne faut pas y songer. Seuls les favorisés possèdent des appartements convenables.

Pour les vivres, c’est encore pire. Des fonctionnaires irresponsables et ignorants ont laissé se perdre des milliers de tonnes de produits. Les pommes de terres distribuées sont toujours gelées ; la viande, au printemps et en été, toujours avariée. Jadis, on se gardait de donner aux cochons ce qu’aujourd’hui les citoyens obtiennent des ” constructeurs de la belle vie nouvelle ”.

Ce fut ” l’honnête poisson soviétique ” - le hareng - qui sauva la situation pendant assez longtemps. Mais voici que lui-même commence à faire défaut.

Les boutiques Soviétiques sont au-dessous de celles des usines, de triste mémoire, où les industriels patrons faisaient écouler toute sorte de camelote, et où les ouvriers esclaves ne pouvaient rien dire. Pour détruire la vie familiale, nos gouvernants ont inventé des restaurants collectifs.

Quel est le résultat ?

La nourriture y est encore moins potable. Les produits sont volés de toute manière avant d’arriver aux citoyens qui ne reçoivent que les restes. La nutrition des enfants est un peu meilleure, mais encore très insuffisante. Le lait, surtout, manque. Pour leurs propres sovkhoz, les communistes ont réquisitionné à la population paysanne toutes les vaches laitières. Du reste, la moitié des bêtes périrent avant d’arriver au lieu de destination. Le lait des vaches qui survécurent va d’abord aux gouvernants, ensuite aux fonctionnaires. Les restes seuls parviennent aux enfants.

Mais le plus dur est de se vêtir et de se chausser. On porte ou on échange les habits portés autrefois. Presque rien n’est distribué. (Par exemple, un des syndicats distribue actuellement des boutons : un bouton et demi par tête. N’est ce pas se moquer du monde ?) Quant aux chaussures, elles sont introuvables.

La route du paradis communiste est belle.

Mais peut-on la parcourir sans semelles ?

Cependant, il existe bien des fissures où s’échappe tout le nécessaire. Les gens de l’entourage des soi-disant ” Coopératives ” et les gouvernants possèdent tout. Ils ont leurs propres restaurants et des rations spéciales. Ils ont aussi à leur disposition les ” Bureaux des bons ” qui distribuent des biens selon les bonnes grâces des commissaires.

On a fini par comprendre que cette " commune " a sapé et complètement désorganisé le travail producteur. Alors, tout désir de travailler, tout intérêt au travail ont disparu. Cordonniers, tailleurs, plombiers, etc., ont tout abandonné et se sont dispersés. Ils servent comme gardes, courriers, etc.

Tel est le paradis que les bolcheviks ont entrepris de construire.

A la place de l'ancien, s'établit un nouveau régime d'arbitraire d'insolence, d' " amitiés ", de favoritisme, de vol et de spéculation, régime terrible où l'on est obligé de tendre la main vers l'autorité pour chaque morceau de pain, pour chaque bouton ; régime où l'on n'appartient pas à soi-même, où l'on ne peut disposer de soi-même ; régime d'esclavage et d'aviissement.

Au n° 14, le dernier, du 16 mars 1921, consacré surtout aux péripéties de la lutte, de plus en plus acharnée, et aux affaires en cours, nous empruntons ce dernier article, encore rétrospectif qui complète le précédent :

Le soi-disant " Socialisme " .

En faisant la Révolution d'octobre, les marins, les soldats rouges, les ouvriers et les paysans versaient leur sang pour le pouvoir des Soviets, pour l'édification d'une République des Travailleurs.

Le Parti Communiste a pris bonne note des aspirations des masses. Ayant inscrit sur sa bannière des slogans alléchants qui enthousiasmaient les travailleurs, il les a entraînés dans la lutte et leur a promis de les conduire dans le beau royaume du Socialisme que seuls les bolcheviks sauraient édifier.

Naturellement, une joie infinie s'empara des ouvriers et des paysans. " Enfin, l'esclavage sous le joug des agrariens et des capitalistes va entrer dans le domaine des légendes ", pensaient-ils. Il semblait que le temps était venu d'un libre travail dans les campagnes, dans les usines et les fabriques. Il semblait que le pouvoir allait passer aux mains des travailleurs.

Par une propagande adroite, des enfants du peuple laborieux étaient attirés dans les rangs du parti où on les soumettait à une discipline rigoureuse.

Par la suite, se sentant bien en forces, les communistes, progressivement, éliminèrent du pouvoir d'abord les socialistes d'autres tendances ; après quoi, ils repoussèrent de nombreux postes de l'État les ouvriers et les paysans eux-mêmes, tout en continuant à gouverner en leur nom.

Les communistes substituèrent ainsi au pouvoir qu'ils avaient usurpé la tutelle des commissaires avec tout l'arbitraire du pouvoir personnel. Contre toute raison, et contrairement à la volonté des travailleurs, ils commencèrent alors à construire obstinément un socialisme étatique, avec des esclaves, au lieu de bâtir une société basée sur le travail libre.

L'industrie étant totalement désorganisée, malgré le " contrôle ouvrier ", les bolcheviks réalisèrent la " nationalisation des usines et des fabriques ". D'esclave du capitaliste, l'ouvrier fut transformé en esclave des entreprises d'État. Bientôt, cela ne suffit plus. On projeta l'application du système Taylor.

Toute la masse des laboureurs fut déclarée ennemie du peuple et assimilée aux " koulaks ". Très entreprenants, les communistes se mirent alors à ruiner les paysans et à instaurer des exploitations soviétiques, c'est-à-dire des propriétés du nouveau profiteur agrarien : l'État. C'est tout ce que les paysans obtinrent du socialisme bolcheviste, au lieu du travail libre sur la terre libérée qu'ils avaient espéré.

En échange du pain et du bétail, presque entièrement réquisitionnés, on obtint les razzias des tchékistes et les fusillades en masse. Beau système d'échange pour un État des travailleurs : du plomb et la baïonnette en place du pain !

La vie du citoyen devint monotone et banale à la mort, réglée d'après les prescriptions des autorités. Au lieu d'une vie animée par le travail libre et par la libre évolution des individus, naquit un esclavage

inouï, incroyable. Toute pensée indépendante, toute critique juste des actes des gouvernants criminels devinrent des crimes, châtiés de la prison et souvent de la mort.

La peine de mort, cette honte de l'humanité, s'épanouit dans " la patrie socialiste " .

Tel est le beau royaume du socialisme où la dictature du parti communiste nous a conduits.

Nous avons obtenu le Socialisme d'État, avec des Soviets de fonctionnaires qui votent docilement ce que l'autorité et ses commissaires infaillibles leur dictent.

Le mot d'ordre : " Celui qui ne travaille pas ne mange pas ", a été modifié sous ce beau régime " des Soviets " : " Tout pour les commissaires ! " Et quant aux ouvriers, paysans et travailleurs intellectuels, eh bien, ils n'ont qu'à accomplir leur travail dans l'ambiance d'une prison.

Cela devint insupportable. Cronstadt révolutionnaire brisa, la première, les chaînes et enfonça les grilles de la prison. Elle lutte pour la véritable République Soviétique des travailleurs où le producteur lui-même deviendra le maître des produits de son labeur et en disposera comme il voudra.

Pour terminer cette documentation, notons que la plupart des numéros des *Izvestia* des révoltés portaient en manchette des mots d'ordre qui précisaient leurs revendications et leurs sentiments. En voici quelques échantillons :

TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS ET NON AUX PARTIS !

LE POUVOIR DES SOVIETS LIBÉRERA LES TRAVAILLEURS DES CHAMPS DU JOUG DES COMMUNISTES.

LÉNINE DIT : " LE COMMUNISME, C'EST LE POUVOIR DES SOVIETS PLUS L'ELECTRIFICATION ", MAIS LE PEUPLE A CONSTATE QUE LE COMMUNISME BOLCHEVISTE C'ETAIT L'ABSOLUTISME DES COMMISSAIRES PLUS LES FUSILADES.

LES SOVIETS, ET NON PAS LA CONSTITUANTE, SONT LE REMPART DES TRAVAILLEURS.

VIVE CRONSTADT ROUGE AVEC LE POUVOIR DES SOVIETS LIBRES !

9.5 Le dernier acte

9.5.1 L'attaque de Cronstadt. - Sa dernière lutte. - La fin de son indépendance.

Il nous reste à traiter le dernier acte de la tragédie : l'attaque de Cronstadt, sa défense héroïque, sa chute.

Dans le n° 5 des *Izvestia*, du 7 mars, nous trouvons les détails des pourparlers concernant l'envoi d'une délégation de Pétrograd à Cronstadt aux fins d'information. Voici ce que nous lisons :

Les pourparlers au sujet d'une délégation.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire a reçu de Pétrograd le radiotélégramme suivant :

" Faites savoir par radio à Pétrograd si l'on peut envoyer de Pétrograd à Cronstadt quelques délégués du Soviet pris parmi des sans-parti et des membres du parti, pour savoir de quoi il s'agit "

Le Comité Révolutionnaire Provisoire répondit immédiatement par radio :

Radiotélégramme au Soviet de Pétrograd. - Ayant reçu la radio du Soviet de Pétrograd demandant " si l'on peut envoyer de Pétrograd à Cronstadt quelques délégués du Soviet pris parmi des sans-parti et des membres du parti, pour savoir de quoi il s'agit ", nous vous informons que :

Nous n'avons pas confiance dans l'indépendance de vos sans-parti.

Nous proposons d'élire, en présence d'une délégation des nôtres, des délégués sans parti des usines, des unités rouges et des marins. Vous pouvez y ajouter quinze pour cent de communistes. Il est

désirable d'avoir la réponse indiquant la date d'envoi des représentants de Cronstadt à Pétrograd et des délégués de Pétrograd à Cronstadt le 6 mars, à 18 heures. En cas d'impossibilité de répondre dans ce délai, nous demandons d'indiquer votre date et les motifs du retard.

Les moyens de déplacement devront être assurés à la délégation de Cronstadt.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Cependant à Pétrograd de persistantes rumeurs laissaient entendre que le gouvernement se préparait à des opérations militaires contre Cronstadt. Mais la population n'y croyait pas : la chose paraissait trop répugnante, invraisemblable.

Les ouvriers de Pétrograd ne savaient rien de ce qui se passait à Cronstadt. Les seules informations étaient données par la presse communiste, et ses bulletins parlaient toujours du " général tsariste Kozlovsky qui avait organisé la rébellion contre-révolutionnaire à Cronstadt ".

La population attendait avec anxiété la session convoquée par le Soviet de Pétrograd, qui devait décider de l'attitude à adopter.

Le Soviet se réunit le 4 mars. Seuls, les membres convoqués pouvaient assister à cette réunion ; c'étaient, généralement, des communistes.

Voici en quels termes l'anarchiste Alexandre Berkman, qui put assister à cette réunion, la décrit dans son excellente étude sur la révolte de Cronstadt, étude dont il a puisé la documentation à la même source authentique que nous utilisons pour notre exposé : aux *Izvestia* du Comité Révolutionnaire Provisoire, aux documents soviétiques et aux témoignages contrôlés⁴⁴ :

En tant que président du Soviet de Pétrograd, Zinoviev déclara la session ouverte et prononça un long discours sur la situation à Cronstadt.

J'avoue que j'étais allé à cette réunion plutôt disposé en faveur du point de vue de Zinoviev : l'assemblée était alertée en raison des indices d'une tentative contre-révolutionnaire à Cronstadt.

Mais le discours de Zinoviev suffit pour me convaincre que les accusations communistes contre les marins étaient une pure invention, sans la moindre ombre de véracité. J'ai entendu parler Zinoviev en différentes occasions ; une fois ses prémisses acceptées, il avait le don de convaincre. Mais à cette réunion, son attitude, son argumentation, son ton, ses manières, tout reflétait la fausseté de ses assertions, le manque de sincérité. La protestation de sa propre conscience me paraissait patente.

L'unique " pièce à conviction " contre Cronstadt était la fameuse Résolution du 1er mars. Ses revendications étaient justes et même modérées. C'est en s'appuyant sur ce document et sur la dénonciation véhémement, presque hystérique, de Kalinine contre les marins, que le pas fatal fut décidé. La résolution contre Cronstadt, préparée à l'avance et présentée par Yevdokimoff - bras droit de Zinoviev - fut acceptée. Les délégués étaient surexcités par un excès d'intolérance et par une sorte de férocité sanguinaire. L'acceptation de la motion belliqueuse eut lieu dans un grand tumulte et au milieu des protestations de plusieurs délégués des fabriques de Pétrograd et du représentant des marins. La résolution déclarait Cronstadt coupable de sédition contre-révolutionnaire, elle exigeait sa reddition immédiate.

C'était une déclaration de guerre.

Beaucoup de communistes eux-mêmes se refusaient à croire qu'on exécuterait ladite résolution. Il paraissait monstrueux d'attaquer avec la force armée " l'orgueil et la gloire de la Révolution russe " pour employer le qualificatif que Trotsky avait décerné autrefois aux marins de Cronstadt. Dans les cercles d'amis intimes, beaucoup de communistes sensés menaçaient de se séparer du parti si un acte aussi sanguinaire se consommait ".

⁴⁴ – Pour autant que je sache, cette étude a paru d'abord en anglais sous forme d'une forte brochure ; par la suite, elle a été reproduite dans la revue anarchiste espagnole *Timon*, lors des événements d'Espagne ; enfin, le journal anarchiste français *Le Libertaire* l'a publiée en feuilleton dans plusieurs numéros consécutifs, en janvier 1939.

Le jour suivant, 5 mars, Trotsky publia son ultimatum à Cronstadt. L'ultimatum fut transmis à la population de Cronstadt par radio et parut dans le même n° 5 des *Izvestia* du 7 mars, à côté des deux radios sur l'envoi d'une délégation. Naturellement tous pourparlers au sujet de celle-ci furent rompus.

Voici le document :

Le gouvernement ouvrier et paysan a décrété que Cronstadt et les navires en rébellion doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la République Soviétique.

J'ordonne, par conséquent, à tous ceux qui levèrent la main contre la patrie socialiste de poser les armes sans délai. Les récalcitrants devront être désarmés et remis aux autorités soviétiques. Les commissaires et les autres représentants du gouvernement qui sont arrêtés doivent être remis en liberté sur le champ.

Seuls ceux qui se seront rendus sans conditions pourront compter sur un acte de grâce de la République Soviétique.

Je donne simultanément l'ordre de préparer la répression de la révolte et la soumission des marins par la force armée. Toute la responsabilité des dommages que la population pacifique pourrait souffrir de ce fait retombera entièrement sur la tête des mutins blanc-gardistes.

Cet avertissement est définitif.

Signé : *Trotsky*, Président du Conseil militaire révolutionnaire de la République ; *Kameneff*, Commandant en chef.

Cet ultimatum fut suivi d'un ordre de Trotsky contenant la menace historique : " Je vous abattrai comme des perdrix ".

Quelques anarchistes de Pétrograd, encore en liberté tentèrent un dernier effort pour inciter les bolcheviks à renoncer à attaquer Cronstadt. Ils considéraient de leur devoir, devant la Révolution, de tenter cet ultime effort pour empêcher le massacre imminent de l'élite révolutionnaire de la Russie : les marins et les ouvriers de Cronstadt. Ils envoyèrent le 5 mars une protestation au Comité de Défense, soulignant les intentions pacifiques et les justes revendications de Cronstadt, rappelant aux communistes l'histoire révolutionnaire héroïque des marins et proposant un moyen de résoudre le conflit, moyen digne de camarades et de révolutionnaires.

Voici le document⁴⁵ :

Au comité du Travail et de Défense de Pétrograd.

Au président Zinoviev.

Garder maintenant le silence est impossible et même criminel. Les événements qui viennent de se produire nous obligent, comme anarchistes, à parler franchement et à préciser notre attitude devant la situation actuelle.

L'esprit de mécontentement et d'inquiétude chez les ouvriers et les marins est le résultat de faits qui exigent la plus sérieuse attention. Le froid et la faim ont engendré le mécontentement ; l'absence de la moindre possibilité de discussion et de critiqué oblige les marins et les ouvriers à déclarer formellement leurs griefs.

Les bandes de gardes-blancs voudront et pourront exploiter ce mécontentement dans leur propre intérêt de classe. Se cachant derrière les marins, ils réclament l'Assemblée constituante, le commerce libre et autres avantages du même genre.

⁴⁵ – Pour que le lecteur ne s'étonne pas de voir des anarchistes encore en liberté à Pétrograd en 1921, remarquons que les signataires du papier en question n'étaient pas considérés par les bolcheviks comme dangereux. A. Berkman et E. Goldman ne militèrent pas en Russie ; Perkus et Pétrovsky étaient des anarchistes dits " soviétiques " (pro-bolchevistes). Par la suite Berkman et Emma Goldman furent, néanmoins, expulsés ; le sort de Perkus et de Pétrovsky nous est inconnu. Au demeurant, les derniers vestiges du mouvement anarchiste disparurent en 1921.

Nous, anarchistes, avons fait connaître depuis longtemps le fond trompeur de ces revendications, et nous déclarons devant tous que nous lutterons les armes à la main contre toute tentative contre-révolutionnaire, avec tous les amis de la Révolution Sociale et aux côtés des bolcheviks.

En ce qui concerne le conflit entre le gouvernement soviétique et les ouvriers et marins, nous sommes d'avis qu'il devrait être liquidé non par les armes, mais au moyen d'un accord révolutionnaire fraternel, dans un esprit de camaraderie. Recourir à l'effusion de sang de la part du gouvernement soviétique, dans la situation actuelle, n'intimiderait ni ne pacifierait les ouvriers ; au contraire, cela servirait seulement à augmenter la crise et à renforcer les oeuvres de l'Entente et de la contre-révolution

Et, ce qui est le plus important, l'emploi de la force par le gouvernement ouvrier et paysan contre des ouvriers et paysans provoquera une répercussion désastreuse sur le mouvement révolutionnaire international. Il en résultera un dommage incalculable pour la Révolution Sociale.

Camarades bolcheviks, réfléchissez avant qu'il soit trop tard ! Vous êtes à la veille de faire le pas décisif.

Nous vous soumettons la proposition suivante : élire une commission de cinq membres comprenant des anarchistes. Cette commission ira à Cronstadt pour résoudre le conflit par des moyens pacifiques. Dans la situation présente, c'est la méthode la plus radicale. Elle aura une importance révolutionnaire internationale.

Signé : *Alexandre Berkman, Emma Goldman, Perkus, Pétrovsky* .

Pétrograd, le 5 mars 1921.

” Zinoviev, dit A. Berkman, fut informé que ce document allait être soumis au Comité de Défense. Il envoya un représentant personnel le chercher. J'ignore si cet appel fut discuté au Comité. Ce qui est certain, c'est que rien ne fut décidé à ce sujet. ”

Le 6 mars, Trotsky acheva les préparatifs pour l'attaque. Les divisions les plus fidèles prélevées sur tous les fronts, les régiments de ” koursanti ”, les détachements de la Tcheka et les unités militaires composées de communistes, furent concentrés dans les forts de Sestroretsk, de Lissy Noss et de Krasnaïa Gorka⁴⁶, ainsi que dans les positions fortifiées du voisinage. Les meilleurs techniciens militaires furent envoyés sur le théâtre des opérations pour établir le plan de blocus et d'attaque de Cronstadt. Toukhatchevsky fut désigné comme commandant en chef des troupes.

Le 7 mars, à 6 h. 45 de l'après-midi, les batteries de Sestroretsk, de Lissy Noss et de Krasnaïa Gorka commencèrent à bombarder Cronstadt.

Une avalanche d'obus, de bombes et aussi de proclamations arrogantes, jetées par des avions, s'abattit sur la ville. A plusieurs reprises, ” la bande de corbeaux ” installée à Krasnaïa Gorka : Trotsky, Toukhatchevsky, Dybenko et autres, lança l'ordre de s'emparer de la forteresse assiégée, par un foudroyant assaut. Ces tentatives restèrent vaines. Les attaques les plus furieuses furent repoussées par les vaillants défenseurs. Le bombardement ne créa pas la moindre panique dans la Ville. Au contraire, il attisa la colère de la population et raffermi sa volonté de résister jusqu'au bout.

Le n° 6 des *Izvestia* (8 mars) fait, pour la première fois, état de la nouvelle situation. Il porte en tête cette manchette : LE PREMIER COUP DE FEU DE TROTSKY EST LE SIGNAL DE DÉTRESSE DES COMMUNISTES.

Le Comité Révolutionnaire Provisoire publia ensuite son premier ” communiqué ” que voici :

A 6 h. 45 du soir, les batteries des communistes à Sestroretsk et à Lissy Noss ont, les premières, ouvert le feu contre les forts de Cronstadt.

Les forts relevèrent le défi et, rapidement réduisirent les batteries au silence.

⁴⁶ — *Pas de carte (désolé).*

Ce fut ensuite la " Krasnaïa Gorka " qui ouvrit le feu. Elle reçut une digne réponse du navire de ligne *Sébastopol* .

Une canonnade espacée continue.

De notre côte, deux soldats rouges ont été blessés et admis à l'hôpital.

Aucun dégât matériel.

Cronstadt, le 7 mars 1921.

Ce communiqué fut suivi d'une note :

Le premier coup de feu

Ils ont commencé à bombarder Cronstadt. Eh bien, nous sommes prêts ! Mesurons nos forces !

Ils ont hâte d'agir. On le comprend ; malgré tous les mensonges des communistes, les travailleurs russes commencent à comprendre la grandeur de l'oeuvre de libération, entamée par Cronstadt révolutionnaire après trois ans d'esclavage.

Les bourreaux sont inquiets. La Russie Soviétique, victime de leur terrible aberration, s'échappe de leur prison. Et, du même coup, ils sont obligés de renoncer à leur domination sur le peuple travailleur.

Le gouvernement des communistes lance le signal de détresse. Les huit jours d'existence de Cronstadt libre prouvent leur impuissance.

Encore un peu, et une digne réponse de nos glorieux navires et forts révolutionnaires fera couler le bateau des pirates soviétiques forcés d'accepter le combat avec Cronstadt révolutionnaire battant le pavillon : " Le pouvoir aux Soviets et non aux partis ".

Ensuite venait cet appel :

Que le monde sache !

Le Comité Révolutionnaire Provisoire a envoyé ce jour le radiogramme suivant :

A tous.. A tous... A tous

Le premier coup de canon vient d'être tiré. Le " feld-maréchal " Trotsky, taché du sang des ouvriers, fut le premier à tirer sur Cronstadt révolutionnaire qui se leva contre l'autocratie des communistes afin de rétablir le véritable pouvoir des Soviets.

Sans avoir répandu une seule goutte de sang, nous nous sommes libérés, nous soldats rouges, marins et ouvriers de Cronstadt, du joug des communistes. Nous avons laissé la vie à ceux des leurs qui étaient parmi nous. Ils veulent maintenant nous imposer à nouveau leur pouvoir, par la menace des canons.

Ne voulant aucune effusion de sang, nous avons demandé que fussent envoyés ici des délégués de sans-parti du prolétariat de Pétrograd pour qu'ils puissent se rendre compte que Cronstadt combat pour le pouvoir des Soviets. Mais les communistes cachèrent notre demande aux ouvriers de Pétrograd et ouvrirent le feu : réponse habituelle du prétendu gouvernement ouvrier et paysan aux demandes des masses laborieuses.

Que les ouvriers du monde entier sachent que nous, défenseurs du pouvoir des Soviets, veillerons aux conquêtes de la Révolution Sociale.

Nous vaincrons ou nous périrons sous les ruines de Cronstadt, en luttant pour la juste cause des masses ouvrières.

Les travailleurs du monde entier seront nos juges. Le sang des innocents retombera sur la tête des communistes, fous furieux enivrés par le pouvoir.

Vive le pouvoir des Soviets !

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Détail touchant : le 7 mars était, en Russie soviétique, le jour de la fête des ouvrières. Cronstadt, assiégé et attaqué, ne l'oubliait pas. Sous le feu de nombreuses batteries les marins envoyèrent un radio de félicitations aux ouvrières du monde. Voici ce message (reproduit dans le même numéro) :

Cronstadt libéré. - Aux ouvrières du monde.

Ce jour est un jour de fête universelle : le jour de l'ouvrière. Nous, ceux de Cronstadt, envoyons - au milieu du fracas des canons et des explosions des obus tirés par les communistes ennemis du peuple laborieux - nos fraternels saluts aux ouvrières du monde : saluts de Cronstadt Rouge révolutionnaire et libre...

Nous désirons que vous réalisiez bientôt votre émancipation libre de toute forme de violence et d'oppression.

Vivent les libres ouvrières révolutionnaires !

Vive la Révolution Sociale mondiale !

Le Comité Révolutionnaire Provisoire.

Enfin, le même numéro publie cet entrefilet :

Cronstadt est calme

Hier, le 7 mars, les ennemis des travailleurs - les communistes - ont ouvert le feu contre Cronstadt.

La population accueillit le bombardement vaillamment. Les ouvriers coururent aux armes avec un bel élan ! On voyait bien que la population laborieuse de la ville vivait en parfait accord avec son Comité Révolutionnaire Provisoire

Malgré l'ouverture des hostilités, le Comité jugea inutile de proclamer l'état de siège. En effet, qui aurait-il à craindre ? Certes pas ses propres soldats rouges, ni ses marins, ni ses ouvriers ou intellectuels !

Par contre, à Pétrograd, en raison de l'état de siège proclamé, on n'est autorisé à sortir seulement que jusqu'à 7 heures. Cela se comprend : les imposteurs ont à craindre leur propre population laborieuse.

Les premières attaques contre Cronstadt furent dirigées simultanément et du nord et du sud par l'élite des troupes communistes, vêtues de toile blanche dont la couleur se confondait avec la neige qui couvrait le golfe de Finlande pris par les glaces.

Terribles furent ces premières tentatives pour prendre d'assaut la forteresse au prix de sacrifices humains insensés. Les marins le déplorèrent profondément en termes émouvants adressés à leurs frères d'armes trompés, qui croyaient Cronstadt contre-révolutionnaire.

S'adressant aux soldats rouges qui combattaient pour les communistes, les *Izvestia* du 10 mars disaient (n° 8) :

Nous ne voulions pas verser le sang de nos frères et nous nous refusions à faire feu à moins qu'on ne nous y obligeât. Nous devons défendre la juste cause du peuple travailleur, et nous nous sommes vus obligés de tirer sur nos propres frères, envoyés à la mort certaine par les communistes qui se sont créés une vie de privilégiés aux dépens du peuple.

Malheureusement pour vous, nos frères, un terrible tourbillon de neige se produisit, et tout fut enveloppé dans les ténèbres d'une nuit obscure. Malgré cela, les bourreaux communistes vous

poussèrent sur la glace en vous menaçant de mitrailleuses à l'arrière-garde, maniées par leurs formations communistes.

Beaucoup d'entre vous périrent, cette nuit-là, dans la vaste étendue glacée du golfe de Finlande. Et, lorsque vint l'aube, après que l'ouragan se fut calmé, seuls les restes misérables de vos détachements, épuisés, affamés, presque incapables de marcher, se traînèrent jusqu'à nous dans leurs suaires blancs.

Vous étiez un millier à l'aube ; mais au cours de la journée on ne pouvait même plus vous compter. Vous avez payé de votre sang cette aventure. Après votre dérouté, Trotsky est allé à Pétrograd chercher de nouvelles victimes à envoyer à la boucherie : le sang de nos ouvriers et paysans lui coûte peu !

Cronstadt vivait dans la croyance profonde que le prolétariat de Pétrograd viendrait à son aide. Mais les ouvriers de la capitale furent terrorisés, et Cronstadt bloqué, isolé, de sorte qu'aucun secours ne fut possible.

La garnison de Cronstadt était composée de quelque 14.000 hommes dont environ 10.000 marins. Cette garnison devait défendre un front vaste et de nombreux forts et batteries, disséminés dans le golfe. Les continuelles attaques des bolcheviks qui recevaient sans cesse des renforts, le manque de vivres, les longues nuits de froid, tout contribuait à diminuer la vitalité de Cronstadt. Mais les marins furent d'une persévérance héroïque, espérant jusqu'au dernier moment que leur noble exemple serait suivi par le pays.

La lutte fut trop inégale.

Les soldats bolchevistes se rendaient pourtant par milliers ; d'autres se noyaient par centaines sous la glace devenue fragile pleine de crevasses et de fondrières à la suite du dégel, ou morcelée par les obus. Mais ces pertes ne diminuaient en rien l'intensité des attaques : des renforts frais arrivaient, arrivaient sans cesse.

Que pouvait la ville, seule, contre cette marée montante ?

Elle s'efforçait de tenir. Elle espérait obstinément une révolte générale imminente des ouvriers et des soldats rouges de Pétrograd et de Moscou, révolte qui signifierait le commencement de la " Troisième Révolution ". Et elle se battait héroïquement, jour et nuit, sur l'ensemble du front qui, tous les jours, se resserrait davantage.

Mais ni révolte ni secours n'apparaissaient ; chaque jour Cronstadt s'affaiblissait dans la résistance, et les assaillants obtenaient avantage sur avantage.

Au reste, Cronstadt n'avait point été conçu pour soutenir une attaque par l'arrière, et entre autres mensonges, les bolcheviks avaient répandu le bruit que les marins révolutionnaires voulaient bombarder Pétrograd, calomnie des plus odieuses. La fameuse forteresse avait été édifiée dans l'unique but de défendre la capitale du côté de la mer. En outre, pour le cas où elle serait tombée aux mains de l'ennemi, les batteries des côtes du golfe et les forts de Krasnaïa Gorka avaient été édifiés pour répondre à une attaque combinée contre Cronstadt et non contre Pétrograd. Les constructeurs n'avaient pas renforcé spécialement la partie *arrière* de Cronstadt. Or, c'est de ce côté que la ville était assaillie .

Et, précisément, les bolcheviks renouvelaient sur ce point leurs attaques presque chaque nuit.

Pendant toute la journée du 10 mars, l'artillerie communiste balaya sans cesse l'île entière du sud au nord.

Dans la nuit du 12 au 13, les communistes attaquèrent par le sud, en utilisant à nouveau les " suaires " blancs. (" Le 11 mars, un brouillard épais empêcha le tir ", dit le communiqué des *Izvestia*.) Dans cette attaque, des centaines de " coursants " furent une fois de plus sacrifiés.

Les jours suivants, la lutte devint de plus en plus inégale. Les héroïques défenseurs étaient épuisés par la fatigue et les privations. On se battait maintenant aux abords immédiats de la ville. Les communiqués des opérations, publiés quotidiennement par le Comité Révolutionnaire, devenaient de plus en plus tragiques. Le nombre des victimes augmentait rapidement.

Enfin, le *16 mars*, les bolcheviks, sentant le dénouement proche, déclenchèrent une foudroyante attaque concentrée, précédée d'une furieuse préparation d'artillerie. Il fallait en finir coûte que coûte. Chaque heure de résistance de plus, chaque coup de canon parti de Cronstadt étaient autant de défis aux communistes et pouvaient soulever à tout moment, contre eux, des millions d'hommes. Déjà ils se sentaient de plus en plus

abandonnés à eux-mêmes. Déjà Trotsky était obligé de mettre en jeu des détachements de Chinois et de Bachkirs. Il fallait écraser Cronstadt sans délai, sinon c'était Cronstadt qui allait faire exploser le pouvoir bolcheviste.

Dès le matin, les gros canons de la Krasnaïa Gorka firent pleuvoir sur la ville, sans répit, des obus qui portaient ruines et incendies. Des avions lançaient des bombes dont l'une détruisit l'hôpital malgré son insigne visible de la Croix-Rouge.

Ce bombardement furieux fut suivi d'un assaut général : par le nord, le sud et l'est.

Le plan d'attaque, écrit plus tard Dybenko, ex-commissaire bolcheviste de la Flotte et futur dictateur de Cronstadt, fut préparé dans ses plus minutieux détails selon les directives du commandant en chef, Toukhatchevsky, et de l'état-major de l'armée du Sud. L'attaque des forts débuta au crépuscule. " Les suaires blancs et la valeur des coursants, a écrit Dybenko, donnèrent la possibilité d'avancer en colonnes. "

Néanmoins, en plusieurs endroits, après un combat acharné à la mitrailleuse, l'ennemi fut rejeté.

Ça et là, dans le fracas de la lutte sous les murs de la ville, les marins manoeuvraient habilement, s'élançaient vers les points les plus menacés, donnaient des ordres, lançaient des appels. Un véritable fanatisme de bravoure s'empara des défenseurs. Personne ne pensait ni au danger ni à la mort. " Camarades, entendait-on de temps à autre, camarades, armez vite les derniers détachements ouvriers ! Que tous ceux qui sont capables de tenir les armes viennent au secours ! " Et les derniers détachements se formaient, s'armaient arrivaient en hâte pour prendre immédiatement part au combat.

Les femmes du peuple firent preuve d'un courage et d'une activité surprenants ; dédaignant le danger, elles avançaient loin de la ville, porteuses de munitions ; elles ramassaient les blessés des deux camps les transportaient à l'hôpital sous un feu intense, organisaient les secours.

Vers la *soirée du 16 mars*, la bataille restait encore indécise.

Toutefois les miliciens parcoururent les rues à cheval en invitant les non-combattants à se réfugier dans des lieux sûrs.

Plusieurs forts avaient été pris.

Au cours de la nuit, des communistes laissés en liberté à l'intérieur de la ville réussirent à indiquer aux assaillants l'endroit le plus faible de Cronstadt : la Porte de Pétrograd.

Vers 7 heures du matin, *le 17 mars*, les bolcheviks forcèrent celle-ci après un suprême assaut, et avancèrent en combattant jusqu'au centre de la ville : la fameuse place de l'Ancre.

Mais les marins ne se tinrent pas encore pour vaincus : ils continuaient à se battre " comme des lions ", défendant chaque quartier, chaque rue, chaque maison. C'est au prix de gros sacrifices que les soldats rouges arrivèrent à prendre fermement pied dans quelques secteurs. Les membres du Comité Révolutionnaire passaient encore d'un endroit menacé à un autre, faisant manoeuvrer les combattants, organisant la lutte. L'imprimerie continuait encore à composer le n° 15 des *Izvestia*, qui ne parut jamais.

Toute la journée du 17 on se battit à l'intérieur de la ville. Les marins savaient que pour eux il n'y aurait pas de quartier ; ils préféraient mourir en combattant plutôt que d'être lâchement assassinés dans les sous-sols de la Tchéka.

Ce fut un massacre brutal, une véritable boucherie. De nombreux communistes de la ville, dont la vie avait été épargnée par les marins, les trahirent, s'armèrent et les attaquèrent dans le dos. Le commissaire de la flotte de la Baltique, Kouzmine, et le président du Soviet de Cronstadt Vassilieff, libérés de la prison par les communistes, participèrent à la liquidation de la révolte.

La lutte désespérée des marins et des soldats de Cronstadt continua jusqu'à une heure avancée de la nuit. La ville qui, pendant quinze jours de lutte, n'avait fait aucun mal aux communistes, devint maintenant un vaste théâtre de fusillades, de sauvages exécutions, de véritables assassinats par paquets.

Echappés à la boucherie, certains détachements reculèrent vers la Finlande. D'autres combattirent jusqu'au dernier homme.

Au petit matin, *le 18 mars*, on se battait encore - ou plutôt on faisait la chasse aux révoltés - dans certains quartiers de la ville.

Les deux projets suivants des révolutionnaires restèrent inexécutés :

D'une part, les marins avaient décidé de faire sauter, à la dernière minute, les deux gros navires de guerre qui, les premiers, avaient hissé la bannière de la " Troisième Révolution " : le *Pétropavlovsk* et le *Sébastopol*. Mais lorsqu'ils voulurent réaliser ce projet, ils trouvèrent les fils électriques coupés.

D'autre part, presque toute la population de Cronstadt avait pris la décision de quitter la ville pour la laisser aux bolcheviks " morte et vide ". L'absence totale de moyens de transport empêcha l'exécution de ce projet.

Nommé commissaire de Cronstadt, Dybenko fut nanti de pleins pouvoirs pour " nettoyer la ville rebelle ". Ce fut alors une orgie de massacres. Innombrables furent les victimes de la Tchéka, exécutées en masse dans les journées qui suivirent la chute de la forteresse.

Le 18 mars, le gouvernement bolcheviste et le parti communiste fêtaient publiquement la Commune de Paris de 1871, étouffée dans le sang des ouvriers par Galliffet et Thiers. Ils célébrèrent au même moment la victoire sur Cronstadt ! Le surnom de Trotsky : " Le Galliffet de Cronstadt " ; restera dans l'Histoire.

Pendant les semaines qui suivirent, les prisons de Pétrograd furent remplies de centaines de prisonniers de Cronstadt. Chaque nuit, de petits groupes de prisonniers étaient, sur l'ordre de la Tchéka, sortis des prisons et fusillés. Ainsi finit Pérépelkine, membre du Comité Révolutionnaire Provisoire de Cronstadt. Un autre membre du Comité, Verchinine, fut traîtreusement arrêté par les bolcheviks au début de la révolte. Voilà en quels termes les *Izvestia* racontent cet épisode dans le n° 7, du 9 mars, sous le titre : " Abus du drapeau blanc " :

Hier, le 8 mars, des soldats rouges sont sortis d'Oranienbaum et ont pris la direction de Cronstadt, porteurs d'un drapeau blancs. Deux de nos camarades, sans armes, sont partis à cheval à la rencontre des parlementaires. L'un des nôtres s'approcha du groupe ennemi ; l'autre s'arrêta à quelque distance. A peine notre camarade prononça-t-il quelques paroles, les communistes se jetèrent sur lui, le descendirent de cheval et l'emmenèrent. Le second camarade put retourner à Cronstadt.

Le parlementaire de Cronstadt ainsi emmené était Verchinine. Naturellement, on n'a plus jamais entendu parler de lui.

Le sort des autres membres du Comité Révolutionnaire nous est inconnu.

Dans les prisons, dans les camps de concentration de la région polaire d'Arkhangelsk, dans les déserts lointains du Turkestan, les hommes de Cronstadt qui se rebellèrent contre l'absolutisme bolcheviste pour " les vrais Soviets libres " achevèrent, pendant de longues années, une existence lamentable et moururent lentement. Il ne doit plus guère en rester en vie à l'heure actuelle.

Quelque temps après la révolte, le gouvernement bolcheviste annonça une amnistie générale pour ceux des rebelles qui, ayant pu s'échapper lors de la répression, se trouvant à l'étranger ou se cachant à l'intérieur du pays, se présenteraient spontanément aux autorités.

Tous ceux qui eurent la naïveté de croire à cette " amnistie " et de se présenter furent arrêtés sur-le-champ et partagèrent le sort de leurs camarades d'armes.

Cet ignoble guet-apens - parmi tant d'autres constitue l'une des pages les plus infâmes de la véritable histoire du bolchevisme.

9.5.2 La leçon de Cronstadt.

Lénine n'a rien compris - ou plutôt n'a rien voulu comprendre - au mouvement de Cronstadt.

L'essentiel pour lui et pour son parti était *de se maintenir au pouvoir*, coûte que coûte.

La victoire sur les rebelles le rassura pour l'instant. Mais il eut peur. Surtout pour l'avenir. Il avoua que les canons de Cronstadt obligèrent le parti " à réfléchir " et à réviser sa position.

La révisa-t-il dans le sens nettement indiqué par les troubles ouvriers et par les révoltes ? Nullement.

Le sens profond qui se dégageait de ces événements, était la nécessité pour le parti de réviser le principe de la dictature ; la nécessité pour la population laborieuse de jouir de la liberté de discussion et d'action ; la nécessité pour le pays de l'élection libre des Soviets.

Les bolcheviks se rendaient parfaitement compte que la moindre concession dans ce sens porterait un coup décisif à leur pouvoir. Or, pour eux, il s'agissait surtout et avant tout de conserver ce pouvoir en entier.

En tant que marxistes, autoritaires et étatistes, les bolcheviks ne pouvaient admettre la liberté des masses, leur indépendance d'action. Ils n'avaient aucune confiance dans les masses libres. Ils étaient persuadés que la chute *de leur dictature* signifierait la ruine de toute l'oeuvre entreprise et *la mise en péril de la Révolution* avec laquelle ils se confondaient. Et inversement : ils étaient convaincus qu'en conservant leur dictature - les "leviers de commande" - ils pouvaient "reculer stratégiquement" jusqu'à renoncer, momentanément, à toute leur politique économique, sans que les buts de la Révolution soient définitivement compromis. Au pis-aller, se disaient-ils, la réalisation de ces buts serait retardée.

Leurs "réflexions" portèrent donc uniquement sur cette question : "Que faire pour conserver intacte notre domination ?"

Céder, momentanément, sur le terrain économique ; accorder des concessions dans tous les domaines, sauf celui du "pouvoir" : telle fut leur première solution. Tout ce qu'ils "comprirent" c'était qu'il fallait jeter un os à la population pour apaiser son mécontentement ; il fallait lui donner quelques satisfactions, ne fût-ce qu'en apparence.

Déterminer les concessions, fixer les limites du "recul", telle fut leur seconde préoccupation.

Ils finirent par établir "la liste" de ces concessions. Et alors, un des plus curieux sarcasmes historiques voulut que Lénine et son parti appliquassent exactement le "programme" économique qu'ils attribuaient faussement à ceux de Cronstadt, pour lequel, soi-disant, ils les combattirent et firent couler tant de sang.

Lénine proclama la fameuse "nouvelle politique économique" : la NEP.

On octroya à la population une certaine "liberté économique" : notamment, on rétablit, dans une certaine mesure, la liberté du commerce privé et de l'activité industrielle.

Ainsi le vrai sens de la "liberté" exigée par les révoltés de Cronstadt fut complètement dénaturé. Au lieu d'une libre activité créatrice et constructive *des masses laborieuses*, activité qui aurait permis de continuer et d'accélérer la marche vers leur émancipation totale (comme le réclamait Cronstadt), ce fut la "liberté" *pour certains individus de faire du commerce, de faire des "affaires", de s'enrichir*. C'est alors qu'apparut pour quelque temps ce type du nouveau riche soviétique : le "nepman" (homme de la NEP).

Les communistes russes et étrangers ont considéré et expliqué la NEP comme un "recul stratégique", qui permit à la dictature indispensable du parti de "respirer", de fortifier les positions acquises ébranlées par les événements de mars, comme une sorte de "répit économique", analogue au "répit militaire" à l'époque de Brest-Litovsk.

En effet, la NEP ne fut autre chose qu'une "halte" ; non pas pour mieux *avancer* par la suite, mais, au contraire pour mieux revenir *au point de départ*, à la même dictature féroce du parti, au même étatisme effréné, à la même domination et exploitation des masses laborieuses par le nouvel Etat capitaliste.

On recula pour mieux reprendre le chemin *vers l'Etat capitaliste totalitaire*, avec plus de garanties contre le danger d'une répétition éventuelle de "Cronstadt".

Pendant la période de recul, cet Etat capitaliste naissant érigea, contre ce danger, sa "ligne Maginot". Il employa les quelques années de la NEP à augmenter ses forces matérielles et militaires ; à créer en silence, son "appareil" politique, administratif, bureaucratique et policier, appareil néo-bourgeois ; à se sentir *définitivement* fort pour enserrer tout dans sa "poigne de fer" et transformer le pays entier en une caserne et en une prison "totalitaires".

Si l'on veut parler d'un recul stratégique dans ce sens, c'est exact. Bientôt, après la mort de Lénine (en 1924) et l'avènement - après quelques luttes intestines au sein du parti - de Staline, la NEP fut supprimée, les "nepmen" furent arrêtés, déportés ou fusillés, leurs biens furent confisqués, et l'Etat, définitivement armé, blindé, bureaucraté capitalisé, soutenu par un "appareil" et par une forte couche sociale privilégiée et avachie, établit résolument et définitivement son omnipotence.

Mais il est évident que toutes ces péripéties n'avaient plus rien de commun ni avec la Révolution Sociale, ni avec les aspirations des masses laborieuses, ni avec leur véritable émancipation.

* * *

Le gouvernement bolcheviste ne se borna pas à la NEP intérieure. L'ironie de l'Histoire a voulu qu'au moment même où les bolchevistes accusaient faussement ceux de Cronstadt d'être les " valets de l'Entente " et de " pactiser avec les capitalistes ", eux-mêmes menassent exactement cette besogne.

Conformément aux directives de Lénine, ils s'engagèrent sur la voie des concessions aux capitalistes étrangers et des ententes avec ceux-là. Aux jours mêmes où ils fusillaient les marins de Cronstadt et où des monceaux de cadavres couvraient encore les glaces du golfe de Finlande, ils passèrent plusieurs contrats importants avec des capitalistes de divers pays suivant les désirs de la haute finance, du gros capitalisme de l'Entente, des impérialistes polonais.

Ils signèrent le traité commercial anglo-russe, qui ouvrit les portes du pays au capital anglais. Ils signèrent la paix de Riga en vertu de laquelle une population de 12 millions d'individus fut jetée en pâture à la Pologne réactionnaire. Ils aidèrent, par des ententes, le jeune impérialisme turc à étrangler le mouvement révolutionnaire du Caucase. Et ils s'apprêtaient à entrer en relations d'affaires avec la bourgeoisie de tous les pays, cherchant un appui de ce côté.

Nous l'avons dit ailleurs : " En étranglant la Révolution, le pouvoir (communiste) est obligé de s'assurer, de plus en plus nettement et fermement, l'aide et l'appui des éléments réactionnaires et bourgeois... Sentant le terrain se dérober sous ses pieds, se détachant de plus en plus des masses, ayant rompu ses derniers liens avec la Révolution et donné l'essor à toute une caste de privilégiés, de grands et de petits dictateurs de serviteurs, de flatteurs, d'arrivistes et de parasites, mais impuissant à *créer quoi que ce soit de véritablement révolutionnaire et positif*; après avoir rejeté et rasé les forces nouvelles, le pouvoir se voit obligé, pour se consolider, de s'adresser aux *forces anciennes*. C'est *leur* concours qu'il cherche de plus en plus souvent et de plus en plus volontiers. C'est d'elles qu'il sollicite accord, alliance et union. C'est à elles qu'il cède des positions, n'ayant pas d'autre issue pour assurer sa vie. Ayant perdu l'amitié des masses, il cherche des amitiés ailleurs. Il compte pouvoir subsister à l'aide de ces amitiés nouvelles. Il espère les trahir un jour pour son propre profit. En attendant, il s'embourbe, tous les jours davantage, dans une action antirévolutionnaire et antisociale. "

Cronstadt tomba. Le socialisme (capitalisme) d'Etat triompha cette fois. Il triompha encore à l'heure actuelle.

Mais l'implacable logique des événements le mène infailliblement à la débâcle.

Son triomphe porte en lui-même le germe de sa déroute finale. Il met de plus en plus en lumière le véritable caractère de la dictature communiste. De plus en plus, les " communistes ", entraînés par la logique des choses, montrent qu'ils sont disposés à sacrifier le but, à renier tous leurs principes, à s'entendre avec n'importe qui, pour *conserver leur domination et leurs privilèges*.

Cronstadt fut la première tentative populaire entièrement indépendante pour se libérer de tout joug et réaliser la Révolution Sociale : tentative faite directement, résolument, hardiment par les masses laborieuses *elles-mêmes*, sans " bergers politiques ", sans " chefs " ni tuteurs.

Ce fut le premier pas vers la Troisième Révolution Sociale.

Cronstadt tomba.

Mais le devoir fut accompli et ce fut l'essentiel.

Dans le labyrinthe compliqué et ténébreux des chemins qui s'offrent aux masses humaines en révolution, Cronstadt est un phare lumineux qui éclaire la bonne route.

Peu importe que, dans les circonstances qui furent leurs, les révoltés aient encore parlé d'un *pouvoir* (des Soviets) au lieu de bannir à tout jamais le mot et l'idée de " pouvoir ", au lieu de parler de *coordination, d'organisation, d'administration*. C'est le dernier tribut payé au passé. *Une fois l'entière liberté de discussion d'organisation et d'action définitivement acquise par les masses laborieuses elles-mêmes, une fois le vrai chemin de l'activité populaire indépendante entrepris, le reste viendra s'enchaîner obligatoirement, automatiquement.*

Peu importe que le brouillard demeure encore épais et empêche de voir et le phare et la route par lui éclairée ! Une fois jaillie, la lumière ne s'éteindra plus ! Et le jour viendra - il n'est peut-être pas tellement éloigné - où des millions d'êtres humains la verront luire.

Le phare de Cronstadt reste allumé. Sa lumière deviendra de plus en plus éclatante. Et c'est l'essentiel !

Quant à l'attitude *générale* des anarchistes vis-à-vis des Soviets, elle se modifia d'après l'évolution même de ceux-ci. *Favorable* au début, quand les Soviets avaient encore l'allure d'organismes ouvriers et quand la poussée révolutionnaire permettait d'espérer qu'elle les rendrait aptes à remplir certaines fonctions utiles, cette attitude

évolua par la suite, devint *sceptique* et, enfin, nettement *négative* à mesure que les Soviétiques se transformaient en organismes politiques maniés par le gouvernement.

Les anarchistes commencèrent donc par ne pas s'opposer au fait que des camarades fussent élus membres de ces institutions. Ils passèrent ensuite à la critique, puis à l'abstention, et ils finirent par se prononcer "catégoriquement et définitivement contre toute participation aux Soviétiques devenus des organismes purement politiques organisés sur une base autoritaire, centraliste et étatiste". (Résolution du Congrès de "Nabate", à Elisabethgrad, en avril 1919.)

Dès le début de la Révolution, aussitôt après les tout premiers jours où avait coulé le sang des officiers trop zélés, Cronstadt réalisa les libertés les plus larges. Les citoyens n'étaient gênés en rien, quelles que fussent leurs convictions. Seuls quelques tsaristes invétérés restèrent en prison. Mais dès que l'accès de colère spontanée fut passé, dès que la raison commença à l'emporter sur l'instinct de conservation, on souleva dans les réunions la question de l'élargissement de tous les emprisonnés, tant le peuple de Cronstadt haïssait les prisons. On envisagea de donner la liberté à tous les emprisonnés, mais dans l'enceinte de la ville seulement : à Cronstadt les menées réactionnaires ne pouvaient avoir aucun succès, mais les marins ne se considéraient pas en droit de fournir des contre-révolutionnaires à d'autres localités. Les agissements de Kérénsky provoquèrent une nouvelle vague de colère et le projet fut abandonné. Mais ce sursaut de mauvaise humeur fut le dernier. A partir de ce moment, Cronstadt ne connut pas un seul cas de persécution pour des idées. Toutes les thèses pouvaient y circuler librement. La tribune de la place de l'Ancre était ouverte à tout le monde.

Quant au document lui-même, le lecteur remarquera qu'il a été, forcément conçu en des termes assez conciliants, vagues et même ambigus. Les auteurs nourrissaient un naïf et vain espoir de raisonner les bolcheviks en les incitant à agir "dans un esprit de camaraderie". Mais les bolcheviks n'étaient pas des camarades. Et ils sentaient que la moindre concession dans leur conflit avec Cronstadt allait déclencher un mouvement général contre leur dictature. Pour eux il s'agissait de vie ou de mort.

10. Ukraine (1918-1921)

10.1 Le mouvement des masses en Ukraine

Ce chapitre me rend assez perplexe.

Si j'ai dû consacrer une centaine de pages au mouvement de Cronstadt, les événements d'Ukraine, traités comme il sied, demanderaient au moins cinq fois plus de place, en raison de leur envergure, de leur durée et surtout de leur grande portée révolutionnaire et morale. Or, c'est chose impossible.

D'autre part ma documentation sur ce mouvement ne dépasse pas celle de l'excellent ouvrage de Pierre Archinoff⁴⁷ : *Histoire du mouvement makhnoviste*. Et il m'est absolument impossible - dans les conditions présentes - de la compléter. Or, remplir des pages simplement pour reproduire une documentation déjà parue - même en tenant compte de l'allure très spéciale et de la rareté bibliographique de l'ouvrage - me paraît exagéré.

Certes, je pourrais apporter à l'étude deux éléments assez appréciables : 1° quelques faits exposés dans les volumes II et III des Mémoires de Nestor Makhno, animateur et guide militaire du mouvement, parus uniquement en langue russe, en 1936 et 1937 ; 2° quelques épisodes que j'ai vécus, car j'ai participé à ce mouvement à deux reprises, fin 1919 et fin 1920, soit pendant près de six mois.

Mais pour ce qui concerne les Mémoires de Makhno, la mort de l'auteur (décédé à Paris en 1935) a arrêté son travail à ses débuts : les trois volumes parus (le premier en russe et en français, longtemps avant les deux suivants) ne traitent que de la période 1917-1918 ; ils s'arrêtent *juste au seuil du véritable mouvement, des événements les plus typiques et importants (1919-1921)*.

Et quant à mes souvenirs vécus, personnels, ils seraient particulièrement utiles s'ils venaient s'insérer dans un récit général et complet. Détachés de cet ensemble, ils n'ont pas le même intérêt.

⁴⁷ Pierre Archinoff, libertaire russe, membre de la Fédération de Moscou à l'époque, participa au mouvement d'Ukraine pendant presque toute sa durée.

Pourtant, il est impossible de ne pas parler du mouvement des masses en Ukraine, surtout lorsqu'on étudie la Révolution russe sous l'angle où je l'envisage.

Ce mouvement a joué dans la Révolution un rôle *exceptionnellement important* : plus important encore que celui de Cronstadt. Ceci en raison de son envergure, de sa durée, de son *caractère essentiellement populaire*, de la netteté de sa tendance idéologique, et enfin des tâches qu'il eut à remplir.

Or, pour des raisons que le lecteur de ce livre comprendra facilement, la littérature existante - quelle qu'elle soit - passe ce mouvement totalement sous silence ou, si elle en parle, elle le fait en quelques lignes et uniquement dans un but diffamatoire.

En fin de compte, l'épopée ukrainienne est restée jusqu'à présent, à peu près inconnue. Et, cependant, parmi les éléments de la " Révolution inconnue ", elle est certainement la plus remarquable.

A vrai dire, même l'ouvrage d'Archinoff, fort de quelque 400 pages, n'est qu'un résumé. Traité comme il le mérite, le mouvement ukrainien devrait remplir plusieurs volumes. Rien que *les documents*, d'une grande valeur historique, qui s'y rapportent, prendraient des centaines de pages. Pierre Archinoff ne put en reproduire qu'une infime partie.

Naturellement, une oeuvre de cette étendue incombera aux historiens futurs qui auront à leur disposition toutes les sources voulues. Mais, dès à présent, ce mouvement doit être le mieux possible mis en lumière.

Toutes ces considérations contradictoires m'ont amené finalement à la décision suivante :

1. Conseiller à tout lecteur sérieux et vraiment intéressé de lire l'ouvrage fondamental de Pierre Archinoff. Ce volume ne doit pas être facile à trouver, ayant été édité, en 1924, par une petite librairie libertaire. Mais le lecteur ne regrettera pas les efforts qu'il fera pour le trouver chez un libraire, sur les quais de Paris ou dans une grande bibliothèque.
2. Apporter au lecteur, dans ce chapitre, *l'essentiel du mouvement*, en tirant parti surtout de la documentation de Pierre Archinoff.
3. Compléter l'exposé par certains détails tirés des Mémoires de N. Makhno.
4. Le compléter par des épisodes vécus, par mes impressions et appréciations personnelles.

10.1.1 Quelques notions géographiques et historiques.

On désigne sous le nom d'*Ukraine* (ou de " Petite Russie ") une vaste région de la Russie méridionale - au sud-ouest du pays plus exactement - dont la superficie est d'environ 450 000 km carrés (à peu près les quatre cinquièmes de la France) et qui compte environ 30 millions d'habitants. Elle englobe les départements (" gouvernements ") de Kiew, de Tchernigow, de Poltava, de Kharkov, d'Ekatérinoslaw, de Kherson et de Tauride. Ce dernier est l'antichambre de la Crimée dont il est séparé par la partie est de la mer Noire, par l'isthme de Pérékop et par les détroits de la mer d'Azow.

Sans nous engager ici dans une histoire détaillée de l'Ukraine, notons brièvement certains traits caractéristiques de ce pays, traits que le lecteur doit connaître pour comprendre les événements qui s'y sont déroulés en 1917-1921.

1° L'Ukraine est une des contrées agricoles les plus riches du monde. La " terre noire ", grasse et fertile, y donne des récoltes incomparables. On appelait jadis cette région " le grenier de l'Europe ", l'Ukraine ayant été un fournisseur très important de divers pays européens en blé et en d'autres produits agricoles.

En plus des céréales, l'Ukraine est riche en légumes et en fruits, en steppes fertiles et en pâturages, en forêts, en cours d'eau et, enfin, dans sa partie est, aux confins de la région du Don, en houille.

2° En raison de ses richesses exceptionnelles, et aussi de sa situation géographique, l'Ukraine a été de tout temps une proie particulièrement alléchante pour divers pays, voisins et même lointains. Depuis des siècles la population ukrainienne, ethnographiquement très mélangée mais très unie dans la ferme volonté de sauvegarder sa liberté et son indépendance, soutenait des guerres et des luttes contre les Turcs, les Polonais, les Allemands et aussi contre son puissant voisin immédiat : la grande Russie des Tzars. Finalement, elle fut englobée dans le corps de l'immense Empire russe : en partie, par la conquête, en partie volontairement, ayant un besoin impérieux d'être protégée efficacement, contre les divers compétiteurs, par un seul et puissant voisin.

3° Cependant la composition ethnique de la population ukrainienne, le contact séculaire du pays - contact guerrier, commercial ou autre - avec le monde occidental, certains traits géographiques et topographiques de la région et, enfin, certaines particularités du caractère, du tempérament et de la mentalité du peuple, eurent pour résultat de maintenir *une différence assez marquée entre la situation de la Grande Russie et celle de l'Ukraine sous le sceptre files tzars.*

Certaines parties de l'Ukraine ne se sont jamais laissées subjuguées totalement, comme cela eut lieu en Grande Russie. Leur population a toujours gardé un certain esprit d'indépendance, de résistance, de "fronde". Relativement cultivé et fin, assez "individualiste", entreprenant et ne fuyant pas l'initiative, jaloux de son indépendance, guerrier par tradition, prêt à se défendre et habitué, depuis des siècles, à se sentir libre et maître chez lui, l'Ukrainien, *en général*, ne s'était jamais soumis à cet esclavage total - non seulement du corps, mais aussi de l'esprit - qui caractérisait l'état de la population de la Grande Russie.

Mais nous parlons surtout des habitants de *certaines contrées* de l'Ukraine, qui avaient même obtenu, tacitement, une sorte *d'habeas corpus* et vivaient en liberté, ces contrées étant presque inaccessibles à la force armée des tzars, un peu comme le "maquis" de la Corse.

Tout particulièrement dans les îles qui se trouvent en aval du Dnieper - dans ce fameux "Zaporozjié" - des hommes épris de liberté s'organisèrent, dès le XIV^e siècle, en camps exclusivement masculins et luttèrent, pendant des siècles, contre les tentatives d'asservissement des divers pays voisins, y compris la Grande Russie⁴⁸. Finalement, cette population guerrière dut, elle aussi, se soumettre à l'Etat russe. Mais les traditions de la "volnitsa" (vie libre) se perpétuèrent en Ukraine et ne purent jamais être étouffées. Quels qu'aient pu être les efforts des tzars, depuis Catherine II pour effacer de l'esprit du peuple ukrainien toute trace de ces traditions de la "république zaporogue", cet héritage des siècles passés (XIV^e-XVI^e) s'y conserva.

Le servage, impitoyable en Grande Russie, avait une allure pour ainsi dire plus "libérale" en Ukraine, en raison de la résistance constante des paysans. Des milliers d'entre eux se sauvaient de chez les seigneurs trop brutaux, gagnaient "le maquis" et s'y réfugiaient au sein de la "volnitsa".

En Grande Russie même, tous ceux qui ne voulaient plus être des serfs, ceux qui aspiraient à plus de liberté, ceux qui aimaient la vie indépendante, ceux qui avaient des démêlés avec la justice ou tombaient sous le coup des lois de l'Empire, fuyaient vers les steppes, les forêts et autres régions peu accessibles de l'Ukraine et y recommençaient une vie nouvelle. Ainsi, depuis des siècles, l'Ukraine fut la terre promise de toutes sortes de fugitifs.

La proximité des mers et des ports (Taganrog, Berdiansk, Kherson, Nikolaïew, Odessa), le voisinage du Caucase et de la Crimée - régions éloignées des centres et abondant en endroits bien abrités - augmentaient encore les possibilités, pour les individus forts et entreprenants, d'une vie libre, insoumise, en rupture de ban avec la société existante. Une partie de ces hommes fournit plus tard les cadres de ces vagabonds ("bossiaki") peints magistralement par Maxime Gorki.

Ainsi l'"atmosphère" entière en Ukraine était très différente de celle de la Grande Russie.

Jusqu'à nos jours, les paysans de l'Ukraine ont gardé un amour particulier pour la liberté. Cet amour se manifesta par une résistance opiniâtre des paysans ukrainiens contre tout Pouvoir cherchant à les assujettir.

10.1.2 Situation particulière de l'Ukraine vis-à-vis de l'emprise bolcheviste.

Le lecteur comprendra maintenant pourquoi la dictature et la terrible étatisation bolchevistes rencontrèrent en Ukraine une opposition beaucoup plus efficace et longue qu'en Grande Russie.

D'autres facteurs favorisèrent cette attitude :

1. Les forces organisées du parti communiste étaient très faibles en Ukraine, en comparaison de celles de la Grande Russie. L'influence des bolcheviks sur les paysans et les ouvriers y fut toujours insignifiante.
2. Pour cette raison et pour d'autres, la Révolution d'octobre y eut lieu beaucoup plus tard ; elle y commença fin novembre (1917) ; elle y continuait encore en janvier 1918. C'était, auparavant, la bourgeoisie nationale

⁴⁸ Un des plus grands écrivains russes, N. Gogol (1809-1852), a peint admirablement la vie et les murs du "Zaporozjié" dans son

locale - les "pétliourovtsi", partisans du "démocrate" Pétlioura - qui détenait le pouvoir en Ukraine, parallèlement au pouvoir de Kérénsky en Grande Russie. Les bolcheviks combattaient ce pouvoir sur le terrain plutôt militaire que révolutionnaire.

3. L'impopularité et l'impuissance du parti communiste en Ukraine firent que la prise du pouvoir par les Soviets y signifia autre chose qu'en Grande Russie.

En Ukraine, les Soviets étaient beaucoup plus exactement des réunions des *délégués ouvriers et paysans*. N'étant pas dominés par un parti politique - les mencheviks, non plus, ne jouaient en Ukraine aucun rôle effectif - ces Soviets n'avaient pas les moyens de *subordonner* les masses. Ici, les ouvriers dans les usines et les paysans dans les villages se sentaient une force réelle.

Dans leurs luttes révolutionnaires, ils n'eurent pas l'habitude de céder leur initiative à quiconque, d'avoir à leurs côtés un tuteur constant et inflexible tel que le fut le parti communiste en Grande Russie.

De ce fait, une plus grande liberté d'esprit, de pensée et d'action y prit solidement racine. Elle devait infailliblement se manifester lors des mouvements révolutionnaires de masse.

Les effets de tous ces facteurs se firent sentir dès le début des événements. Tandis qu'en Grande Russie la révolution fut étatisée sans peine et introduite rapidement dans le lit de l'État Communiste, cette étatisation et cette dictature rencontrèrent en Ukraine des difficultés considérables. L'"Appareil soviétique" (bolcheviste) s'y installait surtout par la contrainte, militairement. Un *mouvement autonome des masses*, surtout des masses paysannes, totalement négligées par les partis politiques se développait parallèlement au processus d'étatisation.

Ce mouvement indépendant des masses laborieuses s'annonçait déjà sous la "République démocratique" de Pétlioura. Il progressait lentement, cherchant sa voie. Il se fit remarquer ostensiblement dès les premiers jours de février 1917. C'était un mouvement spontané qui cherchait "à tâtons" à renverser le système économique d'esclavage et à créer un système nouveau, basé sur la communauté des moyens de travail et sur le principe de l'exploitation de la terre par les travailleurs eux-mêmes.

Au nom de ces principes, les ouvriers, ça et là, chassaient les propriétaires des usines et remettaient la gestion de la production à leurs organismes de classe : aux syndicats naissants, aux comités d'usines, etc. Les paysans, eux, s'emparaient des terres de propriétaires fonciers et des "koulaks" (paysans cossus) et en réservaient strictement l'usufruit aux laboureurs eux-mêmes, esquissant ainsi un type nouveau d'économie agricole. Naturellement, ce processus se répandait et se généralisait avec une extrême lenteur, d'une manière plutôt spontanée et désordonnée. C'étaient les premiers pas, assez maladroits encore, vers une activité future plus vaste, plus consciente et mieux organisée. Le chemin sur lequel les masses tâtonnaient était le bon. Intuitivement les masses le sentaient.

Cette pratique d'action révolutionnaire directe des ouvriers et des paysans se développa en Ukraine, presque sans obstacles, durant toute la première année de la Révolution, créant ainsi *une ligne de conduite révolutionnaire des masses* précise et saine.

Chaque fois que tel ou tel groupe politique, s'étant emparé du pouvoir, tentait de briser cette ligne de conduite révolutionnaire des travailleurs, ces derniers commençaient une opposition révolutionnaire et entraient en lutte contre ces tentatives, d'une manière ou d'une autre.

Ainsi, le mouvement révolutionnaire des travailleurs vers l'indépendance sociale, commencé dès les premiers jours de la Révolution, ne faiblissait pas, quelque fût le pouvoir établi en Ukraine. Il ne s'éteignit pas non plus sous le bolchevisme qui, après le bouleversement d'octobre, se mit à introduire dans le pays son système étatiste autoritaire.

Ce qu'il y avait de particulier dans ce mouvement, c'était : le désir d'atteindre, dans la Révolution, les buts véritables des classes laborieuses - la volonté de conquérir l'indépendance complète du travail, et, enfin, la méfiance envers les groupes non laborieux de la société.

Malgré tous les sophismes du Parti Communiste cherchant à démontrer qu'il était le cerveau de la classe ouvrière et que son pouvoir était celui des travailleurs, tout ouvrier ou paysan ayant conservé l'esprit ou l'instinct de classe se rendait de plus en plus compte qu'en fait, le Parti détournait les travailleurs des villes et des campagnes de leur oeuvre révolutionnaire propre ; que le pouvoir les prenait sous sa tutelle ; que le fait même de l'organisation étatiste était l'usurpation de leurs droits à l'indépendance et à la libre disposition d'eux-mêmes.

L'aspiration à l'indépendance, à l'autonomie complète, devint le fond du mouvement né au sein profond des masses. Leurs pensées étaient constamment ramenées à cette idée par une multitude de faits et de voies. L'action étatiste du parti communiste étouffait impitoyablement ces aspirations. Mais ce fut précisément cette action d'un parti présomptueux ne tolérant aucune objection, qui éclaira le mieux les travailleurs dans cet ordre d'idées et les poussa à la résistance.

Au début, ce mouvement se bornait à *ignorer* le nouveau pouvoir et à accomplir des actes spontanés, par lesquels les paysans s'emparaient des terres et des biens des propriétaires. Il cherchait ses formes et ses voies. - (Pierre Archinoff, *l'Histoire du mouvement makhnoviste*, pp. 70-72.)

L'occupation brutale de l'Ukraine, après la paix de Brest-Litovsk, par les troupes austro-allemandes, avec toutes ses conséquences terribles pour le peuple laborieux, créa dans le pays des conditions nouvelles et précipita le développement de ce mouvement des masses.

10.1.3 Les terribles conséquences de la paix de Brest-Litovsk pour l'Ukraine. - La naissance de la résistance populaire et le mouvement " Makhnoviste " .

Ici, je me permets de citer, presque en entier, un chapitre de l'ouvrage de Pierre Archinoff. On ne pourrait faire un meilleur exposé des événements qui suivirent la paix de Brest-Litovsk. Rappelons-nous que la clause principale du traité de paix donna aux Allemands le libre accès de l'Ukraine d'où les bolchevistes se retirèrent.

L'exposé d'Archinoff est rapide, clair substantiel, saisissant. Je ne puis rien en retrancher, rien y ajouter. Il est absolument exact quant aux faits. Chaque détail est important si le lecteur veut comprendre la suite.

L'écrasante majorité des lecteurs n'ayant pas eu en mains l'ouvrage en question ni ne pouvant se le procurer, cette citation s'impose.

Le traité de Brest-Litovsk, conclu par les bolcheviks avec le gouvernement impérial allemand, ouvrit toutes grandes les portes de l'Ukraine aux Austro-Allemands. Ils y entrèrent en maîtres. Ils ne s'y bornèrent pas à une action militaire, mais s'immiscèrent dans la vie économique et politique du pays Leur but était de s'approprier ses vivres.

Pour y parvenir d'une façon facile et complète, ils y rétablirent le Pouvoir des nobles et des agrariens renversés par le peuple, et y installèrent le gouvernement autocrate de l'hetman Skoropadsky.

Quant à leurs troupes, elles étaient systématiquement trompées par les officiers. Ceux-ci leur représentaient la situation en Russie et en Ukraine comme une orgie de forces aveugles et sauvages détruisant l'ordre dans le pays et terrorisant l'honnête population travailleuse. Par ces procédés, on provoquait chez les soldats une hostilité contre les paysans et les ouvriers révoltés, favorisant ainsi l'action (action de simple brigandage, absolument écoeurante) des armées austro-allemandes.

Le pillage économique de l'Ukraine par les Austro-Allemands avec l'assentiment et l'aide du gouvernement de Skoropadsky fut " colossal " et horrible. On volait, on emportait tout : blé, bétail, volailles, oeufs, matières premières, etc. - tout cela dans de telles proportions que les moyens de transport n'y suffisaient pas. Comme s'ils étaient tombés sur des dépôts immenses voués au pillage, les Autrichiens et les Allemands se hâtaient d'enlever le plus possible, chargeant un train après un autre, des centaines, des milliers de trains, emportant tout chez eux.

Quand les paysans résistaient à ce pillage et tentaient de conserver le fruit de leur travail, les repréailles, la schlague, les fusillades sévissaient.

En plus de la violence des envahisseurs, du cynique brigandage militaire, l'occupation de l'Ukraine par les Austro-Allemands fut accompagnée d'une réaction féroce de la part des agrariens. Le régime de l'hetman fut l'anéantissement de toutes les conquêtes révolutionnaires des paysans et des ouvriers, un retour complet au passé.

Il est donc naturel que cette nouvelle ambiance ait fortement accéléré la marche du mouvement esquissé auparavant, sous Pétlioura et sous les bolcheviks.

Partout, principalement dans les villages, commencèrent des actes insurrectionnels contre les agrariens et les Austro-Allemands C'est alors que prit son essor le vaste mouvement révolutionnaire des paysans d'Ukraine, désigné plus tard sous le nom *d'insurrection révolutionnaire*.

On voit assez souvent l'origine de cette insurrection *uniquement* dans l'occupation austro-allemande et dans le régime de l'hetman. Cette explication est insuffisante et partant inexacte. L'insurrection eut ses racines dans toute l'ambiance et dans les fondements mêmes de la Révolution russe. Elle fut une tentative des travailleurs de mener la Révolution jusqu'à son résultat intégral : la véritable, la complète émancipation et la suprématie du travail. L'invasion austro-allemande et la réaction agrarienne ne *firent qu'accélérer le processus*.

Le mouvement prit rapidement de vastes proportions. La paysannerie se dressait de tous côtés contre les agrariens, les massacrant ou les chassant, s'emparant de leurs terres et de leurs biens, sans ménager non plus les envahisseurs.

L'hetman et les autorités allemandes répondirent par des représailles implacables. Les paysans des villages soulevés furent schlagués et fusillés en masse ; tous leurs biens furent brûlés. Des centaines de villages subirent, dans un court espace de temps, un châtement terrible de la part de la caste militaire et agrarienne. Ceci se passa en juin, juillet et août 1918.

Alors les paysans, persévérant dans leur révolte, s'organisèrent en francs-tireurs et recoururent à une guerre d'embuscades. Comme sur l'ordre d'organisations invisibles, ils formèrent, presque simultanément en différents lieux, une multitude de détachements de partisans, agissant militairement et toujours par surprise, contre les agrariens, contre leurs gardes et contre les représentants du Pouvoir. Habituellement, ces détachements, composés de 20, 50 à 100 cavaliers bien armés, fondaient brusquement à l'opposé de l'endroit où on les supposait, sur une propriété ou sur la Garde Nationale, massacraient tous les ennemis des paysans et disparaissaient aussi rapidement qu'ils étaient venus. Tout agrarien persécutant les paysans, tous ses fidèles serviteurs, étaient repérés par les francs-tireurs et menacés à tout instant d'être supprimés. Tout garde, tout officier allemand était voué à une mort certaine. Ces exploits, accomplis quotidiennement dans tous les recoins du pays, taillaient dans le vif la contre-révolution agrarienne, la mettant en péril et préparant le triomphe des paysans.

Il est à noter que, pareillement aux vastes insurrections paysannes surgies spontanément, sans aucune préparation, ces actes guerriers organisés étaient toujours accomplis *par les paysans eux-mêmes*, sans aucun secours ni direction d'une organisation politique quelconque. Leurs moyens d'action les mirent dans la nécessité de vaquer eux-mêmes aux besoins du mouvement, de le diriger et de le conduire vers la victoire. Durant toute la lutte contre l'hetman et les agrariens, même aux moments les plus durs, les paysans demeurèrent seuls face à face à leurs ennemis acharnés, bien armés et organisés. Ce fait eut une très grande influence sur le caractère même de toute l'insurrection révolutionnaire. Partout où celle-ci resta jusqu'au bout une " oeuvre de classe ", sans tomber sous l'influence des partis politiques ou des éléments nationalistes, elle garda intacts, non seulement l'empreinte de son origine, étant sortie des profondeurs mêmes de la masse paysanne, mais aussi son second trait fondamental : la conscience parfaite que possédaient tous ces paysans d'être eux-mêmes guides et animateurs de leur mouvement. Les partisans surtout étaient pénétrés de cette idée. Ils étaient fiers de cette particularité de leur mouvement et se sentaient en force pour remplir leur mission.

Les représailles sauvages de la contre-révolution n'arrêtèrent pas le mouvement au contraire, elles lui fournirent le prétexte de s'élargir et de s'étendre. Les paysans se liaient de plus en plus entre eux, poussés par la marche même des événements, vers un plan général d'action révolutionnaire.

Certes, Les paysans de toute l'Ukraine ne se sont jamais organisés en une seule force agissant sous une seule direction. Au point de vue *esprit* révolutionnaire, ils étaient tous unis ; mais en pratique, ils s'organisaient plutôt localement, par régions ; les petits détachements de partisans, isolés les uns des autres, s'unifiaient pour former des unités importantes et plus puissantes. Au fur et à mesure que les insurrections se faisaient plus fréquentes et les représailles plus féroces et organisées, de telles unions devenaient nécessairement urgente.

Dans le sud de l'Ukraine, ce fut la région de *Goulai-Polé* qui prit l'initiative de cette unification. Là, elle se fit non seulement dans le but de la défense, mais aussi et surtout en vue d'une destruction générale et complète de la contre-révolution agrarienne.

Cet autre but, plus important et plus décisif, imposa au mouvement d'unification des masses paysannes une tâche plus vaste : celle d'englober dans le mouvement des éléments révolutionnaires *des autres régions* et de forger avec tous les paysans révolutionnaires, si possible, une grande force organisée, capable de combattre toute réaction et de défendre victorieusement la liberté et le territoire du peuple en révolution .

Le rôle le plus important dans cette oeuvre d'unification et dans le développement général de l'insurrection révolutionnaire au sud de l'Ukraine appartient au détachement de partisans guidé par un paysan originaire de la région : Nestor Makhno. C'est pourquoi ce mouvement est connu sous le nom de " mouvement makhnoviste ".

Dès les premiers jours du mouvement - dit Pierre Archinoff - jusqu'à son point culminant où les paysans vainquirent les agrariens, Makhno joua un rôle prépondérant et capital à un point tel que des régions insurgées entières et les moments les plus héroïques de la lutte sont liés à son nom.

Lorsque, ensuite, l'insurrection triompha définitivement de la contre-révolution de Skoropadsky, mais que la région fut menacée par Dénikine, Makhno devint le centre de ralliement de millions de paysans sur l'étendue de plusieurs départements (gouvernements) en lutte contre celui-là.

Soulignons qu'il ne s'agissait, dans cette vaste oeuvre que de la région *sud* de l'Ukraine.

Car ce ne fut pas partout que l'insurrection conserva sa conscience, son essence révolutionnaire et sa fidélité aux intérêts de la classe laborieuse. Alors que dans le sud de l'Ukraine les insurgés, de plus en plus conscients de leur rôle et de leur tâche historique, levèrent le drapeau noir de l'anarchisme et s'engagèrent sur la voie anti-autoritaire d'organisation libre des travailleurs, dans les régions ouest et nord-ouest du pays, ils glissèrent peu à peu, après avoir renversé l'hetman, sous l'influence d'éléments étrangers, ennemis de leur classe, notamment des démocrates-nationalistes (les " petliourovtsi ", partisans de Pétlioura). Pendant plus de deux ans, une partie des insurgés de l'ouest de l'Ukraine servit d'appui à ces derniers qui poursuivaient, sous l'étendard national, les intérêts de la bourgeoisie libérale. Ainsi, les paysans insurgés des gouvernements de Kiew, de la Volhynie, de la Podolie et d'une partie de celui de Poltava, tout en ayant des origines communes avec le reste des insurgés, ne surent, par la suite, trouver en eux-mêmes ni la conscience de leurs tâches historiques, ni leurs forces organisatrices, et tombèrent sous la férule des ennemis du monde du travail, devenant des instruments aveugles entre leurs mains.

L'insurrection du Sud eut un tout autre sens et prit un tout autre aspect. Elle se sépara nettement des éléments non travailleurs de la société, elle se débarrassa rapidement et résolument des préjugés nationaux, religieux, politiques et autres du régime d'oppression et d'esclavage ; elle se plaça sur le terrain des aspirations réelles de la classe des prolétaires des villes et des campagnes et entama, au nom de ces aspirations, une rude guerre contre les ennemis multiples du Travail.

10.1.4 L'Anarchiste Nestor Makhno.

Au cours de notre étude, nous avons déjà prononcé, plus d'une fois, le nom de *Nestor Makhno*, paysan ukrainien qui joua un rôle énormes exceptionnel, dans la vaste insurrection paysanne du sud de l'Ukraine.

Nous avons dit, d'autre part, que toute la littérature, existant sur la Révolution russe, sauf quelques éditions libertaires, passe complètement sous silence - ou ne traite qu'en quelques lignes diffamatoires - ce formidable mouvement.

Quant à son animateur et guide militaire, Nestor Makhno, si l'on daigne parfois le citer, c'est uniquement pour le gratifier des titres de "bandit", d'"assassin", de "pillard", de "fauteur de pogromes juifs", etc. Constamment, opiniâtrement, on le traîne dans la boue, on le calomnie, on l'abhorre. Dans les meilleurs cas, des auteurs sans scrupules, sans se donner la peine d'examiner et de vérifier les faits et les fables, répandent sur la vie et l'action de ce militant libertaire des légendes absurdes et des bêtises ineffables⁴⁹.

Tous ces procédés sont, hélas ! classiques et courants.

Ils nous obligent à reproduite ici, brièvement, la biographie authentique de N. Makhno et, pour l'instant, les étapes de son activité jusqu'au renversement de l'hetman.

D'ailleurs, il est indispensable de connaître la personnalité de Makhno pour comprendre la suite des événements.

Makhno naquit le 27 octobre 1889, et fut élevé par sa mère dans le village de Goulai-Polé, district d'Alexandrovsk, gouvernement d'Ekaterinoslaw. Il était fils d'une famille de paysans pauvres. Il n'avait que dix mois lorsque son père mourut, le laissant, lui et ses quatre petits frères, aux soins de leur mère.

Dès l'âge de sept ans, en raison de l'excessive pauvreté de la famille, il servit comme petit pâtre, gardant les vaches et les brebis des paysans de son village. A huit ans, il entra à l'école locale qu'il fréquentait en hiver, servant toujours comme pâtre en été.

A douze ans, il quitta l'école et sa famille pour "se placer". Il travailla comme garçon de ferme dans les propriétés des agrariens et des paysans riches (les koulaks) allemands dont les colonies étaient nombreuses en Ukraine. A cette époque déjà, à l'âge de 14 ou 15 ans, il professait une forte haine contre les patrons exploités et rêvait à la manière dont il pourrait "régler un jour leur compte", aussi bien pour lui-même que pour les autres.

Jusqu'à l'âge de seize ans, pourtant, il n'eut aucun contact avec le monde politique. Ses conceptions sociales et révolutionnaires se formaient et se précisaient spontanément, dans un cercle très restreint de paysans, prolétaires comme lui.

Toutes les versions prétendant que Makhno était instituteur et se forma sous l'influence d'un anarchiste intellectuel, sont fausses comme beaucoup d'autres.

La révolution de 1905 le fit sortir d'un seul coup de ce petit cercle en le lançant dans le torrent des grands événements et actes révolutionnaires. Il avait alors 17 ans. Il était plein d'enthousiasme révolutionnaire et prêt à tout dans la lutte pour la libération des travailleurs. Après avoir pris quelques connaissances des organisations politiques, il entra résolument dans les rangs des anarchistes-communistes et à dater de ce moment devint un militant infatigable. Il déploya une grande activité et participa aux actes les plus dangereux de la lutte libertaire.

En 1908, il tomba entre les mains des autorités tzaristes qui le condamnèrent à la pendaison pour association anarchiste et participation à des actes terroristes. Par égard pour sa jeunesse, la peine de mort fut commuée en celle de travaux forcés à perpétuité.

Il purgeait sa peine dans la prison centrale de Moscou ("Boutyrki"). Bien que la vie en prison fût pour lui sans espoir et extrêmement pénible, Makhno s'efforça de l'utiliser pour s'instruire⁵⁰. Il fit

⁴⁹ Voir, par exemple, certaines "oeuvres" de Joseph Kessel.

⁵⁰ C'est en prison que Makhno lia connaissance avec P. Archinoff, condamné, comme lui, aux travaux forcés en tant qu'anarchiste. Et

montre d'une grande persévérance. Il apprit la grammaire, il étudia les mathématiques la littérature l'histoire de la culture et l'économie politique. A vrai dire, la prison fut l'unique école où Makhno puisa les connaissances historiques et politiques qui lui furent d'un très grand secours dans son action révolutionnaire ultérieure. La vie, l'action, les faits, furent une autre école où il apprit à connaître et à comprendre les hommes et les événements sociaux.

C'est en prison que, tout jeune encore, Makhno compromit sa santé. Obstiné, ne pouvant se faire à l'écrasement absolu de la personnalité auquel était soumis tout condamné aux travaux forcés, il se cabrait toujours devant les autorités pénitentiaires. Il était continuellement au cachot où, par le froid et l'humidité, il contracta la tuberculose pulmonaire. Pendant les neuf ans de sa réclusion, il resta sans cesse aux fers pour "mauvaise conduite", jusqu'à ce qu'il fût enfin délivré, avec tous les autres détenus politiques, par l'insurrection du prolétariat de Moscou, 1er de mars 1917.

Il retourna aussitôt à Goulai-Polé où les masses paysannes lui manifestèrent une profonde sympathie. De tout le village, il était le seul forçat politique, rendu à sa famille par la Révolution. C'est pourquoi il devint spontanément l'objet de l'estime et de la confiance des paysans.

Ce n'était plus alors un jeune homme inexpérimenté, mais un militant achevé, ayant un puissant élan de volonté et une idée déterminée de la lutte sociale.

Arrivé à Goulai-Polé, il s'adonna immédiatement à la besogne révolutionnaire, cherchant d'abord à organiser les paysans de son village et des environs. Il fonda un syndicat des ouvriers agricoles; il organisa une commune libre et un Soviet local des paysans. Le problème qui l'agitait était celui de réunir et d'organiser toute la paysannerie en un faisceau puissant et solide pour qu'elle fût en état de chasser, une fois pour toutes, les seigneurs agrariens, tous les maîtres et dirigeants politiques, et d'arranger elle-même sa vie. C'est dans ce sens qu'il guidait le travail organisateur des paysans - et comme propagandiste et surtout comme homme d'action. Il cherchait à unir les paysans révolutionnairement, mettant à profit les faits flagrants de tromperie, d'injustice et d'oppression dont ils étaient victimes.

Pendant la période du gouvernement de Kérénsky et aux jours d'octobre 1917, il fut président de l'union paysanne régionale, de la commission agricole, du syndicat des ouvriers métallurgistes et menuisiers et enfin président du Soviet des paysans et ouvriers de Goulai-Polé.

Ce fut en cette dernière qualité qu'il rassembla, au mois d'août 1917, tous les propriétaires fonciers de la région, les obligea à lui remettre les documents concernant leurs terres et biens meubles, et procéda à un inventaire exact de tous ces biens. Ensuite, il fit là-dessus un rapport, d'abord en une séance du Soviet local, puis au Congrès des Soviets du district, et enfin au Congrès des Soviets de la région. Il proposa de faire égaliser les droits des propriétaires et des paysans riches (les "koulaks") avec ceux des paysans laboureurs (pauvres) sur l'usufruit des terres.

A la suite de sa proposition, le Congrès décréta de laisser aux propriétaires et aux "koulaks" une part de la terre (ainsi que des instruments de travail et du bétail) égale à celle des laboureurs. Plusieurs congrès paysans des gouvernements d'Ekatérinoslaw, de Tauride, de Poltava, de Kharkov et d'autres suivirent l'exemple de la région de Goulai-Polé et prirent la même mesure.

Pendant ce temps, Makhno devint dans sa région l'âme des mouvements des paysans qui reprenaient les terres et les biens des agrariens et même, au besoin, exécutaient certains propriétaires récalcitrants. Il se fit ainsi des ennemis mortels parmi les riches et les groupements bourgeois locaux.

ce fut Archinoff, relativement beaucoup plus instruit, qui l'aida dans ses études.

10.1.5 Les débuts de l'action insurrectionnelle de Makhno. - Ses idées, ses projets.

Au moment de l'occupation de l'Ukraine par les Austro-Allemands, Makhno fut chargé par un Comité révolutionnaire clandestin, formé sur place, de créer des bataillons de paysans et ouvriers pour entreprendre une lutte contre les envahisseurs et le pouvoir.

Il fit le nécessaire, mais fut contraint à reculer avec ses partisans sur les villes de Taganrog, Rostow et Tzaritsine, en combattant pas à pas.

La bourgeoisie locale, forte de l'appui militaire des Austro-Allemands, mit sa tête à prix. Il dut se cacher pendant quelque temps. Par vengeance les autorités militaires ukrainiennes et allemandes brûlèrent la maison de sa mère et fusillèrent son frère aîné, Emélian, invalide de guerre.

En juin 1918, Makhno vint à Moscou pour consulter quelques vieux militants anarchistes sur les méthodes et les tendances à suivre dans le travail libertaire révolutionnaire parmi les paysans de l'Ukraine.

Mais les anarchistes qu'il rencontra étaient, à ce moment indécis et passifs⁵¹. Il ne reçut aucune indication ni conseil satisfaisants.

Il repartit pour l'Ukraine, de plus en plus ferme dans ses idées et projets personnels.

Il est à noter que, lors de son bref séjour à Moscou, Makhno eut un entretien avec le vieux théoricien de l'anarchisme, Pierre Kropotkine, et un autre avec Lénine. Il en fait un récit détaillé - surtout pour sa conversation avec Lénine - dans le volume de ses Mémoires. Il dit avoir beaucoup apprécié certains conseils de Kropotkine. Quant à son entretien avec Lénine, il porta sur trois points : la mentalité des paysans en Ukraine ; les perspectives immédiates pour ce pays et la nécessité pour les bolcheviks de créer une armée régulière (Armée Rouge) ; le désaccord entre le bolchevisme et l'anarchisme. Sa conversation, tout en présentant un certain intérêt, fut trop brève et superficielle pour apporter quelque chose de vraiment important. Nous ne nous y attarderons donc pas davantage.

Notons encore que les bolcheviks de Moscou aidèrent Makhno, dans une certaine mesure, à prendre des précautions pour pouvoir franchir la frontière de l'Ukraine et se déplacer avec le moins de risques possible.

Makhno considérait la masse paysanne comme une force historique particulière énorme.

Il mûrissait depuis longtemps, continue Pierre Archinoff, une idée qui consistait à *organiser* des vastes masses paysannes, et faire jaillir l'énergie révolutionnaire accumulée en elles depuis des siècles et à précipiter cette formidable puissance sur le régime oppresseur contemporain.

Il jugea le moment arrivé pour l'exécution de cette idée.

Après un bref séjour à Moscou, il repartit donc pour l'Ukraine, cherchant à retourner dans sa région de Goulaï-Polé. Cela se passait en juillet 1918.

Le voyage s'accomplit, raconte Archinoff, avec beaucoup de difficultés, très clandestinement, pour ne pas tomber quelque part entre les mains des autorités de l'hetman. Une fois, Makhno faillit périr : il fut arrêté par un détachement austro-allemand ; et, pour son malheur, il était porteur de tracts libertaires. Un riche juif de Goulaï-Polé, qui connaissait Makhno personnellement de longue date, réussit à le sauver : il paya pour sa libération une somme d'argent considérable.

Chemin faisant, les communistes proposèrent à Makhno de choisir une région déterminée de l'Ukraine et d'y poursuivre un travail révolutionnaire clandestin en leur nom. Naturellement, il refusa même de discuter cette offre : la tâche qu'il se proposait lui-même d'accomplir n'avait rien de commun avec celle des bolcheviks.

⁵¹ Ce fut au lendemain de la brutale répression d'avril (voir Livre premier, chap. II, *Répression*). Dans sa conversation avec Makhno, Lénine fit une brève allusion à cet événement, prétendant que les anarchistes de Moscou " hébergeaient des bandits de partout ". Makhno demanda à Lénine si l'on en avait des preuves palpables. Après une réponse évasive de Lénine - il invoqua la compétence de la Tcheka - la conversation fut coupée par l'intervention d'un bolchevik sur un autre sujet. Il n'en sortit donc rien de clair.

Voilà donc Makhno de nouveau à Goulaï-Polé : cette fois, avec la décision irrévocable de périr ou d'obtenir la victoire des paysans, en tout cas, de ne plus abandonner la région.

La nouvelle de son retour se répandit rapidement de village en village. De son côté, il ne tarda pas à commencer ouvertement sa mission auprès des vastes masses paysannes, prenant la parole dans des meetings improvisés, écrivant et diffusant des lettres et des tracts. Verbalement et par écrit, il appelait les paysans à une lutte décisive contre le pouvoir de l'hetman et contre les propriétaires. Il déclarait inlassablement que les travailleurs tenaient maintenant leur sort entre leurs mains et qu'ils ne devaient pas le laisser échapper.

Son vibrant appel fut entendu, en quelques semaines, par de nombreux villages et des districts entiers, préparant les masses aux grands événements futurs.

En plus de ses appels, Makhno lui-même se mit immédiatement à l'action. Son premier soin fut de former un bataillon révolutionnaire militaire, de force suffisante pour garantir la liberté de propagande et d'action dans les villages et les bourgs, et pour commencer en même temps les opérations de corps francs. Ce bataillon fut rapidement organisé : il y avait partout dans les villages des éléments merveilleusement combattifs, prêts à agir. Il ne manquait qu'un bon organisateur. Ce fut Makhno.

Le premier bataillon de Makhno s'imposa deux tâches urgentes : 1° poursuivre énergiquement le travail de propagande et d'organisation parmi les paysans ; 2° mener une lutte armée implacable contre tous leurs ennemis.

Le principal guide de cette lutte sans merci fut le suivant : Tout agrarien persécutant les paysans, tout agent de police de l'hetman, tout officier russe ou allemand, en tant qu'ennemi mortel et implacable des paysans, ne doit trouver aucune pitié : il doit être supprimé. De plus, doit être exécuté tout participant à l'oppression des paysans pauvres et des ouvriers, tout homme cherchant à supprimer leurs droits, à usurper leur travail.

En l'espace de deux ou trois semaines, le bataillon devint déjà la terreur, non seulement de la bourgeoisie locale, mais aussi des autorités austro-allemandes. Le champ d'action militaire révolutionnaire de Makhno était considérable : il s'étendait de Lozovaïa à Berdiansk, à Marioupol et à Taganrog, et de Lougansk (ainsi que de la station importante de Grichino) à Ekaterinoslaw, à Alexandrovsk et à Mélitopol.

La rapidité des déplacements était la tactique particulière de Makhno. Grâce à elle et aussi à l'étendue de la région, il apparaissait toujours à l'improviste, à l'endroit où on l'attendait le moins.

En peu de temps, il enveloppa d'un cercle de fer et de feu toute la région où se retranchait la bourgeoisie locale.

Tous ceux qui, depuis deux ou trois mois, avaient réussi à se réinstaller dans leurs vieux nids de hobereaux, tous ceux qui s'enivraient de l'asservissement des paysans en pillant leurs terres et en jouissant des fruits de leur travail, tous ceux qui régnaient sur eux en maîtres, se trouvèrent brusquement pris sous la main implacable de Makhno et de ses partisans.

Rapides comme l'ouragan, intrépides, inaccessibles à la pitié vis-à-vis de leurs ennemis, ils tombaient en foudre sur telle ou telle propriété, y massacraient tous les ennemis avérés des paysans et disparaissaient aussi vite qu'ils étaient venus.

Le lendemain, Makhno recommençait à plus de 100 kilomètres de là ; puis il apparaissait soudainement dans quelque bourg, y massacrait la " garde nationale " (la *varta*), les officiers, les agrariens, et s'éclipsait avant que les troupes allemandes, pourtant disposées tout près, aient eu le temps de comprendre ce qui se passait.

Le jour suivant, il était de nouveau à 100 kilomètres de là, sévissant contre un détachement de hongrois en exercice de repréailles ou faisant pendre quelque part des gardes de la " varta ".

La " varta " s'alarme. Les autorités austro-allemandes aussi. Plusieurs bataillons furent envoyés pour écraser Makhno et s'en emparer. En vain ! Excellents cavaliers dès l'enfance, ayant en cours de route des chevaux de rechange à volonté, Makhno et ses partisans étaient insaisissables, faisant, en vingt-quatre heures, des marches impossibles pour des troupes de cavalerie régulière.

Bien des fois, comme pour se moquer de ses ennemis, Makhno apparaissait brusquement, tantôt au centre même de Goulaï-Polé, tantôt à Pologui où de nombreuses troupes austro-allemandes étaient toujours réunies, tantôt dans un autre lieu de concentration de troupes, tuant les officiers qui lui tombaient sous la main et s'esquivant sain et sauf, sans laisser la moindre indication sur la route qu'il allait prendre. Ou bien, juste au moment où, paraissait-il, on suivait sa piste toute fraîche, s'appêtant à l'entourer et à le prendre dans tel ou tel autre bourg indiqué par quelqu'un, lui-même, vêtu de l'uniforme de la " varta ", se mêlait, avec un petit nombre de ses partisans, au plus épais de l'ennemi, s'informant de ses plans et dispositions, puis se mettait en route avec un détachement de la garde " à la poursuite de Makhno " et, chemin faisant, exterminait ce détachement.

La population paysanne tout entière prêtait aux partisans un soutien dévoué, actif, adroit. Partout, sur leur passage, ils étaient certains de trouver, au besoin, un gîte sûr, du ravitaillement, des chevaux, parfois des armes. Souvent, les paysans les cachaient chez eux, au risque de leur vie. Bien des fois, les habitants d'un village dirigeaient la " varta " et les troupes, lancées à la poursuite de Makhno, sur une fausse route, pendant que Makhno lui-même et ses cavaliers se trouvaient au village même ou du côté opposé à celui qu'on indiquait à leurs poursuivants.

De nombreux villages étaient impitoyablement châtiés pour leur attitude vis-à-vis des insurgés : tous les hommes étaient atrocement frappés à coups de baguettes de fusil, plusieurs paysans suspects étaient fusillés sur place. Il y eut même des villages entièrement brûlés par vengeance. Mais rien ne pouvait réduire la résistance farouche de la population laborieuse aux envahisseurs et à leurs protégés : les propriétaires et les contre-révolutionnaires.

En ce qui concerne les troupes austro-allemandes et magyares, les partisans s'en tenaient à la règle générale suivante : tuer les officiers et rendre la liberté aux soldats faits prisonniers. On leur proposait de rentrer dans leur pays, d'y raconter ce que faisaient les paysans ukrainiens et d'y travailler pour la Révolution Sociale. On leur distribuait de la littérature libertaire, parfois de l'argent. On n'exécutait que les soldats reconnus coupables d'actes de violence envers les paysans.

Cette façon de traiter les soldats austro-allemands et magyars faits prisonniers exerça sur eux une certaine influence révolutionnaire.

Durant cette première période de son activité insurrectionnelle, Makhno fut, non seulement l'organisateur et le guide des paysans, mais aussi un justicier redoutable du peuple opprimé. Pendant cette première action insurrectionnelle, des centaines de nids de hobereaux furent détruits, des milliers d'opresseurs et d'ennemis actifs du peuple furent implacablement écrasés.

Sa façon d'agir, hardie et résolue, la rapidité de ses apparitions et disparitions, la précision de ses coups et l'impossibilité avouée de le saisir mort ou vivant, rendirent bientôt son nom célèbre dans toute la région. Ce nom faisait trembler de terreur et de haine les bourgeois et les autorités. Par contre, chez le peuple laborieux le nom de Makhno soulevait des sentiments de profonde satisfaction, de fierté et d'espoir. Pour le peuple, Makhno devint bientôt une figure légendaire.

Et, en effet, il y avait, dans le caractère, et dans la conduite de Makhno, des traits dignes d'une légende ; son extraordinaire audace, sa volonté opiniâtre, sa perspicacité en maintes circonstances et, enfin, l'humour savoureux dont il accompagnait volontiers certains de ses actes, toutes ces qualités en imposaient au peuple.

Mais ce n'étaient point là les traits fondamentaux de la personnalité de Makhno.

Son esprit combatif, ses entreprises insurrectionnelles de la première période ne furent que les premières manifestations d'un énorme talent guerrier et organisateur, qui se révéla plus tard dans toute son envergure.

Non seulement organisateur et guide militaire remarquable, mais aussi bon agitateur, Makhno multipliait infatigablement les meetings dans de nombreux villages de la région. Il y faisait des rapports sur les tâches du moment, sur la Révolution Sociale, sur la vie en communauté libre et indépendante des travailleurs, comme but suprême de l'insurrection. Il rédigeait aussi dans ce sens des tracts et des appels aux paysans, aux ouvriers, aux soldats autrichiens et allemands, aux cosaques du Don et du Kouban, etc.

Vaincre ou mourir - tel est le dilemme qui se dresse devant les paysans et les ouvriers de l'Ukraine en ce moment historique. Mais nous ne pouvons pas mourir tous, nous sommes innombrables. Nous, c'est l'Humanité ! Donc, nous vaincrons... Nous ne vaincrons pas pour répéter l'erreur des années passées : celle de remettre notre sort à de nouveaux maîtres. Nous vaincrons pour prendre nos destinées dans nos propres mains, pour arranger notre vie selon notre propre volonté et avec notre vérité. (Tiré d'un des premiers appels de Makhno.)

Ainsi parlait Makhno aux vastes masses paysannes.

10.2 La formation de l'Armée insurrectionnelle " makhnoviste "

10.2.1 Les diverses forces en lutte en Ukraine.

Bientôt, Makhno devint le point de ralliement de tous les insurgés.

Dans chaque village les paysans créèrent des groupes locaux clandestins. Ils se ralliaient à Makhno, le soutenant dans toutes ses entreprises, suivant ses conseils et ses dispositions.

De nombreux détachements de partisans - ceux qui existaient déjà, comme ceux qui se formaient à nouveau - se ralliaient aux groupes de Makhno, cherchant une unité d'action. La nécessité de cette unité et d'une action généralisée était reconnue par tous les partisans révolutionnaires. Et tous étaient d'avis que cette unité serait réalisée pour le mieux sous la direction générale de Makhno. Tel fut aussi l'avis de plusieurs grands détachements d'insurgés, jusqu'alors indépendants les uns des autres. Il y avait, notamment, le grand corps d'insurgés commandé par Kourilenko (il opérait dans la région de Berdiansk), celui commandé par Stchouss (dans la région de Dibrivka), celui de Pétrenko-Platonoff (région de Grichino) et autres. Ils se joignirent tous spontanément au détachement de Makhno.

Ainsi, l'unification des unités détachées de partisans de l'Ukraine méridionale en une seule armée insurrectionnelle sous le Commandement suprême de Makhno se fit d'une façon naturelle, par la force des choses et par la volonté des masses.

La vaste et indomptable insurrection paysanne finit par désorienter et désagréger complètement les troupes d'occupation et la police de l'hetman. La contre-révolution, soutenue par les baïonnettes étrangères, perdait pied de plus en plus rapidement. La fin de la guerre et le bouleversement politique qui la suivit, en Allemagne et en Autriche, lui portèrent le coup de grâce. Fin 1918, les troupes allemandes et autrichiennes quittèrent le pays. L'hetman et les propriétaires s'enfuirent à nouveau pour ne plus revenir.

A partir de ce moment, trois forces essentielles, très différentes, se trouvèrent en action sur l'étendue de l'Ukraine : la " Pétiourovchtchina ", le " bolchevisme " et la " Makhnovtchina ".

Nous avons assez parlé du *bolchevisme* pour que le lecteur puisse comprendre sans peine, et sans que nous y insistions, quels devaient être les buts et l'action des bolcheviks en Ukraine.

Nous venons de donner, d'autre part, une idée suffisante du mouvement paysan indépendant, dit " *mouvement makhnoviste* " dans ses premiers aspects.

Il nous reste à caractériser brièvement l'essence et l'oeuvre de la " *Pétiourovchtchina* ".

Dès les premiers jours de la Révolution de février 1917, la bourgeoisie libérale ukrainienne, craignant les " excès " de la révolution " moscovite " et cherchant à les éviter chez elle, posa le problème de " l'indépendance nationale " de l'Ukraine. Une fois le tsarisme à terre, elle pouvait y songer avec espoir de succès, tous les partis politiques russes de gauche ayant proclamé hautement " le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en toute liberté ".

Soutenue par quelques autres couches de la population ukrainienne : les paysans riches (les " koulaks "), par les intellectuels libéraux, etc., cette bourgeoisie créa un vaste mouvement national autonomiste et séparatiste, visant à se détacher complètement de l'Etat " panrusse ".

Se rendant cependant compte que le mouvement ne pouvait espérer un succès solide et durable tant qu'il n'arriverait pas à se forger une force populaire armée sur laquelle il pourrait s'appuyer au besoin, les guides du mouvement : Simon Péthlioura et d'autres, portèrent leurs regards vers la masse des soldats ukrainiens qui se trouvaient sur le front et à l'arrière. On procéda à leur, organisation, sur une base nationale, en régiments *ukrainiens spéciaux*.

En mai 1917, les chefs du mouvement organisèrent un Congrès militaire qui élut un Comité militaire général : organe appelé à diriger le mouvement.

Plus tard, ce Comité fut élargi et baptisé " Rada " (*Conseil* en ukrainien).

En novembre 1917, au Congrès panukrainien, la " Rada " devint " Rada Centrale " ; sorte de Parlement de la nouvelle " République démocratique ukrainienne ".

Enfin, un mois après, la " Rada Centrale " proclama solennellement l'indépendance de cette " République ".

L'événement porta un coup sensible au bolchevisme qui venait de s'emparer du pouvoir en Grande Russie et, naturellement, voulait l'établir sur l'Ukraine, en dépit du " droit des peuples ".

Les bolcheviks dépêchèrent donc, en toute hâte, leurs troupes en Ukraine. Une lutte acharnée eut lieu entre elles et les formations de Péthlioura, autour de Kiew, capitale de l'Ukraine. Le 25 janvier 1918, les bolcheviks s'emparèrent de la ville, y installèrent leur gouvernement et commencèrent aussitôt à étendre leur pouvoir sur toute l'Ukraine. Ils n'y réussirent que partiellement. Le gouvernement de Péthlioura, les hommes politiques du mouvement séparatiste et leurs troupes se retirèrent dans la partie ouest du pays, s'y fortifièrent et, de là, protestèrent contre l'occupation de l'Ukraine par les bolcheviks.

Il est probable qu'un peu plus tard ces derniers seraient parvenus à étouffer le mouvement autonomiste. Mais les événements immédiats les en empêchèrent. En mars et avril 1918 ils se retirèrent en Grande Russie, laissant la place, conformément aux clauses du traité de Brest-Litovsk, à l'armée d'occupation austro-allemande.

Aussitôt, devançant cette dernière, les partisans de Péthlioura rentrèrent à Kiew. Leur gouvernement proclama la nouvelle " République Nationale Ukrainienne ".

Celle-ci ne vécut, elle aussi, que pendant quelques semaines. Il était bien plus avantageux pour les Austro-Allemands d'avoir affaire aux anciens seigneurs et maîtres de l'Ukraine qu'aux partisans de Péthlioura. S'appuyant sur leur force militaire, les Allemands éliminèrent sans façon le gouvernement républicain et le remplacèrent par l'autorité absolutiste de leur créature docile : l'hetman Skoropadsky. Péthlioura lui-même fut pour quelque temps emprisonné et dut disparaître momentanément de l'arène politique.

Mais la désagrégation du régime de l'hetman ne se fit pas attendre. L'immense insurrection des paysans commença aussitôt à lui porter des coups de massue. Se rendant compte de sa fragilité, les " péthliourovtsi " se remirent énergiquement à l'oeuvre. Les circonstances les favorisèrent. La paysannerie étant en révolte, des centaines de milliers d'insurgés spontanés n'attendaient que le premier appel pour marcher contre le gouvernement de l'hetman. Disposant de moyens suffisants pour rassembler organiser et armer une partie de ces forces, ses " péthliourovtsi " allèrent de l'avant et s'emparèrent, presque sans résistance de plusieurs grandes villes et localités. Ils soumièrent les provinces ainsi conquises à un nouveau genre de pouvoir " Directoire ", avec Péthlioura en tête. Ils se hâtèrent d'étendre leur pouvoir sur une bonne partie de l'Ukraine, en profitant de l'absence d'autres prétendants, surtout des bolcheviks.

En décembre 1918, Skoropadsky s'enfuit. Le " Directoire " de Péthlioura entra solennellement à Kiew.

Cet événement suscita un grand enthousiasme dans le pays. Les " péthliourovtsi " firent tout pour " gonfler " leur succès à l'extrême. Ils prirent figure de héros nationaux.

En peu de temps, leur pouvoir s'étendit à nouveau sur la majeure partie de l'Ukraine. Ce ne fut qu'au sud, dans la région du mouvement des paysans " makhnovistes " qu'ils se heurtèrent à une résistance sérieuse. Là ils n'eurent pas de succès ; au contraire, ils y subirent quelques revers sensibles.

Dans tous les grands centres du pays les partisans de Pétlioura triomphaient.

Cette fois la domination de la bourgeoisie autonomiste paraissait assurée.

Ce n'était qu'une illusion.

Le nouveau pouvoir eut à peine le temps de s'installer que, déjà, la désagrégation commença autour de lui. Les millions de paysans et d'ouvriers qui, au moment du renversement de l'hetman, s'étaient trouvés dans le cercle de l'influence des " pétliourovtsi ", furent bientôt désillusionnés et commencèrent à quitter en masse les rangs de Pétlioura.

Ils cherchaient un autre appui à leurs intérêts et aspirations. La majeure partie se dissipa dans les bourgs et les villages et y adopta une attitude hostile au nouveau Pouvoir. D'autres se joignirent aux détachements insurrectionnels des " makhnovistes ". Les " Pétliourovtsi " se trouvèrent donc aussi vite désarmés par la marche des événements qu'ils avaient été armés. Leur idée d'autonomie bourgeoise, d'unité nationale bourgeoise, ne put se maintenir dans le peuple révolutionnaire que durant quelques heures. Le souffle brûlant de la révolution populaire réduisit en cendres cette fausse idée et mit ses porteurs dans une situation d'impuissance complète. En même temps, le bolchevisme militant s'approchait rapidement, venant du nord, expert en moyens d'agitation de classe et fermement décidé à s'emparer du pouvoir en Ukraine. Juste un mois après l'entrée du Directoire de Pétlioura à Kiew, les troupes bolchevistes y entrèrent à leur tour. Dès lors, le pouvoir communiste des bolcheviks s'établit dans la plus grande partie de l'Ukraine. (P. Archinoff, *op. cit.*, p. 106.)

Donc, aussitôt après la chute de l'hetman et le départ des Austro-Allemands, le gouvernement de Moscou se hâta de réinstaller en Ukraine, définitivement, ses autorités, ses fonctionnaires, ses cadres de militants et, surtout, ses troupes et sa police.

Mais, dans les parties ouest et sud, il se heurta bientôt, d'une part aux éléments nationaux de Pétlioura, qui s'y étaient retirés à nouveau ; d'autre part, au mouvement authentique et indépendant des masses paysannes, guidé par Makhno.

Pétlioura, chassé du coeur du pays, ne se tint pas pour battu ; s'étant retiré dans des régions moins accessibles pour les bolcheviks, il essaya de résister - partout où il le pouvait - et à ceux-ci, et aux " bandes paysannes " de Makhno.

Quant au mouvement paysans indépendant, il se vit bientôt obligé de se dresser, non seulement contre la bourgeoisie pétliourienne (avant d'entrer en action, plus tard, contre les tentatives monarchistes de Dénikine et de Wrangel), mais aussi contre l'imposture des bolcheviks.

Ainsi, la situation en Ukraine devenait plus embrouillée que jamais. Chacune des trois forces en présence avait à lutter contre les deux autres : les bolcheviks, contre Pétlioura ; Pétlioura, contre les bolcheviks et Makhno ; Makhno, contre Pétlioura et les bolcheviks.

Par la suite cet imbroglio se compliqua encore, par suite de l'apparition d'un quatrième élément : l'intervention des généraux russes nationalistes et monarchistes cherchant à reconstituer l'ancien empire russe dans son intégrité territoriale et sur sa base absolutiste. A partir de ce moment (été 1919), chacune des quatre forces en présence soutenait une lutte à outrance contre les trois autres. Ajoutons que, dans cette ambiance chaotique, l'Ukraine devint un champ libre pour des exploits et des coups de mains audacieux d'une multitude de véritables " bandes " armées, composées d'éléments dévoyés à la suite de la guerre et de la Révolution, et vivant de pur brigandage. De telles bandes parcouraient le pays dans tous les sens ; elles avaient leurs repaires dans tous les recoins ; elles opéraient presque sans inconvénient dans tout le Midi de l'Ukraine.

(Beaucoup plus tard, les bolcheviks, suivant leur moyen habituel de diffamation, s'efforcèrent d'assimiler le mouvement indépendant des paysans, et Makhno en personne à ces éléments de brigandage et de contre-révolution. Par ce qui précède, le lecteur saura déjà apprécier les faits, les hommes et les légendes.)

On peut s'imaginer le chaos fantastique dans lequel se trouvait plongé le pays, et aussi les invraisemblables " combinaisons " qui se nouaient, se dénouaient, se renouaient tout au long de ces trois années de luttes (fin 1918 à fin 1921), jusqu'au moment où le bolchevisme l'emporta définitivement sur les autres.

Ajoutons et soulignons, avec Archinoff, que toute l'action des bolcheviks en Ukraine fut une pure imposture imposée par la force des armes, imposture qu'ils ne cherchèrent même pas à dissimuler.

Tout en installant leur gouvernement, d'abord à Kharkov, ensuite à Kiew, ils poussaient leurs divisions à travers les régions déjà libérées du pouvoir de l'hetman et y créaient militairement les organes du " pouvoir communiste ".

Là où les bolcheviks occupaient la place de haute lutte, après en avoir chassé les partisans de Pétlioura, aussi bien que là où la région était libre et les travailleurs maîtres d'eux-mêmes, le " pouvoir communiste " s'installait par ordre militaire. Les conseils des ouvriers et des paysans (les Soviets), qui avaient soi-disant créé ce pouvoir, apparaissaient plus tard, le fait étant accompli et le pouvoir déjà consolidé.

Avant les Soviets il y avait les " Comités révolutionnaires ". Et avant les " Comités ", il y avait, tout simplement, les divisions militaires.- (P. Archinoff, *op. cit.* , p. 129.)

10.2.2 Les qualités et les défauts du mouvement " makhnoviste ".

Nous avons vu qu'en raison de nombreuses circonstances particulières, la *Révolution Sociale* comme en Ukraine, non pas au moyen de la prise du pouvoir par un parti politique d'extrême gauche, mais, en dehors de toute question de pouvoir, au moyen d'une immense révolte spontanée des paysans contre leurs nouveaux oppresseurs.

Au début, cette révolte fut une sorte de tempête déchaînée. Avec une fureur exaspérée, les masses paysannes se vouèrent à la destruction violente de tout ce qu'elles haïssaient, de tout ce qui les opprimait depuis des siècles.

Aucun élément positif n'apparaissait encore dans cette oeuvre destructrice.

Mais, peu à peu, dans la mesure même où les événements se développaient, le mouvement des paysans révolutionnaires s'organisait, s'unifiait et précisait de mieux en mieux ses tâches essentielles et constructives.

Obligé de résumer les événements et d'éliminer, autant que possible les détails, nous fixerons tout de suite les *traits essentiels, spécifiques du mouvement " makhnoviste "*, traits dont les manifestations devenaient de plus en plus nettes au cours des événements qui suivirent la débâcle du régime de l'hetman et la fin de l'occupation allemande.

Ces traits caractéristiques du mouvement peuvent être divisés en deux groupes différents : le premier comprend les *côtés forts*, les *qualités* et les *mérites* ; le second, les *faiblesses*, les *défauts* et les *erreurs* . Il ne faut pas croire en effet, que le mouvement " makhnoviste " ait été irréprochable, qu'il ait été sans taches ni lacunes. (Certaines défaillances permirent aux bolcheviks de salir et de calomnier le mouvement.)

Les *côtés forts* et méritoires du mouvement furent :

1. Son indépendance entière de toute tutelle, de tout parti, de toute " politique ", d'où qu'ils vinssent et quels qu'ils fussent ; l'esprit vraiment libre ou même - plutôt - *libertaire* du mouvement. Cette qualité fondamentale, d'une importance capitale, était due : *a*) à la spontanéité de l'insurrection paysanne dès ses débuts ; *b*) à l'influence personnelle de Makhno, libertaire ; *c*) à l'activité d'autres éléments libertaires dans la région, Makhno lui-même, absorbé par la tâche combative, ayant fait tout son possible pour que les libertaires y viennent et y militent en toute liberté. Il faut y ajouter aussi la leçon des expériences que les insurgés firent dans leurs contacts quotidiens avec les partis politiques.

Cette tendance libertaire du mouvement se manifesta par une profonde défiance envers les éléments non travailleurs ou privilégiés ; le refus de toute dictature sur le peuple par une organisation quelconque, et par l'idée d'une auto-administration libre et entière des travailleurs eux-mêmes dans leurs localités.

2. La *coordination libre*, fédérative - et d'autant plus solide - de toutes les forces du mouvement en un seul et vaste mouvement social, librement organisé et discipliné.
3. L'influence idéologique, saine et très élevée que le mouvement exerça librement sur une vaste partie du pays englobant quelque 7 millions d'habitants.
4. La valeur combative incomparable de l'armée des insurgés paysans révolutionnaires, armée qui, malgré son perpétuel manque d'armes et de munitions, malgré d'autres terribles difficultés, malgré tous les obstacles presque insurmontables, malgré les trahisons ignobles et constantes dont elle fut l'objet, put résister à toutes les impostures et à toutes les forces d'oppression pendant près de quatre ans.
5. Le génie organisateur d'une part, stratégique et militaire d'autre part, ainsi que d'autres qualités exceptionnelles du guide du noyau combatif du mouvement, l'anarchiste Nestor Makhno.
6. La rapidité avec laquelle les masses paysannes et les insurgés, en dépit de l'ambiance extrêmement défavorable, se familiarisèrent avec les idées libertaires et cherchèrent à les appliquer.
7. Certaines réalisations positives du mouvement dans les domaines : économique, social et révolutionnairement militaire, dans la mesure où les circonstances le permirent

Les *cotés faibles* du mouvement furent :

1. La nécessité presque constante de se battre et de se défendre contre toutes espèces d'ennemis. sans pouvoir s'adonner au travail pacifique et vraiment positif.
2. La longue existence d'une armée au sein du mouvement. Car une armée, quelle qu'elle soit, finit toujours et fatalement par être envahie par certains défauts graves, par une mentalité spécifique et néfaste.
3. L'insuffisance des forces libertaires *intellectuelles* dans le mouvement.
4. L'absence d'un vigoureux mouvement *ouvrier* organisé, qui pût appuyer celui des paysans insurgés.
5. Certains défauts personnels de Makhno. En dehors de son génie organisateur et militaire, de son ardeur libertaire et de ses autres qualités militaires remarquables, Makhno avait aussi de graves faiblesses de caractère et d'éducation. Dans certains domaines il n'était pas tout à fait à la hauteur de sa tâche. Ces faiblesses - nous aurons l'occasion d'y revenir - diminuèrent l'envergure et la portée morale du mouvement.
6. Une certaine " bonhomie " - pas assez méfiante - à l'égard des communistes.
7. La pénurie constante d'armes et de munitions. C'est presque uniquement à force de combats victorieux que les " makhnovistes " arrivaient à s'armer.

Ceci dit, revenons aux événements. Tout en les suivant, nous aurons l'occasion d'observer et les qualités et les défauts du mouvement pour arriver à le juger en son entier.

10.2.3 Attaque générale des insurgés contre l'Hetman, les Allemands et contre Pétlioura. - Leur victoire. - La création d'une région libre, débarrassée de tout pouvoir.

En octobre 1918, les détachements de Makhno, réunis en une armée de partisans volontaires, commencèrent une attaque générale contre les forces de l'hetman.

En novembre, les troupes austro-allemandes se trouvèrent complètement désorientées par les événements sur le front occidental de la guerre et à l'intérieur des pays qu'elles occupaient. Makhno mit à profit cet état de choses. Dans certains endroits, il traita avec ces troupes, obtint leur neutralité et réussit même à les désarmer sans difficulté, s'emparant ainsi de leurs armes et munitions. Ailleurs, il les repoussait en combattant. Par exemple, après un combat opiniâtre de trois jours, il occupa définitivement Goulaï-Polé.

Partout on pressentait la fin proche du régime de l'hetman. La jeunesse paysanne affluait en masse à l'armée de Makhno. On regrettait de ne pas pouvoir armer tous ces volontaires et de devoir en refuser la plus grande partie.

Néanmoins, l'armée des insurgés " makhnovistes " possédait déjà plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie, un peu d'artillerie et de nombreuses mitrailleuses.

Quant aux troupes ukrainiennes et à la garde (" varta ") de l'hetman, elles se volatilèrent presque toutes devant l'accroissement extraordinaire de l'armée insurrectionnelle.

Bientôt, cette dernière devint la maîtresse d'une très vaste région, libérée ainsi de tout pouvoir. Mais l'hetman tenait encore Kiev. Makhno remonta alors vers le nord. Il occupa les importantes stations de chemin de fer : Tchaplino, Grichino, Sinelnikovo, et la ville de Pavlograd. Il tourna ensuite à l'ouest, dans la direction d'Ekatérinoslaw.

Là, il se heurta aux forces réorganisées et complètement militarisées de Péthlioura.

A cette époque, les " péthliourovtsi " considéraient le mouvement " makhnoviste " comme un épisode peu important de la révolution ukrainienne. Ne le connaissant pas de près, ils espéraient attirer ces " bandes de révoltés " dans leur sphère d'influence et les placer sous leur direction. Ils adressèrent à Makhno, très amicalement, une série de questions politiques, à savoir : Quel était son opinion sur le mouvement péthliourien et sur le pouvoir de Péthlioura ? Comment se représentait-il la structure politique future de l'Ukraine ? Ne trouvait-il pas désirable et utile d'oeuvrer en commun à la création d'une Ukraine indépendante ?

La réponse des " makhnovistes " fut nette. Ils déclarèrent notamment que, à leur avis, la " péthliourovtschina " était un mouvement de la bourgeoisie nationaliste dont la voie était tout autre que celle des paysans révolutionnaires ; que l'Ukraine devait être organisée sur la base d'un travail libre et de l'indépendance des ouvriers et des paysans ; qu'ils n'admettaient aucune union avec qui que ce fût, et que seule la lutte était possible entre la " Makhnovtschina ", mouvement du peuple laborieux, et la " Péthliourovtschina ", mouvement de la bourgeoisie.

Les événements qui suivirent cet " échange de vues " représentent l'un de ces chassés-croisés dont abondent les luttes en Ukraine.

L'armée de Makhno s'arrêta à Nijné-Dniéprovsk, faubourg d'Ekatérinoslaw, et se prépare à attaquer la ville. Un " Comité " bolcheviste se trouve là, également. Il dispose de quelques forces armées insuffisantes pour l'action. Makhno étant connu dans la région comme révolutionnaire valeur et un guide de guerre très doué, le " Comité " lui offre le commandement des détachements ouvriers du parti. Makhno l'accepte.

Il recourt à une ruse - comme il le faisait souvent - fort risquée, mais pleine de promesses en cas de réussite : il charge un train de ses troupes et l'envoie de Nijné-Dniéprovsk en pleine gare d'Ekatérinoslaw, sous l'aspect paisible d'un " train ouvrier ". De tels trains, amenant les habitants ouvriers du faubourg à la gare d'Ekatérinoslaw d'où ils se rendaient à leur travail, passaient généralement sans obstacle ni contrôle. Makhno le savait. Si, par hasard, la ruse avait été découverte avant l'arrêt du train, toute la troupe eut été faite prisonnière.

Le train passe sans entrave, il entre en gare et s'arrête. En un clin d'oeil, les troupes " makhnovistes " occupent la gare et ses environs. Une bataille acharnée s'engage en ville. Les péthliouriens sont vaincus. Ils battent en retraite et abandonnent la ville. On ne les poursuit pas. Makhno se contente, pour l'instant, de prendre possession de la ville et de s'y organiser.

Quelques jours après, les péthliouriens, ayant reçu des renforts, reviennent à la charge, battent l'armée de Makhno et reprennent la ville. Mais ils ne se sentent pas assez forts pour poursuivre les makhnovistes.

L'armée insurrectionnelle se retire à nouveau dans la région de Sinelnikovo. Elle s'y retranche et établit une ligne de front entre elle et les péthliouriens à la frontière nord-ouest de la région occupée par les insurgés.

Les troupes de Péthlioura, composées pour la plupart paysans insurgés ou mobilisés par contrainte, se désagrègent rapidement au contact des makhnovistes. Bientôt, ce front est liquidé, sans combat : il a " fondu ". Par la suite, Ekatérinoslaw sera occupé par les bolcheviks qui, pour l'instant, ne se hasarderont pas au-delà de la ville. De son côté, Makhno ne croit pas ses forces suffisantes pour tenir ferme à la fois Ekatérinoslaw et la vaste région libérée. Il se décide à abandonner Ekatérinoslaw aux bolcheviks et à n'assurer que le contrôle des frontières de cette région.

Ainsi, au sud et à l'est d'Ekatérinoslaw, un vaste espace de plusieurs milliers de kilomètres carrés est libéré de toute autorité et de toutes troupes. Là, les paysans sont enfin vraiment libres. A Ekatérinoslaw règnent les bolcheviks. Et à l'ouest dominant les pétiouriens.

10.2.4 Le travail positif dans la région libre.

Notons aussitôt que, ça et là, les paysans makhnovistes mirent à profit cette liberté et le calme relatif de leur région - hélas ! de courte durée - pour réaliser certaines tâches positives.

Pendant quelque six mois, de décembre 1918 à juin 1919, les paysans de Goulai-Polé vécurent sans aucun pouvoir politique. Or, non seulement ils ne rompirent pas les liens sociaux entre eux, mais, bien au contraire, ils créèrent des formes nouvelles d'organisation sociale : les *communes des travailleurs libres* et les "*Soviets libres des travailleurs*".

Plus tard, les "*makhnovistes*" formulèrent leurs idées sociales - et particulièrement leur conception des Soviets - dans une brochure intitulée : "*Thèses générales des insurgés révolutionnaires (makhnovistes) concernant les Soviets libres des travailleurs*". Je regrette de n'avoir pas ce travail en mains. Selon les insurgés, les Soviets devaient être absolument indépendants de tout parti politique ; ils devaient faire partie d'un *système économique général* basé sur l'égalité sociale ; leurs membres devaient être des travailleurs authentiques, servir les intérêts de la masse laborieuse, obéir uniquement à sa volonté ; leurs animateurs ne devaient exercer aucun "*Pouvoir*".

Quant aux "*communes*", en plusieurs endroits des tentatives furent faites pour organiser la vie sociale sur une base communale, égalitaire et juste.

Les mêmes paysans qui se montraient hostiles pour les "*communes*" officielles procédèrent avec enthousiasme à la mise sur pied des communes *libres*.

Près du bourg "*Prokovskoié*" fut organisée la première commune, dite "*Rosa Luxembourg*". Elle ne comptait au début que quelques dizaines de membres. Plus tard, leur nombre dépassa 300.

Cette commune fut créée par les paysans les plus pauvres de la localité. En la consacrant à la mémoire de Rosa Luxembourg, ils témoignèrent de leur impartialité et d'une certaine noblesse de sentiment. Ils savaient depuis quelque temps que Rosa Luxembourg fut une martyre des luttes révolutionnaires en Allemagne. Les principes essentiels de la commune ne correspondaient pas du tout à la doctrine pour laquelle Rosa Luxembourg avait lutté. Mais les paysans voulurent honorer, justement et uniquement, une victime de la lutte sociale.

La commune était basée sur le principe non-autoritaire. Elle arriva à de très beaux résultats et finit par exercer une grande influence sur les paysans de la contrée⁵².

A sept kilomètres de Goulai-Polé se forma une autre commune appelée simplement "*Commune n° 1 des paysans de Goulai-Polé*". Elle fut également une oeuvre de paysans pauvres.

A une vingtaine de kilomètres de là se trouvaient les communes n° 2 et n° 3. Il y en avait aussi en d'autres endroits.

Toutes ces communes furent créées librement, par un élan spontané des paysans eux-mêmes, avec l'aide de quelques bons organisateurs et pour faire face aux besoins vitaux de la population laborieuse. Elles n'avaient aucune ressemblance avec les "*communes artificielles, dites*" *exemplaires*", montées très maladroitement par les autorités communistes, où étaient réunis, habituellement, des éléments hétéroclites, rassemblés au hasard, incapables de travailler sérieusement. Ces soi-disant "*communes*" du bolchevisme ne faisaient que gaspiller les graines et abîmer la terre. Subventionnées par l'Etat, c'est-à-dire par le gouvernement, elles vivaient donc du travail du peuple, tout en prétendant lui apprendre à travailler.

Les communes qui nous intéressent ici étaient de véritables communes laborieuses. Elles groupaient des paysans authentiques, accoutumés dès leur enfance à un travail sérieux. Elles étaient basées sur une réelle entr'aide matérielle et morale, et sur le principe égalitaire. Tous - hommes, femmes et enfants - devaient y travailler, chacun dans la mesure de ses forces. Les fonctions organisatrices étaient confiées à des camarades capables de les remplir avec succès. Leur tâche accomplie, ces camarades reprenaient le travail commun, côte à côte avec les autres membres de la commune.

⁵² Cette commune fut détruite les 9 et 10 juin 1919 par les bolcheviks, lors de leur campagne générale contre la région makhnoviste.

Ces principes sains, sérieux, étaient dus à ce que les communes surgirent des milieux laborieux mêmes et que leur développement suivit la voie naturelle.

Les partisans " makhnovistes " n'exercèrent jamais aucune pression sur les paysans, se bornant à propager l'idée des communes libres. Celles-ci furent formées sur l'initiative des paysans pauvres eux-mêmes.

Il est intéressant et suggestif de constater que les idées et l'action des paysans makhnovistes étaient en tous points semblables à celles des révoltés de Cronstadt en 1921. Cela prouve que lorsque les masses laborieuses ont la possibilité de penser, de chercher et d'agir *librement*, elles discernent à peu près la même voie, quelles que soient la localité, l'ambiance et même - ajoutons-le - l'époque, si l'on se rapporte aux révolutions précédentes. Indépendamment de tout autre raisonnement, cela doit nous porter à croire que, dans son ensemble, cette voie est la *bonne*, la *juste*, la *vraie voie des travailleurs*. Certes, pour de nombreuses raisons, les masses laborieuses ne purent jamais encore se maintenir sur cette voie. Mais la possibilité de ne plus l'abandonner, de la poursuivre jusqu'au bout, n'est qu'une question de temps et d'évolution.

L'activité constructrice des paysans ne se borna pas à ces ébauches du communisme libre. Des tâches beaucoup plus vastes et importantes ne tardèrent pas à se dresser devant eux.

Il était nécessaire de trouver en commun des solutions pratiques aux différents problèmes concernant la région entière. Pour cela il était indispensable de mettre sur pied une organisation générale, embrassant d'abord tel et tel district, ensuite tel et tel département et enfin la région dans sa totalité. Il fallait créer des organes susceptibles de remplir cette tâche organisatrice.

Les paysans n'y manquèrent pas. Ils eurent recours à des *Congrès périodiques* des paysans, ouvriers et partisans

Pendant la période où la région resta libre, il y eut trois Congrès régionaux. Ils permirent aux paysans de resserrer leurs liens, de s'orienter d'une façon plus sûre dans l'ambiance compliquée du moment et de déterminer clairement les tâches économiques, sociales et autres qui s'imposaient à eux.

Le premier Congrès régional eut lieu le 23 janvier 1919, dans le bourg Grande-Mikhaïlovka. Il s'occupa tout particulièrement du danger des mouvements réactionnaires de Pétlioura et de Dénikine. Les pétliouriens étaient en train de réorganiser leurs forces dans l'ouest du pays en vue d'une nouvelle offensive. Quant à Dénikine, ses préparatifs de guerre civile inquiétaient encore plus les paysans et les partisans. Le Congrès élaborait des mesures de résistance contre les deux entreprises. D'ailleurs, des combats de patrouilles, de plus en plus importants, se produisaient déjà presque quotidiennement à la limite sud-est de la région.

Le deuxième Congrès se réunit trois semaines après, le 12 février 1919, à Goulaï-Polé. Malheureusement, le danger imminent d'une offensive de Dénikine contre la région libre interdit au Congrès de se consacrer aux problèmes, pourtant urgents, de la construction pacifique. Les séances furent entièrement absorbées par des questions de défense et de lutte contre le nouvel envahisseur.

L'armée insurrectionnelle des " makhnovtzi " comptait à ce moment-là environ 20.000 combattants volontaires. Mais beaucoup d'entre eux étaient harassés, épuisés par la fatigue, ayant dû mener sur les frontières de la région libre d'incessants combats contre les avant-gardes dénikinienne et contre d'autres tentatives d'y pénétrer. Or les troupes de Dénikine se renforçaient rapidement.

Après des débats longs et passionnés, le Congrès résolut d'appeler les habitants de toute la région à une *mobilisation générale volontaire et égalitaire*.

" Mobilisation volontaire " : cela voulait dire que, tout en soulignant par cet appel, sanctionné par l'autorité morale du Congrès, la nécessité de compléter l'armée insurrectionnelle avec des combattants frais, on n'obligeait personne à s'enrôler ; on faisait appel à la conscience et à la bonne volonté de chacun.

" Mobilisation égalitaire " : cela signifiait qu'en complétant l'armée, on tiendrait compte de la situation personnelle de chaque volontaire pour que les charges de la mobilisation soient réparties et supportées par la population d'une façon autant que possible égale et juste.

Pour créer une sorte de direction générale de la lutte contre Pétlioura et contre Dénikine, pour maintenir et soutenir, pendant la lutte, les rapports économiques et sociaux entre les travailleurs eux-mêmes et aussi entre eux et les partisans pour répondre aux besoins d'information et de contrôle, enfin pour réaliser les diverses mesures adoptées par le Congrès et pouvant être prises par les Congrès suivants, ce deuxième Congrès fonda un *Conseil (Soviet) Révolutionnaire Militaire* régional des paysans, ouvriers et partisans.

Ce Conseil embrassait toute la région libre. Il devait exécuter toutes les décisions d'ordre économique, politique, social ou militaire, prises par les Congrès. Il était donc, en quelque sorte, l'organe exécutif suprême de tout le mouvement. *Mais il n'était nullement un organe autoritaire.* Seule une fonction strictement exécutive lui fut assignée. Il se bornait à exécuter les instructions et les décisions des Congrès. A tout moment il pouvait être dissous par le Congrès et cesser d'exister.

Dès que les résolutions de ce deuxième Congrès furent connues par les paysans de la région, chaque bourg et chaque village commencèrent à envoyer à Goulai-Polé, en masse, de nouveaux volontaires désirant se rendre sur le front contre Dénikine.

Le nombre de ces nouveaux combattants fut énorme et dépassa toutes les prévisions. S'il avait été possible de les armer et de les encadrer tous, les événements tragiques qui suivirent n'auraient jamais eu lieu. De plus, toute la révolution russe aurait pu être aiguillée sur un autre chemin. Le "miracle" que les libertaires devaient espérer eût pu se produire.

Malheureusement, on manquait d'armes dans la région. C'est pourquoi on ne réussit pas à former en temps opportun des détachements nouveaux. *On dut refuser 90% des volontaires venus s'engager.*

Ceci eut pour la région, comme nous le verrons, des conséquences fatales lors de l'offensive générale de Dénikine en juin 1919.

10.3 Les offensives de Dénikine et l'effondrement final

10.3.1 La résistance des " makhnovistes ".

" Les étatistes, dit avec juste raison P. Archinoff, redoutent le peuple libre. Ils affirment que sans autorité ce dernier perdra l'ancre de sociabilité, se dissipera et retournera à l'état sauvage. Ce sont là, assurément, des propos absurdes, tenus par des fainéants, des amateurs de l'autorité et du travail d'autrui, ou bien par les penseurs aveugles de la société bourgeoise. "

Déjà, l'ennemi mortel du monde laborieux et de sa liberté - l'Autorité - serrait de près la région. Et il la menaçait de deux côtés à la fois. Du côté sud-est montait l'armée du général Dénikine. Du côté nord descendait l'armée de l'Etat " communiste ".

Ce fut Dénikine qui arriva le premier.

Dès les premiers jours qui suivirent la chute de l'hetman, quelques détachements contre-révolutionnaires commandés par le général Chkouro, patrouillant en éclaireurs, s'infiltrèrent en Ukraine du côté du Don et du Kouban, et s'approchèrent de Pologui et de Goulai-Polé. Ce fut la première menace de la nouvelle contre-révolution contre la région libérée. Nous avons vu que le premier Congrès des paysans dut s'en occuper tout particulièrement.

Naturellement l'armée des insurgés makhnovistes se porta de ce côté. Son infanterie et sa cavalerie étaient très bien organisées et commandées, assez bien armées, pleines de foi et d'entrain.

L'infanterie makhnoviste était organisée d'une façon toute spéciale et originale. Elle se déplaçait *comme la cavalerie*, à l'aide de chevaux, non pas à cheval, mais dans de légères voitures à ressorts, appelées dans l'Ukraine méridionale " tatchanka ". Marchant au trot rapide, en même temps que la cavalerie, cette infanterie pouvait faire aisément de 60 à 70 kilomètres par jour et même, au besoin, 90 à 100 kilomètres.

Quant à la cavalerie makhnoviste, elle était certainement l'une des meilleures du monde. Ses attaques étaient foudroyantes, irrésistibles.

N'oublions pas que beaucoup de ces paysans révolutionnaires avaient participé à la guerre de 1914, donc étaient des combattants éprouvés, accomplis.

Ce détail fut d'une grande importance. Il permit à la population paysanne de la région de remédier, dans une certaine mesure, à l'épuisement des combattants makhnovistes. En effet, sur certaines parties du front particulièrement exposées, quelques centaines de paysans des environs venaient régulièrement remplacer les combattants fatigués. Ceux-ci leur remettaient leurs armes et rentraient au pays. Après quelque deux ou trois semaines de bon repos, ils revenaient reprendre leur place sur le front. A certaines époques, les paysans venaient combattre pendant que les combattants allaient les remplacer, à l'intérieur aux travaux des champs.

Ajoutons que les paysans se chargèrent aussi, dès le début, d'approvisionner régulièrement l'Armée insurrectionnelle en vivres et en fourrage. Une section centrale d'approvisionnement fut organisée à Goulai-Polé. On y amenait de tous côtés vivres et fourrages pour les envoyer ensuite au front.

Dénikine ne prévoyait nullement la résistance opiniâtre des insurgés makhnovistes. D'autre part, il comptait sur la lutte imminente entre le Directoire de Pélioura et les bolcheviks. Il espérait, mettant à profit cet état de choses, battre facilement l'un et les autres et établir son front - au moins pour les premiers temps - en avant des limites nord du département d'Ekaterinoslaw. Mais il se heurta inopinément à l'excellente et tenace armée des insurgés.

Après les premières batailles, les détachements de Dénikine durent battre en retraite dans la direction du Don et de la mer d'Azov. En un court laps de temps, toute la contrée depuis Pologui jusqu'à la mer fut libérée. Les partisans makhnovistes occupèrent plusieurs stations de chemin de fer et villes importantes, telles que Bardiensk et Marioupol.

C'est à partir de ce moment - janvier 1919 - que le premier front contre Dénikine fut solidement établi. Il s'étendit par la suite sur plus de 100 kilomètres dans la direction est et nord-est de Marioupol.

Naturellement, Dénikine ne lâchait pas prise. Il poursuivait et accentuait ses attaques et ses incursions.

Pendant six mois les makhnovistes continrent ce flot contre-révolutionnaire. La lutte fut opiniâtre et acharnée, Le général Chkouro avait lui aussi une excellente cavalerie. De plus il appliqua les méthodes d'action des partisans : ses détachements pénétraient profondément à l'arrière de l'armée makhnoviste ; ils s'y répandaient rapidement, détruisant brûlant et massacrant tout ce qu'ils pouvaient atteindre ; puis ils disparaissaient comme par enchantement pour apparaître brusquement dans un autre endroit pour y commettre les mêmes dévastations.

C'était exclusivement la population laborieuse qui souffrait de ces incursions. On se vengeait sur elle de l'aide que les paysans apportaient à l'armée insurrectionnelle, de leur hostilité vis-à-vis des dénikiens. On espérait provoquer ainsi une réaction contre la Révolution. La population juive, qui habitait depuis très longtemps la région d'Azov, y formant des colonies spéciales, souffrait également de ces raids. Les dénikiens massacraient les Juifs à chaque visite, cherchant à provoquer ainsi un mouvement populaire antijuif, ce qui aurait facilité leur tâche.

Cependant, en dépit de leurs effectifs bien encadrés et bien armés, en dépit de leurs attaques furieuses, les dénikiens ne parvinrent pas à réduire les troupes insurrectionnelles pleines d'ardeur révolutionnaire et non moins habiles dans la guerre d'embuscades. Tout au contraire, pendant ces six mois de luttes acharnées, le général Chkouro reçut plus d'une fois de tels coups des régiments Makhnovistes que des retraites précipitées de 80 à 120 kilomètres le sauvèrent d'un désastre complet. Durant cette période les makhnovistes parvinrent, au moins cinq ou six fois jusque sous les murs de Taganrog. A ce moment-là, *seul le manque de combattants et d'armes empêcha Makhno de détruire la contre-révolution de Dénikine*.

La haine et l'acharnement des officiers dénikiens contre les makhnovistes prenaient des proportions incroyables. On soumettait les prisonniers à des tortures raffinées. Souvent, on les faisait déchieter par des explosions d'obus. Et plusieurs cas sont connus - ils furent cités, avec toutes les précisions voulues, par la presse des insurgés - où l'on brûla vifs les prisonniers sur des plaques de fer rougies par le feu.

Au cours de cette lutte, le talent militaire de Makhno se révéla d'une manière éclatante. Sa réputation de chef de guerre remarquable lui fut reconnue même par ses ennemis, les dénikiens. Cela n'empêcha pas - au contraire ! - le général Dénikine d'offrir un demi-million de roubles à qui tuerait ou capturerait Makhno.

Durant toute cette période, les relations entre les makhnovistes et les bolcheviks demeurèrent espacées, mais amicales. Un fait le souligne. En janvier 1919, les makhnovistes ayant rejeté les troupes dénikiennes vers la mer d'Azov après de durs combats, leur prirent une centaine de wagons de blé. La première pensée de Makhno et de l'état-major de l'Armée insurrectionnelle fut d'envoyer ce butin aux ouvriers affamés de Moscou et de Pétrograd. Cette idée fut accueillie avec enthousiasme par la masse des insurgés. Les 100 wagons de blé furent livrés à Pétrograd et à Moscou, accompagnés d'une délégation makhnoviste qui fut reçue très chaleureusement par le Soviet de Moscou.

10.3.2 La première apparition des bolcheviks dans la région libre. - Tâtonnements amicaux. - Pourparlers. - La jonction de l'armée " makhnoviste " et de l'armée rouge " pour la cause commune ".

Les bolcheviks apparurent dans la région de la " Makhnovtchina " beaucoup plus tard que Dénikine. Il y avait déjà plusieurs mois que les insurgés makhnovistes le combattaient ; ils l'avaient chassé de leur région et établissaient leur ligne de défense à l'est de Marioupol lorsque la première division bolchevistes, venant du nord et commandée par Dybenko, arriva à Sinelnikovo, sans obstacle.

A ce moment-là, Makhno lui-même comme tout le mouvement insurrectionnel étaient au fond des inconnus pour les bolcheviks. Jusqu'alors, dans la presse communiste, on avait parlé de Makhno comme d'un insurgé audacieux qui promettait beaucoup. Sa lutte contre Skoropadsky, puis contre Pétlioura et Dénikine lui attirait la bienveillance des chefs bolchevistes qui, naturellement, espéraient incorporer son armée dans la leur. Aussi chantaient-ils à l'avance les louanges de Makhno et lui consacraient-ils des colonnes entières dans leurs journaux, sans avoir fait sa connaissance sur place.

Une fois de plus, cédon la plume à Pierre Archinoff :

La première rencontre des combattants bolchevistes avec ceux de Makhno eut lieu, au mois de mars 1919, sous les mêmes signes de bienveillance et de louanges.

Makhno fut immédiatement invité à se joindre, avec tous ses détachements, à l'Armée Rouge, dans le but de vaincre Dénikine, toutes forces réunies. Les différences " politiques " et idéologiques entre les bolcheviks et les paysans makhnovistes étaient considérées comme ne pouvant en aucune façon faire obstacle à l'union sur la base d'une cause commune. Les autorités bolchevistes laissèrent comprendre que les particularités du mouvement insurrectionnel devaient rester inviolables.

Makhno et son état-major se rendaient parfaitement compte que l'arrivée du Pouvoir communiste était une nouvelle menace pour la liberté de la région ; ils y voyaient bien l'augure d'une guerre civile d'une nouvelle essence. Mais ni Makhno, ni l'état-major de l'armée, ni le Conseil (Soviet) régional, ne voulaient cette guerre car elle pouvait avoir une influence funeste sur le sort de toute la révolution ukrainienne. On ne perdait pas de vue la contre-révolution franche et bien organisée qui s'approchait du Don et du Kouban, et avec laquelle il n'y avait qu'un seul entretien possible : celui des armes.

Ce danger augmentait de jour en jour. Les insurgés gardaient un certain espoir que la lutte avec les bolcheviks se bornerait au domaine des idées. Dans ce cas, ils pouvaient rester absolument tranquilles quant à leur région, car la vigueur des idées libertaires le bon sens révolutionnaire et la défiance des paysans à l'égard des éléments étrangers à leur mouvement libre étaient les meilleurs gages de la liberté de la région.

De l'avis général des guides de l'insurrection, il était nécessaire de concentrer pour le moment toutes les forces contre la réaction monarchiste et de ne s'occuper des dissentiments idéologiques avec les bolcheviks qu'après la liquidation de celle-ci.

C'est dans ce sens que se fit la jonction de l'armée makhnoviste et de l'armée rouge.

Voici, d'ailleurs, les clauses essentielles de l'accord : *a*) l'Armée insurrectionnelle gardera intacte son organisation intérieure ; *b*) elle recevra des commissaires politiques, nommés par l'autorité communiste ; *c*) elle ne sera subordonnée au commandement suprême rouge qu'en ce qui concerne les opérations militaires proprement dites, strictement ; *d*) elle ne pourra être renvoyée du front de Dénikine⁵³ ; *e*) elle recevra les munitions et l'approvisionnement à l'égal de l'Armée Rouge ; *f*) elle maintiendra son nom d'Armée insurrectionnelle révolutionnaire et gardera ses drapeaux noirs. (Le drapeau noir est celui des anarchistes.)

⁵³ Cette clause constituait une précaution de la part des makhnovistes. Ils craignaient, en effet, que, sous un prétexte quelconque, le

Précisons qu'en même temps l'armée de Makhno fut baptisée " troisième brigade ". (Plus tard, elle devint " première division insurrectionnelle révolutionnaire ", et, plus tard encore, redevenue indépendante, elle adopta le nom définitif d' " Armée Insurrectionnelle Révolutionnaire de l'Ukraine (makhnovistes) ".

Le point le plus important pour l'armée makhnoviste était, naturellement, celui de conserver son organisation intérieure. Il ne s'agissait donc pas là d'une incorporation " organique " dans l'Armée Rouge, mais uniquement d'un pacte de coopération étroite.

Profitons de l'occasion pour apporter quelques précisions sur cette " organisation " intérieure de l'armée insurrectionnelle.

Cette organisation se basait sur trois principes essentiels :

10.3.3 – 1° le volontariat ; 2° l'éligibilité à tous les postes de commandement ; 3° la discipline librement consentie.

Le *volontariat* signifiait que l'armée se composait uniquement de combattants révolutionnaires y entrant de plein gré.

L'*éligibilité aux postes de commandement* consistait en ce que les commandants de toutes les unités de l'armée, les membres de l'état-major et du Conseil ainsi que, d'une façon générale, tous les hommes occupant dans l'armée un poste important, devaient être, soit élus, soit acceptés définitivement (s'ils étaient désignés d'urgence par le commandement lui-même) par les insurgés de l'unité respective du service en question ou par l'ensemble de l'armée.

La *discipline librement consentie* était réalisée de la façon suivante : toutes les règles de la discipline étaient élaborées par les commissions des insurgés, puis validées par les assemblées générales des unités de l'armée. Une fois validées, elles devaient être rigoureusement observées sous la responsabilité individuelle de chaque insurgé et de chaque commandant.

L'entente entre les bolcheviks et l'armée insurrectionnelle fut strictement militaire. Toute question " politique " en fut volontairement exclue. Ceci permit à la population laborieuse de la région libre de suivre, malgré cette entente, la même voie d'évolution - ou plutôt de révolution - économique et sociale qu'elle avait suivie jusqu'alors, activité absolument libre et indépendante des travailleurs qui n'admettaient aucun Pouvoir dans leur région.

Nous verrons tout à l'heure que ce fut là la cause unique de la rupture entre les bolcheviks et les partisans, des viles et cyniques accusations portées par les premiers contre ceux-ci et de l'agression armée des communistes contre la région libre.

10.3.4 L'activité et la mentalité des masses dans la région libre. - Les visées bolchevistes. - Les premiers gestes hostiles des bolcheviks à l'égard des makhnovistes

Depuis la création du Conseil (Soviet) régional, en février 1919, la population laborieuse se sentit unie et organisée. Ce sentiment et l'esprit de solidarité incitèrent les paysans à mettre en discussion d'autres problèmes concrets de grande urgence.

On commença par organiser partout les *Soviets locaux libres* . Certes, dans les circonstances données, cette tâche se réalisait lentement ; mais les paysans tenaient absolument à cette idée, sentant que c'était la seule base saine sur laquelle la construction d'une vraie communauté libre était possible.

Ensuite surgit le problème important d'une union directe et solide entre les paysans et les ouvriers des villes.

Dans l'esprit des paysans, cette union devait s'établir *directement*, c'est-à-dire avec les entreprises et les organisations ouvrières elles-mêmes, en dehors des partis politiques, des organes d'Etat ou des fonctionnaires intermédiaires. Les paysans sentaient intuitivement qu'une telle union était indispensable pour la consolidation et le développement ultérieurs de la Révolution. D'autre part, la masse paysanne et les insurgés se rendaient parfaitement compte qu'une telle union devait fatalement entraîner la lutte avec le parti gouvernemental *étatiste*

commandement rouge n'envoie l'Armée insurrectionnelle sur un autre front afin d'établir sans inconvénient le Pouvoir bolcheviste dans la région. Comme le lecteur le verra par la suite, cette crainte fut pleinement justifiée par les événements ultérieurs.

, avec les communistes qui, certainement, n'allaient pas renoncer sans résistance à leur mainmise sur les masses. Cependant, on ne prenait pas ce danger trop au sérieux ; on se disait que les paysans et les ouvriers, une fois unis, pourraient facilement dire " Bas les pattes " à tout Pouvoir politique qui tenterait de les subjuguier.

De toute façon, l'union libre et directe des paysans et des ouvriers apparaissait comme l'unique moyen naturel et fécond de réaliser définitivement la vraie Révolution émancipatrice et d'éliminer tout élément pouvant l'entraver, la dénaturer et l'étouffer. C'est dans ce sens que le problème de l'union avec les ouvriers des villes fut posé, discuté et examiné partout pour devenir finalement le mot d'ordre de toute la région insurrectionnelle.

Il va de soi qu'en présence d'une pareille mentalité de la population et des dispositions prises en ce sens dans toute la région, les partis politiques, et en particulier le parti communiste, ne pouvaient remporter aucun succès. Lorsque les partis politiques y apparaissaient avec leurs programmes et leurs plans d'Organisation étatiste, on les accueillait " fraîchement ", avec indifférence, parfois avec une certaine hostilité. Souvent, on se moquait franchement de leurs militants et agents comme de gens qui viennent mal à propos se mêler des affaires des autres. Les autorités communistes qui s'infiltraient de toutes parts dans la région et y prenaient figure de maîtres étaient reçues comme des éléments étrangers et importuns. On leur faisait carrément comprendre qu'on les considérait comme des intrus, des imposteurs.

Tout au début, les bolcheviks espéraient venir à bout de cette " résistance passive ". Ils espéraient surtout absorber l'armée makhnoviste dans le cadre de l'Armée Rouge et avoir ensuite les mains libres pour réduire la population à leur merci. Ils s'aperçurent vite que cet espoir était vain. La masse paysanne de la région ne voulait rien savoir des organes gouvernementaux bolchevistes. Elle les ignorait : elle les boycottait ; parfois même elle les maltraitait. Ça et là, des paysans armés commençaient à chasser de leurs villages les " commissions extraordinaires " (" Tchéka "). A Goulai-Polé les communistes n'osèrent même jamais établir une institution quelconque. En d'autres endroits, les tentatives d'implanter telle ou telle " administration communiste " aboutirent à des collisions sanglantes entre la population et les autorités dont la situation dans la région devenait extrêmement pénible. Et quant à l'armée makhnoviste, elle était intraitable.

C'est alors que les bolcheviks entreprirent une lutte organisée et méthodique contre la " Makhnovtchina ", et comme idée et comme mouvement social.

Comme de coutume, la presse entra la première en campagne. Sur l'ordre donné, elle se mit " à critiquer " le mouvement makhnoviste, le traitant de plus en plus de mouvement des paysans riches (" koulaks "), qualifiant ses idées et ses mots d'ordre de " contre-révolutionnaires ", condamnant son activité comme nuisible à la Révolution.

Des menaces directes à l'adresse des guides du mouvement commencèrent à pleuvoir dans les journaux ainsi que dans les discours et les ordres des autorités centrales.

Bientôt, la région fut pratiquement bloquée. En certains endroits, les autorités communistes établirent des " barrages ". Ainsi, tous les militants révolutionnaires qui se rendaient à Goulai-Polé ou en revenaient étaient arrêtés en chemin et, souvent, disparaissaient.

Ensuite, l'approvisionnement de l'armée insurrectionnelle en munitions fut considérablement réduit.

Tout cela n'aurait rien de bon.

10.3.5 Le IIIe congrès de la région libre. - Le premier attentat direct des bolcheviks contre la région.

C'est sous le signe de ces nouvelles complications et menaces que le troisième Congrès régional des paysans, ouvriers et partisans se réunit à Goulai-Polé, le 10 avril 1919.

Il avait à fixer nettement les tâches immédiates et à se prononcer sur les perspectives de la vie révolutionnaire de la région.

Les délégués de 72 districts, représentant une masse de plus de 2 millions d'hommes, prirent part aux travaux du Congrès. Nous regrettons de ne pas avoir sous la main le Procès-verbal des séances. On y voit clairement avec quel entrain et, en même temps, avec quel esprit de sagesse et de clairvoyance le peuple cherchait, dans la Révolution, *sa propre voie*, ses propres formes *populaires* de la vie nouvelle.

C'est vers la fin de ce troisième congrès que le drame prévu depuis quelque temps éclata.

Un télégramme de Dybenko, commandant de la division bolcheviste, arriva au bureau du Congrès. Ce télégramme déclarait brutalement le Congrès " contre-révolutionnaire " et ses organisateurs " hors la loi ".

Ce fut le premier attentat direct des bolcheviks contre la liberté de la région.

Ce fut en même temps une déclaration de guerre à l'Armée Insurrectionnelle.

Le Congrès comprit parfaitement toute la portée de cette attaque. Il vota sur-le-champ une protestation indignée contre cet acte. Celle-ci fut aussitôt imprimée et diffusée parmi les paysans et les ouvriers de la région.

Quelques jours plus tard, le Conseil Révolutionnaire Militaire rédigea et envoya aux autorités communistes, en la personne de Dybenko, une réponse détaillée où il soulignait le vrai rôle joué par la région dans la révolution et démasquait ceux qui, en réalité, entraînaient celle-ci dans une voie réactionnaire.

Quoique cette réponse soit longue, nous nous permettons de la citer en entier, car elle situe admirablement les deux parties en présence. La voici :

Contre-révolutionnaire ?

Le " camarade " Dybenko déclara le Congrès convoqué à Goulai-Polé pour le 10 avril *contre-révolutionnaire* et mit ses organisateurs hors la loi. La répression la plus sévère devra, d'après lui, frapper ceux-ci. Nous citons ici son télégramme mot à mot :

" Novo-Alexéievka, n° 283, le 10, à 2 h. 45. Faire suivre au camarade Père Makhno⁵⁴, état-major de la division Alexandrovsk. Copie Volnovakha, Marioupol, faire suivre au camarade Makhno. Copie au Soviet de Goulai-Polé.

" Tout Congrès convoqué au nom de l'état-major révolutionnaire militaire dissous sur mon ordre sera considéré comme manifestement contre-révolutionnaire et ses organisateurs s'exposeront aux mesures répressives les plus sévères allant jusqu'à a déclaration de ces personnes hors la loi. J'ordonne de prendre immédiatement toutes mesures pour que des choses semblables ne se produisent pas. - Signé : *Dybenko* , Commandant de la Division.

Avant de déclarer le Congrès contre révolutionnaire, le " camarade " Dybenko ne s'est même pas donné la peine de s'informer par qui et dans quel but ce Congrès a été convoqué. Ce qui lui fait dire que le Congrès a été convoqué par l'état-major révolutionnaire " dissous " de Goulai-Polé, tandis qu'en réalité il l'a été par le Comité exécutif du Conseil Révolutionnaire Militaire.

Par conséquent, ayant convoqué le Congrès, les membres du Conseil ne savent pas s'ils sont déclarés hors la loi, ni si le Congrès est considéré par le camarade Dybenko comme contre-révolutionnaire.

S'il en est ainsi, permettez que nous expliquions à Votre Excellence par qui et dans quel but ce Congrès - à votre avis manifestement contre-révolutionnaire - a été convoqué. Et alors, il ne vous semblera peut-être pas si effrayant que, vous vous le représentez.

Comme il est déjà dit, le Congrès a été convoqué par le Comité Exécutif du Conseil Révolutionnaire Militaire de la région de Goulai-Polé, à Goulai-Polé même, situé au centre de la région. C'était le troisième Congrès régional, convoqué dans le but de déterminer la libre conduite ultérieure du Conseil Révolutionnaire Militaire. (Vous voyez, " camarade " Dybenko, que trois de ces Congrès " contre-révolutionnaires " ont déjà eu lieu.)

Une question se pose : D'où est sorti et dans quel but a été créé le Conseil Révolutionnaire Militaire lui-même ? Si vous ne le savez pas encore, " camarade " Dybenko, nous allons vous l'apprendre.

Le Conseil Révolutionnaire Militaire régional a été formé en exécution de la résolution du deuxième Congrès qui eut lieu à Goulai-Polé le 12 février de cette année. (Vous voyez qu'il y a de cela bien longtemps vous n'étiez même pas encore là.) Le Conseil a été créé pour organiser les combattants et procéder à la mobilisation volontaire, car la région était entourée de Blancs, et les détachements insurrectionnels composés de premiers volontaires ne suffisaient plus pour tenir un front très étendu.

⁵⁴ Le surnom de " Père Makhno " fut donné à Makhno après l'unification du mouvement. Le qualificatif " père " (" batko ", en ukrainien) est fréquemment ajouté au nom, en Ukraine, lorsqu'il s'agit d'une personne âgée ou respectée. Il ne comporte aucun sens autoritaire.

Il n'y avait pas de troupes soviétiques dans notre région à ce moment-là. Et puis, la population ne comptait pas beaucoup sur leur intervention considérant la défense de sa région comme son propre devoir.

C'est dans ce but que fut créé le Conseil Révolutionnaire. Il se composait, conformément à la résolution du deuxième Congrès, d'un délégué de chaque district : en tout, 32 membres représentant les districts des départements d'Ekaterinoslaw et de la Tauride.

Nous vous donnerons, plus loin, d'autres précisions sur le Conseil Révolutionnaire Militaire. Pour l'instant, la question se pose : D'où était sorti le deuxième Congrès régional ? Qui l'avait convoqué ? Qui l'avait autorisé ? Celui qui l'avait convoqué, est-il mis hors la loi ? Et si non, pourquoi ?

Le deuxième Congrès régional fut convoqué à Goulaï-Polé par un groupe d'initiative composé de cinq personnes élues par le premier Congrès. Ce deuxième Congrès eut lieu le 12 février. Et, à notre grand étonnement, les personnes qui l'avaient convoqué ne furent pas mises hors la loi. Car, voyez-vous, il n'existait alors pas encore de ces " héros " qui osent attenter aux droits du peuple, conquis avec son propre sang.

Donc, une nouvelle question se pose : D'où était sorti le premier Congrès régional ? Qui l'avait convoqué ? Celui qui l'avait convoqué fut-il mis hors la loi ? Et si non, pourquoi ?

" Camarade " Dybenko, vous êtes encore, à ce qu'il paraît, bien nouveau dans le mouvement révolutionnaire de l'Ukraine et il nous faut vous apprendre ses débuts mêmes. C'est ce que nous allons faire. Et vous, après avoir appris ces faits vous rectifierez, peut-être, quelque peu votre tir.

Le premier Congrès régional eut lieu le 23 janvier de cette année, dans le premier camp insurrectionnel, à Grande-Mikhailovka. Il était composé des délégués des districts situés près du front dénikinien. Les troupes soviétiques étaient alors loin, bien loin. La région était isolée du monde entier : d'un côté, par les dénikiens de l'autre, par les pétliouriens. Ce n'étaient alors que les détachements insurrectionnels, avec Père Makhno et Stchouss en tête, qui portaient coup sur coup aux uns et aux autres. Les organisations et les institutions sociales dans les bourgs et les villages ne portaient alors pas toujours le même nom : dans tel bourg, c'était un " Soviet ", dans tel autre, un " Office Populaire " ; dans un troisième, un " Etat-Major Révolutionnaire Militaire ", dans un quatrième, un " Office Provincial ", et ainsi de suite. Mais l'esprit en était partout pareillement révolutionnaire.

Le premier Congrès fut organisé pour consolider le front et, justement, pour créer une certaine uniformité d'organisation et d'action dans la région tout entière.

Personne ne l'avait convoqué : il s'était réuni spontanément selon le désir et avec l'approbation de la population. Au Congrès, la proposition fut faite d'arracher à l'armée pétliourienne nos frères mobilisés par contrainte. Dans ce but, une délégation composée de cinq personnes fut élue. Elle fut chargée de se présenter à l'état major de Père Makhno et à d'autres état-majors au besoin, et de pénétrer jusque dans l'armée du Directoire ukrainien (de Pétlioura) pour expliquer à nos frères qu'ils avaient été trompés et qu'ils devaient quitter cette armée. En outre, la délégation fut chargée de convoquer, à son retour, un deuxième Congrès plus vaste, dans le but d'organiser toute la région délivrée des bandes contre-révolutionnaires et de créer un front de défense plus puissant.

Les délégués, au retour de leur mission, convoquèrent donc le deuxième Congrès régional, en dehors de tout " parti ", le tout " pouvoir ", de toute " loi ". Car vous, " camarade " Dybenko, et d'autres amateurs de lois de votre espèce, vous étiez alors bien loin ! Et puisque les guides héroïques du mouvement insurrectionnel n'aspiraient pas au pouvoir sur le peuple qui venait de rompre de ses propres mains les chaînes de l'esclavage, le Congrès ne fut pas proclamé contre-révolutionnaire, et ceux qui le convoquèrent ne furent pas déclarés hors la loi.

Revenons au Conseil régional.

Au moment même de la création du Conseil Révolutionnaire Militaire de la Région de Goulaï-Polé, le Pouvoir soviétique apparut dans la région. Conformément à la résolution votée au deuxième Congrès,

le Conseil régional ne laissa pas les affaires en suspens à l'apparition des autorités soviétiques. Il devait exécuter les instructions du Congrès sans dévier. Le conseil n'était pas un organe commandant, mais exécutif. Il continua donc à oeuvrer dans la mesure de ses forces, et il suivit toujours, dans son oeuvre, la voie révolutionnaire.

Peu à peu, les autorités soviétiques commencèrent à élever des obstacles à l'activité du Conseil. Les commissaires et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement des Soviets commencèrent à traiter ce Conseil de " contre-révolutionnaire ". C'est alors que les membres du Conseil décidèrent de convoquer le troisième Congrès régional pour le 10 avril à Goulaï-Polé, afin de déterminer la ligne de conduite ultérieure du Conseil ou de le liquider si le Congrès le jugeait nécessaire.

Et voilà : le Congrès eut lieu.

Ce ne furent pas des contre-révolutionnaires qui y vinrent mais des hommes qui les premiers avaient levé en Ukraine l'étendard de l'insurrection et de la Révolution Sociale. Ils y vinrent pour aider à mettre de la coordination dans la lutte générale de la région contre tous les oppresseurs. Les représentants de 72 districts ainsi que ceux de plusieurs unités insurgées participèrent au Congrès. Tous ils trouvèrent que le Conseil Révolutionnaire Militaire de la Région de Goulaï-Polé était nécessaire ; ils complétèrent même son Comité exécutif et chargèrent ce dernier de réaliser dans la région une mobilisation volontaire et égalitaire.

Ce Congrès fut joliment étonné de recevoir le télégramme du " camarade " Dybenko déclarant le Congrès " contre-révolutionnaire " alors que cette région avait la première levé l'étendard de l'insurrection. C'est pourquoi le Congrès vota une vive protestation contre ce télégramme.

Tels sont les faits qui devraient vous ouvrir les yeux, " camarade " Dybenko.

Réfléchissez !

Avez-vous le droit - vous tout seul - de déclarer " contre-révolutionnaire " une population d'un million de travailleurs, population qui elle-même, avec ses mains calleuses, jeta bas les chaînes de l'esclavage et qui maintenant est en train de construire elle-même sa vie selon sa propre volonté ?

Non ! Si vous êtes vraiment un révolutionnaire, vous devez lui venir en aide dans sa lutte contre les oppresseurs et dans son oeuvre de construction d'une vie nouvelle libre.

Peut-il exister des lois faites par quelques personnes s'intitulant révolutionnaires, leur permettant de mettre hors la loi tout un peuple plus révolutionnaire qu'elles ne le sont elles-mêmes ? Car le Comité exécutif du Conseil représente toute la masse du peuple.

Est-il permis, est-il admissible qu'on vienne établir des lois de violence pour asservir un peuple qui vient de jeter bas tous les législateurs et toutes les lois ?

Existe-t-il une loi selon laquelle un " révolutionnaire " serait en droit d'appliquer les châtiments les plus sévères à la masse révolutionnaire dont il se dit le défenseur, uniquement parce que cette masse a pris, sans en attendre la permission, les biens que ce révolutionnaire lui avait promis : la liberté et l'égalité ?

La masse du peuple révolutionnaire peut-elle se taire lorsque le " révolutionnaire " lui enlève la liberté qu'elle vient de conquérir ?

Les lois de la Révolution ordonnent-elles de fusiller un délégué parce qu'il croit devoir exercer le mandat à lui conféré par la masse révolutionnaire qui l'a élu ?

Un révolutionnaire, quels intérêts doit-il défendre ? Ceux du parti ou ceux du peuple qui, avec son sang, met la révolution en mouvement ?

Le Conseil Révolutionnaire Militaire de la région de Goulaï-Polé se tient en dehors de toute pression, de toute influence des partis ; il ne reconnaît que le peuple qui l'a élu. Son devoir est d'accomplir ce dont le peuple l'a chargé et de ne faire obstacle à aucun parti socialiste de gauche de propager

ses idées. Par conséquent, si un jour l'idée bolcheviste a du succès parmi les travailleurs, le Conseil Révolutionnaire Militaire - cette organisation "manifestement contre-révolutionnaire" - sera forcément remplacé par une autre organisation "plus révolutionnaire" et bolcheviste. Mais en attendant, ne nous empêchez pas, n'essayez pas de nous étouffer.

Si vous continuez, vous, "camarade" Dybenko et vos semblables, à mener la même politique qu'auparavant, si vous la croyez bonne et consciencieuse, alors faites vos sales petites affaires jusqu'au bout.

Mettez hors la loi tous les initiateurs des congrès régionaux convoqués alors que vous et votre parti vous vous teniez à Koursk.

Proclamez contre-révolutionnaire tous ceux qui les premiers hissèrent l'étendard de l'insurrection, de la Révolution Sociale en Ukraine et qui agirent ainsi sans attendre votre permission, sans suivre à la lettre vos programmes.

Mettez aussi hors la loi tous ceux qui envoyèrent leurs délégués aux congrès "contre-révolutionnaires".

Proclamez enfin hors la loi tous les combattants disparus qui, sans votre permission, prirent part au mouvement insurrectionnel pour l'émancipation de tout le peuple travailleur.

Proclamez à tout jamais illégaux et contre-révolutionnaires tous les congrès réunis sans votre permission.

Mais sachez bien que la Vérité finit par vaincre la Force. Le Conseil ne se départira pas, malgré toutes vos menaces, des devoirs dont il fut chargé, parce qu'il n'en a pas le droit et qu'il n'a pas le droit non plus d'usurper le droit du peuple. - *Le Conseil Révolutionnaire Militaire de la région de Goulai-Polé* - Signé : *Tchernoknijny*, président ; *Kogane*, vice-président ; *Kardebète*, secrétaire ; *Koval*, *Pétrenko*, *Dotzenko* et autres membres du Conseil.

Les faits relatés jusqu'ici familiarisent le lecteur définitivement avec l'ambiance, les tendances et les conflits qui distinguent le mouvement ukrainien de 1917-1921. *Les événements ultérieurs ne sont que la suite logique de ceux qui précèdent*. Ils seront compris aisément sans qu'on s'y attarde.

Cela nous permet de réduire dès à présent - et sensiblement - notre narration, évitant les détails, nous bornant à mettre en relief les traits essentiels et le véritable sens de l'épopée.

10.3.6 Préparatifs bolchevistes à une invasion armée de la région libre. - La seconde campagne de Dénikine.

Naturellement, le conflit avec Dybenko ne fut que le prologue du drame qui s'annonçait.

La réponse du Conseil mit les autorités bolchevistes au comble de la colère. Et surtout elle leur prouva qu'il fallait abandonner tout espoir de soumettre la région "pacifiquement" à leur dictature.

Dès lors les bolcheviks envisagèrent *une attaque armée de la région*.

La campagne de presse contre la "Makhnovtchina" redoubla d'intensité. On imputait au mouvement les pires ignominies, les plus abominables crimes. On excitait systématiquement les troupes rouges, la jeunesse communiste et la population soviétique en général contre les "anarcho-bandits" et les "koulaks en émeute". Comme jadis à Moscou - et comme plus tard lors de la révolte de Cronstadt - Trotsky en personne mena une campagne acharnée contre la région libre. Arrivé en Ukraine pour prendre en main l'offensive éventuelle, il dirigea, en attendant, une série d'articles offensifs dont le plus violent parut au n° 51 de son journal *En chemin*, sous le titre : "Makhnovtchina". D'après Trotsky, le mouvement insurrectionnel n'était qu'une révolte camouflée des riches fermiers ("koulaks") cherchant à établir le pouvoir dans la région. Tous les discours des makhnovistes et des anarchistes sur la commune libre des travailleurs n'étaient, d'après Trotsky, qu'une ruse de guerre. En réalité les makhnovistes et les anarchistes aspiraient à établir en Ukraine leur propre "autorité anarchiste" qui reviendrait, en fin de compte, à celle des riches koulaks.

C'est le même Trotsky qui prononcera, un peu plus tard, sa fameuse sentence affirmant qu'il faudra en finir, avant tout, avec la Makhnovtchina. " Il vaut mieux, expliquera-t-il, céder l'Ukraine entière à Dénikine que de permettre une expansion du mouvement makhnoviste. Le mouvement de Dénikine, franchement contre-révolutionnaire, pourra aisément être compromis plus tard par la voie de propagande de classe, tandis que la Makhnovtchina se développe au fond des masses et soulève justement les masses contre nous ". (Cité d'après Archinoff.)

Il tint ces propos dans des réunions de commandants et de chefs militaires. Et il prouva ainsi, d'une part, qu'il se rendait parfaitement compte de l'essence *populaire révolutionnaire* du mouvement makhnoviste, et que, d'autre part, il ne se rendait nullement compte du véritable caractère du mouvement de Dénikine.

En même temps ; les bolcheviks entreprirent une série de reconnaissances et d'investigations à l'intérieur de la région. De hauts fonctionnaires et des militants gradés - Kameneff, Antonoff-Ovséienko et autres - rendirent visite à Makhno et se livrèrent, sous des apparences d'amitié, à des enquêtes, à des critiques, allant parfois jusqu'aux insinuations et même jusqu'aux menaces non déguisées.

Le " putsch " de l'ex-officier tsariste Grigorieff - nous ne nous y attarderons pas quoiqu'il présente un certain intérêt - liquidé par les makhnovistes d'accord avec les bolcheviks, freina pour quelque temps cette campagne. Mais elle ne tarda pas à reprendre dans toute sa vigueur.

En mai 1919, les bolcheviks tentèrent de faire assassiner Makhno. Le complot fut éventé par Makhno lui-même, grâce à sa ruse habituelle et aussi à un heureux hasard. Un autre hasard et la promptitude de ses réactions lui permirent de mettre la main sur les organisateurs du complot. Ils furent exécutés.

Plus d'une fois, d'ailleurs, Makhno fut averti par des camarades employés dans des institutions bolchevistes de ne pas se rendre en cas d'appel ni à Ekaterinoslaw, ni à Kharkov, ni ailleurs, car tout appel officiel serait un piège où la mort l'attendait.

Mais le pire fut que juste au moment où le " danger blanc " devenait immense, Dénikine recevant sans arrêt des forts considérables, précisément dans le secteur makhnoviste, par l'arrivée massive de caucasiens, les bolcheviks cessèrent complètement de ravitailler les insurgés en munitions, en cartouches, etc. Toutes les réclamations, tous les cris d'alarme, toutes les protestations ne servaient à rien. Les bolcheviks étaient fermement décidés d'appliquer le blocus au secteur makhnoviste dans le but de détruire, avant tout, la puissance armée de la région.

Leur dessein était fort simple : laisser écraser les makhnovistes par Dénikine, tout en se préparant à rejeter ce dernier, par la suite, avec leurs propres forces.

Comme on verra, ils se trompèrent cruellement dans leurs calculs. Ils ne se rendaient nullement compte ni de la puissance réelle ni des visées lointaines de Dénikine. Et, cependant, celui-ci levait méthodiquement des contingents importants au Caucase, dans la région du Don et dans celle du Kouban en vue d'une campagne générale contre la Révolution. Rejeté, quelques mois auparavant, vers la mer par les insurgés makhnovistes, Dénikine entreprit, avec d'autant plus d'énergie et de soin, le regroupement, l'armement et la préparation de ses troupes. Et, avant tout, il lui fallait détruire l'armée makhnoviste, car les insurgés de Goulai-Polé constituaient un danger permanent pour son aile gauche.

Les bolcheviks ne savaient rien de tout cela - ou plutôt ils ne voulaient rien savoir - préoccupés surtout de la lutte à soutenir contre la Makhnovtchina.

Fin mai 1919, les préparatifs étant terminés, Dénikine, déclencha sa seconde campagne dont l'ampleur et la vigueur surprirent non seulement les bolcheviks, mais même les makhnovistes.

Ainsi, au début du mois de juin, la région libre et l'Ukraine tout entière furent menacées de deux côtés à la fois : au sud-est, par l'offensive foudroyante de Dénikine ; au nord, par l'attitude hostile des bolcheviks, qui sans le moindre doute laisseraient Dénikine écraser les makhnovistes et même lui faciliteraient la tâche.

10.3.7 Le IVe congrès de la région libre. - L'ordre de Trotsky n° 1824 et la première attaque armée de la région libre par les bolcheviks.

C'est dans ces conditions troubles que le Conseil Révolutionnaire Militaire de Goulai-Polé, vu la gravité de la situation, décida de convoquer un Congrès extraordinaire des paysans, ouvriers, partisans et *soldats rouges*

de *plusieurs régions* des départements d'Ekatérinoslaw, de Kharkov, de Kherson, de la Tauride et du bassin du Donetz.

Ce quatrième Congrès régional - dramatique dans ses préparatifs mêmes - fut convoqué pour le 15 juin. Il devait surtout examiner de près la situation générale et les moyens de parer au danger mortel, suspendu sur le pays aussi bien par la ruée de Dénikine que par l'inaptitude des autorités soviétiques à entreprendre quoi que ce fût pour y faire face.

Le Congrès devait également étudier le problème de la distribution rationnelle des vivres parmi toute la population de la région, et enfin celui de l'auto-administration locale en général.

Voici le texte de l'appel adressé à ce sujet par le Conseil Révolutionnaire Militaire aux travailleurs de l'Ukraine.

Convocation du quatrième Congrès extraordinaire des délégués des paysans, ouvriers et partisans.
(Télégramme n° 416.)

A tous les Comités exécutifs des districts, cantons, communes et villages des départements d'Ekatérinoslaw, de la Tauride et des régions avoisinantes ; à toutes les unités de la première division insurrectionnelle d'Ukraine, dite du Père Makhno, à toutes les troupes de l'Armée Rouge disposées dans la même région. A tous, à tous, à tous.

Dans sa séance du 30 mai, le Comité exécutif du Conseil Révolutionnaire Militaire, après avoir examiné la situation du front, créée par l'offensive des bandes blanches et aussi la situation générale - politique et économique - du Pouvoir soviétique, arriva à la conclusion que seules les masses laborieuses elles-mêmes, et non les personnalités ni les partis, pourraient y trouver une solution. C'est pourquoi le Comité exécutif du Conseil Révolutionnaire Militaire de la région de Gouläi-Polé a décidé de convoquer un Congrès extraordinaire pour le 15 juin, à Gouläi-Polé.

Mode d'élection : 1° les paysans et les ouvriers enverront un délégué par 3.000 travailleurs, 2° les insurgés et les soldats rouges délégueront un représentant par unité de troupes, 3° les états-majors : celui de la division du Père Makhno, deux délégués ; ceux des brigades, un délégué par brigade, 4° les Comités exécutifs des districts enverront un délégué pour chaque fraction politique, 5° les organisations des districts - celles qui reconnaissent le Soviet comme base - enverront un délégué par organisation.

Remarques : a) les élections des délégués des laboureurs auront lieu aux assemblées générales des villages, des cantons, des fabriques et des usines ; b) les réunions particulières des Soviets des Comités de ces diverses unités n'enverront pas de délégués ; c) attendu que le Conseil Révolutionnaire Militaire ne dispose pas des moyens nécessaires, les délégués devront être munis de vivres et d'argent.

Ordre du jour : a) compte rendu du Comité exécutif du Conseil Révolutionnaire Militaire et comptes rendus des délégués, b) la situation actuelle ; c) le rôle, les tâches et le but du Soviet des Délégués des paysans, ouvriers et soldats rouges de la région de Gouläi-Polé ; d) réorganisation du Conseil Révolutionnaire Militaire de la région ; e) organisation militaire de la région, f) le problème du ravitaillement ; g) le problème agraire h) questions financières ; i) union des paysans laboureurs et des ouvriers ; j) sécurité publique ; k) exercice de la justice dans la région ; l) affaires courantes. - *Le Comité Exécutif du Conseil Révolutionnaire Militaire.*

Fait à Gouläi-Polé, le 31 mai 1919.

Aussitôt cet appel lancé, les bolcheviks se décidèrent à attaquer la région de Gouläi-Polé.

Pendant que les troupes des insurgés marchaient à la mort, résistant à l'assaut furieux des cosaques de Dénikine, les régiments bolchevistes envahirent la région insurgée du côté nord, frappant les " makhnovistes " dans le dos.

Faisant irruption dans les villages, les bolcheviks saisissaient les militants et les exécutaient sur place ; ils détruisaient les communes libres et les autres organisations locales.

Ce fut Trotsky en personne qui ordonna l'attaque. Pouvait-il souffrir qu'à deux pas de " son Etat " subsistât une région indépendante ? Pouvait-il réprimer sa colère et sa haine lorsqu'il entendait le franc langage d'une

population qui vivait librement et qui, dans ses journaux, parlait de lui sans crainte ni respect, comme d'un simple fonctionnaire d'Etat : de lui, le grand Trotsky, le " surhomme " comme l'appellent encore aujourd'hui ses acolytes en France et ailleurs ?

Cet homme borné, mais démesurément orgueilleux et méchant, ce bon polémiste et orateur, devenu - grâce à l'égarement de la Révolution - dictateur militaire " infailible " d'un immense pays, ce " demi-dieu " pouvait-il tolérer le voisinage d'un peuple libre, influencé et aidé par des " anarchistes-bandits " qu'il considérait et traitait comme ses ennemis personnels ?

D'ailleurs, tout " homme d'Etat ", tout " pontife " socialiste, même moins prétentieux et haineux, aurait agi comme lui. N'oublions pas qu'il oeuvrait en parfait accord avec *Lénine* .

Un orgueil sans bornes et une rage écumante se laissent deviner à chaque ligne des nombreux ordres qu'il lança contre la " Makhnovtchina " .

Voici, tout d'abord, son fameux *Ordre* n° 1824 qu'il rédigea en réponse à l'appel du Conseil Révolutionnaire Militaire de Goulai-Polé :

Ordre n° 1824 du Conseil Révolutionnaire Militaire de la République

Kharkov, le 4 juin 1919.

A tous les Commissaires militaires. A tous les Comités Exécutifs des districts d'Alexandrovsk, de Marioupol, de Berdiansk, de Bakhmout, de Pavlograd et de Kherson.

Le Comité Exécutif de Goulai-Polé, de concert avec l'état-major de la brigade de Makhno, essaie de convoquer pour le 15 de ce mois un Congrès des Soviets et des insurgés des districts d'Alexandrovsk, de Marioupol, de Bakhmout, de Berdiansk, de Mélitopol et de Pavlograd. Ce Congrès se dresse carrément contre le Pouvoir des Soviets en Ukraine et contre l'organisation du front sud où opère la brigade de Makhno.

Ce Congrès ne pourrait aboutir à un résultat autre que celui de susciter quelque nouvelle révolte infâme du genre de celle de Grigorieff et de livrer le front aux blancs devant lesquels la brigade de Makhno ne fait que reculer sans cesse, par la faute de l'incapacité, des desseins criminels et de la trahison de ses chefs.

1. Par le présent ordre ce Congrès est interdit. En aucun cas il ne devra avoir lieu.
2. Toute la population paysanne et ouvrière sera prévenue oralement et par écrit que la participation audit Congrès sera considéré comme un acte de haute trahison vis-à-vis de la République des Soviets et du front.
3. Tous les délégués audit Congrès devront être mis incontinent en état d'arrestation et traduits devant le Tribunal révolutionnaire militaire de la 14e (anciennement 2e) armée d'Ukraine.
4. Les personnes qui répandront les appels de Makhno et du Comité Exécutif de Goulai-Polé, devront être arrêtées également.
5. Le présent ordre aura force de loi dès qu'il sera télégraphié. Il devra être largement diffusé, affiché dans tous les endroits publics et remis aux représentants des Comités exécutifs des cantons et des villages ainsi qu'à tous les représentants des autorités soviétiques, aux commandants et aux commissaires des unités militaires. - Signé : *Trotsky*, Président du Conseil Révolutionnaire Militaire de la République, *Vatzétis*, Commandant en chef; *Aratoff*, membre du Conseil Révolutionnaire Militaire de la République; *Kochkareff*, Commissaire militaire de la région le Kharkov.

" Ce document est vraiment classique, dit Archinoff. Quiconque étudie la révolution russe doit l'apprendre par coeur. Il représente une usurpation tellement criante des droits des travailleurs qu'il est inutile d'insister davantage à ce sujet " .

" *Peut-il exister des lois faites par quelques personnes s'intitulant révolutionnaires, leur permettant de mettre hors loi tout un peuple plus révolutionnaire qu'elles ne le sont elles-mêmes ?* " Telle fut une des questions posées par les paysans révolutionnaires, deux mois auparavant, dans leur fameuse réponse à Dybenko.

L'article 2 de l'ordre de Trotsky répond nettement que de telles lois peuvent exister et que l'ordre n° 1824 en est la preuve.

” *Existe-t-il une loi* , demandèrent les révolutionnaires de Goulai-Polé dans le même document, *selon laquelle un révolutionnaire serait en droit d'appliquer les châtiments les plus sévères à la masse révolutionnaire dont il se dit défenseur, uniquement parce que cette masse a pris, sans en attendre la permission, les biens que ce révolutionnaire lui avait promis : la liberté et l'égalité ?* ”

Le même article 2 y répond affirmativement : la population paysanne et ouvrière tout entière y est déclarée d'avance coupable de haute trahison si elle ose participer à son propre Congrès libre.

” *Les lois de la Révolution ordonnent-elles de fusiller un délégué parce qu'il croit devoir exercer le mandat à lui conféré par la masse révolutionnaire qui l'a élu ?* ”

L'ordre de Trotsky (art. 3 et 4) déclare que non seulement les délégués en exercice de leur mandat, mais même ceux qui n'ont pas encore commencé à l'exercer, doivent être arrêtés et mis à mort. Soulignons que ” traduire devant le tribunal révolutionnaire militaire ” signifiait ” fusiller ”. Et c'est ainsi que plusieurs jeunes paysans révolutionnaires : Kostine, Polounine, Dobroluboff et autres, furent traduits devant le tribunal de l'armée et fusillés, sous l'inculpation d'avoir *discuté* l'appel du Conseil Révolutionnaire Militaire de Goulai-Polé.

On dirait qu'en posant leurs questions à Dybenko, les insurgés avaient prévu l'ordre n° 1824 de Trotsky. De toutes façons, ils firent preuve d'une belle perspicacité.

Naturellement Trotsky considéra Makhno comme personnellement responsable de tout ce qui se passait à Goulai-Polé.

Il ne se donna même pas la peine de comprendre que le Congrès n'était convoqué ni par ” l'état-major de la brigade de Makhno ” ni par le ” Comité Exécutif de Goulai-Polé ”, mais par un organe parfaitement indépendant de deux : le Conseil Révolutionnaire Militaire de la région.

Fait significatif : dans son ordre n° 1824 Trotsky insinue déjà la ” trahison ” des chefs makhnovistes qui, dit-il ” reculent sans cesse devant les blancs ”. Il se oublie ” d'ajouter que lui-même, Trotsky, ordonna de ne plus fournir des munitions à la ” brigade de Makhno ” *à la veille même de l'avance de Dénikine.*

Ce fut une ” tactique ”. Ce fut aussi un signal. A quelques jours de là, lui, Trotsky, et toute la presse communiste renchéiront sur la prétendue ” ouverture du front ” aux troupes de Dénikine. Et l'ordre n° 1824 sera suivi par de nombreux autres où Trotsky engagera l'armée et les autorités rouges à détruire la ” Makhnovtchina ” par tous les moyens et dans ses sources mêmes. De plus, il donnera des ordres secrets de s'emparer à tout prix de Makhno, des membres de l'état-major et même des paisibles militants qui n'exerçaient dans le mouvement qu'une activité purement éducative. La consigne sera de les traduire tous en conseil de guerre et de les exécuter.

Pourtant, Trotsky savait que le front contre Dénikine avait été formé uniquement grâce aux efforts et aux sacrifices des paysans insurgés eux-mêmes. Ce front surgit au moment particulièrement émouvant de leur révolte : au moment où la région était libérée de toute espèce d'autorité. Il fut installé au sud-est, en sentinelle vaillante de la liberté conquise. Durant plus de six mois, les insurgés révolutionnaires opposèrent une barrière infranchissable au courant le plus vigoureux de la contre-révolution monarchiste. Ils y sacrifièrent plusieurs milliers des leurs. Ils mirent à la disposition de la cause toutes les ressources de leur région et se préparèrent à défendre leur liberté à outrance.

Oui, Trotsky savait tout cela. Mais il lui fallait une justification formelle de sa campagne contre le peuple révolutionnaire de l'Ukraine. Et c'est avec un cynisme monstrueux, avec une insolence et une hypocrisie inimaginables qu'il laissa s'enrouler ce front, le privant d'armes et de munitions, lui enlevant tout moyen d'organisation, pour pouvoir accuser les insurgés d'avoir trahi la révolution et offert la route aux troupes de Dénikine.

(Plus tard en Espagne (1936-1939), les ” communistes ” emploieront la même ” tactique ” et auront recours aux mêmes procédés. Un cas m'est connu dans tous ses détails. Sous Teruel une brigade ” communiste ” assurait le front contre Franco, à côté d'une brigade anarchiste de 1.500 hommes environ. Afin de permettre l'anéantissement de celle-ci les ” communistes ” se replièrent volontairement et secrètement au cours d'une nuit. Le lendemain matin, les fascistes se ruèrent dans la brèche et encerclèrent la brigade anarchiste. Sur les 1.500 hommes, 500 seulement purent s'échapper, se frayant un passage à la grenade et au revolver. Les 1.000 autres combattants

furent massacrés. Dès le lendemain les " communistes " accusèrent les anarchistes d'avoir trahi et d'avoir ouvert le front à Franco.)

Le quatrième Congrès régional projeté pour le 15 juin ne put avoir lieu. Bien avant cette date, les bolcheviks et les dénikiens s'agitaient déjà dans la région.

Les bolcheviks, agissant sur place ou faisant irruption dans les localités avoisinantes, se mirent à exécuter partout les ordres de Trotsky. A Alexandrovsk, par exemple, toutes les réunions ouvrières, projetées dans le but d'examiner l'appel du Conseil et l'ordre du jour du Congrès, furent interdites *sous peine de mort*. Celles qui furent organisées dans l'ignorance de l'ordre, furent dispersées par la force armée. Dans d'autres villes et bourgades les bolcheviks se comportèrent de la même façon. Quant aux paysans dans les villages, on les traita avec encore moins d'égards : en maints endroits, des militants et même des paysans " suspects " d'une activité en faveur des insurgés et du Congrès furent saisis et exécutés après un semblant de jugement. De nombreux paysans porteurs de l'appel furent arrêtés, " jugés " et fusillés, avant même qu'ils fussent mis au courant de l'ordre n° 1824.

Ni l'état-major makhnoviste ni Makhno lui-même ne reçurent aucune communication de cet ordre : on voulut éviter de les alarmer trop vite, dans l'espoir de réussir un bon coup de filet à l'improviste. C'est incidemment que l'état-major et Makhno prirent connaissance de cet ordre, trois jours après sa publication.

Makhno y réagit sur-le-champ : il envoya aux autorités bolchevistes un télégramme par lequel il déclarait vouloir quitter son poste de commandement à la suite de la situation créée.

On ne lui répondit pas.

10.3.8 Les bolcheviks ouvrent le front à Dénikine pour lui permettre d'envahir la région libre. - La ruée des Dénikiens contre la région. - La mesure extraordinaire prise par Makhno pour sauver la situation.

Nous sommes arrivés ici au premier tournant exceptionnellement dramatique de l'épopée makhnoviste, tournant qui soumit à une rude épreuve Makhno lui-même, et les commandants des diverses unités de son armée, et l'ensemble des insurgés, de même que toute la population de la région libre.

Si ce premier acte du drame se termina à l'honneur des uns et des autres, ce fut surtout grâce à des qualités exceptionnelles, à une vaillance sublime et à une auto-discipline remarquable de tous ceux qui y participèrent.

Quelques jours avant la publication de l'ordre n° 1824 de Trotsky, Makhno constata que les bolcheviks avaient dégarni le front dans le secteur de Grichino et qu'ils offraient ainsi aux troupes de Dénikine l'accès libre de la région de Gouläi-Polé par le flanc du nord-est. Il en avisa aussitôt l'état-major et le conseil.

En effet, les hordes des cosaques firent irruption dans la région, *non pas du côté du front insurrectionnel, mais à sa gauche, là où étaient disposées les troupes rouges.*

La situation devenait tragique.

L'armée makhnoviste, qui tenait le front sur la ligne Marioupol-Koutéinikovo-Taganrog, se vit tournée par les troupes de Dénikine qui, en masses énormes, envahirent le coeur même de la région.

Les paysans de toute cette contrée eurent beau envoyer à Gouläi-Polé dès le mois d'avril, des volontaires en grande quantité : on *n'avait pas de quoi les armer*, on manquait d'armes et de munitions. Comme nous l'avons vu, les bolcheviks, à l'encontre de l'accord conclu et de leurs engagements, coupèrent aux insurgés tout ravitaillement et sabotèrent la défense de la région. La rage au coeur, l'état-major makhnoviste se vit obligé de renvoyer les volontaires.

La ruée des dénikiens en fut la conséquence fatale.

En une seule journée les paysans de Gouläi-Polé formèrent un régiment pour tâcher de sauver leur village. Ils s'armèrent de haches, de piques, de vieilles carabines, de fusils de chasse. Ils se portèrent au-devant des blancs, cherchant à arrêter leur élan. A une quinzaine de kilomètres de Gouläi-Polé, près du village Sviatodoukhovka, ils se heurtèrent à d'importantes forces de cosaques du Don et du Kouban. Les Gouläipoliens engagèrent avec eux une lutte acharnée, héroïque et meurtrière où ils succombèrent presque tous, avec leur commandant B. Vérétnikoff, ouvrier des usines Poutiloff à Pétrograd, originaire de Gouläi-Polé. Alors une véritable avalanche de cosaques déferla sur Gouläi-

Polé et l'occupa le 6 juin 1919. Makhno, avec son état-major et un détachement, n'ayant qu'une seule batterie, recula jusqu'à la gare, située environ à sept kilomètres du village ; mais, dans la soirée, il fut contraint d'abandonner la gare également. Ayant, pendant la nuit, regroupé toutes les forces dont il pouvait encore disposer, Makhno déclencha, le lendemain matin, une vigoureuse contre-attaque et parvint à déloger l'ennemi de Goulai-Polé. Mais il ne resta maître de la ville que peu de temps : des réserves dénikiennes, venues à la rescousse, l'obligèrent à l'abandonner définitivement. - (P. Archinoff, *op. cit.* , pp. 203-204.)

Cependant, les bolcheviks, bien qu'ayant ainsi ouvert le front aux blancs et donné confidentiellement des ordres dirigés contre les makhnovistes, continuèrent à feindre une amitié vis-à-vis des insurgés, comme si rien n'était changé dans la situation. Ce fut une manoeuvre pour s'emparer des guides du mouvement, et surtout de Makhno.

Le 7 juin - deux jours après l'envoi aux autorités locales du télégramme contenant l'ordre n° 1824 - le commandement suprême bolcheviste envoya à Makhno un train blindé, lui recommandant de résister " jusqu'à la dernière extrémité " et lui promettant d'autres renforts.

En effet, deux jours après, quelques détachements de l'armée rouge arrivèrent en gare de Gaïtchour, du côté de Tchaplino, à une vingtaine de kilomètres de Goulai-Polé.

Le commandant en chef, Vorochiloff (le futur Commissaire du Peuple à la guerre), le Commissaire aux armées Mejlaouk et d'autres hauts fonctionnaires communistes arrivèrent avec les détachements.

Un contact étroit fut établi, en apparence, entre le commandement rouge et celui des insurgés. Une sorte d'état-major commun fut créé. Mejlaouk et Vorochiloff invitèrent Makhno à s'installer dans leur train blindé, soi-disant pour diriger les opérations de concert.

Tout cela n'était qu'une cynique comédie. *A la même heure, Vorochiloff avait en poche un ordre signé de Trotsky, lui prescrivant de s'emparer de Makhno et de tous les autres chefs responsables de la Makhnovtchina, de désarmer les troupes des insurgés et de fusiller sans quartier tous ceux qui tenteraient la moindre résistance.*

Vorochiloff n'attendait que le moment propice pour exécuter cet ordre.

Par des amis fidèles, Makhno fut averti à temps du danger qu'il courait personnellement et qui menaçait toute son armée et toute l'oeuvre révolutionnaire. Sa situation devenait de plus en plus difficile. D'une part, il voulait éviter à tout prix les événements sanglants qui, fatalement, allaient se dérouler devant l'ennemi. Mais, d'autre part, il ne pouvait pas sacrifier, sans lutte, ses camarades, sa force armée, sa cause tout entière.

Il chercha une solution satisfaisante. Il la trouva.

Tout pesé, il prit définitivement deux divisions capitales :

1. Il résolut d'abandonner - *momentanément* - le poste de commandant de l'Armée Insurrectionnelle ;
2. Il décida d'inviter toutes les unités de son armée à rester sur place et à accepter - *momentanément* - le commandement rouge en attendant le moment propice pour reprendre la lutte émancipatrice.

Deux jours après, il exécuta cette double manoeuvre à la lettre, avec une finesse, un sang-froid et une habileté extraordinaires.

Sans bruit, il quitta Vorochiloff et Mejlaouk.

Il déclara à son état-major que, pour l'instant, son travail dans les rangs en qualité de simple combattant était plus utile.

Et il envoya au commandement supérieur soviétique la déclaration que voici :

Etat-major de la quatorzième armée, Vorochiloff. - Trotsky, Président du Conseil Révolutionnaire Militaire, Kharkov. - Lénine, Kaméneff, Moscou.

A la suite de l'ordre n° 1824 du Conseil Révolutionnaire Militaire de la République, j'ai envoyé à l'état-major de la 2e armée et à Trotsky un télégramme demandant de me libérer du poste que j'occupe actuellement. Je répète ma demande. Voici les raisons dont je crois devoir l'appuyer. Bien que j'aie fait la guerre, avec les insurgés, aux bandes blanches de Dénikine, ne prêchant au peuple

que l'amour de la liberté et de l'action libre, toute la presse soviétique officielle ainsi que celle du parti communiste-bolcheviste répandent sur mon compte des bruits indignes d'un révolutionnaire. On veut me faire passer pour un bandit, un complice de Grigorieff, un conspirateur contre la République des Soviets, dans le but de rétablir l'ordre capitaliste. Ainsi, dans un article intitulé " La Makhnovtchina " (Journal *En chemin*, n° 51), Trotsky pose la question : " Contre qui les insurgés makhnovistes se soulèvent-ils ? " Et, tout le long de son article, il s'occupe de démontrer que la Makhnovtchina n'est autre chose qu'un front de bataille contre le Pouvoir des Soviets. Il ne dit pas un mot du front réel contre les blancs, d'une étendue de plus de 100 kilomètres, où les insurgés subissent depuis six mois des pertes énormes.

L'ordre n° 1824 me déclare " conspirateur contre la République des Soviets " et " organisateur d'une rébellion à la manière de Grigorieff ".

Je considère comme un droit inviolable des ouvriers et des paysans - droit conquis par la Révolution - de convoquer eux-mêmes des Congrès pour y discuter de leurs affaires. C'est pourquoi, la défense par l'autorité centrale de convoquer de tels Congrès et la déclaration les proclamant illégaux (l'ordre n° 1824) représentent une violation directe et insolente des droits des masses laborieuses.

Je comprends parfaitement l'attitude des autorités centrales à mon égard. Je suis absolument convaincu que ces autorités considèrent le mouvement insurrectionnel comme incompatible avec leur activité étatiste. Elles croient en même temps que ce mouvement est étroitement lié à ma personne et elles m'honorent de tout le ressentiment et de toute la haine qu'elles éprouvent pour le mouvement insurrectionnel dans son entier. Rien ne saurait le démontrer mieux que l'article susmentionné de Trotsky où, tout en accumulant à bon escient des mensonges et des calomnies, il témoigne d'une animosité personnelle contre moi.

Cette attitude hostile - et qui devient actuellement agressive - des autorités centrales vis-à-vis du mouvement insurrectionnel mène inéluctablement à la création d'un front intérieur particulier, des deux côtés duquel se trouveront les masses laborieuses qui ont foi en la Révolution.

Je considère cette éventualité comme un crime immense, impardonnable, à l'égard du peuple travailleur, et je crois de mon devoir de faire tout ce que je peux pour l'éviter.

Le moyen le plus efficace d'éviter que les autorités centrales commettent ce crime est, à mon avis, tout indiqué : *il faut que je quitte le poste que j'occupe*. Je suppose que, ceci fait, les autorités centrales cesseront de me soupçonner - moi et les insurgés révolutionnaires - de tremper dans des conspirations antisoviétiques et qu'elles finiront par considérer l'insurrection en Ukraine comme un phénomène important, comme une manifestation vivante et agissante de la Révolution Sociale des masses, et non pas comme un mouvement hostile avec lequel on n'eut, jusqu'à présent, que des rapports de méfiance et de ruse allant jusqu'à un indigne marchandage de chaque parcelle de munitions et parfois même jusqu'au sabotage du ravitaillement, ce qui a causé aux insurgés des pertes innombrables en hommes et en territoire gagné à la Révolution : choses qui eussent pu être évitées facilement si les autorités centrales avaient adopté une autre attitude.

Je demande qu'on vienne prendre possession de mon poste.

Station de Gaïtchour, le 9 juin 1919. - Signé : Batko Makhno.

Entre temps, les unités insurgées qui se trouvaient au-delà de Marioupol durent reculer jusqu'à Pologui et Alexandrovsk.

Au reçu de la déclaration de Makhno, les bolcheviks, le supposant toujours à Gaïtchour, y dépêchèrent des hommes chargés, non pas de prendre possession de son poste, mais de le saisir. Au même moment, ils s'emparèrent traîtreusement du chef de l'état-major de l'armée insurrectionnelle Oséroff, des membres de l'état-major : Mikhaleff-Pavlenko et Bourbyga, et de plusieurs membres du Conseil Révolutionnaire Militaire. Tous ces hommes furent mis à mort sur-le-champ. Ce fut le signal de nombreuses autres exécutions de makhnovistes tombés ça et là entre les mains des bolcheviks.

Mais Makhno lui-même leur échappa.

S'étant adroitement dégagé des tentacules dont les bolcheviks l'enveloppaient à Gaïtchour, leur glissant entre les doigts, Makhno, parti à bride abattue, arriva d'une façon inattendue chez ses troupes, à Alexandrovsk. Il savait, en effet, par l'intermédiaire des mêmes amis, que les bolcheviks tout en le croyant à Gaïtchour, désignèrent son remplaçant, précisément à Alexandrovsk.

Là, sans perdre un instant, il remit officiellement les affaires de sa division et son commandement à ce nouveau chef qui, venant d'être nommé, n'avait encore reçu aucun ordre concernant Makhno personnellement. " Il tint à le faire, constate Archinoff, désirant quitter ouvertement et honnêtement son poste afin que les bolcheviks n'eussent aucun prétexte de l'accuser de quoi que ce fut concernant les affaires de la division qu'il commandait. Il s'agissait de jouer serré. Forcé d'accepter ce jeu, Makhno s'en tira tout à son honneur. "

Puis, il exécuta son dernier tour de force.

Il adressa à l'Armée Insurrectionnelle une proclamation circonstanciée. Il y expliquait la nouvelle situation. Il y déclarait devoir quitter *pour le moment* son poste de commandement et engageait les insurgés à combattre avec la même énergie contre les troupes de Dénikine, sans se laisser troubler par le fait que, pendant quelque temps, ils se trouveraient sous le commandement des états-majors bolchevistes.

Les insurgés comprirent.

Presque toutes leurs unités demeurèrent sur place, déclarèrent reconnaître le commandement rouge et acceptèrent leur incorporation dans l'armée bolcheviste.

Les bolcheviks crurent triompher.

Mais ce qu'ils ne surent pas, c'est qu'en même temps - d'accord avec Makhno - plusieurs des commandants les plus dévoués des régiments d'insurgés se concertèrent clandestinement et prirent l'engagement solennel d'attendre le moment propice pour se réunir à nouveau sous les ordres de Makhno, à condition que cet acte ne mette pas en danger le front extérieur.

Rien de cette décision ne perça au dehors.

Ceci fait, Makhno disparut, accompagné d'un petit détachement de cavalerie.

Les régiments des insurgés, transformés en régiments rouges et demeurés sous les ordres de leurs chefs habituels - Kalachnikoff, Kourilenko, Boudanoff, Klein, Dermendji et autres - continuèrent à tenir tête aux troupes de Dénikine, les empêchant de gagner Alexandrovsk et Ekaterinoslaw.

10.3.9 L'avance foudroyante de Dénikine. - Les bolcheviks abandonnent la lutte en Ukraine. - Makhno reprend l'action à ses risques.

Comme nous l'avons dit, les sommités bolchevistes ne se rendaient pas compte des véritables proportions de l'entreprise dénikinienne.

Quelques jours à peine avant la chute d'Ekaterinoslaw et de Kharkov, Trotsky déclarait que Dénikine ne présentait pas une menace sérieuse et que l'Ukraine n'était nullement en danger. Il dut changer d'avis dès le lendemain, reconnaissant cette fois que Kharkov se trouvait fortement menacé.

Il était temps : Ekaterinoslaw succomba fin juin. Kharkov tomba entre les mains de Dénikine quinze jours après.

Les autorités bolchevistes ne songèrent ni à reprendre l'offensive ni même à organiser la défense : elles s'employèrent uniquement à évacuer l'Ukraine. Presque toutes les troupes rouges furent utilisées à cet effet : elles se retiraient vers le nord, emmenant avec elles le plus d'hommes et de matériel roulant possible. Manifestement, les bolcheviks abandonnaient l'Ukraine à son sort : ils la livraient tout entière à la réaction.

C'est alors que Makhno jugea le moment opportun pour reprendre entre ses mains l'initiative de la lutte et agir, à nouveau, comme guide d'une force révolutionnaire indépendante. Mais, cette fois, il se vit obligé d'agir et contre Dénikine et contre les bolcheviks.

Les détachements insurgés, restés provisoirement sous le commandement bolcheviste, reçurent le mot d'ordre patiemment attendu : destituer leurs supérieurs bolchevistes, abandonner l'Armée Rouge et venir se regrouper sous les ordres de Makhno.

Ici commence le second acte du grand drame populaire ukrainien. Il se prolongera jusqu'au mois de janvier 1920.

Essayons d'en donner un bref aperçu.

10.3.10 La réorganisation de l'Armée insurrectionnelle. - L'offensive décisive de Dénikine. - Les tentatives d'arrêter son avance. - L'Armée insurrectionnelle devient imposante.

Avant même que les régiments makhnovistes aient pu exécuter l'ordre reçu et rejoindre leur guide, une nouvelle Armée insurrectionnelle se forma sous le commandement de celui-ci.

La nouvelle situation rappelait étrangement celle qui avait suivi l'invasion austro-allemande.

L'attitude des dénikinien et de leurs maîtres - anciens propriétaires revenus avec l'armée - à l'égard de la population laborieuse fut, nous l'avons dit, insolente et brutale à l'extrême. A peine réinstallés, tous ces messieurs s'employèrent à restaurer le régime absolutiste et féodal. Des représailles terribles, une terreur " blanche " impitoyable s'abattirent sur les villages et les villes de l'Ukraine.

La riposte ne se fit pas attendre.

En grand nombre, les paysans surtout, fuyant la réaction, se mirent en quête de Makhno. Tout naturellement, ils le considéraient comme l'homme capable de reprendre la lutte contre les nouveaux oppresseurs.

En moins de quinze jours, une nouvelle armée se forma sous sa direction. Les armes dont elle pouvait disposer étaient bien insuffisantes. Mais, à ce moment-là, commencèrent à arriver les régiments " de base " qui, sur le mot d'ordre de ralliement venaient de quitter l'Armée Rouge. Ils arrivaient, l'un après l'autre, non seulement pleins de forces, d'élan et d'ardeur combative, mais aussi bien approvisionnés en armes et en munitions. Car, en quittant l'Armée Rouge, ils emportèrent avec eux tout l'armement dont ils purent se charger. Le commandement bolcheviste, pris au dépourvu, en pleine retraite, et craignant des revirements parmi ses propres troupes, ne put s'opposer à cette audacieuse action.

Notons qu'à ce moment déjà, quelques régiments rouges firent cause commune avec les makhnovistes et grossirent utilement les rangs de l'Armée insurrectionnelle.

Avec ces nouvelles troupes, Makhno s'employa, tout d'abord, à retenir les divisions de Dénikine. Il reculait pas à pas, cherchant à s'orienter dans la nouvelle ambiance et à profiter de la première occasion favorable pour tenter de reprendre l'offensive.

Mais les dénikinien veillaient. Ils n'avaient pas oublié les soucis, les pertes et les défaites que les makhnovistes leur avaient causés au cours de l'hiver précédent. Le commandement dénikinien consacra tout un corps d'armée - plusieurs régiments de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie - à les combattre.

Tout en se repliant lentement devant les forces supérieures de l'adversaire, l'Armée insurrectionnelle prit peu à peu un aspect très spécial qu'il convient de mettre en relief.

Irrité par la résurrection et la résistance opiniâtre des makhnovistes - résistance qui gênait et retardait fâcheusement son avance - Dénikine faisait la guerre non seulement à l'armée de Makhno comme telle, mais à toute la population paysanne : en plus des brimades et des violences habituelles les villages qu'il parvenait à occuper étaient mis à feu et à sang ; la plupart des habitations paysannes étaient pillées, et ensuite détruites. Des centaines de paysans furent fusillés. Les femmes furent malmenées, et quant aux femmes juives, assez nombreuses dans les villages ukrainiens, presque toutes - notamment à Goulai-Polé - furent violées.

Ce genre de " guerre " obligeait les habitants des villages menacés par l'approche des dénikinien à abandonner leurs foyers et à " prendre le large ".

Finalement, l'armée makhnoviste fut rejointe et suivie dans sa retraite par des milliers de familles paysannes qui fuyaient leurs villages, emmenant avec eux leur bétail et leurs hardes.

Ce fut une véritable migration des paysans. Une masse énorme d'hommes, de femmes et d'enfants, entourant et suivant l'armée dans sa lente retraite vers l'ouest, s'étendit peu à peu sur *des centaines de kilomètres.*

Arrivé à l'armée de Makhno au début de sa fabuleuse retraite, je pus voir ce pittoresque " royaume sur roues ", comme on le baptisa plus tard. Je le suivis dans son fantastique mouvement.

L'été de l'année 1919 fut d'une sécheresse exceptionnelle en Ukraine. Par les routes poussiéreuses et par les champs avoisinants, cette mer humaine se mouvait lentement, pêle-mêle avec du bétail (des milliers de boeufs,

notamment), avec des voitures de toutes sortes, avec les services de ravitaillement, de l'intendance et de santé. En somme, toute cette masse formait le train des équipages de l'armée.

L'armée proprement dite ne se mêlait pas à ce royaume mouvant. Elle tenait strictement la route, sauf les unités qui partaient au combat pour couvrir et protéger le gros des forces ; la cavalerie, notamment, restait presque constamment au loin, à se battre.

L'infanterie, quand il n'y avait pas combat, ouvrait la marche de l'armée. Elle se déplaçait sur des " tatchanki ". Chaque " tatchanka ", attelée de deux ; chevaux, portait le cocher, assis sur le siège de devant, et deux combattants à l'arrière. Dans certaines sections, une mitrailleuse était installée sur le siège entre ceux-ci. L'artillerie fermait la marche.

Un grand drapeau noir flottait sur la première voiture. " La Liberté ou la Mort ", " La terre aux paysans, les usines aux ouvriers ", lisait-on sur les deux côtés du drapeau. Ces formules étaient brodées en lettres d'argent.

En dépit des circonstances, des dangers et des combats presque quotidiens, tout ce peuple était plein d'entrain et de courage. Chacun avait sa part dans les divers services de l'armée. Chacun prenait à coeur le sort de tous, et tous avaient soin de chacun. De temps à autre, des chants populaires ou révolutionnaires retentissaient ça et là, repris aussitôt par des milliers de voix.

Arrivée dans un village, toute cette masse y campait jusqu'au moment où l'ordre venait de reprendre la route. Alors, sans tarder, tout se remettait en marche, toujours vers l'ouest, toujours aux échos des combats qui se livraient autour de ce " royaume roulant ".

Au cours de cette retraite qui, comme le lecteur le verra tout à l'heure, dura près de quatre mois, des milliers de ces fuyards, quittant l'armée, partaient à l'aventure et se dispersaient à travers toute l'Ukraine. La plupart d'entre eux perdirent à tout jamais leurs habitations et leurs biens. Certains parvinrent à former un nouveau foyer. Mais beaucoup y laissèrent leur vie, fauchés par l'épuisement, par les maladies, ou tombés entre les mains des blancs.

Tout d'abord, l'armée des insurgés essaya de se retrancher sur le Dniéper, près de la ville d'Alexandrovsk. Pendant quelque temps elle conserva la maîtrise du fameux pont de Kitchkass (un des plus importants en Russie), jeté sur le Dniéper, d'une grande valeur stratégique. Mais, débordée bientôt par les forces très supérieures de l'ennemi, elle dut l'abandonner et se replier, d'abord vers Dolinskaïa, ensuite vers la ville d'Elisabethgrad.

Entre temps, le peu de troupes rouges, restées ça et là en Ukraine et surtout en Crimée, complètement démoralisées par l'attitude du commandement bolcheviste, perdit toute importance militaire. Les soldats considéraient la fuite des autorités bolchevistes hors de l'Ukraine comme une défection à la cause révolutionnaire. Plusieurs chefs manifestaient leur méfiance vis-à-vis du haut commandement. A peu près abandonnées par les autorités, ces troupes se morfondaient dans l'inactivité, dans le doute, dans l'angoisse. Pour ces hommes, Makhno restait le seul espoir révolutionnaire du pays. C'est vers lui que se portaient de plus en plus les regards de tous ceux qui aspiraient à défendre sur plane la liberté.

Au mois de Juillet, enfin, presque tous les régiments rouges restés en Crimée se révoltèrent, destituèrent leurs chefs et se mirent en marche pour se joindre aux troupes de Makhno. Cette action fut savamment préparée et réalisée par les commandants makhnovistes déjà nommés. Restés provisoirement dans les rangs de l'Armée Rouge et ayant reçu le mot d'ordre convenu, ils partirent, entraînant avec eux non seulement les détachements d'origine insurrectionnelle, mais aussi la quasi-totalité des troupes bolchevistes.

A marche forcée, emmenant avec eux leurs chefs de la veille, désormais captifs (Kotcherguine, Dybetz et autres), et une grande quantité d'armes et de munitions, ces régiments - nombreux et frais, bien organisés et pleins d'entrain après leur révolte - avançaient vers la station de Pomostchnaïa, à la recherche de Makhno.

Ce fut un coup dur porté aux bolcheviks, car il réduisait presque à néant leurs forces militaires en Ukraine.

La jonction eut lieu, au début d'août, à Dobrovélitchkovka, important village du département de Kherson.

L'armée de Makhno devenait de ce fait imposante. Désormais, il pouvait envisager une action militaire de vaste envergure.

Il lui était même permis d'envisager la victoire.

Aussitôt après la jonction, Makhno, battant jusqu'alors en retraite, s'arrêta. Il fit cette halte surtout pour regrouper ses troupes. Des volontaires accouraient vers lui de tous côtés. Ayant placé des avant-postes tout

autour du district occupé - entre Pomostchnaïa, Elisabethgrad et Voznessensk - il procéda à une réorganisation définitive de son armée.

Elle comprenait maintenant 20.000 combattants environ. Ils furent repartis en quatre brigades d'infanterie et de cavalerie, une division d'artillerie et un régiment de mitrailleurs.

La cavalerie tout entière, commandée par Stchouss, comptait 2.000 à 3.000 sabres. Le régiment de mitrailleurs possédait, à certains moments, jusqu'à 500 mitrailleuses. L'artillerie était suffisante. Une escouade de 150 à 200 cavaliers fut formée en unité spéciale qui devait toujours accompagner Makhno dans ses déplacements, dans ses raids et dans ses diverses entreprises guerrières.

Le regroupement terminé, Makhno déclencha une vigoureuse offensive contre les troupes de Dénikine.

La lutte fut des plus acharnées. A plusieurs reprises l'armée dénikinienne fut rejetée à 50 et même à 80 kilomètres vers l'est. Mais, bientôt, les makhnovistes commencèrent à manquer de munitions. Deux attaques sur trois avaient pour seul but de s'approvisionner. D'autre part, Dénikine lança dans la bataille des réserves fraîches en grand nombre. Il tenait à écraser l'Armée insurrectionnelle à tout prix afin de pouvoir marcher sur Moscou en toute sécurité. Pour comble de malheur, les makhnovistes eurent à faire face, en même temps, à quelques troupes bolchevistes qui, venant d'Odessa et de la Crimée, se frayaient un passage à travers l'Ukraine vers le nord. Elles livraient combat à toutes les forces armées qu'elles rencontraient sur leur chemin. Et, invariablement, elles se heurtaient aux troupes insurrectionnelles.

Finalement, la situation étant devenue intenable, Makhno fut contraint d'abandonner la région Pomostchnaïa-Elisabethgrad-Voznessensk et à reculer vers l'ouest.

Ainsi commença sa fameuse retraite sur un parcours de plus de 600 kilomètres, de la région Bakhmout-Marioupol jusqu'aux confins du département de Kiew : retraite qui dura, en tout, près de deux mois, d'août à fin septembre 1919.

10.3.11 La grande retraite de l'Armée insurrectionnelle (août-septembre 1919). - Son encerclement définitif. - La bataille de Pérégonovka (le 26 septembre 1919). - La victoire des makhnovistes et leur retour offensif foudroyant.

Je regrette de ne pouvoir raconter ici les péripéties de cet épisode dans tous leurs détails. Bornons-nous à l'essentiel.

Le dessein manifeste de Dénikine était d'encercler complètement l'armée makhnoviste et de l'anéantir tout entière.

Il lança contre elle quelques-uns de ses meilleurs régiments dont certains composés uniquement de jeunes officiers qui haïssaient particulièrement " cette racaille de moujiks ". Parmi eux, le premier régiment de Simféropol et le 2e Labinsky se distinguaient surtout par leur bravoure, par leur combativité, par leur énergie farouche.

Des combats acharnés, d'une violence inouïe, avaient lieu presque quotidiennement. A vrai dire ce fut une bataille ininterrompue qui dura deux mois. Elle fut, pour les deux parties aux prises, d'une dureté exceptionnelle.

Me trouvant, pendant toute la retraite, à l'armée de Makhno - cinq camarades, y compris Archinoff et moi, y formions la " Commission de propagande et d'éducation " - je me rappelle cette longue série de jours vécus comme dans un cauchemar interminable.

Ces nuits d'été, qui ne duraient que quelques heures, permettant à peine un bref répit aux hommes et aux montures, s'évanouissaient brusquement, dès les premières lueurs du jour, dans un fracas de mitraille, d'explosions d'obus, de galop de chevaux... C'étaient les dénikinien qui, débouchant de toutes parts, cherchaient, une fois de plus, à fermer sur les insurgés l'étau de fer et de feu.

Tous les jours ils recommençaient leur manoeuvre, serrant les troupes de Makhno toujours de plus près, rétrécissant leur cercle toujours davantage, laissant aux insurgés de moins en moins d'espace disponible.

Tous les jours des combats sauvages, allant jusqu'à des corps à corps atroces, se poursuivaient au devant et sur les flancs de l'armée makhnoviste, ne cessant qu'à la tombée de la nuit. Et toutes les nuits cette armée se voyait obligée de reculer, s'échappant tout juste par une sorte de couloir, de plus en plus étroit, pour ne pas permettre à l'étau dénikinien de se reformer sur elle définitivement. Et au lever du soleil, elle devait, à nouveau, faire face à l'ennemi implacable qui, à nouveau, cherchait à l'encercler.

Les insurgés manquaient de vêtements, de chaussures, parfois aussi de vivres. Par une chaleur torride, sous un ciel de plomb et sous une grêle de balles et d'obus, ils s'éloignaient de plus en plus de leur pays, s'en allant vers une destination et une destinée inconnues.

A la fin du mois d'août, le corps d'armée de Dénikine, qui pesait déjà si lourdement sur Makhno, fut renforcé par de nouvelles troupes venues du côté d'Odessa et de Voznessensk. Dénikine qui, avec le gros de ses forces, marchait déjà sur Orel (non loin de Moscou), refoulant l'Armée Rouge, tenait à se débarrasser des makhnovistes au plus vite. Car, tant qu'ils existaient sur ses arrières, il ne se sentait pas en Sécurité.

La situation empirait de jour en jour. Mais Makhno ne désespérait pas. Pour l'instant, il continuait, imperturbable, ses habiles manœuvres de retraite. Et les combattants, animés par leur idéal, conscients de leur tâche, sachant se battre pour leur propre cause, accomplissaient tous les jours de véritables miracles de courage et de résistance.

Il fut décidé d'abandonner le voisinage des voies ferrées par où la retraite s'effectuait jusqu'alors. On fit sauter les trains blindés enlevés récemment aux dénikiens, dont l'un très puissant : le fameux "Invincible".

La retraite continua par les routes vicinales, de village en village, de plus en plus difficile, haletante, exaspérée. Pas un instant les insurgés ne perdirent courage. Tous, ils gardaient l'espoir intime de triompher de l'ennemi. Tous, ils supportaient vaillamment les rigueurs de la situation. Avec une inébranlable patience, la volonté tendue à l'extrême sous le feu terrible et continu de l'ennemi, ils se serraient autour de leur guide et camarade aimé.

Et quant à lui, debout jour et nuit, interrompant sa folle activité par quelques heures de sommeil à peine, couvert de poussière et de sueur, mais infatigable, parcourant constamment le front, surveillant tout, encourageant les combattants et, souvent, se jetant farouchement lui-même dans la bataille, il ne pensait qu'au moment où, mettant à profit une faute quelconque de l'ennemi, il pourrait lui porter un coup décisif.

Il épiait d'un oeil perçant tous les mouvements, tous les gestes des dénikiens. Il envoyait des patrouilles de reconnaissance, sans cesse, dans toutes les directions. Des rapports précis lui parvenaient toutes les heures. Car il savait trop bien que la moindre erreur de commandement de sa part pouvait être fatale à toute son armée, donc à toute son oeuvre.

Il savait aussi que, plus les troupes de Dénikine s'enfonçaient dans le nord, plus elles devenaient vulnérables à l'arrière, en raison même de l'étendue démesurée du front. Il tenait compte de cette circonstance et il attendait son heure.

Vers la mi-septembre, l'Armée insurrectionnelle atteignit la ville d'Ouman, dans le département de Kiew. Celle-ci se trouvait entre les mains des péthliouriens.

Péthlioura était en état de guerre avec Dénikine. Dans sa marche sur Moscou, ce dernier négligea, pour l'instant, l'ouest de l'Ukraine, comptant s'en emparer facilement après la défaite des bolcheviks.

Quelle serait l'attitude des péthliouriens vis-à-vis des makhnovistes ? Quelle devait être l'attitude de ces derniers vis-à-vis des péthliouriens ? Fallait-il les attaquer ? Faisait-il leur demander le libre passage à travers leur territoire et la ville, sans quoi il était impossible de continuer la retraite ? Fallait-il leur proposer de combattre les dénikiens côte à côte avec les makhnovistes ? Ou, tout simplement, leur proposer une neutralité et en tirer, ensuite, les meilleurs avantages ?

Tout pesé, cette dernière solution paraissait la plus indiquée.

Notons qu'à ce moment-là, l'Armée insurrectionnelle comptait 8.000 blessés environ. Dans les conditions de l'heure, ces hommes restaient privés de tout secours médical. De plus, ils formaient un arrière-train énorme, accroché à l'armée, gênant terriblement ses mouvements et ses opérations militaires. L'état-major avait l'intention de demander aux autorités d'Ouman de recueillir en traitement dans les hôpitaux de la ville au moins les blessés graves.

Par une heureuse coïncidence, au moment même où tous ces problèmes étaient discutés dans le camp des insurgés, une délégation péthliourienne y arriva et déclara que, se trouvant en guerre avec Dénikine, les péthliouriens désiraient éviter de former un nouveau front et d'ouvrir les hostilités contre les makhnovistes. Cela répondait parfaitement aux désirs de ceux-ci.

En fin de compte, un pacte fut conclu entre les deux parties, suivant lequel elles s'engageaient à garder, l'une envers l'autre, une stricte neutralité militaire. De plus, les péthliouriens consentirent à recueillir dans les hôpitaux les blessés makhnovistes.

Le pacte stipulait que cette neutralité strictement militaire et se rapportant uniquement à la situation de l'heure n'imposait ni à l'un ni à l'autre des contractants aucune obligation ni restriction d'ordre politique ou idéologique. Ayant pris part aux pourparlers, je soulignai expressément l'importance de cette clause. Les makhnovistes savaient que *la masse* pétliourienne avait beaucoup de sympathie pour eux et prêtait l'oreille à leur propagande. Il s'agissait donc d'avoir la latitude de l'exercer sans inconvénient parmi cette masse, ce qui pourrait être, éventuellement, d'un grand secours pour les makhnovistes. Au moment même de la conclusion de ce pacte, ceux-ci publièrent un tract intitulé " Qui est Pétlioura ? ", où ce dernier était démasqué comme défenseur des classes aisées, comme un ennemi des travailleurs.

Quant aux autorités pétliouriennes, tout en étant ennemies résolues des makhnovistes, elles avaient de multiples raisons pour observer vis-à-vis de ceux-ci une attitude d'extrême prudence.

Les insurgés savaient que la " neutralité " des pétliouriens était purement factice et que, sous le manteau, ces derniers pouvaient parfaitement s'entendre avec les dénikiens pour écraser les makhnovistes. Il s'agissait surtout pour l'Armée insurrectionnelle de gagner quelques jours de répit, de se débarrasser des blessés, d'éviter une attaque immédiate dans le dos, afin de ne pas être pris à l'improviste dans une sorte de cul-de-sac.

Tous ces buts furent atteints. Mais, d'autre part, les soupçons des makhnovistes reçurent rapidement une confirmation éclatante.

D'après le pacte de " neutralité ", l'armée insurrectionnelle était en droit d'occuper un territoire de 10 kilomètres carrés de superficie, près du village de Tékoutché, aux environs d'Ouman. Les forces de Pétlioura étaient dispersées au nord et à l'ouest ; celles de Dénikine se trouvaient à l'est et au sud, du côté de Golta.

Or, quelques jours à peine après la conclusion du pacte les makhnovistes furent informés par des amis que des pourparlers étaient engagés entre les deux camps pour arrêter un plan d'ensemble en vue de cerner les troupes de Makhno et de les exterminer. Et quelques jours après, dans la nuit du 24 au 25 septembre, les éclaireurs makhnovistes relataient que quatre ou cinq régiments dénikiens se trouvaient à l'arrière des insurgés, du côté de l'ouest. Ils n'avaient pu y arriver autrement qu'en traversant le territoire occupé par les pétliouriens, donc avec l'aide ou au moins l'acquiescement de ces derniers.

Le 25 septembre au soir les makhnovistes étaient cernés de tous côtés par les troupes de Dénikine. Le gros de ses forces restait concentré à l'est ; mais un fort barrage était établi dans le dos des makhnovistes, et la ville d'Ouman se trouvait au pouvoir des dénikiens qui étaient déjà en train de rechercher et d'achever les blessés repartis dans les hôpitaux et chez les particuliers.

Un ordre lancé par le commandement dénikinien, et dont quelques exemplaires étaient parvenus à l'état-major makhnovistes, disait : " Les bandes de Makhno sont cernées. Elles sont complètement démoralisées, désorganisées, affamées et sans munitions. J'ordonne de les attaquer et de les anéantir dans un délai de trois jours. " L'ordre portait la signature du général Slastchoff, commandant en chef des forces dénikiennes en Ukraine (passé plus tard au service des bolcheviks).

Toute retraite était désormais interdite aux troupes insurgées.

Le moment d'agir, c'est-à-dire de livrer la bataille décisive, était venu.

Le sort de toute l'Armée insurrectionnelle, de tout le mouvement, de toute la cause, dépendait de cette bataille suprême.

La ville d'Ouman marqua la fin de la retraite de l'Armée insurrectionnelle. Cette fois, il n'était plus possible de s'échapper : l'ennemi était de tous les côtés à la fois, les tenailles s'étaient fermées sur les insurgés.

Alors Makhno déclara avec la plus grande simplicité que la retraite opérée jusqu'à ce jour n'avait été qu'une stratégie forcée, que la vraie guerre allait commencer, et ce pas plus tard que le lendemain, 26 septembre.

Aussitôt, il prit toutes les dispositions pour ce dernier combat. Et il en esquaissa immédiatement les premières manoeuvres.

Le 25 septembre au soir, les troupes makhnovistes qui, jusqu'alors, avaient marché vers l'ouest, changèrent brusquement de direction et se mirent en mouvement vers l'est, de front contre le gros de l'armée dénikinienne. La première rencontre se produisit, tard dans la soirée, près du village de Kroutenkoïé. La première brigade makhnoviste y attaqua les avant-gardes de Dénikine. Celles-ci reculèrent afin de prendre de meilleures positions et surtout afin d'entraîner l'ennemi à leur suite, vers le gros de l'armée. Mais les makhnovistes ne les poursuivirent pas.

Comme Makhno s'y attendait, cette manoeuvre trompa l'ennemi. Il considéra l'attaque comme une sorte de reconnaissance ou de diversion. Et il en acquit la conviction que la marche des insurgés restait toujours dirigée vers l'ouest. Il s'apprêta à les adosser à Ouman et à les écraser dans la souricière tendue. Il n'admettait pas un instant que l'Armée insurrectionnelle osât attaquer ses forces principales. La manoeuvre de Makhno parut confirmer ses appréciations. Et il ne se prépara pas à l'éventualité d'une attaque de front.

Or, tel fut, précisément, le plan de Makhno. Son raisonnement fut très simple : de toutes façons, l'armée était perdue si elle ne parvenait pas à rompre le cercle ennemi ; cette rupture était maintenant l'unique chance de salut, aussi minime fût-elle ; il fallait donc tenter cette unique chance, c'est-à-dire lancer toute l'armée contre celle de Dénikine à l'est, dans l'espoir de l'écraser. La manoeuvre de la veille n'eut d'autre but que de tromper la vigilance de l'ennemi.

Au milieu de la nuit du 26 septembre, toutes les forces makhnovistes se mirent en marche vers l'est. Les forces principales de l'ennemi étaient concentrées à proximité du village de Péregonovka, occupé par les makhnovistes.

Le combat s'engagea entre trois et quatre heures du matin. Il alla toujours grandissant et atteignit son point culminant vers huit heures. Ce fut alors un véritable ouragan de mitraille, de part et d'autre.

Makhno lui-même, avec son escorte de cavalerie, disparut dès la tombée de la nuit, cherchant à tourner l'ennemi. Durant toute la bataille, on n'eut pas de ses nouvelles.

Vers les neuf heures, les makhnovistes débordés, épuisés, commencèrent à perdre pied. Déjà, on se battait aux confins du village. De divers côtés, les forces ennemies disponibles arrivaient à la rescousse, précipitant de nouvelles rafales de feu sur les makhnovistes. Ceux-ci reculaient lentement. L'état-major de l'Armée insurrectionnelle, de même que tous ceux qui se trouvaient dans le village et pouvaient manier une carabine, s'armèrent et se jetèrent dans la mêlée.

Ce fut le moment critique. Il semblait que la bataille et avec elle la cause entière des insurgés étaient perdues.

L'ordre fut donné à tous, même aux femmes, d'être prêts à faire feu sur l'ennemi dans les rues du village. Tous se préparèrent à vivre les heures suprêmes de la bataille et de la vie.

Or, voici que soudain le feu des mitrailleuses et les "hourra !" frénétiques de l'ennemi commencèrent à aller s'affaiblissant, puis s'éloignèrent. Ceux qui se trouvaient dans le village comprirent que l'ennemi reculait et que la bataille se poursuivait à une certaine distance.

Ce fut Makhno qui, surgissant d'une façon inattendue, décida du sort du combat.

Il apparut au moment même où ses troupes étaient refoulées et où la mêlée était prête à s'engager dans les rues de Péregonovska.

Couvert de poussière, harassé de fatigue, Makhno surgit au flanc de l'ennemi, hors d'un ravin profond. En silence, sans proférer aucun appel, mais une volonté ardente et bien arrêtée peinte sur son visage, il s'élança, suivi de son escorte, à fond de train sur l'ennemi et s'enfonça dans ses rangs.

Toute fatigue, tout découragement disparurent, comme par enchantement, chez les makhnovistes. "Batko est là ! Batko joue du sabre" entendit-on crier de toutes parts. Et ce fut alors avec une énergie décuplée que tous se portèrent de nouveau en avant, à la suite du guide aimé qui paraissait s'être voué à la mort.

Une mêlée corps à corps, d'un acharnement inouï - "un hachage", comme disaient les makhnovistes - s'ensuivit.

Quelque valeureux que fût le 1er régiment d'officiers de Simféropol, il fut culbuté et battit en retraite, d'abord lentement et en ordre de chaîne, cherchant à arrêter la poussée des Makhnovistes, puis de plus en plus précipitamment et en désordre. Il finit par prendre la fuite pour tout de bon. Les autres régiments, saisis de panique, le suivirent et, enfin, toutes les troupes de Dénikine se débandèrent,

lâchant les armes et essayant de se sauver en passant à la nage la rivière de Siniukha, à une quinzaine de kilomètres de Pérégonovka. Elles espéraient encore pouvoir se retrancher sur la rive opposée de la rivière.

Mais Makhno se hâta de tirer tout le parti possible de la situation, dont il comprit admirablement les avantages. Il lança à toute bride la cavalerie et l'artillerie à la poursuite de l'ennemi en retraite. Et il s'élança lui-même, à la tête du régiment le mieux monté, par des chemins de traverse, afin de prendre les fuyards en écharpe.

Il s'agissait d'un trajet de 12 à 15 kilomètres.

Au moment même où les troupes de Dénikine atteignaient la rivière, elles furent rejointes par la cavalerie makhnoviste. Des centaines de dénikiens y périrent. La plupart d'entre eux eurent cependant le temps de passer sur l'autre rive. Mais là, ils étaient attendus par Makhno en personne. L'état-major lui-même, et un régiment de réserve qui s'y trouvait, furent surpris et faits prisonniers. Pour ne pas tomber entre les mains des makhnovistes, de nombreux officiers se pendirent aux arbres d'un bois tout proche, à l'aide de leurs ceintures de cuir.

Une partie insignifiante seulement des troupes de Dénikine - troupes qui s'acharnaient depuis des mois à la poursuite obstinée de Makhno - réussit à se sauver. Le 1er régiment d'officiers de Simféropol et quelques autres furent sabrés en entier. La route de leur retraite était jonchée de cadavres sur une étendue de deux ou trois kilomètres⁵⁵. Quelque horrible que pût être ce spectacle à certains, il ne fut que la suite naturelle du duel engagé entre l'armée de Dénikine et les makhnovistes. Durant toute la poursuite, on ne parla de rien moins que de les exterminer tous. Le moindre faux pas de la part de Makhno eût infailliblement réservé le même sort à l'armée insurrectionnelle. Même les femmes qui emboîtaient le pas à l'armée où combattaient leurs hommes n'auraient pas été épargnées. Les makhnovistes vécurent assez d'expériences pour savoir à quoi s'en tenir.- (Archinoff, op. cit., pp. 229-232.)

Les forces principales de Dénikine écrasées, les makhnovistes ne perdirent pas de temps : en trois directions à la fois, ils s'élancèrent vers " leur pays ", vers le Dniéper.

Ce retour s'effectua à une allure folle. Au lendemain de la défaite des troupes de Dénikine, Makhno se trouvait déjà à plus de 100 kilomètres du champ de bataille. Accompagné de son escorte, il marchait à une quarantaine de kilomètres en avant du gros de l'armée.

Un jour encore se passa, et les makhnovistes se rendirent maîtres de Dolinskaïa, de Krovoï-Rog et de Nikopol. Le lendemain, le pont de Kitchkass fut enlevé au grand trot, et la ville d'Alexandrovsk tomba entre les mains des insurgés.

Dans leur foudroyante avance, ils avaient l'impression de pénétrer au coeur d'un royaume enchanté : celui de la Belle au Bois Dormant. Personne encore n'y avait entendu parler des événements d'Ouman. Personne ne savait rien du sort des-makhnovistes. Les autorités dénikiennes n'avaient pris aucune mesure de défense, plongées dans cette sorte de léthargie propre aux profondeurs de l'arrière-front.

Telle la foudre au printemps les makhnovistes s'abattirent sur leurs ennemis. Après Alexandrovsk, ce fut le tour de Pologui, de Goulaï-Polé, de Berdiansk, de Marioupol. Au bout de dix jours, tout le midi de l'Ukraine fut libéré des troupes et des autorités.

Mais il ne s'agissait pas seulement des autorités et des troupes.

Tel un gigantesque balai, l'Armée insurrectionnelle, passant par les villes, les bourgs, les hameaux et les villages, enlevait partout tous vestiges d'exploitation et de servitude. Les propriétaires fonciers revenus, qui ne

⁵⁵ La nuit tombée, je suivais seul - quelque peu en retard sur mes camarades - à cheval, mais lentement, cette route de calvaire des régiments dénikiens. Je n'oublierai jamais le tableau fantasmagorique de ces centaines de corps humains, sauvagement abattus en pleine jeunesse, gisant - sous le ciel étoilé - le long de la route, isolément ou entassés les uns sur les autres, en des poses infiniment variées et infiniment étranges : corps déshabillés jusqu'au linge ou même nus, couverts de poussière et de sang, mais exsangues et verdâtres sous la pâle lueur des astres. Plusieurs d'entre eux manquaient de bras, d'autres étaient horriblement défigurés ; quelques-uns n'avaient pas de tête ; certains étaient fendus en deux tronçons presque entièrement séparés par un coup de sabre terrible...

s'attendaient à rien de pareil, les gros fermiers (les " koulaks "), les gros industriels les gendarmes, les curés, les maires dénikiéniens, les officiers embusqués - tout fut balayé sur le chemin victorieux de la Makhnovtchina.

Les prisons, les commissariats et les postes de police, tous les symboles de la servitude populaire, furent détruits. Tous ceux que l'on savait être des ennemis actifs des paysans et des ouvriers étaient voués à la mort.

De gros propriétaires fonciers et des " koulaks ", surtout, périrent en grand nombre. Ce fait suffit - notons-le en passant - pour donner un démenti formel à la légende lancée sciemment par les bolcheviks sur le caractère soi-disant " koulak " du mouvement makhnoviste.

Un épisode vécu, bien typique, me revient à la mémoire. Sur le retour, quelques régiments makhnovistes atteignirent un village assez important. Ils y firent halte pour permettre aux hommes et aux chevaux de se reposer et de se reconforter.

Notre " Commission de Propagande ", arrivée avec eux, fut accueillie par une famille de paysans dont la demeure se trouvait sur la place du village, juste en face de l'église.

A peine installés, nous entendîmes au dehors un mouvement, des bruits, des éclats de voix.

Sortis, nous vîmes une foule de paysans en train de s'expliquer avec des combattants makhnovistes :

— Mais oui, camarades, entendîmes-nous. Il a dressé, le salaud, toute une liste de noms, une quarantaine. et il l'a remise aux autorités. Tous ces hommes ont été fusillés...

Nous apprîmes qu'il s'agissait du curé du village. D'après les paysans, il avait dénoncé plusieurs habitants aux autorités dénikiéniennes comme suspects ou sympathisants avec le mouvement makhnoviste.

Une rapide enquête, menée sur-le-champ par quelques insurgés, démontra que les paysans disaient vrai.

On décida de se rendre au domicile du curé. Mais les paysans affirmèrent que son appartement était fermé et qu'il n'y était pas.

Quelques-uns supposaient que le " pope " était en fuite. D'autres prétendaient qu'il se cachait à l'église même.

Une foule de paysans et d'insurgés se dirigea alors vers celle-ci. La porte était close. Un gros cadenas, fermé à clef, y pendait.

— Voyons, crièrent d'aucuns. Il ne peut pas être dedans puisque la porte est fermée du dehors...
Mais d'autres, mieux renseignés, affirmèrent que le pope, n'ayant pas eu le temps de fuir, s'était laissé enfermer dans l'église par son petit sacristain pour faire croire à une fuite.

Afin d'en avoir le fleur net, quelques insurgés firent alors sauter le cadenas à coups de crosse et pénétrèrent dans l'église.

Ils en explorèrent minutieusement l'intérieur. Ils n'y trouvèrent personne. Mais ils y découvrirent un vase de nuit, déjà utilisé, et une provision de vivres.

On était fixé. Le " pope " se cachait dans l'église. Ayant entendu la foule y pénétrer, il avait dû grimper au clocher, dans l'espoir que, ne le trouvant pas en bas, ses persécuteurs n'insisteraient pas.

On accédait au petit clocher par un étroit escalier de bois. Les insurgés s'y élancèrent, en poussant des cris hostiles et en faisant un tapage du diable avec leurs sabres et leurs fusils.

Alors, tous ceux qui, de la place, regardaient la scène, virent soudainement apparaître, sous le toit du clocher, une haute stature d'homme, en soutane noire, qui gesticulait et criait désespérément, sous l'empire d'une peur intense.

L'homme était jeune. Ses longs cheveux, d'un blond de paille, flottaient au vent. Sa figure était toute contractée d'effroi. Il tendait vers la place ses bras grands ouverts et criait d'une voix plaintive :

— Petits frères ! Petits frères ! Je n'ai rien fait ! Je n'ai rien fait ! Petits frères, pitié ! Petits frères...

Mais déjà des bras vigoureux le saisissaient d'en bas par les pans de sa soutane et l'attiraient vers l'escalier.

On le fit descendre. Tout le monde sortit de l'église. On poussa le pope à travers la place et, par hasard, on le fit entrer dans la cour de notre hôte.

De nombreux paysans et insurgés y pénétrèrent. D'autres restèrent sur la place, devant la porte cochère grande ouverte.

Aussitôt un jugement populaire improvisé fut organisé. Notre " Commission " n'y participant pas, nous restâmes témoins de la scène. Nous laissâmes faire la population elle-même.

— Alors, cria-t-on au pope, qu'est-ce que tu en dis, fripouille ? Il faut payer maintenant ! Fais tes adieux et prie ton dieu si tu veux...

— Mes petits frères, mes petits frères, répétait le pope, tout tremblant, je suis innocent, je suis innocent, je n'ai rien fait. Petits frères...

— Comment, tu n'as rien fait ? crièrent de nombreuses voix. N'as-tu pas dénoncé le jeune Ivan, et puis Paul, et Serge le bossu, et d'autres encore ? Ce n'est pas toi qui as dressé la liste ? Veux-tu qu'on te mène au cimetière et qu'on te mette devant la fosse de tes victimes ? Ou qu'on aille fouiller les papiers du poste de police ? On y trouvera peut-être encore la liste écrite de ta main.

Le pope tomba à genoux et répétait toujours, les yeux hagards, la figure ruisselante de sueur :
Petits frères, pardonnez-moi. Pitié !... Je n'ai rien fait.

Une jeune femme, membre de notre " Commission ", se trouva incidemment près de lui.
Toujours se traînant à genoux, il saisit le pan de sa robe le porta à ses lèvres et supplia :

— Ma petite soeur, protège-moi. Je suis innocent... sauve-moi, ma petite soeur.

— Que veux-tu que je fasse ? lui dit-elle. Si tu es innocent, défends-toi. Ces hommes-là ne sont pas des bêtes sauvages. Si tu es vraiment innocent, ils ne te feront pas de mal. Mais si tu es coupable, que puis-je faire ?

Un insurgé, à cheval, entra dans la cour, se frayant un passage à travers la foule.

Informé de ce qui se passait, il s'arrêta derrière le pope et, du haut de son cheval, se mit à cravacher furieusement le dos du malheureux. A chaque coup de cravache, il répétait : " Voilà pour avoir trompé le peuple ! Voilà pour avoir trompé le peuple ! " La foule le regardait faire, impassible.

— Assez, camarade, lui dis-je doucement. Il ne faut tout de même pas le torturer.

— Eh, oui ! cria-t-on ironiquement autour de moi. Ils n'ont, eux, jamais torturé personne, pas vrai ?

Un autre insurgé avança. Il secoua le pope rudement :

— Eh bien, lève-toi ! Assez de comédie ! Mets-toi debout !

L'accusé ne criait plus. Très pâle, à peine conscient de la réalité ; il se releva. Le regard perdu au loin, il remuait les lèvres sans paroles.

L'insurgé fit signe à quelques camarades qui, aussitôt, entourèrent le pope.

— Camarades, cria-t-il aux paysans, vous affirmez tous que cet homme, contre-révolutionnaire avéré, a dressé et remis aux autorités blanches une liste de " suspects " et qu'à la suite de cette dénonciation plusieurs paysans ont été arrêtés et exécutés. Est-ce bien cela ?

— Oui, oui, c'est la vérité ! bourdonnait la foule. Il a fait assassiner une quarantaine des nôtres. Tout le village le sait.

Et, de nouveau, on citait les noms des victimes, on invoquait des témoignages précis, on accumulait les preuves... Quelques parents des exécutés vinrent confirmer les faits. Les autorités elles-mêmes leur avaient parlé de la liste dressée par le curé, expliquant ainsi leur acte.

Le pope ne disait plus rien.

– Y a-t-il des paysans qui défendent cet homme ? demanda l’insurgé. Quelqu’un douterait-il de sa culpabilité ?

Personne ne bougea.

Alors l’insurgé se saisit du pope. Brutalement, il lui enleva sa soutane.

– Quelle étoffe chic ! dit-il. Avec cela, on fera un beau drapeau noir. Le notre est déjà assez usé.

Puis, il dit au pope, hideux, en chemise et en caleçon :

– Mets-toi à genoux maintenant, là ! Et fais tes prières sans te retourner.

Le condamné s’exécuta. Il se mit à genoux et, les mains jointes, se mit à murmurer : ” Notre Père qui êtes aux cieux, que ton nom soit sanctifié, que ton règne arrive... ”

Deux insurgés vinrent se placer derrière lui. Ils sortirent leurs revolvers, visèrent et lui tirèrent plusieurs balles dans le dos. Les coups éclatèrent, secs, implacables.

Le corps s’écroula.

C’était fini.

La foule s’écoula lentement, en commentant l’événement.

Makhno a conté quelques autres épisodes dramatiques vécus par lui lors de son foudroyant retour.

Vers le soir, accompagné de quelques cavaliers, tous habillés en officiers dénikiens, il se présenta chez un gros propriétaire foncier, connu comme réactionnaire farouche, admirateur de Dénikine et bourreau des paysans.

Les soi-disant officiers, en tournée de mission, voulaient se reposer un peu, passer la nuit dans la propriété et repartir le lendemain matin.

Naturellement, ils sont reçus avec enthousiasme. ” Messieurs les officiers ” peuvent se mettre à leur aise. La propriété est bien gardée par un détachement dénikinien. Il n’y a pas à s’inquiéter.

Un festin est organisé en l’honneur des visiteurs. L’officier des gardes, quelques amis fidèles, y participent. On mange des plats délicieux, on boit des vins renommés et des liqueurs fines. Les langues se délient. Tout le monde parle avec effusion, maudissant les ” bandits makhnovistes ” et tous les ” émeutiers ”, souhaitant leur suppression rapide et définitive, buvant à la santé de Dénikine et de l’armée blanche. Parfois le propriétaire, en mal de confidences, montre à ses hôtes son magnifique dépôt d’armes, destiné à parer à toute éventualité.

Vers la fin du repas, Makhno révèle brutalement sa personnalité. Scène indescriptible de surprise, d’effroi, de confusion. La propriété est cernée par les makhnovistes. La garde est désarmée. ” Il faut payer ! ”...

Ni cris, ni supplications, ni tentatives de fuir ne servent à rien. Le propriétaire, ses amis et serviteurs fidèles, l’officier des gardes sont exécutés sur place. Les soldats de la garde sont questionnés à fond et traités en conséquence.

L’affaire liquidée, on s’empare des armes et on s’en alla vers un autre nid de hobereau.

10.3.12 L’offensive de Dénikine brisée par la victoire des insurgés. - es bolcheviks sont sauvés. - Leur retour en Ukraine.

L’occupation du Midi de l’Ukraine par les makhnovistes signifiait un danger de mort pour toute la campagne contre-révolutionnaire de Dénikine. En effet, c’est entre Volnovakha et Marioupol que se trouvait la base de ravitaillement de son armée. Des stocks de munitions immenses étaient accumulés dans toutes les villes de cette région. Certes, tous ces stocks ne tombèrent pas aussitôt entre les mains des makhnovistes. Autour de Volnovakha, par exemple, la bataille entre eux et des réserves importantes de Dénikine fit rage pendant cinq jours. Mais, d’autre part, toutes les voies ferrées de la région étant entre les mains des insurgés, pas un obus ne pouvait en sortir. Aucun matériel de guerre ne pouvait plus servir aux troupes de Dénikine, ni dans le nord, ni ailleurs.

De même que sous Volnovakha, quelques autres réserves dénikiennes se battirent ça et là contre les makhnovistes. Bientôt, elles furent vaincues et anéanties.

Alors, les flots de la Makhnovtchina roulèrent vers le fond du bassin du Donetz et vers le nord. En octobre les insurgés s'emparèrent de la ville d'Ekatérinoslaw.

Dénikine fut obligé d'abandonner sa marche sur Moscou. Certains journaux dénikinien l'avouèrent aussitôt.

En toute hâte, il envoya ses meilleures troupes sur le front de Goulai-Polé. Mais il était trop tard. L'incendie fait saut rage dans le pays tout entier, des bords de la mer Noire et de celle d'Azov jusqu'à Kharkov et Poltava.

Grâce aux renforts - surtout à une grande quantité d'autos blindés et à l'excellente cavalerie commandée par Mamontoff et Chkouro - les blancs réussirent un moment à faire reculer les makhnovistes de Marioupol, de Berdiansk et de Goulai-Polé ; mais, par contre, les makhnovistes s'emparèrent en même temps de Sinelnikovo, de Pavlograd, d'Ekatérinoslaw et d'autres villes et localités ; de sorte que Dénikine ne put tirer aucun profit de ces quelques succès, purement locaux.

Dans le courant des mois d'octobre et de novembre les forces principales de Dénikine, descendues du nord, reprirent une lutte acharnée contre Makhno. Fin novembre, les makhnovistes - dont la moitié était, d'ailleurs, terrassée par une effroyable épidémie de typhus exanthématique - furent obligés de lâcher Ekatérinoslaw et de se regrouper de nouveau dans le sud. Mais Dénikine lui non plus ne put se consolider nulle part. Les makhnovistes continuaient à le battre çà et là. D'autre part, les rouges, descendus du nord sur ses traces, le bousculaient. Son armée agonisait. Bientôt, les meilleurs éléments de ses troupes - ceux du Caucase - refusèrent de continuer à se battre contre Makhno. Ils abandonnèrent leurs postes, sans que le commandement put les en empêcher, et reprirent le chemin de leur pays. Ce fut le début de la débâcle définitive de l'armée dénikinienne.

Nous avons le devoir de fixer ici la vérité historique que voici :

L'honneur d'avoir anéanti, en automne 1919, la contre-révolution de Dénikine revient entièrement à l'Armée insurrectionnelle makhnoviste.

Si les insurgés n'avaient pas remporté la victoire décisive de Pérégonovka et n'avaient pas continué à saper les bases à l'arrière de Dénikine, détruisant ses services de ravitaillement en artillerie, en vivres et en munitions, les blancs auraient vraisemblablement fait leur entrée à Moscou, au plus tard en décembre 1919.

Ayant appris la retraite des meilleures troupes de Dénikine, les bolcheviks, d'abord surpris (voir chap. IV), ensuite renseignés sur la véritable cause de cette volte-face la défaite de Pérégonovka et ses conséquences - comprirent vite les avantages qu'ils pouvaient en tirer. Ils attaquèrent Dénikine près d'Orel et précipitèrent sa retraite générale.

Cette bataille, comme aussi quelques autres entre blancs en retraite et les rouges qui les talonnaient, eut une importance tout à fait secondaire. Une certaine résistance des blancs eut pour but uniquement de protéger leur retraite et d'évacuer les munitions et les provisions. Sur toute l'étendue du chemin - depuis Orel, en passant par Kursk, et jusqu'aux confins de la mer Noire et de celle d'Azov - l'Armée Rouge avançait presque sans obstacle.

Son entrée en Ukraine et dans la région du Caucase, sur les talons des blancs en retraite, fut effectuée exactement comme un an auparavant, lors de la chute de l'hetman sur des voies déblayées d'avance.

Ce furent les makhnovistes qui supportèrent tout le poids de cette armée en retraite, descendue du nord. Jusqu'à sa débâcle définitive, elle donna beaucoup de soucis à l'Armée insurrectionnelle.

Les bolcheviks, sauvés indirectement par les partisans révolutionnaires, retournèrent en Ukraine récolter les lauriers d'une victoire qu'ils n'avaient pas remportée.

10.4 Le comportement des makhnovistes dans les régions libérées

10.4.1 Les efforts positifs. - Les réalisations - Les " libertés ".

La lutte armée en permanence, une vie en " royaume sur roues ", qui interdisait à la population de la région toute espèce de stabilité, lui interdisait aussi, fatalement, toute activité positive, constructive. Néanmoins, toutes les fois que cela était possible le mouvement faisait preuve d'une grande vitalité " organique ", et les masses laborieuses témoignaient d'une volonté et de capacités créatrices remarquables.

Donnons-en quelques exemples.

Nous avons parlé, plus d'une fois, de la presse makhnoviste. Malgré les obstacles et les difficultés de l'heure, les makhnovistes, en relations directes avec la Confédération anarchiste " Nabate ", éditérent des tracts, des journaux, etc. Ils trouvèrent même le temps de publier une forte brochure, sous le titre : " Thèses générales des insurgés révolutionnaires (makhnovistes) concernant les Soviets libres ".

Le journal *Le Chemin vers la Liberté* - tantôt quotidien, tantôt hebdomadaire - fut surtout celui de la vulgarisation et de la concrétisation des idées libertaires. Le *Nabate*, plus théorique et doctrinaire, paraissait toutes les semaines. Notons encore *La Voix du Makhnoviste*, journal qui traitait spécialement des intérêts, des problèmes et des tâches du mouvement et de l'armée makhnovistes.

Quant aux " Thèses générales ", cette brochure résumait le point de vue des makhnovistes sur les problèmes brûlants de l'heure : l'organisation économique de la région et les Soviets libres, les bases sociales de la société à bâtir, le problème de la défense, celui de l'exercice de la justice, etc.

Je regrette vivement de ne pas pouvoir apporter ici quelques citations de cette presse, faute de l'avoir sous la main.

Une question nous est posée fréquemment : comment se comportaient les makhnovistes dans les villes et les localités dont ils s'emparaient en cours de lutte ? Comment traitaient-ils la population civile ? De quelle façon organisaient-ils la vie des cités conquises : l'administration, la production, les échanges, les services municipaux, etc. ?

Un grand nombre de légendes et de calomnies circulant à ce sujet, il est de notre devoir de les démentir et de rétablir la vérité. M'étant trouvé à l'armée makhnoviste au moment précis, après sa victoire de Pérégonvka, où elle s'emparait en coup de vent de quelques centres importants, tels que Alexandrovsk, Ekaterinoslaw et autres, je suis à même d'apporter au lecteur un témoignage de première main, absolument véridique et exact.

Le premier soin des makhnovistes, aussitôt qu'ils entraient en vainqueurs dans une ville quelconque, était d'écarter un malentendu éventuel dangereux : celui qu'on les prit pour un *nouveau pouvoir*, pour un *nouveau parti politique*, pour une sorte de dictature. Immédiatement, ils faisaient coller aux murs de grandes affiches où ils disaient à la population à peu près ceci :

A tous les travailleurs de la ville et des environs

Travailleurs ! Votre ville est occupée, momentanément, par *l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire (makhnoviste)*.

Cette armée n'est au service d'*aucun parti politique*, d'*aucun pouvoir*, d'*aucune dictature*. Au contraire, elle cherche à *libérer* la région de tout pouvoir politique, de toute dictature. Elle tâche de protéger la *liberté d'action, la vie libre des travailleurs* contre toute domination et exploitation.

L'armée makhnoviste ne représente donc aucune autorité. Elle n'astreindra personne à quelque obligation que ce soit. Son rôle se borne à défendre la liberté des travailleurs.

La liberté des paysans et des ouvriers *appartient à eux-mêmes* et ne saurait souffrir *aucune restriction*.

C'est aux paysans et aux ouvriers eux-mêmes d'agir, de s'organiser, de s'entendre entre eux dans tous les domaines de leur vie, comme ils le conçoivent eux-mêmes et comme ils le veulent.

Qu'ils sachent donc dès à présent que l'armée makhnoviste ne leur *imposera* ne leur *dictera*, ne leur *ordonnera* quoi que ce soit.

Les makhnovistes ne peuvent que les *aider*, leur donnant tel *avis ou conseil*, mettant à leur disposition les forces intellectuelles, militaires ou autres dont ils auraient besoin. Mais ils ne peuvent ni ne veulent en aucun cas les *gouverner*, leur *prescrire* quoi que ce soit⁵⁶.

⁵⁶ Dans certaines villes les makhnovistes nommaient un " commandant ". Ses fonctions consistaient uniquement à servir de trait d'union entre les troupes et la population, à faire savoir à cette dernière certaines mesures, dictées par les nécessités de la guerre et pouvant avoir une certaine répercussion sur la vie des habitants, que le commandant militaire jugeait opportun de prendre. Ces commandants ne disposaient d'aucune autorité sur la population et ne devaient se mêler en aucune façon à la vie civile de celle-ci.

Presque toujours les affiches terminaient en invitant la population laborieuse de la ville et des environs à assister à un grand meeting où les camarades makhnovistes ” exposeront leur point de vue d’une façon plus détaillée et leur donneront, au besoin, quelques conseils pratiques pour commencer à organiser la vie de la région sur une base de liberté et d’égalité économique, sans autorité et sans exploitation de l’homme par l’homme ”.

Lorsque, pour une raison quelconque, une telle convocation ne pouvait figurer sur la même affiche, elle était faite un peu plus tard, à l’aide de petites affiches spéciales.

Habituellement, la population, d’abord un peu surprise par cette façon d’agir absolument nouvelle, se familiarisait très vite avec la situation créée et se mettait au travail d’organisation libre avec beaucoup d’entrain et de succès.

Il va de soi qu’en attendant, la ville, rassurée sur l’attitude de la ” force militaire ”, reprenait tout simplement son aspect normal et son train de vie habituel : les boutiques rouvraient leurs portes ; le travail reprenait là où c’était possible les diverses administrations se remettaient à fonctionner, les marchés se tenaient à nouveau.

Ainsi, dans une ambiance de calme et de liberté, les travailleurs se préparaient à une activité positive appelée à remplacer méthodiquement, les vieux rouages usés.

Dans chaque région libérée les makhnovistes étaient le seul organisme disposant des forces suffisantes pour pouvoir imposer sa volonté à l’ennemi.

Mais ils n’usèrent jamais de ces forces dans un but de domination ou même d’une influence politique quelconque. Jamais ils ne s’en servirent contre leurs adversaires purement politiques ou idéologiques.

L’adversaire *militaire*, le conspirateur *contre la liberté d’action* des travailleurs, l’appareil étatiste, le *pouvoir*, la *violence à l’égard des travailleurs*, la police, la *prison* : tels furent les éléments contre lesquels les efforts de l’armée makhnoviste étaient dirigés.

Quant à la libre activité idéologique : échange d’idées, discussion, propagande, et à la liberté des organisations et associations d’un caractère non autoritaire, les makhnovistes garantissaient partout, intégralement, les principes révolutionnaires de la liberté de parole, de presse, de conscience, de réunions et d’associations politiques, idéologiques ou autres.

Dans toutes les villes et bourgades qu’ils occupaient, les makhnovistes commençaient par lever toutes les défenses et annuler toutes les interdictions et restrictions imposées aux organes de la presse et aux organisations politiques, par quelque pouvoir que ce fût.

A Berdiansk, la prison fut détruite à la dynamite, en présence d’une foule énorme qui prit, d’ailleurs, une part active à sa destruction. A Alexandrovsk, à Krivoi-Rog, à Ekaterinoslaw et ailleurs, les prisons furent démolies ou brûlées par les makhnovistes. Partout la population laborieuse acclama cet acte.

La liberté entière de parole, de presse, de réunion et d’association, de toute sorte et pour tout le monde, était proclamée immédiatement.

Voici le texte authentique de la *Déclaration* que les makhnovistes faisaient connaître à ce propos dans les localités occupées par eux :

I.- Tous les partis, organisations et courants politiques socialistes⁵⁷ ont le droit de propager librement leurs idées, leurs théories, leurs points de vue et leurs opinions, tant oralement que par écrit. Aucune restriction de la liberté de presse et de parole socialistes ne saurait être admise, et aucune persécution ne pourra avoir lieu de ce chef.

Remarque. - Les communiqués d’ordre militaire ne pourront être imprimés que sous condition expresse d’être fournis par la direction de l’organe central des insurgés révolutionnaires : *Le Chemin vers la Liberté*.

⁵⁷ On parle ici des partis ou autres organisations *socialistes*, non pas parce qu’on voulait enlever ce droit aux *non socialistes*, mais uniquement parce qu’en pleine révolution populaire les éléments de droite n’entraient pas en jeu. Il n’en était même pas question. Il était naturel que la bourgeoisie n’osât pas, dans les conditions créées, éditer sa presse et que les ouvriers typographes, maîtres des imprimeries, refusassent carrément de l’imprimer. Ce n’était donc pas la peine d’en parler. L’accent logique tombe sur ” tous ” et non pas sur ” socialistes

II.- En laissant à tous les partis et organisations politiques pleine et entière liberté de propager leurs idées, l'armée des insurgés makhnovistes tient à prévenir tous les partis qu'aucune tentative de préparer, d'organiser et d'imposer aux masses laborieuses une *autorité politique* ne saurait être admise par les insurgés révolutionnaires, de tels actes n'ayant rien de commun avec la liberté d'idées et de propagande.

Ekatérinoslaw, le 5 novembre 1919.

Conseil Révolutionnaire Militaire de l'Armée des insurgés makhnovistes.

Au cours de toute la révolution russe, l'époque de la makhnovtchina en Ukraine fut la seule où la vraie liberté des masses laborieuses trouva son entière expression. Tant que la région resta libre, les travailleurs des villes et des localités occupées par les makhnovistes purent dire et faire, - *pour la première fois* - tout ce qu'ils voulaient et comme ils le voulaient. Et surtout, ils avaient enfin la possibilité d'organiser leur vie et leur travail *eux-mêmes*, selon leur propre entendement, selon leur sentiment de justice et de vérité.

Pendant les quelques semaines que les makhnovistes passèrent à Ekatérinoslaw, cinq ou six journaux d'orientation politique diverse y parurent en toute liberté : le Journal socialiste-révolutionnaire de droite *Narodovlastié (Le Pouvoir du Peuple)*; celui des socialistes-révolutionnaires de gauche *Znamia Vozstania (L'Etendard de la Révolte)*; celui des bolcheviks *Zvezda (L'Etoile)* et d'autres. A vrai dire, les bolcheviks avaient moins le droit à la liberté de presse et d'association d'abord parce qu'ils avaient détruit, partout où ils l'avaient pu, la liberté de presse et d'association pour les classes laborieuses, et ensuite parce que leur organisation à Ekatérinoslaw avait pris une part directe à l'invasion criminelle dans la région de Goulai-Polé en juin 1919 et que c'eût été justice de leur infliger en retour un châtement sévère. Mais pour ne porter aucune atteinte aux grands principes de la liberté de parole et d'association, ils ne furent pas inquiétés et purent jouir, ainsi que tous les autres courants politiques, de tous les droits inscrits sur le drapeau de la Révolution Sociale.

La seule restriction que les makhnovistes jugèrent nécessaire d'imposer aux bolcheviks, aux socialistes-révolutionnaires et aux autres étatistes, fut l'interdiction de former ces "comités révolutionnaires" jacobins qui cherchaient à imposer au peuple *une dictature*.

Plusieurs événements prouvèrent que cette mesure n'était pas vaine.

Aussitôt que les troupes makhnovistes s'emparèrent d'Alexandrovsk et d'Ekatérinoslaw, les bolcheviks locaux sortis de leurs cachettes, s'empressèrent d'organiser ce genre de Comités (les "rév.-com."), cherchant à établir leur pouvoir politique et à "gouverner" la population. A Alexandrovsk, les membres d'un tel comité allèrent même jusqu'à proposer à Makhno de "partager la sphère d'action", c'est-à-dire de lui abandonner le "pouvoir militaire" et de réserver au Comité toute liberté d'action et "toute autorité politique et civile". Makhno leur conseilla "d'aller s'occuper de quelque métier honnête", au lieu de chercher à imposer leur volonté à la population laborieuse. Un incident analogue eut lieu à Ekatérinoslaw.

Cette attitude des makhnovistes fut juste et logique : précisément parce qu'ils voulaient assurer et défendre la liberté entière de parole, de presse, d'organisation etc., ils devaient, sans hésiter, prendre toutes les mesures contre des formations qui cherchaient à enfreindre cette liberté à supprimer les autres organisations et à imposer leur volonté et leur autorité dictatoriale aux masses travailleuses.

Et les makhnovistes n'hésitèrent pas. A Alexandrovsk, Makhno menaça d'arrêter et de mettre à mort tous les membres du "rév.-com." s'ils entreprenaient la moindre tentative de ce genre. Il agit de même à Ekatérinoslaw. Et lorsque, en novembre 1919, le commandant du troisième régiment insurrectionnel (makhnoviste), Polonsky, de tendance communiste, fut convaincu d'avoir trempé dans cette sorte d'agissements, il fut exécuté avec ses complices.

Au bout d'un mois, les makhnovistes furent obligés de quitter Ekatérinoslaw. Mais ils eurent le temps de démontrer aux masses laborieuses que la vraie liberté se trouve entre les mains des travailleurs eux-mêmes

" Si, néanmoins, les réactionnaires réussissaient à imprimer et à publier leurs oeuvres, personne ne s'en inquiétait. Car, dans l'ambiance nouvelle, le fait ne représentait aucun danger.

et qu'elle commence à rayonner et à se développer aussitôt que l'esprit libertaire et là *vraie* égalité des droits s'installent dans leur sein.

10.4.2 Le congrès d'Alexandrovsk (octobre 1919).

Alexandrovsk et la région environnante marquèrent la première étape où les makhnovistes se fixèrent pour un temps plus ou long.

Aussitôt, ils s'adressèrent à la population laborieuse pour l'inviter à participer à une conférence générale des travailleurs de la ville.

La Conférence débuta par un rapport détaillé des makhnovistes sur la situation du district au point de vue militaire.

Ensuite on proposa aux travailleurs d'organiser *eux-mêmes* la vie dans la région libérée, c'est-à-dire de reconstituer leurs organisations détruites par la réaction ; de remettre en marche, autant que possible, les usines et les fabriques ; de s'organiser en coopératives de consommateurs, de s'aboucher sans tarder, avec les paysans des environs et d'établir des relations directes et régulières entre les organismes ouvriers et paysans en vue de l'échange des produits, etc.

Les ouvriers acclamèrent vivement toutes ces idées. Mais, tout d'abord, ils hésitèrent à les mettre à exécution, troublés par leur nouveauté et, surtout, peu rassurés à cause de la proximité du front. Ils craignaient le retour des blancs - ou des rouges à brève échéance. Comme toujours, l'instabilité de la situation empêchait le travail positif.

Néanmoins les choses ne s'arrêtèrent pas là.

Quelques jours après, une seconde Conférence eut lieu. Le problème de l'organisation de la vie selon les principes de l'auto-administration des travailleurs y fut approfondi et discuté avec animation. Finalement la Conférence en arriva au point concret : la façon exacte de s'y prendre, les premiers pas à faire.

La proposition fut faite de former une " Commission d'initiative ", composée des délégués de quelques syndicats ouvriers actifs. Cette Commission serait chargée par la Conférence d'élaborer un projet d'action immédiate.

Alors quelques ouvriers du syndicat des cheminots et du syndicat des cordonniers se déclarèrent prêts à organiser immédiatement cette " Commission d'initiative " qui procéderait à la création des organismes ouvriers indispensables pour remettre en marche, le plus rapidement possible, la vie économique et sociale de la région.

La Commission se mit énergiquement à l'oeuvre. Bientôt les cheminots rétablirent la circulation des trains : quelques usines rouvrirent leurs portes ; certains syndicats furent reconstitués, etc.

Il fut décidé qu'en attendant des réformes plus profondes, la monnaie courante - une sorte de papier-monnaie d'émissions différentes - continuerait à servir de moyen d'échange. Mais ce problème était d'un ordre secondaire car, depuis longtemps, la population recourait plutôt à d'autres moyens pour échanger les produits.

Peu après les Conférences ouvrières, un grand Congrès régional des travailleurs fut convoqué à Alexandrovsk pour le 20 octobre 1919.

Ce Congrès *tout à fait exceptionnel*, tant par la façon dont il fut organisé que par sa tenue et par ses résultats - mérite une attention particulière.

Y ayant activement participé, je me permets d'en faire un récit détaillé, Car *c'est précisément dans les détails de ce début d'un travail positif que le lecteur puisera des précisions et des suggestions très instructives.*

En prenant l'initiative de convoquer un Congrès régional des travailleurs, les makhnovistes se chargeaient d'une tâche très délicate. Ils allaient donner ainsi à l'activité de la population laborieuse une impulsion importante, ce qui était indispensable, louable et naturel. Mais, d'autre part, il leur fallait éviter de *s'imposer* aux congressistes et à la population, éviter de faire figure de dictateurs. Il importait, avant tout que ce Congrès ne fût pas semblable à ceux convoqués par les autorités émanant d'un parti politique (ou d'une caste dominante), autorités qui soumettaient à des Congrès - adroitement truqués - des résolutions toutes faites, destinées à être docilement adoptées, après un semblant de discussion, et imposées aux soi-disant " délégués " sous la menace de répression contre toute opposition éventuelle. De plus, les makhnovistes avaient à soumettre au Congrès de nombreuses questions intéressant l'armée insurrectionnelle elle-même. Le sort de l'armée et de toute oeuvre entreprise dépendait de la façon dont le Congrès allait résoudre ces questions. Or, même dans ce domaine particulier, les makhnovistes tenaient à éviter toute espèce de pression sur les délégués.

Pour éviter tous les écueils, il fut décidé ce qui suit :

1. Aucune " campagne électorale " - pour l'élection des délégués - n'aurait lieu. On se bornerait à *aviser* les villages, les organisations, etc., qu'ils auraient à élire et à envoyer un délégué - ou des délégués - au Congrès des travailleurs, convoqué à Alexandrovsk pour le 20 octobre.
Ainsi la population pourrait désigner et mandater des délégués en toute liberté.
2. A l'ouverture du Congrès, un représentant des makhnovistes expliquerait aux délégués que le Congrès est convoqué, cette fois, par les makhnovistes eux-mêmes, car il s'agit surtout des problèmes intéressant l'Armée insurrectionnelle comme telle ; que, en même temps, le Congrès aurait à résoudre certainement, des problèmes concernant la vie de la population ; que, dans les deux cas, ses délibérations et ses décisions seraient absolument libres de toute pression, et les délégués ne s'exposeraient à aucune conséquence fâcheuse du fait de leur attitude ; qu'enfin, ce Congrès devait être considéré comme le premier ou, plutôt, comme extraordinaire et, que les travailleurs de la région auraient à convoquer prochainement, de leur propre initiative, leur Congrès à eux qu'ils réaliseraient comme ils le voudraient pour y résoudre les problèmes concernant leur vie.
3. Aussitôt après l'ouverture, les délégués devraient élire eux-mêmes le Bureau du Congrès et modifier à leur gré l'ordre du jour qui leur serait proposé - et non imposé par les makhnovistes.

Deux ou trois jours avant le Congrès, je vécus un épisode fort curieux. Un soir, un tout jeune homme se présenta chez moi. Il déclina son identité : camarade Loubime, membre du Comité local du Parti Socialiste-Révolutionnaire de gauche. Je remarquai tout de suite son état d'émotion. Et, en effet, très excité, il attaqua aussitôt, sans préambule, le problème qui l'amenait chez moi.

- Camarade V..., cria-t-il, tout en arpentant dans tous les sens la petite chambre d'hôtel où nous nous trouvions. Vous excuserez ma brutalité. C'est que le danger est immense. Vous ne vous en rendez certainement pas compte. Et pourtant, il n'y a pas une minute à perdre. C'est entendu vous êtes des anarchistes, donc des utopistes et des naïfs. Mais vous n'allez tout de même pas pousser votre naïveté jusqu'à la bêtise ! Vous n'avez même pas *le droit* de le faire, car il s'agit non seulement de vous, mais d'autres personnes et de toute une cause.

Je lui avouai ne rien avoir compris à sa tirade.

- Voyons, voyons ! continua-t-il, de plus en plus excité. Vous convoquez un Congrès des paysans et des ouvriers. Ce Congrès aura une importance énorme. Mais vous êtes de grands enfants, vous ! Dans votre ineffable naïveté, que faites-vous ? Vous envoyez partout de petits bouts de papier où il est griffonné qu'un Congrès " aura lieu ". Un point, c'est tout. C'est effarant, c'est fou, cela ! Ni explications, ni propagande, ni campagne électorale, ni liste des candidats, rien, rien ! Je vous en supplie, camarade V., dessillez un peu vos yeux ! Dans votre situation il faut être un peu réaliste, quoi ! Faites vite quelque chose, tant qu'il en est encore temps. Envoyez des agitateurs, présentez des candidats parmi les vôtres. Laissez-nous le temps de faire une petite campagne. Car que direz-vous, si la population - paysanne surtout - vous envoie des délégués réactionnaires qui demanderont la convocation de la Constituante ou même le rétablissement du régime monarchiste ? C'est que le peuple est rudement travaillé par les contre révolutionnaires ! Et que ferez-vous si la majorité du Congrès est contre-révolutionnaire et sabote votre Congrès ? Agissez donc, avant qu'il ne soit trop tard ! Différez le Congrès quelque peu et prenez des mesures.

Je compris.

Membre d'un parti politique, Loubime concevait les choses à sa façon.

- Ecoutez, Loubime, lui dis-je. Si, dans les conditions actuelles, en pleine révolution populaire et après tout ce qui s'est passé, les masses laborieuses envoient à *leur Congrès libre des contre-révolutionnaires* et des *monarchistes*, c'est qu'alors - m'entendez-vous ? - alors l'oeuvre entière de ma vie n'aura été qu'une profonde erreur. C'est qu'alors cette oeuvre sera ruinée. Et alors, je n'aurais qu'une chose à faire : me brûler la cervelle avec ce revolver que vous voyez là, sur mon bureau.

- Il s'agit de parler sérieusement, m'interrompit-il, et non de parader..

- Mais je vous assure, camarade Loubime, que je parle très sérieusement. On ne changera rien dans notre façon d'agir. Et si le Congrès est contre-révolutionnaire, je me suicide. Je ne pourrai pas survivre à une désillusion aussi terrible, Loubime... Et puis, prenez note d'un fait essentiel : ce n'est pas *moi* qui convoque le Congrès, ce n'est pas *moi*, non plus, qui ai décidé du mode de sa convocation. Tout cela est l'oeuvre d'un ensemble de camarades. Je n'ai aucune qualité pour y changer quoi que ce soit.

- Oui, je sais. Mais vous avez une grande influence. Vous pouvez proposer ce changement. On vous écouterait...

- Je n'ai aucun désir de le proposer, Loubime, puisque nous sommes d'accord !...

La conversation prit fin. Inconsolable, Loubime partit.

Le 20 octobre 1919, plus de 200 délégués - paysans et ouvriers - se réunirent dans la grande salle du Congrès.

A côté des sièges des congressistes, quelques places étaient réservées aux représentants des partis socialistes de droite - les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks - et à ceux du parti socialiste-révolutionnaire de gauche. Les uns et les autres assistaient au Congrès avec voix consultative.

Parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche j'aperçus le camarade Loubime.

Ce qui me frappa surtout le premier jour du Congrès, ce fut une froideur ou plutôt une méfiance manifeste de la presque totalité des délégués. On apprit par la suite que ceux-ci s'attendaient à un Congrès pareil à tant d'autres. Ils s'apprétaient à voir sur l'estrade des hommes à revolver entraînés de manoeuvrer les délégués et de leur faire voter des résolutions rédigées à l'avance.

La salle était figée. Et il fallut quelque temps pour la dégeler.

Chargé d'ouvrir le Congrès, je donnai aux délégués les explications convenues et déclarai qu'ils auraient, d'abord, à élire un Bureau et, ensuite, à délibérer sur l'ordre du jour proposé par les makhnovistes.

Aussitôt, un incident se produisit.

Les congressistes exprimèrent le désir de me laisser présider le Congrès. Je consultai mes camarades et j'acceptai. Mais je déclarai aux délégués que mon rôle se limiterait strictement à la conduite technique du Congrès, c'est-à-dire suivre l'ordre du jour adopté, inscrire les orateurs, leur donner la parole, veiller à la bonne marche des travaux, etc., et que les délégués devaient délibérer et prendre des décisions en toute liberté, sans redouter de ma part aucune pression ni manoeuvre.

Alors, un socialiste de droite demanda la parole. Il attaqua violemment les organisateurs du Congrès :

- Camarades délégués, dit-il, nous, les socialistes, nous avons le devoir de vous prévenir qu'il se joue ici une ignoble comédie. On ne vous imposera rien ; mais, en attendant, et très adroitement, on vous a déjà imposé un président anarchiste. Et vous continuerez à être adroitement manoeuvrés par ces gens.

Makhno, venu quelques instants auparavant souhaiter au Congrès un bon succès et s'excuser de devoir partir pour le front, prit la parole et répondit vertement à l'orateur socialiste. Il rappela aux délégués la liberté absolue de leur élection ; il accusa les socialistes d'être de fidèles défenseurs de la bourgeoisie ; il conseilla à leurs représentants de ne pas troubler les travaux du Congrès par leurs interventions politiques et il termina ainsi, s'adressant à eux :

- Vous n'êtes pas *des délégués*. Donc, si le Congrès ne vous plaît pas, vous êtes libres de le quitter.

Personne ne s'y opposa. Alors les socialistes - au nombre de quatre ou cinq - déclarant protester véhémentement contre une pareille " mise à la porte ", quittèrent démonstrativement la salle. Personne n'eut l'air de regretter leur départ. Au contraire, la salle me parut satisfaite et un peu plus " intime " qu'auparavant.

Un délégué se leva.

- Camarades, dit-il, avant de passer à l'ordre du jour, je tiens à vous soumettre une question préalable qui est, à mon sens, d'une grande importance. Tout à l'heure, un mot fut prononcé ici : la *bourgeoisie*. Naturellement, on fulmina contre " la bourgeoisie ", comme si l'on savait parfaitement ce que c'est et comme si tout le monde était d'accord là-dessus. Or, il me semble que c'est une grosse erreur. Le terme " bourgeoisie " n'est pas clair du tout. Et je suis d'avis qu'en raison de son importance, et avant de nous mettre au travail, il serait utile de bien préciser la notion de la bourgeoisie et de savoir exactement à quoi nous en tenir.

Malgré l'habileté de l'orateur - je sentis tout de suite que sous ses vêtements de simple paysan il n'était pas un paysan authentique - la suite de son discours démontra clairement qu'on se trouvait en présence d'un défenseur de la bourgeoisie et que l'intention de ce délégué était de " sonder " le Congrès et d'apporter un trouble, si possible, dans l'esprit des délégués. Il comptait certainement être soutenu - sciemment ou naïvement - par un nombre important de délégués.

S'il avait réussi dans son dessin, le Congrès eût été menacé de prendre une tournure confuse et ridicule, et ses travaux pouvaient en être profondément troublés.

Le moment fut palpitant. Dans mon rôle - tel que je venais de l'expliquer aux congressistes - je n'avais aucun droit de m'imposer et d'éliminer, sous un prétexte facile à trouver, la proposition malencontreuse du délégué. C'était au Congrès - à d'autres délégués - de se prononcer en toute liberté. On n'avait pas encore la moindre idée de leur mentalité. Tous étaient des inconnus, et des inconnus visiblement méfiants. Décidé à laisser l'incident suivre son cours, je me demandais ce qu'il allait se produire. Et les appréhensions de Loubime me revinrent à la mémoire.

Toutes ces pensées passèrent en éclair dans mon cerveau. Le délégué termina son discours et s'assit. La salle - je le vis nettement - eut un moment de stupeur. Puis, tout d'un coup - comme s'ils s'étaient mis d'accord préalablement - de nombreux délégués crièrent de tous les côtés de la salle :

- Eh, là-bas ! Qu'est-ce que cet oiseau de délégué ? D'où vient-il ? Qui l'a envoyé ? Si, après tout, il ne sait pas encore ce que c'est que la bourgeoisie, on a fait un drôle de choix en nous l'envoyant ici ! Dis, brave homme, tu n'as pas encore appris toi, ce que c'est que la *bourgeoisie* ! Eh bien, vieux, tu as donc la cervelle bien dure. Eh bien, si tu ne sais pas encore ce que c'est que la bourgeoisie, tu n'as qu'à retourner chez toi et l'apprendre. Ou, au moins, te taire et ne pas nous prendre pour des imbéciles.

- Camarades, crièrent plusieurs délégués, n'êtes-vous pas d'avis qu'il faut mettre fin à toutes ces tentatives d'entraver les travaux essentiels de notre Congrès ? Nous avons autre chose à faire ici que de perdre le temps à couper les cheveux en quatre. Il y a des questions concrètes, très importantes pour la région, à résoudre. Voilà déjà plus d'une heure qu'on piétine et qu'on patauge dans des bêtises au lieu de travailler. Ça commence à avoir l'air d'un véritable sabotage, ça. Au travail ! Assez d'idioties !

- Oui, oui ! Assez de comédies ! Au travail ! cria-t-on de toutes parts.

Le délégué pro-bourgeois avala tout sans dire un mot. Il dut être fixé. (Il ne bougea plus au cours du Congrès qui dura presque une semaine. Et, durant toute la semaine, il resta isolé des autres délégués.)

Pendant que les congressistes vitupéraient leur malchanceux collègue, je regardai Loubime. Il me parut surpris, mais satisfait.

Cependant, les incidents " préalables " ne furent pas encore clos.

A peine la tempête apaisée, Loubime - précisément - bondit vers l'estrade.

Je lui donnai la parole.

- Camarades, commença-t-il, excusez mon intervention. Elle sera brève. Je la fais au nom du Comité local du Parti Socialiste-Révolutionnaire de gauche. Cette fois, il s'agit de quelque chose de vraiment important. D'après la déclaration de notre président, le camarade V..., il ne veut pas présider *effectivement*. Et, en effet, vous vous en êtes certainement rendu compte, il ne remplit pas le véritable rôle d'un président de Congrès. Or, camarades, nous, les socialistes révolutionnaires de gauche, nous trouvons cela très mauvais et tout à fait faux. Cela signifie que votre Congrès, pour ainsi dire, *n'aura pas de tête*. Il devra travailler sans tête, c'est-à-dire sans direction. Avez-vous vu, camarades, un organisme vivant sans tête ? Non, camarades, ce n'est pas possible, ce serait du désordre, du chaos. Vous le voyez, d'ailleurs : nous y sommes déjà en plein. Non, on ne peut pas travailler utilement, fructueusement, sans doute. Il faut *une tête* au Congrès, camarades ! Il vous faut un vrai président, une vraie tête.

Bien que, Loubime prononçât sa diatribe d'un ton plutôt tragique et implorant, son intervention tourne, avec la répétition de ce mot " tête ", presque au ridicule. Mais, ma façon de travailler n'ayant pas encore fait ses preuves, je me demandai si les délégués n'allaient pas être séduits par le fond de la pensée de Loubime.

- Oh ! là ! là ! s'exclama-t-on de toutes parts, nous en avons assez de ces têtes-là ! Toujours des têtes et des têtes. Assez de ces têtes ! Tâchons pour une fois de nous en passer. Tâchons de faire du travail vraiment libre. Le camarade V... nous a bien expliqué qu'il aidera le Congrès techniquement. C'est largement suffisant ! C'est à nous-mêmes d'observer une vraie discipline, de travailler bien et de veiller. Nous ne voulons plus de ces " têtes " qui nous mènent comme des pantins et qui appellent cela " travail et discipline ".

Le camarade Loubime n'eut plus qu'à se rasseoir.

Ce fut le dernier incident. Je me mis à lire l'ordre du jour et le Congrès commença ses travaux.

P. Archinoff a bien raison de constater que par sa discipline, par le bon ordre de ses travaux, par l'élan prodigieux qui anima l'ensemble des délégués, par son caractère sérieux et concentré, par l'importance de ses décisions et par les résultats acquis, ce Congrès fut exceptionnel.

Les travaux se déroulèrent à une bonne cadence et dans un ordre parfait, avec une unanimité, une intimité et une ardeur remarquables. A partir du troisième jour, toute ombre de " froideur " disparut. Les délégués se pénétrèrent entièrement de la liberté de leur action et de l'importance de leur tâche. Ils s'y consacrèrent sans réserve. Ils avaient la conviction de travailler *eux-mêmes* et à *leur propre cause*.

Il n'y eut pas de grands discours ni de résolutions ronflantes. Les travaux revêtirent un caractère pratique, terre à terre.

Lorsqu'il s'agissait d'un problème un peu compliqué, exigeant quelques notions d'ordre général, ou lorsque les délégués voulaient qu'on leur apportât des éclaircissements avant qu'ils abordassent leur propre travail, ils demandaient qu'on leur présentât un rapport substantiel sur le problème. Un des nôtres - moi ou un autre camarade qualifié - faisait cet exposé. Après une courte discussion, les délégués se mettaient à l'oeuvre pour passer aux décisions définitives. Habituellement, une fois d'accord sur les principes de base, ils créaient une commission qui, aussitôt élaborait un projet très étudié et arrêtait une solution pratique au lieu d'échafauder des résolutions littéraires.

Certaines questions de l'heure, tout à fait terre à terre, mais intéressant de près la vie de la région ou la défense de sa liberté, furent âprement discutées et travaillées, par les commissions et par les délégués, dans leurs moindres détails.

En ma qualité de " président technique ", comme on m'appela, je n'eus qu'à veiller sur la suite des questions, à formuler et annoncer le résultat de chaque travail terminé, à faire apprécier et adopter une certaine méthode de travail, etc.

Le plus important fut que le Congrès fonctionna sous les auspices d'une liberté véritable et absolue. Aucune influence venant de haut lieu, aucun élément de contrainte ne s'y firent sentir.

L'idée des Soviets libres, travaillant réellement pour les intérêts de la population laborieuse ; les relations directes entre les paysans et les ouvriers des villes, basées sur l'échange mutuel des produits de leur travail ;

l'ébauche d'une organisation sociale égalitaire et libertaire dans les villes et les campagnes : toutes ces questions furent étudiées sérieusement et mises au point par les délégués eux-mêmes, avec l'aide et le concours désintéressés des camarades qualifiés.

Entre autres, le Congrès résolut de nombreux problèmes concernant l'Armée insurrectionnelle, son organisation et son renforcement.

Il fut décidé que toute la population masculine, jusqu'à l'âge de 48 ans inclus, irait servir dans cette armée. D'accord avec l'esprit du Congrès, cet enrôlement devait être *volontaire*, mais *aussi général et massif que possible*, vu la situation extrêmement dangereuse et précaire dans laquelle se trouvait la région.

Le Congrès décida aussi que le ravitaillement de l'armée serait opéré surtout par des dons bénévoles des paysans : dons ajoutés aux prises de guerre et aux réquisitions dans les milieux aisés. On établit soigneusement l'importance des dons, selon la situation de chaque famille.

Quant à la question purement " politique ", le Congrès décida que les travailleurs *se passeraient partout de toute " autorité ", organiseraient leur vie économique, sociale, administrative ou autre eux-mêmes, par leurs propres forces et moyens, à l'aide de leurs organismes directs et sur une base fédéraliste.*

Les derniers jours des travaux du Congrès furent semblables à un beau poème. De magnifiques élans d'enthousiasme faisaient suite aux décisions concrètes. Tous étaient transportés par leur foi en la grandeur invincible de la véritable Révolution et par la confiance en leurs propres forces. L'esprit de la vraie liberté - tel qu'il est rarement donné de le sentir - était présent dans la salle. Chacun voyait devant soi, chacun se sentait participer à une oeuvre vraiment grande et juste, basée sur la suprême Vérité humaine, valant la peine qu'on lui consacrait toutes ses forces, et même qu'on mourût pour elle.

Les paysans parmi lesquels il y avait des hommes âgés et même des vieillards, disaient que c'était le premier Congrès où ils se sentaient non seulement parfaitement libres et maîtres d'eux-mêmes, mais aussi *vraiment frères*, et qu'ils ne l'oublieraient jamais. Et en effet, il est peu probable que quiconque a pris part à ce Congrès puisse jamais l'oublier. Pour beaucoup, sinon pour tous, il restera à jamais gravé dans leur mémoire comme un beau rêve de vie où la grande et véritable liberté aura rapproché les hommes les uns des autres, leur donnant la possibilité de vivre unis de coeur, liés par un sentiment d'amour et de fraternité.

En se séparant, les paysans soulignèrent la nécessité de mettre en pratique les décisions du Congrès. Les délégués emportèrent avec eux les copies des résolutions afin de les faire connaître partout à la campagne. Il est certain qu'au bout de trois ou quatre semaines, les résultats du Congrès se seraient fait sentir dans toutes les localités du district et que le prochain Congrès, convoqué sur l'initiative des paysans et des ouvriers eux-mêmes, n'aurait pas manqué d'attirer l'intérêt et la participation active de grandes masses de travailleurs à leur propre oeuvre.

Malheureusement, la vraie liberté des masses laborieuses est constamment guettée par son pire ennemi : le Pouvoir. A peine les délégués eurent-ils le temps de retourner chez eux, que beaucoup de leurs villages furent de nouveau occupés par les troupes de Dénikine, venues à marche forcée du front nord. Certes, cette fois, l'invasion ne fut que de courte durée : c'étaient les premières convulsions de l'ennemi expirant. Mais elle arrêta, au moment le plus précieux, le travail constructif des paysans. Et comme du côté nord approchait déjà une autre autorité - le bolchevisme - également hostile à l'idée de la liberté des masses, cette invasion fit un mal irréparable à la cause des travailleurs ; non seulement il leur fut impossible de rassembler un nouveau Congrès, mais même les décisions du premier ne purent être mises en pratique. - (P. Archinoff *op. cit.*, pp. 242 et 244.)

Je ne puis passer sous silence certains épisodes qui marquèrent les derniers moments du Congrès.

Tout à fait vers la fin des travaux, quelques instants avant la clôture, lorsque j'annonçai les classiques " Questions diverses ", quelques délégués entreprirent et réalisèrent jusqu'au bout une tâche délicate, donnant ainsi une preuve de plus et de l'indépendance entière du Congrès, et de l'enthousiasme qu'il souleva, et aussi de l'influence morale qu'il acquit et exerça au cours de ses travaux.

Un délégué se leva.

- Camarades, dit-il, avant de terminer nos travaux et de nous séparer, quelques délégués ont décidé de porter à la connaissance du Congrès des faits pénibles et regrettables qui, à notre avis, doivent retenir l'attention des congressistes. Il est parvenu à nos oreilles que les nombreux blessés et malades de l'Armée insurrectionnelle étaient très mal soignés, faute de médicaments, de soins nécessaires, etc. Pour en avoir le coeur net, nous avons visité nous-mêmes les hôpitaux et les autres endroits où ces malheureux sont installés. Camarades, ce que nous venons de voir est bien triste. Non seulement, les malades et les blessés sont privés de tout secours médical, mais ils ne sont même pas humainement logés ni nourris. La plupart sont couchés n'importe comment, à même la terre, sans paille, sans oreiller, sans couverture... A ce qu'il paraît, on ne trouve même pas assez de paille en ville pour adoucir un peu la dureté du sol. Beaucoup de ces malheureux meurent uniquement faute de soins. Personne ne s'en occupe. Nous comprenons fort bien que, dans les difficiles conditions présentes, l'état-major de notre armée n'a pas le temps de veiller à cette besogne. Le camarade Makhno lui aussi est absorbé par les soucis immédiats du front. Raison de plus, camarades, pour que *le Congrès* s'en charge. Ces malades et ces blessés sont nos camarades, nos frères, nos fils. Ils souffrent pour notre cause à tous. Je suis sûr qu'avec un lieu de bonne volonté nous pourrions au moins trouver de la paille pour soulager un peu leurs souffrances. Camarades, je propose au Congrès de nommer immédiatement une commission qui s'occupera énergiquement de ce cas et fera tout ce qui sera en son pouvoir pour organiser ce service. Elle devra aussi aller toucher tous les médecins de la ville et tous les pharmaciens pour leur demander secours et assistance. Et on cherchera des infirmières bénévoles.

Non seulement la proposition fut adoptée par l'ensemble du Congrès, mais une quinzaine de délégués volontaires constituèrent séance tenante une commission pour s'occuper énergiquement de toute cette besogne. Ces délégués qui, en partant, s'attendaient à rentrer chez eux dans les 24 ou 48 heures, après un simulacre de Congrès, n'hésitèrent pas à sacrifier leurs propres intérêts et à retarder leur retour pour servir la cause des camarades en détresse. Pourtant ils n'avaient pris avec eux que très peu de vivres, et ils avaient chez eux des affaires personnelles urgentes à régler.

Ajoutons qu'ils durent rester plusieurs jours à Alexandrovsk et qu'ils remplirent leur tâche avec succès. On trouva de la paille et on arriva à organiser rapidement un service médical de fortune.

Un autre délégué se leva.

- Camarades, déclara-t-il, je dois vous parler d'une autre affaire également inquiétante. Nous avons appris que certaines frictions ont lieu entre la population civile et les services de l'Armée insurrectionnelle. On nous a rapporté, notamment, qu'il existe à l'armée un service de contre-espionnage qui se permet des actes arbitraires et incontrôlables - dont certains très graves - un peu à la manière de la Tcheka bolcheviste : des perquisitions, des arrestations, même des tortures et des exécutions. Nous ne savons pas ce qu'il y a de vrai dans ces rumeurs. Mais des plaintes nous sont parvenues qui paraissent sérieuses. Il serait déshonorant et périlleux pour notre armée de s'engager sur ce chemin. Ce serait un grave préjudice - même un danger - pour toute notre cause. Nous ne voulons nullement nous mêler des affaires d'ordre purement militaire. Mais nous avons le devoir de nous opposer aux abus et aux excès s'ils existent réellement. Car ces excès dressent la population contre notre mouvement. C'est le Congrès qui, jouissant de la confiance et de l'estime générales de la population, a le devoir de faire une enquête approfondie sur ce point, d'établir la vérité, de prendre des mesures s'il y a lieu et de rassurer les gens. C'est notre Congrès qui, émanation vivante des intérêts du peuple laborieux, est en ce moment l'institution suprême de la région. Il est au-dessus de tout, car il représente ici le peuple laborieux lui-même. Je propose donc au Congrès de créer immédiatement une commission chargée de tirer au clair ces histoires et d'agir en conséquence.

Aussitôt, une commission de quelques délégués fut constituée à cet effet.

Notons en passant que jamais une pareille initiative des délégués du peuple laborieux n'eût été possible sous le régime bolcheviste et que toute cette activité du Congrès donnait les premières notions de la façon dont la nouvelle société naissante devrait fonctionner dès ses débuts si, vraiment, elle voulait progresser et se réaliser.

Ajoutons que les événements qui suivirent ne permirent pas à cette commission de mener son action jusqu'au bout. Les combats incessants, les déplacements de l'armée les tâches urgentes qui absorbaient tous les services de celle-ci, l'en empêchèrent. Nous reparlerons, d'ailleurs, de ce sujet un peu plus loin.

Un troisième délégué se leva.

- Camarades ! Puisque le Congrès est en train de réagir contre certaines défaillances et lacunes, permettez-moi de vous signaler encore un fait regrettable. Il n'est pas tellement important, mais il mérite quand même notre attention à cause de l'état d'esprit fâcheux dont il témoigne. Camarades, vous avez tous, certainement, lu l'avis collé depuis quelques jours aux murs de notre ville et portant la signature du camarade Klein, commandant militaire d'Alexandrovsk. Par cet avis, le commandant Klein invite la population à ne pas abuser des boissons alcooliques, à s'abstenir et surtout à ne pas se montrer dans les rues en état d'ébriété. C'est très juste et très bien. La forme de l'avis n'a rien d'insultant ni de grossier, elle n'est nullement outrageante ni autoritaire, et on ne pourrait qu'en féliciter le camarade Klein. Seulement, voilà, camarades : pas plus tard qu'avant-hier, une soirée populaire de musique, de danse et d'autres distractions eut lieu ici-même, dans cette maison où siège notre Congrès, là, dans la salle à côté ; pas mal d'insurgés, de citoyens et de citoyennes y prirent part. Je m'empresse de vous dire que, jusque-là, on ne peut y voir absolument rien de répréhensible. La jeunesse s'amuse, se distrait, se délasse. C'est tout à fait humain et naturel. Mais voilà, camarades : on a bien bu à cette soirée. Beaucoup d'insurgés et de citoyens se sont saoulés copieusement. Pour vous en rendre compte, vous n'avez qu'à voir le nombre de bouteilles vides amoncelées tout près de vous, là, dans le couloir. (*Hilarité.*) Attention, camarades ! L'objet principal de mon intervention n'est pas là. On s'est amusé. On a bu, même on s'est saoulé. Bon ! Ce n'est pas tellement grave. Ce qui l'est davantage, c'est que l'un de ceux qui ont poussé la chose jusqu'à se saouler comme des cochons, fut... notre camarade Klein, un des commandants de l'armée, commandant militaire de la ville et signataire de l'excellent avis contre l'ivrognerie ! Camarades, il était ivre à tel point qu'il ne pouvait plus marcher et qu'on dut le charger sur une voiture pour le reconduire chez lui, au petit matin. Et, le long du chemin, il a fait du scandale, il a hurlé, il s'est débattu, etc. Alors, camarades, une question se pose : en rédigeant et en signant son avis le camarade Klein se croyait-il au-dessus de l'ensemble des citoyens, exempté de la bonne conduite qu'il prêchait à d'autres ? Ne devait-il pas, au contraire, donner le premier le bon exemple ? A mon avis, il a commis une faute assez grave qu'il ne faudrait pas laisser sans suite.

Bien que l'inconduite de Klein fût, au fond, assez anodine et que les délégués prissent l'incident plutôt au comique, ils manifestèrent une certaine émotion. L'indignation à l'égard de Klein fut générale, car sa façon d'agir pouvait, en effet, être l'expression d'un état d'esprit blâmable : celui d'un " chef " qui se voit au-dessus de la " foule " et se croit tout permis.

- Il faut convoquer Klein sur-le-champ ! proposa-t-on

- Qu'il vienne immédiatement s'expliquer devant le Congrès !

Aussitôt, on dépêcha trois ou quatre délégués auprès de Klein, avec la mission de l'amener ici.

Une demi-heure après, les délégués revinrent avec Klein.

J'étais fort curieux de savoir quelle serait son attitude.

Klein comptait parmi les meilleurs commandants de l'armée insurrectionnelle. Jeune, courageux, très énergique et combatif - au physique un grand gaillard bien bâti, à la figure dure et aux gestes guerriers - il se jetait toujours au plus chaud de la bataille et ne craignait rien ni personne. Il avait de nombreuses blessures. Estimé et aimé, aussi bien par ses collègues que par les simples combattants, il fut l'un de ceux qui détournèrent des bolcheviks et amenèrent à Makhno quelques régiments de l'armée rouge.

Issu d'une famille de paysans, d'origine allemande si je ne m'abuse, il avait une culture primitive.

Il savait que, dans toute circonstance, il serait vigoureusement soutenu et défendu et par ses collègues - les autres commandants - et par Makhno lui-même.

Aurait-il assez de conscience pour comprendre qu'un Congrès des délégués du peuple travailleur était au-dessus et de lui, et de l'armée, et de Makhno ? Sentirait-il qu'un Congrès des travailleurs était l'institution suprême devant laquelle tous étaient responsables ? Comprendrait-il que les travailleurs et leurs Congrès étaient les maîtres, que l'armée, Makhno, etc., n'étaient que les serviteurs de la cause commune, tenus de rendre des comptes à tout instant au peuple laborieux et à ses organes ?

Telles étaient les questions qui préoccupaient mon esprit pendant que le Congrès attendait le retour de la mission.

Une telle conception des choses était tout à fait nouvelle. Les bolcheviks avaient tout fait pour l'effacer de l'esprit des masses. On voudrait voir, par exemple, un Congrès ouvrier en train de rappeler à l'ordre un commissaire ou un commandant de l'armée ! D'abord, c'était une chose absolument inconcevable, impossible. Mais même en supposant que, quelque part, un Congrès ouvrier eût osé le faire, avec quelle indignation, avec quelle désinvolture ce commissaire ou ce commandant aurait foncé sur le Congrès, en jouant, sur l'estrade, de ses armes et en étalant ses mérites ! " Comment ! se serait-il écrié, vous, simple ramassis d'ouvriers, vous avez le culot de demander des comptes à un commissaire, à un chef émérite, ayant à son actif des exploits, des blessures des citations, à un chef estimé, félicité, décoré ? Vous n'avez aucun droit de le faire ! Je ne suis responsable que devant mes supérieurs. Si vous avez quelque chose à me reprocher, adressez-vous à eux ! "

Ouvriers, obéissez à vos chefs !... Staline a toujours raison !

Klein ne serait-il pas tenté de tenir un langage semblable ? Serait-il sincèrement, profondément pénétré d'une tout autre situation et d'une tout autre " psychologie " ?

Bien sanglé dans son uniforme et bien armé, Klein monta à l'estrade. Il avait l'air un peu surpris et - me sembla-t-il - un peu gêné.

- Camarade Klein, s'adressa à lui le délégué " interpellateur ", vous êtes bien le commandant militaire de notre ville ?

- Oui.

- C'est vous qui avez rédigé et fait afficher l'avis contre l'abus des boissons et l'état d'ébriété dans des lieux publics ?

- Oui, camarade. C'est moi.

- Dites, camarade Klein : comme citoyen de notre ville et même son commandant militaire, vous croyez-vous moralement obligé d'obéir à votre propre recommandation ou vous croyez-vous en marge et au-dessus de cet avis ?

Visiblement gêné et confondu, Klein fit quelques pas vers le bord de l'estrade et dit très sincèrement, d'une voix mal assurée :

- Camarades délégués, j'ai tort, je le sais. J'ai commis une faute en me saoulant l'autre jour d'une façon ignoble. Mais, écoutez-moi un peu et comprenez-moi. Je suis un combattant, un homme du front, un soldat, quoi ! Je ne suis pas un bureaucrate, moi. Je ne sais pas pourquoi on m'a foutu commandant de la ville, malgré mes protestations. Comme commandant, je n'ai absolument rien à foutre, moi, sinon rester toute la journée devant un bureau et signer des papiers. Ce n'est pas pour moi, ce boulot. Il me faut de l'action, le grand air, le front, les copains. Camarades, je m'ennuie ici à la mort. Et voilà pourquoi je me suis saoulé l'autre soir. Camarades, je voudrais bien racheter ma faute. Pour cela, vous n'avez qu'à demander qu'on me renvoie au front. Là, je pourrais rendre de véritables services. Tandis qu'ici, à ce maudit poste de commandant, je ne vous promets rien. Je ne peux pas m'y faire. C'est plus fort que moi. Qu'on trouve un autre homme à ma place, un homme capable de faire ce boulot. Pardonnez-moi, camarades, et qu'on m'envoie au front.

Les délégués le prièrent de sortir pour quelques instants. Il obéit docilement.

On délibéra sur son cas. Il était évident que sa conduite n'était pas due à une mentalité de chef vaniteux et orgueilleux. C'est tout ce qu'on voulait savoir. Le Congrès comprit très bien sa sincérité et ses raisons. On le rappela pour lui dire que le Congrès, tenant compte de ses explications, ne lui tenait pas rigueur de sa faute et ferait le nécessaire pour qu'il fût renvoyé au front.

Il remercia les délégués et partit très simplement, comme il était venu. Les délégués intervinrent en sa faveur et, quelques jours plus tard, il retourna sur le front.

A certains lecteurs, ces épisodes paraîtront peut-être insignifiants et indignes d'occuper tant de pages. Je me permets de leur dire que, du point de vue révolutionnaire, je les considère comme infiniment plus importants, plus suggestifs, et plus utiles, dans les moindres détails, que tous les discours de Lénine, de Trotsky et de Staline, prononcés avant, pendant et après la Révolution.

L'incident Klein fut le dernier. Quelques minutes après le Congrès termina ses travaux.

Mais qu'il me soit permis de raconter ici encore un tout petit épisode - personnel - qui eut lieu en dehors du Congrès lui-même.

A la sortie, je rencontrai Loubime, souriant, radieux.

- Vous ne pouvez pas vous imaginer, me dit-il, à quel point je suis satisfait. Vous m'avez certainement vu très affairé au cours du Congrès. Savez-vous ce que j'ai fait ? Je suis spécialisé dans la formation de groupes d'éclaireurs et de détachements spéciaux. Il y avait justement cette question dans l'ordre du jour. Eh bien pendant deux jours j'ai travaillé à la commission des délégués chargée de l'étudier et d'y apporter une solution utile. Je leur ai donné un bon coup de main. Ils m'ont félicité de mon travail. Et j'ai vraiment fait quelque chose de bon et de nécessaire. Je sais que cela va servir la cause. Je suis bien content...

- Loubime, lui dis-je, dites-moi très sincèrement : au cours de ce bon et utile travail, avez-vous pensé un seul instant à votre rôle *politique* ? Vous êtes-vous rappelé votre qualité de membre d'un " parti politique " ? De responsable devant " votre parti ", etc. ? Votre travail utile ne fut-il pas, justement, un travail apolitique ; concret, précis, travail de collaboration, de coopération, et non pas celui de " tête ", de " direction qui s'impose ", d'action gouvernementale ?

Loubime me regarda, pensif

- En tout cas, fit-il, le Congrès a été très beau, très réussi, je l'avoue...

- Voila, Loubime, conclus-je. Réfléchissez-y bien. Vous avez véritablement rempli votre rôle et fait de bon travail au moment même où vous avez lâché votre " emploi politique " et aidé, tout simplement, vos collègues en tant que camarade connaissant l'affaire. Croyez-le bien, c'est là tout le secret de la réussite du Congrès. Et c'est là aussi tout le secret de la réussite d'une révolution. C'est comme cela que tous les révolutionnaires devraient agir et partout, et sur le plan local, et sur une échelle plus vaste. Quand les révolutionnaires et les masses l'auront compris, la véritable victoire de la Révolution sera assurée.

Je n'ai plus jamais revu Loubime. Je ne sais pas ce qu'il est devenu. S'il est en vie, je ne sais pas ce qu'il pense aujourd'hui. Je voudrais que ces lignes lui tombent sous les yeux... Et qu'il se rappelle...

10.4.3 La dernière victoire des " makhnovistes " sur les dénikiens. - La prise d'Ekaterinoslaw.

Quelques jours après la fin du Congrès d'Alexandrovsk, les makhnovistes s'emparèrent définitivement de la ville d'Ekaterinoslaw. Mais on ne put rien organiser - ni même entreprendre - rien de positif dans cette ville. Les troupes de Dénikine, refoulées dans la ville, trouvèrent le moyen de se retrancher à proximité, sur la rive gauche du Dniéper. Malgré leurs efforts, les makhnovistes ne réussirent pas à les déloger. Journellement, pendant tout un mois, les dénikiens bombardèrent

la ville, qui se trouvait sous le feu des batteries de leurs nombreux trains blindés. Chaque fois que la Commission de culture de l'Armée insurrectionnelle réussissait à convoquer une conférence des ouvriers de la ville, les dénikiens, parfaitement renseignés, augmentaient l'intensité du feu, lançant des projectiles en grand nombre, surtout sur les lieux où devait se tenir la séance. Aucun travail sérieux, aucune organisation méthodique n'étaient possibles. C'est à peine si l'on put tenir quelques meetings en ville et dans la banlieue.

L'un des arguments favoris des bolcheviks contre les makhnovistes est l'affirmation que les insurgés n'avaient rien fait, pendant le temps où ils étaient maîtres d'Ekatérinoslaw, pour apporter une organisation constructive dans la vie de cette ville. En disant cela, les bolcheviks cachent aux masses deux circonstances d'une importance capitale. D'abord, les makhnovistes n'ont jamais été les représentants d'un parti ni d'une autorité quelconques. A Ekatérinoslaw ils faisaient fonction d'un détachement révolutionnaire militaire, montant la garde pour la liberté de la cité. En cette qualité, *il ne leur appartenait point* d'entreprendre la réalisation du programme constructeur de la Révolution. Cette oeuvre ne pouvait appartenir qu'aux masses laborieuses de l'endroit. L'armée makhnoviste pouvait, tout au plus, les y *aider* de son avis, de ses conseils, de son esprit d'initiative et de ses facultés d'organisation, ce qu'elle fit, d'ailleurs, autant que possible. Et, justement, les bolcheviks ne disent rien de la situation exceptionnelle où la ville se trouvait à ce moment. Pendant tout le temps que les makhnovistes y restèrent, elle fut non seulement en état de siège, mais effectivement assiégée. Pas une heure ne se passait sans que des obus ne vinssent y éclater. C'est *cette* situation qui empêcha les ouvriers - et non l'armée makhnoviste - de se mettre sur-le-champ à organiser la vie d'après les principes de l'action libre.

Pour ce qui est de la fable selon laquelle les makhnovistes auraient déclaré aux cheminots venus demander des secours de n'avoir nul besoin de voies ferrées vu que la steppe et leurs bons chevaux leur suffisaient parfaitement, cette invention grossière fut lancée par les journaux de Dénikine en octobre 1919, et c'est à cette source que les bolcheviks allèrent la puiser pour la faire servir à leurs fins. - (P. Archinoff, *op. cit.*, p. 246.)

Cette fable fut ajoutée à d'autres légendes et calomnies répandues par les bolcheviks dans le but de compromettre le mouvement makhnoviste aux yeux des masses.

10.4.4 L'épidémie. - L'abandon d'Ekatérinoslaw. - Le retour des bolcheviks en Ukraine. - Leur nouveau conflit avec les makhnovistes.

A partir du mois de novembre, une terrible épidémie de typhus exanthématique, qui envahit toute la Russie, ravagea l'Armée insurrectionnelle. *La moitié* des hommes étaient malades, et la proportion des décès était très élevée. Ce fut la raison principale pour laquelle les makhnovistes se virent obligés d'abandonner Ekatérinoslaw lorsque la ville fut attaquée, vers la fin novembre, par les forces principales de Dénikine battant en retraite vers la Crimée et talonnées par les bolcheviks.

Ayant quitté Ekatérinoslaw, les troupes makhnovistes se regroupèrent dans la région située entre les villes de Méliopol, Nicopol et Alexandrovsk.

C'est dans cette dernière ville que l'état-major makhnoviste fut rejoint, fin décembre 1919, par le haut commandement de plusieurs divisions de l'Armée Rouge descendues sur les traces de Dénikine.

Depuis quelque temps déjà, les makhnovistes s'attendaient à cet événement. Envisageant, dans les nouvelles conditions créées, non pas une collision mais une rencontre fraternelle, ils ne prirent aucune mesure de précaution.

La rencontre fut en tout point semblable à plusieurs autres qui la précédèrent, amicale - et même cordiale - en apparence ; elle devait réserver toutefois - et on s'y attendait - des surprises et des orages. Sans aucun doute, les bolcheviks se souvenaient avec amertume et rancune du coup que certains régiments makhnovistes leur avaient porté récemment, en quittant les rangs de leur armée et en emmenant avec eux plusieurs régiments rouges. Sans le moindre doute, également, ils ne pourraient tolérer longtemps la présence à leurs côtés d'une armée libre, ni le voisinage d'un mouvement indépendant, de toute une région qui ne reconnaissait pas leur autorité. Tôt ou tard,

des conflits seraient inévitables. Et, à la première occasion, les bolcheviks n'hésiteraient pas à attaquer. Quant aux makhnovistes, se rendant plus ou moins compte de cette situation, et bien qu'ils fussent prêts à régler tous les différends éventuels pacifiquement et fraternellement, ils ne pouvaient se défaire d'un sentiment de méfiance.

Cependant, les soldats des deux armées se saluèrent amicalement, fraternellement. Un meeting commun eut lieu où les combattants des deux armées se tendirent la main et déclarèrent lutter de concert contre l'ennemi commun : le capitalisme et la contre-révolution. Quelques unités de l'Armée Rouge manifestèrent même l'intention de passer dans les rangs makhnovistes.

Huit jours après, l'Orage éclata.

Le " commandant de l'Armée insurrectionnelle " - Makhno - reçut l'ordre du Conseil Révolutionnaire Militaire du XIVe corps de l'Armée Rouge de diriger l'Armée insurrectionnelle sur le front polonais.

Tous comprirent aussitôt qu'il s'agissait là d'un premier pas vers une nouvelle attaque contre les makhnovistes. En effet, l'ordre de partir pour le front polonais était un non-sens, pour plusieurs raisons. Avant tout, l'armée insurrectionnelle n'était subordonnée ni au XIVe corps d'armée, ni à aucune autre unité militaire rouge. Le commandement rouge n'avait aucune qualité pour donner des ordres à l'Armée insurrectionnelle qui avait supporté seule tout le poids de la lutte contre la réaction en Ukraine. Ensuite, même si ce départ avait été fraternellement envisagé, il était matériellement impossible d'y donner suite, la moitié des hommes, presque tous les commandants, les membres de l'état-major et Makhno lui-même étant alors malades. Enfin, la combativité et l'utilité révolutionnaires de l'Armée insurrectionnelle seraient certainement beaucoup plus grandes sur place, en Ukraine, que sur le front polonais où cette armée, placée dans une ambiance étrangère, inconnue, serait obligée de se battre pour des buts qu'elle ne connaissait pas.

C'est en ce sens que les makhnovistes répondirent à l'ordre du commandement rouge, refusant net de l'exécuter.

Mais, des deux côtés, on savait parfaitement que la proposition comme la réponse étaient de la " pure diplomatie ". On savait de quoi il s'agissait en réalité.

Envoyer l'Armée insurrectionnelle sur le front polonais, cela signifiait couper net le nerf principal du mouvement révolutionnaire sur place. C'était justement ce que les bolcheviks cherchaient. Ils aspiraient à être les maîtres absolus de la région. Si l'Armée insurrectionnelle se soumettait, ils atteignaient leur but. En cas de refus, ils préparaient la riposte qui devait aboutir au même résultat. Les makhnovistes le savaient. Et ils se préparaient à parer le coup. Le reste n'était que " de la littérature ".

La riposte au refus ne se fit pas attendre. Mais les makhnovistes agirent les premiers et évitèrent ainsi des événements sanglants immédiats. En envoyant leur réponse, ils adressèrent, en même temps, un appel aux soldats de l'Armée Rouge, les engageant à ne pas être dupes des manoeuvres provocatrices de leurs chefs. Ceci fait, ils levèrent le camp et se mirent en marche vers Goulaï-Polé qui venait d'être évacué par les blancs et vivait sans aucune espèce d'autorité. Ils y arrivèrent sans encombre et sans accidents en cours de route. Pour l'instant, l'Armée Rouge ne s'opposa pas à ce mouvement. Seuls quelques détachements sans importance et quelques personnages isolés, restés en arrière du gros des troupes, furent faits prisonniers par les bolcheviks.

Quinze jours après, vers la mi-janvier 1920, les bolcheviks déclarèrent Makhno et les combattants de son armée hors la loi, pour leur refus de se rendre sur le front polonais.

10.4.5 La deuxième attaque bolcheviste contre les makhnovistes.

Le troisième acte du drame commença. Il dura neuf mois.

Il fut marqué par une lutte acharnée entre les makhnovistes et les autorités " communistes ". Nous n'allons pas en relater les péripéties. Bornons-nous à dire que, de part et d'autre, ce fut une lutte sans merci. Afin d'éviter une fraternisation éventuelle entre les soldats de l'Armée Rouge et les makhnovistes, le commandement bolcheviste lança contre ces derniers la division des tirailleurs lettons et des détachements chinois, c'est-à-dire des corps dont les contingents ne se rendaient nullement compte de la véritable essence de la Révolution russe, et se contentaient d'obéir aveuglément aux ordres des chefs.

Du côté bolcheviste, la lutte fut menée avec une fourberie et une sauvagerie inouïes.

Bien que les troupes rouges fussent dix fois plus nombreuses, les détachements de Makhno et Makhno lui-même, manoeuvrant très habilement et aidés efficacement par la population se trouvaient constamment

hors de leur portée. D'ailleurs, le haut commandement bolcheviste évitait sciemment la lutte franche et ouverte contre Makhno et son armée. Il préférerait un autre genre de guerre.

A l'aide de nombreuses reconnaissances, l'Armée Rouge repérait méthodiquement les villages et les localités où les détachements makhnovistes étaient faibles ou inexistantes. Les troupes bolchevistes s'abattaient sur ces localités sans défense et les occupaient presque sans combat. Les bolcheviks parvinrent ainsi à s'établir solidement en plusieurs endroits et à arrêter le libre développement de la Région, ébauché en 1919.

Partout où les bolcheviks s'installaient, ils déclenchaient " la guerre ", non pas contre l'Armée insurrectionnelle, mais contre la population paysanne en général. Les arrestations et les exécutions en masse commençaient aussitôt. La répression dénikinienne pâliissait devant celle des bolcheviks.

En parlant de la lutte contre les insurgés, la presse communiste de l'époque avait coutume de citer les chiffres des makhnovistes défaits faits prisonniers et fusillés. Mais elle omettait de dire qu'il s'agissait presque toujours non pas d'insurgés militants, appartenant à l'armée, mais de simples villageois convaincus ou seulement suspects de quelque sympathie pour les makhnovistes.

L'arrivée des soldats de l'Armée Rouge dans un village signifiait l'arrestation immédiate de nombreux paysans qui étaient ensuite emprisonnés et, pour la plupart, fusillés, soit comme insurgés makhnovistes, soit comme " otages ".

Le village de Goulaï-Polé passa maintes fois de main en main. Naturellement, il eut le plus souffrir des incursions réitérées des bolcheviks. Chaque survivant de ce village pourrait raconter des cas effrayants de la répression bolcheviste.

Notons en passant que, lors des premières incursions, Makhno - malade et sans connaissance - faillit à maintes reprises tomber entre les mains de l'ennemi qui le cherchait. Il dut son salut - et aussi sa guérison - au dévouement sublime des paysans qui, souvent, se sacrifiaient volontairement cherchant à gagner du temps pour permettre de transporter le malade dans un endroit plus sûr.

D'après les calculs les plus modérés, plus de 200.000 paysans et ouvriers furent fusillés ou gravement mutilés par les autorités soviétiques en Ukraine, à cette époque. A peu près autant furent emprisonnés ou déportés dans le désert sibérien et ailleurs.

Naturellement, les makhnovistes ne pouvaient rester indifférents devant une déformation aussi monstrueuse de la Révolution. A la terreur des bolcheviks ils répondirent par des coups non moins durs. Ils appliquèrent aux bolcheviks tous les moyens et méthodes de guérillas qu'ils avaient pratiqués jadis, au moment de leur lutte contre l'hetman Skoropadsky.

Lorsque les makhnovistes s'emparaient - au cours d'une bataille ou par surprise - de nombreux prisonniers rouges, ils désarmaient les soldats et leur rendaient la liberté, sachant qu'on les envoyait au feu par contrainte. Ceux qui parmi les soldats, désiraient se joindre aux makhnovistes étaient reçus fraternellement. Mais quant aux chefs, aux commissaires et aux représentants du parti communiste en mission, ils étaient généralement passés au fil de l'épée, hormis les cas où les soldats demandaient leur grâce pour des raisons plausibles. N'oublions pas que tous les makhnovistes, quels qu'ils fussent, dont les bolcheviks réussissaient à s'emparer, étaient invariablement fusillés sur-le-champ.

Les autorités soviétiques et leurs agents dépeignaient maintes fois les makhnovistes comme de vulgaires assassins sans pitié, comme des bandits sans foi ni loi. Elles publiaient de longues listes des soldats de l'Armée Rouge et des membres du parti communiste mis à mort par ces " criminels ". Mais elles se taisaient toujours sur le point essentiel, à savoir que ces victimes tombaient lors des combats engagés ou provoqués par les communistes eux-mêmes.

En réalité, on ne pouvait qu'admirer les sentiments de tact, de délicatesse, de discipline spontanée et d'honneur révolutionnaire dont les makhnovistes faisaient preuve à l'égard des soldats de l'Armée Rouge.

Mais quant aux chefs de cette armée et à " l'aristocratie " du parti communiste, les makhnovistes les considéraient comme les seuls et véritables auteurs de tous les maux et de toutes les horreurs dont le Pouvoir " soviétique " accablait le pays. C'étaient ces chefs qui avaient sciemment anéanti la liberté des travailleurs et fait de la région insurgée une plaie béante par où s'échappait le sang du peuple. C'est pourquoi ils agissaient envers eux sans pitié ni regards ; les *chefs* étaient habituellement mis à mort aussitôt faits prisonniers.

L'un des grands soucis du gouvernement bolcheviste était de savoir Makhno en vie et de ne pas arriver à s'en saisir. Les bolcheviks étaient soirs que supprimer Makhno équivaldrait à liquider le mouvement. Aussi, durant tout l'été de 1920, ils ne cessèrent de fomenter contre Makhno des attentats dont aucun ne réussit. Il existe une documentation concluante à ce sujet. Mais nous ne nous attarderons pas à ces "à-côté" personnels du mouvement.

Tout le long de l'année 1920 - et plus tard - les autorités soviétiques menèrent la lutte contre la Makhnovtchina, prétendant combattre *le banditisme*. Elles déployèrent une agitation intense pour en persuader le pays, adaptant à ce but leur presse et tous leurs moyens de propagande, soutenant à tout prix cette calomnie à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

En même temps, de nombreuses divisions de tirailleurs et de cavalerie furent lancées contre les insurgés, dans le but de détruire le mouvement et de le pousser ainsi effectivement vers le gouffre du banditisme. Les makhnovistes prisonniers étaient impitoyablement mis à mort, leurs familles - pères, mères, épouses, parents - soumis à la torture ou tués, leurs biens pillés ou confisqués, leurs habitations dévastées. Tout cela se pratiquait sur une vaste échelle.

Il fallait avoir une volonté surhumaine et déployer des efforts héroïques pour que la vaste masse des insurgés, en face de toutes ces horreurs commises journellement par les autorités, gardât intactes ses positions rigoureusement révolutionnaires et ne sombrât vraiment, par exaspération, dans l'abîme du banditisme. Or, cette masse ne perdit pas un seul jour son courage. Elle ne baissa jamais son pavillon révolutionnaire. Elle resta jusqu'au bout fidèle à sa tâche.

Pour ceux qui eurent l'occasion de l'observer pendant cette période si dure, si pénible, ce spectacle fut un véritable miracle, démontrant combien profonde était la foi des masses laborieuses en la Révolution, combien puissant était leur dévouement à la cause dont l'idée les transportait. - (P Archinoff, *op. cit.*, pp. 273-274.)

A partir de l'été 1920, les makhnovistes eurent à soutenir la lutte, non seulement contre les détachements de l'Armée Rouge, mais contre tout le système bolcheviste, contre toutes les forces étatistes des bolcheviks en Russie et en Ukraine. Chaque jour, cette lutte s'intensifiait et s'amplifiait. Dans ces conditions, les troupes insurrectionnelles se voyaient parfois obligées - pour éviter la rencontre d'un ennemi trop supérieur en force - de s'éloigner de leur base et d'effectuer des marches forcées de 1.000 kilomètres et plus. Il leur arrivait de se replier tantôt vers le bassin du Donetz, tantôt dans les départements de Kharkov et de Poltava.

Ces pérégrinations involontaires furent largement mises à profit par les insurgés dans les buts de propagande chaque village où leurs troupes s'arrêtaient pour un jour où deux devenait un vaste auditoire makhnoviste.

Ajoutons que la situation exceptionnellement difficile de l'Armée insurrectionnelle ne l'empêcha pas de veiller au perfectionnement de son organisation.

Après la défaite de Dénikine et le retour des insurgés dans leur région, un " Conseil (Soviet) des insurgés révolutionnaires (makhnovistes) " fut créé. Il comprenait des délégués de toutes les unités de l'armée et il fonctionnait assez régulièrement. Il s'occupait des questions qui ne concernaient pas les opérations militaires proprement dites.

En été 1920, dans les conditions particulièrement instables et pénibles où l'armée se trouvait à ce moment-là, une telle institution devint trop encombrante et incapable de fonctionner utilement. Elle fut remplacée par un conseil réduit, comprenant sept membres élus ou ratifiés par la masse des insurgés. Ce conseil se divisait en trois sections : celle des affaires et des opérations militaires, celle de l'organisation et du contrôle général et celle de l'instruction, de la propagande et de la culture.

10.5 L'offensive de Wrangel - Sa défaite

10.5.1 Les bolcheviks en danger. - Leur entente avec l'Armée insurrectionnelle.

Passons au quatrième acte : l'expédition de Wrangel.

L'ex-officier tsariste baron Wrangel remplaça Dénikine à la tête du mouvement blanc. Dans les mêmes parages - en Crimée, en Caucase, dans les régions du Don et du Kouban - il s'efforça de rassembler et de regrouper les restes des troupes dénikinienne. Il y parvint avec succès. Alors il renforça ses troupes de base, grâce à plusieurs recrutements successifs et finit par mettre sur pied une armée bien charpentée et toute dévouée, la politique désastreuse des bolcheviks dressant contre eux des couches populaires de plus en plus vastes.

Wrangel commença à inquiéter sérieusement les bolcheviks dès le printemps 1920. Plus fin, plus rusé que son prédécesseur il devint rapidement dangereux.

Dès le milieu de l'été, il commença à prendre nettement le dessus. Il avançait lentement, mais sûrement. Bientôt son avance constitua une menace grave pour tout le bassin du Donetz. Les bolcheviks étant fortement engagés - et éprouvant des revers - sur le front polonais, la Révolution tout entière se trouva à nouveau en danger.

Comme à l'époque de l'offensive de Dénikine les makhnovistes décidèrent de combattre Wrangel dans la mesure de leurs forces et moyens. A plusieurs reprises, ils se portèrent contre lui. Mais, chaque fois, en plein combat, les troupes rouges les prenaient à revers, les obligeant à abandonner la ligne de feu et à se retirer.

En même temps, les autorités soviétiques ne cessaient de calomnier et de salir les makhnovistes. Ainsi, par exemple, tout en continuant à les traiter de " bandits " et de " défenseurs des koulaks ", ils répandaient partout la fausse nouvelle d'une alliance entre Makhno et Wrangel, et le représentant plénipotentiaire du gouvernement de Kharkov Yakovleff, n'hésita pas à déclarer, en séance plénière du Soviet d'Ekaterinoslaw, que le gouvernement avait des preuves écrites de cette alliance. Tous ces procédés étaient, pour eux, des " moyens de lutte politique ".

Les makhnovistes ne pouvaient rester indifférents à l'avance de plus en plus menaçante de Wrangel. Selon eux, il importait de le combattre sans retard, sans lui laisser le temps d'étendre et de consolider ses conquêtes. Mais que faire des communistes ? D'abord, ils empêchaient les makhnovistes d'agir. Ensuite leur dictature était tout aussi néfaste et hostile à la liberté des travailleurs que celle de Wrangel.

Après avoir examiné le problème sous toutes ses faces, le Conseil des Insurgés et l'état-major de l'armée considérèrent que, vis-à-vis de la Révolution, Wrangel représentait malgré tout l' " ennemi n° 1 " et qu'il fallait essayer de s'entendre avec les bolcheviks.

La question étant portée ensuite devant la masse des insurgés, ceux-ci décidèrent, au cours d'un grand meeting, que l'anéantissement de Wrangel pouvait donner de grands résultats. L'Assemblée se rangea à l'avis du Conseil et de l'Etat-major.

Il fut décidé de proposer aux communistes une suspension des hostilités entre eux et les makhnovistes afin d'écraser Wrangel de concert.

En juillet et en août, des dépêches en ce sens furent envoyées à Moscou et à Kharkov, au nom du Conseil et du commandant de l'Armée insurrectionnelle. Elles restèrent sans réponse. Les communistes continuaient leur campagne contre les makhnovistes, leur faisant la guerre et les abreuvant de calomnies.

Au mois de septembre, Ekaterinoslaw dut être abandonné par les communistes. Wrangel s'empara, presque sans résistance, de Berdiansk, d'Alexandrovsk, de Goulai-Polé, de Sinelnikovo, etc.

C'est alors seulement qu'une délégation plénipotentiaire du Comité Central du Parti Communiste, un certain Ivanoff en tête, se rendit à Starobelsk (région de Kharkov), où les makhnovistes campaient à ce moment-là, afin d'engager avec eux les pourparlers au sujet d'une action combinée contre Wrangel.

Ces pourparlers eurent lieu séance tenante, à Starobelsk même. Ils aboutirent aux préliminaires d'un accord militaire et politique entre les makhnovistes et le pouvoir soviétique. Les clauses de ces préliminaires furent envoyées à Kharkov, afin d'y être définitivement rédigées et ratifiées.

A cet effet, et aussi pour entretenir des rapports suivis avec l'état-major bolcheviste, Boudanoff et Popoff partirent pour Kharkov.

Entre le 10 et le 15 décembre 1920, les clauses de l'accord furent rédigées définitivement et adoptées par les deux contractants.

Malgré notre souci d'abrégé, ce document historique doit être cité en entier. Sa teneur est fort suggestive. De plus, les événements qui suivirent la conclusion du pacte ne peuvent être compris ni appréciés à leur juste valeur qu'à condition de connaître, en tous leurs points, les dispositions de l'acte.

Convention de l'accord militaire et politique préliminaire entre le gouvernement soviétique de l'Ukraine et l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire (makhnoviste) de l'Ukraine.

Partie I.- Accord politique.

1. - Elargissement immédiat de tous les makhnovistes et anarchistes emprisonnés ou exilés sur les territoires des républiques soviétiques ; cessation de toutes persécutions des makhnovistes et des anarchistes ; seuls ceux qui mèneraient la lutte armée contre le gouvernement des Soviets ne seraient pas compris dans cette clause.

2. - Liberté entière pour tous les makhnovistes et anarchistes de toute expression publique et de toute propagande de leurs principes et idées, par la parole et par la presse, sauf toutefois l'appel au renversement violent du Pouvoir des Soviets, et à condition de respecter les dispositions de la censure militaire.

Pour toutes sortes de publications, les makhnovistes et les anarchistes, en tant qu'organisations révolutionnaires reconnues par le gouvernement des Soviets, disposeront de l'appareil technique de l'État des Soviets, en se soumettant, naturellement, aux règlements techniques des publications.

3.- Libre participation aux élections aux Soviets ; le droit pour les makhnovistes et les anarchistes d'y être élus. Libre participation à l'organisation du prochain cinquième Congrès panukrainien des Soviets, qui doit avoir lieu en décembre prochain .

Signé : Par mandat du gouvernement des Soviets de la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine : *Yakovleff*. - Plénipotentiaires du Conseil et du commandement de l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire (makhnoviste) de l'Ukraine : *Kourilenko, Popoff*.

Partie II.-Accord militaire

1. - L'Armée insurrectionnelle révolutionnaire (makhnoviste) de l'Ukraine fera partie des forces armées de la République connue armée de partisans, subordonnée, quant aux opérations, au commandement suprême de l'Armée Rouge. Elle gardera sa structure intérieure établie, sans avoir à adopter les bases et les principes d'organisation de l'Armée Rouge régulière.

2. - En passant à travers le territoire des Soviets, en se trouvant au front ou en traversant les fronts, l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire (makhnoviste) de l'Ukraine n'acceptera dans ses rangs ni détachements ni déserteurs de l'Armée Rouge.

Remarques :

a) Les unités de l'Armée Rouge ainsi que les soldats rouges isolés qui auraient rencontré, à l'arrière du front de Wrangel, l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire et se seraient joints à elle, devront, en retrouvant l'Armée Rouge, retourner dans ses rangs ;

b) Les partisans makhnovistes se trouvant à l'arrière du front de Wrangel, ainsi que tous les hommes se trouvant présentement dans les rangs de l'Armée insurrectionnelle, y resteront, même s'ils avaient été mobilisés auparavant par l'Armée Rouge.

3. - Dans le but d'anéantir l'ennemi commun - l'armée blanche - l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire (makhnoviste) de l'Ukraine mettra les masses travailleuses qui marchent avec elle au courant de l'accord conclu ; elle invitera la population à cesser toute action hostile contre le Pouvoir des Soviets ; de son côté, le gouvernement des Soviets fera publier immédiatement les clauses de l'accord conclu.

4. - Les familles des combattants de l'Armée insurrectionnelle (makhnoviste) habitant le territoire de la République des Soviets jouiront des mêmes droits que celles des soldats de l'Armée Rouge et seront munies, à cet effet, des documents nécessaires par le gouvernement soviétique de l'Ukraine.

Signé : Commandant du front Sud : *Frounzé*. - Membres du Conseil révolutionnaire du front Sud : *Béla Koun, Gousseff*. - Délégués plénipotentiaires du Conseil et du Commandement de l'Armée insurrectionnelle makhnoviste : *Kourilenko, Popoff* .

En plus des trois clauses susmentionnées de l'accord politique, les représentants du Conseil et du commandement de l'armée makhnoviste soumièrent au gouvernement des Soviets une quatrième clause particulière, ainsi conçue :

Quatrième clause de l'accord politique.

Un des éléments essentiels du mouvement makhnoviste étant la lutte pour l'auto-administration des travailleurs, l'Armée insurrectionnelle croit devoir insister sur le point suivant (le quatrième) : dans la région où opérera l'armée makhnoviste, la population ouvrière et paysanne créera ses institutions libres pour l'auto-administration économique et politique, ces institutions seront autonomes et liées fédérativement - par pactes - avec les organes gouvernementaux des Républiques Soviétiques.

Pratiquement, il s'agissait de réserver aux insurgés makhnovistes deux ou trois départements de l'Ukraine pour qu'ils pussent y réaliser en toute liberté leur expérience sociale, gardant des rapports fédératifs avec l'U.R.S.S.

Bien que cette clause spéciale ne fit pas corps avec le pacte signé, les makhnovistes y attachaient, naturellement, une très grande importance.

Détail curieux : après la conclusion du pacte avec les makhnovistes, les bolcheviks se virent dans l'obligation de déclarer, par la voix du " Commissariat principal de la Guerre ", que Makhno ne s'était jamais trouvé en relations avec Wrangel, que les affirmations répandues à ce sujet par les autorités furent une erreur basée sur de fausses informations, etc. Ces déclarations furent publiées par le " Commissariat principal de la Guerre ", sous le titre " Makhno et Wrangel ", dans le *Prolétaire* et dans d'autres feuilles de Kharkov, vers le 20 octobre 1920.

Nous invitons le lecteur à examiner de près le texte de cet accord. Il y distinguera nettement deux tendances opposées : l'une, étatiste, défendant les privilèges et les prérogatives habituels de l'autorité ; l'autre, *populaire et révolutionnaire*, défendant les revendications habituelles des masses subjuguées.

Il est extrêmement caractéristique que la première partie de l'accord - celle qui porte sur les clauses " politiques " et revendique les droits naturels des travailleurs - contienne uniquement les thèses makhnovistes. Sous ce rapport, les autorités soviétiques eurent l'attitude classique de toutes les tyrannies : elles cherchèrent à limiter les revendications formulées par les makhnovistes, marchandant sur tous les points, faisant tout leur possible pour réduire les droits du peuple laborieux, droits indispensables pour sa véritable liberté et inaliénables.

Sous divers prétextes, les autorités soviétiques retardèrent longtemps la publication de l'accord conclu.

Les makhnovistes y virent un signe qui n'augurait rien de bon.

Se rendant compte du manque de franchise des autorités soviétiques, ils déclarèrent fermement que tant que l'accord n'aurait pas été publié, l'Armée insurrectionnelle ne pourrait agir suivant ses clauses.

Ce ne fut qu'après cette pression directe émise par le gouvernement des Soviets se décida enfin à publier le texte de l'accord conclu. Mais il ne le fit pas en entier, en une seule fois. Il en publia d'abord la partie II (accord militaire), puis, après un intervalle, la partie I (accord politique). Le véritable sens du pacte en fut obscurci. La plupart des lecteurs ne le saisirent certainement pas, et c'est ce que le gouvernement bolcheviste chercha.

Quant à la clause politique spéciale (la quatrième), les autorités ukrainiennes la séparèrent de l'accord, prétendant qu'il fallait conférer spécialement à ce sujet avec Moscou.

10.5.2 La première défaite de Wrangel par les makhnovistes. - Sa débâcle définitive.

Entre le 15 et le 20 octobre, l'armée makhnoviste se mit en marche pour attaquer Wrangel.

La ligne de bataille s'étendit de Sinelnikovo à Alexandrovsk-Pologui-Berdiansk. La direction prise fut celle de Pérékop⁵⁸.

Dès les premiers combats, entre Pologui et la ville d'Orékhov, une partie importante des troupes de Wrangel, commandée par le général Drozdoff, fut battue et 4.000 soldats furent faits prisonniers⁵⁹.

⁵⁸ *Pérékop* : isthme très étroit - et très accidenté - qui relie la presqu'île de Crimée au continent.

⁵⁹ C'est à ce moment-là que Makhno exigea par télégramme, la mise en liberté immédiate de Tchoubenko et la mienne - j'avais été emprisonné fin décembre 1919 - et que les bolcheviks me vantèrent les qualités combattives de l'armée makhnoviste.

Trois semaines après, la région était libérée des troupes de Wrangel. Elles se replièrent vers la Crimée.

Au début de novembre, les makhnovistes, conjointement avec l'Armée Rouge, se trouvaient déjà devant Pérékop.

Quelques jours plus tard, l'Armée Rouge ayant bloqué Pérékop, une partie des troupes makhnovistes, suivant les ordres de l'état-major, passa à une trentaine de kilomètres à gauche de l'isthme et s'engagea sur les glaces du détroit de Sivach, gelé à cette époque. La cavalerie, commandée par Martchenko (paysan anarchiste, originaire de Goulai-Polé), marchait en tête, suivie du régiment de mitrailleurs, sous les ordres de Kojine (paysan révolutionnaire, commandant de très grande valeur). La traversée se fit sous le feu violent et continu de l'ennemi. Elle coûta beaucoup de vies. Mais la hardiesse et la persévérance des assaillants finirent par briser la résistance des troupes de Wrangel. Elles prirent la fuite. Alors, une autre armée makhnoviste, celle de Crimée, sous les ordres de Simon Karetnik (un autre paysan anarchiste de Goulai-Polé), se dirigea droit sur Simféropol qui fut enlevé d'assaut, le 13 et le 14 novembre. En même temps, l'Armée Rouge forçait Pérékop.

Il est incontestable qu'ayant pénétré en Crimée par Sivach, les makhnovistes contribuèrent puissamment à la prise de l'isthme de Pérékop, réputé imprenable, en obligeant Wrangel à se retirer au fond de la presqu'île de Crimée pour ne pas être cerné dans les gorges de Pérékop.

L'entreprise de Wrangel prit fin. Les débris de ses troupes s'embarquèrent en toute hâte sur le littoral sud de la Crimée et partirent pour l'étranger.

10.5.3 Nouvelles tentatives d'un travail constructif dans la région insurgée.

Nous avons dit plus haut que, depuis l'abandon d'Ekaterinoslaw et le second conflit avec les bolcheviks, suivi de l'expédition de Wrangel, les événements d'ordre militaire empêchèrent de nouveau toute activité créatrice des masses laborieuses dans la région insurgée. Nous devons, cependant, faire une exception pour le village de Goulai-Polé.

Remarquons, à ce propos, que tout en étant porté comme village, Goulai-Polé est plutôt une ville, et même une ville assez importante. Certes, à l'époque dont il s'agit, sa population se composait presque uniquement de paysans. Mais elle comptait 20.000 ou 30.000 habitants. Le village avait plusieurs écoles primaires et deux lycées. Sa vie était intense, et la mentalité de la population fort avancée. Des intellectuels - instituteurs, professeurs et autres - y étaient établis depuis longtemps.

Bien que, pendant les luttes acharnées contre Dénikine, contre les bolcheviks et contre Wrangel, Goulai-Polé passât plusieurs fois de mains en mains ; bien que, d'autre part, le gouvernement soviétique, à l'encontre de l'accord conclu, maintint un semi-blocus de la région et mit tant qu'il put des bâtons dans les roues pour empêcher la libre activité des travailleurs, le noyau actif des makhnovistes, demeuré à Goulai-Polé, poursuivit très énergiquement son oeuvre constructrice, avec l'aide et le concours enthousiastes de la population entière.

Avant tout, on s'occupa de l'organisation d'un Soviet local libre des travailleurs. Ce Soviet devait mettre sur pied les fondements de la vie nouvelle - économique et sociale de la région, vie basée sur les principes de la liberté et de l'égalité, exempte de toute autorité " politique ". Les habitants de Goulai-Polé organisèrent à cet effet plusieurs réunions préliminaires et finirent par créer un Soviet qui fonctionna pendant quelques semaines. Il fut détruit plus tard par les bolcheviks.

En même temps, le Conseil des insurgés élaborait et éditait les " Statuts fondamentaux du Soviet Libre " (à titre de projet).

D'autre part, on se consacra activement à l'oeuvre d'instruction scolaire et d'éducation publique. Cette oeuvre s'imposait de toute urgence, les incursions répétées des diverses armées ayant eu une répercussion néfaste dans le domaine de l'enseignement. Les instituteurs, ne recevant depuis longtemps aucune rémunération, s'étaient dispersés de tous côtés. Les bâtiments scolaires étaient abandonnés.

Dès que les circonstances le permirent, les makhnovistes et toute la population de Goulai-Polé s'adonnèrent à la tâche de faire renaître l'oeuvre éducative.

Ce qui mérite surtout notre attention, ce sont les *idées maîtresses* sur lesquelles les initiateurs basèrent cette oeuvre.

1. Ce sont *les travailleurs eux-mêmes* qui doivent veiller à la bonne marche de l'instruction et de l'éducation de la jeune génération laborieuse ;
2. L'école doit être non seulement une source de connaissances indispensables, mais aussi, à titre égal, un moyen de formation *de l'homme conscient et libre*, capable de lutter pour une vraie société humaine, d'y vivre et d'y agir ;
3. Pour qu'elle puisse remplir ces deux conditions, l'école doit être indépendante, donc séparée de l'Église *et de l'Etat*.
4. L'enseignement et l'éducation de la jeunesse doivent être l'oeuvre de ceux qui y sont portés par leurs dispositions, leurs aptitudes, leurs connaissances et autres qualités indispensables en cette matière. Naturellement, cette oeuvre sera placée sous le contrôle effectif et vigilant des travailleurs.

Il y avait, à Goulaï-Polé, quelques intellectuels partisans des principes de l'École libre de Francisco Ferrer⁶⁰. Sous leur impulsion, un vif mouvement se produisit et aboutit rapidement à une ébauche très intéressante d'une vaste entreprise d'éducation.

Les paysans et les ouvriers se chargèrent de l'entretien du personnel pédagogique nécessaire pour toutes les écoles du village et des environs.

Une commission mixte - composée de paysans, d'ouvriers et d'instituteurs - fut créée et chargée de pourvoir à tous les besoins, tant économiques que pédagogiques, de la vie scolaire.

La commission élaborait, en un temps record, un plan d'enseignement libre, inspiré par les idées de Francisco Ferrer .

En même temps, des cours spéciaux pour adultes furent organisés.

Des cours de notions " politiques " - ou plutôt sociales et idéologiques - commencèrent à fonctionner.

Beaucoup de personnes qui, jadis, avaient abandonné leur activité dans l'enseignement et même quitté Goulaï-Polé, mises au courant de la reprise, retournèrent à leur poste. Quelques spécialistes, qui habitaient ailleurs, vinrent au village pour y prendre part.

Ainsi l'oeuvre d'éducation reprit sur des bases nouvelles.

Notons aussi le retour des représentations théâtrales, inspirées d'idées nouvelles et de réalisations fort intéressantes.

Tout cet élan créateur des masses fut brisé brutalement par une nouvelle et foudroyante attaque bolcheviste, déclenchée sur toute l'étendue de l'Ukraine, le 26 novembre 1920.

Ce fut le cinquième et dernier acte du drame.

10.5.4 La trahison des bolcheviks. - Leur troisième et suprême attaque contre la Makhnovtchina.

Après tout ce qui s'était passé, personne parmi les makhnovistes ne croyait à la loyauté révolutionnaire des bolcheviks. On savait que seul le danger de l'offensive de Wrangel les avait obligés à traiter avec Makhno. Et on avait la certitude qu'une fois ce danger écarté, le gouvernement soviétique ne tarderait pas à entreprendre une nouvelle campagne contre la Makhnovtchina, sous un prétexte quelconque. Personne ne croyait ni à la solidité ni à la durée du pacte. Mais, généralement, on supposait que la bonne entente allait se maintenir pendant trois ou quatre mois, et on espérait mettre à profit ce laps de temps pour déployer une énergique propagande en faveur des idées et du mouvement makhnovistes et libertaires.

Ce dernier espoir fut déçu.

Déjà la façon dont le gouvernement bolcheviste appliquait les clauses de l'accord était significative et suspecte. Il ne pensait nullement à remplir les conventions honnêtement, effectivement. Il ne relâchait les makhnovistes

⁶⁰ *Francisco Ferrer* , célèbre libre-penseur espagnol, fondateur d'un système d'enseignement et d'éducation libres. Objet d'une haine farouche de la part de l'Eglise catholique, il fut accusé faussement, sur l'instigation de celle-ci, d'avoir pris part à des complots révolutionnaires et périt fusillé en 1909. Son exécution provoqua de vastes mouvements de protestation dans le monde entier. Francisco Ferrer se disait anarchiste.

et les anarchistes emprisonnés qu'au compte-gouttes. Il continuait à empêcher, par tous les moyens, l'activité idéologique des militants libertaires.

Absorbés par leur tâche militaire, les makhnovistes - pour l'instant - ne pouvaient se préoccuper de cette situation anormale.

Cependant, une certaine activité anarchiste renaquit en Ukraine. Une certaine propagande put reprendre. Quelques journaux reparurent.

L'intérêt et les sympathies de la population laborieuse pour les idées et le mouvement libertaires dépassèrent toutes les prévisions. Sortant de prison - à Moscou - et rentré en Ukraine, je fus surpris de voir une véritable foule remplir notre local à Kharkov, tous les soirs et à chaque conférence annoncée. Chaque fois, nous étions obligés de refuser l'entrée à des centaines de personnes. Et, malgré le froid déjà intense à cette époque, beaucoup de gens stationnaient dehors, prêtant l'oreille à chaque parole du conférencier, à travers la porte entr'ouverte.

Bientôt, les rangs des anarchistes ukrainiens furent grossis de quelques militants venus de la Grande Russie où les bolcheviks ne tenaient presque aucun compte de l'accord conclu avec Makhno.

Tous les jours, le mouvement reprenait de l'ampleur.

Cet état de choses ne fit que hâter la réaction des bolcheviks, absolument furieux d'un tel succès.

Les makhnovistes comptaient beaucoup sur les effets de la fameuse " quatrième clause " de l'accord politique. Ils insistaient particulièrement sur l'urgence qu'il y avait à l'examiner et à prendre une décision. Car ils étaient surtout pressés d'obtenir que les bolcheviks reconnussent le droit d'auto-administration (" self government ") économique et sociale des ouvriers et des paysans.

Les représentants de la Makhnovtchina exigeaient que les autorités soviétiques choisissent entre deux éventualités : ou bien signer l'article en question ou bien expliquer franchement pourquoi ils s'y opposaient

Peu à peu, c'est sur cette question que se concentra la propagande anarchiste. Vers le milieu du mois de novembre, cette " quatrième clause " attirait partout l'attention publique et promettait de prendre, à l'avenir, une importance capitale. Mais c'est précisément cette clause qui apparaissait aux yeux des bolcheviks comme absolument inadmissible.

C'est vers cette époque qu'un Congrès anarchiste fut projeté à Kharkov pour établir le mode d'activité libertaire dans les nouvelles conditions créées.

C'est vers la même époque que l'aventure de Wrangel put être considérée comme définitivement liquidée.

Et c'est vers la même époque que Lénine commença à préparer sournoisement une nouvelle attaque contre les makhnovistes et les anarchistes et qu'il finit par envoyer, coup sur coup, ses fameux télégrammes secrets, dont les anarchistes furent prévenus trop tard, par l'intermédiaire d'un télégraphiste sympathisant.

Aussitôt que la dépêche de Simon Karetnik - annonçant qu'il se trouvait avec les troupes insurrectionnelles en Crimée et se dirigeait vers Simféropol - eut été transmise à Goulai-Polé, l'aide de camp de Makhno, Grégoire Vassilevsky, s'écria : " C'est la fin de l'accord ! Je parie à discrétion que, dans huit jours, les bolcheviks seront sur notre dos ! " Ceci fut dit le 15 ou le 16 novembre. Et, le 26 du même mois, les bolcheviks attaquèrent traîtreusement l'état-major et les troupes makhnovistes en Crimée ; ils se jetèrent en même temps sur Goulai-Polé ; ils s'emparèrent des représentants makhnovistes à Kharkov, y saccagèrent toutes les organisations libertaires récemment rétablies et emprisonnèrent tous les anarchistes, dont plusieurs venus au Congrès. Ils procédèrent de la même manière à travers toute l'Ukraine. - (P. Archinoff, *op. cit.*, pp. 297-298.)

10.6 La troisième et dernière guerre des bolcheviks contre les makhnovistes et les anarchistes ; écrasement de l'Armée insurrectionnelle

Ainsi débuta la troisième guerre et dernière guerre des bolcheviks contre les makhnovistes, les anarchistes et les masses laborieuses en Ukraine, guerre qui se termina - après neuf mois de lutte inégale et implacable - par l'écrasement militaire du mouvement libre.

Une fois de plus, la force brutale, basée sur la tromperie et l'imposture, l'emporta.

Apportons à ce dernier acte quelques détails et précisions.

Naturellement, le gouvernement bolcheviste ne tarda pas à fournir des explications de son coup de Jarnac.

Il prétendit que les makhnovistes et les anarchistes étaient en train de préparer un complot et une vaste insurrection contre le gouvernement des Soviets ; il accusa Makhno d'avoir refusé de se rendre sur le front caucasien et d'avoir opéré une levée de troupes parmi les paysans afin de former une armée contre les autorités soviétique ; il affirma qu'au lieu de combattre Wrangel en Crimée, les makhnovistes y étaient occupés à guerroyer contre les arrière-gardes de l'Armée Rouge, etc.

Il va sans dire que toutes ces explications étaient plus mensongères les unes que les autres. Mais à force de les répéter, face au silence forcé des makhnovistes et des anarchistes, les bolcheviks réussirent à les faire croire à beaucoup de monde, à l'étranger et en U.R.S.S.

Plusieurs faits nous permettront de rétablir la vérité.

1. - Le 23 novembre 1920, les makhnovistes arrêtaient à Pologui et à Goulai-Polé neuf espions bolchevistes appartenant à la 42e division de tirailleurs de l'Armée Rouge, qui avouèrent avoir été envoyés à Goulai-Polé par le chef du service de contre-espionnage afin d'obtenir des précisions sur les domiciles de Makhno, des membres de l'état-major, des commandants des troupes insurrectionnelles et des membres du Conseil. Après quoi, ils devaient rester discrètement à Goulai-Polé pour y attendre l'arrivée de l'Armée Rouge et indiquer alors, sur-le-champ, où se trouvaient les personnes en question. Au cas où l'arrivée à l'improviste de l'Armée Rouge obligerait ces personnes à courir d'un endroit à un autre pour se cacher, ces espions devaient se mettre à leurs trousses, sans les perdre de vue. Les espions déparèrent qu'il fallait s'attendre à une attaque contre Goulai-Polé vers le 24-25 novembre.

Le Conseil des insurgés révolutionnaires et le commandant de l'armée envoyèrent alors à Rakovsky, président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine à l'époque, et aussi au Conseil Révolutionnaire Militaire de Kharkov, une communication détaillée sur ce complot exigeant : 1° d'arrêter immédiatement et de traduire devant le conseil de guerre le chef de la 42e division et les autres personnages ayant trempé dans le complot ; 2° d'interdire aux détachements rouges de traverser Goulai-Polé, Pologui, Malaïa-Tokmatchka et Tourkénovka afin de prévenir tout événement fâcheux.

La réponse du gouvernement de Kharkov fut la suivante : " Le prétendu " complot " ne saurait être qu'un simple malentendu. Néanmoins, les autorités soviétiques, désireuses d'éclaircir l'affaire, le remettent entre les mains d'une commission spéciale et proposent à l'état-major de l'armée makhnoviste d'y déléguer deux membres pour prendre part aux travaux de cette commission ".

Cette réponse fut transmise par fil direct, de Kharkov à Goulai-Polé, le 25 novembre.

Le lendemain matin, P. Rybine, secrétaire du Conseil des insurgés révolutionnaires, traita à nouveau de cette question et de tous les points litigieux avec Kharkov, par fil direct. Les autorités bolchevistes de Kharkov lui affirmèrent que l'affaire de la 42e division serait certainement réglée à l'entière satisfaction des makhnovistes, et elles ajoutèrent que la clause n° 4 de l'accord politique était elle aussi en train d'être résolue à l'amiable, d'une façon heureuse.

Cette conversation avec Rybine eut lieu à 9 heures du matin, le 26 novembre. Or, *six heures auparavant*, au milieu de la nuit, les représentants des makhnovistes à Kharkov furent saisis, de même que tous les anarchistes se trouvant à Kharkov et ailleurs.

Exactement deux heures après la conversation de Rybine par fil direct, Goulai-Polé fut investi de tous côtés par les troupes rouges et soumis à un bombardement acharné.

Le même jour et à la même heure, l'armée makhnoviste de Crimée fut attaquée. Là, les bolcheviks réussirent à s'emparer - par ruse - de tous les membres de l'état-major de cette armée ainsi que de son commandant, Simon Karetnik, et les mirent à mort tous, sans exception.

2. - Me trouvant à Kharkov avec des représentants de l'armée makhnoviste et ne sachant rien de ce qui se tramait ainsi contre nous, je fus chargé, le 25 novembre, d'aller trouver Rakovsky pour apprendre de sa bouche où l'on en était, exactement, avec la clause n° 4 de l'accord.

Rakovsky me reçut très cordialement. Il m'invita à prendre place dans son bureau de travail. Lui-même, confortablement installé dans un engageant fauteuil et jouant nonchalamment avec un beau coupe-papier, m'affirma, sourire aux lèvres, que les pourparlers entre Kharkov et Moscou au sujet de la clause n° 4 étaient sur

le point d'aboutir, qu'il y avait tout lieu de s'attendre à une solution heureuse et que celle-ci n'était plus qu'une question de jours.

Or, au moment même où il me parlait ainsi, l'ordre de déclencher l' " affaire " contre les anarchistes et les makhnovistes se trouvait dans le tiroir du bureau devant lequel nous étions assis.

Le même soir, j'eus à faire une conférence sur l'anarchisme à l'Institut agricole de Kharkov. La salle était pleine à craquer et la conférence prit fin très tard, vers une heure du matin. Rentré chez moi, je travaillai encore à mettre au point un article pour notre journal et je me couchai vers 2 heures et demie. A peine endormi, je fus réveillé par un vacarme significatif : coups de feu, cliquetis d'armes, bruit de bottes dans l'escalier, coups de poing aux portes, cris et injures. Je compris. J'eus tout juste le temps de m'habiller. On frappa furieusement à la porte de ma chambre : " Ouvre ou nous enfonçons la porte ! " Aussitôt le verrou tiré, je fus brutalement saisi, emmené et jeté dans un sous-sol où nous étions déjà quelques dizaines. La " clause n° 4 " trouvait ainsi une " solution heureuse " .

3. - Le lendemain de l'attaque contre Goulai-Polé, le 27 novembre, les makhnovistes trouvèrent sur les prisonniers faits sur l'Armée Rouge des proclamations intitulées : " En avant contre Makhno ! " et " Mort à la Makhnovtchina ! " , publiées par la section politique de la IV^e armée, sans date. Les prisonniers dirent avoir reçu ces proclamations le 15 ou le 16 du mois. Elles contenaient un appel à la lutte contre Makhno, accusé d'avoir enfreint les clauses de l'accord politique et militaire, d'avoir refusé de se rendre sur le front caucasien, d'avoir provoqué un soulèvement contre le Pouvoir soviétique, etc.

Cela prouve que toutes ces accusations furent fabriquées et mises sous presse à l'avance, à l'époque où l'armée insurrectionnelle étaient encore en train de se frayer un chemin vers la Crimée et d'occuper Simféropol, et où les représentants makhnovistes travaillaient tranquillement, d'accord avec les autorités soviétiques, à Kharkov et ailleurs.

4. - Dans le courant des mois d'octobre et novembre 1920, c'est-à-dire à l'époque où l'accord politique et militaire entre les makhnovistes et les bolcheviks était en voie de négociation et venait d'être conclu, deux tentatives ourdies par les bolcheviks pour assassiner Makhno, par l'intermédiaire de mercenaires, furent déjouées par les makhnovistes.

Il est évident que toute cette vaste opération dut être soigneusement préparée, et que son élaboration exigea une quinzaine de jours au moins.

Il s'agissait, dans toute cette entreprise - que les bolcheviks voulaient décisive - non pas seulement d'une simple attaque traîtresse contre les makhnovistes, mais d'une machination élaborée minutieusement, dans tous ses détails. On prévint même les moyens d'endormir la vigilance des makhnovistes, de les induire en erreur par de fausses allégations de sécurité, par des promesses mensongères, etc. Incontestablement, tous ces préparatifs demandèrent un temps plus ou moins long.

Telle est la vérité sur la rupture du pacte entre les makhnovistes et le Pouvoir des Soviets.

Cette vérité est d'ailleurs confirmée par certains documents *de provenance soviétique*.

Citons l'ordre de Frounzé, commandant le front Sud à l'époque. Ce document suffit pour démontrer la trahison des bolcheviks et réduire à néant tous leurs mensonges et subterfuges :

Ordre au camarade Makhno, commandant de l'Armée insurrectionnelle. Copie aux commandants des armées du front Sud. N° 00149. Fait à l'Etat-Major. Méliopol, le 23 novembre 1920.

En raison de la cessation des hostilités contre Wrangel et vu sa défaite complète, le Conseil Révolutionnaire Militaire du front Sud estime que la tâche de l'armée des partisans est terminée. Il propose

⁶¹ Frounzé cite plusieurs cas où les soldats de l'Armée Rouge auraient été désarmés et même tués *par les makhnovistes* . Or, tous les cas dont il parle furent examinés de près par lui-même, par Rakovsky et par les représentants des makhnovistes, à Kharkov. Il fut établi d'une façon incontestable : 1° que l'armée makhnoviste n'avait été pour rien dans ces méfaits ; 2° que si des actes hostiles à l'égard de l'armée furent commis par certains détachements militaires *ne faisant pas partie de l'armée makhnoviste*, cela venait surtout de ce que les autorités soviétiques avaient négligé de publier, en temps opportun et d'une manière intelligible, leur accord avec les insurgés. En effet, on savait que de nombreux détachements militaires isolés, non incorporés à l'armée makhnoviste (nous serons obligés de revenir sur ce sujet un peu plus loin dans un autre ordre d'idées), opéraient ça et là en Ukraine. La plupart de ces détachements tout en agissant à leur gré, prêtaient l'oreille, néanmoins, à l'opinion et à l'attitude de l'Armée insurrectionnelle. Ils auraient certainement cessé toute hostilité contre les autorités et les armées soviétiques s'ils avaient eu connaissance de l'accord conclu avec les makhnovistes.

donc au Conseil Révolutionnaire Militaire de l'Armée insurrectionnelle de se mettre incontinent à l'oeuvre pour transformer les détachements insurrectionnels de partisans en unités militaires régulières faisant partie de l'Armée Rouge.

Il n'y a plus de raison pour que l'Armée insurrectionnelle continue d'exister comme telle. Au contraire, l'existence à côté de l'Armée Rouge de ces détachements d'une organisation particulière, poursuivant des buts spéciaux, produit des effets absolument inadmissibles⁶¹. C'est pourquoi le Conseil Révolutionnaire Militaire du front Sud prescrit au Conseil Révolutionnaire Militaire de l'Armée insurrectionnelle ce qui suit :

1. Toutes les unités de l'ancienne armée insurrectionnelle se trouvant présentement en Crimée devront être incorporées immédiatement à la IVe armée soviétique. C'est le Conseil Révolutionnaire Militaire qui aura à s'occuper de leur transformation.
2. La section des formations militaires de Goulai-Polé devra être liquidée. Les combattants seront répartis parmi les détachements de réserve, conformément aux indications du commandant de cette partie de l'armée.
3. Le Conseil Révolutionnaire Militaire de l'Armée insurrectionnelle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour expliquer aux combattants la nécessité de ces transformations.

Signé : *M. Frounzé*, commandant en chef du front Sud ; *Smilga*, membre du Conseil Révolutionnaire Militaire ; *Karatyguine*, chef de l'Etat-Major.

Que le lecteur se rappelle l'histoire de l'accord entre le gouvernement soviétique et les makhnovistes.

La signature du pacte fut précédée de pourparlers entre les plénipotentiaires makhnovistes et une délégation bolcheviste présidée par le communiste Ivanoff, venue spécialement à cet effet au camp des makhnovistes, à Starobelsk. Ces pourparlers furent continués à Kharkov où les représentants makhnovistes travaillèrent pendant trois semaines avec les bolcheviks pour mener à bonne fin la conclusion du pacte. Chaque article en fut soigneusement examiné et débattu par les deux parties.

La rédaction définitive de cet accord fut approuvée par les deux parties, c'est-à-dire par *le gouvernement des Soviets et la région des insurgés révolutionnaires* en la personne du Conseil des insurgés révolutionnaires de l'Ukraine. Elle fut scellée des signatures respectives.

D'après le sens même de cet accord, aucun de ses articles ne pouvait être suspendu ni modifié sans une entente préalable des parties contractantes.

Or, l'ordre de Frounzé supprimait non seulement l'article premier de l'accord militaire, mais tout simplement l'accord en entier.

L'ordre de Frounzé prouve que l'accord ne fut jamais pris au sérieux par les bolcheviks ; que ceux-ci, en l'élaborant, jouèrent une ignoble comédie ; que le pacte ne fut qu'une grosse tromperie, une manoeuvre, un piège pour faire marcher les makhnovistes contre Wrangel et les écraser par la suite.

Le plus fort est que sous son apparence d'une certaine " franchise " - ou naïveté - un peu brutale, l'ordre de Frounzé fut destiné, *lui aussi*, à servir de manoeuvre. En effet :

1. En même temps que ce papier n° 00149, la IVe armée de Crimée reçut l'ordre d'agir contre les makhnovistes par tous les moyens à sa disposition et de faire usage de toutes ses forces militaires en cas de refus d'obéissance de la part des insurgés ;
2. Ni l'état-major de l'Armée insurrectionnelle, demeuré à Goulai-Polé, ni la délégation makhnoviste à Kharkov ne reçurent communication de cet ordre. Les makhnovistes n'en prirent connaissance que trois ou quatre semaines après l'agression des bolcheviks, et ce par la voie de quelques journaux tombés fortuitement entre leurs mains. L'explication de ce fait étrange est aisée. Les bolcheviks, qui préparaient en secret une attaque brusquée contre les makhnovistes, ne pouvaient pas les mettre en alerte en leur envoyant d'avance un document de la sorte : leur plan aurait complètement échoué. Un tel ordre eût aussitôt mis en éveil toutes les forces makhnovistes, et l'attaque méditée par les bolcheviks eût été

infailliblement repoussée. Les autorités soviétiques s'en rendaient compte. C'est pourquoi elles gardèrent le secret jusqu'au dernier moment.

3. Mais, d'autre part, il leur fallait à tout hasard une justification de l'agression. Voilà pourquoi l'ordre de Frounzé ne fut publié dans les journaux qu'après l'attaque et la rupture. Il parut pour la première fois le 15 décembre 1920, dans le journal de Kharkov : " *Le Communiste* ". Ce numéro fut antidaté.

Toutes ces machinations avaient pour but de surprendre les makhnovistes de les écraser et d'expliquer ensuite cette action, " pièces justificatives " en mains, comme parfaitement " loyale ".

Comme nous l'avons dit ailleurs, l'attaque dirigée contre les makhnovistes fut accompagnée d'arrestations en masse de militants anarchistes. Ces arrestations, à travers toute l'Ukraine, avaient pour but non seulement d'écraser, une fois de plus, toute pensée et toute activité anarchistes, mais aussi d'étouffer toute velléité de protestation, de tuer dans l'oeuf toute tentative d'expliquer au peuple le vrai sens des événements.

Non seulement les anarchistes, comme tels, mais aussi ceux qui comptaient parmi leurs amis ou connaissances, ou qui s'intéressaient à leur littérature, furent arrêtés.

A Elisabethgrad, quinze gamins de 15 à 18 ans furent jetés en prison. Il est vrai que les autorités supérieures de Nicolaïew (chef-lieu) se montrèrent peu satisfaites de cette capture, disant qu'il leur fallait de " vrais anarchistes " et non des enfants. Mais pas un de ces enfants ne fut relâché sur-le-champ.

A Kharkov les poursuites contre les anarchistes prirent des proportions inconnues jusqu'alors. Des guet-apens et des embuscades furent organisés contre tous les anarchistes de la ville. Un piège de cette sorte fut préparé à la librairie " La Libre Fraternité " ; quiconque y venait acheter un livre était saisi et envoyé à la Tchéka. On emprisonnait même des gens qui s'arrêtaient pour lire le journal *Nabate*, paru légalement avant la rupture et affiché au mur de la librairie.

L'un des anarchistes de Kharkov, Grégoire Tsesnik, ayant échappé à l'arrestation, les bolcheviks mirent en prison sa femme, absolument étrangère à toute action politique. La prisonnière déclara la grève de la faim exigeant sa mise en liberté immédiate. Les bolcheviks lui déclarèrent alors que si Tsesnik désirait obtenir l'élargissement de sa femme, il n'avait qu'à se présenter à la Tchéka. Tsesnik bien que sérieusement malade, se présenta et fut emprisonné.

Nous avons dit que l'état-major et le commandant de l'armée makhnoviste en Crimée, Simon Karetnik, furent saisis traîtreusement et exécutés sur-le-champ.

Martchenko, qui commandait la cavalerie, bien que cerné et attaqué furieusement par de nombreux détachements de la IV^e armée bolcheviste, parvint à se dégager et à se frayer un passage à travers les obstacles naturels et les barrages du Pérékop fortifié. Entraînant ses hommes - ou plutôt ce qui lui restait de ses hommes - à marches forcées de jour et de nuit, il réussit à rejoindre Makhno (qui, comme nous le verrons tout à l'heure, échappa de nouveau aux bolcheviks) au petit village de Kermentchik.

On y avait déjà vent de l'heureuse échappée de l'armée makhnoviste de Crimée. On attendait avec impatience son heureux retour.

Enfin, le 7 décembre, un cavalier arriva au grand galop pour prévenir que les troupes de Martchenko seraient là dans quelques heures.

Les makhnovistes présents à Kermentchik allèrent tout émus à la rencontre des héros.

Quelle ne fut pas leur angoisse lorsqu'ils aperçurent enfin, au loin, le petit groupe de cavaliers qui s'approchaient lentement.

Au lieu d'une puissante cavalerie de 1.500 montures, une poignée de 250 hommes seulement revenait de la fournaise. A leur tête se trouvaient Martchenko et Taranovsky (un autre commandant de valeur de l'Armée insurrectionnelle).

- J'ai l'honneur de vous annoncer le retour de l'armée de Crimée, prononça Martchenko avec une amère ironie.

Quelques insurgés eurent la force de sourire. Mais Makhno était sombre. La vue de ces restes lamentables de sa magnifique cavalerie le filât souffrir atrocement. Il se taisait, s'efforçant de maîtriser son émotion.

- Oui, frères, continua Martchenko. A présent, seulement, nous savons ce que sont les communistes.

Une assemblée générale eut lieu sur-le-champ. L'historique des événements de Crimée y fut retracé. On apprit ainsi que le commandant de l'armée, Karetnik, mandé par l'état-major bolcheviste à Goulai-Polé, soi-disant pour assister à un conseil militaire, fut traîtreusement arrêté en cours de route ; que Gavrilenko, chef de l'état-major de l'armée de Crimée, et aussi tous les membres de cet état-major et plusieurs commandants, furent trompés de la même manière. Tous furent fusillés immédiatement. La commission de culture et de propagande, à Simféropol, fut arrêtée sans qu'on eût recours à une ruse militaire quelconque.

Ainsi la victorieuse Armée insurrectionnelle de Crimée fut trahie et anéantie par les bolcheviks, ses alliés de-la veille.

Amené à la prison de Vétchéka à Moscou, après mon arrestation à Kharkov, je fus un jour convoqué par Samsonoff, alors chef de la " Section des opérations secrètes de la Vétchéka ".

Plutôt que de m'interroger, il amorça avec moi une discussion de principe. Et nous arrivâmes ainsi à parler des événements d'Ukraine.

Je lui dis sans ambages ce que je pensais de l'attitude des bolcheviks vis-à-vis du mouvement makhnoviste et qui fut perfide.

- Ah ! répartit-il vivement, vous appelez cela " perfide ", vous ? Cela démontre uniquement votre indéclinable naïveté. Quant à nous, bolcheviks, nous y voyons la preuve que nous avons beaucoup appris depuis les débuts de la Révolution, et que nous sommes devenus maintenant de vrais et habiles hommes d'Etat. Cette fois nous ne nous sommes pas laissés faire ; *tant que nous eûmes besoin de Makhno, nous sûmes tirer profit de lui, et lorsque nous n'eûmes plus besoin de ses services - et qu'il commença même plutôt à nous gêner - nous sûmes nous en débarrasser définitivement.*

Sans que Samsonoff s'en rendit compte, ses dernières paroles - que nous avons soulignées - furent un aveu complet des mensonges et des véritables raisons de l'attitude des bolcheviks et de toutes leurs machinations. Elles devraient être gravées dans le cerveau de tous ceux qui cherchent à être fixés sur la vraie nature du communisme d'État.

10.6.1 La dernière lutte à mort entre l'autorité et la révolution (novembre 1920 - août 1921).

Il nous reste à rapporter succinctement les dernières et les plus dramatiques péripéties de cette lutte à mort entre l'Autorité et la Révolution.

Le lecteur vient de voir que, malgré la minutieuse préparation et la soudaineté de l'attaque, Makhno, une fois de plus, échappa aux bolcheviks.

Le 26 novembre, au moment où Goulai-Polé fut cerné par les troupes rouges, seul un groupe spécial d'environ 250 cavaliers makhnovistes (dont Makhno lui-même) y étaient présents.

Avec cette poignée d'hommes, insignifiante numériquement mais exaspérée et résolue à tout, Makhno - bien qu'à peine remis de sa maladie et souffrant atrocement de ses blessures dont la dernière était une cheville fracassée - s'élança à l'attaque. Il parvint à culbuter le régiment de Cavalerie de l'Armée Rouge qui avançait sur Goulai-Polé du côté d'Ouspénovka. Il échappa ainsi à l'étreinte ennemie.

Aussitôt, il s'occupa d'organiser les détachements d'insurgés, qui affluaient vers lui de tous côtés ainsi que quelques groupes de soldats rouges qui, abandonnant les bolcheviks, venaient se joindre à lui.

Il réussit à former une unité de 1.000 cavaliers et de 1.500 fantassins avec lesquels il entreprit une contre-attaque.

Huit jours après, il se rendait de nouveau maître de Goulai-Polé, après avoir mis en déroute la 42e division de l'Armée Rouge et fait près de 6.000 prisonniers. (Sur ces derniers, 2.000 hommes environ déclarèrent vouloir se joindre à l'Armée insurrectionnelle ; le reste fut remis en liberté le jour même, après avoir assisté à un grand meeting populaire.)

Trois jours plus tard, Makhno portait un nouveau coup sérieux aux bolcheviks, près d'Andréevka. Durant toute la nuit et la journée suivante, il livra bataille à deux divisions de l'Armée Rouge et finit par les vaincre,

faisant encore 8.000 à 10.000 prisonniers. Ceux-ci furent mis aussitôt en liberté comme à Goulai-Polé ; ceux qui en témoignèrent le désir s'engagèrent comme volontaires dans l'armée insurrectionnelle.

Makhno porta ensuite encore trois coups consécutifs à l'Armée Rouge : près de Komar, près de Tzarékonstantinovka et aux environs de Berdiansk. L'infanterie des bolcheviks se battait à contre-cœur et profitait de chaque occasion pour se constituer prisonnière.

Les soldats de l'Armée Rouge, aussitôt faits prisonniers, étaient remis en liberté. On leur conseillait de retourner dans leur foyer et de ne plus servir d'instrument au Pouvoir pour subjuguer le peuple. Mais les makhnovistes étant obligés de se remettre immédiatement en marche, les prisonniers libérés se trouvaient, quelques jours après, réintégrés dans leurs corps respectifs. Les autorités soviétiques organisèrent des commissions spéciales pour rattraper les soldats de l'Armée Rouge, libérés par les makhnovistes. Ainsi, ces derniers étaient pris dans un cercle magique dont ils ne pouvaient plus sortir. Quant aux bolcheviks, leur façon d'agir était infiniment plus simple : conformément aux ordres de la " Commission spéciale pour la lutte contre la Makhnovtchina ", tous les makhnovistes prisonniers étaient fusillés sur place. - (P. Archinoff, *op. cit.*, p. 315.)

Pendant quelque temps, les makhnovistes se réjouirent à l'idée de la victoire qui devait leur échoir. Il leur sentait qu'il suffirait de battre deux ou trois divisions bolchevistes pour qu'une importante partie de l'Armée Rouge se joignît à eux et le reste se retirât vers le Nord.

Mais, bientôt, les paysans de différents districts apportèrent la nouvelle que les bolcheviks ne se contentaient pas de poursuivre l'Armée insurrectionnelle, mais qu'ils installaient dans tous les villages conquis des régiments entiers, de la cavalerie principalement. D'après les rapports d'autres paysans, les bolcheviks concentraient en mains endroits des forces armées considérables.

En effet, Makhno ne tarda pas à se trouver cerné à Fédorovka, au sud de Goulai-Polé, par plusieurs divisions de cavalerie et d'infanterie. Le combat dura, sans relâche, de deux heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. Se frayant un chemin à travers les rangs ennemis, Makhno parvint à s'échapper dans la direction nord-est. Mais trois jours plus tard il dut accepter un nouveau combat, près du village Constantin, contre une cavalerie fort nombreuse et une vigoureuse artillerie, disposées en étau serré. De la bouche de quelques officiers faits prisonniers, Makhno apprit qu'il avait affaire à quatre corps d'armée bolchevistes : deux de cavalerie et deux mixtes, et que le but du commandement rouge était de le cerner à l'aide de plusieurs divisions complètement formées, en train d'opérer leur jonction. Ces renseignements concordaient parfaitement avec ceux fournis par les paysans ainsi qu'avec les observations et les conclusions de Makhno lui-même.

Il devenait de plus en plus clair que la défaite de deux ou trois unités rouges n'avait aucune importance, vu la masse énorme de troupes lancées contre les insurgés dans le but d'obtenir une décision à tout prix.

Il devenait clair qu'il ne s'agissait plus de remporter une *victoire* sur les armées bolchevistes, mais bien d'éviter la débâcle définitive de l'Armée insurrectionnelle.

Cette armée, réduite à quelque 3.000 combattants à peine, était obligée de livrer bataille quotidiennement, chaque fois contre un ennemi quatre ou cinq fois supérieur en nombre et en armes. Dans ces conditions, la catastrophe n'était plus douteuse.

Le Conseil des insurgés révolutionnaires décida alors l'abandon provisoire de la région méridionale, laissant à Makhno toute liberté quant à la direction de ce mouvement de retraite générale.

Le génie de Makhno allait être soumis à une épreuve suprême. Il paraissait absolument impossible de s'échapper du réseau monstrueux de troupes s'accrochant de tous côtés au petit groupe d'insurgés : 3.000 militants révolutionnaires se trouvaient enserrés de toutes parts par une armée d'au moins 150.000 hommes. Mais, pas un seul instant, Makhno ne perdit courage ni sang-froid. Il engagea un duel héroïque avec ces troupes.

Entouré d'un cercle infernal de divisions rouges, il marchait pareil à un Titan des légendes, livrant bataille sur bataille : à droite, à gauche, en avant et en arrière.

Après avoir mis en déroute plusieurs unités de l'Armée Rouge et fait plus de 20.000 prisonniers, Makhno - comme s'il était frappé de cécité et tournoyait à la dérive - se mit en marche, d'abord vers l'Est, dans la direction de Youzovska, bien que les ouvriers de cette région minière l'eussent averti qu'il y était attendu par un barrage militaire ininterrompu ; puis il tourna brusquement à l'Ouest, empruntant des voies fantastiques dont il connaissait seul le secret.

A partir de ce moment, les chemins ordinaires furent définitivement abandonnés. Le mouvement de l'armée continua, sur des centaines de kilomètres, à travers des champs et des plateaux couverts de neige et de glace. Pour l'effectuer, il fallait être doué d'un sens de l'espace et d'une faculté d'orientation tenant du prodige. Aucune carte, aucune boussole ne sauraient être de quelque utilité dans des mouvements pareils. Les cartes et les instruments peuvent indiquer la direction, mais ne peuvent empêcher la chute au fond d'un ravin ou d'un lit de torrent, ce qui n'arriva pas une seule fois à l'armée makhnoviste. Une pareille marche à travers les steppes accidentées et privées de voies était possible parce que les troupes connaissaient parfaitement la configuration des plaines ukrainiennes.

Cette manœuvre fabuleuse permit à l'armée makhnoviste d'éviter des centaines de canons et de mitrailleuses ennemis. Elle lui permit même de battre à Pétrovo (départ. de Kherson) deux brigades de la 1^{re} armée de cavalerie bolcheviste, qui se laissèrent surprendre, croyant Makhno à 100 kilomètres de là.

Cette lutte inégale dura *plusieurs mois*, avec des batailles incessantes, de jour et de nuit.

Arrivée dans le département de Kiev, l'armée makhnoviste s'y trouva en pleine période de grandes gelées et, par surcroît, dans une contrée accidentée et rocheuse, à un tel point qu'il lui fallut abandonner toute l'artillerie, les vivres et les munitions, et même presque toutes les charrettes du convoi⁶². En même temps, deux divisions de la cavalerie ennemie - dites "Divisions des Cosaques rouges" et cantonnées sur la frontière occidentale - vinrent s'ajouter à la masse des armées jetées par les bolcheviks contre Makhno.

Toute possibilité de s'échapper paraissait désormais inexistante.

La contrée offrait aussi peu de ressources qu'un cimetière. Rien que des rochers et des ravins escarpés, le tout couvert de glace. On ne pouvait y avancer qu'avec une lenteur extrême. De tous côtés, des barrages de feu incessants de canons et de mitrailleuses.

Personne n'espérait plus trouver une sortie de salut.

Mais personne ne pensait à une dispersion, à une fuite honteuse. Tous décidèrent de mourir ensemble, côte à côte.

Ce fut une tristesse indicible que de voir cette poignée d'hommes, seuls entre les rochers, le ciel et le feu de l'ennemi, prêts à se battre jusqu'au dernier, déjà voués à la mort.

Une douleur déchirante, une angoisse mortelle s'emparait de vous, vous poussant à hurler de désespoir ; oui, à hurler, face à l'univers entier, qu'un crime épouvantable allait être perpétré et que ce qu'il y a de plus grand au sein du peuple, ce qu'un peuple a produit de plus noble, de plus sublime aux époques héroïques de son histoire, allait être anéanti, allait périr à jamais.

Makhno se tira avec honneur de l'épreuve que le sort lui avait réservé.

Il avança jusqu'aux confins de la Galicie, remonta jusqu'à Kiev, repassa le Dniéper à proximité de cette ville, descendit dans le département de Poltava, ensuite dans celui de Kharkov, remonta de nouveau au nord, vers Koursk, et traversant la voie ferrée entre ce dernier point et Belgorod, se trouva hors du cercle ennemi, dans une situation beaucoup plus favorable, laissant loin derrière lui les nombreuses divisions bolchevistes lancées à sa poursuite.- (P. Archinoff, *op. cit.*, pp. 317-320.)

⁶² N'oublions pas que cette armée tenait à rester *une armée*, avec le devoir de ne jamais perdre l'espoir d'être encore utile à la cause.

La tentative de capture de son armée échoua.

Mais le duel inégal entre la poignée des makhnovistes et les armées de l'Etat soviétique n'était pas près de prendre fin.

Le commandement bolcheviste continuait à poursuivre son but : s'emparer du noyau principal de la Makhnovtchina et le détruire. Les divisions rouges de toute l'Ukraine furent mises en marche pour retrouver et bloquer Makhno.

Bientôt, l'étau de fer se resserra à nouveau autour de l'héroïque poignée des révolutionnaires, et le combat à mort recommença.

Au lieu de raconter à notre façon la fin du drame, nous préférons reproduire ici la lettre adressée par Makhno - après qu'il eût quitté la Russie - à Archinoff et citée par ce dernier. Elle peint admirablement les toutes dernières convulsions de la lutte :

Aussitôt après ton départ, cher ami, exactement deux jours plus tard, je m'emparai de la ville de Korotcha (dép. de Koursk). Je fis paraître à plusieurs milliers d'exemplaires, les " Statuts des Soviets Libres " et me dirigeai par Varpniarka et, par la région du Don, vers les départements d'Ekatérinoslaw et de Tauride. J'eus à soutenir quotidiennement des combats acharnés : d'une part, contre l'infanterie communiste qui nous suivait pas à pas ; d'autre part, contre la 2e armée de cavalerie, lancée contre moi par l'état-major bolcheviste.

Tu connais nos cavaliers : jamais la cavalerie rouge - si elle n'est pas appuyée par des détachements d'infanterie et par des autos blindées - ne peut leur tenir tête. C'est pourquoi je parvins, bien qu'au prix de pertes importantes, à me frayer un chemin sans changer de direction.

Notre armée démontrait chaque jour qu'elle était vraiment une armée populaire et révolutionnaire dans les conditions matérielles où elle se trouvait, elle aurait dû fondre à vue d'oeil ; or, au contraire, elle ne cessait d'augmenter en effectifs et en matériel.

Dans l'une des batailles sérieuses que nous eûmes à soutenir, notre détachement de cavalerie (spécial) eut plus de 30 hommes tués, dont la moitié étaient des commandants, entre autres, notre cher et bon ami - jeune d'âge, mais vieux en exploits de guerre - le chef même de ce détachement, Gabriel Troïane. Il fut tué raide d'une balle de mitrailleuse. A ses côtés tombèrent aussi : Apollon et plusieurs autres valeureux et dévoués camarades.

A quelque distance de Goulai-Polé, nous fûmes rejoints par nos troupes nouvelles, fraîches et pleines d'entrain, commandées par Brova et Parkhomenko.

Peu de temps après, la première brigade de 4e division de la cavalerie de Boudienny, avec son commandant Maslak en tête, passa de notre côté. La lutte contre l'autorité et l'arbitraire des bolcheviks devenait de plus en plus acharnée.

Au début du mois de mars (1921)⁶³ je dis à Brova et à Maslak de former, avec une partie des troupes qui se trouvaient avec moi, un corps spécial qui fut expédié vers le Don et le Kouban. Un autre groupe fut formé sous les ordres de Parkhomenko et envoyé dans la région de Voronège. (Depuis, Parkhomenko fut tué et remplacé par un anarchiste, originaire de Tchougouiev.) Un troisième groupe, comprenant 600 cavaliers et le régiment d'infanterie d'Ivanuk, fut dirigé vers Kharkov.

Vers la même époque, notre meilleur camarade et révolutionnaire Vdovitchenko, blessé au cours d'un combat, dut être transporté, accompagné d'un petit détachement, à Novospassovka pour y être soigné. Un corps expéditionnaire des bolcheviks découvrit sa retraite. En se défendant contre l'ennemi, Vdovitchenko et son camarade de lutte, Matrossenko, se voyant sur le point d'être pris, firent - tous les deux - feu sur eux-mêmes. Matrossenko tomba raide mort. Mais la balle de Vdovitchenko resta emboîtée sous le crâne, au-dessous du cerveau. Lorsque les communistes s'emparèrent de lui et

C'était la seule raison qui l'incitait à persister dans son effort surhumain. -VOLINE.

⁶³ Le lecteur se rappellera que ce fut le moment de la révolte de Cronstadt. On a supposé à tort que les bolcheviks ont soutenu à dessein

apprirent qui il était, ils le soignèrent et le sauvèrent, pour l'instant, de la mort. J'eus bientôt de ses nouvelles. Il se trouvait à l'hôpital d'Alexandrovsk et pria ses camarades de trouver un moyen de le délivrer. On le torturait atrocement, le pressant de renier la Makhnovtchina et de signer un papier à cet effet. Il repoussait ces offres avec mépris, bien qu'il fût si faible qu'il pouvait à peine parler. A cause de ce refus, il devait être fusillé d'un moment à l'autre. Mais je ne pus savoir s'il le fut ou non.

Pendant ce temps, j'effectuai moi-même un raid à travers le Dniéper, vers Nicolaïew ; de là, je repassai le Dniéper au-dessus de Pérékop, me dirigeant vers notre région où je comptais rencontrer quelques-uns de nos détachements. Mais le commandement communiste m'avait préparé une embuscade près de Mélitopol. impossible d'avancer. Impossible aussi de retraverser le Dniéper, la fonte des neiges ayant commencé et le fleuve étant couvert de blocs de glace en mouvement. Il fallut accepter le combat. Il fallut donc que je me remisse en selle⁶⁴ et que je dirigeasse moi-même les opérations.

Une partie des troupes ennemies fut habilement tournée et évitée par les nôtres, tandis que j'obligeai l'autre à rester sur le qui-vive pendant vingt-quatre heures, la harcelant à l'aide de nos patrouilles d'éclaireurs. Pendant ce temps, je parvins à effectuer une marche forcée de 60 verstes, à culbuter - à l'aube du 8 mars - une troisième armée bolcheviste, campée aux bords du lac Molotchny, et à gagner, par le promontoire étroit entre ce lac et la mer d'Azov, l'espace libre dans la région du Vorkhny-Tokmak.

De là, j'expédiai Kourilenko dans la région de Berdiansk-Mélitopol pour qu'il y dirige le mouvement insurrectionnel. Moi-même, j'allai, comptant passer par Goulaï-Polé, vers le département de Tchernigov, des délégations paysannes de plusieurs de ses districts étant venues me demander de passer dans leur parages.

En cours de route, mes troupes - c'est-à-dire celles de Pétrenko, comprenant 1.500 cavaliers et deux régiments de fantassins, qui se trouvaient avec moi - furent arrêtées et encerclées par de fortes divisions bolchevistes. Il fallut, de nouveau, que je dirigeasse moi-même les mouvements de contre-attaque. Nos efforts furent couronnés de succès : nous battîmes l'ennemi à plate couture. Faisant de nombreux prisonniers, nous emparant d'armes, de canons, de munitions et de montures.

Mais deux jours après, nous fûmes attaqués à nouveau par des troupes fraîches et très valeureuses.

Il faut te dire que ces combats quotidiens habituèrent nos hommes à ne faire aucun cas de leur vie, et ce à un tel point que des exploits d'un héroïsme extraordinaire, sublime, impossible à comparer même de loin avec le " courage " le plus élevé devinrent des faits courants. Au cri de : " Vivre libres ou mourir en combattant ", les hommes se jetaient dans la mêlée contre n'importe quelle unité, culbutant un ennemi beaucoup plus fort et l'obligeant à fuir.

Au cours de notre contre-attaque, téméraire à la folie, je fus traversé par une balle qui me frappa à la cuisse et passa par le bas-ventre, près de l'appendice. Je tombai de cheval. Cet accident fit échouer notre contre-attaque et nous obligea à un repli, l'élan de nos troupes ayant été brisé surtout par le cri d'un des nôtres, peu expérimenté sans doute⁶⁵ : " Batko est tué. "

On me transporta, pendant douze verstes, dans une espèce de carriole, avant de me faire un pansement, et je perdis mon sang en abondance.

Etendu sans connaissances je restai sous la garde de Léo Zinkovsky. On était le 14 mars. Dans la nuit du 15, je repris mes sens. Tous les commandants de notre armée et les membres de l'état-major, Bélach en tête, rassemblés à mon chevet, me demandèrent de signer l'ordre d'envoyer des détachements de 100 et 200 hommes vers Kourilenko, Kojine et autres, qui dirigeaient le mouvement

cette thèse que Makhno avait participé indirectement à ce mouvement.

⁶⁴ Comme nous l'avons dit, Makhno avait été blessé par une balle qui lui avait fracassé une cheville. Il ne montait donc à cheval que dans les cas d'extrême nécessité.

⁶⁵ Makhno veut dire : ne sachant pas qu'il ne faut jamais pousser de pareils cris en pleine bataille.

insurrectionnel dans divers districts. Ils voulaient que je me retirasse, avec un régiment, dans un endroit relativement calme, jusqu'à ce que je pusse me remettre en selle.

Je signai l'ordre. De plus, je permis à Zaboudko de former un " détachement volant " pour agir dans la région à son gré, sans toutefois perdre contact avec moi.

Au matin du 16 mars tous ces détachements étaient déjà partis, sauf une petite unité spéciale qui demeura auprès de moi.

A ce moment-là, la neuvième division de cavalerie rouge fonça sur nous et nous obligea à lever le camp. Elle nous poursuivit pendant treize heures, sur un parcours de 180 verstes. Enfin arrivés au village Sloboda, au bord de la mer d'Azov, nous pûmes changer de chevaux et faire une halte de cinq heures.

A l'aube du 17 mars, nous nous remîmes en marche vers Novospassovka. Mais après 17 verstes de route, nous nous heurtâmes à de nouvelles forces de cavalerie ennemie, toutes fraîches. Elles furent lancées sur les traces de Kourilenko ; mais, l'ayant perdu de vue, elles tombèrent sur nous. Après nous avoir pourchassés sur un parcours de 25 verstes (nous étions rompus de fatigue, totalement épuisés et, cette fois, vraiment incapables de combattre), cette cavalerie se jeta résolument sur nous.

Que faire ? J'étais incapable, non seulement de me mettre en selle, mais même de me dresser sur mon séant ; j'étais couché au fond de ma carriole et je voyais un corps à corps épouvantable - un " hachage " - s'engager à quelque deux cent mètres de moi. Nos hommes mouraient rien que pour moi, rien que pour ne pas m'abandonner. Or, en fin de compte, il n'y avait aucun moyen de salut, ni pour eux, ni pour moi. L'ennemi était cinq ou six fois plus fort et des réserves fraîches lui arrivaient constamment.

Tout à coup, je vis les servants de nos mitrailleuses " Lewis " - ceux-là mêmes qui étaient avec moi, de ton temps aussi ils étaient cinq, sous les ordres de Micha, originaire du village Tchernigovka, près de Berdiansk) - s'accrocher à ma carriole et je les entendis me dire : " Batko, votre vie est indispensable pour la cause de notre organisation paysanne. Cette cause nous est chère. Nous allons mourir tout à l'heure. Mais notre mort vous sauvera, vous et ceux qui vous sont fidèles et prennent soin de vous. N'oubliez pas de répéter nos paroles à nos parents. " L'un d'eux m'embrassa, puis je ne vis plus personne d'entre eux auprès de moi. Un moment après, Léo Zinkovsky me transportait sur ses bras dans la voiture d'un paysan qu'on venait de trouver quelque part. (Ce paysan passait à proximité.) J'entendis les mitrailleuses crépiter et les bombes éclater au loin : c'étaient nos " lewisistes " qui empêchaient les bolcheviks de passer...

Nous eûmes le temps de gagner trois ou quatre verstes de distance et de passer le gué d'une rivière. J'étais sauvé. Quant à nos mitrailleurs, ils moururent tous là-bas.

Quelque temps après, nous passâmes de nouveau au même endroit, et les paysans du village Starodoubovka nous montrèrent la tombe commune où ils avaient enseveli nos mitrailleurs.

Jusqu'à présent, cher ami, je ne puis m'empêcher de pleurer en pensant à ces vaillants combattants, simples et honnêtes paysans. Et pourtant, il faut que je te le dise, il me semble que cet épisode m'a guéri. Le soir du même jour, je me mis en selle et je quittai la région.

Au mois d'avril, je repris contact avec tous les détachements de nos troupes. Ceux qui se trouvaient à peu de distance reçurent l'ordre de se mettre en marche vers la région de Poltava.

Au mois de mai, les unités de Thomas Kojine et de Kourilenko se joignirent à cet endroit et formèrent un corps de 2.000 cavaliers et de quelques régiments d'infanterie. Il fut décidé de marcher sur Kharkov et d'en chasser les grands maîtres, ceux du parti communiste. Mais ceux-ci étaient sur leurs gardes. Ils envoyèrent à ma rencontre plus de soixante autos blindées, plusieurs divisions de cavalerie et une nuée de fantassins.

La lutte contre ces troupes dura des semaines.

Un mois plus tard, le camarade Stchouss fut tué dans une bataille toujours dans la même région de Poltava. Il était alors chef de état-major du groupe de Zaboudko. Il remplit vaillamment son devoir.

Encore un mois plus tard, ce fut le tour de Kourilenko. Il couvrait le passage de nos troupes à travers les voies ferrées. Il s'occupait en personne de placer les détachements et il restait toujours avec l'escouade de tête. Un jour, il fut surpris par les cavaliers de Boudienny et périt dans la mêlée.

Le 18 mai, la cavalerie de Boudienny se trouvait en marche ; venant de la région d'Ekaterinoslaw, elle se dirigeait vers le Don pour y maîtriser une insurrection des paysans à la tête de laquelle se trouvaient nos camarades Brova et Maslak (celui là même qui avait été, précédemment, chef de la première brigade du corps d'armée de Boudienny et s'était joint à nous, avec tous les hommes qu'il commandait).

Notre groupe était formé de plusieurs détachements réunis sous les ordres de Pétrenko-Platonoff. Notre état-major principal et moi, nous faisons partie de ce groupe. Ce jour-là, le groupe se trouvait à 15 ou 20 verstes du chemin suivi par l'armée de Boudienny. Sachant entre autres, que je me trouvais toujours auprès de ce groupe, ce dernier fut séduit par le peu de distance qui nous séparait de lui. Il ordonna au chef du détachement d'autos blindées (n° 1) - détachement qui devait participer à l'écrasement des paysans du Don - de sortir 16 autos blindées et de bloquer avec elles les abords du village Novogrigorievka. Quant à Boudienny lui-même, il marcha à travers champs, à la tête d'une partie de la 19e division de cavalerie (ancienne division du " service intérieur "), dans la direction de Novogrigorievka. Il y arriva avant les autos blindées, obligées d'éviter les ravins, de chercher le gué des cours d'eau, de disposer des sentinelles, etc. La vigilance de nos éclaireurs nous mit au courant de tous ces mouvements, ce qui nous permit de prendre des précautions. Au moment même où Boudienny apparut en vue de notre campement, nous nous jetâmes à sa rencontre.

En un clin d'oeil, Boudienny, qui galopait fièrement au premier rang, tourna bride. L'infâme couard s'enfuit, abandonnant ses compagnons.

Le combat qui s'engagea fut un véritable cauchemar. Les soldats de l'Armée Rouge, lancés contre nous, appartenaient aux troupes qui étaient restées, jusque-là, en Russie Centrale. Elles y " assuraient l'ordre intérieur ". Ces soldats n'avaient pas combattu à nos côtés en Crimée ; ils ne nous connaissaient pas. On les avait trompés, leur disant que nous étions de " vulgaires bandits ", et ils mirent leur point d'honneur à ne pas reculer devant des malfaiteurs.

Quant aux insurgés, ils se sentaient dans leur droit et étaient fermement décidés à vaincre et à désarmer l'ennemi.

Ce combat fut le plus acharné de tous ceux qui nous eûmes à soutenir, avant ou après. Il se termina par une défaite complète des troupes de Boudienny, ce qui amena la décomposition de son armée et la désertion de beaucoup de ses soldats.

Ensuite, je formai un détachement des originaires de la Sibérie et je l'expédiai, armé et muni du nécessaire, en Sibérie, sous les ordres du camarade Glasounoff. Au commencement du mois d'août 1921 nous apprîmes par les journaux bolchevistes que ce détachement fit son apparition dans la région de Samara. Puis on n'en entendit plus parler.

Durant tout l'été 1921 nous ne cessâmes de combattre.

La sécheresse excessive de cet été et la mauvaise récolte qui en résulta dans les départements d'Ekaterinoslaw, de Tauride et, partiellement, dans ceux de Kherson et de Poltava, ainsi que dans la région du Don, nous forcèrent à nous diriger, d'une part, vers le Kouban et sous Tzaritsine et Saratov, d'autre part vers Kiew et Tchernigov. De ce dernier côté, la lutte était conduite par le camarade Kojine. Lorsque nous nous retrouvâmes, il me transmit des liasses de papiers : décisions prises par les paysans du département de Tchernigov, déclarant vouloir nous soutenir entièrement dans notre lutte.

Quant à moi, je fis un raid vers la Volga, avec les détachements des camarades Zaboudko et Pétrenko ; puis je me repliai sur le Don, rencontrant en route plusieurs de nos unités, dont j'opérai la jonction et que je reliai aussi avec le groupe d'Azov (ancien groupe de Vdovitchenko).

Au début du mois d'août 1921, il fut décidé qu'en raison de la gravité de mes blessures je partirais, avec quelques-uns de nos commandants, à l'étranger, pour y suivre un traitement sérieux.

C'est vers la même époque que furent grièvement blessés nos meilleurs commandants : Kojine, Pétrenko et Zaboudko.

Le 13 août, accompagné d'une centaine de cavaliers, je m'engageai dans la direction du Dniéper et, le 16 au matin, nous passâmes ce fleuve entre Orlik et Krémentchoug, à l'aide de 17 barques de pêcheurs. Ce jour même je fus blessé six fois, mais légèrement.

En cours de route, nous rencontrâmes plusieurs de nos détachements. Nous leur expliquâmes les raisons de notre départ pour l'étranger. Tous nous dirent la même chose : " Partez, soignez bien Batko, et puis revenez à notre rescousse. "

Le 19 août, à 12 verstes de Bobrinetz, nous tombâmes sur la septième division de cavalerie de l'Armée Rouge, campée le long de la rivière Ingoulets.

Retourner sur nos pas signifierait courir à notre perte, car nous avions été aperçus par un régiment de cavalerie, à notre droite, qui se porta tout de suite en avant pour nous couper la retraite. C'est pourquoi je priai Zinkovsky de me mettre à cheval. En un clin d'oeil sabres à nu et aux cris de " Hourrah ! ", nous nous précipitâmes vers les mitrailleuses de la division, qui se trouvaient amassées dans un village. Nous parvînmes à nous emparer de 13 mitrailleuses " Maxim " et de 3 " Lewis ". Puis nous continuâmes notre chemin.

Mais à l'instant même où nous nous emparions des mitrailleuses, la division tout entière se rangea rapidement et nous attaqua.

Nous étions pris dans une souricière. Mais sans perdre courage, nous attaquâmes et culbutâmes le 38e régiment et la division. Nous ayant frayé un passage, nous parcourûmes 110 verstes sans nous arrêter, tout en nous défendant sans cesse contre les attaques furieuses de toutes ces troupes.

Nous finîmes par leur échapper, après avoir perdu, il est vrai, 17 de nos meilleurs compagnons.

Le 22 août, on eut encore à s'occuper de moi : une balle me frappa au cou et sortit par la joue droite. Me voici de nouveau couché au fond d'une charrette. Mais cela ne fit qu'accélérer notre marche.

Le 26, nous fûmes obligés de soutenir un nouveau combat avec les rouges. Nous y perdîmes nos meilleurs camarades et combattants : Pétrenko-Platonoff et Ivanuk.

Je fus obligé de modifier une dernière fois notre itinéraire. Le 28 août, je passai le *Dniester*. Me voici à l'étranger...

Ainsi se termina, fin 1921, le grand drame populaire de l'Ukraine, drame qui représente un morceau d'histoire *du peuple* - et non des partis, des autorités ou des systèmes d'oppression - et qui, pourtant, ou plutôt pour cette raison, n'est même pas *souçonné* hors de Russie⁶⁶, tous les " surhommes " patentés et leurs acolytes ayant soigneusement caché ces faits. Car, la *vérité historique* aurait précipité tous ces pygmées de leur piédestal d'argile, de même que *la véritable Révolution Populaire* précipitera bientôt dans la poussière, à tout jamais, tous les " surhommes " au pouvoir, quels qu'ils soient. Alors viendront des hommes qui sauront et oseront, enfin, écrire *la vraie histoire* des peuples.

Avec ses nombreuses divisions, n'hésitant pas devant les plus terribles mesures de répression et de violence, le gouvernement communiste parvint rapidement à écraser ou à disperser les derniers détachements makhnovistes errant à travers le pays.

⁶⁶ Exception faite des milieux libertaires et de quelques cercles particuliers.

Il va de soi qu'il vint à bout, également, de la résistance des quelques dernières troupes péthliouriennes dans le Sud-Ouest ainsi que de nombreuses formations paysannes, d'une nature très variée, en état de révolte spontanée contre les nouveaux seigneurs ou ayant " pris le maquis " pour se soustraire à l'implacable châtement.

Makhno, avec la poignée de ses camarades de lutte, se réfugia à l'étranger. Il ne revit plus jamais son pays natal.

L'Ukraine tout entière fut soumise à la dictature bolcheviste.

10.7 Le sort de Makhno et de certains de ses camarades - Epilogue

En guise d'épilogue, quelques détails sur la répression finale et aussi sur le sort personnel de certains militants makhnovistes seront ici à leur place.

Naturellement, la troisième et dernière guerre des bolcheviks contre les makhnovistes fut, en même temps, une guerre *contre toute la paysannerie de l'Ukraine* .

Il s'agissait, non seulement de détruire l'Armée insurrectionnelle, mais de maîtriser définitivement *toute cette masse* à esprit rebelle, lui enlevant la moindre possibilité de reprendre les armes et de faire renaître le mouvement. Il s'agissait d'extirper *les germes mêmes* de tout esprit de révolte.

Méthodiquement, les divisions rouges traversaient tous les villages de la région insurgée, exterminant les paysans en masse, souvent - détail savoureux - d'après les indications des fermiers riches (les " koulaks ") de l'endroit.

Plusieurs centaines de paysans furent fusillés à Goulaï Polé, à Novospassovka, à Ouspénovka, Malaïa-Tokmatchka, à Pologui et dans d'autres grands villages de la région.

En plusieurs endroits, les tchékistes, assoiffés de meurtre, fusillaient les femmes et les enfants des insurgés.

Ce fut Frounzé, le commandant en chef du front Sud, qui dirigea cette campagne " répressive ". Il faut en finir avec la Makhnovtchina, en deux temps et trois mouvements ", écrivait-il dans son ordre aux armées du Sud, à la veille de déclencher l'action. Et il se comporta comme un soudard, serviteur fidèle de ses maîtres, traitant " cette canaille de moujiks " en véritable conquérant, en " nouveau noble ", semant la mort et la désolation devant lui.

Et maintenant, quelques notes brèves sur le sort personnel des principaux animateurs du mouvement populaire d'Ukraine.

Simon Karetnik, déjà cité, paysan de Goulaï-Polé. Un des plus pauvres du village. Il travailla surtout comme valet de ferme. Il ne put suivre les études scolaires que pendant un an. Anarchiste depuis 1907, il participa au mouvement dès les premiers jours. En diverses occasions, il fit preuve d'un talent guerrier remarquable. Il fut blessé plusieurs fois dans les combats contre Dénikine. Membre du Conseil des insurgés révolutionnaires de l'Ukraine, il fut l'un des meilleurs commandants de l'Armée insurrectionnelle. A partir de l'année 1920, il remplaça souvent Makhno au commandement suprême de l'armée. Il commanda l'armée expédiée en Crimée contre Wrangel. Après la défaite de ce dernier, il fut mandé par les bolcheviks, soi-disant pour assister à un conseil militaire, mais traîtreusement saisi en cours de route et fusillé à Mélitopol. Il laissa une veuve et plusieurs orphelins.

Martchenko. - Issu d'une famille de paysans pauvres de Goulaï-Polé. Instruction scolaire incomplète. Anarchiste depuis 1907 (avec Makhno et Karetnik) et l'un des premiers insurgés de la région de Goulaï-Polé. Il fut blessé plusieurs fois dans des combats contre les troupes de Dénikine. Pendant les deux dernières années de l'insurrection, il commanda toute la cavalerie makhnoviste et fut membre du Conseil des insurgés révolutionnaires. Il fut tué en janvier 1921, près de Poltava, au cours d'une bataille avec les rouges. Il laissa une veuve.

Grégoire Vassilevsky. - Fils d'un paysan pauvre de Goulaï-Polé. Instruction primaire. Anarchiste avant 1917, il participa à la Makhnovtchina dès ses débuts. Ami personnel de Makhno, il le remplaça plusieurs fois à la tête de l'armée. Il fut tué en décembre 1920, au cours d'une bataille contre les rouges dans la région de Kiew. Il laissa une veuve et des orphelins.

Boris Vérétnikoff. Paysan, originaire de Goulaï-Polé. Ensuite, ouvrier fondeur dans des usines locales. Plus tard, ouvrier à l'usine Poutiloff, à Pétrograd. Socialiste-révolutionnaire à ses débuts, il devint anarchiste en 1918. Orateur et organisateur très doué, il participa activement à toutes les phases de la Révolution russe. En 1918, il retourna à Goulaï-Polé et s'adonna surtout à la propagande. Plus tard, il entra dans l'Armée insurrectionnelle, y

fit preuve de grandes qualités militaires et remplit, pendant quelque temps, les fonctions de chef d'état-major. En juin 1919, il marcha, à la tête d'un détachement formé en hâte, contre les forces supérieures de Dénikine, pour tenter de défendre Gouläi-Polé. Totalement encerclé, il se battit jusqu'au dernier instant à côté de ses camarades et périt avec tout son détachement. Il laissa une veuve et des orphelins.

Pierre Gavrilenko. - Paysan de Gouläi-Polé, anarchiste depuis la révolution de 1905-1906. Un des militants les plus actifs de la Makhnovtchina, il joua un rôle de premier plan dans la débâcle des troupes dénikiennes en juin 1919 ; en tant que commandant du III^e corps des insurgés makhnovistes. En 1921, il remplit les fonctions de chef d'état-major de l'armée de Crimée. Après la débâcle de Wrangel, il fut traîtreusement saisi par les bolcheviks, comme Karetnik, et fusillé à Mélitopol.

Basile Kourilenko. - Paysan de Novospassovka, il reçut une instruction scolaire primaire. Anarchiste dès le début de la révolution. Propagandiste populaire de talent, militant de très haute qualité morale, il se révéla aussi comme un des meilleurs commandants de l'Armée insurrectionnelle. Plusieurs fois blessé, il remporta de nombreuses victoires sur les troupes de Dénikine. Il fut tué dans une escarmouche avec les rouges en été 1921 et laissa une veuve.

Victor Bélach. - Paysan de Novospassovka. Instruction primaire Anarchiste. Jusqu'en 1919, il commanda un régiment makhnoviste. Stratège très habile, il fut ensuite chef d'état-major de l'armée insurrectionnelle et élaborer plusieurs plans de combats remarquables. En 1921 il tomba entre les mains des bolcheviks. Son sort nous est resté inconnu.

Vdovitchenko. - Paysan de Novospassovka. Anarchiste. Instruction primaire. Un des participants les plus actifs de l'insurrection révolutionnaire, il commanda le détachement spécial des troupes makhnovistes. Il joua un rôle considérable dans la défaite de Dénikine sous Pérégonovka, en septembre 1919. En 1921, fait prisonnier par les bolcheviks, il repoussa avec dédain leur proposition de passer à leur service. Son sort nous est resté inconnu.

Pierre Rybine (Zonoff). - Ouvrier tourneur, originaire du département d'Orel. Révolutionnaire depuis 1905, il émigra en Amérique où il prit une part active au mouvement révolutionnaire russe exilé. En 1917, il rentra en Russie s'établit à Ekaterinoslaw et accomplit une oeuvre populaire considérable dans le domaine de la réorganisation de l'industrie et des transports. Il collabora d'abord avec les bolcheviks en qualité de spécialiste du mouvement professionnel. Mais, en 1920, il sentit qu'il lui était impossible de continuer cette collaboration, l'activité des bolcheviks allant, à son avis, à l'encontre des véritables intérêts des ouvriers et des paysans. En automne 1920 il adhéra au mouvement makhnoviste et lui consacra toutes ses forces et connaissances. En 1921 il fut arrêté à Kharkov par la Tcheka puis, fusillé⁶⁷.

Kalachnikoff. - Fils d'ouvrier, il reçut une certaine instruction et devint sous-lieutenant dans l'armée tsariste avant la Révolution. En 1917, il était secrétaire du groupe anarchiste de Gouläi-Polé. Plus tard il entra dans l'Armée insurrectionnelle et devint un de ses commandants les plus éminents. Il fut le principal organisateur du soulèvement des troupes rouges à Novy-Boug, en 1919, lorsque les régiments makhnovistes, momentanément incorporés dans l'armée bolcheviste, furent appelés à rejoindre l'Armée insurrectionnelle et entraînent avec eux plusieurs régiments rouges. Il amena toutes ces troupes dans la région insurgée. Il fut tué en 1920 dans un combat contre les rouges. Il laissa une veuve et un orphelin.

Mikhaleff-Pavlenko. - Fils de paysan de la Russie centrale. En 1917, membre d'un groupe anarchiste de Pétrograd. Il arriva à Gouläi-Polé au début de 1919. Possédant une bonne instruction professionnelle, il y organisa et commanda les troupes de génie et de sapeurs de l'Armée insurrectionnelle. Le 11 ou le 12 juin 1919, étant de service sur un train blindé, engagé dans la lutte contre les troupes de Dénikine, il fut traîtreusement saisi, avec son camarade Bourbyga, par ordre de Vorochiloff (qui commandait la XIV^e armée bolcheviste) et exécuté le 17 juin, à Kharkov.

Makéeff. - Ouvrier d'Ivanovo-Voznessensk, près de Moscou. Membre du groupe anarchiste de cette ville. Fin avril 1919 il arriva à Gouläi-Polé avec 35 camarades. Il se consacra d'abord à la propagande. Par la suite, il entra dans l'Armée insurrectionnelle. Il fut élu membre de l'état-major. Il fut tué, en novembre 1919, dans un combat contre les dénikiens.

⁶⁷ Son camarade et ami, *Dvigomiroff*, rentré, lui aussi, de d'Amérique et uvrant comme propagandiste parmi les paysans de la région de Tchernigov, fut saisi traîtreusement et fusillé vers la même époque.

Stchouss. - Paysan pauvre du village Bolchaïa-Mikhaïlovka il servit dans l'armée tsariste comme matelot. Au début de la Révolution, il devint des premiers et des plus actifs insurgés du sud de l'Ukraine. Avec un groupe de partisans il mena une lutte farouche contre les troupes austro-allemandes et contre celles de l'hetman. Plus tard, il se joignit à l'Armée insurrectionnelle. Il y occupa divers postes importants. Il fut blessé mortellement en juin 1921, au cours d'une bataille contre les troupes bolchevistes.

Isidore Luty. - Un des plus pauvres paysans de Goulaï-Polé. Peintre en bâtiment. Anarchiste et ami intime de Makhno, il prit part à l'insurrection dès ses débuts. Il fut tué dans la bataille de Pérégonovka contre les troupes de Dénikine, en septembre 1919.

Thomas Kojine. - Paysan révolutionnaire. Commandant remarquable de la section des mitrailleurs à l'Armée insurrectionnelle, il joua un rôle de premier plan dans toutes les défaites infligées à Dénikine et à Wrangel. Il fut grièvement blessé lors d'un combat avec les rouges, en 1921. Son sort ultérieur nous est inconnu.

Les frères Lépetchenko, Jean et Alexandre. - Paysans de Goulaï-Polé. Anarchistes. Ils furent parmi les premiers insurgés contre l'hetman et participèrent activement à toutes les luttes de l'armée makhnoviste. Alexandre Lépetchenko fut saisi et fusillé par les bolcheviks à Goulaï-Polé, au printemps 1920. Le sort de son frère nous est inconnu.

Séréguine. - Paysan. Anarchiste depuis 1917. Il prit part à l'insurrection dès le début et fut surtout chef du service de ravitaillement de l'armée makhnoviste. Nous ignorons ce qu'il est devenu.

Les frères de Nestor Makhno : Grégoire et Savva. Tous deux participèrent activement à l'insurrection. Grégoire fut tué lors des combats contre Dénikine, en septembre 1919. Savva, l'aîné de la famille, fut saisi par les bolcheviks à Goulaï-Polé - non pas au cours d'une bataille, mais dans sa maison - et fusillé.

Nommons encore sommairement : *Boudanoff*, ouvrier anarchiste (sort inconnu) ; *Tchernoknijny*, instituteur (sort inconnu) ; les frères *Tchouvenko*, ouvriers (sort inconnu) ; *Daniloff*, paysan (sort inconnu) ; *Séréda*, paysan (grièvement blessé dans un combat contre Wrangel et hospitalisé par les bolcheviks avant leur rupture avec Makhno, il fut fusillé par eux, dans des conditions particulièrement odieuses, après la rupture, en mars 1921) ; *Garkoucha* (tué en 1920) ; *Koliada* (sort inconnu) ; *Klein* (sort inconnu) ; *Dermendji* (sort inconnu) ; *Pravda* (sort inconnu) ; *Bondaretz* (tué en 1920) ; *Brova* (tué) ; *Zaboudko* (tué) ; *Pétrenko* (tué) ; *Maslak* (sort inconnu) ; *Troïane* (tué) ; *Golik* (sort inconnu) ; *Tchéredniakoff* (fusillé) ; *Dotzenko* (sort inconnu) ; *Koval* (sort inconnu) ; *Parkhomenko* (tué) ; *Ivanuk* (tué) ; *Taranovsky* (tué) ; *Popoff* (fusillé) ; *Domachenko* (sort inconnu) ; *Tykhenko* (sort inconnu) ; *Bouryma* (sort inconnu) ; *Tchoumak, Krat, Kogan* et tant d'autres, dont les noms nous échappent.

Tous ces hommes, comme des milliers de combattants anonymes, sortirent des couches les plus profondes de la population laborieuse ; tous se révélèrent au moment de l'action révolutionnaire et servirent la vraie cause des travailleurs de toutes leurs forces et jusqu'à leur dernier souffle. En dehors de cette cause, ils n'avaient plus rien dans la vie. Leur existence personnelle, et presque toujours leurs familles et leurs maigres biens, furent détruits. Il faut avoir le toupet, l'insolence, l'infamie des bolcheviks - ces parvenus de la race ignoble des " hommes d'Etat " - pour qualifier ce sublime mouvement révolutionnaire populaire de " soulèvement de koulaks " et de " banditisme ".

Citons encore un cas personnel, odieux entre tous.

Bogouche, anarchiste russe, jadis émigré en Amérique, venait de retourner en Russie en 1921, expulsé des Etats-Unis avec d'autres émigrés⁶⁸.

Au moment de l'accord conclu entre les makhnovistes et les bolcheviks, il se trouvait à Kharkov. Ayant beaucoup entendu parler du légendaire Goulaï-Polé, il voulut y aller étudier la Makhnovtchina sur place. Hélas ! il ne put voir Goulaï-Polé *libre* que pendant quelques jours. Aussitôt après la rupture, il retourna à Kharkov. Là il fut arrêté sur l'ordre de la Tchéka et fusillé, en mars 1921.

Cette exécution n'admet qu'une seule explication : les bolcheviks ne voulurent pas laisser en vie un homme ayant des relations à l'étranger, qui connaissait la vérité, sur l'agression contre les makhnovistes et pouvait la révéler hors de Russie.

Quant à *Nestor Makhno* lui-même, il arriva à l'étranger - en Roumanie d'abord - en août 1921. Interné dans ce pays avec ses camarades, il parvint à le quitter et passa en Pologne. Là, il fut arrêté, jugé pour de prétendus

⁶⁸ Il arriva en Russie en même temps qu'Alexandra Berkman et Emma Goldman, deux vieux anarchistes fort connus, dont il a été

forfaits accomplis en Ukraine contre les intérêts de la Pologne et acquitté. Il vint à Dantzig et y fut de nouveau emprisonné. Ayant réussi à s'échapper, avec l'aide de ses camarades, il s'installa définitivement à Paris.

Très sérieusement malade, souffrant atrocement de ses nombreuses blessures, ne connaissant pas la langue du pays et s'adaptant difficilement à la nouvelle ambiance, tellement différente de celle qui fut la sienne, il mena à Paris une existence extrêmement pénible, aussi bien matériellement que moralement. Sa vie à l'étranger ne fut qu'une longue et lamentable agonie contre laquelle il fut impuissant à lutter. Ses amis l'aiderent à supporter le poids de ces tristes années de déclin.

Par moments, il esquaissa une certaine activité. Il employa surtout ses loisirs à écrire l'histoire de ses luttes et de la Révolution en Ukraine. Mais il ne put l'achever. Elle s'arrêta à la fin de l'année 1918. Nous avons déjà dit qu'elle parut en trois volumes : le premier, en russe et en français, du vivant de l'auteur ; le second et le troisième, en russe seulement, après sa mort.

Sa santé empirait rapidement. Admis à l'hôpital Tenon, il y mourut en juillet 1935.

Il fut incinéré au Crématoire du Père-Lachaise où l'on peut voir l'urne contenant ses cendres.

Il laissait une veuve et une fille.

10.7.1 Quelques notes et appréciations personnelles sur Makhno et sur le mouvement .

Avant de clore ce dernier chapitre, j'ai un double devoir à accomplir : d'une part, réfuter définitivement *les calomnies* - bolchevistes ou autres - à l'aide desquelles on a toujours cherché et on cherche encore à défigurer le mouvement, à salir la réputation de l'Armée insurrectionnelle et celle de Makhno ; d'autre part, examiner de plus près les *faiblesses et les débuts réels* de la Makhnovtchina de ses animateurs et de son guide.

Nous avons parlé des efforts déployés par les bolcheviks pour représenter le mouvement makhnoviste comme une manifestation du *banditisme* et Makhno comme un bandit de grande envergure.

La documentation apportée permettra au lecteur - je l'espère - d'être lui-même juge de ces ignominies. Je n'insisterai plus sur ce point.

Cependant, il est indispensable de mettre en relief certains faits qui donnèrent à cette version un *semblant de véracité*, favorisant sa diffusion et son enracinement. Les bolcheviks surent très habilement mettre ces faits à profit.

Signalons, avant tout, qu'en dépit de sa vaste envergure, le mouvement makhnoviste resta - pour de nombreuses raisons - enfermé dans ses propres limites, comme dans un vase clos, isolé du reste du monde.

Etant un mouvement surgi des masses populaires *elles-mêmes*, il resta absolument étranger à toute manifestation de parade, d'éclat, de publicité, de " gloire ", etc. Il ne réalisa aucune action " politique ", ne fit surgir aucune " élite dirigeante ", ne fit miroiter aucune " vedette ".

En tant que véritable *mouvement* - concret, plein de *vie* et non de paperasserie ni d'exploits des " chefs géniaux " et des " surhommes " - il n'eut ni le temps, ni la possibilité, ni même le besoin d'amasser, de fixer " pour la postérité " ses idées, ses documents et ses actes. Il laissa peu de traces palpables. Ses titres réels ne furent gravés nulle part. Sa documentation ne fut ni conservée, ni répandue au loin.

Entouré de toutes parts d'ennemis implacables, combattu sans trêve et sans quartier par le parti au pouvoir, étouffé par le tapage étourdissant des " hommes d'Etat " et de leur entourage, enfin ayant perdu au moins 90 % de ses meilleurs militants, ce mouvement était fatalement voué à rester dans l'ombre.

Il n'est pas facile de pénétrer sa profonde substance. De même que des milliers de héros modestes des époques révolutionnaires restent à jamais inconnus, il s'en fallut de peu que le mouvement makhnoviste ne restât, lui aussi, une épopée héroïque des travailleurs ukrainiens à peu près ignorée. Et, dans les conditions actuelles, je ne sais pas si cette étude, extrêmement réduite, sera suivie, un jour, d'un vaste ouvrage, digne du sujet.

Il va de soi que les bolcheviks utilisèrent admirablement toutes les circonstances particulières et cette ignorance pour raconter sur le mouvement ce qu'ils voulurent.

Voici un autre point important :

Au cours des luttes intestines en Ukraine - luttes confuses, chaotiques, et qui désorganisèrent complètement la vie du pays - des formations armées, composées d'éléments simplement déclassés et désœuvrés, guidées par

des aventuriers, des pillards et des " bandits ", y pullulaient. Ces formations ne dédaignaient pas de recourir à une sorte de " camouflage " : leurs " partisans " se paraient souvent d'un ruban noir et se disaient volontiers " makhnovistes ", dans certaines circonstances. Naturellement, cela créait des confusions regrettables.

Il va de soi que ces formations n'avaient rien de commun avec le mouvement makhnoviste.

Il va de soi aussi que les makhnovistes eux-mêmes luttèrent contre ces bandes et finirent par en venir à bout.

Il va de soi, enfin, que les bolcheviks connaissaient parfaitement la différence entre le mouvement insurrectionnel et les bandes armées sans foi ni morale. Mais cette confusion servait à merveille leurs desseins et, en " hommes d'Etat expérimentés ", ils l'exploitaient dans leur intérêt.

Ajoutons, à ce propos, que les makhnovistes tenaient beaucoup à la bonne renommée de leur armée. Ils surveillaient de près - et d'une façon tout à fait naturelle - la conduite de chaque combattant et, d'une façon générale, se comportaient correctement à l'égard de la population. Ils ne gardaient pas dans leurs rangs les éléments qui, tout en étant venus chez eux, n'arrivaient pas à s'élever à leur niveau mental et moral.

Nous en trouvons une preuve dans l'épisode qui eut lieu à l'Armée insurrectionnelle, après la défaite de l'aventurier Grigorieff (été 1919).

Cet ancien officier tsariste réussit à entraîner dans une assez vaste émeute contre les bolcheviks - émeute réactionnaire, pogromiste et mue, en partie, par un simple esprit de pillage - quelques milliers de jeunes paysans ukrainiens pour la plupart inconscients et trompés. Les masses laborieuses, rapidement fixées sur la véritable nature du mouvement, aidées par les bolcheviks et les makhnovistes, eurent vite raison de l'aventure.

En juillet 1919, au village Sentovo, Makhno et ses amis démasquèrent Grigorieff devant une assemblée publique à laquelle ils l'invitèrent. Brutal, ignorant et nullement fixé sur la mentalité des makhnovistes, il parla le premier et y prononça un discours réactionnaire. Makhno lui répondit de belle façon qu'il se vit perdu et voulut faire usage de ses armes. Au cours d'une courte lutte, il fut abattu ainsi que ses gardes du corps.

Il fut décidé alors que les jeunes partisans de Grigorieff, dont l'écrasante majorité était, malgré tout, empreinte d'un esprit révolutionnaire abusé par leur chef, entreraient - s'ils le voulaient - dans l'Armée insurrectionnelle makhnoviste.

Or, plus tard, on fut obligé de laisser partir presque toutes ces recrues. Car, inconscients et ayant pris de mauvais penchants pendant leur séjour dans les formations de Grigorieff, ces soldats n'arrivaient pas à s'élever au niveau moral des combattants makhnovistes. Certes, ces derniers étaient d'avis qu'avec le temps on arriverait à les éduquer. Mais, dans les conditions de l'heure, on ne pouvait s'occuper d'eux. Et, pour ne pas porter préjudice à la bonne renommée de l'Armée insurrectionnelle, on les congédia.

10.7.2 Makhno et l'antisémitisme.

Une diffamation particulièrement ignoble fut lancée, entre autres, contre le mouvement makhnoviste en général et contre Makhno personnellement. Elle est répétée par de nombreux auteurs de tous camps et par des bavards de tout acabit. Les uns la répandent intentionnellement. D'autres - la plupart - la répètent, sans avoir le scrupule de contrôler les " on-dit " et d'examiner les faits de plus près.

On prétend que les makhnovistes, et Makhno lui-même, étaient imprégnés d'esprit *antisémite*, qu'ils poursuivaient et massacraient les Juifs, qu'ils favorisaient et même organisaient des pogromes. Les plus prudents reprochent à Makhno d'avoir été un antisémite " caché ", d'avoir toléré, " fermé les yeux " sinon sympathisé avec les actes d'antisémitisme commis par " ses bandes ".

Nous pourrions couvrir des dizaines de pages en apportant des preuves massives, *irréfutables*, de la fausseté de ces assertions. Nous pourrions citer des articles et des proclamations de Makhno et du Conseil des insurgés révolutionnaires contre cette honte de l'humanité qu'est l'antisémitisme. Nous pourrions raconter quelques actes de répression spontanée exercée par Makhno lui-même ou par d'autres makhnovistes, contre la moindre manifestation d'un esprit antisémite (de la part de quelques malheureux isolés, égarés) dans l'armée et parmi la population. (Dans ces cas, Makhno n'hésitait pas à réagir sur-le-champ personnellement et violemment, comme le ferait n'importe quel citoyen devant une injustice, un crime ou une violence flagrante.)

question au chapitre de Cronstadt.

L'une des raisons de l'exécution de Grigorieff par les makhnovistes fut son antisémitisme et l'immense pogrome antijuif qu'il avait organisé à Elisabethgrad et qui coûta la vie à près de 3.000 personnes.

L'une des raisons du renvoi des anciens partisans de Grigorieff, incorporés tout d'abord dans l'armée insurrectionnelle, fut l'esprit antisémite que leur ancien chef avait réussi à leur inculquer.

Nous pourrions citer toute une série de faits analogues et donner des documents authentiques prouvant abondamment le contraire de ce qui est insinué par les calomniateurs et soutenu par des gens sans scrupule. Pierre Archinoff en cite un certain nombre. Nous ne croyons pas utile de les répéter ici ni de nous étendre trop sur ce sujet, ce qui nous demanderait beaucoup de place. Et, d'ailleurs tout ce que nous avons dit du mouvement insurrectionnel démontre assez l'absurdité de l'accusation.

Notons sommairement quelques vérités essentielles :

1. Un rôle assez important fut tenu dans l'armée makhnoviste par des révolutionnaires d'origine juive.
2. Quelques membres de la Commission d'éducation et de propagande furent des Juifs.
3. A part les nombreux combattants juifs dans les diverses unités de l'armée, il y avait une batterie servie uniquement par des artilleurs juifs et un détachement d'infanterie juif.
4. Les colonies juives d'Ukraine fournirent à l'armée makhnoviste de nombreux volontaires.
5. D'une façon générale, la population juive, très nombreuse en Ukraine, prenait une part active et fraternelle à toute l'activité du mouvement. Les colonies agricoles juives, disséminées dans les districts de Marioupol, de Berdiansk, d'Alexandrovsk, etc., participaient aux assemblées régionales des paysans, des ouvriers et des partisans ; ils envoyaient leurs délégués au Conseil Révolutionnaire Militaire régional.
6. Les Juifs riches et réactionnaires eurent certainement à souffrir de l'armée makhnoviste, non pas en tant que Juifs, mais uniquement en tant que contre-révolutionnaires, de même que les réactionnaires non Juifs.

Ce que je tiens à reproduire ici, c'est le témoignage autorisé de l'éminent écrivain et historien juif, M. Tchérikov, avec qui j'eus l'occasion de m'entretenir de toutes ces questions, il y a quelques années, à Paris.

M. Tchérikov n'est ni révolutionnaire ni anarchiste. Il est simplement un historien scrupuleux, méticuleux, objectif. Depuis des années, il s'était spécialisé dans les recherches sur les persécutions des Juifs, sur les pogromes en Russie. Il a publié sur ce sujet des oeuvres fondamentales extraordinairement documentées et précises. Il recevait des témoignages, des documents, des récits, des précisions, des photographies, etc., de tous les coins du monde. Il a entendu des centaines de dépositions, officielles et privées. Et il contrôlait rigoureusement tous les faits signalés, avant d'en faire usage.

Voilà ce qu'il répondit, textuellement, à ma question s'il savait quelque chose de précis sur l'attitude de l'armée makhnoviste et de Makhno lui-même, particulièrement à l'égard de la population juive :

- J'ai eu, en effet, me dit-il, à m'occuper de cette question à plusieurs reprises. Voilà ma conclusion, sous réserve des témoignages exacts qui pourront m'arriver dans l'avenir : une armée est toujours une armée, quelle qu'elle soit. Toute armée commet, fatalement, des actes blâmables et répréhensibles, car il est matériellement impossible de contrôler et de surveiller chaque individu composant ces masses d'hommes arrachés à la vie saine et normale, lancés dans une existence et placés dans une ambiance qui déchaîne les mauvais instincts, autorise l'emploi de la violence et, très souvent, permet l'impunité. Vous le savez certainement aussi bien que moi. L'armée makhnoviste ne fait pas exception à cette règle. Elle a commis, elle aussi, des actes répréhensibles par-ci par-là. Mais - c'est important pour vous, et j'ai le plaisir de pouvoir vous le dire en toute certitude - dans l'ensemble, l'attitude de l'armée de Makhno n'est pas à comparer avec celle des autres armées qui ont opéré en Russie pendant les événements de 1917-1921. Je puis vous certifier deux faits, d'une façon absolument formelle :

1° Il est incontestable que parmi toutes ces armées, y compris l'Armée Rouge, c'est l'armée de Makhno qui s'est comportée le mieux à l'égard de la population civile en général et de la population juive en particulier. J'ai là-dessus de nombreux témoignages irréfutables. La proportion des plaintes *justifiées* contre l'armée makhnoviste, en comparaison avec d'autres, est de peu d'importance.

2° Ne parlons pas des pogromes soi-disant organisés ou favorisés par Makhno lui-même. C'est une calomnie ou une erreur. Rien de cela n'existe.

Quant à l'armée makhnoviste comme telle, j'ai eu des indications et des dénonciations précises à ce sujet. Mais, jusqu'à ce jour au moins, chaque fois que j'ai voulu contrôler les faits, j'ai été obligé de constater qu'à la date indiquée *aucun détachement makhnoviste ne pouvait se trouver au lieu indiqué*, toute l'armée se trouvant loin de là. Cherchant des précisions, j'établissais ce fait, *chaque fois*, avec une certitude absolue : au lieu et à la date du pogrome, aucun détachement makhnoviste n'opérait ni ne se trouvait dans les parages. *Pas une fois* je ne pus constater la présence d'une unité makhnoviste à l'endroit où un pogrome juif eut lieu. Par conséquent le pogrome ne fut pas l'oeuvre des makhnovistes.

Ce témoignage, absolument impartial et précis, est d'une importance capitale.

Il confirme, entre autres, un fait que nous avons déjà signalé : la présence des bandes qui, commettant toutes sortes de méfaits et ne dédaignant pas les "profits" d'un pogrome juif, se couvraient du nom des "makhnovistes". Seul un examen scrupuleux pouvait établir la confusion. Et il est hors de doute que, dans certains cas, la population elle-même était induite en erreur.

Et voici, avec son importance, un fait que le lecteur ne doit jamais perdre de vue.

Le mouvement "makhnoviste" fut loin d'être le seul mouvement révolutionnaire des masses en Ukraine. *Ce ne fut que le mouvement le plus important, le plus conscient, le plus profondément populaire et révolutionnaire.* D'autres mouvements du même type - moins vastes, moins nets, moins organisés - surgissaient constamment çà et là jusqu'au jour où le dernier cri libre fut étouffé par les bolcheviks : tel fut, par exemple, le mouvement dit "des verts", dont la presse étrangère donna des échos et que l'on confond souvent avec le mouvement makhnoviste.

Moins conscients de leur véritable tâche que les insurgés de Goulaï-Polé, les combattants de ces diverses formations armées commettaient fréquemment des écarts et des excès regrettables. Et, très souvent, le mouvement makhnoviste (il avait "bon dos") supportait les conséquences de cette inconduite.

Les bolcheviks reprochaient aux makhnovistes, entre autres, de ne pas avoir su réduire "ces diverses bandes chaotiques", les englober dans un seul mouvement, les organiser, etc. Ce reproche fut un des exemples de l'hypocrisie bolcheviste. En réalité, ce qui inquiétait le plus le gouvernement soviétique, c'était, justement, l'éventualité d'un rassemblement de toutes les forces populaires révolutionnaires de l'Ukraine sous l'égide du mouvement makhnoviste. Aussi, les bolcheviks firent-ils leur possible pour l'empêcher. Après cela, reprocher aux makhnovistes de ne pas avoir su réaliser ce ralliement revient à reprocher à quelqu'un de ne pas pouvoir marcher après qu'on lui a lié les pieds.

Les makhnovistes auraient certainement fini par réunir sous leur étendard tous les mouvements populaires révolutionnaires du pays. C'était d'autant plus sûr que chacun de ces divers mouvements prêtait l'oreille à tout ce qui se passait dans le camp makhnoviste, considérant ce mouvement comme le plus important et puissant. Ce ne fut vraiment pas de leur faute si les makhnovistes ne purent remplir cette tâche dont la réalisation aurait pu changer la face des événements.

D'une façon générale, les insurgés makhnovistes - et aussi toute la population de la région insurgée et même au-delà - ne faisaient aucun cas de la nationalité des travailleurs.

Dès le début, le mouvement connu sous le nom de "Makhnovtchina" embrassa les masses pauvres, de toutes nationalités, habitant la région. La majeure partie consistait, naturellement, en paysans de nationalité ukrainienne. Six à huit pour cent étaient des travailleurs d'origine grand russe. Venaient ensuite les Grecs, les Juifs, etc.

Paysans, ouvriers et partisans - lisons-nous dans une proclamation makhnoviste du mois de mai 1919 - vous savez que les travailleurs de toutes nationalités : Russes, Juifs, Polonais, Allemands, Arméniens, etc., croupissent tout pareillement dans l'abîme de la misère. Vous savez combien d'honnêtes et vaillants militants révolutionnaires juifs ont donné leur vie au cours de la lutte pour la Liberté. La Révolution et l'honneur des travailleurs nous obligent, tous, à crier aussi haut que nous le pouvons que nous faisons la guerre à un ennemi commun : au Capital et au principe de l'Autorité, qui oppriment également tous les travailleurs, qu'ils soient de nationalité russe, polonaise, juive ou autre. Nous devons proclamer partout que nos ennemis sont les exploiters et les oppresseurs de toutes nationalités : le fabricant russe, le maître de forges allemand, le banquier juif, le propriétaire foncier polonais... La bourgeoisie de tous les pays et de toutes les nationalités s'est unifiée pour une lutte acharnée contre la Révolution, contre les masses laborieuses de tout l'univers et de toutes les nationalités.

Formé par les exploités et fondu en une seule force par l'union naturelle des travailleurs, le mouvement makhnoviste fut imprégné, dès ses débuts, d'un sentiment profond de fraternité de tous les peuples. Pas un instant il ne fit appel aux sentiments nationaux ou " patriotiques ". Toute la lutte des makhnovistes contre le bolchevisme fut menée uniquement au nom des droits et des intérêts du Travail. Les préjugés nationaux n'avaient aucune prise sur la Makhnovtchina. Jamais personne ne s'intéressa à la nationalité de tel ou tel combattant, ni ne s'en inquiéta.

D'ailleurs, la véritable Révolution change fondamentalement les individus et les masses. A condition que ce soient effectivement les masses elles-mêmes qui la réalisent, à condition que leur *liberté de chercher et d'agir* reste intacte, à condition qu'on ne réussisse pas à leur barrer la route, l'élan des masses en révolution est illimité. Et l'on voit alors avec quelle simplicité, avec quelle facilité cet élan naturel emporte tous les préjugés, toutes les notions artificielles, tous les fantômes, pourtant amoncelés depuis des millénaires : fantôme national, épouvantail religieux, chimère autoritaire.

10.7.3 Les faiblesses réelles de Makhno et du mouvement.

Les bolcheviks portèrent enfin contre Makhno et contre le mouvement insurrectionnel une autre accusation : ils prétendirent que Makhno fut, sinon un " bandit ", du moins un aventurier du genre de Grigorieff, bien que plus intelligent, plus malin, plus " poli " que celui-ci. Ils affirmèrent que Makhno poursuivait, dans le mouvement des buts personnels, se couvrant de l'étiquette et de l'idéologie " anarchistes " ; qu'il faisait son " petit prince ", se moquant de tous les comités, commissions et conseils ; qu'il exerçait, en fait, une dictature personnelle implacable et que les militants d'idée qui participaient au mouvement se laissaient tromper, par naïveté ou à dessein ; qu'il réunit autour de lui toute une camarilla de " commandants " qui se permettaient, en cachette, des actes ignobles de violence, de débauche et de dépravation ; que Makhno couvrait ces actes et y participait à la barbe des " idéologues " qu'au fond il méprisait et dont il se moquait de même que de leurs idées, etc.

Nous touchons là un problème délicat. Car, là également, il y eut des faits qui donnèrent à ces accusations un *semblant de véracité* et dont les bolcheviks surent profiter admirablement.

En même temps nous touchons de près à certains *défauts et faiblesses réels* du mouvement et de son guide : défauts et faiblesses dont un examen plus approfondi est nécessaire dans l'intérêt même de la cause.

Nous avons énuméré plus haut, sommairement, les côtés faibles du mouvement. Nous avons fait allusion, également, à certaines défaillances personnelles de Makhno.

Pierre Archinoff, pour sa part, consacre au même sujet quelques lignes, ça et là.

Nous sommes d'avis que ces indications sommaires ne suffisent pas. Il est nécessaire d'insister sur certains points.

En examinant de près le mouvement makhnoviste, il faut y distinguer trois catégories de défauts :

En premier lieu viennent ceux d'ordre général. Ils ne dépendaient pas de la volonté des participants et n'étaient imputables à personne. Ce furent surtout : la nécessité quasi perpétuelle de se battre et de changer de région, sans pouvoir se fixer nulle part ni, par conséquent, se consacrer à un travail positif suivi ; l'existence

nécessaire d'une armée qui, fatalement, devenait de plus en plus professionnelle et permanente ; le manque, au sein de l'insurrection, d'un mouvement ouvrier vigoureux et organisé qui l'eût appuyé ; l'insuffisance des forces intellectuelles au service du mouvement.

En second lieu viennent certains défauts d'ordre individuel, mais dont on ne peut faire grief à personne : le manque d'instruction, l'insuffisance de connaissances théoriques et historiques - donc, fatalement, de larges vues d'ensemble - chez les animateurs du mouvement. Ajoutons à cela l'attitude trop confiante des makhnovistes à l'égard de l'Etat communiste et de ses procédés.

En dernier lieu viennent les défaillances tout à fait personnelles de Makhno et ses amis immédiats. Celles-ci sont parfaitement reprochables. Elles pouvaient être évitées.

Quant aux deux premières catégories, il ne serait pas d'une grande utilité de nous étendre sur elles après tout ce qui a déjà été dit.

Il y existe, cependant, un point qui doit retenir l'attention : c'est la longue existence *d'une armée*.

Toute armée, qu'elle qu'elle soit, *est un mal*. Même une armée libre et populaire, composée de volontaires et consacrée à la défense d'une noble tâche, *est un danger*. Devenue permanente, elle se détache fatalement du peuple et du travail ; elle perd le goût et l'habitude d'une vie saine et laborieuse ; petit à petit, imperceptiblement - et c'est d'autant plus dangereux - elle devient un ramassis de désœuvrés qui acquièrent des penchants antisociaux, autoritaires, " dictatoriaux " ; elle prend goût à employer *la violence*, à faire valoir *la force brutale*, et ce dans des cas où un recours à de tels moyens est contraire à la tâche même qu'elle se flatte de défendre.

Ces défauts se développent surtout chez les chefs. Mais la masse des combattants est de plus en plus disposée à les suivre, presque inconsciemment, même quand ils n'ont pas raison.

C'est ainsi que, en fin de compte, toute armée devenue permanente tend à devenir un instrument d'injustice et d'oppression. Elle finit par oublier son rôle primitif et par se considérer comme une " valeur en soi ".

Il faut vraiment que - même dans une ambiance exceptionnellement saine et favorable - les animateurs et les chefs militaires d'un mouvement possèdent des qualités individuelles - spirituelles et morales - extrêmement élevées, au-delà de toute épreuve, de toute tentation, pour qu'on réussisse à éviter ces maux, ces égarements, ces écueils, ces dangers.

Makhno et les autres animateurs et organisateurs du mouvement et de l'Armée insurrectionnelle possédaient-ils ces qualités ? Surent-ils s'élever au-dessus de tout relâchement, de toute déchéance ? Surent-ils épargner à l'armée et au mouvement le spectacle de la " faillite des chefs " ?

Nous regrettons de devoir constater que les qualités *morales* de Makhno lui-même et de beaucoup de ses amis et collaborateurs ne furent pas entièrement à la hauteur de la tâche.

Lors de mon séjour à l'armée, j'ai souvent entendu dire que certains commandants - on parlait surtout de Kourilenko - étaient moralement plus désignés que Makhno pour animer et guider le mouvement dans son ensemble. On y ajoutait parfois que, même quant aux qualités militaires, Kourilenko - par exemple - ne le cédait en rien à Makhno et le dépassait certainement par la largeur de ses vues. Quand je demandais pourquoi, dans ce cas, Makhno restait à sa place, on me répondait que, pour certains traits de son caractère, Makhno était plus aimé, plus estimé par la masse ; qu'on le connaissait mieux, qu'on s'était depuis longtemps familiarisé avec lui, qu'il jouissait d'une confiance absolue, ce qui était très important pour le mouvement ; qu'il était plus " simple ", plus " copain ", plus " paysan ", plus " audacieux ", etc. (Je n'ai pas connu Kourilenko et n'ai pu me faire aucune opinion personnelle sur lui.)

De toutes façons, Makhno et plusieurs de ses amis manquèrent à certains devoirs moraux qu'à leur poste ils auraient dû remplir sans la moindre défaillance.

C'est là que nous touchons aux faiblesses irréelles du mouvement et aux défauts personnels de ses animateurs, faiblesses et défauts dont les manifestations donnèrent aux assertions des bolcheviks un semblant de véracité ; faiblesses et défauts qui nuisirent beaucoup au mouvement lui-même et à sa renommée.

Il ne faut pas se créer des illusions. Il serait insensé de se représenter un mouvement makhnoviste exempt de tout péché, s'épanouissant uniquement dans *la lumière* et *l'héroïsme* et ses animateurs planant au-dessus de toute défaillance, de tout reproche.

La " Makhnovtchina " fut réalisée et menée par des hommes. Comme toute oeuvre humaine, elle eut non seulement ses lumières, mais aussi ses *ombres*. Il est indispensable de nous pencher sur celles-ci, aussi bien pour

satisfaire notre souci d'impartialité et de vérité que, surtout, pour tâcher de mieux comprendre l'ensemble et d'en tirer des avertissements et des déductions utiles.

Citons d'abord, Pierre Archinoff :

La personnalité de Makhno dit-il (p. 361) comporte beaucoup de traits d'un homme supérieur : esprit, volonté, hardiesse, énergie, activité. Ces traits réunis lui donnent un aspect imposant et le rendent remarquable, même parmi les révolutionnaires.

Cependant, Makhno manquait de connaissances théoriques, de savoir politique et historique. C'est pourquoi il lui arrivait souvent de ne pouvoir faire les généralisations et les déductions révolutionnaires qui s'imposaient, ou simplement de ne pas s'apercevoir de leur nécessité.

Le vaste mouvement de l'insurrection révolutionnaire exigeait impérieusement que de nouvelles formules sociales et révolutionnaires, adéquates à son essence, fussent trouvées. Par suite de son manque d'instruction théorique, Makhno ne suffisait pas toujours à cette tâche. Etant donnée la position qu'il occupait au centre de l'insurrection révolutionnaire, ce défaut se répercutait sur le mouvement.

Nous sommes d'avis que si Makhno avait possédé des connaissances plus étendues dans le domaine de l'histoire et des sciences politiques et sociales, l'insurrection révolutionnaire aurait eu à enregistrer, au lieu de certaines défaites, une série de victoires qui auraient joué un rôle énorme - peut-être même décisif - dans le développement de la Révolution russe.

C'est très juste. Mais ce n'est pas tout.

En outre - continue Pierre Archinoff - Makhno possédait un trait de caractère qui diminuait, parfois, ses qualités dominantes : de temps à autre, *une certaine insouciance* s'emparait de lui. Cet homme, plein d'énergie et de volonté, faisait parfois preuve, aux moments d'une gravité exceptionnelle et en face de nécessités tout aussi exceptionnelles, d'une légèreté déplacée et ne témoignait pas de la perspicacité profonde exigée par le sérieux de la situation.

Ainsi, par exemple, les résultats de la victoire remportée en automne 1919 par les makhnovistes sur la contre-révolution de Dénikine ne furent ni mis suffisamment à profit, ni développés jusqu'aux proportions d'une insurrection panukrainienne, bien que le moment fût particulièrement favorable à cette tâche. La raison en fut, entre autres, un certain enivrement de la victoire ainsi qu'une forte dose d'un sentiment de sécurité - erroné - et d'insouciance : les guides de l'insurrection, Makhno en tête, s'installèrent dans la région libérée sans prendre suffisamment garde au danger blanc, qui persistait, ni au bolchevisme qui venait du Nord.

C'est tout à fait exact. mais ce n'est pas encore tout.

Nous avons le devoir de compléter Archinoff quant à cette " insouciance " à laquelle il fait à peine allusion. Car, d'une part, cette insouciance était, très souvent, la conséquence d'une autre faiblesse et, d'autre part, ces faillites morales acculaient Makhno, fréquemment, à une véritable déchéance dont le mouvement se ressentait incontestablement.

Le paradoxal du caractère de Makhno fut qu'à côté d'une force de volonté et de caractère supérieure, cet homme ne savait point résister à certaines faiblesses et tentations qui l'entraînaient et où il entraînait derrière lui plusieurs amis et collaborateurs. (Parfois, c'étaient ces derniers qui l'en traînaient et alors il ne savait pas s'y opposer résolument.)

Son plus grand défaut fut certainement *l'abus de l'alcool*. Il s'y habitua peu à peu. A certaines périodes, c'était lamentable.

L'état d'ébriété se manifestait chez lui surtout dans le domaine moral. Physiquement, il ne chancelait pas. Mais, sous l'influence de l'alcool, il devenait méchant, surexcité, injuste, intraitable, violent. Combien de fois - lors de mon séjour à l'armée - je le quittai désespéré, n'ayant pu rien tirer de raisonnable de cet homme à cause

de son état anormal, et cela dans des affaires d'une certaine gravité ! Et, à certaines époques, cet état devenait presque... un état " normal " !...

Le second défaut de Makhno et de beaucoup de ses intimes - commandants et autres - fut leur attitude à l'égard des femmes. En état d'ébriété surtout, ces hommes se permettaient des actes inadmissibles - odieux serait souvent le vrai mot - allant jusqu'à des sortes d'orgies auxquelles certaines femmes étaient obligées de participer.

Inutile de dire que ces actes de débauche produisaient un effet démoralisant sur ceux qui en avaient connaissance. La bonne renommée du commandement en souffrait.

Cette inconduite morale entraînait fatalement d'autres excès et abus. Sous l'influence de l'alcool, Makhno devenait irresponsable de ses actes : il perdait le contrôle de lui-même. Alors, c'était *le caprice personnel*, souvent appuyé par la violence, qui, brusquement, remplaçait le devoir révolutionnaire c'étaient l'arbitraire les incartades absurdes, les coups de tête, les " singeries dictatoriales " d'un chef armé, qui se substituaient étrangement au calme, à la réflexion, à la clairvoyance, à la dignité personnelle, à la maîtrise de soi, au respect d'autrui et de la cause, qualités qui n'auraient *jamais dû* abandonner un homme comme Makhno.

Le résultat inévitable de ces égarements et aberrations fut un excès du " sentiment guerrier " qui aboutit à la formation d'une sorte de " clique militaire " - ou de " camarilla " - autour de Makhno. Cette clique se permettait parfois de prendre des décisions et de commettre des actes sans tenir compte de l'avis du Conseil ou d'autres institutions. Elle perdait la juste notion des choses. Elle manifestait du mépris vis-à-vis de tout ce qui se trouvait en dehors d'elle-même. Elle se détachait de plus en plus de la masse des combattants et de la population laborieuse.

Pour appuyer mes dires, je citerai un épisode parmi ceux dont je fus, plus d'une fois, témoin.

Un soir, le Conseil s'étant plaint de l'inconduite de certains commandants, Makhno vint en pleine séance. Il était en état d'ébriété, donc surexcité au paroxysme. Il sortit son revolver, le braqua sur l'assistance et, en l'agitant de droite à gauche et de gauche à droite devant les membres de l'assemblée, les injuria grossièrement. Après quoi il sortit, sans vouloir entendre aucune explication.

Même si la plainte s'était mal fondée, le moyen d'y répondre méritait lui-même plus qu'une plainte.

Je pourrais y ajouter d'autres épisodes du même genre.

Gardons-nous, cependant, d'exagérer les ombres, après avoir évité de porter trop haut les lumières.

D'abord, d'après Archinoff, " la personnalité de Makhno grandissait et se développait au fur et à mesure que croissait la Révolution. Chaque année il devenait plus profond et plus conscient de sa tâche. En 1921 il avait beaucoup gagné en profondeur, par comparaison aux années 1918-1919 ".

Ensuite, les actes d'inconduite de Makhno et de certains de ses amis étaient, tout de même, des actes *isolés* et sporadiques, plus ou moins compensés par tout un ensemble d'exploits hautement méritoires. Il ne faut pas y voir une " ligne de conduite " : ce ne furent que des écarts.

Ce qui importe, justement, c'est qu'il ne s'agissait pas là de l'attitude calculée, permanente, rigide - d'un *gouvernement* qui, s'appuyant régulièrement sur une force coercitive, s'imposerait à jamais et à toute la communauté. Dans l'ambiance générale de *liberté* et en raison de cette base - un vaste mouvement populaire *conscient* - le mal ne pouvait être qu'une plaie *localisée* dont la suppuration ne pouvant empoisonner l'organisme entier.

Et, en effet, une résistance sérieuse se fit rapidement jour contre les déviations de Makhno et de " la clique ", aussi bien au sein du groupe même des commandants que dans la masse des insurgés. A plusieurs reprises on tint tête à Makhno et on lui fit carrément sentir la gravité de son inconduite. Il faut dire à son honneur que, généralement, il en convenait et s'efforçait de se perfectionner. " Il ne faut pas oublier - dit avec juste raison P. Archinoff - les conditions défavorables dans lesquelles il (Makhno) avait vécu dès son enfance, les défauts du milieu qui l'entourait dès ses premières années : un manque presque complet d'instruction parmi ceux qui l'entouraient et, ensuite, un manque complet d'aide éclairée et d'expérience dans sa lutte sociale et révolutionnaire. "

Ce qui fut le point le plus important, c'est *l'atmosphère générale* du mouvement. En fin de compte, ce n'étaient ni Makhno ni les commandants qui comptaient : c'était *la masse*. Elle conservait toute son indépendance, toute sa liberté d'opinion et d'action. On peut être sûr que, *dans cette ambiance générale d'un mouvement libre*, l'activité de la masse eût fini par avoir raison des " chefs ".

Justement, pour que ce frein, cette résistance aux écarts des individus, cette "localisation" du mal soient toujours possibles, la liberté entière d'opinion et d'action des masses laborieuses doit être et rester la conquête la plus importante, la plus absolue et imprescriptible de la Révolution.

Combien de fois, lors de mon séjour en Ukraine, je pus observer face à l'attitude blâmable de certains "chefs", la réaction simple et saine des masses, *tant que celles-ci étaient libres!* Et combien de fois je repensai ceci : "ce n'est pas le "chef", ce n'est pas le "commandant", ce n'est pas le révolutionnaire professionnel, ce n'est pas "l'élite" qui *comptent* dans une véritable Révolution : c'est *la masse révolutionnaire*. C'est en elle que gît la Vérité... et le Salut. Le rôle de l'animateur, du vrai "chef", du vrai révolutionnaire, de "l'élite", est d'aider la masse et de rester à la hauteur de la tâche" !

Que les révolutionnaires y réfléchissent bien !

Il n'y a donc pas lieu de "gonfler" les faiblesses du mouvement makhnoviste jusqu'aux proportions qu'elles ont prises sous la plume des bolcheviks. Ceux-ci ont sciemment exagéré et défiguré les fautes de quelques-uns dans le but de discréditer le mouvement tout entier. Et, d'ailleurs, les chefs bolchevistes n'avaient qu'à se regarder eux-mêmes.

Mais, incontestablement, certaines de ces fautes et de ces insuffisances ont momentanément affaibli le mouvement.

Qui sait quelle eût été la tournure des événements - malgré tous les obstacles et les difficultés - si ce mouvement avait été guidé, dès le début, d'une façon plus clairvoyante, plus conséquente plus vaste, en peu de mots : plus digne de la tâche ?

Les efforts fournis par les makhnovistes dans leur lutte contre Dénikine furent énormes.

L'héroïsme qu'ils y déployèrent durant les derniers mois fit l'admiration de tous. Sur toute l'imposante étendue des régions libérées ils furent les seuls à faire retentir les roulements du tonnerre révolutionnaire et à préparer une fosse à la contre-révolution dénikinienne. C'est ainsi que les masses du peuple entendirent les événements, tant dans les villes qu'à la campagne.

Mais cette circonstance même contribua à entretenir parmi beaucoup de makhnovistes la ferme certitude qu'ils étaient désormais garantis contre toute provocation de la part des bolcheviks ; que l'Armée Rouge qui - à ce moment-là - descendait du Nord, comprendrait combien les calomnies du parti communiste à l'égard des makhnovistes étaient peu fondées ; que cette armée ne prêterait plus l'oreille à une nouvelle supercherie, à une nouvelle provocation ; qu'elle ferait, au contraire, cause commune avec les makhnovistes dès qu'elle se trouverait face à face avec eux.

L'optimisme de certains makhnovistes allait jusqu'à croire invraisemblable que le parti communiste osât organiser un nouvel attentat contre le peuple libre, les tendances makhnovistes étant manifestement acquises par les vastes masses du pays.

L'activité militaire et révolutionnaire des makhnovistes allait de pair avec cet état d'esprit. Ils se bornèrent à occuper une partie de la région du Dniéper et du Donetz. Ils ne cherchèrent pas à avancer vers le Nord et à s'y consolider. Ils pensaient que lorsque la rencontre des deux armées serait un fait accompli, la tactique qu'il conviendrait d'adopter se préciserait d'elle-même.

Cet optimisme ne correspondait pas à la situation telle qu'elle se formait en Ukraine. Et c'est pourquoi les résultats obtenus ne furent pas ceux que les makhnovistes espéraient.

(...)

L'anéantissement de la contre-révolution de Dénikine constituait certes en automne 1919, l'une des tâches principales de la Makhnovtchina comme, d'ailleurs, de toute la Révolution russe. Cette tâche, les makhnovistes la remplirent jusqu'au bout. Mais elle ne constituait pas *toute* la mission échue, du fait de la Révolution, aux makhnovistes lors de cette période tragique. Le pays en révolution libéré des troupes de Dénikine, exigeait impérieusement une organisation de défense immédiate sur toute son étendue. Sans cette défense, le pays et toutes les possibilités révolutionnaires qui s'ouvraient devant lui après la liquidation de la Dénikintchina risquaient quotidiennement d'être écrasés par

les armées étatistes des bolcheviks, qui s'étaient élancées en Ukraine à la poursuite des troupes de Dénikine battant en retraite.

(...)

Jamais, en aucun cas, le bolchevisme ne saurait admettre l'existence libre d'un mouvement populaire d'en bas, des masses elles-mêmes, tel que la Makhnovtchina. Quelle que fût l'opinion des masses ouvrières et paysannes, le bolchevisme ne se serait pas gêné, au premier contact avec le mouvement, non seulement pour passer outre, mais encore pour tout faire afin de le garrotter et l'anéantir. C'est pourquoi les makhnovistes, placés au coeur des événements et des mouvements populaires en Ukraine, auraient dû commencer par prendre d'avance toutes les mesures nécessaires pour être garantis contre une pareille éventualité.

(...)

Il est donc incontestable que l'une des tâches historiques, imposées en automne 1919 à la Makhnovtchina par les événements, fut la création d'une armée révolutionnaire d'une puissance suffisante pour permettre au peuple révolutionnaire de défendre sa liberté, non seulement dans une région isolée et limitée, mais sur tout le territoire de l'insurrection Ukrainienne.

Au moment de la lutte acharnée contre Dénikine, ce n'eût pas été, assurément tâche aisée ; mais elle était historiquement nécessaire et parfaitement réalisable, la majeure partie de l'Ukraine se trouvant en pleine insurrection et penchant vers la Makhnovtchina. Des détachements d'insurgés venaient se joindre aux makhnovistes, arrivant non seulement de la partie méridionale du pays, mais aussi du Nord (comme, par exemple, les troupes de Bibik, qui occupaient Poltava). Certains détachements de l'Armée Rouge arrivaient de la Russie centrale, avides de combattre pour la Révolution Sociale sous les drapeaux de la Makhnovtchina. (Entre autres, les troupes assez nombreuses commandées par Ogarkoff, venant du gouvernement d'Orel pour se joindre aux makhnovistes. Elles arrivèrent vers la fin d'octobre à Ekaterinoslaw après avoir eu en route force batailles contre les armées des bolcheviks aussi bien que contre celles de Dénikine.)

L'étendard de la Makhnovtchina se dressait spontanément et flottait sur l'Ukraine tout entière. Il n'y avait qu'à prendre les mesures nécessaires pour organiser le tout, pour fondre toutes les nombreuses formes armées - qui se remuaient sur toute l'étendue de l'Ukraine - en une seule et puissante armée populaire révolutionnaire qui aurait monté la garde autour du territoire de la Révolution.

Une telle force, défendant ce territoire en entier, et non pas seulement une région étroite et limitée, aurait servi d'argument le plus persuasif contre les bolcheviks, accoutumés à opérer et à compter avec la force.

Cependant, l'enivrement de la victoire remportée et une certaine dose d'insouciance empêchèrent les makhnovistes de créer en temps opportun une force de ce genre. C'est pourquoi, dès que l'armée bolcheviste fit son entrée en Ukraine, ils se virent dans l'obligation de se retrancher dans la région limitée de Goulai-Polé. Ce fut une faute de guerre grave : faute dont les bolcheviks ne tardèrent pas à tirer profit et dont les suites retombèrent lourdement sur les makhnovistes et avec eux sur toute la Révolution en Ukraine. - (P. Archinoff, *op. cit.* . pp. 253-259.)

Sans être obligés de nous trouver d'accord avec l'auteur sur tous les points, nous devons convenir avec lui qu'en raison de certaines défaillances graves, des problèmes d'une importance capitale ne furent pas envisagés et des tâches impérieuses ne furent pas remplies.

Prêt à clore ce dernier chapitre - que je considère comme le plus important et le plus suggestif - je veux adresser quelques paroles à ceux qui, par leurs dispositions, par leur situation ou pour d'autres raisons, envisagent dès à présent la tâche de concourir à l'organisation d'un mouvement populaire dans sa période initiale, de l'animer, de l'aider .

Qu'ils ne se bornent pas à une simple lecture de cette épopée des masses ukrainiennes ! Qu'ils réfléchissent longuement. Qu'ils réfléchissent surtout aux faiblesses et aux erreurs de cette Révolution populaire : ils ne manqueront pas d'y puiser des enseignements à retenir.

La tâche sera ardue. Parmi d'autres problèmes à résoudre dès à présent, parmi d'autres difficultés à surmonter et à éliminer autant que possible à l'avance, il leur faudra envisager - éventuellement - le moyen de réconcilier la nécessité de défendre la *vraie* Révolution à l'aide d'une force armée avec celle d'éviter les maux qu'une force armée engendre.

Oui, qu'ils y réfléchissent bien et qu'ils s'efforcent d'établir à cet effet, dès à présent, certains principes fondamentaux de leur future action !

Le temps presse. Leurs conclusions pourront leur être utiles plus vite qu'ils ne le pensent.

10.8 Testament de la Makhnovtchina aux travailleurs du monde

Terminons par ces quelques paroles de Pierre Archinoff, dans la *Conclusion* de son livre, paroles auxquelles nous nous associons pleinement :

L'histoire qui vient d'être narrée est loin de donner une image du mouvement dans toute sa grandeur. Nous n'avons retracé - et encore fort sommairement - que l'histoire d'un seul courant de ce mouvement, le plus important il est vrai, sorti de la région de Gouläi-Polé. Mais ce courant ne formait qu'une partie d'un vaste ensemble.

(...)

Si nous avons pu suivre le courant de toutes les ramifications de la Makhnovtchina à travers toute l'Ukraine ; si nous avons pu retracer l'histoire de chacune d'elles ; les relier ensuite en un seul faisceau et les éclairer d'une lumière commune et égale, nous aurions obtenu un tableau grandiose d'un peuple de plusieurs millions d'hommes en révolution ; peuple luttant, sous l'étendard de la Makhnovtchina, pour les idées fondamentales de la véritable Révolution Sociale : la vraie liberté et la vraie égalité.

Nous espérons qu'une histoire plus détaillée et plus complète du mouvement makhnoviste remplira cette tâche un jour..

La Makhnovtchina est universelle et immortelle.

(...)

Là où les masses laborieuses ne se laisseront pas subjuguées, là où elles cultiveront l'amour de l'indépendance, là où elles concentreront et fixeront leur esprit et leur volonté de classe, elles créeront toujours leurs propres mouvements sociaux historiques, elles agiront selon leur propre entendement. C'est ce qui constitue la véritable essence de la Makhnovtchina.

La tragédie sanglante des paysans et des ouvriers russes ne saurait passer sans laisser des traces. Plus que toute autre chose, la pratique du socialisme en Russie a démontré que les classes laborieuses n'ont pas d'amis, qu'elles n'ont que des ennemis qui cherchent à s'emparer des fruits de leur travail. Le socialisme étatiste a démontré pleinement qu'il se range, lui aussi, au nombre de leurs ennemis. Cette idée s'implantera de plus en plus fermement, d'année en année, dans la conscience des masses du peuple.

Prolétaires du monde entier, descendez dans vos propres profondeurs, cherchez-y la vérité, créez-la vous-mêmes ! Vous ne la trouverez nulle part ailleurs.

Tel est le mot d'ordre légué par la Makhnovtchina russe aux travailleurs du monde.

Fin.

De temps à autre, je descendais de cheval, je me penchais, anxieux, sur ces corps muets et immobiles, déjà rigides. Comme si j'espérais pénétrer un mystère impossible !... " Voilà ce que nous serions tous à cette heure-ci s'ils l'avaient emporté, pensai-je. Destin ? Hasard ? Justice ?... "

Le lendemain, les paysans des environs enterrèrent tous ces débris dans une vaste fosse commune, à côté de la route.

Frounzé cherche à justifier son ordre à la manière des jésuites, avec des arguments plausibles en apparence, mais faux en réalité. Car, il ne peut avouer le seul argument vrai : le désir des bolcheviks de se débarrasser définitivement de l'armée et du mouvement makhnovistes, du moment que le Pouvoir bolcheviste n'avait plus besoin de l'Armée insurrectionnelle. S'il l'avouait, il lui faudrait en donner les raisons. Mais alors les mensonges du gouvernement et son attitude véritable à l'égard des masses laborieuses seraient dévoilés. Cette nécessité de *cachez en peuple la vraie raison de la rupture* est le meilleur aveu, la meilleure preuve de l'esprit antipopulaire, antisocial et antirévolutionnaire de toute la " politique " bolcheviste. Si cette attitude et cette politique étaient loyales et justes, pourquoi cherchait-on à donner le change ?

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Voline
La révolution inconnue
1917-1921
1947

Consulté le 1 juillet 2017 de kropot.free.fr
Merci à l'équipe B@[bel].

fr.theanarchistlibrary.org